

SÉRIE E — N° 11

---

ONZIÈME RAPPORT ANNUEL  
DE LA  
COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE  
(15 juin 1934 — 15 juin 1935)

PUBLICATIONS DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE  
INTERNATIONALE

---

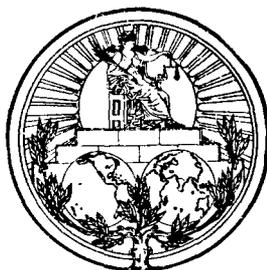
SÉRIE E — N° 11

---

ONZIÈME  
RAPPORT ANNUEL

DE LA  
COUR PERMANENTE DE JUSTICE  
INTERNATIONALE

(15 JUIN 1934 — 15 JUIN 1935)



SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS A. W. SIJTHOFF — LEYDE  
(A. W. SIJTHOFF'S UITGEVERSMAATSCHAPPIJ N. V. — LEIDEN)

---

## INTRODUCTION

Le Onzième Rapport annuel de la Cour porte sur la période du 15 juin 1934 au 15 juin 1935. Le plan en est en principe le même que celui des rapports précédents.

Le chapitre premier rend compte du décès de M. Adatci (Japon), juge et ancien Président de la Cour. D'autre part, en plus des matières dont il traite habituellement, ce chapitre reproduit, sous la section III : « Du Greffe », un diagramme indiquant, depuis 1922 et pour chaque année, le nombre de personnes occupées au Greffe de la Cour. En regard se trouve une courbe donnant le nombre de jours pendant lesquels la Cour a siégé chaque année.

Le chapitre III contient un résumé de quelques-unes des requêtes de personnes privées contre un gouvernement adressées à la Cour depuis le 15 juin 1933. Les Premier, Troisième, Cinquième, Septième et Neuvième Rapports annuels ont déjà donné des exemples de cas de cette nature, auxquels est toujours opposée une fin de non-recevoir fondée sur l'article 34 du Statut.

Au chapitre IV, qui contient la liste des sessions de la Cour, la liste de ses arrêts et avis et le rôle général mis à jour, ont été ajoutés une liste par ordre chronologique et un index par sujet des ordonnances rendues par la Cour ou par son Président. Ces deux nouvelles tables portent sur toutes les ordonnances, tant sur celles qui participent de la nature des arrêts (mesures conservatoires, jonction de requêtes, clôture, etc.) et qui sont mentionnées dans la liste des arrêts et avis, que sur celles qui ont été rendues exclusivement « pour la direction du procès » (art. 48 du Statut).

Le chapitre VI donne le digeste des décisions (autres que celles qui sont formulées dans les arrêts, avis et ordonnances) prises par la Cour pendant la période dont il s'agit et portant application du Statut et du Règlement ; ce digeste s'ajoute à ceux dont se compose le chapitre VI des Troisième au Dixième Rapports annuels.

Le chapitre VII reproduit un tableau indiquant depuis 1922 et pour chaque année le nombre des volumes publiés par la Cour ainsi que le nombre total des pages imprimées.

Le chapitre VIII contient un diagramme sur les finances de la Cour depuis 1922. Les courbes indiquent, pour chaque année, le montant du budget, des recettes, des dépenses effectuées, etc.

Comme celles des Troisième au Dixième Rapports annuels, la liste bibliographique du chapitre IX s'ajoute à la liste du Deuxième Rapport annuel ; elle est mise à jour au 15 juin 1935 et complète en outre quelques lacunes des listes précédentes. Les deux index de la bibliographie portent sur l'ensemble des dix listes.

Le chapitre X constitue le quatrième addendum à la quatrième édition de la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*, datée du 31 janvier 1932<sup>1</sup>. Comme dans le Dixième Rapport annuel, la liste (par ordre chronologique) des actes régissant la compétence de la Cour figure à la fin de ce chapitre.

\* \* \*

Il est bien entendu que le contenu des volumes appartenant à la Série E des Publications de la Cour, volumes élaborés et publiés par le Greffe, n'engage en aucune façon la Cour. Il y a lieu de remarquer notamment que le résumé des arrêts et des avis qui se trouve dans le chapitre V, et dont le but est simplement de donner une vue d'ensemble des travaux de la Cour, ne saurait être cité à l'encontre du texte même des arrêts et des avis et ne constitue pas une interprétation de ce texte.

La Haye, juillet 1935.

Le Greffier de la Cour :  
A. HAMMARSKJÖLD.

---

<sup>1</sup> Publications de la Cour, Série D, n° 6.

## CHAPITRE PREMIER

### DE LA COUR ET DU GREFFE

#### I. — DE LA COUR

1) COMPOSITION DE LA COUR. (Voir E 7<sup>1</sup>, pp. 9-10.)

Le 28 décembre 1934, M. Minéitcirô Adatci, membre et ancien Président de la Cour permanente de Justice internationale, est décédé à Amsterdam. Le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas a fait savoir au Greffier de la Cour que le Gouvernement néerlandais serait heureux de pouvoir donner un témoignage officiel de sa sympathie en offrant des funérailles solennelles ; cette offre fut acceptée, tant par la famille du défunt que par la Cour, et les funérailles eurent lieu le 3 janvier 1935.

Le 11 mars 1935, en ouvrant la première audience publique de la 34<sup>me</sup> Session ordinaire de la Cour (1<sup>er</sup> févr. — 10 avril 1935), le Président répéta, à la demande de ses collègues, les paroles suivantes, par lesquelles il avait rendu hommage à la mémoire du défunt, en séance privée, au début de la session :

« Au moment où s'ouvre cette première séance de notre session, nos regards se portent sur la place vide que la mort vient de creuser parmi nous, alors qu'il y a peu de temps encore nous avions le ferme espoir de la voir occupée de nouveau par notre vénéré collègue et ancien Président, M. Adatci.

Vous avez tous été tenus au courant de ce qui a été fait ici pour honorer sa mémoire : ceux d'entre nous qui ont pu assister aux obsèques solennelles et à la cérémonie qui s'est tenue au Palais de la Paix n'ont pu manquer d'être frappés de l'assistance considérable qui se pressait pour lui rendre un dernier hommage. Enfin, les très nombreux télégrammes, lettres, témoignages divers qui nous sont parvenus ici ont été portés à votre connaissance.

Ces témoignages, vous savez comme moi que nul plus que notre cher collègue disparu ne les méritait. Son affabilité, sa sympathie innée à l'égard de tous, faisaient aimer l'homme. Son impartialité, son sens aigu des responsabilités, son dévouement absolu à l'œuvre commune, faisaient et continuent à faire respecter le juge. C'est à

<sup>1</sup> Les abréviations E 1, E 2, etc., signifient : Premier Rapport annuel, Second Rapport annuel, etc.

ce moment où nous devons, sans lui, reprendre nos travaux que nous sentons le plus profondément combien son expérience, son jugement si sûr nous font défaut. Il nous apportait ici, avec une science éprouvée des grands problèmes juridiques communs au monde entier, une connaissance particulière du droit et de l'âme des pays d'Extrême-Orient.

Je suis donc sûr que vous ressentez comme moi toute l'étendue de la perte que la Cour vient de subir, et que c'est avec un sentiment de deuil profond que vous vous unirez au regret ému que j'exprime en ce moment à la mémoire de celui qui fut pour nous un ami autant qu'un membre de notre Cour, et un Président éminemment respecté dont le souvenir vivra dans notre cœur et dans notre mémoire. »

Le Conseil de la Société des Nations, après avoir rendu hommage à la mémoire de M. Adatci, lors de la première séance de sa 84<sup>me</sup> Session (11 janv. 1935), fut saisi, au cours de la troisième séance de cette même session (14 janv. 1935), d'un rapport relatif à l'élection d'un juge pour succéder au défunt. Ce rapport est ainsi conçu :

« En inscrivant cette question à son ordre du jour, le Conseil s'est conformé à une disposition comprise dans les amendements qui ont été apportés au Statut de la Cour permanente de Justice internationale<sup>1</sup>, mais qui ne sont pas encore entrés en vigueur. Cette disposition prévoit que, lorsqu'une vacance se produira parmi les juges de la Cour, le Conseil fixera, à sa prochaine session, la date de l'élection nécessaire.

Il a semblé utile, pour parer aux inconvénients que pourrait occasionner un trop long retard avant que le poste vacant soit pourvu d'un titulaire, que le Conseil examine chaque fois s'il y avait lieu de hâter la date de l'élection en convoquant une session extraordinaire de l'Assemblée.

Sous réserve des observations de mes collègues, je crois que, dans le cas actuel, le Conseil pourrait décider que l'élection aura lieu pendant la prochaine session ordinaire de l'Assemblée. »

Le Conseil adopta les conclusions du rapport. L'élection du successeur de M. Adatci aura donc lieu au cours de la session de l'Assemblée qui devra commencer en septembre 1935. Le Secrétaire général de la Société des Nations a pris les mesures prescrites par le Statut en vue de cette élection.

A l'exception du décès de M. Adatci, aucun changement n'est intervenu dans la composition de la Cour depuis le 15 juin 1934.

<sup>1</sup> Le texte de cette disposition est le suivant :

« Article 14. — Il est pourvu aux sièges devenus vacants selon la méthode suivie pour la première élection, sous réserve de la disposition ci-après : dans le mois qui suivra la vacance, le Secrétaire général de la Société des Nations procédera à l'invitation prescrite par l'article 5, et la date d'élection sera fixée par le Conseil dans sa première session. »

## 2) PRÉSÉANCE, PRÉSIDENTE ET VICE-PRÉSIDENTE.

Le 2 décembre 1933 ont été élus, comme Président de la Cour, sir Cecil Hurst, et comme Vice-Président, M. Guerrero ; ils sont entrés en fonctions le 1<sup>er</sup> janvier 1934, et leur mandat prend fin le 31 décembre 1936.

Le tableau des juges par ordre de préséance est le suivant (depuis le décès de M. Adatci) :

*Juges titulaires* : sir CECIL HURST, *Président* ; MM. GUERRERO, *Vice-Président* ; KELLOGG, le baron ROLIN-JAEQUEMYS, le comte ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, ANZILOTTI, URRUTIA, SCHÜCKING, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, M. WANG.

Tableau  
des juges.

*Juges suppléants*<sup>1</sup> : MM. REDLICH, DA MATTA, NOVACOVITCH, ERICH.

3) BIOGRAPHIES DES JUGES TITULAIRES ET SUPPLÉANTS. (Pour les biographies des juges ci-dessus mentionnés, voir E 7, pp. 13-33.)

## 4) DES JUGES « AD HOC ». (Voir E 1, p. 25.)

Les personnes suivantes ont fait l'objet d'une présentation en conformité des articles 4 et 5 du Statut, soit en 1921 (élection des membres de la Cour), soit en 1923 (remplacement de M. Barbosa, décédé), soit en 1928 (remplacement de M. Moore, démissionnaire), soit en 1929 (remplacement de M. André Weiss et de lord Finlay, décédés), soit en 1930 (remplacement de M. Charles Evans Hughes, démissionnaire, et renouvellement général de la Cour). Les noms imprimés en caractères **gras** sont ceux des candidats qui ont été élus à la Cour ; les noms imprimés en caractères **gras** mais entre parenthèses sont ceux des personnes qui n'ont pas été l'objet d'une réélection en 1930 ; les noms imprimés en *italique* sont ceux des personnes dont le décès a été annoncé à la Cour.

<i>Adatci</i> , Minéitcirô . . . . .	Japon
<i>Ador</i> , Gustave . . . . .	Suisse
AIYAR, Sir P. S. Sivaswami . . . . .	Inde
ALFARO, F. A. Guzman . . . . .	Venezuela
ALFARO, Ricardo J. . . . .	Panama
<b>Altamira</b> , Rafael . . . . .	Espagne
ALVAREZ, Alexandre . . . . .	Chili
AMEER ALI, Saiyid . . . . .	Inde
ANDRÉ, Paul . . . . .	France
<i>Anglin</i> , Franck A. . . . .	Canada
<b>Anzilotti</b> , Dionisio . . . . .	Italie
ARENDE, Ernest . . . . .	Luxembourg
AYON, Alfonso . . . . .	Nicaragua
BAKER, Newton D. . . . .	États-Unis d'Amérique
BALAMÉZOV, St. G. . . . .	Bulgarie

<sup>1</sup> Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1931, les juges suppléants n'ont pas été appelés à siéger.

BALOGH, Eugène de . . . . .	Hongrie
<i>Barbosa</i> , Ruy . . . . .	Brésil
BARRA, F. L. de la . . . . .	Mexique
BARTHÉLÉMY, Joseph . . . . .	France
BASDEVANT, Jules . . . . .	France
BATLLE Y ORDOÑEZ, José . . . . .	Uruguay
( <b>Beichmann</b> , Frederik Waldemar, N.) . . . . .	Norvège
BEVILAQUA, Clovis . . . . .	Brésil
<i>Bonamy</i> , Auguste . . . . .	Haïti
BORDEN, Sir Robert . . . . .	Canada
BOREL, Eugène . . . . .	Suisse
BORNO, Louis . . . . .	Haïti
BOSSA, Simon . . . . .	Colombie
<i>Bourgeois</i> , Léon . . . . .	France
<i>Boyden</i> , William Roland . . . . .	États-Unis d'Amérique
BRUM, Baltasar . . . . .	Uruguay
BUCKMASTER, Lord . . . . .	Grande-Bretagne
BUERO, Juan A. . . . .	Uruguay
<b>Bustamante</b> , Antonio S. de . . . . .	Cuba
<i>Bustamante</i> , Daniel Sanchez . . . . .	Bolivie
BUSTILLOS, Juan Francisco . . . . .	Venezuela
CHAMBERLAIN, Joseph E. . . . .	États-Unis d'Amérique
CHINDAPIROM, Phya . . . . .	Siam
CHYDENIUS, Jacob Wilhelm . . . . .	Finlande
<i>Colin</i> , Ambroise . . . . .	France
CRUCHAGA TOCORNAL, Miguel . . . . .	Chili
DANEFF, Stoyan . . . . .	Bulgarie
DAS, S. R. . . . .	Inde
DEBVIDUR, Phya . . . . .	Siam
<i>Descamps</i> (Le baron) . . . . .	Belgique
<i>Doherty</i> , Charles . . . . .	Canada
DREYFUS, Eugène . . . . .	France
DUFF, Lyman Poore . . . . .	Canada
DUPUIS, Charles . . . . .	France
<b>Erich</b> , Rafael . . . . .	Finlande
<b>Eysinga</b> , le jonkheer W. J. M. van . . . . .	Pays-Bas
FADENHEHT, Joseph . . . . .	Bulgarie
<i>Fauchille</i> , Paul . . . . .	France
FERNANDEZ Y MEDINA, Benjamin . . . . .	Uruguay
<i>Finlay</i> , Robert Bannatyne, Viscount . . . . .	Grande-Bretagne
FRIIS, M. P. . . . .	Danemark
<b>Fromageot</b> , Henri . . . . .	France
GODDYN, Arthur . . . . .	Belgique
<i>Gonzalez</i> , Joaquin V. . . . .	Argentine
GOYENA, J. Y. . . . .	Uruguay
<i>Gram</i> , G. . . . .	Norvège
GRISANTI, Carlos F. . . . .	Venezuela
GUANI, Alberto . . . . .	Uruguay
<b>Guerrero</b> , J. Gustavo . . . . .	Salvador
HAILSHAM, Lord . . . . .	Grande-Bretagne
<i>Halban</i> , Alfred . . . . .	Pologne
HAMMARSKJÖLD, Hj. L. . . . .	Suède
HAMMARSKJÖLD, Åke . . . . .	Suède

HANOTAUX, Gabriel . . . . .	France
HANSSON, Michael . . . . .	Norvège
HANWORTH, Lord . . . . .	Grande-Bretagne
HASSAN KHAN MOCHIROD DOVLEH (S. A.)	Iran
HERMANN-OTAVSKÝ, Charles . . . . .	Tchécoslovaquie
HIGGINS, A. Pearce . . . . .	Grande-Bretagne
HONTORIA, Manuel Gonzales . . . . .	Espagne
Hoz, Julian de la . . . . .	Uruguay
(Huber, Max) . . . . .	Suisse
(Hughes, Charles Evans) . . . . .	États-Unis d'Amérique
Hurst, Sir Cecil . . . . .	Grande-Bretagne
HYDE, Charles Cheney . . . . .	États-Unis d'Amérique
HYMANS, Paul . . . . .	Belgique
IMAM, Sir Saiyid Ali . . . . .	Inde
JESSUP, Philip . . . . .	États-Unis d'Amérique
KADLETZ, Karel . . . . .	Tchécoslovaquie
KARAGUIOZOV, Anguel . . . . .	Bulgarie
Kellogg, Frank B. . . . .	États-Unis d'Amérique
KLAESTAD, Helge . . . . .	Norvège
Klein, Franz . . . . .	Autriche
KOSTERS, J. . . . .	Pays-Bas
KRAMARZ, Charles . . . . .	Tchécoslovaquie
KRIEGE, Johannes . . . . .	Allemagne
KRITIKANUKORNKITCH, Chowphya Bij- aiyati . . . . .	Siam
Lafleur, Eugène . . . . .	Canada
LANGE, Christian . . . . .	Norvège
LAPRADELLE, Albert de . . . . .	France
LARNAUDE . . . . .	France
LEE, Frank William Chinglun . . . . .	Chine
LE FUR, Louis . . . . .	France
LEMONON, Ernest . . . . .	France
LESPINASSE, Edmond de . . . . .	Haïti
LIANG, Chi-Chao . . . . .	Chine
LIMBURG, J. . . . .	Pays-Bas
(Loder, B. C. J.) . . . . .	Pays-Bas
Magyary, Géza de . . . . .	Hongrie
Manolesco Ramniceano . . . . .	Roumanie
MARCS DE WURTEMBERG, baron Erik Teodor . . . . .	Suède
MASTNY, Vojtěch . . . . .	Tchécoslovaquie
Matta, J. L. da . . . . .	Portugal
MOHAMMED ALI KHAN ZOKAOL MOLK . . . . .	Iran
(Moore, John Bassett) . . . . .	États-Unis d'Amérique
MORALES, Eusebio . . . . .	Panama
MORENA, Alfredo Baquerizo . . . . .	Équateur
Negulesco, Demètre . . . . .	Roumanie
Novacovitch, Miléta . . . . .	Yougoslavie
Nyholm, Didrik Galtrup Gjedde . . . . .	Danemark
OCA, Manuel Montès de . . . . .	Argentine
OCTAVIO DE LANGAARD MENEZES, Rodrigo . . . . .	Brésil
(Oda, Yorozu) . . . . .	Japon

PAPAZOFF, Théohar . . . . .	Bulgarie
PAREJO, F. A. . . . .	Venezuela
(Pessôa, Epitacio da Silva) . . . . .	Brésil
Phillimore, Lord Walter George Frank	Grande-Bretagne
PIOLA-CASELLI, Edoardo . . . . .	Italie
Poincaré, Raymond . . . . .	France
POLITIS, Nicolas . . . . .	Grèce
POLLOCK, Sir Frederick . . . . .	Grande-Bretagne
POUND, Roscoe . . . . .	États-Unis d'Amérique
RAHIM, Sir Abdur . . . . .	Inde
READING, Marquess of . . . . .	Grande-Bretagne
<b>Redlich</b> , Joseph . . . . .	Autriche
REYES, Pedro Miguel . . . . .	Venezuela
RIBEIRO, Arthur Rodrigues de Almeida	Portugal
Richards, Sir Henry Erle . . . . .	Grande-Bretagne
<b>Rolin-Jaequemyns</b> (Le baron) . . . . .	Belgique
ROOT, Elihu . . . . .	États-Unis d'Amérique
<b>Rostworowski</b> , Michel (Le comte). . . . .	Pologne
Rougier, Antoine . . . . .	France
SALAZAR, Carlos . . . . .	Guatemala
SANTOS, Abel . . . . .	Venezuela
SCHEY, Joseph . . . . .	Autriche
SCHLYTER, Karl . . . . .	Suède
<b>Schücking</b> , Walther . . . . .	Allemagne
SCHUMACHER, Franz . . . . .	Autriche
SCOTT, James Brown . . . . .	États-Unis d'Amérique
SCOTT, Sir Leslie . . . . .	Grande-Bretagne
SÉFÉRIADÈS, Stélio . . . . .	Grèce
SETALVAD, Sir C. H. . . . .	Inde
SIMONS, Walther . . . . .	Allemagne
SMUTS, le général J. C. . . . .	Union sud-africaine
SOARES, Auguste Luis Vieira . . . . .	Portugal
STREIT, Georges . . . . .	Grèce
STRUPP, Karl . . . . .	Allemagne
Struycken, A. A. H. . . . .	Pays-Bas
TCHIMITCH, Ernest . . . . .	Yougoslavie
Tybjerg, Erland . . . . .	Danemark
UNDÉN, Östen . . . . .	Suède
<b>Urrutia</b> , Francisco José . . . . .	Colombie
VARELA, José Pedro . . . . .	Uruguay
VELEZ, Fernando . . . . .	Colombie
VERDROSS, Alfred . . . . .	Autriche
VILLAZON, Eliodoro . . . . .	Bolivie
VILLIERS, Sir Étienne de . . . . .	Union sud-africaine
VISSCHER, Charles de . . . . .	Belgique
WALKER, Gustave . . . . .	Autriche
WALLACH, William . . . . .	Inde
<b>Wang Chung-Hui</b> . . . . .	Chine
Weiss, André . . . . .	France
Wessels, Sir Johannes Wilhelmus . . . . .	Union sud-africaine
WICKERSHAM, George Woodward . . . . .	États-Unis d'Amérique
WIGMORE, John H. . . . .	États-Unis d'Amérique
WILSON, George Grafton . . . . .	États-Unis d'Amérique

WREDE, baron R. A. . . . .	Finlande
(Yovanovitch, Michel) . . . . .	Yougoslavie
Zeballos, Estanislao . . . . .	Argentine
ZEPEDA, Maximo . . . . .	Nicaragua
Zolger, Ivan . . . . .	Yougoslavie
ZORILLA DE SAN MARTIN, Juan . . . . .	Uruguay

Les précédents Rapports annuels ont indiqué que des juges *Juges ad hoc*. *ad hoc* ont siégé au sein de la Cour dans les affaires contentieuses suivantes :

- « Wimbledon » (rôle gén. n° 5) <sup>1</sup>,  
*Mavrommatis* (compétence et fond) (rôle gén. nos 10 et 12) <sup>2</sup>,  
*Intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise* (compétence et fond) (rôle gén. nos 18, 18 bis et 19) <sup>3</sup>,  
« Lotus » (rôle gén. n° 24) <sup>4</sup>,  
*Demande en indemnité relative à l'usine de Chorzów* (compétence et fond) (rôle gén. nos 25 et 26) <sup>5</sup>,  
*Réadaptation des concessions Mavrommatis à Jérusalem* (rôle gén. nos 27 et 28) <sup>6</sup>,  
*Droits des minorités en Haute-Silésie polonaise (écoles minoritaires)* (rôle gén. n° 31) <sup>7</sup>,  
*Paiement de divers emprunts serbes émis en France* (rôle gén. n° 34) <sup>8</sup>,  
*Paiement, en or, des emprunts fédéraux brésiliens contractés en France* (rôle gén. n° 33) <sup>9</sup>,  
*Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex* (1<sup>ère</sup>, 2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> phases) (rôle gén. n° 32) <sup>10</sup>,  
*Étendue territoriale de la juridiction de la Commission de l'Oder* (rôle gén. n° 36) <sup>11</sup>,  
*Affaire relative à l'interprétation du Statut de Memel* (rôle gén. nos 47 et 50) <sup>12</sup>,  
*Affaire du Groënland oriental* (rôle gén. n° 43) <sup>13</sup>,  
*Affaire du Groënland du Sud-Est* (indication de mesures conservatoires) (rôle gén. n° 52) <sup>14</sup>,  
*Affaire concernant l'appel contre une sentence rendue le 3 février 1933 par le Tribunal arbitral mixte hongaro-tchécoslovaque* (rôle gén. n° 58) <sup>15</sup>,  
*Affaire franco-hellénique des phares* (rôle gén. n° 59) <sup>16</sup>,  
et dans les affaires consultatives suivantes (art. 71, al. 2, du Règlement) :

<sup>1</sup> Voir E 1, p. 159.

<sup>2</sup> » » », » 164.

<sup>3</sup> » E 2, » 101.

<sup>4</sup> » E 4, » 157.

<sup>5</sup> » » », » 147,

et E 5, p. 171.

<sup>6</sup> Voir E 4, p. 167.

<sup>7</sup> » » », » 182.

<sup>8</sup> » E 5, p. 192.

<sup>9</sup> Voir E 5, p. 202.

<sup>10</sup> » E 6, » 192, E 7,

p. 221, et E 8, p. 183.

<sup>11</sup> Voir E 6, p. 203.

<sup>12</sup> » E 8, » 198, et E 9, p. 112.

<sup>13</sup> » E 9, » 131.

<sup>14</sup> » » », » 109.

<sup>15</sup> » E 10, p. 122.

<sup>16</sup> » » », » 129.

*Compétence des tribunaux de Dantzig* (rôle gén. n° 29)<sup>1</sup>,  
*Affaire des Communautés gréco-bulgares* (rôle gén. n° 37)<sup>2</sup>,  
*Trafic ferroviaire entre la Lithuanie et la Pologne* (rôle gén. n° 39)<sup>3</sup>,

*Accès et stationnement des navires de guerre polonais dans le port de Dantzig* (rôle gén. n° 44)<sup>4</sup>,

*Traitement des nationaux polonais et des autres personnes d'origine ou de langue polonaise dans le territoire de Dantzig* (rôle gén. n° 42)<sup>5</sup>,

*Interprétation de l'Accord gréco-bulgare du 9 décembre 1927 (Accord Caphandaris-Molloff)* (rôle gén. n° 45)<sup>6</sup>.

Depuis le 15 juin 1934, les affaires dont s'est occupée la Cour n'ont pas donné lieu à la désignation de juges *ad hoc* <sup>7</sup>.

#### 5) CHAMBRES SPÉCIALES. (Voir E 1, p. 52.)

##### *Composition de la Chambre pour les litiges de travail.*

À la suite du décès de M. Adatci, qui était membre et Président de la Chambre pour les litiges de travail, la Cour a élu, le 2 février 1935, sir Cecil Hurst comme membre et Président de cette Chambre pour la période restant à courir du mandat du juge défunt.

La composition de la Chambre pour les litiges de travail est donc, jusqu'au 31 décembre 1936 :

*Membres* : Sir Cecil Hurst, *Président*, MM. Altamira, Urrutia, Schücking, Wang. — *Membres remplaçants* : le comte Rostworowski, M. Negulesco.

##### *Composition de la Chambre pour les litiges de communications et de transit.*

Jusqu'au 31 décembre 1936 :

*Membres* : M. Guerrero, *Président*, le baron Rolin-Jaequemyns, MM. Fromageot, Anzilotti, Jhr. van Eysinga. — *Membres remplaçants* : le comte Rostworowski, M. Schücking.

##### *Composition de la Chambre de procédure sommaire.*

Le 10 décembre 1934, la Cour avait élu les juges suivants comme membres de la Chambre de procédure sommaire du 1<sup>er</sup> janvier 1935 au 31 décembre de la même année :

<sup>1</sup> Voir E 4, p. 203.

<sup>2</sup> » E 7, » 233.

<sup>3</sup> » E 8, » 211.

<sup>4</sup> Voir E 8, p. 216.

<sup>5</sup> » » », » 222.

<sup>6</sup> » » », » 229.

<sup>7</sup> Voir pp. 133-134 du présent volume, dans le résumé de l'avis consultatif rendu en l'affaire des écoles minoritaires en Albanie, la décision prise par la Cour en cette affaire relativement à la non-application de l'article 71 de son Règlement. Voir également p. 145 (chap. VI : Digeste des décisions de la Cour).

*Membres* : Sir Cecil Hurst, *Président*, MM. Guerrero, Adatci.  
— *Membres remplaçants* : le comte Rostworowski, M. Anzilotti.

A la suite du décès de M. Adatci, la Cour a élu, le 2 février 1935, M. Schücking, en remplacement du juge défunt.

La composition de la Chambre de procédure sommaire est donc la suivante jusqu'au 31 décembre 1935 :

*Membres* : Sir Cecil Hurst, *Président*, MM. Guerrero, Schücking.  
— *Membres remplaçants* : le comte Rostworowski, M. Anzilotti.

6) ASSESSEURS. (Voir E I, p. 55.)

Le tableau A suivant donne la liste, au 15 juin 1935, des assesseurs pour litiges de travail désignés par les Membres de la Société des Nations et par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail ; ces assesseurs sont classés par pays. Le tableau B donne les mêmes renseignements à la même date, en ce qui concerne les assesseurs pour litiges de transit et de communications désignés par les Membres de la Société des Nations. Le tableau C donne la liste générale des assesseurs (travail et transit) en suivant l'ordre alphabétique des noms des assesseurs. Pour les qualifications des assesseurs, voir les Rapports précédents.

A. — LISTE DES ASSESSEURS POUR LITIGES DE TRAVAIL  
(CLASSIFICATION PAR PAYS).

Assesleurs pour litiges de travail.	Pays.	Nom.	Présenté par :	Représen- tant :
	<i>Union sud- africaine.</i>	—	—	—
		FRYE, C. C.	B.I.T.	Patrons.
		BRIGGS, J. D. I.	B.I.T.	Employés.
	<i>Allemagne.</i>	—	—	—
		BRAUWEILER, R., GRASSMANN, P.,	B.I.T. B.I.T.	Patrons. Employés.
	<i>Autriche.</i>	ADLER, Emmanuel,	Gouv't.	
		MAYER-MALLENAU, Félix,	Gouv't.	
		CAMUZZI, Dr Siegfried,	B.I.T.	Patrons.
		HEINDL, Hermann,	B.I.T.	Employés.
	<i>Belgique.</i>	JULIN, Armand,	Gouv't.	
		MAHAIM, Ernest,	Gouv't.	
		DALLEMAGNE, G.,	B.I.T.	Patrons.
		BONDAS, Joseph,	B.I.T.	Employés.
	<i>Bolivie.</i>	—	—	—
		GARCIA, E., IBANEZ, Juan,	B.I.T. B.I.T.	Patrons. Employés.
	<i>Bésil.</i>	PELLES, Godefredo Silva,	Gouv't.	
		PEREIRA, Manoel Carlos Goncalves,	Gouv't. B.I.T.	Patrons.
		DUTRA, Ildefonso,	B.I.T.	Employés.
		BEZERRA, Andrade,	B.I.T.	
	<i>Bulgarie.</i>	NICOLOFF, A.,	Gouv't.	
		NICOLTCHOFF, V.,	Gouv't.	
		BOUROFF, Ivan D.,	B.I.T.	Patrons.
		DANOFF, Grigor,	B.I.T.	Employés.
	<i>Canada.</i>	—	—	—
		COULTER, W. C., SIMPSON, James,	B.I.T. B.I.T.	Patrons. Employés.
	<i>Chili.</i>	VICUÑA, Manuel Rivas,	Gouv't.	
	<i>Chine.</i>	—	—	—
		—	—	—
		HOO-CHI-TSAI,	Gouv't.	
		TCHOU YIN, HO TING-TSENG, LONG, J.,	Gouv't. B.I.T. B.I.T.	Patrons. Employés.

Pays.	Nom.	Présenté par :	Représen- tant :
<i>Colombie.</i>	RESTREPO, Antonio José,	Gouv't.	
	URRUTIA, Dr Francisco,	Gouv't.	
	— —	— —	— —
<i>Danemark.</i>	BERGSÆ, J. Fr.,	Gouv't.	
	HANSEN, J. A.,	Gouv't.	
	VESTESEN, H.,	B.I.T.	Patrons.
	HEDEBOL, Peder,	B.I.T.	Employés.
<i>Espagne.</i>	ORMAECHEA, Rafael Gar- cia,	Gouv't.	
	OYUELOS, Ricardo,	Gouv't.	
	JUNOY RABAT, Francisco,	B.I.T.	Patrons.
	CABALLERO, Francisco Largo,	B.I.T.	Employés.
<i>Estonie.</i>	— —	— —	— —
	LUTHER, Martin,	B.I.T.	Patrons.
	ROI, Auguste,	B.I.T.	Employés.
<i>Finlande.</i>	MANNIO, Niilo Anton,	Gouv't.	
	HALLSTEN, Gustaf Onni Immanuel,	Gouv't.	
	PALMGREN, Axel,	B.I.T.	Patrons.
	HUTTUNEN, Edvard,	B.I.T.	Employés.
<i>France.</i>	— —	— —	— —
	LAVERGNE, A. DE,	B.I.T.	Patrons.
	MILAN, Pierre,	B.I.T.	Employés.
<i>Grande-Bre- tagne.</i>	CHAMBERLAIN, Sir Arthur Neville,	Gouv't.	
	MACASSEY, Sir Lynden Livingstone,	Gouv't.	
	DUNCAN, Sir Andrew Rae,	B.I.T.	Patrons.
	THOMAS, The Right Hon. J. H.,	B.I.T.	Employés.
<i>Grèce.</i>	CHOIDAS,	Gouv't.	
	TOTOMIS, M. D.,	Gouv't.	
	NEGRIS, Constantin,	B.I.T.	Patrons.
	LAMBRINOPOULOS, Timoléon,	B.I.T.	Employés.
<i>Haïti.</i>	DENNIS, Fernand,	Gouv't.	
	— —	— —	— —
<i>Hongrie.</i>	— —	— —	— —
	KNOB, Alexandre,	B.I.T.	Patrons.
	PEYER, Charles,	B.I.T.	Employés.

Pays.	Nom.	Présenté par :	Représentant :
<i>Inde.</i>	CHOUDHURI,	Gouv <sup>t</sup> .	
	LOW, Sir Charles Ernest,	Gouv <sup>t</sup> .	
	KAY, J. A.,	B.I.T.	Patrons.
	MUNAWAR, S.,	B.I.T.	Employés.
<i>État libre d'Irlande.</i>	—	—	—
	—	—	—
	HALPIN, J. J., DUFFY, L. J.,	B.I.T. B.I.T.	Patrons. Employés.
<i>Italie.</i>	PERASSI, Tomaso,	Gouv <sup>t</sup> .	
	MICELI, Giuseppe,	Gouv <sup>t</sup> .	
	BALELLA, Dr Giovanni,	B.I.T.	Patrons.
	CUCINI, Bramante,	B.I.T.	Employés.
<i>Japon.</i>	KAWANISHI, Jitsuzo,	Gouv <sup>t</sup> .	
	YOSHIZAKA, Shunzo,	Gouv <sup>t</sup> .	
	MUTO, Sanji,	B.I.T.	Patrons.
	HAMADA, Kunitaro,	B.I.T.	Employés.
<i>Lettonie.</i>	SCHUMANS, V.,	Gouv <sup>t</sup> .	
	ROZE, Fr.,	Gouv <sup>t</sup> .	
	—	—	—
<i>Lithuanie.</i>	—	—	—
	SLIZYS, François, RAULINAITIS, François,	Gouv <sup>t</sup> . Gouv <sup>t</sup> .	
	—	—	—
<i>Luxembourg.</i>	—	—	—
	—	—	—
	WEBER, Paul, BARBEL, Barthélémy,	B.I.T. B.I.T.	Patrons. Employés.
<i>Norvège.</i>	BACKER, M. C.,	Gouv <sup>t</sup> .	
	BERG, Paal,	Gouv <sup>t</sup> .	
	ERLANDSEN, Christian,	B.I.T.	Patrons.
	MADSEN, Alfred,	B.I.T.	Employés.
<i>Panama.</i>	—	—	—
	—	—	—
	ZUBIETA, José Antonio, ADAMES, Énoch,	B.I.T. B.I.T.	Patrons. Employés.
<i>Pays-Bas.</i>	KOOLEN, Dr D. A. P. N.,	Gouv <sup>t</sup> .	
	VOOYS, J. P. DE,	Gouv <sup>t</sup> .	
	VERKADE, A. E.,	B.I.T.	Patrons.
	SERRARENS, P. J. S.,	B.I.T.	Employés.
<i>Pologne.</i>	KUMANIECKI, Dr Casimir Ladislav,	Gouv <sup>t</sup> . Gouv <sup>t</sup> .	
	MLYNARSKI, Dr Félix,	Gouv <sup>t</sup> .	
	ZAGLENICZNY, Jan,	B.I.T.	Patrons.
	ZULAWSKI, Sigismond,	B.I.T.	Employés.
	—	—	—

Pays.	Nom.	Présenté par :	Représen- tant :
<i>Roumanie.</i>	JANCOVICI, Dimitrie,	Gouvt.	
	VOINESCU, Barvu,	Gouvt.	
	FICSINESCU, Teodor,	B.I.T.	Patrons.
	GHERMAN, Eftimie,	B.I.T.	Employés.
<i>Suède.</i>	HAMMARSKJÖLD, B. G. H.,	Gouvt.	
	RIBBING, Sigurd,	Gouvt.	
	HAY, B.,	B.I.T.	Patrons.
	BERGMAN, P.,	B.I.T.	Employés.
<i>Suisse.</i>	MERZ, Léo,	Gouvt.	
	RENAUD, Edgar,	Gouvt.	
	BUSCH, O.,	B.I.T.	Patrons.
	ROBERT, René,	B.I.T.	Employés.
<i>Tchécoslo- vaquie.</i>	FRANCKE, Emil,	Gouvt.	
	HOROWSKY, Zdenek,	Gouvt.	
	WALDES, Henri,	B.I.T.	Patrons.
	TAYERLE, Rudolf,	B.I.T.	Employés.
<i>Uruguay.</i>	BERNARDEZ, Manuel,	Gouvt.	
	BLANCO, Dr Juan Carlos,	Gouvt.	
	ALVAREZ-LISTA, Dr Ramon,	B.I.T.	Patrons.
	DEBENE, Alejandro,	B.I.T.	Employés.
<i>Yougoslavie.</i>	—	—	—
	—	—	—
	YOVANOVITCH, Vasa V., URATNIK, Filip,	B.I.T. B.I.T.	Patrons. Employés.

B. — LISTE DES ASSESSEURS POUR LITIGES DE TRANSIT  
ET DE COMMUNICATIONS  
(CLASSIFICATION PAR PAYS).

Assesseeurs pour litiges de transit.	Pays.	Nom.
	<i>Autriche.</i>	SCHEIKL, Gustave RINALDINI, Théodore
	<i>Belgique.</i>	LAMALLE, V. U. PIERRARD, A.
	<i>Brésil.</i>	PERRETI, Medeiros Joao RIBEIRO, Edgard
	<i>Bulgarie.</i>	BOCHKOFF, Lubomir DINTCHEFF, Urdan
	<i>Chili.</i>	ALVAREZ, Alejandro AMUNATEGUI, Francisco Lira
	<i>Chine.</i>	SHU-CHE LIN-KAI
	<i>Colombie.</i>	—
	<i>Danemark.</i>	HYLLESTAD, E. <sup>1</sup> LILLELUND, C. F.
	<i>Espagne.</i>	MACHIMBARRENA, Vicente PUIG DE LA BELLACASA, Narcise
	<i>Finlande.</i>	SNELLMAN, Karl WREDE, baron Gustav Oskar Axel
	<i>France.</i>	SIBILLE, M. FONTANEILLES, P.
	<i>Grande-Bretagne.</i>	DENT, Sir Francis MANCE, Lieut.-col. H. O.
	<i>Grèce.</i>	PHOCAS, Démétrius VLANGHALI, Alexandre
	<i>Haïti.</i>	ADDOR, M.
	<i>Hongrie.</i>	TOLNAY, Kornél de NEUMANN, Charles
	<i>Inde.</i>	BARNES, Sir George Stapylton LOW, Sir Charles Ernest
	<i>Italie.</i>	CIAPPI, Anselmo MAURO, Francesco

<sup>1</sup> Chef du Service de l'exploitation et des tarifs des Chemins de fer de l'État danois.

Pays.	Nom.
<i>Japon.</i>	IZAWA, Michio TAKATORI, Yasutaro
<i>Lettonie.</i>	ALBAT, G. PAULUKS, J.
<i>Lithuanie.</i>	SIDZIKAUSKAS, Vanceslas SIMOLIUNAS, Jean
<i>Norvège.</i>	RUUD, N. SMITH, G.
<i>Pays-Bas.</i>	ELIAS, le jonkheer P. BRUINS, G. W. J.
<i>Pologne.</i>	TYSZYNSKI, M. Casimir WINIARSKI, Dr Bohdan
<i>Roumanie.</i>	PERIETZEANU, Alexandre POPESCU, Georges
<i>Suède.</i>	GRANHOLM, A. M. MALM, C. G. O.
<i>Suisse.</i>	HAAB, R. SCHRAFL
<i>Tchécoslovaquie.</i>	MUELLER, Bohuslav FIALA, Ctibor
<i>Uruguay.</i>	FERNANDEZ Y MEDINA, Benjamin GUANI, Dr Alberto

## LISTE GÉNÉRALE DES ASSESSEURS

Nom.	Pays.	Travail <sup>1</sup> ou transit.	Date de nomination.
ADAMES, E.	Panama	Travail (E)	11 nov. 1921
ADDOR, M.	Haïti	Transit	26 nov. 1921
ADLER, Em.	Autriche	Travail (G)	11 nov. 1921
ALBAT, G.	Lettonie	Transit	23 déc. 1921
ALVAREZ, A.	Chili	»	10 déc. 1921
ALVAREZ-LISTA, R.	Uruguay	Travail (P)	11 nov. 1921
AMUNATEGUI, Fr.	Chili	Transit	10 déc. 1921
BACKER, M. C.	Norvège	Travail (G)	10 nov. 1921
BALELLA, G.	Italie	» (P)	11 nov. 1921
BARBEL, B.	Luxembourg	» (E)	17 oct. 1931
BARNES, G. S.	Inde	Transit	12 oct. 1921
BERG, P.	Norvège	Travail (G)	10 nov. 1921
BERGMAN, P.	Suède	» (E)	28 oct. 1932
BERGSØ, J. Fr.	Danemark	» (G)	6 janv. 1922
BERNARDEZ, M.	Uruguay	» (G)	4 nov. 1921
BEZERRA, A.	Bésil	» (E)	12 juin 1923
BLANCO, J. C.	Uruguay	» (G)	4 nov. 1921
BOCHKOFF, L.	Bulgarie	Transit	23 déc. 1921
BONDAS, J.	Belgique	Travail (E)	17 oct. 1931
BOUROFF, I. D.	Bulgarie	» (P)	11 nov. 1921
BRAUWEILER, R.	Allemagne	» (P)	9 avril 1932
BRIGGS, J. D. I.	Union sud- africaine	» (E)	28 oct. 1932
BRUINS, G. W. J.	Pays-Bas	Transit	27 févr. 1933
BUSCH, O.	Suisse	Travail (P)	17 oct. 1931
CABALLERO, F. L.	Espagne	» (E)	11 nov. 1921
CAMUZZI, S.	Autriche	» (P)	17 oct. 1931
CHAMBERLAIN, A. N.	Grande-Bre- tagne	» (G)	23 déc. 1921
CHOIDAS	Grèce	» (G)	17 févr. 1922
CHOUDHURI	Inde	» (G)	12 oct. 1921
CIAPPI, A.	Italie	Transit	15 nov. 1921

<sup>1</sup> Les assesseurs pour litiges de travail sont choisis par la Cour sur une liste composée de noms présentés à raison de deux par chaque Membre de la Société des Nations et d'un nombre égal présenté par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, le Conseil désignant par moitié des représentants des employés et par moitié des représentants des patrons.

(G) : représentants des gouvernements des Membres de la S. d. N.

(P) : » » patrons présentés par le B. I. T.

(E) : » » employés » » » » .

Nom.	Pays.	Travail ou transit.	Date de nomination.
COULTER, W. C.	Canada	Travail (P)	9 avril 1932
CUCINI, B.	Italie	» (E)	16 mars 1929
DALLEMAGNE, G.	Belgique	» (P)	11 nov. 1921
DANOFF, Gr.	Bulgarie	» (E)	11 nov. 1921
DEBENE, A.	Uruguay	» (E)	11 nov. 1921
DENNIS, F.	Haïti	» (G)	26 nov. 1921
DENT, Fr.	Grande-Bre- tagne	Transit	23 déc. 1921
DINTCHEFF, U.	Bulgarie	»	23 déc. 1921
DUFFY, L. J.	État libre d'Irlande	Travail (E)	28 oct. 1932
DUNCAN, A. R.	Grande-Bre- tagne	» (P)	11 nov. 1921
DUTRA, I.	Brésil	» (P)	12 juin 1923
ELIAS, P.	Pays-Bas	Transit	2 déc. 1921
ERLANDSEN, Chr.	Norvège	Travail (P)	9 avril 1932
FERNANDEZ Y MEDINA, B.	Uruguay	Transit	4 nov. 1921
FIALA, C.	Tchécoslova- quie	»	27 nov. 1925
FICSINESCU, T.	Roumanie	Travail (P)	17 oct. 1931
FONTANEILLES, E.	France	Transit	7 nov. 1921
FRANCKE, E.	Tchécoslova- quie	Travail (G)	13 avril 1922
FRYE, C. C.	Union sud- africaine	» (P)	28 oct. 1932
GARCIA, E.	Bolivie	» (P)	11 nov. 1921
GHERMAN, E.	Roumanie	» (E)	17 oct. 1931
GRANHOLM, A. M.	Suède	Transit	10 janv. 1930
GRASSMANN, P.	Allemagne	Travail (E)	11 nov. 1921
GUANI, Al.	Uruguay	Transit	4 nov. 1921
HAAB, R.	Suisse	»	10 nov. 1932
HALLSTEN, G. O. I.	Finlande	Travail (G)	27 mars 1922
HALPIN, J. J.	État libre d'Irlande	» (P)	25 oct. 1933
HAMADA, K.	Japon	» (E)	9 avril 1932
HAMMARSKJÖLD, B. G. H.	Suède	» (G)	22 déc. 1933
HANSEN, J. A.	Danemark	» (G)	6 janv. 1922
HAY, B.	Suède	» (P)	11 nov. 1921
HEDEBOL	Danemark	» (E)	11 nov. 1921
HEINDL, H.	Autriche	» (E)	16 janv. 1932
HOO CHI-TSAI	Chine	» (G)	23 déc. 1921
HOROWSKY, Z.	Tchécoslova- quie	» (G)	15 nov. 1921
HO TING-TSENG	Chine	» (P)	3 févr. 1933
HUTTUNEN, E.	Finlande	» (E)	17 oct. 1931
HYLLESTAD, E.	Danemark	Transit	15 mai 1935
IBANEZ, J.	Bolivie	Travail (E)	11 nov. 1921
IZAWA, M.	Japon	Transit	4 nov. 1921

Nom.	Pays.	Travail ou transit.	Date de nomination.
JANCOVICI, D.	Roumanie	Travail (G)	12 déc. 1921
JULIN, A.	Belgique	» (G)	21 oct. 1921
JUNOY RABAT, F.	Espagne	» (P)	17 oct. 1931
KAWANISHI, J.	Japon	» (G)	4 nov. 1921
KAY, J. A.	Inde	» (P)	11 nov. 1921
KNOB, A.	Hongrie	» (P)	16 janv. 1932
KOOLEN, D. A. P. N.	Pays-Bas	» (G)	1 <sup>er</sup> avril 1932
KUMANIECKI, C. L.	Pologne	» (G)	7 déc. 1921
LAMALLE, V. U.	Belgique	Transit	12 nov. 1925
LAMBRINOPOULOS, T.	Grèce	Travail (E)	11 nov. 1921
LAVERGNE, A. de	France	» (P)	9 avril 1932
LILLELUND, C. F.	Danemark	Transit	6 janv. 1922
LIN KAI	Chine	»	23 déc. 1921
LONG, J.	»	Travail (E)	3 févr. 1933
LOW, Ch. E.	Inde	» (G)	12 oct. 1921
LOW, Ch. E.	»	Transit	12 oct. 1921
LUTHER, M.	Estonie	Travail (P)	31 janv. 1931
MACASSEY, L. L.	Grande-Bre- tagne	» (G)	23 déc. 1921
MACHIMBARRENA, V.	Espagne	Transit	21 nov. 1921
MADSEN, A.	Norvège	Travail (E)	9 avril 1932
MAHAIM, E.	Belgique	» (G)	21 oct. 1921
MALM, C. G. O.	Suède	Transit	10 janv. 1930
MANCE, H. O.	Grande-Bre- tagne	»	23 déc. 1921
MANNIO, N. A.	Finlande	Travail (G)	27 mars 1922
MAURO, Fr.	Italie	Transit	15 nov. 1921
MAYER-MALLE- NAU, F.	Autriche	Travail (G)	11 nov. 1921
MERZ, L.	Suisse	» (G)	8 déc. 1921
MICELI, G.	Italie	» (G)	20 oct. 1928
MILAN, P.	France	» (E)	11 nov. 1921
MLYNARSKI, F.	Pologne	» (G)	7 déc. 1921
MUELLER, B.	Tchécoslova- quie	Transit	15 nov. 1921
MUNAWAR, S.	Inde	Travail (E)	28 oct. 1932
MUTO, S.	Japon	» (P)	11 nov. 1921
NEGRIS, C.	Grèce	» (P)	9 avril 1932
NEUMANN, Ch.	Hongrie	Transit	4 mai 1926
NICOLOFF, A.	Bulgarie	Travail (G)	2 janv. 1922
NICOLTCHOFF, V.	»	» (G)	2 janv. 1922
ORMAECHEA, R. G.	Espagne	» (G)	21 nov. 1921
OYUELOS, R.	»	» (G)	21 nov. 1921
PALMGREN, A.	Finlande	» (P)	11 nov. 1921
PAULUKS, J.	Lettonie	Transit	28 sept. 1925
PELLES, G. S.	Brésil	Travail (G)	24 déc. 1921
PERASSI, T.	Italie	» (G)	20 oct. 1928
PEREIRA, M. C. G.	Brésil	» (G)	24 déc. 1921
PERIETZEANU, A.	Roumanie	Transit	24 nov. 1921
PERRETI, M. J.	Brésil	»	24 déc. 1921

Nom.	Pays.	Travail ou transit.	Date de nomination.
PEYER, Ch.	Hongrie	Travail (E)	16 janv. 1932
PHOCAS, D.	Grèce	Transit	23 déc. 1921
PIERRARD, A.	Belgique	»	12 nov. 1925
POPESCU, G.	Roumanie	»	24 nov. 1921
PUIG DE LA BELLA- CASA, N.	Espagne	»	21 nov. 1921
RAULINAITIS, Fr.	Lithuanie	Travail (G)	5 juill. 1921
RENAUD, Ed.	Suisse	» (G)	8 déc. 1921
RESTREPO, A. J.	Colombie	» (G)	—
RIBBING, S.	Suède	» (G)	25 nov. 1921
RIBEIRO, Ed.	Brésil	Transit	24 déc. 1921
RINALDINI, Th.	Autriche	»	14 nov. 1921
ROBERT, R.	Suisse	Travail (E)	9 avril 1932
ROI, Aug.	Estonie	» (E)	31 janv. 1931
ROZE, Fr.	Lettonie	» (G)	12 août 1926
RUUD, N.	Norvège	Transit	10 nov. 1921
SCHEIKL, G.	Autriche	»	14 nov. 1921
SCHRAFL	Suisse	»	6 janv. 1922
SCHUMANS, V.	Lettonie	Travail (G)	23 déc. 1921
SERRARENS, P. J. S.	Pays-Bas	» (E)	28 oct. 1932
SHU-CHE	Chine	Transit	23 déc. 1921
SIBILLE, M.	France	»	7 nov. 1921
SIDZIKAUSKAS, V.	Lithuanie	»	5 juill. 1922
SIMOLIUNAS, J.	»	»	5 juill. 1922
SIMPSON, J.	Canada	Travail (E)	9 avril 1932
SLIZYS, Fr.	Lithuanie	» (G)	5 juill. 1922
SMITH, G.	Norvège	Transit	10 nov. 1921
SNELLMAN, K.	Finlande	»	29 oct. 1921
TAKATORI, Y.	Japon	»	4 nov. 1921
TAYERLE, R.	Tchécoslova- quie	Travail (E)	11 nov. 1921
TCHOU YIN	Chine	» (G)	23 déc. 1921
THOMAS, J. H.	Grande-Bre- tagne	» (E)	11 nov. 1921
TOLNAY, K. de	Hongrie	Transit	15 juin 1929
TOTOMIS, M. D.	Grèce	Travail (G)	17 févr. 1922
TYSZYNSKI, M. C.	Pologne	Transit	7 déc. 1921
URATNIK, F.	Yougoslavie	Travail (E)	9 avril 1932
URRUTIA, Fr.	Colombie	» (G)	—
VERKADE, A. E.	Pays-Bas	» (P)	11 nov. 1921
VESTESSEN, H.	Danemark	» (P)	11 nov. 1921
VICUÑA, M. R.	Chili	» (G)	10 déc. 1921
VLANGHALI, Al.	Grèce	Transit	23 déc. 1921
VOINESCU, B.	Roumanie	Travail (G)	12 déc. 1921
VOOYS, J. P. de	Pays-Bas	» (G)	23 nov. 1921
WALDES, H.	Tchécoslova- quie	» (P)	11 nov. 1921
WEBER, P.	Luxembourg	» (P)	17 oct. 1931
WINIARSKI, B.	Pologne	Transit	7 déc. 1921
WREDE, G. O. A.	Finlande	»	29 oct. 1921

Nom.	Pays.	Travail ou transit.	Date de nomination.
YOSHIZAKA, Sh.	Japon	Travail (G)	4 nov. 1921
YOVANOVITCH, V.	Yougoslavie	» (P)	11 nov. 1921
ZAGLENICZNY, J.	Pologne	» (P)	11 nov. 1921
ZUBIETA, J. A.	Panama	» (P)	11 nov. 1921
ZULAWSKI, S.	Pologne	» (E)	11 nov. 1921

### 7) EXPERTS.

L'article 50 du Statut stipule qu'à tout moment la Cour peut confier une enquête ou une expertise à toute personne, corps, bureau, commission ou organe de son choix.

La Cour n'a fait usage de cette faculté qu'une seule fois, en l'affaire de la demande en indemnité relative à l'usine de Chorzów (fond)<sup>1</sup>.

## II. — DU GREFFIER (Voir E 1, p. 77.)

Titulaire actuel du poste : M. ÅKE HAMMARSKJÖLD, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi de Suède, associé de l'Institut de Droit international. Il a été nommé le 3 février 1922 et réélu le 16 août 1929 ; son mandat se termine le 31 décembre 1936.

La Cour a nommé comme son Greffier-adjoint M. L. J. H. JORSTAD, chef de division au ministère des Affaires étrangères de Norvège, qui est entré en fonctions le 1<sup>er</sup> février 1931.

## III. — DU GREFFE (Voir E 1, p. 77.)

Les fonctionnaires du Greffe (autres que les fonctionnaires auxiliaires<sup>2</sup>) sont les suivants :

<sup>1</sup> Voir à ce sujet, dans le Cinquième Rapport annuel, le résumé de l'Arrêt n° 13, du 13 septembre 1928 (p. 171), et des ordonnances du 13 septembre 1928 (p. 183) et du 25 mai 1929 (p. 187).

<sup>2</sup> Les fonctionnaires auxiliaires sont ceux qui sont désignés pour une période inférieure à six mois.

Nom.	Date d'engagement.	Nationalité.
<i>Greffier-adjoint :</i>		
M. L. J. H. Jorstad	1 <sup>er</sup> février 1931	Norvégien
<i>Premiers Secrétaires-rédacteurs :</i>		
M. J. P. Garnier-Coignet, Secrétaire de la Présidence	1 <sup>er</sup> mars 1922	Français
M. C. Hardy	1 <sup>er</sup> juin 1922	Anglais
<i>Secrétaires-rédacteurs :</i>		
Baron T. M. A. d'Honincthun	1 <sup>er</sup> janvier 1925	Français
M. H. A. L. H. Wade	1 <sup>er</sup> janvier 1931	Anglais
<i>Secrétaires privées :</i>		
Miss M. G. Recaño	1 <sup>er</sup> mars 1922	Anglaise
Miss E. M. Fisher	1 <sup>er</sup> janvier 1930	»
<i>Service intérieur :</i>		
M. D. J. Bruinsma, Chancelier-comptable, Chef de Service	1 <sup>er</sup> août 1922	Néerlandais
Jhr. F. C. Beelaerts van Blokland	(temporaire <sup>1</sup> )	Néerlandais
<i>Service des impressions :</i>		
M. M. J. Tercier, Chef de Service	19 mai 1924	Suisse
M. R. Knaap	1 <sup>er</sup> janvier 1932	Néerlandais
<i>Service des archives :</i>		
Melle L. P. M. Loeff, Chef de Service	1 <sup>er</sup> janvier 1925	Néerlandaise
Miss A. H. Welsby	1 <sup>er</sup> janvier 1927	Anglaise
Miss E. C. Olden	1 <sup>er</sup> janvier 1929	État libre d'Irlande
Melle R. B. Valck-Lucassen	(temporaire <sup>1</sup> )	Néerlandaise
<i>Service de documentation :</i>		
M. J. Douma, Chef de Service	1 <sup>er</sup> janvier 1931	Néerlandais
<i>Service de sténographie, dactylogra- phie et multycopie :</i>		
Melle J. C. Lamberts, Chef de Service	1 <sup>er</sup> mars 1922	Belge
Melle M. L. Estoup, Sténographe parlementaire	1 <sup>er</sup> janvier 1927	Française
Miss A. M. Driscoll	1 <sup>er</sup> janvier 1930	Anglaise
Mme F. Lurié-Sloutzky	1 <sup>er</sup> janvier 1931	Belge
<i>Huissiers :</i>		
M. G. A. van Moort, Chef huissier	1 <sup>er</sup> mars 1922	Néerlandais
M. K. Pronk	1 <sup>er</sup> janvier 1929	»
M. J. W. H. Janssen	1 <sup>er</sup> janvier 1930	»
M. H. C. van der Leeden	1 <sup>er</sup> janvier 1929	»

<sup>1</sup> Les fonctionnaires temporaires sont ceux qui sont désignés pour une période supérieure à six mois, mais inférieure à sept ans.

Organisation  
du Greffe.

(Voir E 7 : « Exposé synthétique de l'organisation du Greffe », pp. 57 et suiv., et graphique, p. 62.)

En hors texte entre les pages 32 et 33 sont reproduits deux diagrammes indiquant, depuis 1922 et pour chaque année, l'un le nombre de personnes occupées au Greffe de la Cour, l'autre le nombre de jours pendant lesquels la Cour a siégé. Les courbes du premier diagramme ont la signification suivante :

La courbe — . — . — . — . — tient compte en même temps des fonctionnaires permanents et des fonctionnaires temporaires, ces derniers étant ceux qui sont désignés pour une période supérieure à six mois, mais inférieure à sept ans.

La courbe — — . — — . — — tient compte uniquement du personnel de service (huissiers).

La courbe ..... tient compte des fonctionnaires auxiliaires, c'est-à-dire ceux qui sont désignés pour moins de six mois ; ces fonctionnaires ont été engagés au Greffe pour des durées très différentes ; certains d'entre eux ont travaillé pendant quelques jours seulement : c'est le cas, par exemple, des sténographes parlementaires qui viennent uniquement pour les audiences publiques. Afin de tenir compte de ce fait, le tracé de la courbe en question est fondé sur le calcul suivant : pour chaque année, on a totalisé les jours pendant lesquels chacun des fonctionnaires auxiliaires a été au service de la Cour ; le total ainsi obtenu a été divisé par 365 afin de trouver le nombre d'années de travail auquel il correspond ; et chaque année de travail a été considérée comme une unité, sans tenir compte, par conséquent, du nombre des fonctionnaires auxiliaires employés pendant l'année.

La courbe ————— tient compte de tous les fonctionnaires permanents, temporaires et auxiliaires — pour ces derniers, selon le calcul indiqué ci-dessus —, y compris le personnel de service (huissiers).

La courbe — — — — — tient compte des mêmes personnes que la courbe précédente, à l'exception toutefois du personnel de service (huissiers).

\* \* \*

« Rendement de l'administration. » (Voir E 6, pp. 36-38 ; E 7, pp. 63-67 ; E 8, pp. 35-37 ; E 9, p. 25.)

\* \* \*

Pensions pour les fonctionnaires. (Voir E 6, pp. 39-42 ; E 7, pp. 67-68 ; E 8, pp. 37-38.)

\* \* \*

Statut du personnel. (Voir E 7, pp. 68-74.)

\* \* \*

(Voir E 3, p. 33 ; E 4, p. 47 ; E 9, pp. 25-26.)

La composition pour 1935 du Tribunal administratif de la Société des Nations est la suivante : *Juges titulaires* : M. Devèze (Belge), *Président*, M. Montagna (Italien), *Vice-Président*, M. Undén (Suédois). — *Juges suppléants* : M. Eide (Danois), M. de Tomcsányi (Hongrois), M. van Ryckevorsel (Néerlandais).

Tribunal  
administratif  
de la S. d. N.

---

#### IV. — PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DIPLOMATIQUES DES JUGES ET DES FONCTIONNAIRES DU GREFFE

(Voir E 1, pp. 100-101 ; E 4, pp. 48-58 ; E 6, p. 43 ; E 10, pp. 22-23.)

---

#### V. — LOCAUX

(Voir E 1, pp. 101-116 ; E 2, p. 42 ; E 4, pp. 58-65 ; E 5, pp. 69-72 ; E 6, p. 44 ; E 7, pp. 75-76 ; E 8, pp. 39-44 ; E 9, pp. 26-43 ; E 10, pp. 24-25.)

(Voir E 6, pp. 45-46 ; E 7, pp. 76-80 ; E 8, p. 44 ; E 9, Bibliothèque, pp. 43-44 ; E 10, pp. 24-25.)

Le Comité de la Bibliothèque a tenu sa neuvième réunion le 20 novembre 1934. Au cours de cette réunion, le Comité a examiné et arrêté des projets de listes d'achats concernant notamment les pays dont les noms suivent : l'Argentine, la Bolivie, le Costa-Rica, la République dominicaine, l'Équateur, le Haïti, le Mexique, le Paraguay, le Pérou, le Portugal, le Salvador, le Venezuela.

Le Comité s'est également occupé d'une lettre du directeur de la Bibliothèque Carnegie, adressée à la Cour et demandant un avis sur la meilleure méthode à suivre pour l'impression d'une nouvelle édition, sous forme de livre, du catalogue de ladite bibliothèque. Le Comité a émis l'opinion — que la Cour a faite sienne — qu'il n'y avait pas lieu de proposer une modification quelconque au système adopté dans les éditions antérieures du catalogue de la Bibliothèque Carnegie.

Il y a lieu de signaler ici le don fait à la Cour d'une collection de livres de droit des gens, de droit maritime français et international et d'histoire du droit (environ 1400 vol.). Le Comité de la Bibliothèque, dans sa réunion du 20 novembre 1934, a pris acte de ce don que la Cour, en séance plénière

du 1<sup>er</sup> février 1935, a décidé d'accepter (Règlement financier, art. 23 *a*).

Les ouvrages reçus et ceux achetés à la suite des décisions du Comité de la Bibliothèque sont remis en dépôt à la Bibliothèque Carnegie, en vertu de l'accord de 1931<sup>1</sup>.

Ont été remis en dépôt jusqu'à présent 2675 volumes.

---

VI. — COMMUNICATIONS POSTALES, ETC.

(Voir E 10, pp. 25-26.)

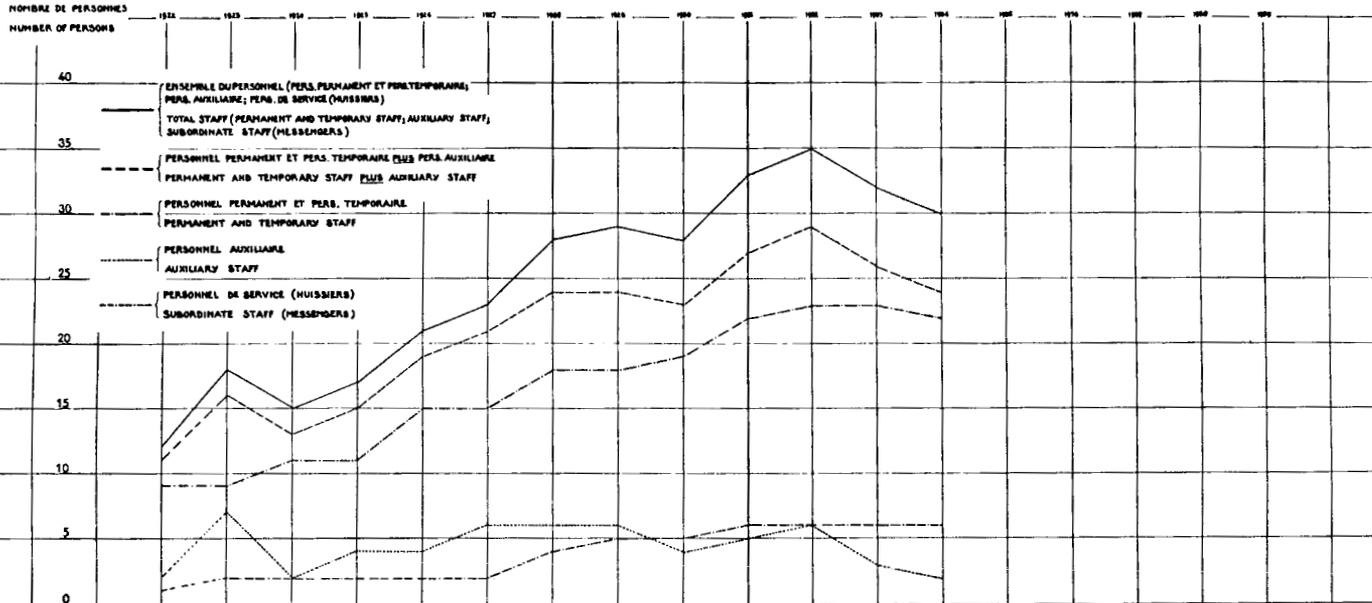
---

<sup>1</sup> Voir E 7, pp. 78-80.

# PERSONNEL DU GREFFE DE LA COUR — STAFF OF THE REGISTRY OF THE COURT

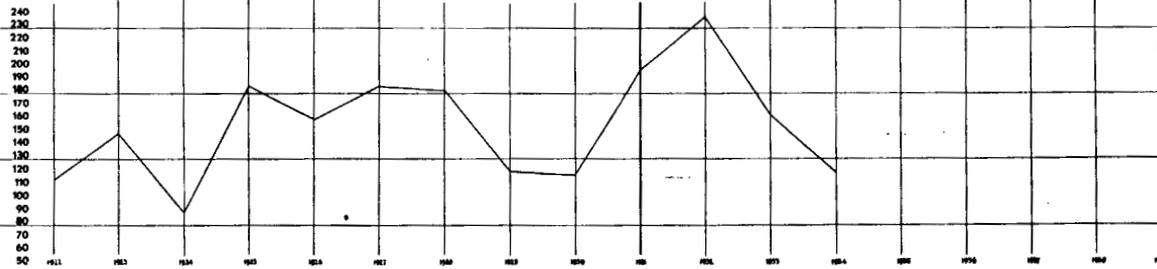
I<sup>re</sup> PERIODE  
1<sup>st</sup> PERIOD

II<sup>me</sup> PERIODE  
II<sup>nd</sup> PERIOD



NUMBRE DES JOURS DE SESSION  
NUMBER OF DAYS OF SESSION

NUMBRE DES JOURS DE SESSION—NUMBER OF DAYS OF SESSION



## CHAPITRE II

### DU STATUT ET DU RÈGLEMENT

#### I. — LE STATUT (Voir E 1, pp. 117-121.)

A la date du 15 juin 1935, cinquante-cinq États ou Membres de la Société des Nations ont signé le Protocole de signature du Statut, en date de Genève, le 16 décembre 1920, dressé conformément à la décision de l'Assemblée du 13 décembre 1920, et qui reste ouvert à la signature des États visés à l'annexe au Pacte de la Société<sup>1</sup>. Les États signataires sont : l'Union sud-africaine, l'Albanie, l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Canada, le Chili, la Chine, la Colombie, le Costa-Rica<sup>2</sup>, le Cuba, le Danemark, la République dominicaine, l'Espagne, l'Estonie, l'Éthiopie, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, le Guatemala, le Haïti, la Hongrie, l'Inde, l'Iran, l'État libre d'Irlande, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Libéria, la Lithuanie, le Luxembourg, le Nicaragua, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Salvador, le Siam, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, l'Uruguay, le Venezuela, la Yougoslavie.

Signataires  
du Protocole.

Tous ces États l'ont ratifié, sauf : les États-Unis d'Amérique, la Bolivie, le Costa-Rica, le Guatemala, le Libéria, le Nicaragua.

Ratifications.

<sup>1</sup> Les États mentionnés à l'annexe au Pacte de la Société des Nations et qui, à la date du 15 juin 1935, n'ont pas signé le Protocole de signature du Statut, sont : l'Équateur, l'Arabie saoudienne (Hedjaz), le Honduras et l'Argentine.

<sup>2</sup> Le Costa-Rica a notifié, le 24 décembre 1924, au Secrétaire général sa décision de se retirer de la Société des Nations, cette décision devant porter effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1927. Avant cette date, le Costa-Rica n'avait pas ratifié le Protocole de signature du Statut ; d'autre part, le Costa-Rica n'est pas mentionné à l'annexe au Pacte de la Société des Nations. Ceci porterait à conclure que l'engagement résultant, pour le Costa-Rica, de sa signature du Protocole du 16 décembre 1920 est devenu caduc.

\* \* \*

Revision du  
Statut.

(Voir E 6, pp. 48-91 ; E 7, pp. 82-96 ; E 8, pp. 46-50 ; E 9, pp. 46-54 ; E 10, p. 28.)

A la date du 15 juin 1935, le Protocole de revision du 14 septembre 1929 a été signé par les États suivants : l'Union sud-africaine, l'Albanie, l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, la Bulgarie, le Canada, le Chili, la Chine, la Colombie, le Cuba, le Danemark, la République dominicaine, l'Espagne, l'Estonie, l'Éthiopie, la Finlande, la France, la Grèce, le Guatemala, le Haïti, la Hongrie, l'Inde, l'Iran, l'État libre d'Irlande, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Libéria, la Lithuanie, le Luxembourg, le Nicaragua, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Salvador, le Siam, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, l'Uruguay, le Venezuela, la Yougoslavie.

Tous ces États l'ont ratifié, sauf les États-Unis d'Amérique<sup>1</sup>, la Bolivie, le Brésil, le Guatemala, le Nicaragua, le Panama et le Pérou.

De ces sept États, il en est trois, le Brésil, le Panama et le Pérou, dont la ratification serait requise pour l'entrée en vigueur du Protocole de revision, puisqu'ils ont ratifié le Protocole de signature du 16 décembre 1920. En ce qui concerne le Brésil, le Secrétariat de la Société des Nations a, en janvier 1933, avisé le Greffe qu'en réponse à la démarche faite, conformément à la résolution de l'Assemblée en date du 14 octobre 1932, auprès des États qui n'avaient pas encore ratifié le Protocole<sup>2</sup>, le Gouvernement brésilien lui avait fait savoir qu'il avait déjà pris la résolution de ratifier ledit Protocole et que l'instrument de ratification était sous presse. Pour ce qui est du Panama, le Secrétariat a fait connaître au Greffe, en janvier 1935, que le pouvoir législatif de cet État avait donné son approbation au Protocole<sup>3</sup>. Enfin, quant au Pérou, le conseiller juridique du

<sup>1</sup> Le point de vue du Gouvernement des États-Unis d'Amérique quant à la mise en vigueur des amendements au Statut de la Cour a été formulé dans une lettre adressée le 25 juin 1930 par le secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique au Secrétaire général de la Société des Nations, et qui porte à cet égard : « Le secrétaire d'État ... ne voit aucune objection à ce que les amendements au Statut de la Cour permanente de Justice internationale, objets de l'annexe au Protocole du 14 septembre 1929, qui n'ont pas été ratifiés par les États-Unis, entrent en vigueur pour les États qui pourraient devenir parties à ce Protocole. »

<sup>2</sup> Voir E 9, pp. 46-53.

<sup>3</sup> Cette approbation aurait été donnée en même temps au Protocole de revision du Statut et au Protocole d'adhésion des États-Unis. Toutefois, seul l'instrument de ratification du Protocole d'adhésion semble, jusqu'à présent, avoir été déposé à Genève. (Voir p. 53.)

Secrétariat de la Société des Nations a télégraphié au Greffe, le 2 novembre 1934, que le Gouvernement de Lima avait décidé de ratifier le Protocole de revision du Statut, et que l'instrument de ratification serait expédié incessamment.

## II. — LE RÈGLEMENT

1) *Élaboration du Règlement.* (Voir E 1, pp. 121-122.) — Les procès-verbaux, avec annexes, des séances de la session préliminaire de la Cour, consacrée à l'élaboration du Règlement (30 janv. — 24 mars 1922), ont été publiés dans la Série D, n° 2, des Publications de la Cour.

2) *Revision du Règlement.* (Voir E 3, pp. 36-37 ; E 4, pp. 68-74 ; E 7, pp. 97-101 ; E 9, pp. 54-55 ; E 10, p. 29.) — Le Règlement révisé en 1926 est reproduit dans la Série D, n° 1. Les procès-verbaux qui ont trait à la revision du Règlement ont été publiés sous forme de premier addendum au volume n° 2 de la Série D (Élaboration du Règlement) ; cet addendum contient en outre des notes, observations et suggestions présentées à ce sujet par les membres de la Cour.

Revision de  
juillet 1926.

D'autre part, le Règlement révisé a subi (en septembre 1927) une modification à son article 71 (extension à la procédure consultative des dispositions du Statut concernant la désignation de juges *ad hoc*). Le Quatrième Rapport annuel (pp. 68-74) reproduit les documents et extraits des procès-verbaux de la Cour relatifs à cette modification.

Enfin, déférant au désir exprimé par l'Assemblée (résolution du 25 sept. 1930) de voir la Cour examiner la possibilité de régler à nouveau « la question des sessions de la Cour et celle de la présence des juges », la Cour a modifié le Règlement lors de sa 20<sup>me</sup> Session (15 janv. — 21 févr. 1931).

Modifications  
de janvier-  
février 1931.

Le texte du Règlement de la Cour, amendé lors de la session de janvier-février 1931, est reproduit dans la deuxième édition (1931) du volume n° 1 de la Série D des Publications de la Cour. Les procès-verbaux des séances consacrées par la Cour à l'amendement de son Règlement ont été publiés sous forme de deuxième addendum au volume n° 2 de la Série D.

\* \* \*

Le Septième Rapport annuel (pp. 97-101) et le Neuvième Rapport (p. 55) ont rendu compte de la décision de la Cour de procéder à l'étude méthodique de la revision de l'ensemble de son Règlement. Lors de sa 32<sup>me</sup> Session (mai 1934), la Cour examina les articles 29 à 42 du Règlement (voir Dixième Rapport annuel, p. 29). Le 1<sup>er</sup> juin 1934, elle adopta un nouveau texte de ces

Nouvelle  
étude du  
Règlement.

articles, sous réserve de toutes modifications qu'elle pourrait juger utile d'y introduire lorsqu'elle reviserait le Règlement tout entier.

A la session ordinaire de 1935 (34<sup>me</sup> Session), l'examen du Règlement fut repris et poursuivi sur la base du rapport présenté par la Commission de coordination. A cette occasion, la Cour s'occupait des articles de son Règlement qu'elle n'avait pas encore examinés (art. 43-75, art. 1-28). Le 10 avril 1935, elle adopta un plan révisé pour l'ensemble du Règlement, puis un projet de Règlement révisé comportant le texte des articles adoptés en 1934 et en 1935, arrangés selon le nouveau plan.

Le projet de Règlement révisé ainsi adopté en première lecture, et qui fera l'objet d'une seconde lecture au cours d'une prochaine session de la Cour, contient 86 articles (le Règlement en vigueur en contient 75).

---

## CHAPITRE III

## DE LA COMPÉTENCE DE LA COUR

## I. — COMPÉTENCE EN MATIÈRE CONTENTIEUSE

1) *Compétence* ratione materiae.

L'article 36 du Statut dispose, dans son alinéa premier, que la compétence de la Cour s'étend à toutes affaires que les Parties lui soumettront ainsi qu'à tous les cas spécialement prévus dans les traités et conventions en vigueur.

Pour les affaires que les Parties soumettent, par accord spécial, à la Cour, la pièce introductive d'instance est l'acte portant notification du compromis où est stipulé l'accord. Afin que la Cour soit valablement saisie, la notification doit être faite par toutes les Parties, à moins qu'il ne résulte d'une des stipulations du compromis que la Cour puisse connaître de l'affaire après notification par l'une des Parties seulement<sup>1</sup>.

Le tableau ci-dessous donne la liste des affaires qui ont été introduites par un compromis<sup>2</sup>; y sont également indiquées les Parties à l'affaire ainsi que la date du compromis.

## AFFAIRES INTRODUITES PAR COMPROMIS

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Parties à l'affaire.	Date du compromis.
II	Interprétation du paragraphe 4 de l'annexe suivant l'article 179 du Traité de Neuilly	Bulgarie et Grèce	18 III 24

<sup>1</sup> Il y a lieu de mentionner ici qu'à plusieurs reprises la Cour a reconnu, à propos d'affaires à elle soumises par requête unilatérale, que sa compétence pouvait être établie par le moyen d'un accord intervenu entre les Parties au cours de la procédure, l'acceptation de la juridiction de la Cour n'étant pas soumise par le Statut à l'observation de certaines formes comme, par exemple, l'établissement d'un compromis formel préalable. Voir, à ce sujet, E 10, p. 31, note.

<sup>2</sup> Pour la liste des affaires introduites par requête unilatérale, voir pp. 48-49, et pour la liste des affaires consultatives, pp. 59-61.

N° du rôl. gén.	Intitulé de l'affaire.	Parties à l'affaire.	Date du compromis.
24	Affaire du <i>Lotus</i>	France et Turquie	12 X 26
32	Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex	France et Suisse	30 X 24
33	Emprunts fédéraux brésiliens émis en France	Brésil et France	27 VIII 27
34	Emprunts serbes émis en France	France et Yougoslavie	19 IV 28
36	Juridiction territoriale de la Commission internationale de l'Oder	Allemagne, Danemark, France, Grande-Bretagne, Suède, Tchécoslovaquie, et Pologne	30 X 28
46	Eaux territoriales entre Castellorizo et l'Anatolie	Italie et Turquie	30 V 29
59	Affaire franco-hellénique des phares	France et Grèce	15 VII 31
61	Affaire Oscar Chinn	Belgique et Grande-Bretagne	13 IV 34

Compétence en vertu de traités et de conventions.

Pour ce qui est des traités et conventions en vigueur, une publication spéciale de la Cour, intitulée *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*, indique quels ils sont et reproduit, pour les actes ayant pour objet le règlement pacifique des différends, le texte intégral, et, pour les autres actes, les extraits pertinents. Cette publication, dont la quatrième édition, mise à jour et complétée, a paru au début de 1932<sup>1</sup>, se fonde exclusivement sur des données officielles de deux espèces différentes : publications officielles soit de la Société des Nations et des organes de celle-ci, soit des divers gouvernements ; communications directes émanant de ces mêmes sources.

A ce propos, il y a lieu de signaler qu'à la date du 24 mars 1927 le Greffier de la Cour a demandé à tous les gouvernements admis à ester devant la Cour de communiquer régulièrement au Greffe le texte des nouveaux accords par eux conclus et contenant des dispositions relatives à la juridiction de la Cour. Cette communication fut rappelée à ceux des gouvernements qui n'y avaient pas encore répondu à la date du 5 juin 1928<sup>2</sup>. Le 15 juin 1935, avaient accepté cette suggestion

<sup>1</sup> La première édition de cette publication a paru le 15 mai 1923 (Série D, n° 3). La seconde édition est datée de juin 1924 (Série D, n° 4), et la troisième du 15 décembre 1926 (Série D, n° 5). La quatrième édition porte la date du 31 janvier 1932 (Série D, n° 6) ; des addenda à cette édition constituent les chapitres X des Huitième, Neuvième et Dixième Rapports annuels, ainsi que du présent volume.

<sup>2</sup> A la date du 5 octobre 1931, en vue de la préparation de la quatrième édition de la *Collection*, le Greffier adressa une nouvelle communication spéciale aux gouvernements de tous les États admis à ester en justice devant la Cour (voir E 8, p. 55).

les États suivants : l'Espagne, les Pays-Bas, le Monaco, l'Autriche, l'Allemagne, la Russie, la Norvège, l'Italie, la Turquie, la Grande-Bretagne, la Suisse, la Finlande, le Mexique, l'Estonie, la Chine, la Belgique, le Pérou, les États-Unis d'Amérique, le Siam, la Suède, la Nouvelle-Zélande, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Lettonie, l'Inde, le Danemark, la Pologne (pour la Pologne et pour la Ville libre de Dantzig), l'Égypte, la France, le Panama, le Chili, l'Équateur, le Brésil, le Venezuela, la Colombie, l'Union sud-africaine, la Lithuanie, le Luxembourg.

Les actes parvenus à la connaissance du Greffe au 15 juin 1935 peuvent être répartis en plusieurs catégories<sup>1</sup> :

A. — *Traités de paix*. (Voir E 3, p. 40.)

B. — *Dispositions relatives à la protection des minorités*.  
(Voir E 3, pp. 40-41 ; E 9, p. 59.)

C. — *Mandats confiés à certains Membres de la Société des Nations sur quelques colonies et territoires, en vertu de l'article 22 du Pacte de la Société des Nations*. (Voir E 3, pp. 42-43.)

D. — *Accords généraux internationaux*. (Voir E 3, pp. 43-46 ; E 4, pp. 76-77 ; E 5, pp. 90-91 ; E 6, p. 96 ; E 7, p. 106 ; E 8, p. 56 ; E 9, pp. 59-60 ; E 10, pp. 33-34.)

Aux listes qui ont paru dans les précédents Rapports annuels, il y a lieu d'ajouter les conventions suivantes :

Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux. — Genève, 20 février 1935.

Convention internationale concernant le transit des animaux, des viandes et des autres produits d'origine animale. — Genève, 20 février 1935.

Convention internationale concernant l'exportation et l'importation de produits d'origine animale (autres que les viandes, les préparations de viande, les produits animaux frais, le lait et les dérivés du lait). — Genève, 20 février 1935.

D'autre part, lors de sa 18<sup>me</sup> Session, tenue à Genève en juin 1934, la Conférence internationale du Travail a adopté les conventions suivantes<sup>2</sup> :

<sup>1</sup> Voir pp. 309-342 du présent volume la liste de ces actes par ordre chronologique.

<sup>2</sup> L'article 423 du Traité de Versailles et les articles correspondants des autres traités de paix donnent compétence à la Cour pour apprécier, entre autres, toutes questions ou difficultés relatives à l'interprétation des conventions conclues, après la mise en vigueur du traité et en vertu de la partie intitulée « Travail », par les Membres de l'Organisation internationale du Travail. (Voir E 3, pp. 45-46 ; E 4, p. 77 ; E 5, p. 91 ; E 6, p. 96 ; E 7, p. 108 ; E 8, p. 57 ; E 9, p. 60, et E 10, p. 34, les conventions adoptées au cours des dix-sept premières Sessions de la Conférence du Travail.)

Convention (révisée) concernant le travail de nuit des femmes, 1934.

Convention concernant la durée du travail dans les verreries à vitres automatiques.

Convention assurant aux chômeurs involontaires des indemnités ou des allocations.

Convention (révisée) concernant la réparation des maladies professionnelles, 1934.

*E. — Traités politiques (d'alliance, de commerce et de navigation) et divers.*

Dans le Quatrième Rapport annuel (pp. 77-81), le Cinquième Rapport annuel (pp. 91-92), le Sixième Rapport annuel (pp. 97-98), le Septième Rapport annuel (pp. 106-107), le Huitième Rapport annuel (pp. 57-58), le Neuvième Rapport annuel (p. 60) et le Dixième Rapport annuel (p. 35) a été donnée la liste des accords de cet ordre parvenus à la connaissance du Greffe au 15 juin 1934. A la date du 15 juin 1935, il y a lieu d'y ajouter les suivants, qui, avec ceux qui sont énumérés dans les Quatrième, Cinquième, Sixième, Septième, Huitième, Neuvième et Dixième Rapports, concernent quarante-cinq Puissances :

Convention sur la reconnaissance et l'exécution de décisions judiciaires entre l'Italie et la Suisse. — Rome, 3 janvier 1933.

Traité modifiant le Traité de douane et de crédit conclu entre l'Allemagne et les Pays-Bas le 26 novembre 1925. — Berlin, 27 avril 1933.

Accord commercial entre la Grande-Bretagne et la Lithuanie. — Londres, 6 juillet 1934.

Accord complémentaire au Traité de commerce et de navigation du 18 janvier 1926 entre l'Estonie et la Grande-Bretagne. — Londres, 11 juillet 1934.

Accord commercial entre le Royaume-Uni et la Lettonie. — Londres, 17 juillet 1934.

Outre ces traités, il y a lieu de mentionner les trois instruments suivants<sup>1</sup> :

Protocole de paix, d'amitié et de coopération entre la Colombie et le Pérou. — Rio-de-Janeiro, 24 mai 1934. (Affaire de Leticia.)

<sup>1</sup> Voir dans le chapitre X, pp. 300-301 et 303-306, les extraits pertinents du texte de ces instruments.

Résolution adoptée par l'Assemblée de la Société des Nations en session extraordinaire, le 24 novembre 1934. (Affaire du Chaco.)

Protocole entre la Bolivie et le Paraguay. — Buenos-Ayres, le 12 juin 1935. (Affaire du Chaco.)

F. — *Actes et conventions divers sur le transit, les voies navigables et les communications en général.*

Dans le Troisième Rapport annuel (pp. 49-50), le Quatrième Rapport annuel (p. 81), le Cinquième Rapport annuel (p. 92), le Sixième Rapport annuel (p. 98), le Septième Rapport annuel (p. 107), le Huitième Rapport annuel (p. 59), le Neuvième Rapport annuel (pp. 60-61) et le Dixième Rapport annuel (p. 35) a paru la liste des actes et conventions divers sur le transit, les voies navigables et les communications en général, parvenus au Greffe le 15 juin 1934.

Au 15 juin 1935, il y a lieu d'y ajouter les actes suivants :

Accord entre la Commission internationale du Danube, la Roumanie et la Yougoslavie, relatif à la constitution des services spéciaux aux Portes-de-Fer. — Semmering, 28 juin 1932.

Convention concernant la navigation aérienne entre la Hongrie et l'Italie. — Rome, 5 juillet 1932.

G. — *Traités d'arbitrage et de conciliation.*

Dans le Quatrième Rapport annuel (pp. 81-85), le Cinquième Rapport annuel (p. 93), le Sixième Rapport annuel (p. 98), le Septième Rapport annuel (pp. 108-109), le Huitième Rapport annuel (pp. 59-62), le Neuvième Rapport annuel (p. 61) et le Dixième Rapport annuel (p. 36) a été donnée la liste complète des actes de cette nature venus à la connaissance du Greffe à la date du 15 juin 1934.

A la date du 15 juin 1935, il y a lieu d'y ajouter les suivants, qui, avec ceux qui sont énumérés dans les Quatrième, Cinquième, Sixième, Septième, Huitième, Neuvième et Dixième Rapports annuels, concernent trente-sept Puissances :

Traité d'arbitrage entre l'Espagne et la France. — Paris, 10 juillet 1929.

Traité de conciliation et de règlement judiciaire entre l'Italie et le Luxembourg. — Luxembourg, 15 avril 1932.

Convention de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire entre le Danemark et la Grèce. — Athènes, 13 avril 1933.

Convention de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Lettonie et la Tchécoslovaquie. — Genève, 11 octobre 1933.

Traité d'arbitrage, de règlement judiciaire et de conciliation entre la Norvège et le Venezuela. — La Haye, 13 mai 1935<sup>1</sup>.

\* \* \*

Outre les affaires soumises par les Parties et les cas spécialement prévus dans les traités et conventions mentionnés plus haut, la compétence de la Cour s'étend à d'autres différends en vertu des instruments suivants :

Disposition facultative annexée au Statut de la Cour ;  
Résolution adoptée par le Conseil le 17 mai 1922 ;  
Acte général de conciliation, de règlement judiciaire et de règlement arbitral, adopté le 26 septembre 1928 par l'Assemblée de la Société des Nations dans sa Neuvième Session.

Ces instruments sont ouverts à l'accession d'un nombre considérable d'États. Chacun d'eux, pour tout État qui y accède, fait naître des rapports entre cet État et tous les autres États qui y ont accédé auparavant ou qui y accéderaient par la suite<sup>2</sup>.

Disposition  
facultative.

Le premier de ces instruments, savoir la « Disposition facultative », est visé par les alinéas 2 et 3 de l'article 36 du Statut, qui sont ainsi conçus :

« Les Membres de la Société et États mentionnés à l'annexe au Pacte pourront, soit lors de la signature ou de la ratification du Protocole, auquel le présent Acte est joint, soit ultérieurement, déclarer reconnaître dès à présent comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou État acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour sur toutes ou quelques-unes des catégories de différends d'ordre juridique ayant pour objet :

- a) l'interprétation d'un traité ;
- b) tout point de droit international ;
- c) la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international ;
- d) la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

La déclaration ci-dessus visée pourra être faite purement et simplement ou sous condition de réciprocité de la part de plu-

<sup>1</sup> Le texte de ce traité a été communiqué au Greffe par le Gouvernement norvégien après la mise en pages définitive du chapitre X du présent volume ; il figurera dans le Douzième Rapport annuel (1935-1936).

<sup>2</sup> Dans la quatrième édition de la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*, la Disposition facultative annexée au Statut et l'Acte général de 1928 sont rangés sous le titre d'« Actes collectifs ayant pour objet le règlement pacifique des différends ». La résolution du Conseil en date du 17 mai 1922 est rangée sous le titre de « Textes constitutionnels fixant la compétence de la Cour ».

sieurs ou de certains Membres ou États, ou pour un délai déterminé. »

C'est le protocole spécial annexé au « Protocole de signature du Statut » du 16 décembre 1920 qui est intitulé « Disposition facultative ». Ce protocole est ainsi conçu :

« Les soussignés, dûment autorisés, déclarent en outre, au nom de leur Gouvernement, reconnaître dès à présent, comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, la juridiction de la Cour conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour et dans les termes suivants : »

La déclaration par laquelle les gouvernements mentionnent les conditions auxquelles ils reconnaissent la juridiction de la Cour comme obligatoire est habituellement apposée ou reproduite au bas de la « Disposition facultative ».

Le tableau inséré dans le chapitre X du présent Rapport (p. 252) donne le nom des quarante-neuf États ou Membres de la Société des Nations qui ont souscrit à la Disposition facultative (ou qui ont renouvelé leur acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour) et indique les conditions de leur acceptation (ou de leur renouvellement). La date à laquelle les déclarations ont été apposées est inscrite au tableau lorsqu'elle est documentairement connue. Le texte des déclarations faites avant le 31 janvier 1932 est reproduit dans la quatrième édition de la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*. Le texte des déclarations faites depuis se trouve dans les chapitres X des Huitième, Neuvième et Dixième Rapports annuels, ainsi que dans le chapitre X du présent Rapport (pp. 249-251).

Les conclusions de fait qui se dégagent des indications fournies par le tableau précité sont les suivantes :

## I.

A. *États ayant souscrit à la Disposition facultative* : l'Union sud-africaine, l'Albanie, l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, la Bulgarie, le Canada, la Chine, la Colombie, le Costa-Rica<sup>1</sup>, le Danemark, la République dominicaine, l'Espagne, l'Estonie, l'Éthiopie, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, le Guatemala, Haïti, la Hongrie, l'Inde,

<sup>1</sup> Le Costa-Rica a notifié le 24 décembre 1924 au Secrétaire général sa décision de se retirer de la Société des Nations, cette décision devant porter effet à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1927. Avant cette date, le Costa-Rica n'avait pas ratifié le Protocole de signature du Statut ; d'autre part, le Costa-Rica n'est pas mentionné à l'annexe au Pacte de la Société des Nations. Ceci porterait à conclure que l'engagement résultant, pour le Costa-Rica, de sa signature du protocole précité est devenu caduc, ainsi, par suite, que l'engagement résultant de sa signature de la Disposition facultative.

l'Iran, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, le Libéria, la Lithuanie, le Luxembourg, le Nicaragua, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Salvador, le Siam, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, l'Uruguay, la Yougoslavie.

## II.

B. *Parmi ceux-ci, ont souscrit sous réserve de ratification et ont ratifié* : l'Union sud-africaine, l'Albanie, l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, la République dominicaine, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, la Hongrie, l'Inde, l'Iran, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, la Roumanie, le Siam, la Suisse, la Yougoslavie.

C. *Ont souscrit sous réserve de ratification, mais n'ont pas ratifié* : le Guatemala, le Libéria, la Pologne, la Tchécoslovaquie.

D. *Ont souscrit sans condition de ratification*<sup>1</sup> : le Brésil, la Bulgarie, la Chine, la Colombie, le Costa-Rica<sup>2</sup>, l'Espagne, l'Estonie, l'Éthiopie, la Finlande<sup>3</sup>, Haïti, la Lithuanie, le Luxembourg, le Nicaragua, la Norvège<sup>3</sup>, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Suède, l'Uruguay.

E. *Ont souscrit sans condition de ratification, mais n'ont pas ratifié le Protocole de signature du Statut* : le Costa-Rica<sup>2</sup>, le Nicaragua.

F. *États pour lesquels la période d'acceptation est arrivée à terme* : la Chine (date d'expiration : 13 mai 1927).

## III.

G. *États actuellement liés* : l'Union sud-africaine, l'Albanie, l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Brésil<sup>4</sup>, la Bulgarie, le Canada, la Colombie, le Danemark, la République dominicaine, l'Espagne, l'Estonie, l'Éthiopie, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, Haïti, la Hongrie, l'Inde, l'Iran,

<sup>1</sup> Certains de ces États n'en ont pas moins ratifié leur déclaration, bien que cette ratification ne fût point exigée par la Disposition facultative.

<sup>2</sup> Voir p. 43, note.

<sup>3</sup> Cet État a souscrit à la Disposition sous condition de ratification, mais a renouvelé son acceptation sans cette condition.

<sup>4</sup> L'engagement du Brésil était fait, entre autres, sous réserve de l'acceptation de la juridiction obligatoire par deux au moins des Puissances représentées d'une façon permanente au Conseil de la Société des Nations. Or, l'Allemagne est liée depuis le 29 février 1928 et la Grande-Bretagne depuis le 5 février 1930.

l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lithuanie, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, le Portugal, la Roumanie, le Salvador, le Siam, la Suède, la Suisse, l'Uruguay, la Yougoslavie.

Ces conclusions sont rassemblées dans le tableau synoptique ci-après (p. 46).

\* \* \*

Le second des trois instruments mentionnés plus haut est la résolution adoptée par le Conseil le 17 mai 1922. Le texte de cette résolution est reproduit dans le Premier Rapport annuel, aux pages 139-140 (voir aussi E 5, pp. 128-129; E 8, p. 106). Résolution du  
Conseil du  
17 mai 1922.

Il n'y a pas eu de faits nouveaux en la matière depuis le 15 juin 1932.

\* \* \*

Le troisième de ces instruments est l'Acte général de conciliation, de règlement judiciaire et de règlement arbitral, adopté le 26 septembre 1928 par l'Assemblée de la Société des Nations dans sa Neuvième Session. Cet Acte prévoit les modalités du règlement pacifique des différends pouvant surgir entre les États qui y adhèrent. L'Acte géné-  
ral de 1928.

La quatrième édition de la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour* reproduit sous le n° 11 le texte de cet acte.

RÉSUMÉ SYNOPTIQUE.

ÉTATS AYANT SIGNÉ LA DISPOSITION FACULTATIVE (49)				
sans condition de ratification ou autre condition suspensive			sous condition de ratification ou autre condition suspensive	
mais dont l'engagement est expiré	mais n'ayant pas ratifié le Protocole de signature du Statut de la Cour	et ayant ratifié le Protocole de signature du Statut de la Cour	et pour lesquels la ou les conditions sont intervenues	et pour lesquels la ou les conditions ne sont pas intervenues au 15 juin 1935
Chine	Costa-Rica Nicaragua	Bulgarie Colombie Espagne Estonie Éthiopie Haïti Lithuanie Luxembourg Panama Paraguay Pays-Bas Portugal Salvador Suède Uruguay	Union sud-africaine Albanie Allemagne Australie Autriche Belgique Brésil Canada Danemark Rép. dominicaine Finlande France Grande-Bretagne Grèce Hongrie Inde Iran É. libre d'Irlande Italie Lettonie Norvège Nouvelle-Zélande Pérou Roumanie Siam Suisse Yougoslavie	Guatemala Libéria Pologne Tchécoslovaquie
États non liés		ÉTATS LIÉS (42)		États non liés

A la date du 15 juin 1935, les États dont les noms suivent avaient adhéré à l'Acte général<sup>1</sup> (la dernière en date des adhésions est celle de l'Éthiopie, qui est intervenue le 15 mars 1935):

Australie	(A)	21 v 31	État libre		
Belgique	(A)	18 v 29	d'Irlande	(A)	26 IX 31
Canada	(A)	1 VII 31	Italie	(A)	7 IX 31
Danemark	(A)	14 IV 30	Luxembourg	(A)	15 IX 30
Espagne	(A)	16 IX 30	Norvège	(A)	11 VI 30 <sup>2</sup>
Estonie	(A)	3 IX 31	Nouvelle-		
Éthiopie	(A)	15 III 35	Zélande	(A)	21 v 31
Finlande	(A)	6 IX 30	Pays-Bas	(B)	8 VIII 30
France	(A)	21 v 31	Pérou	(A)	21 XI 31
Grande-			Suède	(B)	13 v 29
Bretagne	(A)	21 v 31	Suisse	(A)	7 XII 34
Grèce	(A)	14 IX 31	Turquie	(A)	26 VI 34
Inde	(A)	21 v 31			

\* \* \*

Le tableau suivant donne la liste des affaires soumises à la Cour par requête unilatérale (ou par demande unilatérale d'inter-  
prétation)<sup>3</sup>. Y sont également indiqués le numéro du rôle général, les Parties à l'affaire ainsi que la date de la requête  
introduitive d'instance. Affaires  
soumises par  
requête uni-  
latérale.

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Parties à l'affaire.	Date de la requête.
5	Vapeur <i>Wimbledon</i>	Grande-Bretagne, France, Italie, Japon/ Allemagne	16 I 23
10	Concessions Mavromma- tis en Palestine	Grèce/Grande- Bretagne	12 v 24
14	Interprétation de l'Arrêt n° 3 (Traité de Neuilly)	Grèce/Bulgarie	27 XI 24

<sup>1</sup> Aux termes de l'article 38 de l'Acte, les Parties contractantes peuvent adhérer :

« A. Soit à l'ensemble de l'Acte (chapitres I, II, III et IV) ;

B. Soit seulement aux dispositions relatives à la conciliation et au règlement judiciaire (chapitres I et II), ainsi qu'aux dispositions générales concernant ces procédures (chapitre IV) ;

C. Soit seulement aux dispositions relatives à la conciliation (chapitre I), ainsi qu'aux dispositions générales concernant cette procédure (chapitre IV). »

<sup>2</sup> La Norvège avait adhéré le 11 juin 1929 aux chapitres I, II et IV ; elle a étendu son adhésion au chapitre III le 11 juin 1930.

<sup>3</sup> Pour la liste des affaires introduites par compromis, voir pp. 37-38 ; pour la liste des affaires consultatives, voir pp. 59-61.

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Parties à l'affaire.	Date de la requête.
18	Intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise	Allemagne/Pologne	15 V 25
18 bis	Intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise	Allemagne/Pologne	25 VIII 25
22	Dénonciation du Traité sino-belge du 2 nov. 1865	Belgique/Chine	25 XI 26
25	Demande en indemnité relative à l'usine de Chorzów	Allemagne/Pologne	8 II 27
27	Réadaptation des concessions Mavrommatis à Jérusalem	Grèce/Grande-Bretagne	28 V 27
30	Interprétation des Arrêts 7 et 8 (usine de Chorzów)	Allemagne/Pologne	17 X 27
31	Droits de minorités en Haute-Silésie (écoles minoritaires)	Allemagne/Pologne	2 I 28
43	Groënland oriental	Danemark/Norvège	11 VII 31
47	Interprétation du Statut de Memel	Grande-Bretagne, France, Italie, Japon/Lithuanie	11 IV 32
49	Prince von Pless	Allemagne/Pologne	18 V 32
51	Appel contre deux sentences rendues le 21 déc. 1931 par le T. A. M. hungaro-tchécoslovaque	Tchécoslovaquie/Hongrie	7 VII 32
52	Territoire sud-est du Groënland <sup>1</sup>	Norvège/Danemark	18 VII 32
53	Groënland du Sud-Est <sup>1</sup>	Danemark/Norvège	18 VII 32
54	Appel contre une sentence rendue le 13 avril 1932 par le T. A. M. hungaro-tchécoslovaque	Tchécoslovaquie/Hongrie	20 VII 32
58	Appel contre une sentence rendue le 3 févr. 1933 par le T. A. M. hungaro-tchécoslovaque	Tchécoslovaquie/Hongrie	3 V 33
60	Réforme agraire polonaise et minorité allemande	Allemagne/Pologne	I VII 33

Dans la première de ces affaires, celle du vapeur *Wimbledon*, la requête se fondait sur l'article 386 du Traité de Versailles. Dans les affaires des concessions Mavrommatis, elle invoquait l'article 26 du Mandat sur la Palestine, et dans les affaires

<sup>1</sup> Les affaires nos 52 et 53 ont été jointes par une ordonnance de la Cour rendue le 2 août 1932.

relatives à certains intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise et à l'usine de Chorzów, l'article 23 de la Convention de Genève relative à la Haute-Silésie. L'article 72 de cette même convention fut invoqué par la requête introduisant l'affaire relative à certains droits de minorités en Haute-Silésie, ainsi que par la requête concernant l'administration du prince von Pless. La requête relative à l'application de la réforme agraire polonaise à la minorité allemande invoque l'article 12 du Traité des Minorités conclu avec la Pologne. La requête dans l'affaire relative à l'interprétation du Statut de Memel se base sur l'article 17 de la Convention relative à Memel, signée à Paris le 8 août 1924. Quatre requêtes ont été fondées sur la disposition facultative du Statut de la Cour: celle introduisant l'affaire relative à la dénonciation par la Chine du Traité sino-belge; la requête dans l'affaire du Groënland oriental; et les deux requêtes relatives au Groënland du Sud-Est. Les trois requêtes concernant des sentences rendues par le Tribunal arbitral mixte hungaro-tchécoslovaque invoquent l'article X de l'Accord n° II de Paris, du 28 avril 1930, pour le règlement des questions relatives aux réformes agraires et aux tribunaux arbitraux mixtes. Enfin, dans les affaires de l'interprétation de l'Arrêt n° 3 et de l'interprétation des Arrêts nos 7 et 8, il s'est agi d'une demande d'interprétation fondée sur l'article 60 du Statut de la Cour.

\*

(Voir E 6, p. 137; E 7, p. 152; E 8, pp. 110-111; E 10, pp. 43-44.)

Compétence  
comme  
instance de  
recours.

(Voir E 5, p. 129; E 7, pp. 152-153; E 9, p. 68; E 10, pp. 44-45.)

Mesures  
conserva-  
toires.

(Voir E 5, pp. 129-130; E 7, p. 153; E 8, pp. 111-112; E 9, pp. 68-70; E 10, pp. 45-46.)

Compétence  
en matière de  
compétence.

(Voir E 5, p. 130.)

Interpréta-  
tion d'un  
arrêt.

\* \* \*

2) *Compétence* ratione personæ.

Seuls, les États ou les Membres de la Société des Nations ont qualité pour se présenter devant la Cour<sup>1</sup>. Le Statut distingue entre les États selon qu'ils sont, d'une part, Membres de la Société des Nations ou mentionnés à l'annexe au Pacte, et, d'autre part, étrangers à la Société des Nations<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Article 34 du Statut.

<sup>2</sup> » 35 » » .

Membres  
de la S. d. N.

A. — La Cour est ouverte *de plano* aux Membres de la Société des Nations (art. 35 du Statut, al. 1).

Les Membres de la Société des Nations sont, à la date du 15 juin 1935<sup>1</sup> : l'Afghanistan, l'Union sud-africaine, l'Albanie, l'Allemagne<sup>2</sup>, la République argentine, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, l'Empire britannique, la Bulgarie, le Canada, le Chili, la Chine, la Colombie, Cuba, le Danemark, la République dominicaine, l'Équateur, l'Espagne, l'Estonie, l'Éthiopie, la Finlande, la France, la Grèce, le Guatemala, Haïti, le Honduras, la Hongrie, l'Inde, l'Irak, l'Iran, l'État libre d'Irlande, l'Italie, la Lettonie, le Libéria, la Lithuanie, le Luxembourg, les États-Unis du Mexique, le Nicaragua, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Salvador, le Siam, l'Union des Républiques soviétistes socialistes, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Turquie, l'Uruguay, le Venezuela, la Yougoslavie.

B. — La Cour est également ouverte *de plano* aux États mentionnés à l'annexe au Pacte et qui ne font pas partie de la Société des Nations (art. 35 du Statut, al. 1). Aux termes du quatrième alinéa du Protocole de signature du Statut de la Cour en date du 16 décembre 1920, ledit protocole reste ouvert à la signature de ces États.

A la date du 15 juin 1935, les États mentionnés à l'annexe au Pacte et qui ne font pas partie de la Société des Nations sont : les États-Unis d'Amérique, le Brésil, le Japon, l'Arabie saoudienne (Hedjaz).

Au sujet de la situation de deux de ces États — les États-Unis et le Japon —, il y a lieu de remarquer ce qui suit :

Les États-Unis d'Amérique ont signé le Protocole de signature du Statut du 16 décembre 1920 en même temps que les Protocoles du 14 septembre 1929 relatifs à l'adhésion des États-Unis à la Cour et à la révision du Statut ; mais ils ne les ont pas ratifiés<sup>3</sup>. Le Japon a signé le Protocole du 16 décembre 1920 et l'a ratifié le 16 novembre 1921<sup>4</sup>, alors qu'il était Membre de la Société des Nations.

<sup>1</sup> Communication du Secrétaire général de la Société des Nations.

<sup>2</sup> Par lettre en date de Berlin, le 19 octobre 1933 (*Journal officiel de la Société des Nations*, numéro de janv. 1934, p. 16), le Gouvernement allemand a notifié au Secrétaire général de la Société des Nations son intention de se retirer de la Société des Nations, conformément à l'article premier, paragraphe 3, du Pacte. (Cette disposition est celle qui prévoit notamment, pour le retrait d'un Membre, un préavis de deux ans.) Le Secrétaire général de la Société des Nations a accusé la réception, le 21 octobre 1933, de la lettre du Gouvernement allemand.

<sup>3</sup> Voir p. 53.

<sup>4</sup> Par télégramme en date de Tokio, le 27 mars 1933 (*Journal officiel de la Société des Nations*, numéro de mai 1933, p. 657), le Gouvernement du Japon a notifié au Secrétaire général de la Société des Nations son intention de se retirer de la Société des Nations, conformément à l'article premier, paragraphe 3.

\*

(Voir E 2, pp. 85-88; E 3, pp. 91-96; E 4, pp. 119-122; États-Unis d'Amérique. E 5, pp. 131-139; E 6, pp. 139-163; E 7, pp. 154-169; E 8, pp. 113-134; E 9, p. 71; E 10, pp. 47-48.)

Le 10 janvier 1935, le Comité des relations extérieures du Sénat a soumis au Sénat un rapport lui recommandant l'adoption de la résolution suivante<sup>1</sup>:

« *Attendu que*, le 10 décembre 1930, le Président a transmis au Sénat une communication accompagnée d'une lettre du secrétaire d'État, datée du 18 novembre 1929, demandant au Sénat de se prononcer en faveur de l'adhésion par les États-Unis au Protocole de signature du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, en date du 16 décembre 1920, au Protocole de révision du Statut de la Cour permanente de Justice internationale en date du 14 septembre 1929, au Protocole d'adhésion des États-Unis d'Amérique au Protocole de signature du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, en date du 14 septembre 1929, qui tous figurent dans ledit message du Président en date du 10 décembre 1930,

*Il est résolu* (à la majorité des deux tiers des sénateurs présents) que le Sénat se prononce en faveur de l'adhésion par les États-Unis auxdits trois protocoles, le premier en date du 16 décembre 1920 et les deux autres en date du 14 septembre 1929 (sans accepter ou reconnaître la disposition facultative de juridiction obligatoire), étant bien entendu de la part des États-Unis que, sur opposition des États-Unis, la Cour permanente de Justice internationale ne donnera suite à aucune demande d'avis consultatif au sujet d'un différend ou d'une question à laquelle les États-Unis sont ou déclarent être intéressés<sup>2</sup>. »

Les débats au Sénat sur la résolution soumise par le Comité des relations extérieures commencèrent le 14 janvier 1935<sup>3</sup>.

du Pacte (voir p. 50, note 2). Le Secrétaire général de la Société des Nations a accusé la réception de cette communication le même jour. D'autre part, le 27 mars 1935 — date de l'expiration du préavis de deux ans —, le consul général représentant le Gouvernement japonais à Genève a officiellement autorisé les journaux à reproduire une déclaration relative à la situation de ce Gouvernement à l'égard de la Société des Nations à la suite de son retrait. Un passage de la déclaration, relatif à la Cour, est ainsi conçu : « Quant à la Cour permanente de Justice internationale de La Haye, la position du Japon ne subira non plus [le consul général venait de préciser que le Japon continuerait en principe à collaborer sans changement aux travaux techniques et humanitaires de la Société des Nations] aucun changement. En tant que signataire de la convention concernant la constitution de ce tribunal, le Japon continuera sa collaboration avec cette institution judiciaire internationale. »

<sup>1</sup> 74th Congress, 1st Session, Senate executive report No. 1. — Traduction du Greffe.

<sup>2</sup> Cette réserve est tirée de la résolution adoptée par le Sénat le 27 janvier 1926; elle y figurait à la fin du n° 5 (voir E 6, p. 139, note 2; voir également dans E 6, p. 147, le début du premier alinéa de l'article 5 du Protocole d'adhésion des États-Unis d'Amérique du 14 septembre 1929).

<sup>3</sup> Congressional Record, 74th Congress, 1st Session, numéros du 14 janv. 1935 et suiv.

Le 16 janvier, le Président Roosevelt adressa au Sénat un message spécial ainsi conçu <sup>1</sup> :

« Au Sénat :

Le mouvement en vue de rendre la justice internationale pratique et efficace n'est pas sujet à des considérations de parti. Pendant des années, les administrations républicaine et démocratique, de même que les programmes des partis, ont également préconisé une cour de justice à laquelle les nations pourraient, de leur propre gré, soumettre leurs différends aux fins de décisions judiciaires.

Pour donner une réalisation concrète à cette politique évidemment saine et absolument américaine, j'espère qu'à une date prochaine le Sénat se prononcera en faveur de l'adhésion des États-Unis au Protocole de signature du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, en date du 16 décembre 1920, au Protocole de révision du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, en date du 14 septembre 1929, et au Protocole pour l'adhésion des États-Unis au Protocole de signature du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, en date du 14 septembre 1929, qui tous ont été soumis au Sénat le 10 décembre 1930.

Je demande instamment que le consentement du Sénat soit donné sous une forme telle que l'objet de l'adhésion ne soit pas réduit à néant ou que la réalisation n'en soit pas retardée.

Cette mesure ne diminuerait ou ne compromettrait d'aucune façon la souveraineté des États-Unis. Dans la période actuelle des relations internationales, où chaque acte est de la plus grande signification pour l'avenir de la paix mondiale, les États-Unis ont une fois encore l'occasion de jeter leur poids dans la balance en faveur de la paix.

FRANKLIN D. ROOSEVELT.

La Maison Blanche, 16 janvier 1935. »

Les débats au Sénat se poursuivirent jusqu'au 29 janvier 1935. Le 24 janvier, sur la proposition du sénateur Vandenberg (Michigan), le Sénat adopta l'addition suivante à la résolution <sup>2</sup> :

« *Il est en outre résolu* que l'adhésion auxdits protocole et Statut, approuvée par la présente résolution, ne sera pas interprétée comme obligeant les États-Unis à se départir de leur politique traditionnelle en vertu de laquelle ils s'abstiennent d'intervenir, de s'ingérer ou de s'immiscer dans les questions politiques intéressant la politique générale ou l'administration intérieure d'aucun État étranger ; cette adhésion auxdits protocole et Statut ne sera pas non plus interprétée comme impliquant l'abandon, par les États-Unis, de leur attitude traditionnelle à l'égard des questions purement américaines <sup>3</sup>. »

<sup>1</sup> *Congressional Record*, 74th Congress, 1st Session, numéro du 16 janv. 1935, p. 479. — Traduction du Greffe.

<sup>2</sup> *Ibid.*, numéro du 24 janv. 1935, p. 916.

<sup>3</sup> Cette réserve est tirée de la résolution adoptée par le Sénat le 27 janvier 1926 ; elle faisait l'objet du dernier alinéa de la résolution (voir E 6, p. 139, note 2).

Le 25 janvier 1935, le Sénat rejeta l'addition suivante qui avait été proposée par le sénateur Norris (Nebraska)<sup>1</sup> :

« *Il est en outre résolu* que l'adhésion des États-Unis auxdits protocole et Statut est faite sous la condition expresse et étant expressément entendu que nul différend auquel le Gouvernement des États Unis est partie ne sera soumis à ladite Cour permanente de Justice internationale si la soumission n'a pas été approuvée par le Sénat des États-Unis par un vote des deux tiers. »

Le 29 janvier 1935, le Sénat adopta, sur la proposition du sénateur Thomas (Utah), une seconde addition à la résolution<sup>2</sup> :

« *Il est en outre résolu*, en tant que partie intégrante de cet acte de ratification, que les États-Unis approuvent le protocole et le Statut mentionnés ci-dessus, étant entendu que le recours à la Cour permanente de Justice internationale, pour le règlement de différends entre les États-Unis et un ou plusieurs autres États, ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un accord à ce sujet, résultant de traités généraux ou spéciaux conclus entre les parties au différend<sup>3</sup>. »

Le vote sur la résolution, avec les deux additions Vandenberg et Thomas, intervint le 29 janvier 1935. La majorité requise des deux tiers ne fut pas atteinte, 52 sénateurs s'étant prononcés en faveur de la résolution et 36 contre la résolution<sup>4</sup>.

A la date du 15 juin 1935, le Protocole du 14 septembre 1929 relatif à l'adhésion des États-Unis à la Cour réunissait les signatures des États suivants : l'Union sud-africaine, l'Albanie, l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, la Bulgarie, le Canada, le Chili, la Chine, la Colombie, Cuba, le Danemark, la République dominicaine, l'Espagne, l'Estonie, l'Éthiopie, la Finlande, la France, la Grèce, le Guatemala, Haïti, la Hongrie, l'Inde, l'Iran, l'État libre d'Irlande, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Libéria, la Lithuanie, le Luxembourg, le Nicaragua, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Salvador, le Siam, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, l'Uruguay, le Venezuela, la Yougoslavie.

<sup>1</sup> *Congressional Record*, 74th Congress, 1st Session, numéro du 25 janv. 1935, p. 975. — Traduction du Greffe.

<sup>2</sup> *Ibid.*, numéro du 29 janv. 1935, p. 1196.

<sup>3</sup> Cette réserve est tirée de la résolution adoptée par le Sénat le 27 janvier 1926 ; elle faisait l'objet de l'avant-dernier alinéa de la résolution (voir E 6, p. 139, note 2).

<sup>4</sup> *Congressional Record*, 74th Congress, 1st Session, numéro du 29 janv. 1935, p. 1217. La résolution du Sénat, en date du 27 janvier 1926, par laquelle le Sénat s'était prononcé en faveur de l'adhésion des États-Unis au Statut de la Cour sous certaines conditions, avait été adoptée par 76 voix contre 17.

Tous ces États l'ont ratifié, sauf : les États-Unis d'Amérique, la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Guatemala, le Haïti, le Libéria, le Nicaragua, le Paraguay, le Pérou, le Salvador.

\*

Autres États  
auxquels la  
Cour est  
ouverte.

C. — Quant aux États non Membres de la Société des Nations ni mentionnés à l'annexe au Pacte, l'article 35 du Statut stipule que les conditions auxquelles la Cour leur est ouverte sont, sous réserve des dispositions particulières des traités en vigueur<sup>1</sup>, réglées par le Conseil, et dans tous les cas, sans qu'il puisse en résulter pour les Parties aucune inégalité devant la Cour.

Conformément à cet article, le Conseil a pris, le 17 mai 1922, une résolution qui règle la matière. (Voir E 1, p. 139.)

Le 28 juin 1922, la Cour décida de communiquer cette résolution aux États suivants, qui ne sont pas mentionnés à l'annexe au Pacte et n'étaient pas Membres de la Société des Nations : l'Allemagne, la Ville libre de Dantzig (par l'intermédiaire de la Pologne), la République dominicaine, la Géorgie, la Hongrie, l'Islande, le Liechtenstein, Saint-Marin, le Mexique, Monaco et la Turquie.

Le 16 juin 1925, la Cour décida d'ajouter à cette liste : l'Afghanistan, l'Égypte et l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Depuis, l'Afghanistan, l'Allemagne, la République dominicaine, la Hongrie, le Mexique, l'Union des Républiques soviétistes socialistes et la Turquie sont devenus Membres de la Société des Nations. D'autre part, le Costa-Rica, qui n'est pas mentionné à l'annexe au Pacte et qui avait été admis dans la Société des Nations en vertu d'une résolution de l'Assemblée en date du 16 décembre 1920, a notifié, le 24 décembre 1924, sa décision de se retirer de la Société, cette décision devant porter effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1927 ; la résolution du 17 mai 1922, ayant été prise à une époque où le Costa-Rica était encore Membre de la Société des Nations, lui avait été notifiée en son temps par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Par conséquent, les États non Membres de la Société des Nations ni mentionnés à l'annexe au Pacte qui sont, à la date du 15 juin 1935, admis à ester en justice devant la Cour sont les suivants : le Costa-Rica, la Ville libre de Dantzig (par l'intermédiaire de la Pologne), l'Égypte, la Géorgie, l'Islande, le Liechtenstein, Monaco, Saint-Marin.

<sup>1</sup> Le passage suivant du rapport relatif au Statut, adopté par la Première Assemblée de la Société des Nations le 13 décembre 1920, explique la disposition analysée dans le texte : « Pour les autres États, leur accès à la Cour dépendra ou bien des dispositions particulières des traités en vigueur (par exemple les dispositions dans les traités de paix concernant le droit des minorités, le travail, etc.) ou bien d'une résolution du Conseil. »

\* \* \*

(Voir E 5, p. 140.)

Contribution  
aux frais de  
procédure.

\* \* \*

3) *Des voies de communication avec les gouvernements.*

A la date du 15 juin 1935, les voies à employer pour les communications directes émanant de la Cour sont les suivantes :

Afghanistan	Le ministre des Affaires étrangères, Kaboul	par l'intermédiaire de la légation royale d'Afghanistan à Londres
Union sud-africaine	Le premier ministre de l'Union sud-africaine, à Capetown	
Allemagne	Légation d'Allemagne à La Haye	
États-Unis d'Amérique	Le secrétaire d'État, à Washington	par l'intermédiaire de la légation des États-Unis à La Haye
République argentine	Ministère des Affaires étrangères, Buenos-Ayres	par l'intermédiaire de la légation de la République argentine à La Haye
Australie	Le premier ministre du Commonwealth d'Australie, à Canberra	
Autriche	Chancellerie fédérale, Département des Affaires étrangères, à Vienne	
Belgique	Le ministre des Affaires étrangères, à Bruxelles	
Bésil	Ministère des Affaires étrangères, Rio-de-Janeiro	par l'intermédiaire de la légation du Brésil à La Haye
Bulgarie	Le ministère des Affaires étrangères, à Sofia	
Canada	Le secrétaire d'État des Affaires étrangères, à Ottawa	
Chili	Le ministre des Affaires étrangères, à Santiago	
Chine	La légation de Chine à La Haye	
Colombie	Ministère des Affaires étrangères, à Bogotá	

Cuba	Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, à La Havane	
Danemark	La légation de Danemark à La Haye	En cas d'extrême urgence : le ministère des Affaires étrangères à Copenhague
Dantzig	Le ministre de Pologne à La Haye	
République dominicaine	Le secrétariat d'État des Affaires étrangères, à Saint-Domingue	
Égypte	Ministère des Affaires étrangères, Le Caire	
Équateur	Ministère des Affaires étrangères de l'Équateur, à Quito	
Espagne	Ministère d'État, à Madrid	par l'intermédiaire de la légation d'Espagne à La Haye
Estonie	Ministère des Affaires étrangères, à Tallinn	
Finlande	Le chargé d'affaires de Finlande à La Haye	
France	Ministère des Affaires étrangères, Service français de la Société des Nations, à Paris	
Grande-Bretagne	Le secrétaire d'État pour les Affaires étrangères — Ministère des Affaires étrangères, Whitehall, Londres S. W. 1	
Grèce	Ministère des Affaires étrangères, à Athènes	↑ Copie à la délégation hellénique auprès de la S. d. N. à Genève
Haïti	Le secrétaire d'État aux Relations extérieures, à Port-au-Prince	
Honduras	Ministère des Affaires étrangères du Honduras, à Tegucigalpa	
Hongrie	Le ministre de Hongrie à La Haye	Pour les communications faites en vertu de l'article 44 du Statut : Ministère royal hongrois de la Justice, Budapest
Inde	Bureau de l'Inde, Whitehall, Londres S. W. 1	
Iran	Ministère des Affaires étrangères, 3 <sup>me</sup> Section, à Téhéran	

État libre d'Irlande	Ministère des Affaires étrangères, à Dublin	
Italie	Ministère des Affaires étrangères, Section pour la Société des Nations, à Rome	
Japon	Le ministre des Affaires étrangères, à Tokio	par l'intermédiaire du consulat général du Japon à Genève
Lettonie	Ministère des Affaires étrangères, à Riga	
Libéria	Le secrétaire d'État du Libéria, à Monrovia	
Lithuanie	Le ministre des Affaires étrangères de la République lithuanienne, à Kaunas	
Luxembourg	Le ministre d'État, président du Gouvernement grand-ducal, à Luxembourg	(lettre recommandée)
Mexique	Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, à Mexico	par l'intermédiaire de la légation du Mexique à La Haye
Monaco	Le ministre d'État, directeur des Relations extérieures de la Principauté de Monaco	
Nicaragua	Ministère des Affaires étrangères, à Managua	
Norvège	Ministère des Affaires étrangères, à Oslo	par l'intermédiaire de la légation de Norvège à La Haye
Nouvelle-Zélande	Le haut-commissaire pour la Nouvelle-Zélande à Londres, Bureaux gouvernementaux de la Nouvelle-Zélande, Strand, W. C. 2	
Panama	Ministère des Affaires étrangères, à Panama	
Pays-Bas	Ministère des Affaires étrangères, à La Haye	
Pérou	Le chargé d'affaires du Pérou à La Haye	Les publications de la Cour sont adressées directement au ministère des Affaires étrangères à Lima
Pologne	Le ministre de Pologne à La Haye	
Portugal	Le ministre des Affaires étrangères, à Lisbonne	

Roumanie	Le ministre des Affaires étrangères, à Bucarest	Copie au ministre de Roumanie à La Haye, avec prière de bien vouloir transmettre à Bucarest
Salvador	Ministère des Affaires étrangères, à San-Salvador	
Siam	Ministère des Affaires étrangères, à Bangkok	Copie à la légation de Siam à Londres
Union des Républiques socialistes	Le Commissaire du peuple pour les affaires étrangères, Moscou	aux bons soins de l'ambassade de l'Union à Berlin
Suède	Le ministre de Suède à La Haye	
Suisse	Le ministre de Suisse à La Haye	
Tchécoslovaquie	Le ministre de Tchécoslovaquie à La Haye	
Turquie	Le ministre des Affaires étrangères (quatrième département), à Ankara	
Uruguay	Ministère des Affaires étrangères, à Montevideo	
Venezuela	Légation du Venezuela à La Haye	
Yougoslavie	Le ministre de Yougoslavie à La Haye	

Pour les gouvernements ne figurant pas dans la liste ci-dessus, la Cour s'adresse soit à leurs légations à La Haye, soit, le cas échéant, à leurs ministères des Affaires étrangères.

## II. — COMPÉTENCE EN MATIÈRE CONSULTATIVE

(Voir E I, pp. 145-147.)

Les vingt-sept requêtes pour avis consultatif que le Conseil a soumises à la Cour peuvent se répartir en deux catégories : celles qui trouvent leur origine à proprement parler dans le Conseil même, et celles, plus nombreuses, qui ont été présentées à l'instigation ou à la demande d'un État ou d'un organisme international.

Les tableaux suivants donnent la liste des affaires consultatives soumises à la Cour, réparties selon ces deux catégories. Sont également indiqués le numéro du rôle général, les gouvernements ou organisations internationales directement intéressés en l'affaire, et la date de la requête pour avis consultatif.

*Appartiennent à la première catégorie :*

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Gouvts et organisations directement intéressés.	Date de la requête.	Requêtes du Conseil <i>proprio motu.</i>
6	Colons allemands en Pologne	Allemagne/Pologne	2 III 23	
8	Acquisition de la nationalité polonaise	Allemagne/Pologne	11 VII 23	
16	Service postal polonais à Dantzig	Dantzig/Pologne	14 III 25	
17	Expulsion du Patriarce œcuménique		21 III 25	
20	Frontière entre la Turquie et l'Irak (affaire de Mossoul)	Grande-Bretagne/Turquie	23 IX 25	
29	Compétence des tribunaux de Dantzig	Dantzig/Pologne	24 IX 27	
39	Trafic ferroviaire entre la Lithuanie et la Pologne	Lithuanie/Pologne	28 I 31	
41	Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche (Protocole du 19 mars 1931)	Allemagne, Autriche/France, Italie, Tchécoslovaquie	19 V 31	
44	Accès et stationnement des navires de guerre polonais dans le port de Dantzig	Dantzig/Pologne	25 IX 31	
45	Accord Caphandaris-Molloff du 9 déc. 1927	Bulgarie/Grèce	26 IX 31	
64	Écoles minoritaires en Albanie	Albanie/Grèce	21 I 35	

*Appartiennent à la seconde catégorie :*

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Gouvts et organisations directement intéressés.	Date de la requête.	Autres requêtes.
1	Organisation internationale du Travail et les conditions de travail dans l'agriculture	France, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, Portugal, Suède, B. I. T., Commission internationale d'Agriculture, Fédération internationale des Travailleurs de la Terre, Syndicat central des Agriculteurs de France, Institut international d'Agriculture,	22 V 22	

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Gouvts et organisations directement intéressés.	Date de la requête.
		Fédération internationale des Syndicats chrétiens des Travailleurs de la Terre, Confédération internationale des Syndicats agricoles	
2	Désignation du délégué ouvrier à la Conférence internationale du Travail	Grande-Bretagne, Pays-Bas, Suède, B. I. T., Fédération professionn. générale néerlandaise, Fédération syndicale internationale, Confédération internationale des Syndicats chrétiens	22 V 22
3	Organisation internationale du Travail et les moyens de production agricole	Estonie, France, Haïti, Suède, B. I. T., Institut international d'Agriculture, Confédération internationale des Syndicats agricoles	18 VII 22
4	Décrets de nationalité en Tunisie et au Maroc	France/Grande-Bretagne	6 XI 22
7	Statut de la Carélie orientale	Finlande/Union des Républiques soviétistes socialistes	27 IV 23
9	Frontière polono-tchécoslovaque (affaire de Jaworzina)	Pologne/Tchécoslovaquie	29 IX 23
13	Monastère de Saint-Naoum (frontière serbo-albanaise)	Albanie/Yougoslavie	17 VI 24
15	Échange des populations grecques et turques	Grèce, Turquie, Commission mixte pour l'échange des populations grecques et turques	18 XII 24
21	Organisation internationale du Travail et le travail personnel du patron	O. I. T., Organisation internationale des Employeurs industriels, Fédération syndicale internationale, Confédération internationale des Syndicats chrétiens	20 III 26

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Gouvts et organisations directement intéressés.	Date de la requête.
23	Compétence de la Commission européenne du Danube	France, Grande-Bretagne, Italie/Roumanie	18 XII 26
35	Interprétation de l'Accord gréco-turc du 1 <sup>er</sup> déc. 1926 (Protocole final, art. IV)	Grèce/Turquie	7 VI 28
37	« Communautés » gréco-bulgares	Bulgarie/Grèce	17 I 30
38	Dantzig et l'Organisation internationale du Travail	Dantzig, Pologne, O. I. T.	15 V 30
40	Accès aux écoles minoritaires allemandes en Haute-Silésie polonaise	Allemagne/Pologne	31 I 31
42	Traitement des nationaux polonais, etc., à Dantzig	Dantzig/Pologne	23 V 31
48	Travail de nuit des femmes	O. I. T., Fédération syndicale internationale, Confédération internationale des Syndicats chrétiens, Grande-Bretagne, Allemagne	10 V 32

\* \* \*

(Voir E 5, pp. 147-148; E 6, pp. 171-172; E 7, pp. 176-177; E 8, p. 144.)

Procédure pour le vote des demandes d'avis.

Les Rapports annuels précédents ont relaté le vœu du 24 septembre 1928 par lequel l'Assemblée de la Société des Nations a invité le Conseil à mettre à l'étude la question de savoir si les avis consultatifs peuvent être demandés à la simple majorité. Saisi de ce vœu, le Conseil avait décidé, le 10 décembre 1928, d'inviter chacun de ses membres à effectuer une étude individuelle de la question, de façon à pouvoir procéder à un échange de vues lors d'une de ses prochaines sessions. Cet échange de vues n'a pas eu lieu avant le 15 juin 1935.

D'autre part, les Rapports annuels précédents ont également exposé que le Comité pour l'amendement du Pacte de la Société des Nations en vue de le mettre en harmonie avec le Pacte de Paris avait adopté en mars 1930 un texte — à insérer entre les alinéas 7 et 8 actuels de l'article 15 du Pacte — selon lequel, à tout moment de la procédure d'examen d'un différend,

le Conseil peut demander un avis consultatif sans qu'il soit besoin d'un vote unanime. Le 4 octobre 1930, l'Assemblée avait décidé de communiquer pour observations aux gouvernements des Membres de la Société des Nations le rapport du Comité. Les réponses des États avaient été communiquées à l'Assemblée en septembre 1931. Le 25 septembre, l'Assemblée, sur rapport de sa première Commission, prenait acte qu'un amendement dans le sens qu'avait proposé le Comité ne pourrait pas recueillir les adhésions nécessaires et, en même temps, décidait de constituer une commission en vue de rechercher un accord unanime sur les bases indiquées dans le rapport.

A la date du 10 septembre 1934<sup>1</sup>, le président de l'Assemblée a déclaré qu'il n'avait pas été possible de convoquer la commission spéciale instituée par l'Assemblée en 1931, en raison du rapport qui existe entre sa tâche et certains aspects de l'œuvre de la Conférence du désarmement ; et, se conformant à la procédure suivie par ses prédécesseurs en 1932 et 1933, il a proposé à l'Assemblée d'ajourner à sa prochaine session ordinaire la question de l'amendement du Pacte. L'Assemblée a approuvé cette proposition.

L'attention du Conseil de la Société des Nations a de nouveau été attirée sur la question de la procédure pour le vote des demandes d'avis lors de sa session de janvier 1935. A l'occasion du différend entre la Confédération suisse et d'autres États au sujet de la réparation des dommages subis par les citoyens suisses à la suite d'événements de guerre, le représentant de l'Espagne a déclaré, le 18 janvier 1935 (*Journal officiel de la S. d. N.*, n° de févr. 1935, pp. 142 et 143), que quand les questions dont traitait alors le Conseil (dommages de guerre suisses ; question des navires finlandais) seraient réglées, il demanderait au Conseil d'inscrire à son ordre du jour la question du vote des demandes d'avis qui a fait l'objet de la résolution de l'Assemblée du 24 septembre 1928.

### III. — AUTRES ACTIVITÉS

A plusieurs reprises, certaines tâches — désignations éventuelles d'arbitres, d'experts, de présidents de commissions de conciliation — ont été confiées à la Cour ou à son Président, soit en vertu d'un acte de droit international, soit en vertu d'un contrat de droit privé. En général, les parties à ces actes ou contrats demandent, avant que l'accord à conclure entre elles soit signé, le consentement de la Cour ou du Président à l'insertion d'une clause à cet effet. Ou bien encore, elles notifient l'accord dès sa conclusion et attirent l'attention sur la clause,

<sup>1</sup> *Journal officiel de la S. d. N.*, *Compte rendu des débats de l'Assemblée* (Genève, 1934), p. 31.

en demandant s'il y aurait des objections à effectuer la tâche prévue.

Les cas de ce genre parvenus à la connaissance du Greffe de la Cour au 15 juin 1934 ont été mentionnés et classifiés dans les listes de la partie III du chapitre III des précédents Rapports annuels<sup>1</sup>.

Ces listes doivent être complétées comme suit pour la période allant du 15 juin 1934 au 15 juin 1935 :

a) NOMINATIONS PAR LA COUR. (Voir E 3, p. 104 ; E 4, p. 130 ; E 6, pp. 172-173 ; E 7, pp. 178-179 ; E 10, p. 56.)

1. — *En vertu d'un acte de droit international public.*

Depuis le 15 juin 1934, il n'a pas été notifié à la Cour d'acte par lequel elle serait éventuellement invitée à effectuer une nomination.

2. — *En vertu d'un contrat de droit privé.*

Le Dixième Rapport annuel a relaté (p. 56) que le Secrétaire général de la Société des Nations avait transmis au Greffier le texte du « Cahier des charges général pour la construction des bâtiments de la Société des Nations », qui prévoit la constitution éventuelle d'un tribunal arbitral, dont les membres et le président seraient désignés par la Cour siégeant en Chambre de procédure sommaire.

Invoquant cet acte, l'« Entreprise du Palais des Nations » a, par son mandataire, M<sup>e</sup> Eugène Borel, adressé le 25 février 1935 à la Chambre de procédure sommaire une requête l'invitant à désigner les cinq membres du tribunal arbitral chargé de trancher un différend, exposé dans ladite requête, qui avait surgi entre la Société des Nations et l'Entreprise. La Chambre de procédure sommaire accepta de donner suite à la requête. Toutefois, de nouvelles négociations ayant eu lieu sur ces entrefaites entre les parties, le mandataire de l'Entreprise fit savoir au Greffier, le 25 mai 1935, qu'une convention avait été signée par l'Entreprise et par la Société des Nations pour instituer le tribunal arbitral ; que, par conséquent, la requête du 25 février 1935 était devenue sans objet, et qu'il la retirait purement et simplement. L'intention de retirer la requête avait été annoncée dès le 23 mai 1935.

---

<sup>1</sup> Pour ce qui est des actes de droit international prévoyant des cas de ce genre et parvenus à la connaissance du Greffe au 15 juin 1934, le texte des clauses pertinentes a été reproduit dans la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour* (4<sup>me</sup> éd., 1932) et dans ses addenda (chap. X des Huitième, Neuvième et Dixième Rapports annuels) ; pour ceux qui sont parvenus à la connaissance du Greffe depuis le 15 juin 1934, ils sont cités dans le chapitre X du présent Rapport annuel. D'autre part, l'aperçu systématique qui précède la troisième édition (1926) de la *Collection* contient une analyse et une classification de celles de ces clauses qui étaient alors connues.

Depuis le 15 juin 1934, il n'a pas été notifié à la Cour d'autre contrat de droit privé par lequel elle serait éventuellement invitée à effectuer une nomination.

b) NOMINATIONS PAR LE PRÉSIDENT (LE VICE-PRÉSIDENT OU LE JUGE LE PLUS ANCIEN DE LA COUR).

1. — *En vertu d'un acte de droit international public.* (Voir E 3, pp. 104-107 ; E 4, pp. 131 et 132 ; E 5, pp. 149 et 150 ; E 6, p. 173 ; E 7, pp. 179-181 ; E 8, pp. 145-149 ; E 9, p. 76 ; E 10, pp. 56-57.)

*Accords pour le règlement pacifique des conflits internationaux.*

Désignation éventuelle du président et de deux membres d'une commission de conciliation :

Convention de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Lettonie et la Tchécoslovaquie. — Genève, 11 octobre 1933.

*Traités de commerce.*

Traité modifiant le Traité de douane et de crédit entre l'Allemagne et les Pays-Bas. — Berlin, 27 avril 1933.

*Traités de paix et conventions diverses.*

En avril-mai 1935, le chargé d'affaires de Suisse et le ministre de Hongrie aux Pays-Bas ont porté à la connaissance du Président de la Cour que leurs Gouvernements avaient adopté un projet de convention provisoire réglant la circulation aérienne entre la Hongrie et la Suisse. Ce projet prévoit que les différends relatifs à l'interprétation et à l'application de la convention qui ne pourraient être réglés par la voie diplomatique seront, à la demande de l'une des Parties, soumis à un tribunal arbitral ; il prévoit également que, si l'une des Parties n'a pas désigné son arbitre dans le délai d'un mois ou si le choix du président ne peut intervenir, faute d'entente, au cours du mois suivant, le Président de la Cour permanente de Justice internationale serait prié de procéder aux nominations nécessaires. Dans ces conditions, les Gouvernements de Berne et de Budapest étant désireux, avant de procéder à la signature de la convention, d'obtenir l'assurance que le Président de la Cour serait disposé à assumer, le cas échéant, la tâche dont il s'agit, le chargé d'affaires de Suisse et le ministre de Hongrie lui soumettaient la question et le priaient de leur faire connaître son sentiment en la matière.

Le Président de la Cour a répondu qu'il ne voyait pas d'obstacle à l'acceptation éventuelle de la tâche envisagée.

2. — *En vertu d'un contrat de droit privé.* (Voir E 1, pp. 152-153 ; E 2, pp. 97-98 ; E 5, p. 150 ; E 7, pp. 180-181 ; E 8, p. 149 ; E 9, pp. 76-77 ; E 10, pp. 57-58.)

Le 27 juin 1934, le représentant de la Société anonyme Českomoravska Kolben-Danek, de Prague-Karlin (Tchécoslovaquie), s'est adressé au Président de la Cour en exposant les circonstances suivantes. Le 12 juin 1931, cette société a conclu un marché avec le Gouvernement de l'Iran pour la fourniture d'une sucrerie. Le cahier des charges comporte une procédure pour le règlement des différends : les parties nomment chacune un arbitre ; si ceux-ci ne peuvent se mettre d'accord, un tiers arbitre sera désigné, à la requête de la partie la plus diligente, soit par le Président de la Cour permanente de Justice internationale, soit par le Président de la Chambre de commerce internationale, à Paris, le choix entre ces deux personnes appartenant au Gouvernement de l'Iran. Or, un différend avait effectivement surgi entre les parties ; et, les arbitres n'ayant pu s'entendre, le Gouvernement de l'Iran avait choisi le Président de la Cour pour effectuer la désignation.

Le 29 juin 1934, le ministre de l'Iran accrédité à La Haye fit une communication dans le même sens.

Le Président accepta la mission qui lui était ainsi confiée, le 4 juillet 1934.

A la date du 16 août 1934, après des pourparlers destinés à préciser les conditions dans lesquelles le surarbitre aurait à accomplir sa tâche, le représentant du Gouvernement de l'Iran et le représentant de la Société anonyme Českomoravska Kolben-Danek furent avisées que le Président avait désigné comme arbitre sir John Fischer Williams, K. C., K. B. E., ancien conseiller juridique à la Commission des Réparations. Sir John Fischer Williams, qui avait accepté sa désignation, a rendu sa sentence le 22 septembre 1934.

\* \* \*

Il arrive fréquemment que des personnes privées s'adressent à la Cour dans le dessein de lui soumettre des affaires qui les mettent aux prises avec un gouvernement. Ce sont en général des recours en indemnité pour dépossession, qui naissent le plus souvent du fait que les requérants ont perdu leur statut national primitif sans en avoir acquis un autre et se voient opposer pour ce motif, par les tribunaux auxquels ils ont fait appel, une fin de non-recevoir. La plupart de ces conflits ont surgi dans les pays qui ont subi des remaniements territoriaux ; par exemple, des titulaires de pensions (anciens fonctionnaires, mutilés de guerre, veuves) qui ont changé de nationalité se plaignent de se voir refuser leurs pensions par l'État au service duquel ils se sont trouvés ainsi que par l'État successeur. Il se présente aussi souvent des recours en indemnité pour préjudices causés par la guerre, pour dettes nées avant la guerre et pour dévalorisation d'avoirs en numéraire et en titres. Il est

Requêtes de  
personnes  
privées contre  
un gouverne-  
ment.

également arrivé que des particuliers ont voulu interjeter appel contre des décisions d'un tribunal arbitral mixte. (Cf., dans la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*, 4<sup>me</sup> éd., 1932, p. 620, l'Accord de Paris du 28 avril 1930.)

Le Premier-Rapport annuel (pp. 153 *et sqq.*), le Troisième Rapport annuel (pp. 108 *et sqq.*), le Cinquième Rapport annuel (pp. 151 *et sqq.*), le Septième Rapport annuel (pp. 182 *et sqq.*) et le Neuvième Rapport annuel (pp. 77 *et sqq.*) ont donné quelques exemples qui montrent de quelle nature sont en général ces demandes, auxquelles le Greffier oppose toujours une fin de non-recevoir fondée sur l'article 34 du Statut de la Cour, où il est stipulé que « seuls, les États ou les Membres de la Société des Nations ont qualité pour se présenter devant la Cour ».

En voici quelques nouveaux exemples<sup>1</sup> :

L'intéressé, Polonais, a travaillé dans une mine en France de 1925 à 1932. A la suite d'un accident, il s'est vu conférer une pension correspondant à 60 % d'invalidité. Depuis, il est devenu complètement invalide et est retourné en Pologne. Alléguant que c'est en France qu'il a travaillé, il voudrait obtenir de la mine ou des autorités françaises une indemnité et une pension correspondant à 80 % d'invalidité, afin de ne pas tomber à la charge des autorités polonaises.

L'intéressé, de nationalité polonaise, anciennement Allemand, a été blessé pendant la guerre alors qu'il combattait pour l'Allemagne. Sa blessure est cause d'infirmités qui se sont déclarées dix ans plus tard. Il demande que le Gouvernement polonais soit invité à lui verser une pension.

L'intéressé, de nationalité polonaise depuis le traité de paix, avait, avant la guerre, la nationalité allemande et était alors domicilié à Paris. Ses biens furent séquestrés. Une demande d'indemnité présentée par lui aux autorités allemandes a été rejetée pour le motif qu'il n'était pas Allemand. Il prie la Cour de réexaminer sa demande.

L'intéressé, de nationalité belge, a, depuis 1900 jusqu'à la guerre, été employé d'une société allemande qui avait des usines en Belgique. Il a régulièrement fait à cette société des versements en vue d'une pension. Or, après la guerre, lesdites usines, mises sous séquestre, ont été vendues par les autorités belges. La société allemande refuse de lui payer une pension ou de lui rendre le montant de ses versements. Il prie la Cour de lui prêter son appui.

L'intéressée habitait en 1924, avec son fils mineur, une ville allemande, située sur le Rhin et occupée par les troupes françaises. Son habitation a été réquisitionnée ; ses meubles, qui

<sup>1</sup> Les résumés rapportent les faits tels que les présentent les requêtes ; le Greffe ne saurait évidemment assumer aucune responsabilité quant à l'exactitude de ces faits.

avaient été mis au garde-meubles, ont finalement été vendus parce qu'elle ne pouvait payer les frais de garde. Elle a demandé une indemnité au Gouvernement allemand, qui l'a déboutée pour le motif qu'elle était apatride. Or, elle a toujours estimé être Allemande, ce qui a fini par être reconnu en 1931. Elle demande à voir affirmé son droit à la protection du Gouvernement allemand.

L'intéressé, ressortissant yougoslave, habitant la Dalmatie italienne, a servi pendant la guerre dans l'armée austro-hongroise, où il a contracté une infirmité due au service. Il a demandé une pension d'abord au Gouvernement autrichien, ensuite au Gouvernement yougoslave, qui ont l'un et l'autre refusé de la lui accorder. Il prie la Cour d'intervenir auprès de ce dernier Gouvernement.

L'intéressé, mécanicien, était sujet autrichien et travaillait à la *Südbahn*. En 1915, il est devenu aveugle par suite d'un accident, et une pension d'invalidité lui a été accordée par la compagnie. A la suite de la guerre, il a obtenu la nationalité yougoslave, et le Gouvernement de Belgrade, s'étant rendu acquéreur du chemin de fer, a continué le versement de la pension, mais seulement en monnaie dépréciée. L'intéressé, qui s'est en vain adressé aux juridictions nationales, prie la Cour d'obtenir pour lui de la *Südbahn* une pension valorisée.

L'intéressé a servi pendant quinze ans à la Légion étrangère française. Il a obtenu le droit à une pension en 1924. Mais, depuis, le franc a été dévalué. Il demande des renseignements sur le point de savoir si, en droit international, il est fondé à obtenir la valorisation de la pension, valorisation que le Gouvernement français refuse de lui accorder.

A la suite du partage de la Haute-Silésie, l'intéressé, qui habitait l'Allemagne, a été expulsé de ce pays, les autorités allemandes ayant cru que la localité où il était né avait été attribuée à la Pologne, et que, par suite, il était Polonais. Le tribunal arbitral de Beuthen a reconnu qu'il était Allemand. Il demande une indemnité au Gouvernement allemand pour les dommages résultant de l'erreur commise à son préjudice.

L'intéressé, actuellement de nationalité yougoslave, a travaillé de 1909 à 1932 au service d'une maison de commerce italienne. En 1928, il a demandé la naturalisation italienne. Sa demande lui a été refusée, et il a ensuite été obligé de quitter l'Italie. Il demande une indemnité soit de la maison de commerce soit du Gouvernement italien.

Les parents de l'intéressé avaient des propriétés dans la partie de la Pologne anciennement russe. Ils furent dépossédés et expulsés par le Gouvernement russe. En 1920, après la

restitution de la Pologne, le Gouvernement polonais a fait une proclamation autorisant les Polonais anciennement Russes à s'adresser à lui pour rentrer en possession des biens dont ils avaient été privés. L'intéressé a alors fait une réclamation, qui est restée sans réponse. Il présente à la Cour une demande en restitution de la propriété et en dommages et intérêts.

L'intéressé est né en Allemagne, de père néerlandais et de mère allemande. Au cours de son service militaire qu'il a fait aux Pays-Bas, il a contracté une maladie de poitrine qui l'a mis en état d'incapacité ; il désire une pension, qu'on lui refuse en invoquant le fait qu'il a signé une déclaration aux termes de laquelle sa maladie ne provient pas du service militaire. Il demande si la Cour est compétente, les démarches faites auprès des autorités nationales ayant échoué.

L'intéressé, anciennement Autrichien et maintenant Tchécoslovaque, reçoit une pension qui lui a été accordée aux temps de la Monarchie austro-hongroise pour cause d'invalidité par suite d'accident. Le Gouvernement tchécoslovaque lui verse seulement 60 % de sa pension, quoique la monnaie tchécoslovaque ait été dévaluée par rapport à l'ancienne monnaie autrichienne. Les autorités des deux pays s'étant désintéressées du cas, la Cour est priée d'intervenir auprès de la Tchécoslovaquie.

L'intéressé, qui habite Colmar, était Allemand et est devenu Français. Il possède un certificat des autorités allemandes, selon lequel il était fonctionnaire au jour de l'armistice avec droit à la pension ; or, les autorités françaises ne l'ont pas repris à leur service, et sa pension ne lui est pas servie. Il désire savoir quel État a l'obligation de la lui verser.

Jusqu'en 1920, l'intéressé a tenu un commerce en Tchécoslovaquie dans une partie du pays qui a été occupée par des troupes roumaines, lesquelles ont causé à la propriété de l'intéressé des dommages évalués à 48.000 cour. tch. par les autorités tchécoslovaques. Celles-ci lui ont accordé une indemnité de 1.000 cour. tch. Il demande une augmentation de l'indemnité qu'il a ainsi reçue.

L'intéressé, qui habitait Katowice (Haute-Silésie polonaise), est titulaire d'une pension d'invalidité de 80 %. Lors de la division de la Haute-Silésie, il s'est rendu en Allemagne ; mais il est plus tard devenu ressortissant polonais. Le Gouvernement de Varsovie refuse de lui payer sa pension. Il demande, d'une part à se faire naturaliser Allemand, et d'autre part le paiement de sa pension par le Gouvernement polonais jusqu'à ce qu'il ait obtenu sa naturalisation.

L'intéressé habitait la Ruhr lors de l'occupation en 1923. Du fait de l'occupation et de la résistance passive, il a perdu sa

situation. Il présente une demande en dommages et intérêts contre le Gouvernement allemand ; il demande en outre l'indication de mesures conservatoires.

L'intéressé possédait, dans un territoire anciennement autrichien et devenu italien, un hôtel qui fut réquisitionné par le Gouvernement de l'Italie et en partie démoli. Ce Gouvernement ne lui a accordé aucune indemnité, pour le motif qu'il est Autrichien. Ses recours aux juridictions nationales étant demeurées sans résultat, il prie la Cour de lui indiquer la voie à suivre.

L'intéressé est né en Russie avant la guerre ; il a épousé une Allemande devenue Russe du fait de son mariage. Il se trouvait en Angleterre au début de la guerre, et sa famille était restée en Allemagne. En 1917, il a pris du service dans l'armée anglaise, étant entendu que ses allocations seraient données à sa famille. A la fin de la guerre, il constata que sa famille n'avait rien reçu. Les autorités anglaises, auxquelles il s'adressa, répondirent que sa femme, née Allemande, et se trouvant en Allemagne, n'était pas qualifiée pour recevoir des subsides du Gouvernement anglais. Or, sa femme était internée dans un camp de concentration.

L'intéressé, né Belge et naturalisé Américain, avait un contrat de trois ans avec le ministère des Colonies à Bruxelles. Ce contrat a été rompu par les autorités coloniales belges après deux ans de travail au Congo, sans préavis et sans indemnité, et sans qu'on l'ait entendu. Il demande la procédure à suivre pour que sa réclamation vienne devant la Cour permanente de Justice internationale et qu'il obtienne une indemnité.

L'intéressé, citoyen roumain, avait dans une banque de Vienne un dépôt d'argent qui a été bloqué durant la guerre. Pendant quatre années après la guerre, le Gouvernement autrichien a refusé la libération du dépôt. Il ne l'a finalement accordée que quand la couronne était complètement dépréciée. L'intéressé a introduit une instance contre le Gouvernement autrichien devant le Tribunal arbitral mixte austro-roumain. Il a été débouté pour le motif que le refus du Gouvernement autrichien, intervenu après la guerre, ne saurait être considéré comme une mesure de guerre. Il interjette appel contre la sentence du Tribunal arbitral mixte et demande que l'État autrichien soit condamné à payer le solde du compte en couronnes-or, ainsi que des intérêts et des dommages-intérêts.

---

## CHAPITRE IV

---

### SESSIONS ET DÉCISIONS DE LA COUR; RÔLE GÉNÉRAL<sup>1</sup>

---

Aux termes de l'article 27 de son Règlement, tel qu'il a été amendé le 13 février 1931, la Cour se réunit chaque année le 1<sup>er</sup> février en session ordinaire<sup>2</sup>; en outre, chaque fois qu'il l'estime utile, le Président convoque la Cour en session extraordinaire.

Liste des sessions.

Les dates des sessions tenues par la Cour jusqu'au 15 juin 1935 sont indiquées dans la liste de la page 73.

\* \* \*

Aux pages 74 à 87 est reproduite la liste des arrêts et avis, ainsi que de certaines ordonnances participant de la nature des arrêts, rendus au cours des trente-quatre sessions tenues jusqu'ici par la Cour, en indiquant 1) le sommaire de chaque décision; 2) la page du Rapport annuel où elle a été résumée, et 3) les numéros des publications de la Cour où ont paru le texte de la décision ainsi que les documents y afférents.

Liste des arrêts et avis, etc.

\* \* \*

Aux pages 88 à 121 sont reproduits une liste chronologique et un index par sujet des ordonnances rendues par le Cour ou par son Président. Ces tables portent sur toutes les ordonnances, tant sur celles qui participent de la nature des arrêts (mesures conservatoires, jonction de requêtes, clôture, etc.) et qui sont mentionnées dans la liste des arrêts et avis, que sur celles qui ont été rendues exclusivement « pour la direction du procès » (art. 48 du Statut).

Index des ordonnances.

La grande majorité des références visent les volumes des Séries A, B, A/B et C des publications de la Cour. Les autres

<sup>1</sup> Comme pour les Neuvième et Dixième Rapports annuels, le présent Rapport groupe dans le chapitre IV les données qui, pour les Rapports 1 à 8, étaient réunies dans l'introduction aux chapitres IV et V.

<sup>2</sup> Avant 1931, la date réglementaire de la session ordinaire annuelle était le 15 juin.

références visent les dossiers de la Cour ; il s'agit, dans ces derniers cas, d'ordonnances qui n'ont pas été imprimées et publiées.

\* \* \*

Rôle général. Les tableaux qui figurent à la page 123 reproduisent les folios du rôle général qui ont fait l'objet de nouvelles inscriptions depuis le 14 juillet 1934.

DATES DES SESSIONS TENUES PAR LA COUR  
(Tableau mis à jour au 15 juin 1935.)

Numéro d'ordre.		Année.	Date	
			d'ouverture.	de clôture.
<i>Préliminaire</i>	—	1922	30 janv.	24 mars
Première	O <sup>1</sup>	»	15 juin	12 août
Deuxième	E	1923	8 janv.	7 févr.
Troisième	O	»	15 juin	15 sept.
Quatrième	E	»	12 nov.	6 déc.
Cinquième	O	1924	16 juin	4 sept.
Sixième	E	1925	12 janv.	26 mars
Septième	E	»	14 avril	16 mai
Huitième	O	»	15 juin	19 juin
			15 juillet	25 août
Neuvième	E	»	22 oct.	21 nov.
Dixième	E	1926	2 févr.	25 mai
Onzième	O	»	15 juin	31 juillet
Douzième	O	1927	15 juin	16 déc.
Treizième	E	1928	6 févr.	26 avril
Quatorzième	O	»	15 juin	13 sept.
Quinzième	E	»	12 nov.	21 nov.
Seizième	E	1929	13 mai	12 juillet
Dix-septième	O	»	17 juin	10 sept.
Dix-huitième	O	1930	16 juin	26 août
Dix-neuvième	E	»	23 oct.	6 déc.
Vingtième	O	1931	15 janv.	21 févr.
Vingt-et-unième	E	»	20 avril	15 mai
Vingt-deuxième	E	»	16 juillet	15 oct.
Vingt-troisième	E	1931-32	5 nov.	4 févr.
Vingt-quatrième	O	1932	1 <sup>er</sup> févr.	8 mars
Vingt-cinquième	E	»	18 avril	11 août
Vingt-sixième	E	1932-33	14 oct.	5 avril
Vingt-septième	O	1933	1 <sup>er</sup> févr.	19 avril
Vingt-huitième	E	»	10 mai	16 mai
Vingt-neuvième	E	»	10 juillet	29 juillet
Trentième	E	»	20 oct.	15 déc.
Trente-et-unième	O	1934	1 <sup>er</sup> févr.	22 mars
Trente-deuxième	E	»	15 mai	1 <sup>er</sup> juin
Trente-troisième	E	»	22 oct.	12 déc.
Trente-quatrième	O	1935	1 <sup>er</sup> févr.	10 avril

<sup>1</sup> O : Session ordinaire.

E : Session extraordinaire.

## LISTE DES ARRÊTS, ORDONNANCES ET AVIS

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
<p>Désignation du délégué ouvrier à la Conférence internationale du Travail. Date : 31 VII 22. Rôle gén. : 2. (Avis n° 1.)</p>	<p>Conférences internationales du Travail. Désignation des délégués non gouvernementaux ; devoirs des gouvernements. Art. 389, al. 3, du Traité de Versailles.</p>	<p>E 1, p. 179</p>	<p>B 1 ; C 1.</p>
<p>Organisation internationale du Travail et les conditions du travail dans l'agriculture. Date : 12 VIII 22. Rôle gén. : 1. (Avis n° 2.)</p>	<p>Organisation internationale du Travail. Sa compétence en matière agricole. L'« industrie » (Partie XIII du Traité de Versailles) comprend l'agriculture. Sources pour l'interprétation d'un texte : la manière dont il s'est trouvé appliqué et ses travaux préparatoires.</p>	<p>E 1, p. 183</p>	<p>B 2 et 3 ; C 1.</p>
<p>Organisation internationale du Travail et les moyens de production agricole. Date : 12 VIII 22. Rôle gén. : 3. (Avis n° 3.)</p>	<p>Organisation internationale du Travail. Sa compétence en matière de production (agricole ou autre).</p>	<p>E 1, p. 183</p>	<p>B 2 et 3 ; C 1.</p>
<p>Décrets de nationalité en Tunisie et au Maroc. Date : 7 II 23. Rôle gén. : 4. (Avis n° 4.)</p>	<p>Conseil de la S. d. N. Compétence exclusive d'une Partie à un différend (art. 15, al. 8, du Pacte). Les questions de nationalité sont en principe d'ordre intérieur ; mais n'est pas d'ordre intérieur une question qui implique l'interprétation d'actes internationaux.</p>	<p>E 1, p. 188</p>	<p>B 4 ; C 2, et vol. supplément.</p>
<p>Statut de la Carélie orientale. Date : 23 VII 23. Rôle gén. : 7. (Avis n° 5.)</p>	<p>Différend entre un Membre de la S. d. N. et un État non Membre (art. 17 du Pacte). Le consentement des États comme condition du règlement en droit du différend. Refus par la Cour de donner un avis à elle demandé. Motifs du refus.</p>	<p>E 1, p. 193</p>	<p>B 5 ; C 3, vol. I et II.</p>
<p>Vapeur <i>Wimbledon</i>. Date : 17 VIII 23. Rôle gén. : 5. (Arrêt n° 1.)</p>	<p>Légitimation du demandeur. Régime du canal de Kiel ; voies d'eau intérieures et canaux maritimes ; temps de paix et temps de guerre : belligérants et neutres. Interprétations restrictives. Neutralité et souveraineté. — Le droit d'intervenir en vertu de l'art. 63 du Statut de la Cour.</p>	<p>E 1, p. 159</p>	<p>A 1 ; C 3, vol. I, II, et vol. supplém.</p>
<p>Colons allemands en Pologne.</p>	<p>Conseil de la S. d. N. Sa compétence en matière de minorités. Les contrats de droit privé et la succession d'États. Détermina-</p>	<p>E 1, p. 197</p>	<p>B 6 ; C 3,</p>

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Date : 10 IX 23. Rôle gén. : 6. (Avis n° 6.)	tion de la date du transfert de souveraineté sur un territoire cédé. Traité polonais de Minorités. Traité de Versailles, art. 256.		vol. I, III <sup>1</sup> et III <sup>11</sup> .
Acquisition de la nationalité polonaise. Date : 15 IX 23. Rôle gén. : 8. (Avis n° 7.)	Conseil de la S. d. N. Sa compétence sur les questions de nationalité en vertu des Traités de Minorités. Influence du transfert d'un territoire sur la nationalité des habitants. Conditions d'acquisition de la nationalité : origine, domicile (Traité de Minorités avec la Pologne, art. 4).	E I, p. 203	B 7 ; C 3, vol. I, III <sup>1</sup> et III <sup>11</sup> .
Frontière polono-tchécoslovaque (affaire de Jaworzina). Date : 6 XII 23. Rôle gén. : 9. (Avis n° 8.)	Conférence des Ambassadeurs. Caractère arbitral de certaines de ses décisions. Sa compétence pour les interpréter. Fixation d'une ligne frontière. Pouvoirs des commissions de délimitation.	E I, p. 208	B 8 ; C 4.
Concessions Mavrommatis en Palestine (compétence). Date : 30 VIII 24. Rôle gén. : 12. (Arrêt n° 2.)	Nature d'une exception d'incompétence. Des négociations comme condition préalable d'une instance. La notion de « contrôle public ». Des obligations internationales acceptées par le mandataire. Des concessions que maintient le Protocole XII de Lausanne. De la rétroactivité et des considérations de forme en droit international.	E I, p. 164	A 2 ; C 5.
Monastère de Saint-Naoum (frontière serbo-albanaise). Date : 4 IX 24. Rôle gén. : 13. (Avis n° 9.)	Conférence des Ambassadeurs. Caractère définitif de certaines de ses décisions. Sa compétence pour les reviser. Existence d'une erreur essentielle ou d'un fait nouveau.	E I, p. 214 ; E 2, p. 139	B 9 ; C 5—II.
Interprétation du par. 4 de l'annexe suivant l'art. 179 du Traité de Neuilly. Date : 12 IX 24. Rôle gén. : 11. (Arrêt n° 3.)	Extension personnelle et territoriale de l'application du par. 4. Rapports entre les « actes commis » et les réparations.	E I, p. 175	A 3 ; C 6.
Échange des populations grecques et turques. Date : 21 II 25. Rôle gén. : 15. (Avis n° 10.)	Établissement et domicile. Législation nationale comme moyen d'interprétation d'actes internationaux. Commission mixte : compétence concurrente des tribunaux nationaux.	E I, p. 219	B 10 ; C 7—I.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
<p>Interprétation de l'Arrêt n° 3 (interprétation du par. 4 de l'annexe suivant l'art. 179 du Traité de Neuilly). Date : 26 III 25. Rôle gén. : 14. (Arrêt n° 4.)</p>	<p>Demande d'interprétation en vertu de l'art. 60 du Statut.</p>	<p>E 1, p. 177</p>	<p>A 3 et 4 ; C 6, vol. supplém.</p>
<p>Concessions Mavrommatis en Palestine (fond). Date : 26 III 25. Rôle gén. : 10. (Arrêt n° 5.)</p>	<p>Conditions pour la validité des concessions Mavrommatis à Jérusalem. La violation partielle ou transitoire d'une obligation internationale suffit à établir la responsabilité. Pas d'indemnité si un lien de causalité entre la violation et le dommage n'est pas prouvé. Protocole XII : droit à la réadaptation des concessions valides.</p>	<p>E 1, p. 171</p>	<p>A 5 ; C 7—II.</p>
<p>Service postal polonais à Dantzig. Date : 16 v 25. Rôle gén. : 16. (Avis n° 11.)</p>	<p>Caractère définitif d'une décision en droit international. Force obligatoire des motifs et du dispositif d'une sentence. Valeur relative du texte d'une sentence et de l'intention de l'arbitre. Interprétation restrictive d'un texte : conditions.</p>	<p>E 1, p. 224 ; E 2, p. 141</p>	<p>B 11 ; C 8.</p>
<p>Intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise (compétence). Date : 25 VIII 25. Rôle gén. : 19. (Arrêt n° 6.)</p>	<p>Des négociations diplomatiques comme condition préalable à l'introduction d'une instance. Interprétation de l'art. 23 de la Convention de H.-Silésie. Faculté pour la Cour de motiver son jugement quant aux exceptions par des éléments appartenant au fond de l'affaire. Sa compétence pour interpréter incidemment, aux mêmes fins, des actes autres que la convention invoquée. Litispendance : La Cour et les tribunaux arbitraux mixtes. La notification de l'intention d'exproprier constitue une restriction au droit de propriété.</p>	<p>E 2, p. 102</p>	<p>A 6 ; C 9—I.</p>
<p>Frontière entre la Turquie et l'Irak (aff. de Mossoul). Date : 21 XI 25. Rôle gén. : 20. (Avis n° 12.)</p>	<p>Conseil de la S. d. N. Nature de ses attributions en vertu de l'art. 3 du Traité de Lausanne ; sentence arbitrale, recommandation, médiation. La volonté commune des Parties, source de compétence. Dans le doute, les décisions du Conseil, autres que celles de procédure, sont prises à l'unanimité (art. 5 du Pacte), le vote des Parties en cause non compté (art. 15 du Pacte).</p>	<p>E 2, p. 142</p>	<p>B 12 ; C 10.</p>

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise (fond). Date : 25 v 26. Rôle gén. : 18, 18 bis. (Arrêt n° 7.)	La Cour peut rendre des arrêts déclaratoires. Compatibilité de la loi polonaise du 14 juillet 1920 et de la Convention de H.-Silésie. Les dérogations au principe du respect des droits acquis sont de nature exceptionnelle. Droit pour la Pologne de se prévaloir de la Convention d'armistice et du Protocole de Spa du 1 <sup>er</sup> déc. 1918. La capacité d'aliéner de l'Allemagne après le Traité de Versailles. — Forme d'une notification d'expropriation. Interprétation de l'art. 9 de la Convention de H.-Silésie : la notion des « dommages de mine ». La notion du « contrôle » d'après la Convention de H.-Silésie. Preuves de l'acquisition de la nationalité. Pour les questions de liquidation, on peut assimiler une commune à une personne. De la notion de domicile.	E 2, p. III	A 7 ; C II, vol. I, II et III.
Organisation internationale du Travail et le travail personnel du patron. Date : 23 VII 26. Rôle gén. : 21. (Avis n° 13.)	L'Organisation internationale du Travail. Sa compétence accessoire en matière de travail patronal. Parallèle avec l'Avis n° 3. Les pouvoirs discrétionnaires de l'Organisation et leur limite ; l'art. 423 du Traité de Versailles.	E 3, p. 131	B 13 ; C 12.
Dénonciation du Traité sino-belge du 2 nov. 1865. Date : 8 I 27. Rôle gén. : 22. (Ordonnance.)	Nécessité des mesures conservatoires en l'espèce. L'objet des mesures conservatoires est la sauvegarde des droits des Parties au cours de l'instance, le préjudice causé par la violation de ces droits pouvant être irrémédiable. Indication desdites mesures.	E 3, p. 125	A 8 ; C 16—I.
Retrait, à la requête du demandeur, des mesures conservatoires indiquées par l'ordonnance du 8 janv. 1927. Date : 15 II 27. Rôle gén. : 22. (Ordonnance.)	Du fait de la conclusion entre les plaideurs d'un <i>modus vivendi</i> comportant un règlement provisoire de la situation, abstraction faite des droits en jeu, le demandeur ne saurait être ultérieurement admis à invoquer la violation d'un de ces droits ; l'ordonnance précédente, ayant eu pour but de les sauvegarder, est desc. mais devenue sans objet.	E 3, p. 129	A 8 ; C 16—I.
Demande en indemnité relative à l'usine de Chorzów (compétence). Date : 26 VII 27.	Sens et portée de la Convention de Genève et notamment de son art. 23. En vertu de cet article, la Cour connaît de différends portant sur l'application comme sur l'applicabilité des art. 6 à 22 de ladite convention ; la notion d'application par rapport au défaut d'application, et la compétence en	E 4, p. 147	A 9 ; C 13—I.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Rôle gén. : 26. (Arrêt n° 8.)	matière d'application par rapport à la compétence pour connaître des actions en réparation de préjudice introduits du chef de défaut d'application. Conflits de compétence dans l'ordre international.		
Affaire du <i>Lotus</i> . Date : 7 IX 27. Rôle gén. : 24. (Arrêt n° 9.)	Les termes du compromis. Les « principes du droit international » au sens de l'art. 15 de la Convention de Lausanne. De la souveraineté des États, fondement du droit international, comme critère pour la compétence des tribunaux de l'un d'entre eux : prétention à compétence fondée sur 1) la nationalité de la victime ; 2) le pavillon du navire où s'est trouvée la victime. Du principe de la liberté des mers. De l'indivisibilité des éléments d'un délit, source d'une concurrence de juridictions.	E 4, p. 157	A 10 ; C 13—II.
Réadaptation des concessions Mavrommatis à Jérusalem (compétence). Date : 10 X 27. Rôle gén. : 28. (Arrêt n° 10.)	Mandat pour la Palestine (art. 26). La Cour est compétente pour connaître d'une violation alléguée du Protocole de Lausanne dans tous les cas — mais seulement dans ces cas — où la violation relèverait de l'exercice de pleins pouvoirs pour décider quant au <i>public control</i> (art. 11). Cette condition faisant défaut en l'espèce, il n'est pas besoin d'examiner les autres moyens de défense invoqués.	E 4, p. 167	A 11 ; C 13— III.
Demande de mesures conservatoires en l'affaire relative à l'usine de Chorzów (indemnités). Date : 21 XI 27. Rôle gén. : 25. (Ordonnance.)	Demande de mesures conservatoires et conclusions quant au fond. Composition de la Cour.	E 4, p. 155	A 12 ; C 15—II.
Compétence de la Commission européenne du Danube. Date : 8 XII 27. Rôle gén. : 23. (Avis n° 14.)	Le droit en vigueur sur le Danube. En ce qui concerne la compétence de la C. E. D., le Statut définitif consacre la situation de fait existant avant la guerre. Détermination de cette situation. Les principes de liberté de navigation et d'égalité des pavillons, principes dont la C. E. D. doit assurer l'application, permettent d'établir le départ entre la compétence de la C. E. D. et celle de l'État territorial.	E 4, p. 191 ; E 5, p. 209	B 14 ; C 13—IV (4 vol.).
Interprétation des Arrêts nos 7 et 8 (usine de Chorzów).	Conditions requises pour l'admissibilité d'une demande en interprétation (art. 60 du Statut) ; la notion d'interprétation. Sens et portée du point litigieux de l'Arrêt n° 7. La Cour n'a pas rendu en l'espèce une décision	E 4, p. 175	A 13 ; C 13—V.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Date : 16 XII 27. Rôle gén. : 30. (Arrêt n° 11.)	conditionnelle ; du principe de la chose jugée (art. 59 du Statut).		
Compétence des tribunaux de Dantzig. Date : 3 III 28. Rôle gén. : 29. (Avis n° 15.)	Un acte international ne constitue pas une source directe de droits et d'obligations à l'égard des personnes du droit interne, sauf intention contraire des Parties résultant 1) du texte même, et 2) des faits relatifs à son application. Fondement de la compétence des tribunaux de Dantzig. Obligation d'exécuter les sentences rendues, sous réserve d'un droit de recours dans l'ordre international. Une Partie devant la Cour ne saurait se prévaloir d'un moyen fondé sur l'inexécution par elle-même de ses engagements internationaux.	E 4, p. 203	B 15 ; C 14—I.
Droits de minorités en Haute-Silésie (écoles minoritaires). Date : 26 IV 28. Rôle gén. : 31. (Arrêt n° 12.)	Exception d'incompétence : stade de la procédure auquel elle peut être soulevée. La compétence de la Cour est fondée sur le consentement des Parties, exprès, tacite, implicite. Le fait de plaider au fond démontre la volonté d'obtenir un arrêt sur le fond. Fin de non-recevoir : Nature des juridictions du Conseil de la S. d. N. et de la Cour. Interprétation de la Convention germano-polonaise : Conditions posées à l'admission d'enfants aux écoles minoritaires.	E 4, p. 182	A 15 ; C 14—II.
Interprétation de l'Accord gréco-turc du 1 <sup>er</sup> déc. 1926 (Protocole final, art. IV). Date : 28 VIII 28. Rôle gén. : 35. (Avis n° 16.)	Analyse de la requête adressée à la Cour. Établissement du libellé de la question à laquelle la Cour entend répondre. Attributions de la Commission mixte d'échange en matière de solution de différends. Interprétation des textes pertinents ; l'esprit des textes.	E 5, p. 213	B 16 ; C 15—I.
Demande en indemnité relative à l'usine de Chorzów (fond). Date : 13 IX 28. Rôle gén. : 25. (Arrêt n° 13.)	Sens de la requête. Toute violation d'un droit entraîne l'obligation de réparer. La réparation en droit international : dommage subi par un État ; dommage subi par un particulier. Pertinence en l'espèce de l'art. 256 du Traité de Versailles. Constatation du fait que les sociétés intéressées ont subi un dommage. Son évaluation : fixation des principes et institution d'une expertise. Mode de paiement ; la compensation en droit international.	E 5, p. 171	A 17 ; C 15—II.
Demande en indemnité relative à l'usine de Chorzów (fond). Date : 13 IX 28. Rôle gén. : 25. (Ordonnance.)	Institution d'une expertise. Détermination des faits qui en font l'objet. Composition du Comité d'experts ; sa procédure. Répartition des frais.	E 5, p. 183	A 17 ; C 15—II.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Dénouciation du Traité sino-belge du 2 nov. 1865. Date : 25 v 29. Rôle gén. : 22. (Ordonnance.)	Clôture de la procédure par désistement.	E 5, p. 190	A 18 ; C 16—I.
Demande en indemnité relative à l'usine de Chorzów (fond). Date : 25 v 29. Rôle gén. : 25. (Ordonnance.)	Clôture de la procédure par accord.	E 5, p. 187	A 19 ; C 16—II.
Emprunts serbes émis en France. Date : 12 VII 29. Rôle gén. : 34. (Arrêt n° 14.)	Juridiction de la Cour : recevabilité de la requête, qualité des Parties, objet du litige. Interprétation des contrats : des documents préparatoires, de l'exécution du contrat. Existence de la clause or : sa signification, son efficacité. Loi applicable aux emprunts.	E 5, p. 192	A 20 ; C 16— III.
Emprunts fédéraux brésiliens émis en France. Date : 12 VII 29. Rôle gén. : 33. (Arrêt n° 15.)	Juridiction de la Cour. Interprétation des contrats : des documents préparatoires, de l'exécution du contrat. Existence de la clause or : sa signification, son efficacité. Loi applicable aux emprunts ; appréciation par la Cour de la jurisprudence française, aux termes du compromis.	E 5, p. 202	A 21 ; C 16— IV.
Juridiction territoriale de la Commission internationale de l'Oder. Date : 15 VIII 29. Rôle gén. : 36. (Ordonnance.)	Dans une affaire soumise par compromis, une Partie ne peut prétendre à ne conclure qu'oralement sur l'une des questions posées.	E 6, p. 207	A 23 ; C 17—II.
Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex. Date : 19 VIII 29. Rôle gén. : 32. (Ordonnance.)	Il n'appartient pas aux Parties devant la Cour de déroger aux dispositions du Statut. Interprétation du compromis : recherche de la volonté commune des Parties et de la construction qui, dans le cadre du Statut, permet d'y donner suite. Définition de la mission de la Cour. Interprétation de l'art. 435 du Traité de Versailles. Fixation d'un délai.	E 6, p. 192	A 22 ; C 17—I (4 vol.).
Juridiction territoriale de la Commission internationale de l'Oder. Date : 20 VIII 29. Rôle gén. : 36. (Ordonnance.)	Inadmissibilité comme éléments de preuve de travaux préparatoires auxquels n'ont point participé toutes les Parties en cause.	E 6, p. 207	A 23 ; C 17—II.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Juridiction territoriale de la Commission internationale de l'Oder. Date : 10 IX 29. Rôle gén. : 36. (Arrêt n° 16.)	Textes applicables à l'espèce. Compétence de la Commission aux termes du Traité de Versailles. Conditions de l'interprétation d'un texte dans le sens le plus favorable à la liberté des États. Fondement du droit fluvial du Traité de Versailles.	E 6, p. 208	A 23 ; C 17—II.
Communautés gréco-bulgares. Date : 31 VII 30. Rôle gén. : 37. (Avis n° 17.)	Interprétation de la Convention gréco-bulgare d'émigration réciproque du 27 nov. 1919 : les communautés, leurs droits, leur dissolution ; les pouvoirs de la Commission mixte.	E 7, p. 233	B 17 ; C 18—I.
Dantzig et l'Organisation internationale du Travail. Date : 26 VIII 30. Rôle gén. : 38. (Avis n° 18.)	Interprétation de la question posée. Compatibilité de la situation juridique spéciale de la Ville libre et de la qualité de Membre de l'Organisation : conduite par la Pologne des affaires extérieures de la Ville libre, nature des activités de l'Organisation. Admissibilité de la Ville libre, en vertu d'un accord entre la Pologne et la Ville libre, approuvé par la S. d. N.	E 7, p. 242	B 18 ; C 18—II.
Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex (2 <sup>me</sup> phase). Date : 6 XII 30. Rôle gén. : 32. (Ordonnance.)	Interprétation de l'art. 435 du Traité de Versailles : l'ordonnance du 19 août 1929. Respect du droit conventionnel de la Suisse ; respect de la souveraineté française. Mission de la Cour en vertu du compromis d'espèce ; interprétation du compromis. Fixation d'un nouveau délai, à l'expiration duquel sera rendu l'arrêt définitif.	E 7, p. 221	A 24 ; C 19, vol. I, II, III, IV et V.
Accès aux écoles minoritaires allemandes en Haute-Silésie. Date : 15 V 31. Rôle gén. : 40. (Avis.)	Minorités allemandes en Haute-Silésie polonaise. Régime scolaire, admission aux écoles minoritaires, déclaration concernant la langue des enfants. Convention germano-polonaise de Genève, 15 mai 1922, art. 69, 74, 131, 132 et 149. Résolutions du Conseil de la S. d. N. des 12 mars et 8 déc. 1927, instauration exceptionnelle d'examens linguistiques. Arrêt de la C. P. J. I. du 26 avril 1928, Gouv <sup>t</sup> allemand c/Gouv <sup>t</sup> polonais, interprétation de la convention, effet rétroactif. Portée des examens linguistiques instaurés en 1927 par le Conseil. Force probante des déclarations de langue.	E 7, p. 248	A/B 40 ; C 52.
Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche (Protocole	Traité de paix de Saint-Germain du 10 sept. 1919, art. 88, et Protocole de Genève n° 1 du 4 oct. 1922. Inaliénabilité de l'indépendance de l'Autriche. Actes de nature à compromettre	E 8, p. 206	A/B 41 ; C 53.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
du 19 mars 1931). Date : 5 IX 31. Rôle gén. : 41. (Avis.)	cette indépendance. Projet d'union douanière austro-allemande. Question de compatibilité.		
Trafic ferroviaire entre la Lituanie et la Pologne. Date : 15 X 31. Rôle gén. : 39. (Avis.)	Transit par voie ferrée. Pacte de la S. d. N., art. 23 e); Convention de Paris relative à Memel de 1924, annexe III, art. 3; Convention de Barcelone de 1921 concernant le transit; Statut, art. 2 et 7. Relations entre la Lituanie et la Pologne: résolutions du Conseil de la S. d. N. des 10 déc. 1927 et 14 déc. 1928.	E 8, p. 211	A/B 42; C 54.
Accès et stationnement des navires de guerre polonais dans le port de Dantzig. Date : 11 XII 31. Rôle gén. : 44. (Avis.)	Relations entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig: le libre et sûr accès à la mer de la Pologne par le port de Dantzig; la protection de Dantzig par la S. d. N. (défense de la Ville libre). Traité de Versailles, art. 102-104. Convention dantzigko-polonaise du 9 nov. 1920, art. 20, 26, 28. Résolutions du Conseil de la S. d. N. des 17 nov. 1920 et 22 juin 1921.	E 8, p. 216	A/B 43; C 55.
Traitement des nationaux polonais, etc., à Dantzig. Date : 4 II 32. Rôle gén. : 42. (Avis.)	Statut juridique de la Ville libre de Dantzig. Traité de Versailles du 28 juin 1919; Convention de Paris entre la Pologne et la Ville libre du 9 nov. 1920; Constitution de la Ville libre; garantie de la Constitution par la S. d. N. Droit pour la Pologne de soumettre au Haut-Commissaire de la S. d. N. à Dantzig des différends concernant la Constitution (Traité de Versailles, art. 103; Convention de Paris, art. 39). Interprétation de l'art. 104: 5 du Traité de Versailles; relations entre cette disposition et l'art. 33, al. 1, de la Convention de Paris; interprétation de cette dernière disposition.	E 8, p. 222	A/B 44; C 56.
Accord Caphandaris-Molloff du 9 déc. 1927. Date : 8 III 32. Rôle gén. : 45. (Avis.)	Interprétation de l'Accord Caphandaris-Molloff. Compétence du Conseil de la S. d. N. d'après l'art. 8 dudit accord. Dette bulgare au titre des réparations (Traité de paix de Neuilly du 27 nov. 1919, art. 121; Accord de La Haye du 20 janv. 1930; Contrat de trust du 5 mars 1931). Dette grecque envers la Bulgarie au titre de l'émigration réciproque et volontaire (Convention de Neuilly du 27 nov. 1919; Règlement d'émigration du 6 mars 1922; Plan de paiements du 8 déc. 1922; Accord Caphandaris-Molloff du 9 déc. 1927). Application auxdites dettes de la proposition Hoover du 20 juin 1931 (rapport du Comité d'experts du 11 août 1931; résolutions du Conseil de la S. d. N. du 19 sept. 1931; Arrangement gréco-bulgare du 11 nov. 1931). Compétence de la Cour en procédure consultative (art. 14 du Pacte de la S. d. N.).	E 8, p. 229	A/B 45; C 57.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex. Date : 7 VI 32. Rôle gén. : 32. (Arrêt.)	Interprétation de l'art. 435, al. 2, du Traité de Versailles, avec ses annexes (note suisse du 5 mai 1919 ; note française du 18 mai 1919) : cette disposition a-t-elle abrogé ou a-t-elle pour but de faire abroger « les stipulations anciennes » relatives aux zones franches suivantes : zone du Pays de Gex ; zone « sarde » ; zone de Saint-Gingolph et zone « lacustre » ? (Traité de Paris des 30 mai 1814 et 20 nov. 1815 ; Acte du Congrès de Vienne du 9 juin 1815 ; déclarations des Puissances des 20 et 29 mars et 20 nov. 1815 ; Protocole du 3 nov. 1815 ; actes d'accession de la Diète helvétique des 27 mai et 12 août 1815 ; Traité de Turin du 16 mars 1816 ; Manifeste, etc., du 9 sept. 1829.) Réglementation du « nouveau régime » des zones franches : Nouveaux moyens présentés dans la dernière phase de la procédure ( <i>clausula rebus sic stantibus</i> ) ; leur admissibilité. Importations en franchise : pouvoir de la Cour de les régler ; pouvoir de la Cour, s'étant déclarée incompétente pour une partie de la tâche à elle confiée, de rendre un arrêt. Limitations à la compétence de la Cour résultant de la souveraineté des pays en cause. Cordon douanier et cordon de surveillance.	E 8, p. 183	A/B 46 ; C 58.
Interprétation du Statut de Memel (compétence). Date : 24 VI 32. Rôle gén. : 50. (Arrêt.)	Convention du 8 mai 1924 relative à Memel, art. 17 : compétence du Conseil de la S. d. N. et de la Cour ; la compétence de la Cour dépend-elle d'un examen préalable du différend par le Conseil ?	E 8, p. 198	A/B 47 ; C 59.
Territoire sud-est du Groënland. Date : 2 VIII 32. Rôle gén. : 52 et 53. (Ordonnance.)	Jonction de deux requêtes.	E 9, p. 109	A/B 48 ; C 69.
Territoire sud-est du Groënland. Date : 3 VIII 32. Rôle gén. : 52 et 53. (Ordonnance.)	Rejet d'une demande en indication de mesures conservatoires ; art. 41 du Statut : indication de mesures conservatoires à la demande des Parties ou d'office ; indication ultérieure éventuelle de mesures conservatoires réservée.	E 9, p. 109	A/B 48 ; C 69.
Interprétation du Statut de Memel.	Convention du 8 mai 1924 relative à Memel ; Statut du Territoire de Memel annexé à ladite convention. Interprétation notamment des art. 1, 2 et 17 de la convention, et des art. 2, 6,	E 9, p. 112	A/B 49 ; C 59.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Date : 11 VIII 32. Rôle gén. : 47. (Arrêt.)	7, 10, 12, 16 et 17 du Statut. Pouvoirs du gouverneur du Territoire par rapport : a) à la révocation du président et des membres du Directoire du Territoire ; b) à la constitution d'un Directoire ; c) à la dissolution de la Chambre des Représentants du Territoire. Conditions dans lesquelles ces pouvoirs peuvent être exercés.		
Travail de nuit des femmes. Date : 15 XI 32. Rôle gén. : 48. (Avis.)	La Convention de Washington (1919) concernant « le travail de nuit des femmes » : applicabilité à certaines catégories de femmes, autres que celles qui sont employées à des travaux manuels. Principes d'interprétation. Influence du fait qu'il s'agit d'une convention du travail (Partie XIII du Traité de Versailles). Influence des origines et genèse de la convention (Convention de Berne de 1906). Travaux préparatoires et textes conventionnels adoptés simultanément avec celui de la Convention concernant le travail de nuit des femmes (Convention « des huit heures »).	E 9, p. 121	A/B 50 ; C 60.
Eaux territoriales entre Castellorizo et l'Anatolie. Date : 26 I 33. Rôle gén. : 46. (Ordonnance.)	Prise d'acte du désistement des Parties. Clôture de la procédure.	E 9, p. 126	A/B 51 ; C 61.
Prince von Pless. Date : 4 II 33. Rôle gén. : 49. (Ordonnance.)	Jonction de l'exception préliminaire au fond de l'affaire et fixation de nouveaux délais.	E 9, p. 128	A/B 52 ; C 70.
Groënland oriental. Date : 5 IV 33. Rôle gén. : 43. (Arrêt.)	Déclaration norvégienne d'occupation du 10 juillet 1931 ; sa légalité, sa validité. — Titre danois à la souveraineté sur le Groënland résultant d'un exercice pacifique et continu de l'autorité étatique. Faits établissant l'intention et la volonté d'agir comme souverain et la manifestation ou exercice effectif de cette autorité (avant 1915 ; après 1921). Influence sur ce titre des démarches danoises de 1915 à 1921 en vue d'obtenir la reconnaissance par les Puissances de la souveraineté du Danemark sur l'ensemble du Groënland. — Engagements de la Norvège portant reconnaissance de la souveraineté danoise sur le Groënland, ou obligation de ne pas contester cette souveraineté ou de ne pas occuper des territoires au Groënland : renonciation expresse ; conclusion d'accords internationaux impliquant la reconnaissance de la souveraineté danoise ; « déclaration Ihlen » (juillet 1919). — Signification du terme	E 9, p. 131	A/B 53 ; C 62 à 67, et vol. annexe (cartes).

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
	« Groënland » : territoires colonisés ou Groënland tout entier. Fardeau de la preuve. Traité de Kiel du 14 janv. 1814. -- Convention de Stockholm du 1 <sup>er</sup> sept. 1819. Convention de Copenhague du 9 juillet 1924, et notes signées le même jour par les Parties à cette convention.		
Prince von Pless (mesures conservatoires). Date : 11 v 33. Rôle gén. : 49 et 55. (Ordonnance.)	Demande en indication de mesures conservatoires. Prise d'acte des déclarations des Parties relatives à cette demande. Demande devenue sans objet.	E 9, p. 143	A/B 54 ; C 70.
Territoire sud-est du Groënland. Date : 11 v 33. Rôle gén. : 52 et 53. (Ordonnance.)	Prise d'acte du désistement des Parties. Clôture de la procédure.	E 9, p. 146	A/B 55 ; C 69.
Appels contre certains jugements du T. A. M. hungaro-tchécoslovaque. Date : 12 v 33. Rôle gén. : 51, 54, 56, 57. (Ordonnance.)	Prise d'acte du désistement des Parties. Clôture de la procédure.	E 9, p. 147	A/B 56 ; C 68.
Affaire relative à l'administration du prince von Pless. Date : 4 vii 33. Rôle gén. : 49 et 55. (Ordonnance.)	Prorogation des délais.	E 10, p. 121	A/B 57 ; C 70.
Affaire concernant la réforme agraire polonaise et la minorité allemande. Date : 29 vii 33. Rôle gén. : 60. (Ordonnance.)	Demande de mesures conservatoires. Son rejet du fait qu'elle n'est pas considérée comme tendant uniquement à sauvegarder l'objet du différend.	E 10, p. 118	A/B 58 ; C 71.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Affaire relative à l'administration du prince von Pless. Date : 2 XII 33. Rôle gén. : 49 et 55. (Ordonnance.)	Désistement du requérant accepté par le défendeur. Clôture de la procédure.	E 10, p. 121	A/B 59; C 70.
Affaire concernant la réforme agraire polonaise et la minorité allemande. Date : 2 XII 33. Rôle gén. : 60. (Ordonnance.)	Désistement du requérant accepté par le défendeur. Clôture de la procédure.	E 10, p. 120	A/B 60; C 71.
Appel contre une sentence du T.A.M. hungaro-tchécoslovaque (Université Peter Pázmány c/ État tchécoslovaque). Date : 15 XII 33. Rôle gén. : 58. (Arrêt.)	Sentence du T. A. M. hungaro-tchécoslovaque du 3 févr. 1933 ; son bien-fondé quant à la compétence et quant au fond. — La C. P. J. I. comme « instance d'appel » : art. X de l'Accord II signé à Paris le 28 avril 1930. — Art. 250 du Traité de Trianon : conditions de son application. — L'Université de Budapest, personne morale, de nationalité hongroise (art. 246 du Traité de Trianon). Droit de propriété de l'Université sur certains biens-fonds situés en territoire transféré. Caractère de ces biens-fonds comme biens privés au sens du traité. Nature des mesures visées par l'art. 250 du Traité de Trianon ; cf. art. 232 et l'annexe suivant l'art. 233 : question de la « différentialité ». Les biens dont il s'agit, objet de mesures discriminatoires d'administration forcée et de surveillance au sens de l'article. Droit de l'Université à la restitution de ces biens libérés desdites mesures. Art. 249 et 256 du Traité de Trianon ; Protocole signé à Paris le 26 avril 1930.	E 10, p. 122	A/B 61 ; C 72, 73.
Affaire franco-hellénique des phares. Date : 17 III 34. Rôle gén. : 59. (Arrêt.)	Contrat de concession conclu en 1913 entre le Gouvernement ottoman et une société française, visant entre autres des territoires ultérieurement cédés à la Grèce. — Interprétation du compromis, eu égard au Protocole XII de Lausanne (24 juill. 1923) et aux travaux préparatoires. — Objet du contrat, eu égard à l'intention des Parties. — Validité du contrat de concession en droit ottoman ; art. 36 de la Constitution turque de 1876 (amendé en 1909) ; loi turque de 1910 sur les concessions. — Opposabilité du contrat à la Grèce, eu égard à l'occupation militaire de certains territoires lors de la conclusion du contrat, ainsi qu'au Protocole XII de Lausanne.	E 10, p. 129	A/B 62 ; C 74.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Affaire Oscar Chinn. Date : 12 XII 34. Rôle gén. : 61. (Arrêt.)	Décision ministérielle imposant à une société de transports fluviaux au Congo belge contrôlée par le Gouvernement la réduction de ses tarifs, contre promesse de remboursement — éventuellement temporaire — de ses pertes. — Convention de Saint-Germain du 10 sept. 1919 portant revision de l'Acte général de Berlin du 26 févr. 1885 et de l'Acte général et de la Déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890. Principes de la liberté de la navigation, de la liberté du commerce et de l'égalité de traitement. — Droit international général : principe du respect des droits acquis. — " Monopole de fait " ; situation spéciale accordée à une société contrôlée ; concurrence commerciale. Discrimination fondée sur la nationalité. Intérêts par opposition aux droits acquis.	E II, p. 125.	A/B 63 ; C 75.
Écoles minoritaires en Albanie. Date : 6 IV 35. Rôle gén. : 62. (Avis.)	Déclaration albanaise du 2 oct. 1921 relative à la protection des minorités. -- Principes généraux des traités de minorités. -- Notions d'« égalité de droit » et d'« égalité en droit et en fait ». — Obligation de permettre aux minorités de créer et de maintenir des écoles privées.	E II, p. 131.	A/B 64 ; C 76.

ORDONNANCES DE LA COUR  
(1926-1934) <sup>1</sup>

I. — INDEX CHRONOLOGIQUE <sup>2</sup>

ABRÉVIATIONS :

aff.        affaire.  
Gouv<sup>t</sup>    Gouvernement.  
O. I. T.   Organisation internationale du Travail.

**1926.**

- 5 *février* :  
Aff. de Haute-Silésie (fond). Jonction de deux requêtes : **A. 7.** 94-96 ;  
**11 I.** 42-44.
- 22 *mars* :  
Aff. de Haute-Silésie (fond). Demande de nouvelles preuves et fixation  
d'une audience à cet effet : **A. 7.** 96-97 ; **11 I.** 44-45.

**1927.**

- 8 *janvier* :  
Traité sino-belge de 1865 (indication de mesures conservatoires) : **A. 8.** 6-8.
- 15 *février* :  
Traité sino-belge de 1865 (retrait de mesures conservatoires) : **A. 8.** 9-11.
- 18 *juin* :  
Traité sino-belge de 1865. Nouvelle prolongation de délais (*N. B.* Les  
arrangements précédents relatifs aux délais avaient été pris par déci-  
sions du Président) : **A. 8.** 12-14.
- 21 *novembre* :  
Usine de Chorzów (mesures conservatoires) : **A. 12.** 9-11.

**1928.**

- 3 *janvier* :  
Écoles minoritaires en Haute-Silésie (aff. contentieuse). Mémoire déposé  
avec la requête ; délai visant le dépôt du contre-mémoire, de la  
réplique et de la duplique : G. III. 1. dossier.
- 7 *janvier* :  
Aff. de Chorzów (indemnité ; fond). Prolongation des délais relatifs au  
dépôt de la réplique et de la duplique (*N. B.* Les premiers délais  
avaient été fixés par décision du Président) : G. III. 1. dossier.

<sup>1</sup> Aucune ordonnance n'a été rendue avant 1926.

<sup>2</sup> Lorsqu'elles ne sont pas précédées des lettres **A** (*Série A*) ou **A/B** (*Série A/B*),  
les références renvoient aux volumes de la **Série C** des Publications de la Cour.

**1928 (suite) :**3 *février* :

Écoles minoritaires en Haute-Silésie (aff. contentieuse). Prolongation du délai afférent au dépôt du contre-mémoire (demande accordée seulement en partie) : **14** II. 396-397.

21 *février* :

Traité sino-belge. Nouvelle prolongation de délais : **A. 14.**

Écoles minoritaires en Haute-Silésie (aff. contentieuse). Prolongation du délai afférent au dépôt de la réplique; la date fixée pour le dépôt de la duplique demeure inchangée : **14** II. 397-399.

23 *mars* :

Aff. de Chorzów (indemnité; fond). Nouvelle prolongation du délai afférent au dépôt de la duplique : G. III. 1. dossier.

1<sup>er</sup> *mai* :

Emprunts brésiliens. Date à partir de laquelle les délais commencent à courir, et délais : **16** IV. 318-319.

5 *mai* :

Zones franches (1<sup>ère</sup> phase). Délais : **17** I, vol. IV. 2474-2475.

26 *mai* :

Emprunts serbes. Date à partir de laquelle les délais commencent à courir, et délais : **16** III. 845-846.

12 *juin* :

Commission mixte gréco-turque. Délais : **15** I. 238-240.

13 *août* :

Traité sino-belge de 1865. Nouvelle prolongation de délais : **A. 16.**

13 *septembre* :

Usine de Chorzów (indemnité). Institution d'une enquête par experts : **A. 17.** 99-103.

16 *octobre* :

Usine de Chorzów (indemnité). Désignation d'experts : **16** II. 12-13.

14 *novembre* :

Usine de Chorzów (indemnité). Dépôt du rapport des experts : **16** II. 13-14.

21 *novembre* :

Clôture de la 15<sup>me</sup> Session (extraordin.), et ajournement de l'aff. des emprunts serbes : **16** III. 851-852.

15 *décembre* :

Usine de Chorzów (indemnité). Décision mettant fin à l'enquête par experts : **A. 18/19.** 14-15.

24 *décembre* :

Commission de l'Oder. Fixation des délais : **17** II. 667-668.

**1929.**25 *février* :

Commission de l'Oder. Modification des délais sur demande des parties au compromis : **17** II. 668-670.

26 *mars* :

Commission de l'Oder. Prolongation de délais ne modifiant pas les arrangements pris en vue de la prochaine session ordinaire; mais demande accordée seulement en partie : **17** II. 670-672.

**1929** (*suite*) :25 *mai* :

Traité sino-belge. Procédure terminée sur demande unilatérale, le défendeur n'ayant pas fait acte de procédure : **A. 18/19**, 5-8.

Usine de Chorzów (indemnité). Procédure terminée par accord entre les parties : **A. 18/19**, 11-13.

15 *août* :

Commission de l'Oder. Admissibilité de moyens de preuve; agents invités à présenter des observations orales et des conclusions définitives, la Cour devant statuer avant l'examen de l'affaire au fond : **A. 23**, 38-40.

Commission de l'Oder. Conclusions; délai fixé pour le dépôt par la Pologne de conclusions éventuelles qui ne figuraient pas dans les pièces de la procédure écrite : **A. 23**, 44-46.

19 *août* :

Zones franches (1<sup>ère</sup> phase). Exclusion de certains moyens de preuve; délais fixés en vue de négociations portant sur le « nouveau régime », et indications données au sujet de l'interprétation de l'art. 435, al. 2, du Traité de Versailles : **A. 22**.

20 *août* :

Commission de l'Oder. Exclusion, en tant que moyen de preuve, des travaux préparatoires afférents au Traité de Versailles (1919) : **A. 23**, 41-43.

**1930.**24 *janvier* :

Communautés (Aff. gréco-bulgare des —). Fixation de délais afférents au dépôt, le cas échéant, d'exposés écrits : **18 I**, 1075-1076.

4 *février* :

« Communautés » (Aff. gréco-bulgare des —). Prolongation de délais : **18 I**, 1076-1077.

3 *mai* :

Zones franches (2<sup>me</sup> phase). Délais : **19 I**, vol. V, 2258-2260.

19 *mai* :

Dantzig et O. I. T. Délais : **18 II**, 278-279.

28 *juin* :

Dantzig et O. I. T. Prolongation de délais : **18 II**, 280-281.

30 *juin* :

« Communautés » (Aff. gréco-bulgare des —). Questions posées au président de la Commission mixte et aux agents : **18 I**, 1077-1080.

6 *décembre* :

Zones franches (2<sup>me</sup> phase). Fixation d'un délai accordé aux parties pour se mettre d'accord au sujet du règlement visant les importations; la Cour rendra ultérieurement son arrêt à la demande de l'une ou l'autre des parties et fixera les délais de la procédure écrite ou orale : **A. 24**.

**1931.**24 *février* :

Écoles minoritaires en Haute-Silésie (aff. consultative). Délais : **52**, 203-265.

3 *mars* :

Trafic ferroviaire entre la Lithuanie et la Pologne. Délais : **54**, 466-467.

**1931 (suite) :**

27 mai :

Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche. Délai et procédure orale : **53.** 756-758.1<sup>er</sup> juin :Ressortissants polonais à Dantzig. Délais : **56.** 470-471.

20 juillet :

Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche. Question relative à la désignation de juges *ad hoc* : **A/B. 41.** 88-91.

6 août :

Groënland oriental. Délais : **67.** 4154-4155.Zones franches (3<sup>me</sup> phase). Délai et date approximative prévue pour la procédure orale : **A/B. 46.** 213-216.

11 septembre :

Ressortissants polonais à Dantzig. Prolongation de délais : **56.** 472-473.

3 octobre :

Navires de guerre polonais à Dantzig. Délais : **55.** 448-449.Accord Caphandaris-Molloff. Délais : **57.** 444-445.

30 novembre :

Aff. de Castellorizo. Date à partir de laquelle les délais commencent à courir ; délais fixés conformément aux propositions des parties : **61.** 33-34.Accord Caphandaris-Molloff. Prolongation du délai fixé pour le dépôt du premier exposé écrit : **57.** 445-446.**1932.**

25 janvier :

Accord Caphandaris-Molloff. Prolongation du délai fixé pour le dépôt du 2<sup>me</sup> exposé : **57.** 447.

8 mars :

Aff. de Castellorizo. Abrogation de l'ordonnance du 30 XI 31 et fixation de nouveaux délais : **61.** 34-36.

16 avril :

Aff. de Memel (fond). Délais : **59.** 636-637.

27 mai :

Travail de nuit des femmes (Convention de 1919). Délai fixé pour le dépôt du 1<sup>er</sup> exposé écrit ainsi que pour le dépôt d'un 2<sup>me</sup> exposé en cas d'admission et de dépôt de celui-ci : **60.** 273-276.

31 mai :

Aff. du prince von Pless. Délais : **70.** 438-439.1<sup>er</sup> juin :Aff. de Memel (compétence). Délai fixé pour le dépôt d'observations et de conclusions visant l'exception préliminaire : **59.** 638-640.

18 juin :

Groënland oriental. Prolongation du délai fixé pour le dépôt de la réplique et prolongation du délai prévu pour le dépôt de la duplique : **67.** 4155-4157.

23 juin :

Aff. de Castellorizo. Abrogation de l'ordonnance du 8 III 32 et fixation de nouveaux délais : **61.** 36-37.

**1932 (suite) :**

24 juin :

Aff. de Memel (fond). Délai fixé pour le dépôt du contre-mémoire portant sur les n<sup>os</sup> 5 et 6 de la requête qui avaient fait l'objet d'une exception préliminaire : **A/B. 47.** 261-263.

11 juillet :

Aff. du prince von Pless. Prolongation de délais : **70.** 440-441.

18 juillet :

« Appels » (T. A. M. hungaro-tchécoslovaque), n<sup>o</sup> 1. Fixation de délais, sans préjuger l'admissibilité de la requête ni la compétence de la Cour : **68.** 286-287.

28 juillet :

« Appels » (T. A. M. hungaro-tchécoslovaque), n<sup>o</sup> 2. Fixation de délais, sans préjuger l'admissibilité de la requête ni la compétence de la Cour : **68.** 288-289.

2 août :

Groënland du Sud-Est. Jonction de requêtes et fixation de délais pour le dépôt du mémoire et du contre-mémoire, avec une réserve visant les réplique et duplique : **A/B. 48.** 268-272.

3 août :

Groënland du Sud-Est (mesures conservatoires) : **A/B. 48.** 277-289.

5 septembre :

Aff. du prince von Pless. Nouvelle prolongation de délais : **70.** 441-442.

6 septembre :

Travail de nuit des femmes. Demande d'intervention du Gouvt allemand accordée, et prolongation du second délai : **60.** 276-278.

10 octobre :

Aff. du prince von Pless. Délai fixé pour le dépôt d'observations et conclusions visant l'exception préliminaire d'incompétence : **70.** 443.

26 octobre :

« Appels » tchécoslovaques (aff. 1 et 2). Jonction des exceptions préliminaires d'incompétence et délai fixé pour le dépôt d'un exposé écrit par la partie adverse : **68.** 290-291.

16 décembre :

Groënland du Sud-Est. Prolongation de délais : **69.** 74-76.

**1933.**

26 janvier :

Aff. de Castellorizo. Prise d'acte de l'accord mettant fin à l'instance ; clôture de celle-ci et radiation du rôle : **A/B. 51.**

4 février :

Aff. du prince von Pless. Jonction de l'exception préliminaire au fond ; question relative à la compétence de la Cour, soulevée par elle *proprio motu*. Fixation des délais de la procédure écrite au fond ; prolongation prévue dans le cas où un certain tribunal national n'aurait pas rendu son arrêt à une date déterminée ; procédure orale prévue dans le cas où la partie adverse alléguerait un « retard non justifié » : **A/B. 52.**

24 mars :

Groënland du Sud-Est. Nouvelle prolongation de délais : **69.** 76-77.

19 avril :

Clôture de la 27<sup>me</sup> Session ordinaire, à la suite du retrait des affaires d'« appels » n<sup>os</sup> 1 et 2, le rôle de session se trouvant épuisé : **68.** 291-293.

**1933** (*suite*):11 *mai* :Aff. du prince von Pless (mesures conservatoires) : **A/B. 54.**Groënland du Sud-Est. Fin de la procédure : **A/B. 55.**12 *mai* :Aff. des « appels » n<sup>os</sup> 1 et 2. Fin de la procédure : **A/B. 56.**16 *mai* :Université Pierre Pázmány. Fixation de délais, ne préjugant en aucune manière l'admissibilité de la requête ni la compétence de la Cour : **73.** 1414-1416.4 *juillet* :Réforme agraire polonaise. Fixation de délais pour le dépôt du mémoire et du contre-mémoire ; réserve visant la réplique et la duplique : **71.** 166-167.Aff. du prince von Pless. Nouvelle prolongation des délais afférents au dépôt du contre-mémoire, de la réplique et de la duplique : **A/B. 57.**28 *juillet* :Aff. des phares. Date à partir de laquelle les délais commencent à courir. Délais visant le dépôt des mémoires et contre-mémoires, le droit d'ordonner le dépôt de répliques demeurant réservé : **74.** 434-435.29 *juillet* :Réforme agraire polonaise (mesures conservatoires) : **A/B. 58.**19 *août* :Réforme agraire polonaise. Prolongation des délais afférents au dépôt des mémoires et contre-mémoires, le droit de fixer des délais pour le dépôt de répliques et dupliques demeurant réservé : **71.** 168-169.23 *août* :Université Pierre Pázmány. Prolongation du délai afférent au dépôt de la duplique : **73.** 1416-1417.25 *septembre* :Réforme agraire polonaise. Nouvelle prolongation des délais afférents au dépôt des mémoires et contre-mémoires, le droit d'ordonner le dépôt d'une réplique et d'une duplique demeurant réservé : **71.** 169-170.2 *décembre* :Réforme agraire polonaise. Prise d'acte de communications afférentes au retrait de l'instance ; clôture de celle-ci et radiation du rôle : **A/B. 60.**Aff. du prince von Pless. Prise d'acte de communications afférentes au retrait de l'instance ; clôture de celle-ci et radiation du rôle : **A/B. 59.****1934.**2 *mai* :Aff. Oscar Chinn. Délais afférents au dépôt du mémoire et du contre-mémoire et, le cas échéant, de la réplique et de la duplique : **75.** 380-381.14 *juillet* :Aff. Oscar Chinn. Prolongation des délais afférents à la réplique et à la duplique, le dépôt de ces pièces étant désormais jugé nécessaire par les parties : **75.** 382-383.

II. — OBJET DES ORDONNANCES<sup>1</sup>

## ABRÉVIATIONS :

aff.	affaire.
gouv <sup>t</sup>	gouvernement.
S. d. N.	Société des Nations.

ABROGÉES (ORDONNANCES — ) ; Castellorizo (Aff. de —) : **61.** 35, 37.

ACCORDS ENTRE LES PARTIES, voir *Parties en cause*, et *Clôture de l'instance*.

ADMISSIBILITÉ DE MOYENS DE PREUVE, voir *Preuve* (Moyens de —).

AFFAIRES RAYÉES DU RÔLE, voir *Clôture de l'instance*.

## AGENTS ET CONSEILS :

Désignation non effectuée lors de l'octroi de la prolongation de délai sollicitée par l'autre partie : **70.** 440.

Désignation par le défendeur d'un conseil de langue française, le demandeur devant nommer un avocat de langue anglaise ou française et demandant une prolongation des délais : **67.** 4155-4157.

Maladie (Délai prolongé pour cause de —) : **70.** 440, 442 ; **71.** 168, 170.

Notification de la désignation dans les affaires soumises par compromis :

Effectuée par les lettres adressées postérieurement au dépôt du compromis : **74.** 434-435.

Effectuée par les lettres d'envoi : **75.** 380.

Notification de la désignation effectuée par les lettres d'envoi accompagnant les requêtes : **59.** 636 ; **67.** 4154 ; **68.** 286, 288 ; **A/B.** **48.** 269 ; **70.** 438 ; **71.** 166 ; **73.** 1414.

Notification de la désignation non mentionnée dans l'ordonnance : **61.** 33.

(*Note* : Il n'est fait mention dans les ordonnances de la désignation des agents et conseils que depuis le mois de janv. 1931.)

Questions posées par la Cour aux — : **18** I. 1077-1080.

Voir aussi *Parties en cause*.

## AGRAIRE (RÉFORME — POLONAISE) (Aff. de la —) :

4 VII 33 :

Fixation des délais pour le dépôt du mémoire et du contre-mémoire, le droit de fixer les délais pour le dépôt de la réplique et de la duplique demeurant réservé : **71.** 166-167.

29 VII 33 :

Mesures conservatoires : **A/B.** **58.**

19 VIII 33 :

Prolongation des délais afférents au dépôt du mémoire et du contre-mémoire ; réserve visant la réplique et la duplique : **71.** 168-169.

25 IX 33 :

Nouvelle prolongation des délais afférents au dépôt du mémoire et du contre-mémoire ; réserve visant la réplique et la duplique : **71.** 169-170.

2 XII 33 :

Prise d'acte des communications relatives au retrait de l'instance ; clôture de celle-ci ; radiation du rôle : **A/B.** **60.**

<sup>1</sup> Lorsqu'elles ne sont pas précédées des lettres **A** (*Série A*) ou **A/B** (*Série A/B*), les références renvoient aux volumes de la *Série C* des Publications de la Cour.

## ALLEMAGNE :

Chorzów (indemnité) (Aff. de —, 7 I et 23 III 28) : G. III. I. dossier ; **A. 17.**  
99 ; **16** II. 12, 13 ; **A. 18/19.** 11, 14.

Commission de l'Oder (Aff. de la —) : **17** II. 667, 668, 670 ; **A. 23.** 38, 41, 44.  
Écoles minoritaires en Haute-Silésie (Aff. des —, 1928) : G. III. I. dossier  
(3 I 28) ; **14** II. 396-399.

Écoles minoritaires en Haute-Silésie (Aff. des —, 1931) : **52.** 263.

Haute-Silésie (Aff. de —) (fond) : **A. 7.** 94-96, 96-97 ; **11** I. 42-44, 44-45.  
Prince von Pless (Aff. du —) : **70.** 438, 440, 441, 443 ; **A/B. 52 ; A/B. 54 ;**  
**A/B. 57 ; A/B. 59.**

Réforme agraire polonaise (Aff. de la —) : **71.** 166, 168, 169 ; **A/B. 58 ;**  
**A/B. 60.**

Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche (Aff. du —) : **53.** 756 ;  
**A/B. 41.** 88.

Travail de nuit des femmes (Aff. du —) : **60.** 276.

## « APPELS » (Aff. 1 et 2 jointes) :

26 X 32 :

Jonction des exceptions préliminaires d'incompétence et délai fixé pour  
le dépôt d'un exposé écrit par la partie adverse : **68.** 290-291.

19 IV 33 :

Retrait de l'instance par le demandeur, accepté par le défendeur ; clôture  
de la 27<sup>me</sup> Session, la Cour devant se prononcer ultérieurement sur  
la fin de la procédure : **68.** 291-293.

12 V 33 :

Fin de la procédure : **A/B. 56.**

## « APPELS » (Aff. du T. A. M. hungaro-tchécoslovaque), n° 1 :

18 VII 32 :

Fixation des délais sans préjuger l'admissibilité de la requête ni la com-  
pétence de la Cour : **68.** 286-287.

## « APPELS » (Aff. du T. A. M. hungaro-tchécoslovaque), n° 2 :

28 VII 32 :

Fixation des délais sans préjuger l'admissibilité de la requête ni la com-  
pétence de la Cour : **68.** 288-289.

« APPELS », n° 3, voir *Université Pelel Pázmány* (Aff. de l'—).

## ARRÊTS DE LA COUR :

Il est incompatible avec le caractère des — et la force obligatoire qui y  
est attachée par les art. 50 et 63, al. 2, du Statut, que la Cour prononce  
un arrêt que l'une ou l'autre partie pourrait rendre inopérant : **A. 24.** 14.  
Prononcé des — :

A un moment aussi rapproché que possible, à raison de considérations  
particulières : **59.** 637, 639.

Au cours d'une année déterminée : **67.** 4157.

Avant la fin de la session en cours : **A/B. 46.** 215.

Déclaration envisageant le prononcé des — à l'expiration d'un certain  
délai et à la requête de la partie la plus diligente : **A. 24.** 18.

Demande présentée par les parties en vue d'obtenir le prononcé d'un  
arrêt conformément aux termes d'une ordonnance antérieure : **A/B. 46.**  
213-216.

Les conditions exigées pour la continuation de la procédure étant remplies :  
**A/B. 46.** 215.

ASSESEURS (Droit de désigner des —) : **A. 17.** 101.

AUDIENCES, voir *Procédure orale*.

## AUDIENCES PUBLIQUES (Ordonnances dont il a été donné lecture en —) :

Chorzów (Usine de —, indemnité) :

13 IX 28 (enquête par experts) : **A. 17.** 99-103 ; **15 II.** 21.

25 V 29 (clôture de l'instance) : **A. 18/19.** 11-13 ; **16 I.** 10-11.

Groënland du Sud-Est, 3 VIII 32 (mesures conservatoires) : **A/B. 48.** 277-289 ; **69.** 64.

Haute-Silésie (fond) :

5 II 26 (jonction de l'instance) : **A. 7.** 94-96 ; **11 I.** 42-44.

22 III 26 (compléments de preuve et audiences ; lue en partie à l'audience du 13 IV 26) : **A. 7.** 96-97 ; **11 I.** 44-45.

Oder (Commission de l'—) :

15 VIII 29 (conclusions éventuelles du Gouvt polonais) : **A. 23.** 44-46 ; **17 II.** 10.

15 VIII 29 (observations portant sur une demande d'exclusion de certains moyens de preuve) : **A. 23.** 38-40 ; **17 II.** 10.

20 VIII 29 (exclusion de certains moyens de preuve) : **A. 23.** 41-43 ; **17 II.** 12.

Prince von Pless, 4 II 33 (jonction de l'exception préliminaire au fond) : **A/B. 52 ; 70.** 210.

Réforme agraire en Pologne, 29 VII 33 (mesures conservatoires) : **A/B. 58 ; 71.** 22-23.

Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche, 20 VII 31 (question relative aux juges *ad hoc*) : **A/B. 41.** 88-91 ; **53.** 199.

Traité sino-belge de 1865 :

8 I 27 (mesures conservatoires) : **A. 8.** 6-8 ; **13 I.** 8.

15 II 27 (abrogation des mesures conservatoires) : **A. 8.** 9-11 ; **13 I.** 8.

18 VI 27 (prolongation de délais) : **A. 8.** 12-14 ; **13 I.** 8.

25 V 29 (clôture de l'instance) : **A. 18/19.** 5-8 ; **16 I.** 10-11.

Zones franches (1<sup>ère</sup> phase), 19 VIII 29 (exclusion de moyens de preuve et délais en vue de négociations) : **A. 22 ; 17 I.** vol. I. 26-27.

Zones franches (2<sup>me</sup> phase), 6 XII 30 (délai accordé aux parties pour se mettre d'accord sur le règlement d'importations, etc.) : **A. 24 ; 19 I.** vol. I. 24-25.

AUTRICHE (Régime douanier entre l'Allemagne et l'—) : **53.** 756 ; **A/B. 41.** 88.  
Voir aussi *Régime douanier*.

## AVIS CONSULTATIFS :

Désir exprimé par les parties de voir la question « examinée par la Cour dans un délai aussi rapproché que possible » : **56.** 471.

Urgence (Clause d'—) en matière de demande d'— : **53.** 757.

Utilité de rendre, si possible, l'avis consultatif demandé avant une session déterminée du Conseil de la S. d. N. : **52.** 264 ; **53.** 757 ; **54.** 466 ; **55.** 449 ; **56.** 471, 472 ; **57.** 445.

## BELGIQUE :

Aff. Oscar Chinn : **75.** 380-381, 382-383.

Traité sino-belge de 1865 (Aff. du —) : **A. 8 ; A. 14 ; A. 16 ; A. 18/19.** 5.

BRÉSIL ; Emprunts brésiliens (Aff. des —) : **16 IV.** 318.

Voir aussi *Emprunts brésiliens*.

BRITANNIQUE (Gouvt —), voir *Royaume-Uni*.

## BULGARIE :

Accord Caphandaris-Molloff (Aff. de l'—) : **57.** 444, 445, 447.

Communautés (Aff. gréco-bulgare des —) : **18 I.** 1075, 1076, 1077.

Voir aussi *Caphandaris-Molloff*, et *Communautés*.

CAPHANDARIS-MOLLOFF (Aff. de l'Accord —) :

3 X 31 (délais) : **57.** 444-445.

30 XI 31 (prolongation du délai afférent au dépôt du premier exposé écrit) : **57.** 445-446.

25 I 32 (prolongation du délai afférent au dépôt du second exposé écrit) : **57.** 447.

## CASTELLORIZO (Aff. de —) :

- 30 XI 31 (date à partir de laquelle les délais doivent commencer à courir et délais fixés conformément aux propositions des parties) : **61.** 33-34.  
 8 III 32 (abrogation de l'ordonnance du 30 XI 31 et fixation de nouveaux délais) : **61.** 34-36.  
 23 VI 32 (abrogation de l'ordonnance du 8 III 32 et fixation de nouveaux délais) : **61.** 36-37.  
 26 I 33 (prise d'acte de l'accord mettant fin à la procédure ; prononcé de la clôture de celle-ci, et radiation du rôle) : **A/B. 51.**

## CAUSE COMMUNE (art. 31 du Statut) :

Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche : **A/B. 41.** 88-91.

CHINE ; Traité sino-belge de 1865 (Aff. du —) : **A. 8 ; A. 14 ; A. 16 ; A. 18/19.** 5.

## CHORZÓW (Usine de —, indemnité ; fond) :

- 21 XI 27 (mesures conservatoires) : **A. 12.** 9-11.  
 7 I 28 (prolongation des délais afférents au dépôt de la réplique et de la duplique ; les premiers délais avaient été fixés par décision du Président) : G. III. 1. dossier.  
 23 III 28 (nouvelle prolongation du délai afférent au dépôt de la duplique) : G. III. 1. dossier.  
 13 IX 28 (institution d'une enquête par experts) : **A. 17.** 99-103.  
 16 X 28 (désignation des experts par le Président de la Cour) : **16 II.** 12-13.  
 14 XI 28 (rapport des experts ; fixation de la date du dépôt de ce rapport) : **16 II.** 13-14.  
 15 XII 28 (clôture de l'enquête par experts) : **A. 18/19.** 14-15.  
 25 V 29 (clôture de l'instance à la suite d'un accord entre les parties) : **A. 18/19.** 11-13.

## CLÔTURE DE L'INSTANCE :

- « Appels » (Aff. des — n<sup>os</sup> 1 et 2). Prise d'acte d'un retrait unilatéral effectué par l'une des parties et de l'acceptation de l'autre partie. Déclaration et radiation du rôle (12 v 33) : **A/B. 56.**  
 Castellorizo (Aff. de —). Prise d'acte de l'accord entre les parties. Clôture de l'instance. Radiation du rôle (26 I 33) : **A/B. 51.**  
 Chorzów (Usine de —). Enquête par experts. Décision du Président mettant fin à la procédure et dissolvant le Comité d'experts. L'ordonnance sera transmise aux membres dudit Comité : **A. 18/19.** 14-15.  
 Chorzów (Usine de — ; indemnité). Prise d'acte de l'accord entre les parties en vue de retirer l'affaire (25 v 29) : **A. 18/19.** 11-13.  
 Clôture de la 27<sup>me</sup> Session (ordin.). Au reçu de l'avis de retrait des « appels » n<sup>os</sup> 1 et 2, le rôle de session étant « épuisé » : **68.** 291-293.  
 Groënland du Sud-Est. Retrait par les parties de leurs requêtes respectives. Déclaration et radiation du rôle : **A/B. 55.**  
 Prince von Pless (2 XII 33). Prise d'acte du retrait unilatéral de l'affaire et de l'acceptation du défendeur. Déclaration et radiation du rôle : **A/B. 59.**  
 Réforme agraire polonaise (2 XII 33). Prise d'acte d'un retrait unilatéral effectué par l'une des parties et de l'acceptation de l'autre partie. Déclaration et radiation du rôle : **A/B. 60.**  
 Soin laissé à la Cour par le Président de prendre elle-même acte de la — : **A. 18/19.** 7, 15 ; **68.** 293.  
 Traité sino-belge de 1865 (25 v 29). Prise d'acte du retrait unilatéral effectué par le demandeur, le défendeur n'ayant pas fait acte de procédure : **A. 18/19.** 5-8.

## CLÔTURE DES SESSIONS :

- 15<sup>me</sup> (extraordin.). Défaut de quorum dans l'affaire des emprunts serbes (21 XI 28) : **16 III.** 851-852.  
 27<sup>me</sup> (ordin.). Retrait des affaires d'« appels » n<sup>os</sup> 1 et 2 ; le rôle de session doit être considéré comme épuisé (19 IV 33) : **68.** 291-293.

## COMMISSION DE L'ODER :

- 24 XII 28 (fixation de délais) : **17** II. 667-668.  
 25 II 29 (modification de délais à la demande des parties) : **17** II. 668-670.  
 26 III 29 (prolongation de délais ne modifiant pas les arrangements pris en vue de la prochaine session ordin. ; mais demande accordée seulement en partie) : **17** II. 670-672.  
 15 VIII 29 (admissibilité de moyens de preuve ; agents invités à présenter des observations orales et des conclusions définitives, la Cour devant statuer avant l'examen de l'affaire au fond) : **A. 23.** 38-40.  
 15 VIII 29 (conclusions ; délai fixé pour le dépôt par la Pologne de conclusions éventuelles qui ne figuraient pas dans les pièces de la procédure écrite) : **A. 23.** 44-46.  
 20 VIII 29 (exclusion, en tant que moyen de preuve, des travaux préparatoires afférents au Traité de Versailles, 1919) : **A. 23.** 41-43.

COMMISSION MIXTE (GRÉCO-BULGARE) ; questions posées par la Cour au président de la — : **18** I. 1077-1080.

COMMISSION MIXTE GRÉCO-TURQUE (Aff. de la —), 12 VI 28 (délai fixé en vertu de l'art. 73 du Règlement) : **15** I. 238-240.

COMMUNAUTÉS (Aff. gréco-bulgare des —) :

- 24 I 30 (fixation d'un délai pour le dépôt, le cas échéant, d'exposés écrits) : **18** I. 1075-1076.  
 4 II 30 (prolongation de délais) : **18** I. 1076-1077.  
 30 VI 30 (questions posées au président de la Commission mixte et aux agents) : **18** I. 1077-1080.

## COMPÉTENCE DE LA COUR :

Déclaration faite par la Turquie conformément au n° 1 de l'annexe à l'art. 35 du Règlement : **61.** 33.

Exceptions préliminaires :

Délais visant le dépôt d'observations et de conclusions en matière d'— (aff. de Memel et aff. du prince von Pless) : **59.** 639 ; **70.** 443.

Exception rejetée et délai afférent au dépôt d'un contre-mémoire destiné à traiter les points de la requête dont il s'agit : **A/B. 47.** 261-263.

Indication montrant qu'une — sera soulevée ; utilité de connaître de cette exception dès l'ouverture de la session ordinaire : **71.** 168.

Jonction d'exceptions dans deux affaires : **68.** 290-291.

Jonction d'une exception au fond : **A/B. 52.** 16.

La procédure en matière d'— présente un caractère d'urgence : **59.** 639 ; **70.** 443.

Les conditions de forme imposées par le Statut et le Règlement sont remplies : **68.** 291 ; **70.** 443.

La — n'est en aucune manière préjugée par la fixation de délais dans la procédure écrite : **68.** 287, 289 ; **73.** 1415.

Question de compétence soulevée par la Cour *proprio motu* (aff. du prince von Pless, aff. des « appels » n°s 1 et 2) : **A/B. 52.** 15-16 ; **68.** 292.

## COMPOSITION DE LA COUR :

La constitution de la Cour lors de l'examen éventuel de la 3<sup>me</sup> phase de l'affaire demeure la même que lors de la 2<sup>me</sup> phase : **A/B. 46.** 215.

Modification survenue dans la — lors de la 2<sup>me</sup> phase d'une affaire ; déclaration des agents : **A. 24.** 8.

## COMPROMIS :

Délais fixés en vertu du —, voir *Délais*, Fixation des —.

Les — devraient être rédigés en tenant compte des formes dans lesquelles il appartient à la Cour de manifester son opinion selon les termes mêmes des actes constitutionnels qui régissent son activité et sans recourir à une construction exceptionnelle : **A. 22.** 13 ; **A. 24.** 14-15.

COMPROMIS (*suite*) :

- Incompatibilité de certaines interprétations des termes du — avec les dispositions du Statut : **A. 22.** 12-13 ; **A. 24.** 10, 14-15.  
 Interprétation de — : **A. 22.** 13, 14-16 ; **A. 24.** 9-17.  
 Les parties doivent avoir une opportunité égale de discuter réciproquement leurs thèses respectives : **A. 23.** 45.  
 Notification unilatérale :  
 Considérée comme établissant d'une manière suffisante que le compromis est dûment entré en vigueur : **61.** 33.  
 Prévues dans le compromis aux termes d'un accord : **16** III. §45 ; **17** II. 667 ; **61.** 33.  
 Propositions des parties visant les délais aux termes du —, voir *Parties en cause*, Propositions visant les délais.

## CONCLUSIONS DES PARTIES :

- Citées et examinées : **A. 22.** 7-9 ; **A/B. 52** ; **70.** 443.  
 Finales, demandées par la Cour à propos d'une question visant l'admissibilité d'un moyen de preuve : **A. 23.** 38-40.  
 Indiquées dans la requête, la Cour y renvoyant : **70.** 438 ; **A/B. 52.** 12, 14, 15.  
 Invitation adressée à un agent de déposer, dans un délai donné, des conclusions éventuelles à titre d'alternative : **A. 23.** 44-46.  
 Non déposées par une partie ; conclusions et conclusions éventuelles déposées par l'autre partie : **A. 24.** 6-8.  
 Tous les gouv<sup>ts</sup> qui, devant la Cour, arrivent à la même conclusion, doivent être considérés comme faisant cause commune aux fins de la procédure : **A/B. 41.**

CONFÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS CHRÉTIENS ; Travail de nuit des femmes (Aff. du —) : **60.** 275, 276.

CONFÉRENCE DE LA PAIX DE 1919 (travaux préparatoires), voir *Versailles* (Traité de —), Travaux préparatoires.

## CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS :

- Demande introduite par un État en sa qualité de Membre du — ; cette demande soulève une question relative à la compétence de la Cour : **A/B. 52.** 14-15, 16.  
 Dépôt de requêtes introductives d'instance par un État en sa qualité de Membre du — : **70.** 439 ; **71.** 167.

CONSERVATOIRES (MESURES —), voir *Mesures conservatoires*.

## CONSULTATIVE (PROCÉDURE —) :

- Délais de procédure écrite en matière consultative, voir *Délais*, Fixation des —.  
 Devoir et intérêt qu'il y a pour la Cour à obtenir tous éléments d'information de nature à faciliter sa tâche : **60.** 278.

CONVENTIONS, voir *Traités et conventions*.

## CONVENTION DE GENÈVE (15 V 22) :

- Art. 72 (3) ; plainte présentée par un État en sa qualité de Membre du Conseil de la S. d. N. et sur la base de la — ; cette demande soulève une question relative à la compétence de la Cour : **A/B. 52.** 14-15, 16.  
 Partie III, titre I ; procédure prévue dans le cas où il serait présenté une demande de prolongation de délais qui pourrait être destinée à entraver l'application de la — : **A/B. 52.** 16-17.

## DANEMARK :

Commission de l'Oder (Aff. de la —) : **17** II. 667, 668, 670 ; **A. 23.** 38, 41, 44.  
Groënland du Sud-Est (Aff. du —) : **A/B. 48.** 268, 277 ; **69.** 74, 76 ; **A/B. 55.**  
Groënland oriental (Aff. du —) : **67.** 4154, 4155.

DANTZIG (Navires de guerre polonais à —) (Aff. des —) :

3 x 31 (délais) : **55.** 448-449.

DANTZIG (Ressortissants polonais à —) (Aff. des —) :

1 VI 31 (délais) : **56.** 470-471.

11 IX 31 (prolongation de délais) : **56.** 472-473.

DANTZIG (Ville libre de —) :

— et O. I. T. (Aff. de —) : **18** II. 278, 280.

Navires de guerre polonais à — (Aff. des —) : **55.** 448.

Ressortissants polonais à — (Aff. des —) : **56.** 470, 472.

DANTZIG ET O. I. T. (Aff. de —) :

19 V 30 (fixation de délais) : **18** II. 278-279.

28 VI 30 (prolongation de délais) : **18** II. 280-281.

DATE A PARTIR DE LAQUELLE COMMENCENT A COURIR LES DÉLAIS EN VERTU D'UN COMPROMIS (« DIES A QUO ») :

A partir de la notification du compromis (emprunts serbes, aff. Oscar Chinn) : **16** III. 845-846 ; **75.** 380-381.

A partir de la ratification du compromis (zones franches, 1<sup>ère</sup> phase) : **17** I, vol. IV. 2474-2475.

A partir de l'ordonnance fixant les délais (emprunts brésiliens, aff. de Castellorizo, aff. des phares) : **16** IV. 318-319 ; **61.** 33-34 ; **74.** 434-435.

DÉCISION DE LA COUR ; Oder (Commission de l'—, 20 VIII 29) : **A. 23.** 42.

DÉCISION DE LA COUR PRÉVUE DANS UNE ORDONNANCE :

Commission de l'Oder ; admissibilité de certains moyens de preuve (15 VIII 29) : **A. 23.** 39-40.

DÉCLARATION D'ACCEPTATION DE LA JURIDICTION DE LA COUR, voir *Jurisdiction*.

DÉCLARATION SOLENNELLE :

Experts et assesseurs ; Chorzów (Usine de —, indemnité), 13 IX 28 : **A. 17.** 101.

DÉLAIS DE LA PROCÉDURE ÉCRITE :

*Dies a quo*, voir *Date*, etc.

Experts (Rapport d'—), usine de Chorzów (indemnité) : **16** II. 13-14.

Expiration. Document déposé après l'expiration des délais, et considéré par décision du Président comme valablement déposé : **59.** 639.

*Fixation des —* :

Abrogation d'ordonnances antérieures ; nouveaux délais fixés à la suite d'une demande des parties visant à obtenir une suspension de l'instance en attendant la ratification d'un accord conclu entre elles : **61.** 34-36, 36-37.

Admissibilité de la requête et compétence de la Cour n'étant en aucune manière préjugées par la — : **68.** 287, 289 ; **73.** 1415.

*Dans la procédure consultative* :

Date des exposés écrits, s'il y en a : **15** I. 238-240 ; **18** I. 1075-1076 ; **18** II. 278-279.

Deux exposés écrits : **54.** 466-467 ; **55.** 448-449 ; **57.** 444-445.

« En vertu de l'art. 73 du Règlement » : **15** I. 238-240 ; **18** I. 1075-1076.

DÉLAIS DE LA PROCÉDURE ÉCRITE (*suite*) :*Fixation des* — (suite) :

Un exposé écrit, une disposition prévoyant, le cas échéant, un second exposé si son dépôt est admis ou ordonné : **52.** 263-265 ; **56.** 470-471 ; **60.** 275-276.

Un seul exposé écrit : **53.** 757.

*Dans la procédure contentieuse (compromis) :*

Deuxième phase d'une aff. ; délai fixé en vue de la production de documents, du dépôt de propositions et observations et de répliques y afférentes : **19** I, vol. V. 2258-2260.

En l'absence de propositions faites par les parties, et des modifications ultérieures étant réservées : **17** II. 667-668.

Gouv't d'outre-mer ; il lui est alloué un délai supplémentaire d'un mois pour le dépôt du mémoire et du contre-mémoire : **16** IV. 318-319.

Mémoire, contre-mémoire (réplique et duplique le cas échéant) ; même procédure que dans le cas d'une aff. déposée par requête : **75.** 380-381.

Mémoires et contre-mémoires seulement : **16** III. 845-846 ; **16** IV. 318-319 ; **17** II. 668-670 ; **74.** 434-435.

Mémoires, contre-mémoires et répliques : **17** I, vol. IV. 2474-2475 ; **17** II. 667-668 ; **61.** 33-34, 34-36.

Troisième phase d'une aff. ; un document (nouvelles observations visant tout fait nouveau survenu depuis la clôture de la procédure précédente) : **A/B.** **46.** 213-216.

*Dans la procédure contentieuse (requêtes) :*

Contre-mémoire portant sur des points de la requête qui avaient fait l'objet d'une exception préliminaire : **A/B.** **47.** 261-263.

Contre-mémoires, réplique et duplique, le mémoire ayant été déposé en même temps que la requête : G. III. 1. dossier (3 1 28).

Instances jointes ; délais prévus pour le dépôt simultané des pièces comme dans une aff. soumise par compromis : **A/B.** **48.** 270-272.

Mémoire, contre-mémoire, réplique et duplique : **67.** 415+4155 ; **70.** 438-439 ; **73.** 1414-1416.

Mémoire et contre-mémoire, avec réserve visant la réplique et la duplique : **68.** 287, 289 ; **71.** 166-167.

Mémoires et contre-mémoires présentés par les deux parties à des instances dont la jonction a été ordonnée ; disposition visant, le cas échéant, la présentation de répliques et de dupliques : **A/B.** **48.** 268-272.

Mémoires présentés par plusieurs demandeurs faisant cause commune, et contre-mémoire déposé par le défendeur (il a été renoncé aux réplique et duplique) : **59.** 636-637.

Dépend du prononcé de la sentence d'un tribunal national, une procédure étant prévue en cas d'allégation de « retard non justifié » : **A/B.** **52.** 16-17.

Exceptions préliminaires. Observations et conclusions : **59.** 639 ; **68.** 290-291 ; **70.** 443.

Président autorisé à accorder les délais nécessaires : **A.** **24.** 18.

*Modification des* — :

Droit de la Cour réservé dans le cas où les parties feraient usage de la faculté que leur laisse l'art. 32 du Règlement : **17** II. 667-668.

Sur la demande des parties au compromis et par dérogation aux dispositions de l'ordonnance primitive : **17** II. 668-670.

*Mois :*

Prévus dans le compromis, calculés à raison de 28 jours (précédent créé dans l'aff. du *Lotus*) : **17** I, vol. IV. 2474-2475.

*Prolongation de* — :

Abrogation d'ordonnances antérieures afin de fixer de nouveaux délais : **61.** 34-36, 36-37.

Après la jonction d'une exception préliminaire au fond : **A/B.** **52.** 16-17.

DÉLAIS DE LA PROCÉDURE ÉCRITE (*suite*) :*Prolongation de* — (*suite*) :

Dans la mesure où la — ne porte pas atteinte aux arrangements à prévoir en vue de la prochaine session ordinaire : **17** II. 670-672.

Demande présentée par le demandeur et accordée, le défendeur n'ayant pas encore fait acte de procédure : **70**. 440-441.

Disposition prévoyant une — dans le cas où la décision d'un certain tribunal national ne serait pas prononcée à une date déterminée : **A/B. 52**. 16-17 ; **A/B. 57**. 168-169.

*Motifs à l'appui d'une demande ou d'une décision visant une* — :

Désir exprimé par la Cour d'être informée de la décision finale d'un certain tribunal national : **A/B. 52**. 16-17 ; **A/B. 57**. 168-169.

Disposition d'une ordonnance antérieure prévoyant par avance une — : **14** II. 398 ; **A/B. 57**. 168-169.

En attendant des négociations entre les parties en vue du règlement du litige : **A. 8**. 12-14 ; **A. 14** ; **A. 16** ; **61**. 34-37.

Intervention d'un gouv<sup>t</sup> ; cette intervention ayant été admise, l'exposé de ce gouv<sup>t</sup> n'est pas prêt à l'expiration du second délai dont « rien ne s'oppose » à envisager la prolongation : **60**. 278.

Maladie d'un agent : **70**. 440-442 ; **71**. 168-170.

Nouvelles exceptions et détails d'ordre historique insérés dans la réplique, ce qui oblige à produire des documents d'ordre historique en même temps que la duplique : **73**. 1416-1417.

Procédure orale ; cette procédure, dans une autre aff. (où les deux parties sont intéressées), n'est pas terminée aussi tôt que l'on s'y attendait : **69**. 75.

Procédure orale ; il n'y serait pas porté atteinte et d'autre part l'État intéressé ne pourrait, dans le délai fixé, élaborer son mémoire avec le soin voulu : **17** II. 670-672.

Réserve du droit pour une partie de demander par la suite une prolongation « convenable » ; intention exprimée de désigner un avocat de langue anglaise ou française, la partie adverse ayant procédé de son côté à une désignation du même ordre : **67**. 4156.

Utilité d'une prolongation de délai mentionnée simultanément dans les lettres émanant des deux parties : **69**. 76.

(*Note* : Un certain nombre de demandes de prolongation de délais n'ont pas été accompagnées d'une indication des motifs sur lesquels ces demandes se fondaient.)

« Ne porte pas atteinte aux travaux de la Cour » : **18** II. 281.

Octroi partiel d'une demande de — : **14** II. 396-397 ; **17** II. 670-672 ; **57**. 447 ; **67**. 4155-4157.

Opposition à une — ; dispositions prévoyant une procédure orale, à raison de « retard non justifié » en cas d'une demande de « prolongation de délai » : **A/B. 52**. 17 ; **A/B. 57**. 169.

*Procédure consultative* :

Deuxième délai prolongé ; les premiers exposés, non encore présentés, ainsi que le second exposé pouvant être déposés avant l'expiration de ce délai : **60**. 276-278.

Deuxième exposé écrit :

Demande accordée partiellement : **57**. 447.

Si le dépôt en est ordonné ou autorisé : **56**. 472-473.

Un exposé écrit : **18** I. 1076-1077 ; **18** II. 280-281 ; **56**. 472-473 ; **57**. 445-446.

*Procédure contentieuse (compromis)* :

Mémoires et contre-mémoires : **17** II. 670-672.

Réplique et duplique ; l'une des parties ne présente une demande de prolongation qu'à l'égard de la réplique ; l'autre partie se déclare d'accord et demande une prolongation du délai afférent à la duplique : **75**. 382-383.

DÉLAIS DE LA PROCÉDURE ÉCRITE (*suite*) :*Prolongation de — (suite) :**Procédure contentieuse (requête) :*

Contre-mémoire ; la prolongation du délai implique une prolongation correspondante du délai afférent au dépôt de la réplique : **14** II. 396, 398.

Contre-mémoire, réplique et duplique : **70**. 441-442 ; **A/B. 52**. 16-17 ; **A/B. 57**. 168-169.

Mémoire et contre-mémoire, avec réserve visant la réplique et la duplique : **71**. 168-170.

Mémoire, contre-mémoire, réplique et duplique : **70**. 440-441.

Mémoires et contre-mémoires déposés par les États parties à des instances dont la jonction a été ordonnée : **69**. 74-77.

Propositions des parties visant une —, voir *Parties en cause*.

Remise accordée sur demande présentée d'un commun accord par les parties : **61**. 34-36, 36-37.

Réserve du droit de demander ultérieurement une « prolongation convenable » : **67**. 4155-4157.

Unilatérale (Demande —) accordée par la Cour :

Le défendeur n'ayant pas encore fait acte de procédure : **70**. 440-441.

Le délai doit être aussi court que possible en prévision d'une exception soulevée par le défendeur : **67**. 4155-4157.

*Prolongations (Nouvelles —) :*

Accord Caphandaris-Molloff : **57**. 447.

Castellorizo : **61**. 36-37.

Chorzów (indemnité, fond), 23 II 28 : G. III. I. dossier.

Groënland du S.-E. : **69**. 76-77.

La Cour elle-même doit statuer à raison de circonstances spéciales : **14** II. 396-397, 398.

Oder (Commission de l'—) : **17** II. 670-672.

Prince von Pless : **70**. 441-442 ; **A/B. 52** ; **A/B. 57**.

Réforme agraire polonaise ; nouvelle prolongation accordée pour le mémoire et le contre-mémoire, bien qu'aucune demande n'ait été présentée au sujet de ce dernier : **71**. 169-170.

Traité sino-belge de 1865 : **A. 8**. 12-14 ; **A. 14** ; **A. 16**.

(*Note* : Les délais furent fixés et les prolongations de délais antérieures accordées par décision du Président.)

DÉLAI VISANT LE DÉPÔT D'UNE DOCUMENTATION COMPLÉMENTAIRE (pièces à l'appui du mémoire) ; invitation adressée à un gouv<sup>t</sup> et mentionnée dans le texte d'une ordonnance ; prolongation du délai primitif : **70**. 442.

## DÉLAI VISANT LE RÈGLEMENT DU « NOUVEAU RÉGIME » :

Délai accordé : **A. 22**. 12, 21 ; **A. 24**. 17-18.

Délai expiré sans qu'une communication ait été faite à la Cour au sujet dudit règlement et sans qu'une demande de prolongation ait été présentée : **19** I, vol. V. 2258-2260.

Dispositions visant la prolongation du délai accordé : **A. 24**. 18.

## DÉLIBÉRATIONS DE LA COUR :

Proposition des parties tendant à obtenir des indications relatives aux — avant que l'arrêt ne soit rendu ; cette proposition n'est pas conforme au Statut, mais les motifs d'une ordonnance peuvent indiquer le résultat des — au sujet de la question formulée : **A. 22**. 12-13.

DÉPENS ; disposition relative aux dépenses et honoraires d'experts et d'assesseurs : **A. 17**. 102-103.

DÉSIGNATION DE JUGES « AD HOC », voir *Juges ad hoc*.

DIFFÉREND ACTUELLEMENT NÉ (art. 71, al. 2, du Règlement) ; Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche (20 VII 31) : **A/B. 41**. 88-90.

## DISPOSITION FACULTATIVE (art. 36, al. 2, du Statut) :

Référence aux requêtes où cette disposition est citée. Traité sino-belge de 1865, Groënland oriental et Groënland du Sud-Est : **A. 8.** 7; **67.** 41-54; **A/B. 48.** 269, 270.

## DISSIDENTE (OPINION — relative aux ordonnances) :

Opinion dissidente commune signée par le Président, celui-ci ayant signé également l'ordonnance sur laquelle porte ce dissentiment : **A/B. 41.** 90-91.

Réforme agraire polonaise (29 VII 33) : **A/B. 58.** 179-188.

Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche (question relative à la désignation de juges *ad hoc*, 20 VII 31) : **A/B. 41.** 90-91.

Zones franches (1<sup>ère</sup> phase, 19 VIII 29) : **A. 22.** 22-51.

Zones franches (2<sup>ème</sup> phase, 6 XII 30) : **A. 24.** 18-43.

DIVERGENCE D'OPINIONS ; procédure permettant d'établir si cette — existe ou non : **A/B. 52.** 13-14.

## DOCUMENTS A L'APPUI DES PIÈCES DE LA PROCÉDURE ÉCRITE :

Invitation adressée aux parties, en vertu de l'art. 40 du Règlement, pour leur demander de compléter la documentation déposée en même temps que le mémoire : **70.** 442.

## DROIT INTERNE :

Épuisement des recours internes existant en vertu de la législation polonaise ; la Cour n'estime pas nécessaire de se prononcer sur cette question : **A/B. 52.** 16.

## Tribunal suprême administratif de Pologne :

Demande de prolongation de délais fondée sur le motif que certaines décisions de ce tribunal n'ont pas encore été rendues ; demande accordée conformément aux termes d'une ordonnance antérieure : **A/B. 57.** 168-169.

Procédure destinée à faire connaître à la Cour certaines décisions définitives de ce tribunal ; prise en considération, en vue d'une fixation éventuelle de délais, d'une demande qui serait fondée sur l'allégation d'un retard non justifié : **A/B. 52.** 16-17.

EMPRUNTS BRÉSILIENS (Aff. des —, 1 v 28) ; date à partir de laquelle les délais commencent à courir, et délais : **16 IV.** 318-319.

## EMPRUNTS SERBES (Aff. des —) :

26 v 28 :

Délais fixés conformément aux propositions des parties au compromis ; date servant de point de départ au calcul des délais ; réserve visant le dépôt de répliques : **16 III.** 845-846.

21 XI 28 :

Clôture de la 15<sup>ème</sup> Session (extraordin.), le quorum faisant défaut : **16 III.** 851-852.

## ENQUÊTE PAR EXPERTS :

Affaire de l'usine de Chorzów (indemnité) :

Clôture de l'enquête ; dissolution du Comité, dont les membres recevront copie de l'ordonnance pertinente : **A/B. 18/19.** 14-15.

Désignation d'experts par le Président de la Cour : **16 II.** 12-13.

Institution de l'enquête (facilités prévues pour le Comité, traitements, etc.) : **A. 17.** 99-103.

Rapport des experts ; date du dépôt du — : **16 II.** 13-14.

Enquête demandée unilatéralement ; Zones franches (2<sup>ème</sup> phase) : **A. 24.** 8.

## ÉTATS VISÉS PAR LES ORDONNANCES : Allemagne, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Chine, Danemark, Dantzig (Ville libre de —), France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Grèce, Hongrie, Italie, Japon, Lithuanie, Norvège, Pologne, Serbe-croate-slovène (État —), Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie.

EXCEPTION PRÉLIMINAIRE D'INCOMPÉTENCE, voir *Compétence de la Cour*.

EXCLUSION DE MOYENS DE PREUVE, voir *Preuve* (Moyens de —), Admissibilité.

EXPERTS, voir *Enquête par —*.

FÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE : Travail de nuit des femmes (Aff. du —) : **60**. 275, 276.

FRANCE :

Commission de l'Oder (Aff. de la —) : **17** II. 667, 668, 670 ; **A. 23**. 38, 41, 44.

Emprunts brésiliens (Aff. des —) : **16** IV. 318.

Emprunts serbes (Aff. des —) : **16** III. 845, 851.

Memel (Aff. de —) : **59**. 636, 638 ; **A/B. 47**. 261.

Phares (Aff. des —) : **74**. 434-435.

Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche : **53**. 756 ; **A/B. 41**. 88.

Zones franches (1<sup>ère</sup>, 2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> phases) : **17** I, vol. IV. 2474 ; **A. 22** ; **19** I, vol. V. 2258 ; **A. 24** ; **A/B. 46**. 213.

GENÈVE (Convention de —), voir *Convention de Genève*.

GRANDE-BRETAGNE (Royaume-Uni de — et d'Irlande du Nord) :

Memel (Aff. de —) : **59**. 636, 638 ; **A/B. 47**. 261.

Oder (Commission de l'—) (Aff. de la —) : **17** II. 667, 668, 670 ; **A. 23**. 38, 41, 44.

Oscar Chinn (Aff. —) : **75**. 380-381, 382-383.

GRÈCE :

Accord Caphandaris-Molloff (Aff. de l'—) : **57**. 444, 445, 447.

Commission mixte gréco-turque (Aff. de la —) : **15** I. 238.

Communautés (Aff. gréco-bulgare des —) : **18** I. 1075, 1076, 1077.

Phares (Aff. des —) : **74**. 434-435.

GROËNLAND DU SUD-EST (Aff. du —) :

2 VIII 32 (jonction de requêtes et délais afférents au dépôt de mémoires et contre-mémoires ; réserve visant les répliques et duplicques) : **A/B. 48**. 268-272.

3 VIII 32 (mesures conservatoires) : **A/B. 48**. 277-289.

16 XII 32 (prolongation de délais) : **69**. 74-76.

24 III 33 (nouvelle prolongation de délais) : **69**. 76-77.

11 V 33 (clôture de l'instance) : **A/B. 55**.

GROËNLAND ORIENTAL (Aff. du —) :

6 VIII 31 (délais) : **67**. 4154-4155.

18 VI 32 (prolongation du délai fixé pour le dépôt de la réplique, et prolongation prévue du délai afférent au dépôt de la duplique) : **67**. 4155-4157.

HAUTE-SILÉSIE (Aff. de — ; fond) :

5 I 26 (jonction d'instances) : **A. 7**. 94-96 ; **11** I. 42-44.

22 III 26 (demande d'un complément d'information et audiences prévues à cet effet) : **A. 7**. 96-97 ; **11** I. 44-45.

HAUTE-SILÉSIE (ÉCOLES MINORITAIRES EN —) (Aff. des — ; procédure consultative), 24 II 31 (délais) : **52**. 263-265.

HAUTE-SILÉSIE (ÉCOLES MINORITAIRES EN —) (Aff. des — ; procédure contentieuse) :

3 I 28 (mémoire déposé en même temps que la requête ; délais afférents au dépôt du contre-mémoire, de la réplique et de la duplique) : G. III. 1. dossier.

3 II 28 (prolongation du délai afférent au dépôt du contre-mémoire ; demande accordée partiellement) : **14** II. 396-397.

21 II 28 (prolongation du délai afférent au dépôt de la réplique, le délai fixé pour le dépôt de la duplique demeurant inchangé) : **14** II. 397-399.

## HONGRIE :

« Appels » (Aff. des — nos 1 et 2) : **68**, 286, 288, 290, 291 ; **A/B. 56**.  
 Université Peter Pázmány (Aff. de l'—) : **73**, 1414-1417.

INCOMPATIBILITÉ AVEC LES TERMES DU STATUT, voir *Statut*.

## INDEMNITÉ :

Enquête par experts instituée en vue de fixer le montant de l'— : **A. 17**, 99-103.  
 La demande en — soulève une question relative à la juridiction de la Cour : **A/B. 52**, 14-15, 16.

## INTERPRÉTATION DE TEXTES :

Art. 435, al. 2, du Traité de Versailles (Indications visant l'—) : **A. 22**, 12-13, 14-21 ; **A. 24**, 9-16.  
 Il ne saurait dans la règle être imposé à la Cour de choisir entre des interprétations déterminées d'avance : **A. 22**, 15.  
 L'arrêt ne peut contenir à la fois l'interprétation d'un texte et le règlement des questions qu'implique l'exécution de ce texte par rapport aux mêmes États, règlement qui cependant ignorerait ou contredirait l'interprétation donnée par la Cour : **A. 24**, 10.  
 Manifeste de la Royale Chambre des Comptes de Sardaigne (9 IX 1829) ; indication relative à l'opinion de la Cour au sujet de la nature juridique de cet instrument : **A. 24**, 17.  
 Une indication peut, sans enfreindre les dispositions du Statut, être donnée aux parties dans les motifs d'une ordonnance, pour donner suite à la volonté commune desdites parties : **A. 22**, 12-13.

INTERPRÉTATION D'UN COMPROMIS, voir *Compromis*.

## INTERVENTION :

Demande du Gouv<sup>t</sup> allemand accordée par la Cour (celle-ci avait auparavant accordé une demande présentée par le Gouv<sup>t</sup> du Royaume-Uni) : **60**, 277-278.  
 Notifications adressées à certains gouv<sup>ts</sup> et à certaines organisations internationales, « sans préjudice des dispositions de l'art. 73, § 1, al. 3, du Règlement » : **54**, 466 ; **55**, 448 ; **56**, 470 ; **57**, 444 ; **60**, 275.  
 Notifications adressées aux États :  
 Ayant ratifié la Convention de 1919 relative au travail de nuit des femmes : **60**, 275, 276.  
 Liés par le Traité de Saint-Germain (10 IX 19) et par le Protocole I (Déclaration relative à l'Autriche, 4 X 22) : **53**, 756-757.  
 Un gouv<sup>t</sup> qui n'a pas ratifié la convention dont il s'agit ne reçoit pas de communication spéciale et directe relative à l'— : **60**, 277-278.

INVITATION ADRESSÉE AUX AGENTS PAR VOIE DE DÉCISION DE LA COUR ; Communautés (Aff. gréco-bulgare des —) ; questions à poser aux agents : **18 I**, 1077-1080.INVITATION ADRESSÉE AUX AGENTS PAR VOIE D'ORDONNANCE : **A. 7**, 96-97 ; **11 I**, 44-45 ; **A. 23**, 38-40, 44-46.

## ITALIE :

Castellorizo (Aff. de —) : **61**, 33, 34, 36 ; **A/B. 51**.  
 Memel (Aff. de —) : **59**, 636, 638 ; **A/B. 47**, 261.  
 Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche : **53**, 756 ; **A/B. 41**, 88.

JAPON ; Memel (Aff. de —) : **59**, 630, 638 ; **A/B. 47**, 261.

## JONCTION D'INSTANCES :

Eu égard aux dispositions de l'art. 32 du Règlement, il n'y a pas lieu, du moins quant à présent, de joindre deux instances : **A/B. 48**, 270-271.

JONCTION D'INSTANCES (*suite*) :

Exceptions préliminaires d'incompétence :

« Appels » (Aff. des — nos 1 et 2) : **68.** 290-291.

Prince von Pless (Aff. du —) ; exception préliminaire jointe au fond afin de statuer par un seul et même arrêt sur l'exception et, si celle-ci n'est pas admise, sur le fond : **A/B. 52.** 16.

Requêtes introductives d'instances :

Groënland du Sud-Est : **A/B. 48.** 268-272.

Haute-Silésie (fond) : **A. 7.** 94-96 ; **11 I.** 42-44.

Situation au point de vue de la procédure écrite se rapprochant sensiblement de celle qui existerait si la Cour était saisie par compromis : **A/B. 48.** 270-272.

JUGEMENT D'ACCORD ; la Cour peut englober dans son arrêt un accord préalablement intervenu entre les parties : **A. 24.** 14.

## JUGES « AD HOC » :

Décision constatant qu'il n'y a pas lieu à la désignation de — (Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche) : **A/B. 41.** 88-90.

La Cour est fondée à indiquer des mesures conservatoires en dehors de la présence des — : **A. 12.** 10.

Leur présence n'est pas incompatible avec le caractère d'urgence des mesures conservatoires : **A/B. 48.** 280.

JURIDICTION DE LA COUR, voir *Compétence de la Cour.*

## LITHUANIE :

Memel (Aff. de —) : **59.** 636, 638 ; **A/B. 47.** 261.

Trafic ferroviaire entre la — et la Pologne (Aff. du —) : **54.** 466.

MANIFESTE DE LA ROYALE CHAMBRE DES COMPTES DE SARDAIGNE (9 IX 1829) : **A. 22.** 19 ; **A. 24.** 17.

Voir aussi *Interprétation de textes.*

MEMEL (Aff. de — ; compétence), I VI 32 (délai fixé pour le dépôt d'observations et de conclusions portant sur une exception préliminaire) : **59.** 638-640.

MEMEL (Aff. de — ; fond) :

16 IV 32 (délais) : **59.** 636-637.

24 VI 32 (délai fixé pour le dépôt d'un contre-mémoire portant sur les nos 5 et 6 de la requête (ces points ayant fait l'objet d'une exception préliminaire) : **A/B. 47.** 261-263.

## MESURES CONSERVATOIRES :

Ordonnances relatives aux — :

Chorzów (Usine de —), 21 XI 27 : **A. 12.** 9-11.

Groënland du Sud-Est, 3 VIII 32 : **A/B. 48.** 277-289.

Prince von Pless, 11 V 33 : **A/B. 54.**

Réforme agraire polonaise, 29 VII 33 : **A/B. 58.**

Traité sino-belge de 1865 :

8 I 27 : **A. 8.** 6-8.

15 II 27 (abrogation de mesures conservatoires) : **A. 8.** 9-11.

## MOTIFS D'UNE ORDONNANCE :

Ces motifs peuvent, sans enfreindre les dispositions du Statut, indiquer le résultat des délibérations de la Cour sur la question formulée dans le compromis : **A. 22.** 12-13.

NOMBRE D'EXEMPLAIRES D'UNE ORDONNANCE ; cas dans lesquels la mention de ce nombre a été omise : **15 I.** 238-240 ; **18 I.** 1075-1076, 1076-1077 ; **52.** 265 ; **53.** 758 ; **54.** 467 ; **55.** 449 ; **56.** 471, 473 ; **57.** 445-447 ; **60.** 276, 278.

## NORVÈGE :

Groënland du Sud-Est (Aff. du —) : **A/B. 48.** 268, 277 ; **69.** 74, 76 ; **A/B. 55.**

Groënland oriental (Aff. du —) : **67.** 4154, 4155.

NOTIFICATIONS ENVOYÉES A CERTAINS GOUVERNEMENTS ET A CERTAINES ORGANISATIONS INTERNATIONALES « sans préjudice des dispositions de l'art. 73, § 1, al. 3, du Règlement » : **54.** 466 ; **55.** 448 ; **56.** 470 ; **57.** 444 ; **60.** 275.

NOTIFICATIONS VISANT UNE INTERVENTION, voir *Intervention*.

ODER (Commission de l'—), voir *Commission de l'Oder*.

OPPORTUNITÉ ; règlement d'un différend qui serait fondé sur des considérations de pure —. Pareil règlement, même s'il n'était pas incompatible avec le Statut, ne pourrait résulter que de stipulations positives et claires du compromis : **A. 24.** 10, 15.

ORDONNANCES RENDUES PAR LA COUR ; ces ordonnances ne décident pas avec force « obligatoire » (art. 59 du Statut) et avec effet « définitif » (art. 60 du Statut) le différend que les parties ont porté devant la Cour : **A. 22.** 13.

ORGANISATION INTERNATIONALE DES EMPLOYEURS INDUSTRIELS ; Travail de nuit des femmes (Aff. du —) : **60.** 275. (Cette organisation, qui a fait l'objet d'une notification spéciale, n'a pas pris part aux débats.)

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL :

Dantzig et — (Aff. de —) : **18** II. 278, 280.

Travail de nuit des femmes (Aff. du —) : **60.** 275, 276.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES AUXQUELLES A ÉTÉ NOTIFIÉE UNE REQUÊTE A FIN D'AVIS CONSULTATIF : **18** II. 278-279 ; **60.** 275, 277.

OSCAR CHINN (Aff. —) :

2 V 34 (délais afférents au dépôt du mémoire et du contre-mémoire et délai visant, le cas échéant, le dépôt d'une réplique et d'une duplique) : **75.** 380-381.

14 VII 34 (prolongation des délais afférents au dépôt de la réplique et de la duplique, celles-ci étant désormais jugées nécessaires par les parties) : **75.** 382-383.

PARTIES EN CAUSE :

Accords :

En vue du retrait d'une aff., voir *Clôture de l'instance*.

Notification unilatérale visant un accord mutuel entre les parties :

**A. 8.** 13 ; **A. 14.** 5 ; **A. 16.** 5 ; **A. 18.** 6-7.

Portant sur le différend soumis à la Cour en vertu d'un compromis ; demande tendant à obtenir une suspension de la procédure en attendant que cet accord ait été ratifié (aff. de Castellorizo) : **61.** 35-37. « Cause commune » (art. 31 du Statut) : **A/B. 41.** 88-91.

Conclusions des —, voir *Conclusions*.

Défendeur :

N'ayant pas fait acte de procédure : **A. 18/19.** 7.

N'ayant pas fait acte de procédure lors de l'octroi d'une prolongation de délai sollicitée par le demandeur : **70.** 440-441.

S'oppose à une demande unilatérale de prolongation de délais présentée par le demandeur après que les parties se sont mises d'accord sur les délais fixés : **67.** 4155-4157.

Demandeur :

D'accord au sujet de la clôture de la 15<sup>me</sup> Session (Emprunts serbes) : **16** III. 851-852.

Déclarations visant une modification dans la composition de la Cour : **A. 24.** 8.

Retrait unilatéral d'une aff. par le — (Traité sino-belge) : **A. 18/19.** 5-8

PARTIES EN CAUSE (*suite*):

Droits des parties en cause; celles-ci sont libres d'en disposer d'un commun accord, mais la Cour ne jouit pas de la même liberté, à moins que celle-ci ne résulte d'une stipulation positive et claire du compromis: **A. 24. 11.**

Négociations visant un « nouveau régime » à instituer:

Délais fixés en vue d'un règlement: **A. 22. 21**; **A. 24. 18.**

Indication relative à des négociations, données dans les motifs d'une ordonnance: **A. 22. 12-21**; **A. 24. 10-17.**

Négociations infructueuses et demandes tendant à obtenir un arrêt conformément à une ordonnance rendue antérieurement: **A/B. 46. 213-216.**

Propositions visant les délais:

Procédure consultative: **52. 263-264**; **53. 757**; **54. 466-467**; **55. 449**; **56. 470-471**; **57. 445.**

Procédure contentieuse (compromis): **16 III. 845-846**; **16 IV. 318-319**; **17 I, vol. IV. 2474-2475**; **17 II. 667-670**; **19 I, vol. V. 2260**; **A/B. 46. 215**; **61. 33-34**; **74. 434-435**; **75. 380-381.**

Procédure contentieuse (requêtes): **67. 4154-4157**; **A/B. 48. 270-271.**

Voir aussi *Agents*, et *Clôture de l'instance*.

PHARES (Aff. des —), 28 VII 33 (date à partir de laquelle les délais commencent à courir; délais fixés pour le dépôt des mémoires et contre-mémoires; réserve du droit pour la Cour d'ordonner le dépôt de répliques): **74. 434-435.**

PIÈCES DE LA PROCÉDURE ÉCRITE, voir *Procédure écrite*.

## POLOGNE:

Chorzów (indemnité) (Aff. de —), 7 I 28, 23 III 28: G. III. 1. dossier: **A. 17. 99**; **16 II. 12, 13**; **A. 18/19. 11, 14.**

Dantzig et O. I. T. (Aff. de —): **18 II. 278, 280.**

Dantzig (Aff. des navires de guerre polonais à —): **55. 448.**

Dantzig (Aff. des ressortissants polonais à —): **56. 470, 472.**

Haute-Silésie (Aff. des écoles minoritaires en —):

1928: G. III. 1. dossier (3 I 28); **14 II. 396-399.**

1931: **52. 263.**

Fond: **A. 7. 94-96, 96-97**; **11 I. 42-44, 44-45.**

Oder (Aff. de la Commission de l'—): **17 II. 667, 668, 670**; **A. 23. 38, 41, 44.**

Prince von Pless (Aff. du —): **70. 438, 440, 441, 443**; **A/B. 52**; **A/B. 54**; **A/B. 57**; **A/B. 59.**

Réforme agraire polonaise (Aff. de la —): **71. 166, 168, 169**; **A/B. 58**; **A/B. 60.**

## PRÉSIDENT DE LA COUR:

Autorisé par la Cour à fixer des délais en vue du dépôt de nouvelles observations écrites ou orales: **A. 24. 18**; **A/B. 46. 215.**

Laisse à la Cour elle-même le soin de prendre acte de la clôture d'une instance: **A. 18/19. 7, 15**; **68. 293.**

Ordonnances rendues par le —:

Chorzów (Usine de —, indemnité) (experts):

16 x 28: **16 II. 12-13.**

14 XI 28: **16 II. 13-14.**

15 XII 28: **A. 18/19. 14-15.**

Chorzów (Usine de —, indemnité) (fond):

7 I 28: G. III. 1. dossier.

Clôture de la 15<sup>me</sup> Session (absence de quorum dans l'aff. des emprunts serbes), 21 XI 28: **16 III. 851-852.**

Clôture de la 27<sup>me</sup> Session (retrait des « appels » n<sup>os</sup> 1 et 2), 19 IV 33: **68. 291-293.**

Commission mixte gréco-turque, 12 VI 28: **15 I. 238-240.**

PRÉSIDENT DE LA COUR (*suite*) :Ordonnances rendues par le — (*suite*) :

- Communautés (Aff. gréco-bulgare des —) :
- 24 I 30 : **18** I. 1075-1076.  
4 II 30 : **18** I. 1076-1077.
- Dantzig et O. I. T., 19 v 30 : **18** II. 278-279.  
Dantzig (Ressortissants polonais à —) :
- 1 VI 31 : **56**. 470-471.  
11 IX 31 : **56**. 472-473.
- Emprunts brésiliens, 1 v 28 : **16** IV. 318-319.  
Emprunts serbes, 26 v 28 : **16** III. 845-846.
- Haute-Silésie, Écoles minoritaires en — (Procédure consultative), 24 II 31 : **52** : 263-265.
- Haute-Silésie, Écoles minoritaires en — (Procédure contentieuse) :
- 3 I 28 : G. III. 1. dossier.  
3 II 28 : **14** II. 396-397.
- Memel (compétence), 1 VI 32 : **59**. 638-640.  
Memel (fond), 16 IV 32 : **59**. 636-637.
- Memel, 24 VI 32 (rendue par le Président en fonctions) : **A/B. 47**. 261-263.
- Oder (Commission de l'—) :
- 24 XII 28 : **17** II. 667-668.  
25 II 29 : **17** II. 668-670.  
26 III 29 : **17** II. 670-672.
- Oscar Chinn :
- 2 v 34 (rendue par le Président en fonctions) : **75**. 380-381.  
14 VII 34 (rendue par le Président en fonctions) : **75**. 382-383.
- Prince von Pless :
- 31 v 32 : **70**. 438-439.  
5 IX 32 : **70**. 441-442.  
10 X 32 : **70**. 443.  
4 VII 33 (rendue par le Président en fonctions) : **A/B. 57**.
- Réforme agraire en Pologne :
- 4 VII 33 (rendue par le Président en fonctions) : **71**. 166-167.  
19 VIII 33 : **71**. 168-169.  
25 IX 33 : **71**. 169-170.
- Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche, 27 v 31 : **53**. 756-758.  
Sino-belge (Traité — de 1865) :
- 8 I 27 : **A. 8**. 6-8.  
15 II 27 : **A. 8**. 9-11.
- Trafic ferroviaire entre la Lithuanie et la Pologne, 3 III 31 : **54**. 466-467.
- Travail de nuit des femmes :
- 27 v 32 : **60**. 275-276.  
6 IX 32 : **60**. 276-278.
- Université Peter Pázmány, 23 VIII 33 : **73**. 1416-1417.
- Zones franches (1<sup>ère</sup> phase), 5 v 28 : **17** I, vol. IV. 2474-2475.  
Zones franches (2<sup>me</sup> phase), 3 v 30 : **19** I, vol. V. 2258-2260.  
Zones franches (3<sup>me</sup> phase), 6 VIII 31 : **A/B. 46**. 213-216.
- Signature d'ordonnances par le — bien qu'un autre juge exerce les fonctions de Président dans l'instance en cours (aff. de Memel; Zones franches, 3<sup>me</sup> phase) : **59**. 637. 640 : **A/B. 46**. 215.
- Signe une ordonnance ainsi qu'une opinion dissidente portant sur cette ordonnance : **A/B. 41**. 90-91.

## PRÉSIDENT EN FONCTIONS :

- Indication donnée dans le corps d'une ordonnance rendue par le Président de la Cour pour faire savoir que le — est d'accord : **A/B. 46**. 215.
- Le juge qui exerçait la présidence lors de la 2<sup>me</sup> phase d'une aff. doit continuer à exercer ses fonctions lors de la 3<sup>me</sup> phase : **A/B. 46**. 215.

PRÉSIDENT EN FONCTIONS (*suite*):

## Rend des ordonnances :

- Memel (Aff. de —), 24 VI 32 : **A/B. 47.** 263.  
 Oscar Chinn (Aff. —), 2 V 34 et 14 VII 34 : **75.** 380-381, 382-383.  
 Prince von Pless (Aff. du —), 4 VII 33 : **A/B. 57.**  
 Réforme agraire polonaise (Aff. de la —), 4 VII 33 : **71.** 166-167.

## PREUVE (MOYENS DE —) :

- Admissibilité comme — des travaux préparatoires afférents au Traité de Versailles (1919) : **A. 23.** 41-43.  
 Complément de preuve ; aff. de Haute-Silésie (fond), 22 III 26 : **A. 7.** 96-97 ; **11 I.** 44-45.  
 Objection soulevée contre la présentation de certains — et admise par la Cour ; documents exclus au présent stade de l'affaire : **A. 22.** 14, 21.  
 Travaux préparatoires afférents au Traité de Versailles ; agents invités à présenter des observations et des conclusions finales à l'audience : **A. 23.** 38-40.

## PRINCE VON PLESS :

- 31 V 32 (délais) : **70.** 438-439.  
 11 VII 32 (prolongation de délais) : **70.** 440-441.  
 5 IX 32 (nouvelle prolongation de délais) : **70.** 441-442.  
 10 X 32 (délai fixé pour le dépôt d'observations et de conclusions visant une objection préliminaire) : **70.** 443.  
 4 II 33 :  
 Jonction de l'exception préliminaire au fond ; question relative à la compétence de la Cour, soulevée par elle *proprio motu*. Fixation des délais de la procédure écrite au fond ; prolongation prévue dans le cas où un certain tribunal national n'aurait pas rendu son arrêt à une date déterminée ; procédure orale prévue dans le cas où la partie adverse alléguerait un « retard non justifié » : **A/B. 52.**  
 Nouvelle prolongation des délais afférents au dépôt des contre-mémoire, réplique et duplique : **A/B. 57.**  
 11 V 33 (mesures conservatoires) : **A/B. 54.**  
 2 XII 33 (prise d'acte de communications afférentes au retrait de l'instance ; clôture de celle-ci et radiation du rôle) : **A/B. 59.**

## PROCÉDURE ÉCRITE :

## Achèvement de la — :

- Désirable à une date déterminée : **70.** 439.  
 Désirable avant l'ouverture de la prochaine session ordin. : **17 I.** vol. IV. 2475 ; **17 II.** 667-668.  
 Devrait être fixée de manière à permettre de traiter d'une exception préliminaire immédiatement après l'ouverture de la session ordin. : **71.** 168.  
 En temps voulu pour permettre de traiter de l'aff. au cours de la prochaine session ordin. : **57.** 444-445.  
 L'aff. devrait être inscrite au rôle de la prochaine session extraordin. : **14 II.** 396-397.  
 Règlement de l'aff. ; ce règlement, à une date aussi rapprochée que possible, présente de l'importance : **59.** 637.  
 Conclusions des parties, voir *Conclusions*.  
 « Contre-mémoire préliminaire » déposé en même temps que l'exception préliminaire dans le délai fixé pour le dépôt du contre-mémoire : **70.** 443.  
 Délais de la —, voir *Délais*.  
 Documents présentés à l'appui, voir *Pièces à l'appui*.  
 Instances jointes ; la procédure se rapproche de la procédure suivie dans une aff. soumise par compromis : **A/B. 48.** 270-272.  
 Mémoire d'un gouv't déposé en même temps que la requête ; le Président en prend acte : G. III. I. dossier (3 I 28).

PROCÉDURE ÉCRITE (*suite*) :

- Observations portant sur la 3<sup>me</sup> phase d'une aff. et destinées à permettre à la Cour de tenir compte de faits survenus depuis la procédure précédente : **A/B. 46.** 215.
- Premier mémoire ; les États et organisations qui n'ont pas déposé ce — dans le premier délai peuvent le déposer dans le second délai : **60.** 277-278.
- Réplique, duplique ou second exposé :
- Autorisés par décision de la Cour : **54.** 466-467 ; **60.** 277.
- Délais afférents aux — *s'il est nécessaire* : **68.** 287, 289 ; **69.** 75 ; **A/B. 48.** 271, 272.
- Délais afférents aux — *s'il y en a* : **60.** 275-276 ; **75.** 381.
- Délais dans le cas où la présentation de — serait autorisée ou ordonnée : **56.** 470-471, 472-473 ; **60.** 275-276.
- Facultatifs : **52.** 264.
- Jugés nécessaires par les parties, le dépôt ayant été réservé antérieurement : **75.** 382-383.
- Non présentés : voir « Renonciation » ci-dessous.
- Renonciation au droit de déposer des — :
- Accord entre les parties ; cet accord est impliqué : **16** III. 846 ; **74.** 434-435.
- Aucune mention du dépôt d'une réplique : **16** IV. 318-319.
- Demande présentée par les parties au compromis ; cette demande est accordée : **17** II. 668-670.
- La pratique de la Cour permet le dépôt de — par la partie intéressée : **59.** 637.
- Les parties ne désirent probablement pas déposer des — : **56.** 471 ; **A/B. 48.** 271, 272.
- Renonciation unilatérale des Puissances requérantes ; une duplique est donc inutile : **59.** 637.
- Réserve du droit de la Cour de fixer ultérieurement des dates en vue du dépôt de — ; références aux précédents : **16** III. 845-846 ; **71.** 167, 169, 170 ; **74.** 434-435.
- Similitude entre la présentation des pièces de la — dans une certaine aff. introduite par compromis et la présentation des pièces de la — dans la procédure par requête ; les propositions des parties ne soulèvent pas d'objection : **75.** 380-381.
- Suggestion des parties tendant à ce que la — ne commence pas avant l'achèvement d'une autre aff. : **A/B. 48.** 270-271.

## PROCÉDURE ORALE :

- Admissibilité de certains moyens de preuve ; fixation d'audience : **A. 23.** 38-40.
- Date approximative pour l'ouverture de la — annoncée : **A/B. 46.** 216.
- Disposition prévoyant l'audition des parties dans le cas où l'une d'entre elles, à propos d'une demande de prolongation de délai introduite par la partie adverse, alléguerait un « retard non justifié » : **A/B. 52.** 16-17.
- États ayant déposé un exposé écrit, admis à commenter de vive voix cet exposé à une date qui sera fixée ultérieurement : **53.** 757.
- Mesures conservatoires : **A/B. 48** ; **A/B. 54** ; **A/B. 58.**
- Observations relatives à la 3<sup>me</sup> phase d'une aff. et destinées à permettre à la Cour de tenir compte de faits qui se sont produits depuis la procédure antérieure : **A/B. 46.** 215.
- Parties d'accord pour se tenir à la disposition de la Cour dans un délai d'un mois à compter de la clôture de la procédure écrite : **61.** 34.
- Président autorisé par la Cour à accorder les délais nécessaires en vue de la présentation d'observations orales : **A. 24.** 18.
- Procédure orale en vue d'obtenir un complément de preuve, la date devant être fixée par le Président après consultation des parties : **A. 7.** 96-97 ; **11** I. 44-45.

PROCÉDURE ORALE (*suite*) :

Questions posées par la Cour au président d'une Commission mixte et aux agents des gouvts intéressés : **18** I. 1077-1080.

Utilité de prévoir des audiences pour une certaine date : **70**. 439.

QUESTIONS POSÉES AU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MIXTE GRÉCO-BULGARE D'ÉMIGRATION ET AUX AGENTS (aff. gréco-bulgare des communautés, 30 VI 30) : **18** I. 1077-1080.

## QUESTIONS PRÉLIMINAIRES :

Oder (Aff. de la Commission de l'—), 15 et 20 VIII 29 : **A. 23**. 38-46.

Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche (Aff. du —) : **A/B. 41**. 88-91.

QUORUM (Clôture d'une session faite de —) ; Emprunts serbes (Aff. des —), 15<sup>me</sup> Session, 21 XI 28 : **16** III. 851-852.

RADIATION D'AFFAIRES DU RÔLE DE LA COUR, voir *Clôture de l'instance*.

RÉFORME AGRAIRE POLONAISE, voir *Agraire* (Réforme — polonaise).

## RÉGIME DOUANIER ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'AUTRICHE (Aff. du —) :

27 V 31 (délais et procédure orale) : **53**. 756-758.

20 VII 31 (question relative à la désignation de juges *ad hoc*) : **A/B. 41**. 88-91.

## RÈGLEMENT DE LA COUR :

*Art. 10 :*

Clôture de la 15<sup>me</sup> Session (extraordin.), 21 XI 28 : **16** III. 851-852.

Clôture de la 27<sup>me</sup> Session (ordin.), 19 IV 33 : **68**. 291-293.

*Art. 13 :*

Oscar Chinn, 2 V et 14 VII 34 : **75**. 380, 382.

*Art. 24 :*

Chorzów (Usine de —, indemnité), 13 IX 28 (enquête par experts) : **A. 17**. 100-102.

*Art. 27 :*

Clôture de la 27<sup>me</sup> Session (19 IV 33) : **68**. 291-293.

Réforme agraire polonaise (19 VIII 33) ; référence à l'— dans le corps de l'ordonnance : **71**. 168.

*Art. 28 :*

Clôture de la 27<sup>me</sup> Session (19 IV 33) : **68**. 291-293.

Haute-Silésie (Écoles minoritaires en —), 3 et 21 II 28 ; références à l'— dans le corps desdites ordonnances : **14** II. 396-397, 398.

Oder (Commission de l'—), 26 III 29 ; référence à l'— dans le corps de l'ordonnance : **17** II. 671.

Traité sino-belge de 1865 (25 V 29) : **A. 18/19**. 5-8.

Zones franches (1<sup>ère</sup> phase), 5 V 28 : **17** I, vol. IV. 2474-2475.

*Art. 29 :*

Clôture de la 15<sup>me</sup> Session (extraordin.), 21 XI 28 : **16** III. 851-852.

*Art. 30 :*

Clôture de la 15<sup>me</sup> Session (Emprunts serbes) : **16** III. 851-852.

*Art. 32 :*

Castellorizo (30 XI 31) : **61**. 33-34.

Emprunts serbes (26 V 28) : **16** III. 845-846.

Groënland du Sud-Est (2 VIII 32) : **A/B. 48**. 268-272.

Groënland du Sud-Est et Groënland oriental ; les deux instances ne doivent pas être jointes pour le moment, eu égard à l'— : **A/B. 48**. 270-271.

La Cour, contrairement à ce qui est permis pour le Règlement (art. 32), ne peut, sur la proposition des parties, déroger aux dispositions du Statut : **A. 22**. 12.

Memel (fond), 16 IV 32 ; référence à l'— dans le corps de l'ordonnance : **59**. 637.

RÈGLEMENT DE LA COUR (*suite*) :*Art.* 32 (*suite*) :

Oder (Commission de l'—) :

24 XII 28 : **17** II. 667-668.25 II et 26 III 29 : **17** II. 668-670, 670-672.Oscar Chinn (2 V 34) : **75**. 380-381.Phares (28 VII 33) : **74**. 434-435.Prince von Pless (31 V 32) ; référence à l'— dans le corps de l'ordonnance  
**70**. 439.Zones franches (1<sup>ère</sup> phase) :5 V 28 : **17** I, vol. IV. 2474-2475.19 VIII 29 (référence à l'— dans les motifs) : **A. 22**. 12.*Art.* 33 :

Accord Caphandaris-Molloff :

3 X 31 : **57**. 444-445.30 XI 31 : **57**. 445-446.25 I 32 : **57**. 447.

« Appels » :

N<sup>o</sup> 1 (18 VII 32) : **68**. 286-287.N<sup>o</sup> 2 (28 VII 32) : **68**. 288-289.

Castellorizo :

30 XI 31 : **61**. 33-34.8 III 32 : **61**. 34-36.23 VI 32 : **61**. 36-37.

Chorzów (Usine de — ; indemnité — fond) :

7 I 28 : G. III. 1. dossier.

23 III 28 : G. III. 1. dossier.

Chorzów (Usine de — ; enquête par experts), 13 IX 28 ; référence à  
l'— dans le corps de l'ordonnance : **A. 17**.Communautés (Aff. gréco-bulgare des —), 4 II 30 : **18** I. 1076-1077.Dantzig et O. I. T. (28 VI 30) : **18** II. 280-281.Dantzig (Navires de guerre polonais à —), 3 X 31 : **55**. 448-449.

Dantzig (Ressortissants polonais à —) :

1 VI 31 : **56**. 470-471.11 IX 31 : **56**. 472-473.Emprunts brésiliens (1 V 28) : **16** IV. 318-319.Emprunts serbes (26 V 28) : **16** III. 845-846.

Groënland du Sud-Est :

2 VIII 32 : **A/B. 48**. 268-272.16 XII 32 : **69**. 74-76.24 III 33 : **69**. 76-77.

Groënland oriental :

6 VIII 31 : **67**. 4154-4155.18 VI 32 : **67**. 4155-4157.

Haute-Silésie (Écoles minoritaires en — ; arrêt) :

3 I 28 : G. III. 1. dossier.

3 II 28 : **14** II. 396-397.21 II 28 : **14** II. 397-399.Haute-Silésie (Écoles minor. en — ; avis consultatif), 24 II 31 : **52**. 263-265.Memel (compétence), 1 VI 32 ; référence à l'— dans le corps de l'or-  
donnance : **59**. 639.

Memel (fond) :

16 IV 32 : **59**. 636-637.24 VI 32 : **A/B. 47**. 261-263.

Oder (Commission de l'—) :

24 XII 28 : **17** II. 667-668.25 II 29 : **17** II. 668-670.26 III 29 : **17** II. 670-672.

Oscar Chinn :

2 V 34 : **75**. 380-381.14 VII 34 : **75**. 382-383.

## RÈGLEMENT DE LA COUR (suite) :

*Art.* 33 (suite) :Phares (28 VII 33) : **74.** 434-435.

Prince von Pless :

31 V 32 : **70.** 438-439.11 VII 32 : **70.** 440-441.5 IX 32 : **70.** 441-442.4 II 33 : **A/B. 52.**4 VII 33 : **A/B. 57.**

Réforme agraire polonaise :

4 VII 33 : **71.** 166-167.19 VIII 33 : **71.** 168-169.25 IX 33 : **71.** 169-170.Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche (27 V 31) : **53.** 756-758.Trafic ferroviaire entre la Lithuanie et la Pologne (3 III 31) : **54.** 466-467.

Traité sino-belge de 1865 :

18 VI 27 : **A. 8.** 12-14.21 II 28 : **A. 14.**13 VIII 28 : **A. 16.**

Travail de nuit des femmes :

27 V 32 : **60.** 275-276.6 IX 32 : **60.** 276-278

Université Peter Pázmány :

16 V 33 : **73.** 1414-1416.23 VIII 33 : **73.** 1416-1417.Zones franches (1<sup>ère</sup> phase), 5 V 28 : **17** I, vol. IV. 2474-2475.*Art.* 34 :

« Appels » :

N<sup>o</sup> 1 (18 VII 32) : **68.** 286-287.N<sup>o</sup> 2 (28 VII 32) : **68.** 288-289.Groënland du Sud-Est (2 VIII 32) : **A/B. 48.** 268-272.Réforme agraire polonaise (4 VII 33) : **71.** 166-167.Université Peter Pázmány (16 V 33) : **73.** 1414-1416.*Art.* 35 :

« Appels » :

N<sup>o</sup> 1 (18 VII 32) : **68.** 286-287.N<sup>o</sup> 2 (28 VII 32) : **68.** 288-289.

Groënland du Sud-Est :

2 VIII 32 : **A/B. 48.** 268-272.3 VIII 32 : **A/B. 48.** 277-289.Groënland oriental (6 VIII 31) : **67.** 415<sup>2</sup>-4155.Memel (fond), 16 IV 32 : **59.** 636-637.Oscar Chinn (2 V 34) : **75.** 380-381.Phares (28 VII 33) : **74.** 434-435.

Prince von Pless :

31 V 32 : **70.** 438-439.4 II 33 : **A/B. 52.**Réforme agraire polonaise (4 VII 33) : **71.** 166-167.Université Peter Pázmány (16 V 33) : **73.** 1414-1416.*Art.* 36 :Groënland du Sud-Est (2 VIII 32) ; référence à l'— dans le corps de l'ordonnance : **A/B. 48.** 271.Oscar Chinn (2 V 34) : **75.** 380-381.*Art.* 38 :« Appels » n<sup>os</sup> 1 et 2 (26 X 32) : **68.** 290-291.Memel (compétence), 1 VI 32 : **59.** 638-640.

## RÈGLEMENT DE LA COUR (suite) :

*Art.* 38 (suite) :

Prince von Pless :

10 x 32 : **70**. 443.4 II 33 : **A/B. 52**.Réforme agraire polonaise (19 VIII 33) ; référence à l'— dans le corps de l'ordonnance : **71**. 168.*Art.* 39 :

« Appels » :

N<sup>c</sup> 1 (18 VII 32) : **68**. 286-287.N<sup>c</sup> 2 (28 VII 32) : **68**. 288-289.Castellorizo (30 XI 31) : **61**. 33-34.Emprunts serbes (26 V 28) : **16** III. 845-846.Groënland oriental (6 VIII 31) : **67**. 4154-4155.Groënland du Sud-Est (2 VIII 32) : **A/B. 48**. 268-272.

Haute-Silésie (Écoles minoritaires en —) :

3 I 28 : G. III. I. dossier.

3 et 21 II 28 (référence à l'— dans le corps des ordonnances) : **14** II. 396-398.

Memel :

16 IV 32 : **59**. 636-637.24 VI 32 : **A/B. 47**. 261-263.

Oder (Commission de l'—) :

24 XII 28 : **17** II. 667-668.25 II 29 : **17** II. 668-670.26 III 29 : **17** II. 670-672.Oscar Chinn (2 V 34) : **75**. 380.Phares (28 VII 33) : **74**. 434-435.Prince von Pless (31 V 32) : **70**. 438-439.Réforme agraire polonaise (4 VII 33) : **71**. 166-167.Université Peter Pázmány (16 V 33) : **73**. 1414-1416.*Art.* 40 :

Prince von Pless :

4 II 33 : **A/B. 52**.5 IX 32 (référence à l'— dans le corps de l'ordonnance) : **70**. 442.*Art.* 41 :Clôture de la 27<sup>me</sup> Session (référence à l'— dans le corps de l'ordonnance), 19 IV 33 : **68**. 291-293.*Art.* 57 :Chorzów (Usine de — ; mesures conservatoires), 21 XI 27 : **A. 12**. 10.Groënland du Sud-Est (3 VIII 32) : **A/B. 48**. 277-289.Prince von Pless (11 V 33) : **A/B. 54**. 150.Réforme agraire polonaise (29 VII 33) : **A/B. 58**. 175-179.Traité sino-belge de 1865 (8 I 27) : **A. 8**. 6.*Art.* 61 :« Appels » n<sup>os</sup> 1 et 2 (12 V 33) : **A/B. 56**.Castellorizo (26 I 33) : **A/B. 51**.

Chorzów (Usine de —, indemnité) :

15 XII 28 (références à l'— dans le corps de l'ordonnance) : **A/B. 18/19**. 14-15.25 V 29 : **A. 18/19**. 11-13.Groënland du Sud-Est (11 V 33) : **A/B. 55**.Le Président laisse à la Cour elle-même le soin de prendre acte en vertu de l'— de la clôture de l'instance : **A. 18/19**. 7. 15 ; **68**. 293.

Prince von Pless :

11 V 33 : **A/B. 54**. 150-154.2 XII 33 : **A/B. 59**.

RÈGLEMENT DE LA COUR (*suite*):*Art. 61 (suite):*

Réforme agraire polonaise (2 XII 33): **A/B. 60.**

Traité sino-belge de 1865:

15 II 27: **A. 8.** 10.

25 V 29: **A. 18/19.** 5-8.

*Art. 61, al. 1:*

Haute-Silésie (fond; jonction d'instances), 5 II 26: **A. 7.** 94-96; **11 I.** 42-44.

*Art. 71:*

Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche (20 VII 31): **A/B. 41.** 88-90.

*Art. 73:*

Accord Caphandaris-Molloff:

3 X 31: **57.** 444-445.

30 XI 31: **57.** 445-446.

25 I 32: **57.** 447.

Commission mixte gréco-turque (12 VI 28): **15 I.** 238-240.

Communautés gréco-bulgares:

24 I 30: **18 I.** 1075-1076.

4 II 30: **18 I.** 1076-1077.

Dantzig et O. I. T.:

19 V 30: **18 II.** 278-279.

28 VI 30: **18 II.** 280-281.

Dantzig (Navires de guerre polonais à —), 3 X 31: **55.** 448-449.

Dantzig (Ressortissants polonais à —), 1 VI 31: **56.** 470-471.

Haute-Silésie (Écoles minoritaires en —), 24 II 31: **52.** 263-265.

Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche (27 V 31): **53.** 756-758.

Trafic ferroviaire entre la Lithuanie et la Pologne (3 III 31): **54.** 466-467.

Travail de nuit des femmes:

27 V 32: **60.** 275-276.

6 IX 32: **60.** 276-278.

Délai fixé « en vertu de l'— »: **15 I.** 238-240; **18 I.** 1075-1076.

REQUÊTE A FIN D'AVIS CONSULTATIF, voir *Avis consultatifs*.

## REQUÊTES INTRODUCTIVES D'INSTANCE:

Admissibilité de —, cette question n'étant nullement préjugée par la

fixation de délais afférents à la procédure écrite: **68.** 287, 289; **73.** 1415.

Conditions de forme prescrites par le Statut et le Règlement (il est

constaté que ces conditions sont remplies): **A/B. 48.** 268-270; **59.** 636;

**67.** 4154; **68.** 286, 288; **70.** 438; **71.** 167; **73.** 1415.

Déposée par un gouv<sup>t</sup> en sa qualité de Membre du Conseil de la S. d. N.:

**70.** 439; **71.** 167.

Exception préliminaire visant deux points d'une —; cette exception est

rejetée, et un délai est fixé pour la présentation d'un contre-mémoire

portant sur ces deux points: **A/B. 47.** 261-263.

Jonction de deux requêtes, la situation se rapprochant au point de vue

de la procédure de celle où se trouvait la Cour dans une aff. intro-

duite par compromis: **A/B. 48.** 270, 271.

Jurisdiction (Clause conférant — à la Cour citée): **59.** 636; **60.** 438-439;

**68.** 287, 288; **70.** 438.

## RÉSERVE DU DROIT DE LA COUR:

de modifier les délais fixés au cas où les parties à un compromis se

prévaudraient du droit qui leur est conféré par l'art. 32 du Règlement:

**17 II.** 667-668;

d'ordonner le dépôt, à effectuer sur-le-champ ou ultérieurement, de répliques

(ou de dupliques) (procédure contentieuse): **16 III.** 845-846; **71.** 167,

169, 170; **74.** 434-435;

d'ordonner ou d'autoriser la présentation d'un second exposé écrit (procé-

dure consultative): **56.** 472-473.

RÉSERVE DU DROIT DE LA COUR (*suite*):

*Note*: Dans un certain nombre d'ordonnances où la fixation ultérieure de nouveaux délais est prévue, la formule employée est parfois « fixera, s'il y a lieu » et non « réserve le droit ». (Voir *Procédure écrite*, Réplique, duplique ou second exposé.)

RETARD « NON JUSTIFIÉ » pouvant survenir dans le prononcé d'une sentence d'un certain tribunal national (disposition prévoyant des débats oraux dans le cas où un retard de cette nature serait allégué): **A/B. 52.** 16-17; **A/B. 57.** 169 (*note*).

RETRAIT D'INSTANCES, voir *Clôture de l'instance*.

RÔLE GÉNÉRAL (Radiation d'aff. du —), voir *Clôture de l'instance*.

SERBE-CROATE-SLOVÈNE (ÉTAT —); Emprunts serbes (aff. des —): **16** III. 845, 851.

## SESSIONS:

Clôture de la procédure écrite avant une session déterminée, voir *Procédure écrite*, Achèvement, etc.

Clôture des —, voir *Clôture*.

SIGNATURE DES ORDONNANCES, voir *Président de la Cour*.

SINO-BELGE (TRAITÉ — de 1865), voir *Traité sino-belge*, etc.

SOCIÉTÉ DES NATIONS (Conseil de la —), voir *Conseil*.

## STATUT DE LA COUR:

*Art. 13:*

Zones franches (2<sup>me</sup> phase), 3 v 30: **19** I, vol. V. 2258-2260.

Zones franches (3<sup>me</sup> phase), 6 VIII 31: **A/B. 46.** 213-216.

*Art. 23:*

Clôture de la 15<sup>me</sup> Session (Emprunts serbes); il n'y a pas lieu d'appliquer en l'occurrence par analogie la règle inscrite à l'—, al. 2, du Statut: **16** III. 851-852.

Zones franches (1<sup>ère</sup> phase), 5 v 28: **17** I, vol. IV. 2474-2475.

Zones franches (2<sup>me</sup> phase), 3 v 30: **19** I, vol. V. 2258-2260.

Zones franches (3<sup>me</sup> phase), 6 VIII 31: **A/B. 46.** 213-216.

*Art. 31:*

Groënland du Sud-Est, 3 VIII 32: **A/B. 48.** 277, 280.

Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche, 20 VII 31: **A/B. 41.** 88-90.

*Art. 35:*

Castellorizo, 30 XI 31: **61.** 33-34.

*Art. 36, al. 2:*

Groënland du Sud-Est, 3 VIII 32: **A/B. 48.** 289.

Sino-belge (Traité — de 1865), 8 I 27: **A. 8.** 7.

*Art. 40:*

« Appels » n<sup>o</sup> 1, 18 VII 32: **68.** 286-287.

« Appels » n<sup>o</sup> 2, 28 VII 32: **68.** 288-289.

Castellorizo, 30 XI 31: **61.** 33-34.

Groënland du Sud-Est:

2 VIII 32: **A/B. 48.** 268-272.

3 VIII 32: **A/B. 48.** 277-289.

Groënland oriental, 6 VIII 31: **67.** 4154-4155.

Haute-Silésie (fond), 5 II 26 (références à l'aff. dans le corps du texte):

**A. 7.** 94-96; **11** I. 42-44.

Memel, 16 IV 32: **59.** 636-637.

Oscar Chinn, 2 v 34: **75.** 380-381.

Phares, 28 VII 33: **74.** 434-435.

STATUT DE LA COUR (*suite*) :*Art. 40 (suite) :*

Prince von Pless :

31 V 32 : **70.** 438-439.4 II 33 : **A/B. 52.**Réforme agraire polonaise, 4 VII 33 : **71.** 166-167.Université Peter Pázmány, 16 V 33 : **73.** 1414-1415.*Art. 41 :*Chorzów (Usine de —, mesures conservatoires), 21 XI 27 : **A. 12.** 10.Groënland du Sud-Est, 3 VIII 32 : **A/B. 48.** 277-289.Prince von Pless, 11 V 33 : **A/B. 54.** 150.Réforme agraire en Pologne, 29 VII 33 : **A/B. 58.** 175-179.Sino-belge (Traité — de 1865), 8 I 27 : **A. 8.** 6.*Art. 45 :*Clôture de la 15<sup>me</sup> Session extraordin., 21 XI 28 (Emprunts serbes) :**16 III.** 851-852.*Art. 48 :*

Cité dans toutes les ordonnances à l'exception des suivantes :

Chorzów (Usine de —, mesures conservatoires), 21 XI 27.

Groënland du Sud-Est, 3 VIII 32.

Haute-Silésie (fond), 22 III 20.

Réforme agraire polonaise, 19 VIII et 25 IX 33.

Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche, 20 VII 31.

*Art. 49 :*

Chorzów (Usine de —, indemnité), 13 IX 28 (enquête par experts) :

**A. 17.** 102.*Art. 50 :*

Chorzów (Usine de —, indemnité) :

13 IX 28 : **A. 17.** 99-103.16 X 28 : **16 II.** 12-13.14 XI 28 : **16 II.** 13-14.15 XII 28 : **A. 18/19.** 14-15.*Art. 52 :*Zones franches (1<sup>ère</sup> phase ; référence), 19 VIII 29 : **A. 22.** 14.*Art. 54 :*Zones franches (1<sup>ère</sup> phase), 19 VIII 29 : **A. 22.** 5, 12.Zones franches (2<sup>me</sup> phase), 6 XII 30 : **A. 24.** 4.*Art. 58 :*Zones franches (1<sup>ère</sup> phase), 19 VIII 29 : **A. 22.** 5, 7, 12, 13.Zones franches (2<sup>me</sup> phase), 6 XII 30 : **A. 24.** 4, 5, 9.*Art. 59 :*Zones franches (1<sup>ère</sup> phase), 19 VIII 29 : **A. 22.**Zones franches (2<sup>me</sup> phase), 6 XII 30 : **A. 24.** 4, 14.*Art. 60 :*Zones franches (1<sup>ère</sup> phase), 19 VIII 29 : **A. 22.** 5, 13.Zones franches (2<sup>me</sup> phase), 6 XII 30 : **A. 24.** 4.*Art. 63 :*Zones franches (2<sup>me</sup> phase ; référence à l'al. 2 de l'— dans le corps de l'ordonnance), 6 XII 30 : **A. 24.** 14.*Art. 64 :*

Chorzów (Usine de —, indemnité), 13 IX 28 (enquête par experts) :

**A. 17.** 103.

Incompatibilité de certaines interprétations des termes d'un compromis avec l'— :

Art. 54 (3) et 58 : **A. 22.** 12-13.Art. 59 et 63 (2) : **A. 24.** 10, 14.Disposition facultative, voir *Disposition*, etc.

SUÈDE ; Oder (Aff. de la Commission de l'—) : **17** II. 667, 668, 670 ; **A. 23.** 38, 41, 44.

SUISSE ; zones franches (Aff. des —, 1<sup>ère</sup>, 2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> phases) : **17** I, vol. IV. 2474 ; **A. 22** ; **19** I, vol. V. 2258 ; **A. 24** ; **A/B. 46.** 213.

SUSPENSION DE LA PROCÉDURE en attendant la ratification d'un accord conclu entre les parties au compromis : **61.** 35, 37.

TCHÉCOSLOVAQUIE :

Affaire des « Appels » n<sup>os</sup> 1 et 2 : **68.** 286, 288, 290, 291 ; **A/B. 56.**  
Commission de l'Oder (Aff. de la —) : **17** II. 667, 668, 670 ; **A. 23.** 38, 41, 44.  
Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche (Aff. du —) : **53.** 756 ; **A/B. 41.** 88.

Université Peter Pázmány (Aff. de l'—) : **73.** 1414-1417.

TRAFIC FERROVIAIRE ENTRE LA LITHUANIE ET LA POLOGNE (Aff. du —), 3 III 31 (délais) : **54.** 466-467.

TRAITÉ SINO-BELGE DE 1865 (Aff. du —) :

8 I 27 (mesures conservatoires) : **A. 8.** 6-8.

15 II 27 (retrait des mesures conservatoires) : **A. 8.** 9-11.

18 VI 27 (nouvelle prolongation des délais ; les délais avaient été auparavant fixés et déjà prolongés par décisions du Président) : **A. 8.** 12-14.

21 II 28 (nouvelle prolongation des délais) : **A. 14.**

13 VIII 28 (nouvelle prolongation des délais) : **A. 16.**

25 V 29 (clôture de l'instance) : **A. 18/19.** 5-8.

TRAITÉS ET CONVENTIONS :

Communication spéciale et directe en vertu de l'art. 73 du Règlement de la Cour ; cette communication n'est pas adressée à un gouv<sup>t</sup> qui n'a pas ratifié les conventions pertinentes en l'espèce : **60.** 277-278.

Notifications adressées aux signataires de certains —, voir *Intervention*.

Procédure dans le cas où serait présentée une demande de prolongation de délai qui serait susceptible de porter atteinte à la bonne application des dispositions d'une convention : **A/B. 52.** 16-17.

Question de compétence soulevée par la Cour *proprio motu* à propos d'une plainte présentée par un État en sa qualité de Membre du Conseil de la S. d. N. et sur la base d'une clause conventionnelle : **A/B. 52.** 14-15, 16.

Travaux préparatoires, voir *Preuve* (Moyens de —), Admissibilité, et *Versailles* (Traité de —).

Voir également *Convention de Genève* (1922), et *Versailles* (Traité de —).

TRAVAIL DE NUIT DES FEMMES (Aff. de la Convention de 1919 sur le —) :

27 V 32 (délai fixé pour le dépôt du premier exposé écrit ; délai prévu, en cas d'admission et de dépôt d'un second exposé écrit, pour ce second exposé) : **60.** 275-276.

6 IX 32 (demande d'intervention présentée par le Gouv<sup>t</sup> allemand et accordée ; prolongation du second délai) : **60.** 276-278.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES AFFÉRENTS A DES TRAITÉS, voir *Preuve* (Moyens de —), Admissibilité, et *Versailles* (Traité de —).

TRIBUNAL NATIONAL, voir *Droit interne*.

TURQUIE :

Castellorizo (Aff. de —) : **61.** 33, 34, 36 ; **A/B. 51.**

Commission mixte gréco-turque (Aff. de la —) : **15** I. 238.

## UNIVERSITÉ PETER PÁZMÁNY (Aff. de l'—) :

16 v 33 (délais) : **73**. 1414-1416.

23 VIII 33 (prolongation du délai afférent au dépôt de la duplique) : **73**. 1416-1417.

## VERSAILLES (TRAITÉ DE —, 28 VI 19) :

Indications relatives à l'interprétation de l'art. 435, § 2, du — : **A. 22**. 12-13, 14-21 ; **A. 24**. 9-16.

Travaux préparatoires afférents aux — :

Exclusion, en tant que moyen de preuve, des p.-v. de la Commission des Ports, Voies d'eau et Voies ferrées : **A. 23**. 41-43.

Prise en considération en vue de l'interprétation de l'art. 435 : **A. 22**. 21. Question relative à l'admissibilité des — : **A. 23**. 39-40.

ZONES FRANCHES (Aff. des —, 1<sup>ère</sup> phase) :

5 v 28 (délais calculés par mois de 28 jours [précédent créé dans l'aff. du *Lotus*]) : **17** I vol. IV. 2474-2475.

19 VIII 29 (exclusion de certains moyens de preuve ; fixation d'un délai en vue de négociations destinées à porter sur le « nouveau régime » ; indications données au sujet de l'interprétation de l'art. 435, § 2, du Traité de Versailles) : **A. 22**.

ZONES FRANCHES (Aff. des —, 2<sup>me</sup> phase) :

3 v 30 (délais) : **19** I, vol. V. 2258-2260.

6 XII 30 (délais accordés aux parties pour se mettre d'accord sur le règlement d'importation et le régime ; déclaration prévoyant le prononcé ultérieur d'un arrêt à la demande de l'une ou l'autre des parties ; octroi d'un délai afférent au dépôt d'observations écrites ou orales) : **A. 24**.

ZONES FRANCHES (Aff. des —, 3<sup>me</sup> phase) :

6 VIII 31 (délais ; date approximative prévue pour l'ouverture de la procédure orale) : **A/B. 46**. 213-216.

## RÔLE GÉNÉRAL DE LA COUR

Le Septième Rapport annuel a reproduit, aux pages 189 à 220, les données du rôle général pour les quarante-trois affaires soumises à la Cour jusqu'au 12 juillet 1931. Les tableaux qui figurent aux pages 170 à 182 du Huitième Rapport annuel ont complété ces données jusqu'au 12 août 1932 ; les tableaux qui figurent aux pages 96 à 104 du Neuvième Rapport annuel et aux pages 75 à 78 du Dixième Rapport annuel les complètent jusqu'au 14 juillet 1934. D'autre part, les tableaux de la page 123 ci-après reproduisent les folios du rôle général qui ont fait l'objet de nouvelles inscriptions du 14 juillet 1934 au 15 juin 1935.

Le rôle général comporte les rubriques suivantes :

- I. *Numéro d'ordre.*
  - II. *Titre abrégé.*
  - III. *Date d'enregistrement au Greffe.*
  - IV. *Numéro d'enregistrement au Greffe.*
  - V. *Classement du dossier aux archives.*
  - VI. *Catégorie d'affaires.*
  - VII. *Parties.*
  - VIII. *Interventions.*
  - IX. *Voies d'introduction.*
  - X. *Date de la pièce introductive d'instance.*
  - XI. *Délais pour le dépôt des pièces de la procédure écrite.*
  - XII. *Prorogation éventuelle des délais précédents.*
  - XIII. *Date de la clôture de la procédure écrite (date de l'inscription au rôle de session).*
  - XIV. *Remises.*
  - XV. *Date d'ouverture de la procédure orale (1<sup>ère</sup> audience).*
  - XVI. *Observations.*
  - XVII. *Renvoi aux inscriptions antérieures ou ultérieures.*
  - XVIII. *Solution (nature et date).*
  - XIX. *Radiation (nature et date).*
  - XX. *Références aux publications de la Cour relatives à l'affaire.*
- Notes.*
-

- Fol. n° 61.**
- |   |  |
|---|--|
| I. 6r.  | Inscription approuvée le 2 v 34.   |
| II. <b>Oscar Chinn.</b>   | XIII. 24 IX 34.  |
| III. 1 v 34.  | XIV.   |
| IV. I. II. 10326.   | XV. 23 X 34.   |
| I. II. 10327.   | XVI. 33 <sup>me</sup> Session (extraordin.).   |
| V. E. c. XXXIII. 1.   | XVII.  |
| E. c. XXXIII. 2.  | XVIII. Arrêt : 12 XII 34.  |
| VI. Affaire contentieuse.   | XIX.   |
| VII. Belgique, Grande-Bretagne.   | XX. Série A/B, vol. 63.  |
| VIII.   | » C, » 75.   |
| IX. Compromis d'arbitrage.  | » E, » 11, p. 125.   |
| X. 13 IV 34.  |  |
| XI. 15 v 34 (mémoire du Gouv <sup>t</sup> du Royaume-Uni).                  | <i>Notes.</i>  |
| 26 VI 34 (contre-mémoire du Gouv <sup>t</sup> belge).                       | 1) Conformément à l'art. 63 du Statut et à l'art. 60 du Règlement, les Parties à la Convention portant révision de l'Acte général de Berlin du 26 II 1885, et de l'Acte général et de la Déclaration de Bruxelles du 2 VII 1890, signée à Saint-Germain-en-Laye le 10 IX 19, autres que les États en cause, ont été avisées du dépôt du compromis d'arbitrage. |
| 7 VIII 34 (réplique, s'il y en a une, du Gouv <sup>t</sup> du Royaume-Uni). |  |
| 4 IX 34 (duplicata), s'il y en a une, du Gouv <sup>t</sup> belge.           |  |
| XII. 17 VIII 34 (réplique).   |  |
| 24 IX 34 (duplicata).   |  |

- Fol. n° 62.**
- |   |   |
|---|---|
| I. 62.  | Inscription approuvée le 23 I 35.                     |
| II. <b>Écoles minoritaires en Albanie.</b>  | VIII.   |
| III. 23 I 35.   | IX. Requête signée par le Secrétaire général S. d. N. |
| IV. I. II. 11985.   | X. 21 I 35. (Résolution du Conseil, 18 I 35.)         |
| V. F. c. XXVIII. 1.   | XI. 1 III 35 (exposés écrits).                        |
| VI. Avis consultatif.   | XII.  |
| VII. <i>Membres, États et Organisations</i>   | XIII. 1 III 35.                                       |
| a) <i>ayant fait l'objet d'une notification en vertu de l'art. 73, n° 1, al. 2, du Règlement : Albanie, Grèce ;</i> | XIV.  |
| b) <i>ayant soumis des exposés écrits à la Cour : Albanie, Grèce ;</i>  | XV. 11 III 35.  |
| c) <i>entendus par la Cour : Albanie, Grèce.</i>  | XVI. 34 <sup>me</sup> Session (ordin.).               |
|   | XVII.   |
|   | XVIII. Avis consultatif : 6 IV 35.                    |
|   | XIX.  |
|   | XX. Série A/B, vol. 64.                               |
|   | » C, » 76.  |
|   | » E, » 11, p. 131.                                    |

## CHAPITRE V

ARRÊTS, ORDONNANCES  
ET AVIS CONSULTATIFSARRÊT DU 12 DÉCEMBRE 1934<sup>1</sup>

AFFAIRE OSCAR CHINN

En 1925 a été fondée au Congo belge une Société pour les Transports fluviaux, dite « Unatra », dont le Gouvernement belge possède plus de la moitié des actions. Aux termes de son cahier des charges, l'Unatra s'est engagée, à l'égard de la Colonie, à tenir constamment en service une flottille capable de faire face aux besoins et au développement du trafic. Les tarifs de transport doivent être approuvés par l'administration coloniale avant leur application. La Colonie a le droit d'exiger le maintien de services déficitaires, à charge pour elle de suppléer les recettes à concurrence des dépenses d'exploitation. La société ne peut accorder des tarifs de faveur sans autorisation spéciale de la Colonie. De son côté, l'État garantit l'intérêt à 6 % et l'amortissement des obligations de la société, qui bénéficient d'un dégrèvement fiscal partiel<sup>2</sup>. Historique.

En 1928, la société demanda au Gouvernement que ses tarifs alors en vigueur pussent être considérés comme des maxima ; elle invoquait le fléchissement constant de ses recettes, dû au fait, entre autres, qu'eu égard aux dispositions de son cahier des charges, elle ne pouvait lutter contre la concurrence, notamment des entreprises qui étaient productrices et qui en même temps effectuaient des transports. Le Gouvernement acquiesça, et la société put ainsi accorder des tarifs spéciaux à ses clients réguliers et importants en concluant avec eux des contrats de fidélité, ainsi que des contrats de reprise ou de désarmement de flotte.

<sup>1</sup> Série A B, fasc. n° 63.

<sup>2</sup> *Loc. cit.*, pp. 70 et sqq.

En 1929, le sieur Chinn, sujet britannique, s'installa à Léopoldville et y commença une entreprise de transports fluviaux, de construction et de réparation de bateaux. Son entreprise était la seule, avec l'Unatra, à ne transporter que les marchandises appartenant à des tiers ; en effet, plusieurs entreprises de production transportaient leurs propres produits et en outre, dans la mesure de la place disponible, ceux de tiers.

Quand la crise eut fait sentir ses effets au Congo, le ministre des Colonies décida, le 20 juin 1931, afin de réduire le prix de revient des produits coloniaux, que, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1931, le tarif de fret de l'Unatra (et de quelques autres entreprises sur lesquelles le Gouvernement avait également le pouvoir d'agir) pour les marchandises les plus importantes serait ramené à un montant purement nominal. En contre-partie, le Gouvernement rembourserait, dans certaines conditions, les pertes subies par la société.

Cette mesure provoqua quelque mécontentement, et une autre entreprise qui effectuait des transports demanda au ministre dans quelles conditions elle pourrait bénéficier du même régime. Le ministre ayant déclaré ne pouvoir donner suite à la demande, six entreprises de transport s'adressèrent aux tribunaux, qui les déboutèrent en septembre et en décembre 1932. Mais entre temps, le 3 octobre 1932, le ministre avait fait savoir qu'il avait décidé de leur donner satisfaction dans une certaine mesure.

Quant au sieur Chinn, qui était parmi ceux qui s'étaient adressés aux tribunaux, il avait fait aussi appel à la protection de son Gouvernement, lequel avait pris sa réclamation en mains. Des négociations s'ensuivirent entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement belge, en vue d'un règlement amiable. Ces négociations ayant échoué, les deux Gouvernements tombèrent d'accord pour soumettre l'affaire à la Cour permanente de Justice internationale ; à cet effet, ils conclurent un compromis le 13 avril 1934<sup>1</sup>.

Compromis.

Le compromis prie la Cour de dire si les mesures relatées ci-dessus, dont se plaint le Gouvernement du Royaume-Uni, sont, compte tenu de toutes les circonstances du cas, en opposition avec les obligations internationales du Gouvernement belge vis-à-vis du Gouvernement du Royaume-Uni. En outre, si la réponse à la question précédente est affirmative, et si le sieur Oscar Chinn a souffert un préjudice du chef des manquements du Gouvernement belge aux obligations susdites, la Cour est invitée à dire quelle est la réparation à payer par le Gouvernement belge au Gouvernement du Royaume-Uni. Toutefois, avant de fixer éventuellement un montant, elle est priée d'indiquer les bases d'appréciation de la réparation et de déterminer la procédure à suivre pour établir le montant, à défaut

<sup>1</sup> *Ibid.*, pp. 76, 66.

pour les Gouvernements contractants de s'être mis d'accord sur le chiffre dans le délai qu'elle aura fixé.

Le compromis fut notifié à la Cour le 1<sup>er</sup> mai 1934<sup>1</sup>. Il fit Procédure. l'objet des communications visées aux articles 40 du Statut et 36 du Règlement. En outre, conformément à l'article 63 du Statut et à l'article 60 du Règlement, le Greffier a averti de l'introduction de l'instance dont il s'agit les États signataires, avec la Belgique et le Royaume-Uni, de la Convention de Saint-Germain-en-Laye du 10 septembre 1919, portant révision de l'Acte général de Berlin du 26 février 1885 et de l'Acte général et de la Déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890 ; en transmettant le texte du compromis à la Cour, le Gouvernement du Royaume-Uni avait, en effet, signalé que l'affaire soulèverait des questions relatives à l'interprétation de certains articles de ladite convention.

Dans les délais qui, par ordonnance de la Cour, furent fixés conformément à la proposition des Parties (art. 2 du compromis), les pièces suivantes furent déposées : un mémoire par le Gouvernement du Royaume-Uni, un contre-mémoire par le Gouvernement belge, une réplique par le Gouvernement du Royaume-Uni, une duplique par le Gouvernement belge. Au cours des audiences tenues du 23 au 26 octobre 1934, la Cour entendit les représentants des Parties en leurs observations sur la procédure à suivre, plaidoiries, réplique et duplique.

A cette occasion, la Cour était composée comme suit : M. GUERRERO, *Vice-Président de la Cour, Président en fonctions*<sup>2</sup> ; le baron ROLIN-JAEQUEMYS, le comte ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, ALTAMIRA, ANZILOTTI, URRUTIA, sir CECIL HURST, MM. SCHÜCKING, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, *juges*.

\* \* \*

L'arrêt de la Cour fut rendu le 12 décembre 1934<sup>3</sup>.

Après avoir constaté au préalable que, de l'ordre alterné Arrêt (analyse). proposé par les Parties pour le dépôt des pièces écrites et pour le prononcé des plaidoiries, il résulte qu'en fait le Gouvernement du Royaume-Uni occupe la position de demandeur, la Cour détermine la tâche qui lui incombe aux termes du compromis : en premier lieu, préciser le caractère des mesures dont se plaint le Gouvernement du Royaume-Uni — les « circonstances du cas », c'est-à-dire les circonstances particulières à la présente affaire —, et les obligations internationales avec

<sup>1</sup> *Ibid.*, pp. 66 et sqq.

<sup>2</sup> Pour cette affaire, le Président de la Cour, sir Cecil Hurst, étant ressortissant d'une des Parties en cause, céda la présidence au Vice-Président, conformément à l'article 13 du Règlement.

<sup>3</sup> Série A/B, fasc. n° 63, pp. 76 et sqq.

lesquelles, d'après le Gouvernement du Royaume-Uni, ces mesures se trouveraient en opposition.

Il résulte de l'exposé historique de l'affaire que ces mesures sont avant tout la décision du 20 juin 1931, suivie du refus du Gouvernement belge, jusqu'au 3 octobre 1932, d'en étendre l'application aux transporteurs qui n'avaient point été visés par ladite décision. Selon la Cour, qui constate que les Parties sont d'ailleurs d'accord sur ce point, il s'agit d'actes de gouvernement, qui s'expliquent par le contrôle réservé au Gouvernement sur l'Unatra. Pour ce qui est de la portée de ces actes, qui ne visent pas seulement l'Unatra, mais aussi d'autres entreprises de transports par terre, la Cour y distingue deux éléments : l'abaissement des tarifs, et le remboursement, d'ailleurs récupérable, des pertes.

Quant aux « circonstances du cas », elles comprennent en premier lieu, d'après la Cour, l'importance particulière des transports fluviaux pour l'économie générale de la colonie ; en second lieu, le fait que l'Unatra, si elle a pris la forme d'une compagnie privée, n'en exerce pas moins, à raison de son cahier des charges et du contrôle qui y est stipulé au profit de l'État, un service public organisé, comportant des charges et obligations particulières et destiné avant tout à satisfaire aux besoins généraux de la colonie. Enfin et surtout, il y a la crise économique générale et la nécessité de venir au secours du commerce, gravement atteint par la chute de prix des produits coloniaux, et de parer à ce qui risquait de devenir un désastre général pour la colonie ; d'après la Cour, le Gouvernement belge était seul juge de cet état critique et des remèdes à y apporter, sous la réserve naturellement de ne pas se départir de ses obligations internationales.

Ces obligations ont été indiquées clairement par les Parties : ce sont en première ligne les engagements résultant du régime international du bassin du Congo d'après la Convention de Saint-Germain du 10 septembre 1919, et, subsidiairement, les obligations résultant des principes généraux du droit international commun.

La Convention de Saint-Germain a succédé, en ce qui concerne les Parties en cause et dans leurs rapports mutuels, à l'Acte général de Berlin du 26 février 1885 ainsi qu'à l'Acte et à la Déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890. Parmi les signataires de ces derniers actes, lesquels, aux termes de la convention, seront considérés comme abrogés en tant qu'ils lient entre elles les Puissances qui sont parties à la convention, se trouvent certains États autres que ces parties. La Cour constate, cependant, que c'est la Convention de Saint-Germain qui lui a été présentée par les Gouvernements belge et britannique comme l'instrument qu'on lui demande d'appliquer en l'affaire ; elle remarque, en outre, qu'à sa connaissance, aucun gouvernement n'en a contesté la validité.

Quant au droit international général, la Cour observe qu'il s'agit du principe du respect des droits acquis.

Le Gouvernement du Royaume-Uni avait allégué que la décision belge de juin 1931 était en opposition avec les engagements internationaux ainsi définis aux points de vue suivants<sup>1</sup>.

Elle aurait mis les transporteurs fluviaux autres que l'Unatra, y compris le sieur Chinn, dans l'impossibilité — d'ailleurs voulue — de continuer leur exploitation, et aurait ainsi créé en faveur de l'Unatra un monopole de fait incompatible avec les principes de la liberté du commerce et de la navigation ; et, en organisant, au profit d'une société belge, un régime dont le sujet britannique Chinn ne pouvait bénéficier, elle aurait établi une discrimination incompatible avec le principe de l'égalité de traitement.

Quant au premier de ces griefs, la Cour observe que la liberté de la navigation, consacrée par la convention, se compose, d'après la notion communément admise, de deux éléments distincts : la liberté de mouvement des bateaux et la liberté des transports, qui implique, à certains égards, la liberté du commerce. Dans la présente affaire, le Gouvernement britannique s'est attaché seulement à ce dernier aspect, pour ainsi dire commercial ; et c'est pourquoi, sans méconnaître que la liberté de la navigation et la liberté du commerce soient, en principe, choses distinctes, il n'y a pas lieu de les envisager séparément. La Cour constate que la Convention de Saint-Germain, tout en abolissant le régime de la porte ouverte stipulé par l'Acte de Berlin, a maintenu la liberté du commerce en tant que faculté, en principe illimitée, de se livrer à toute activité commerciale ; mais elle observe que, les dispositions de la convention étant moins larges que celles des actes auxquels elle succède, elles ne se prêtent pas à une interprétation extensive, et que par conséquent la liberté de commerce consacrée par la convention ne signifie pas l'abolition de la concurrence. Le sieur Chinn, en s'installant au Congo, n'a pu ignorer l'importance de la concurrence que lui ferait l'Unatra, eu égard aux attaches de cette société avec le Gouvernement. D'autre part, quant au soi-disant monopole de fait qui aurait été créé en faveur de l'Unatra, la prétendue concentration des transports dans les mains de l'Unatra eût été incompatible avec la liberté du commerce seulement si elle avait eu le caractère d'une concession exclusive comportant interdiction pour les tiers d'exercer la même activité. Or, la Cour n'aperçoit pas d'indices d'une telle interdiction. Dans ce que le Gouvernement du Royaume-Uni appelle monopole de fait, elle voit seulement soit une conséquence naturelle de la situation où se trouvait un service contrôlé par l'État vis-à-vis d'entreprises privées, soit un effet éventuel de la concurrence commerciale.

<sup>1</sup> *Ibid.*, pp. 81 et sqq.

Il est possible que l'Unatra ait cherché, dans l'abaissement de ses tarifs, une occasion d'éliminer ses concurrents ; mais on ne saurait en déduire que tels aient été la cause et le but de l'intervention du Gouvernement belge.

Quant au second grief du Gouvernement du Royaume-Uni, la Cour rappelle que la Convention de Saint-Germain consacre le principe de l'égalité de traitement comme la marque caractéristique du régime juridique du bassin du Congo. La discrimination interdite est celle qui est basée sur la nationalité et qui entraîne un traitement différentiel pour les individus appartenant aux différents groupes nationaux, à raison de leur nationalité. Or, le traitement spécial accordé à l'Unatra par la décision gouvernementale de juin 1931 était lié à son caractère de société contrôlée par l'État et non à sa qualité de société belge.

Pour ce qui est, enfin, de l'argument que le Gouvernement du Royaume-Uni avait fondé sur les principes généraux du droit international, la Cour se refuse à voir, dans la situation qu'occupait le sieur Chinn avant la décision du Gouvernement belge, un véritable droit acquis. Aucune entreprise commerciale ne peut échapper aux éventualités et risques qui sont le résultat des conditions économiques. Il est vrai qu'en 1932, le Gouvernement belge a décidé d'accorder également des avances aux transporteurs autres que l'Unatra. Mais cette mesure se place sur le plan des concessions à titre gracieux, et on ne saurait y voir la reconnaissance d'une obligation juridique de payer une indemnité pour la lésion des droits acquis.

Pour ces motifs, la Cour est amenée à répondre négativement à la première question du compromis. Dans ces conditions, la seconde question ne se pose pas<sup>1</sup>.

\* \* \*

Opinions  
dissidentes.

L'arrêt de la Cour a été rendu par six voix contre cinq<sup>2</sup>. M. de Bustamante, juge, qui avait pris part au délibéré et au vote, mais qui avait dû quitter La Haye avant le prononcé, a déclaré se rallier tant au dispositif qu'aux considérations de l'arrêt.

Sir Cecil Hurst, Président de la Cour, MM. Altamira, Anzilotti et Schücking, ainsi que le jonkheer van Eysinga, juges, déclarant ne pas pouvoir se rallier à l'arrêt, y ont joint les exposés de leurs opinions individuelles.

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 88.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 89.

AVIS CONSULTATIF DU 6 AVRIL 1935<sup>1</sup>

ÉCOLES MINORITAIRES EN ALBANIE

Le 15 décembre 1920, l'Assemblée de la Société des Nations Historique. recommanda à certains États, parmi lesquels l'Albanie, de prendre, au cas où ils seraient admis à la Société des Nations, les mesures propres à assurer l'application des principes généraux inscrits dans les traités dits des minorités, dont le prototype est celui qui avait été conclu le 28 juin 1919 entre les Puissances alliées et associées et la Pologne ; ces États étaient en même temps invités à se mettre d'accord avec le Conseil sur les détails d'application. Le 17 décembre 1920, l'Albanie fut admise à la Société des Nations<sup>2</sup>.

Des négociations eurent alors lieu entre le Secrétariat général et le Gouvernement de Tirana au sujet de la question de la protection des minorités. Le 17 mai 1921, le Gouvernement hellénique remit au Secrétariat un mémorandum où il émettait l'avis qu'il ne suffisait pas que les seuls principes généraux inscrits dans les traités de minorités fussent applicables à l'Albanie, mais qu'il fallait en l'occurrence renforcer le régime : il conviendrait notamment que le Gouvernement albanais s'engageât à prendre les dispositions nécessaires pour la construction et la conservation des immeubles affectés au culte chrétien ; que les minoritaires aient le droit d'établir, d'administrer et de contrôler à leurs propres frais des institutions charitables, religieuses ou scolaires de tous degrés, avec droit de se servir de leur propre langue et d'exercer leur propre religion librement sans immixtion des autorités, excepté dans le cas d'ordre public ; et que les prérogatives et immunités ecclésiastiques, scolaires et juridiques accordées par les sultans aux populations non musulmanes fussent reconnues et respectées. A ce mémorandum, le Gouvernement de Tirana répondit le 21 juin 1921 qu'il n'y avait actuellement aucun obstacle à la construction et à la conservation des immeubles affectés au culte chrétien, et que les prérogatives et immunités ecclésiastiques et juridiques feraient l'objet d'une loi spéciale. Le 27 juin, le Conseil décida que la question serait soumise à une étude par le Secrétariat, en collaboration avec les Gouvernements intéressés, et qu'elle ferait l'objet d'un rapport lors de sa prochaine session.

Cette étude aboutit le 2 octobre 1921 à la signature, par le représentant du Gouvernement de l'Albanie, d'une Déclaration dont le Conseil de la Société des Nations prit acte le même jour. Le rapport sur le vu duquel le Conseil se prononça expose

<sup>1</sup> Série A/B, fasc. n° 64.

<sup>2</sup> *Loc. cit.*, pp. 7 et sqq.

que la Déclaration donne satisfaction à la plupart des propositions faites par le Gouvernement hellénique dans son mémorandum du 17 mai 1921, sauf quelques exceptions, qu'il précise et motive, mais qui n'ont pas trait aux points mentionnés ci-dessus. Le représentant hellénique exprima à cette occasion sa reconnaissance au Conseil, tout en attirant son attention sur la nécessité qui existait, selon lui, de maintenir en Albanie les privilèges séculaires, religieux et scolaires, dont jouissait la nation grecque dans tous les territoires de l'ancienne Turquie.

La Déclaration albanaise suit de près les clauses correspondantes des traités de minorités, et en particulier du traité avec la Pologne, mais s'en distingue à certains égards. C'est ainsi, notamment, que l'article premier de la Déclaration ajoute, à la disposition concernant la primauté des clauses minoritaires, la mention qu'aucun acte de l'État ne prévaudra contre celles-ci « ni maintenant ni à l'avenir » ; que l'alinéa 2 de l'article 5 de la Déclaration — aux termes duquel il incombait à l'Albanie de présenter dans les six mois, au Conseil, des renseignements détaillés sur le statut légal des minorités se trouvant sur son territoire — ne se retrouve pas dans le traité polonais ; et qu'à l'alinéa 1 du même article il est question du « droit égal » de la minorité à « maintenir, diriger et contrôler » certaines institutions ou à en « créer à l'avenir », alors que le traité polonais ne vise que le droit de les « créer, diriger et contrôler ».

Comme suite à l'obligation de fournir des renseignements, stipulée à l'alinéa 2 de l'article 5 de la Déclaration, le ministre des Affaires étrangères d'Albanie adressa le 7 juillet 1922 au Secrétaire général une lettre où il était dit entre autres que les communautés albanaises, y compris la communauté orthodoxe, avaient « pleins droits de créer des écoles de divers degrés en langue de la population sur laquelle leurs chefs religieux ont le droit de juridiction ». Le Conseil prit acte de ces déclarations. Des informations données à la Cour, il résulte, en outre, que dès avant le 2 octobre 1921 il existait en Albanie une pleine liberté pour les initiatives privées tendant à créer des institutions d'enseignement en langue grecque.

Cependant, dès 1923, le Gouvernement albanais manifesta l'intention d'abolir le droit de maintenir et de créer des écoles privées. Ces intentions restèrent longtemps sans prendre forme : en effet, une nouvelle Constitution, promulguée en 1928, conservait le droit en question. Mais, en 1930, des mesures furent prises pour laïciser l'enseignement ; et, en 1933, la suppression des écoles privées fut complétée par le moyen d'une modification à la Constitution de 1928, qui désormais contenait la disposition suivante :

« L'enseignement et l'éducation des sujets albanais sont réservés à l'État, qui se charge de les donner dans ses écoles. L'enseignement primaire est obligatoire pour tous les ressort-

tissants albanais et sera donné gratuitement. Les écoles privées de toutes les catégories, fonctionnant actuellement, seront fermées. »

A la suite de ces événements, des pétitions furent adressées à la Société des Nations au nom des minorités ; suivant la procédure en vigueur, elles furent renvoyées à un Comité de trois membres, qui décida de faire inscrire à l'ordre du jour du Conseil la question de la portée, à certains égards, de la Déclaration albanaise relative aux minorités.

Le Conseil s'en occupa lors de ses séances du 14 et du 18 janvier 1935. A cette dernière date, il résolut de demander à la Cour un avis consultatif sur les points suivants<sup>1</sup> : Requête.

« 1° si, en tenant compte de l'ensemble de la Déclaration précitée du 2 octobre 1921, on doit considérer comme fondée la thèse du Gouvernement albanais selon laquelle la suppression des écoles privées en Albanie, constituant une mesure générale applicable aussi bien à la majorité qu'à la minorité, est conforme à la lettre et à l'esprit des stipulations de l'alinéa 1 de l'article 5 de cette Déclaration ;

2° et, dans l'affirmative, si le Conseil de la Société des Nations peut, sur la base de l'alinéa 2 dudit article, formuler des recommandations allant au delà des prescriptions de l'alinéa 1 ».

Selon la procédure habituelle<sup>2</sup>, la requête fut communiquée aux Membres de la Société des Nations ainsi qu'aux autres États admis à ester devant la Cour. D'autre part, le Greffier adressa à l'Albanie et à la Grèce, États jugés par le Président — la Cour ne siégeant pas — susceptibles de fournir des renseignements sur la question à elle soumise pour avis consultatif, la communication spéciale et directe prévue par l'article 73, n° 1, alinéa 2, du Règlement.

Dans un délai fixé à cet effet, deux exposés écrits furent déposés, l'un au nom du Gouvernement albanais et l'autre au nom du Gouvernement hellénique. La Cour, alors en session, décida qu'il y aurait également des exposés oraux de la part de ces deux Gouvernements. Ils eurent lieu au cours d'audiences tenues les 11 et 12 mars.

Lorsque la Cour s'occupait de l'affaire, elle était composée Composition  
de la Cour. comme suit : sir CECIL HURST, *Président* ; M. GUERRERO, *Vice-Président* ; le baron ROLIN-JAEQUEMYS, le comte ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, ALTAMIRA, ANZILOTTI, URRUTIA, SCHÜCKING, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, *juges*.

La Cour ayant constaté que la question à elle soumise pour avis consultatif n'était pas relative à un différend actuellement né, il s'ensuivit que le deuxième alinéa de l'article 71 de son

<sup>1</sup> *Ibid.*, pp. 14, 6.

<sup>2</sup> *Ibid.*, pp. 5-6.

Règlement, visant la désignation de juges en conformité de l'article 31 du Statut, n'était pas applicable.

\* \* \*

Avis  
(analyse).

L'avis de la Cour fut prononcé le 6 avril 1935.

La Cour résume d'abord les thèses en présence<sup>1</sup>. Selon le Gouvernement albanais, la Déclaration du 2 octobre 1921 ne lui imposerait, en matière scolaire, d'autre obligation que celle d'accorder à ses ressortissants appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, un droit égal à celui des autres ressortissants albanais. Du moment où ceux-ci n'ont plus le droit d'avoir des écoles privées, ceux-là ne sauraient pas non plus y prétendre. Ce résultat serait en pleine harmonie avec le sens et l'esprit des traités pour la protection des minorités, dont le trait essentiel serait l'égalité pleine et entière de tous les ressortissants de l'État, qu'ils appartiennent à la majorité ou à la minorité. En revanche, toute interprétation qui aurait pour résultat d'obliger l'Albanie à respecter les écoles privées minoritaires créerait un privilège en faveur de la minorité.

Selon le Gouvernement hellénique, l'idée fondamentale de la Déclaration serait, au contraire, de garantir aux minorités la liberté d'enseignement en leur octroyant le droit de conserver les écoles existantes et d'en pouvoir créer des nouvelles; l'égalité de traitement serait simplement adjointe audit droit et ne saurait aller à l'encontre du but poursuivi, qui consiste en une liberté effective et intégrale en matière d'enseignement. L'application d'un même régime à la fois à la majorité et à la minorité, dont les besoins sont si différents, ne créerait qu'une égalité apparente, alors que la Déclaration, d'accord avec le droit commun minoritaire, entend assurer une égalité réelle, effective, et non seulement une égalité formelle. D'ailleurs, les différences existant entre la Déclaration albanaise et les autres engagements du même ordre auraient justement pour but et pour effet d'assurer la continuation de l'autonomie religieuse et scolaire dont bénéficiaient les communautés grecques en Albanie.

La Cour se met ensuite en devoir d'interpréter la Déclaration albanaise. A cet effet, elle ne tiendra pas compte des différences dont il vient d'être question, car elles n'affectent pas les points essentiels de l'acte. Ce que le Conseil a demandé à l'Albanie, et ce que l'Albanie a accepté, c'est un régime de protection des minorités substantiellement identique aux autres régimes souscrits auparavant: l'objet de la Déclaration ayant été d'étendre à l'Albanie les principes généraux inscrits dans les traités de minorités, c'est sur ce terrain que se placera la Cour.

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 15.

L'idée qui est à la base des traités pour la protection des minorités est d'assurer à des groupes sociaux incorporés dans un État, dont la population est d'une race, d'une langue ou d'une religion autre que la leur, la possibilité d'une coexistence pacifique et d'une collaboration cordiale avec cette population, tout en gardant les caractères par lesquels ils se distinguent de la majorité et en satisfaisant aux exigences qui en découlent. Dans ce dessein, les traités posent notamment les deux principes suivants : égalité parfaite entre les ressortissants appartenant à la minorité et les autres ; octroi aux minorités des moyens appropriés pour la conservation de leurs caractères ethniques, de leurs traditions et de leur physionomie. Les deux principes sont d'ailleurs liés, en ce sens qu'il n'y aurait pas de véritable égalité entre majorité et minorité si cette dernière était privée de ses propres institutions, et, partant, obligée de renoncer à ce qui constitue l'essence même de sa vie en tant que minorité.

La Cour constate ensuite que la Déclaration albanaise s'inspire bien de ces principes. Dans ses premiers articles, elle prévoit une égalité de régime juridique pour les ressortissants albanais en général, de même que pour les habitants de l'Albanie qui n'en sont pas ressortissants, sans d'ailleurs établir de terme de comparaison, mais en précisant les droits dont les intéressés doivent également jouir. Quant au premier alinéa de l'article 5 — spécialement visé dans la question sur laquelle la Cour est consultée —, il a trait en particulier aux ressortissants albanais qui font partie de la minorité. Il leur assure « le même traitement et les mêmes garanties en droit et en fait » que les autres ressortissants. Selon la Cour, et eu égard au contexte, il faut entendre par là une égalité qui est particulière aux rapports entre majorité et minorité, et qui est caractérisée par l'égalité en fait. L'égalité en fait s'ajoute à l'égalité en droit ; elle s'oppose à une égalité purement formelle. Si l'égalité en droit exclut toute discrimination, l'égalité en fait peut en revanche rendre nécessaires des traitements différentiels en vue d'arriver à un résultat qui rétablisse l'équilibre entre des situations différentes. On peut facilement imaginer des cas où un traitement égal aboutirait à une inégalité en fait : or, l'égalité prescrite doit être effective, réelle.

Et quand l'alinéa premier de l'article 5 stipule ensuite que les minoritaires albanais « auront notamment un droit égal à maintenir, diriger, contrôler .... ou à créer, dans l'avenir .... des écoles », il est naturel de penser qu'il envisage un cas d'application particulièrement important de la règle du même traitement en droit et en fait. La suppression de ces écoles, qui seules peuvent satisfaire aux besoins propres des collectivités minoritaires, et leur remplacement par des écoles d'État, rompraient cette égalité de traitement, car elle aurait pour effet de priver la minorité des institutions appropriées, alors que la

majorité continuerait à les trouver dans des institutions créées par l'État. Par conséquent, loin de créer un privilège en faveur de la minorité, cette stipulation assure que la majorité ne sera pas mise dans une situation de privilège par rapport à la minorité.

Dans le même ordre d'idées, la Cour observe encore que l'expression « droit égal » signifie que le droit ainsi accordé aux minoritaires ne peut en aucun cas être inférieur au droit correspondant des autres ressortissants albanais. En d'autres termes, les minoritaires doivent avoir toujours le droit stipulé dans la Déclaration et, le cas échéant, le droit plus étendu que l'État accorderait aux autres ressortissants. Le droit prévu par la Déclaration est, en effet, le minimum nécessaire pour garantir une égalité effective et réelle entre majoritaires et minoritaires ; mais, si les majoritaires venaient à obtenir un droit plus étendu que celui qui est stipulé, le principe de l'égalité de traitement entrerait en jeu et exigerait que le droit plus étendu fût également accordé aux minoritaires.

La Cour voit d'ailleurs dans l'historique de la stipulation la confirmation de l'interprétation qu'elle vient d'en donner. Et elle conclut<sup>1</sup> que l'alinéa 1 de l'article 5 de la Déclaration du 2 octobre 1921 assure aux ressortissants albanais appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, le droit de maintenir, diriger et contrôler à leurs frais ou de créer à l'avenir des institutions charitables, religieuses ou sociales, des écoles et autres établissements d'éducation, avec le droit d'y faire librement usage de leur propre langue et d'y exercer librement leur religion, et, partant, que la thèse du Gouvernement albanais n'est pas fondée. Quant à la question formulée par le Conseil de la Société des Nations sous le n° 2<sup>1</sup>, elle ne se pose pas, la réponse à la première question ayant été négative.

\* \* \*

Opinion  
dissidente.

L'avis de la Cour a été adopté par huit voix contre trois<sup>2</sup>. Sir Cecil Hurst, Président de la Cour, le comte Rostworowski et M. Negulesco, juges, déclarant ne pouvoir se rallier à l'avis, y ont joint l'exposé commun de leur opinion dissidente.

\* \* \*

Suites de  
l'avis.

L'avis de la Cour a fait l'objet d'un rapport présenté au Conseil de la Société des Nations lors de la troisième séance de sa 86<sup>me</sup> Session (23 mai 1935). Le rapport relate la déclaration suivante, faite au rapporteur (représentant de l'Espagne) par le délégué de l'Albanie au Conseil :

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 22.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 23.

« Le Gouvernement albanais qui, dans sa législation de l'enseignement public, avait adopté le principe de l'étatisation de l'enseignement en se basant sur l'interprétation qu'il donne à l'article 5 de la Déclaration albanaise du 2 octobre 1921, a décidé d'adopter des dispositions correspondant à la situation actuelle.

D'autre part, étant donné que l'adoption de ces dispositions demande un certain temps, le Gouvernement de l'Albanie est d'avis que la question des écoles minoritaires en Albanie doit être ajournée à la session du Conseil du mois de septembre. »

Le rapporteur ajoute que « l'imprécision des termes dans lesquels cette déclaration du Gouvernement albanais est conçue » — et que pour sa part il regrette — « ne permet pas de se faire une idée sur la portée pratique des dispositions qui y sont annoncées ». Dans ces conditions, il est d'avis que le Conseil agirait sagement en remettant l'élaboration éventuelle des recommandations visées par l'article 5, alinéa 2, de la Déclaration albanaise des minorités jusqu'à sa prochaine session ordinaire, afin de donner au Gouvernement albanais le temps nécessaire pour fournir au Conseil des renseignements lui permettant de connaître d'une manière certaine la véritable portée pratique des dispositions envisagées. Ce n'est, en effet, qu'à ce moment que le Conseil sera en mesure de décider en pleine connaissance de cause quel devra être le contenu des recommandations qu'il sera appelé à adresser au Gouvernement albanais, ou, éventuellement, si les dispositions annoncées par ce Gouvernement seront de nature à rendre inutiles ces recommandations. Le rapporteur estime cependant qu'un point spécial mérite d'être mentionné dès à présent : Il doit être entendu que les mesures envisagées par le Gouvernement albanais, ainsi que celles qu'il pourrait éventuellement être appelé à prendre à la suite des recommandations du Conseil, seront déjà appliquées lors de l'année scolaire commençant au mois d'octobre prochain.

A la suite de la lecture du rapport, le représentant de l'Albanie demanda à présenter au Conseil une observation relative à la partie du rapport qui relève l'imprécision de la déclaration albanaise. Selon lui, cette déclaration est brève, mais elle est assez claire et assez nette et correspond aux circonstances. Il faut se mettre à la place du Gouvernement, qui est obligé de demander un vote au pouvoir législatif, peut-être même à l'Assemblée constituante, pour modifier la législation relative à l'éducation nationale. Dans de telles conditions, une déclaration prématurée pourrait faire plus de mal que de bien et pourrait porter préjudice aux intentions les plus pures d'un gouvernement en ce qui touche la protection des minorités qui se trouvent placées sous sa souveraineté. Pour ces raisons, le représentant de l'Albanie demande que cette question soit ajournée à la prochaine session du Conseil, cette méthode devant en faciliter la solution.

Le représentant de la Turquie constata ensuite que les déclarations que venait de faire le représentant de l'Albanie l'avaient éclairé sur la portée des termes « dispositions correspondant à la situation actuelle », figurant dans le rapport. Il comprend par là que le Gouvernement albanais entendait se conformer spontanément à l'avis de la Cour. Puis le représentant de l'Italie se dit persuadé que, dans cette déclaration spontanée, le Gouvernement albanais avait voulu donner au Conseil l'assurance qu'il se conformera aux engagements qu'il a librement assumés.

Le rapporteur constata alors que l'Albanie avait les plus pures intentions en vue d'assurer au mieux des possibilités législatives et constitutionnelles la situation des minorités. Et le représentant de la Turquie précisa que son intervention précédente devait être comprise en ce sens qu'il exprimait l'espoir qu'à la session prochaine le Conseil pourra enregistrer que le Gouvernement hellénique est satisfait des résultats obtenus par l'effort du Gouvernement albanais, quant aux dispositions législatives et autres que ce dernier va prendre pour assurer la protection des minorités en question.

Dans ces conditions, le Conseil accepta la proposition d'ajournement de la discussion de la question à sa prochaine session.

---

## CHAPITRE VI

## DIGESTE DES DÉCISIONS DE LA COUR

PORTANT APPLICATION

DU STATUT ET DU RÈGLEMENT

(HUITIÈME ADDENDUM — 1934-1935)<sup>1</sup>

(Voir E 3, p. 173 ; E 4, p. 261 ; E 5, p. 229 ; E 6, p. 271 ; E 7, p. 261 ; E 8, p. 237 ; E 9, p. 149 ; E 10, pp. 135-136.)

Le présent chapitre constitue un huitième addendum au *Digeste des décisions de la Cour* paru dans le chapitre VI du Troisième Rapport annuel (Publications de la Cour, Série E, n° 3) ; les premier, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième addenda figurent au chapitre VI des Quatrième, Cinquième, Sixième, Septième, Huitième, Neuvième et Dixième Rapports annuels (Série E, nos 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10). Le huitième addendum suit le même classement que le *Digeste* et les sept premiers addenda : la documentation est groupée sous le titre de l'article du Statut auquel elle a trait, et, le cas échéant, la section consacrée à un article du Statut est subdivisée d'après les articles du Règlement y afférents. Il contient 1) les questions nouvelles ; 2) les points déjà signalés dans le *Digeste* (de même que dans les sept premiers addenda) là où il a paru désirable de compléter ou de modifier les indications insérées dans les volumes précédents<sup>2</sup>.

Le présent chapitre est suivi de trois index. Le premier (pp. 147-150) est un index analytique ; il porte sur le huitième addendum. Avec l'index analytique du Dixième Rapport annuel (pp. 150-156), qui portait sur le septième addendum, il complète l'index analytique paru dans le Huitième Rapport annuel (pp. 267-298) et dans le

<sup>1</sup> Régl. : Règlement.  
St. : Statut.

<sup>2</sup> Il convient d'observer que, depuis la publication du Neuvième Rapport annuel, un ouvrage intitulé : *Statut et Règlement de la Cour permanente de Justice internationale (éléments d'interprétation)*, a été publié par l'*Institut für Ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, de Berlin. Cet ouvrage contient entre autres objets un digeste des décisions prises par la Cour en application du Statut et du Règlement jusqu'à celles (inclusivement) qui ont été mentionnées dans le sixième addendum (Série E, n° 9). En conséquence, le présent chapitre peut être regardé comme un deuxième addendum à l'ouvrage susmentionné par les lecteurs qui se trouvent en mesure de consulter cet ouvrage, le chapitre VI du Dixième Rapport annuel constituant le premier addendum.

Neuvième Rapport annuel (pp. 168-174), lesquels avaient trait au *Digeste* et à ses six premiers addenda.

Les deuxième et troisième index portent tant sur le *Digeste* que sur ses huit addenda. Le deuxième (pp. 151-153) est l'index des articles du Statut ; le troisième (pp. 154-156), celui des articles du Règlement : ce dernier permet de retrouver facilement dans le *Digeste* et ses addenda les passages consacrés à chacun des articles du Règlement.

## SECTION I. — STATUT

## ARTICLE 16.

Lors de la 34<sup>me</sup> Session ordinaire (févr. 1935) et au cours d'un débat relatif à la convocation de la Cour en temps de crise, la question fut soulevée de savoir si un juge, se trouvant dans son pays, avait le devoir absolu de répondre à la convocation du Président, quelles que soient les prescriptions des lois nationales qui pourraient créer pour lui l'obligation de demeurer dans sa patrie. Le Président rappela les dispositions de l'art. 16 du St. ; il fit observer que cet instrument, qui constitue un traité international, a la primauté sur toute loi ou tout règlement national d'un pays qui y a souscrit. Au cas où l'État dont ressortit le juge s'opposerait au départ de ce dernier, le juge intéressé devrait faire valoir ce point de vue et, en cas d'insuccès, en référer immédiatement au Président.

## ARTICLE 21, ALINÉA 1.

RÈGLEMENT, ARTICLE 13.

Aux fins de l'examen par la Cour de l'affaire Oscar Chinn (33<sup>me</sup> Session, oct. 1934), le Président de la Cour, étant ressortissant de l'une des parties en cause, céda la présidence au Vice-Président.

## ARTICLE 21, ALINÉA 2.

Conformément aux précédents, la Cour, lors de la 34<sup>me</sup> Session ordinaire (févr. 1935), désigna le Greffier pour la représenter à la 16<sup>me</sup> Session de l'Assemblée de la Société des Nations (1935).

## ARTICLE 23.

RÈGLEMENT, ARTICLE 27.

Au cours de la 33<sup>me</sup> Session (oct. 1934), certaines circonstances particulières amenèrent la Cour à examiner le point de savoir si, aux termes du Statut et du Règlement, la session ordinaire devait nécessairement s'ouvrir à la date fixée par le Règlement (1<sup>er</sup> févr.) ou si la date d'ouverture pourrait être reculée. La Cour arriva à la conclusion que la session ordinaire doit s'ouvrir à la date prévue dans le Règlement.

RÈGLEMENT, ARTICLE 27, alinéa 5.

Un nouveau tableau des longs congés, afférent aux années 1934-1936, (En fait, l'ordre de ces congés, pour l'année 1934, avait fait l'objet d'une décision antérieure, insérée dans le volume E 9.) Ce tableau n'indiqua pas les dates auxquelles seraient pris les congés et se borna à mentionner les noms des juges appelés à en bénéficier, dans l'ordre où ils y avaient droit. Il fut convenu que les dates effectives desdits

Date d'ouverture de la session ordinaire.  
Tableau des longs congés des juges.

congés seraient arrêtées d'accord entre les intéressés et le Président. Il fut décidé également que, conformément à la pratique antérieure, le tableau serait porté à la connaissance des gouvernements.

Dans le même ordre d'idées, la Cour considéra que les juges admis au bénéfice des longs congés ont droit à trois congés au cours de leur mandat de neuf ans, à raison d'un congé pour chaque période de trois ans, mais qu'un intervalle de trois ans ne doit pas nécessairement s'écouler entre deux périodes de congé.

#### ARTICLE 25.

A l'occasion de certains votes auxquels procéda la Cour lors de la 33<sup>me</sup> Session (oct. 1934), et auxquels un nombre de juges inférieur au quorum avaient pris part, — le reste des juges présents s'abstenant, — une question fut soulevée quant à la validité de ces votes. Dans les cas où le nombre des voix, données dans un certain sens, ne correspondait pas à la majorité des membres de la Cour présents, le vote ne fut pas considéré comme acquis, et l'on procéda à un nouveau scrutin; dans d'autres cas, où la majorité des membres présents avait voté dans un certain sens et où le vote portait sur une question de fait mais non de droit, le vote fut considéré comme valablement acquis.

Au cours des débats, relatifs à la révision du Règlement, qui eurent lieu durant la 34<sup>me</sup> Session ordinaire (févr. 1935), la même question se posa; lorsque des votes, correspondant par leur nombre à la majorité absolue du *total* des juges titulaires (quinze), avaient été émis dans un certain sens, mais que le total des votes émis restait, par suite des abstentions, inférieur au quorum, le vote fut considéré comme valablement acquis; la première fois qu'un nombre inférieur de votes fut exprimé dans un sens donné — ce nombre constituant cependant la majorité des juges *présents* —, le Président déclara que le résultat du vote pourrait être conservé à titre d'indication pour le Comité de rédaction. Plus tard, à différentes reprises, la même règle fut suivie. Dans un cas, où le vote n'aboutit pas à établir une majorité des membres présents, le vote fut considéré comme non valable.

#### ARTICLE 39.

##### RÈGLEMENT, ARTICLE 44.

A la date du 10 octobre 1934, avant l'ouverture de la 33<sup>me</sup> Session (extraordinaire), le Vice-Président, à qui il incombait de présider les délibérations de la Cour dans l'affaire Oscar Chinn, décida qu'il n'y avait pas lieu de renoncer aux traductions orales à l'audience. Les motifs sur lesquels se fondait cette décision de sa part étaient les suivants: 1) le fait que les représentants des deux parties en cause plaideraient respectivement en anglais et en français, et 2) la composition de la Cour pour la 33<sup>me</sup> Session.

Lors de la 34<sup>me</sup> Session (ordinaire) (févr.-avril 1935), la Cour, avant l'ouverture des débats oraux dans l'affaire relative aux écoles minoritaires en Albanie, décida de renoncer, pour les besoins de cette affaire, aux traductions orales à l'audience. Les raisons invoquées à l'appui de cette décision furent: 1) le fait que les repré-

sentants des deux gouvernements intéressés prendraient la parole en français seulement, et 2) la composition de la Cour pour la 34<sup>me</sup> Session.

**ARTICLE 43, ALINÉAS 2 ET 3.**

RÈGLEMENT, ARTICLE 42.

Durant l'examen d'une affaire consultative (écoles minoritaires en Albanie), entrepris lors de la 34<sup>me</sup> Session (mars 1935), le représentant diplomatique à La Haye d'un État qui n'était pas partie en cause demanda, à titre officieux, de pouvoir obtenir copie des pièces de la procédure écrite. Il lui fut répondu tout d'abord que sa demande devait être officiellement introduite par écrit, afin d'être soumise à la Cour.

Communication de pièces de la procédure écrite au gouvernement d'un État qui n'est pas partie en cause.

Cette demande, dûment présentée, se fondait sur l'art. 42 du Règl. ; la Cour estima cependant que ledit article ne s'appliquait pas dans le cas présent, son objet étant de prévoir la possibilité pour les parties, faisant usage du droit que leur donne le Statut, de demander que la procédure orale ne soit pas publique ; dans ce cas, les pièces de la procédure écrite ne devaient pas être publiées avant le prononcé de l'arrêt ; mais, une fois que la procédure orale avait eu lieu en public, la communication des pièces de la procédure écrite devenait une simple question administrative.

En conséquence, il fut décidé que, dans la présente espèce, les pièces de la procédure écrite seraient mises à la disposition du gouvernement qui les avait demandées ; cependant — et bien qu'il ne fût pas question d'obtenir au préalable le consentement des gouvernements intéressés —, la Cour décida, dans ce cas particulier, de charger le Greffier de prendre d'abord contact avec eux.

**ARTICLE 48.**

RÈGLEMENT, ARTICLE 46.

Lors de la 33<sup>me</sup> Session (extraordinaire) tenue au mois d'octobre 1934, la Cour prit acte, dans l'affaire Oscar Chinn (introduite par compromis), d'un accord entre les parties selon lequel, par dérogation à l'ordre alphabétique généralement suivi, l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni prendrait la parole avant l'agent du Gouvernement belge. La Cour estima que, dans ces conditions, il n'était pas nécessaire pour elle de prendre une décision, et le Président en fonctions se borna à faire mention au début de l'audience dudit accord entre les parties.

**ARTICLE 54.**

RÈGLEMENT, ARTICLE 31.

Lors de l'examen d'une affaire consultative (écoles minoritaires en Albanie), entrepris par la Cour à sa 34<sup>me</sup> Session ordinaire (mars 1935), le Président, en prononçant la clôture des débats, avait, conformément à l'usage, réservé le droit pour la Cour de demander éventuellement un complément d'information. Selon la pratique, les agents, à la suite de l'adoption en première lecture d'un projet d'arrêt ou d'avis, sont avisés que la Cour n'aura désormais plus besoin de

renseignements aux fins du règlement de l'affaire. Dans le cas dont il s'agissait, l'un des agents, lors de la première lecture, n'avait pas encore répondu à une question qui lui avait été posée en cours d'audience, et l'on se demanda si, nonobstant ce fait, il y avait lieu de procéder à la notification habituelle. La Cour estima qu'il n'y avait pas de motif suffisant pour déroger à sa pratique.

**ARTICLE 55, ALINÉA 1.**

RÈGLEMENT, ARTICLE 62.

Au cours de la 33<sup>me</sup> Session (oct. 1934), un juge, qui avait pris part à l'examen de l'affaire Oscar Chinn et au délibéré de la Cour en cette affaire, se vit contraint de quitter La Haye avant le prononcé de l'arrêt. Conformément aux précédents, son nom ne figura pas parmi ceux des juges présents lors du prononcé de l'arrêt, et son vote ne fut pas compté dans l'indication de la majorité par laquelle l'arrêt avait été adopté. Conformément aux précédents, un paragraphe fut cependant joint au texte de l'arrêt, pour indiquer que le juge dont il s'agissait avait pris part au délibéré et au vote et afin de signaler dans quel sens il avait voté.

**ARTICLE 55, ALINÉA 2.**

Voix prépondérante du Président.

Durant la 34<sup>me</sup> Session ordinaire (févr. 1935), consacrée à la révision du Règlement, le Président posa en principe que, lorsque la Cour examine des amendements à apporter au Règlement, aucun amendement ne doit être considéré comme adopté s'il n'a pas réuni une majorité caractérisée. Le Président annonça, en conséquence, que, quel que fût le sens du vote primitivement émis par lui, il ferait, dans les cas de cet ordre, s'il y a partage des voix, usage de sa voix prépondérante en faveur du maintien du texte objet de l'amendement.

**ARTICLE 58.**

Dans une affaire consultative (écoles minoritaires en Albanie) examinée par la Cour à sa 34<sup>me</sup> Session ordinaire (mars 1935), le Président, bien que le texte faisant foi fût le texte français, donna lecture de l'avis de la Cour dans le texte anglais.

## SECTION II. — PROCÉDURE CONSULTATIVE

RÈGLEMENT, ARTICLE 71, alinéa 2.

Lors de la 34<sup>me</sup> Session ordinaire (févr. 1935), au cours de laquelle la Cour était appelée à examiner une affaire soumise par le Conseil de la S. d. N. à fin d'avis consultatif (écoles minoritaires en Albanie), la question se posa préalablement de savoir si l'avis demandé visait un « différend » ou un « point » (art. 14 du Pacte); il s'agissait de décider si la Cour autoriserait dans l'espèce la désignation de juges *ad hoc* et si elle trancherait ou non immédiatement cette question, informant les gouvernements intéressés des conclusions auxquelles elle serait arrivée sur ce point, — afin de ne pas les exposer au risque de désigner des juges dont la nomination pourrait ne pas être admise par la Cour.

Il fut décidé de charger le Greffier de faire connaître — sans engager la Cour — aux représentants des gouvernements intéressés que certains doutes subsistaient sur le point de savoir si la Cour, étant donnée la nature de l'affaire, admettrait, le cas échéant, la désignation de juges *ad hoc* de la part des gouvernements autorisés à fournir des renseignements sur la question déferée par le Conseil à fin d'avis consultatif.

## SECTION III. — AUTRES ACTIVITÉS

Désignation d'arbitres par la Chambre de procédure sommaire, en matière de contrats intéressant la S. d. N.

Au cours de la 34<sup>me</sup> Session ordinaire (févr. 1935), les entrepreneurs chargés de la construction du nouvel immeuble de la S. d. N. introduisirent une requête devant la Chambre de procédure sommaire, lui demandant de désigner les membres d'un tribunal arbitral chargé de régler un différend survenu entre les entrepreneurs et la S. d. N. (voir Dixième Rapport annuel, p. 149). La Chambre de procédure sommaire se réunit le 28 février 1935 pour examiner la question, et, conformément à une suggestion émise devant elle, elle décida, avant de se prononcer sur les désignations à effectuer, d'entendre les représentants des deux parties au cours d'une réunion non officielle, à tenir au Palais de la Paix.

Plus tard, les deux parties étant, à la suite de pourparlers entrepris par eux, tombées d'accord sur des propositions, afférentes à la composition du tribunal, qu'elles avaient l'intention de soumettre conjointement à la Chambre de procédure sommaire, celle-ci chargea le Greffier de suggérer que, étant donné l'accord ainsi réalisé, les entrepreneurs préféreraient peut-être retirer la requête introduite par eux devant la Chambre. Cette suggestion fut adoptée, et, à la date du 27 mai 1935, les entrepreneurs retirèrent leur requête.

## INDEX ANALYTIQUE DU CHAPITRE VI

## ABRÉVIATIONS :

Gouv<sup>t</sup> Gouvernement.  
S. d. N. Société des Nations.

	<i>Statut</i> <sup>1</sup> .	<i>Règlement</i> <sup>2</sup> .	<i>Pages.</i>
ARBITRES ET SURARBITRES (Désignation) : Par la Chambre de procédure sommaire ; demande de désignation ultérieurement retirée	—	—	146
ARRÊT : Prise d'acte de l'opinion d'un juge qui a pris part à l'examen d'une affaire, mais qui a été absent lors du prononcé de l'—	55	62	144
ASSEMBLÉE DE LA S. D. N. (Représentation de la Cour devant l'—) : voir <i>Cour</i> , Représen- tation, etc.			
AVIS CONSULTATIF : Texte faisant foi ; lec- ture par le Président du texte autre que le texte faisant foi	58	—	144
CHAMBRE DE PROCÉDURE SOMMAIRE : De- mande aux fins de désigner les membres d'un tribunal arbitral	—	—	146
COMPLÉMENT D'INFORMATION : Notification habituelle aux agents de la clôture des débat, nonobstant le fait qu'un agent n'a pas encore répondu à une question posée en audience	54	31	143-144
COUR :			
Complément d'information demandé par la — : voir <i>Complément d'information</i> .			
Convocation de la — : voir <i>Juges</i> , Convo- cation de —.			

<sup>1</sup> Pour l'index des articles du Statut, voir p. 151.

<sup>2</sup> » » » » » Règlement, voir p. 154.

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
<i>COUR (suite) :</i>			
Délibérations de la — ; lors de l'examen par la Cour, en première lecture, d'un projet d'arrêt, il fut constaté que l'on n'avait pas encore reçu la réponse d'un agent à une question qui lui avait été posée en audience ; il fut néanmoins décidé d'envoyer la notification habituelle visant la clôture des débats	54	31	144
Désignation d'arbitres par la — : voir <i>Arbitres</i> , etc.			
Président de la — : voir <i>Président</i> .			
Questions ne rentrant pas strictement dans le domaine d'activité de la — (autres activités)	—	—	146
Quorum : Nombre des suffrages exprimés resté inférieur au — ; question de la validité de certains votes	25	—	142
Représentation de la — devant l'Assemblée de la S. d. N. (1935)	21 (2)	—	141
Vice-Président de la — : voir <i>Vice-Président</i> .			
 <i>CRISE (Temps de —) : Un juge a le devoir de répondre à la convocation de la Cour, quelles que soient les prescriptions de sa loi nationale</i>			
	16	—	141
 <i>DATE D'OUVERTURE DE LA SESSION ORDINAIRE : voir <i>Session ordinaire</i>.</i>			
 <i>GREFFIER (Représentation de la Cour par le —) : voir <i>Cour</i>, Représentation, etc.</i>			
 <i>JUGES :</i>			
Absence de — lors du prononcé de l'arrêt dans une affaire à l'examen de laquelle ils ont pris part ; méthode suivie pour prendre acte de leur participation au délibéré et au vote	55	62	144
Convocation de — en temps de crise	16	—	141
Incompatibilité de fonctions ; devoir absolu d'un juge de répondre à une convocation urgente, quelles que soient les prescriptions des lois nationales dans sa patrie	16	—	141
Vacances et congés ; tableau de longs congés :			
Adoption et communication du tableau (1934-1936)	23	27 (5)	141-142
Droit des juges admis au bénéfice des longs congés .	23	27 (5)	142

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
JUGES « AD HOC »: Nomination des — ; procédure suivie avant que la Cour ait pris sa décision sur la question de savoir si l'avis demandé vise un « différend » ou un « point »	—	71 (2)	145
LANGUES OFFICIELLES DE LA COUR: Texte faisant foi, voir <i>Texte</i> , etc. ; voir égale- ment <i>Traductions orales</i> .			
LONGS CONGÉS DES JUGES: voir <i>Juges</i> , <i>Vacances</i> et <i>congés</i> .			
PARTIES DEVANT LA COUR: Accord concer- nant l'ordre des exposés oraux, voir <i>Pro- cédure orale</i> .			
PIÈCES DE LA PROCÉDURE ÉCRITE: voir <i>Pro- cédure écrite</i> (Pièces de la —).			
PRÉSIDENT:			
Ressortissant de l'une des parties en cause ; présidence cédée au Vice-Président	21 (1)	13	141
Voix prépondérante du — ; principe posé pour l'usage de la voix prépondérante au cours des délibérations consacrées à la revision du Règlement	55	—	144
PROCÉDURE CONSULTATIVE: Nomination des juges <i>ad hoc</i> ; procédure suivie avant que la Cour ait pris sa décision sur la question de savoir si l'avis demandé vise un « dif- férend » ou un « point »	—	71 (2)	145
PROCÉDURE ÉCRITE (Pièces de la —): Com- munication faite au gouv <sup>t</sup> d'un État qui n'est pas partie en cause ; après la procé- dure orale en audience publique, le consen- tement préalable des parties n'est pas nécessaire	43 (2 et 3)	42	143
PROCÉDURE ORALE:			
Notification habituelle de la clôture des débats, nonobstant le fait qu'un agent n'avait pas encore répondu à une question posée en audience	54	31	143-144
Ordre des exposés oraux ; la Cour prend acte d'un accord entre les parties	48	46	143
Traductions: voir <i>Traductions orales</i> .			
QUORUM: voir <i>Cour</i> , <i>Quorum</i> .			
RÈGLEMENT DE LA COUR (Revision du —): Principe posé pour l'usage de la voix pré- pondérante du Président en cas de par- tage des voix sur des amendements	55	—	144

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
REPRÉSENTATION DE LA COUR DEVANT L'ASSEMBLÉE DE LA S. D. N. ET LA COMMISSION DE CONTRÔLE : voir <i>Cour</i> , Représentation, etc.			
SÉANCES DE LA COUR : voir <i>Cour</i> , Délibérations ; voir également <i>Procédure orale</i> (pour les audiences).			
SESSION ORDINAIRE : La date d'ouverture de la — doit être la date fixée par le Règlement	23	27	141
STATUT DE LA COUR : Primauté du — sur toute loi ou tout règlement national d'un pays qui y a souscrit	16	—	141
TEXTE FAISANT FOI : voir <i>Avis consultatif</i> .			
TRADUCTIONS ORALES : Décision, dans chaque cas d'espèce, pour le maintien ou la suppression des —	39	44	142-143
VACANCES DES JUGES : voir <i>Juges</i> , Vacances et congés.			
VICE-PRÉSIDENT : Remplace le Président qui est ressortissant d'une des parties en cause	21 (1)	13	141
VOIX PRÉPONDÉRANTE DU PRÉSIDENT : Principe posé pour l'usage de la — au cours des délibérations consacrées à la revision du Règlement	55	—	144
VOTE :			
Prise d'acte du vote d'un juge qui avait participé à l'examen d'une affaire mais qui était absent lors du prononcé de l'arrêt	55	62	144
Validité ou invalidité d'un — quand le nombre des suffrages exprimés est inférieur au quorum	25	—	142
Voir aussi <i>Voix prépondérante</i> .			

INDEX DES ARTICLES DU STATUT <sup>1</sup>

<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>	<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>
I	3	174	18	6	273
»	5	230	19	3	178
2	3	174	»	4	262
»	5	230	20	3	179
»	6	272	»	7	267
3	3	174	21	3	180
»	7	262	»	4	263
4-6	3	174	»	5	232
»	5	230	»	6	273
»	6	272	»	7	267
»	7	262	»	8	239
7	3	175	»	9	150
»	5	231	»	10	137
»	6	272	»	11	141
»	7	262	22	3	183
8-11	3	175	»	7	272
»	5	231	23	3	183
»	6	272	»	4	264
»	7	262	»	5	233
12	3	175	»	6	274
13	3	175	»	7	272
»	5	231	»	8	240
»	7	262	»	9	150
»	8	238	»	10	137
14	3	175	»	11	141
»	4	262	24	3	186
»	5	231	»	7	276
15	3	176	»	8	242
»	7	264	25	3	187
»	10	137	»	4	265
16	3	177	»	5	235
»	4	262	»	6	274
»	5	232	»	7	277
»	6	273	»	8	243
»	7	264	»	9	151
»	11	141	»	10	138
17	3	177	»	11	142
»	4	262	26	3	189
»	5	232	27	3	189
»	6	272	28	3	189
»	7	264	29	3	191
»	8	239	30	3	192
18	3	178	»	7	279

<sup>1</sup> Cet index se réfère, pour chaque article du Statut, aux décisions y relatives dont le digeste fait état; il porte sur le digeste primitif (Troisième Rapport annuel [= 3]) et sur les huit addenda (Quatrième à Onzième Rapports annuels [= 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11]).

<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>	<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>
30	10	139	40	9	153
31	3	193	»	10	141
»	4	267	»	3	205
»	5	238	»	4	271
»	6	275	»	6	280
»	7	280	41	7	283
»	8	243	»	9	154
»	9	151	»	10	142
32	3	194	42	3	205
»	5	238	»	4	271
»	6	276	»	5	241
»	7	281	»	7	283
»	8	245	»	8	248
33	3	196	»	10	143
»	4	267	43	3	206
»	5	239	»	4	272
»	6	276	»	5	241
»	7	281	»	6	280
»	8	246	»	7	284
34	3	197	»	8	248
35	3	197	»	9	155
»	4	268	»	10	143, 144
»	5	239	»	11	143
»	6	276	44	3	210
»	8	246	»	4	279
36	3	200	»	6	284
»	4	268	45	3	210
»	5	239	»	5	243
»	6	277	46	3	210
»	7	283	»	4	279
»	8	246	»	6	284
»	10	139	»	7	286
37	3	200	47	3	211
»	4	268	»	10	144
»	5	239	48	3	211
»	6	277	»	4	280
»	7	282	»	5	243
38	3	200	»	6	285
»	4	268	»	7	287
»	5	239	»	8	257
»	6	277	»	9	161
»	7	282	»	10	144
39	3	201	»	11	143
»	4	269	49	3	215
»	6	278	»	4	282
»	9	152	»	6	287
»	10	140	»	8	259
»	11	142	»	9	162
40	3	203	»	10	146
»	5	241	50	3	214
»	6	279	»	5	244
»	8	247	51	3	214

INDEX DES ARTICLES DU STATUT

153

<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>	<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>
52	3	215	57	7	288
»	6	288	»	8	261
»	8	259	»	11	144
»	9	163	»	3	219
»	10	146	»	4	286
53	3	215	58	6	290
»	4	283	»	7	289
»	5	244	»	8	262
54	3	215	»	9	165
»	4	283	»	10	148
»	5	245	»	11	144
»	6	289	59	3	219
»	7	287	»	4	286
»	8	260	»	6	290
»	9	163	»	7	289
»	10	147	»	8	263
»	11	143	60	3	220
55	3	218	»	4	287
»	4	284	»	5	245
»	6	289	»	7	289
»	7	288	61	3	221
»	9	163	62	3	221
»	10	148	63	3	222
»	11	144	»	7	289
56	3	218	»	8	263
»	9	164	»	9	165
57	3	218	64	3	223
»	4	284	»	5	246
»	6	290	»	9	166

INDEX DES ARTICLES DU RÈGLEMENT <sup>1</sup>

<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>	<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>
Préambule	3	192	21	3	182
I	3	175	»	4	264
2	3	176, 194	»	5	233
»	7	264	»	7	271
3	3	176, 188	22	3	183
»	4	266	23	3	183
»	5	236	24	3	183
»	7	278	»	6	274
4	3	188, 194	»	7	269, 271,
5	3	179, 194	»	8	272
»	7	267	»	8	240
6	3	178	25	3	183
7	3	190	26	3	183, 196
8	3	179	27	3	183
9	3	180	»	7	274
»	4	263	»	8	240
»	7	267	»	9	150
10	3	180	»	10	137
»	5	243	»	11	141
11	3	180	28	3	184
»	7	267	»	4	264
12	3	183	»	5	233
»	7	267	»	7	272, 275
13	3	180, 218	»	8	241
»	4	284	29	3	210
»	7	264, 268	»	5	243
»	8	239	»	7	278
»	11	141	»	7	278
14	3	191	30	3	188
15	3	191	»	5	237
16	3	191	»	7	278
17	3	181	»	8	243
»	5	233	31	3	215, 219
»	6	273	»	4	283
»	7	269	»	7	287
18	3	181	»	8	260
19	3	183	»	10	147
»	7	272	»	11	143
20	3	181	32	3	206
»	4	263	»	5	241
»	7	270	33	3	206, 211

<sup>1</sup> Cet index se réfère, pour chaque article du Règlement, aux décisions y relatives dont le digeste fait état ; il porte sur le digeste primitif (Troisième Rapport annuel [= 3] et sur les huit addenda (Quatrième à Onzième Rapports annuels [= 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11]).

INDEX DES ARTICLES DU RÈGLEMENT

155

<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>	<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>
33	4	272, 274, 280	42	8	240, 253, 256
»	5	241	»	9	159
»	6	280, 286	»	11	143
»	7	284, 285, 287	43	3	210
»	8	248, 255	»	4	279
»	9	155, 160	44	3	202
»	10	143	»	4	270
34	3	206	»	6	279
»	4	272	»	9	152
»	5	241	»	10	140
»	6	281	»	11	142
»	7	284	45	3	208
»	8	250	»	6	287
»	9	157	»	8	259
»	10	143	46	3	208
35	3	191, 197, 203, 205	»	4	278
»	4	268, 271	»	6	283
»	7	283	»	8	256
»	8	247	»	9	160
»	9	153	»	10	145
»	10	141, 143	»	11	143
36	3	199, 203	47	3	212
37	3	201	»	4	281
»	4	270	»	6	287
»	6	279	»	10	144, 147
»	9	152	48	3	212, 213
»	10	140	»	4	282
38	3	200	»	8	259
»	4	268	»	10	146
»	5	239	49	3	212
»	6	277	50	3	214
»	9	154	51	3	214
39	3	206	52	3	212
»	4	274	53	3	214
»	8	252	54	3	209, 213
»	10	143	»	6	283
40	3	206	»	7	285
»	6	279, 280	»	8	257
»	8	252	»	10	144
»	9	158	55	3	211
41	3	208	56	3	223
»	7	286	57	3	205
»	8	255	»	4	271
»	9	160	»	7	283
42	3	206, 222	»	9	154
»	5	239	»	10	142
»	6	274, 282	58	3	221
»	7	271, 272	59	3	221
			60	3	222
			»	9	166
			61	3	201

## INDEX DES ARTICLES DU RÈGLEMENT

<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>	<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>
61	5	240	69	3	191
»	6	278	70	3	192
»	8	247	71	3	224
»	9	164	»	4	290
»	10	139	»	5	247
62	3	218	»	6	292
»	4	284	»	7	291, 293
»	6	290	»	8	244, 264
»	8	262	»	11	145
»	10	146	72	3	224
»	11	144	»	4	290
63	3	219	»	5	247
»	4	286	»	6	292
»	6	290	»	7	291
»	7	289	»	8	264
64	3	219	73	3	224
»	4	286	»	4	290
65	3	219	»	6	292
»	4	286	»	7	291, 293
»	7	286	»	8	264
»	10	148	»	9	167
66	3	220	74	3	224
»	4	287	»	4	290
»	5	245	»	6	292
67	3	191	»	7	291
68	3	191	»	8	262, 265

## CHAPITRE VII

## PUBLICATIONS DE LA COUR

Les publications de la Cour paraissent dans les cinq séries suivantes : *Série A/B*, Arrêts, Ordonnances et Avis consultatifs ; *Série C*, Plaidoiries, Exposés oraux et Documents relatifs aux affaires ; *Série D*, Actes et Documents relatifs à l'organisation de la Cour ; *Série E*, Rapports annuels ; *Série F*, Index généraux. (Voir les listes dans E 8, pp. 300-311.)

Séries des  
publications.

Le catalogue des publications de la Cour donne la liste détaillée de ces volumes, accompagnée d'un sommaire ou d'un extrait de la table des matières. (Pour les publications récentes, voir le catalogue n° 11 — paru en février 1935 —, ainsi que la liste ci-dessous. Voir aussi, pour les Séries A/B et C, le tableau reproduit au chap. IV du présent volume, pp. 74-87.)

*Nouvelles publications parues dans la Série A/B  
depuis le 15 juin 1934 :*

Fascicule

- N° 63.** AFFAIRE OSCAR CHINN. — Arrêt du 12 décembre 1934.  
**N° 64.** ÉCOLES MINORITAIRES EN ALBANIE. — Avis consultatif du 6 avril 1935.

*Nouvelles publications parues dans la Série C :*

- Nos 72 et 73.** 30<sup>me</sup> Session (oct.-déc. 1933). — Documents relatifs à l'Arrêt du 15 décembre 1933 (APPEL CONTRE UNE SENTENCE DU TRIBUNAL ARBITRAL MIXTE HUNGARO-TCHÉCOSLOVAQUE — UNIVERSITÉ PETER PÁZMÁNY C/ ÉTAT TCHÉCOSLOVAQUE).  
**N° 74.** 31<sup>me</sup> Session (févr.-mars 1934). — Documents relatifs à l'Arrêt du 17 mars 1934 (AFFAIRE FRANCO-HELLÉNIQUE DES PHARES).  
**N° 75.** 33<sup>me</sup> Session (oct.-déc. 1934). — Documents relatifs à l'Arrêt du 12 décembre 1934 (AFFAIRE OSCAR CHINN).

*Pour paraître en septembre 1935 :*

**N° 76.** 34<sup>me</sup> Session (févr.-avril 1935). — Documents relatifs à l'Avis consultatif du 6 avril 1935 (ÉCOLES MINORITAIRES EN ALBANIE).

\* \* \*

Le tableau ci-après (p. 159) indique, depuis 1922 et pour chaque année, le nombre de volumes parus dans les diverses séries de publications, ainsi que le nombre total de pages dans chacune des séries.

\* \* \*

Édition  
allemande.

(Voir notamment E 5, p. 277.)

Les volumes suivants de l'édition allemande des publications de la Série A/B ont paru à la date du 15 juin 1935: I (1922-1923); II (1924); III (1925); IV (1926); V (1927); VI (1928); VII (1929-1930); VIII (1931); IX (1932); X (1933).

PUBLICATIONS  
DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

Paru en	Séries A, B et A/B.		Série C.		Série D.		Série E.		Série F.		TOTAL.	
	Vol.	Pages.	Vol.	Pages.	Vol.	Pages.	Vol.	Pages.	Vol.	Pages.		
1922	2	88	—	—	1	642	—	—	—	—	3	<b>730</b>
1923	6	426	6	4095	2	788	—	—	—	—	14	<b>5309</b>
1924	3	243	6	2846	1	392	—	—	—	—	10	<b>3481</b>
1925	6	378	4	1362	—	—	2	869	—	—	12	<b>2609</b>
1926	2	244	7	3006	3	882	2	748	—	—	14	<b>4880</b>
1927	7	793	2	764	—	—	2	852	—	—	11	<b>2409</b>
1928	6	536	9	5137	—	—	2	1099	1	251	18	<b>7023</b>
1929	6	510	6	2919	—	—	2	986	—	—	14	<b>4415</b>
1930	3	235	9	5699	—	—	2	1155	—	—	14	<b>7089</b>
1931	4	294	7	3623	—	—	2	932	—	—	13	<b>4849</b>
1932	7	725	4	2456	1	981	2	974	1	292	15	<b>5428</b>
1933	11	520	8	4216	—	—	2	746	—	—	21	<b>5482</b>
1934	2	323	9	3871	—	—	2	728	—	—	13	<b>4922</b>
1935	1	106	4	2288	—	—	2	690	—	—	7	<b>3084</b>
	66	5.421	81	42.282	8	3.685	22	9.779	2	543	<b>179</b>	<b>61.710</b>
											<b>vol.</b>	<b>pages.</b>

N. B. Les chiffres ci-dessus ne comprennent pas les documents non destinés à la vente (requêtes, compromis d'arbitrage, « volumes préliminaires » à l'usage des membres de la Cour, etc.).

## CHAPITRE VIII

## FINANCES DE LA COUR

## 1. — RÈGLES POUR LA GESTION DES FINANCES

A. — BASES ET HISTORIQUE. (Voir E 1, p. 271.)

B. — LE RÈGLEMENT FINANCIER. (Voir E 1, pp. 273-281 ;  
E 6, pp. 331-334.)

Au cours de sa session de mai 1935, la Commission de contrôle a décidé de proposer à l'Assemblée de modifier les articles 22 et 23 du Règlement financier. Le « Premier rapport » de la Commission à l'Assemblée de 1935 (doc. de la S. d. N. n° A. 5. 1935. X, Genève, 12 mai 1935) contient à ce sujet le passage suivant :

« 54. — La Commission de contrôle a été chargée par l'Assemblée d'examiner les problèmes d'ordre divers qui se posaient à l'occasion du retrait d'un Membre de la Société des Nations, qui désirait continuer à participer à l'Organisation internationale du Travail, et de l'admission, dans celle-ci, d'un État non Membre.

A la suite d'une étude approfondie des questions de principe en jeu, à laquelle elle a procédé avec le Secrétaire général, le Directeur du Bureau international du Travail et le Greffier de la Cour permanente de Justice internationale, la Commission soumet à l'Assemblée, pour adoption, les amendements ci-après à l'article 22 du Règlement pour la gestion des finances de la Société des Nations :

« 1. Les États non Membres de la Société, admis comme Membres d'une organisation de la Société, contribueront aux dépenses de l'organisation intéressée dans la même proportion que s'ils avaient été Membres de la Société.

Les contributions des États non Membres de la Société, qui seront calculées sur l'ensemble des charges des organisations dans lesquelles ils auront été admis comme Membres, seront exclusivement consacrées aux dépenses desdites organisations.

2. Les sommes recouvrables aux termes du paragraphe ci-dessus figureront séparément au budget ; elles seront inscrites en recettes dans le budget de l'exercice pour lequel elles auront été fixées, en déduction des sommes devant être fournies par

des Membres de la Société des Nations. Leur recouvrement sera effectué par les soins des organisations autonomes elles-mêmes, qui s'inspireront à cet effet des règles énoncées à l'article 21 ; les fonctionnaires compétents fourniront au Secrétaire général les renseignements nécessaires sur les résultats de ce recouvrement.

3. Les dispositions du premier alinéa du paragraphe 1 ne s'appliqueront pas au cas d'un État non Membre de la Société qui aurait accepté une invitation de participer aux travaux d'une organisation de la Société, sans qu'il lui ait été posé comme condition de contribuer aux dépenses de l'organisation.

4. Les sommes recouvrables aux termes du paragraphe 3 seront portées, après leur encaissement, en déduction de la somme totale mise, pour l'année suivante, à la charge des Membres de la Société.

Le Secrétaire général veille au recouvrement des sommes mentionnées à l'alinéa ci-dessus. »

Lors des délibérations de la Commission de contrôle sur ce projet d'amendement, il a été entendu que l'article 22 modifié continuerait, comme par le passé, à s'appliquer à la Cour par analogie seulement et qu'il n'énonçait pas une condition supplémentaire à remplir par un gouvernement non Membre de la Société des Nations qui désirerait adhérer à la Cour.

L'adhésion à la Cour se fait simplement par la signature du Protocole du 16 décembre 1920 relatif au Statut de la Cour, et l'État qui désire adhérer n'a pas à être « admis comme Membre » de la Cour, au sens du premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 22 modifié. D'autre part, le protocole constitue un traité spécial auquel un règlement financier ne saurait déroger ; et, aux termes du Statut, « les frais de la Cour sont supportés par la Société des Nations ». Le caractère volontaire des contributions d'un État non Membre de la Société qui adhérerait à la Cour a d'ailleurs été reconnu par le Protocole d'adhésion des États-Unis d'Amérique à la Cour (14 sept. 1929)<sup>1</sup> ; il est aussi souligné par l'article 35 du Statut révisé, dont l'entrée en vigueur ne dépend plus actuellement que de la ratification de trois, tout au plus, des cinquante-quatre États qui l'ont signé<sup>2</sup>.

La Commission de contrôle propose également de compléter l'article 23 du Règlement financier par l'adjonction du paragraphe 1 *bis* ci-après :

« Il en est de même de la contribution aux frais de la Cour permanente de Justice internationale que devraient supporter, aux termes de l'article 35, alinéa 3, du Statut de la Cour, les États parties en cause devant elle qui ne seraient pas Membres de la Société des Nations. »

Le paragraphe 1 du même article est ainsi conçu :

<sup>1</sup> Voir p. 51.

<sup>2</sup> » » 34.

« Les recettes autres que les contributions payables par les gouvernements (telles que les recettes provenant de la vente de publications et d'autres sources diverses et les intérêts) feront, dans la mesure du possible, l'objet d'une estimation préalable et seront, à titre de recettes accessoires, portées en déduction des prévisions inscrites au budget. »

Cette disposition a toujours été appliquée, par analogie, aux contributions visées par l'article 35, alinéa 3, du Statut (voir tableau A des budgets successifs de la Cour depuis 1924). Eu égard à l'introduction du texte modifié de l'article 22, il a cependant été jugé préférable d'insérer une nouvelle disposition consacrant spécialement cette pratique.

Depuis le Sixième Rapport annuel, le Règlement financier de la Société des Nations n'a pas été l'objet d'autres modifications qui aient une répercussion directe sur la gestion des finances de la Cour.

#### C. — AUTRES RÈGLES.

1) MEMBRES DE LA COUR. (Voir E 1, p. 281; E 5, p. 281; E 6, p. 334; E 8, p. 313; E 9, p. 183; E 10, p. 165.)

2) GREFFIER. (Voir E 1, p. 285; E 8, p. 315.)

3) FONCTIONNAIRES DU GREFFE. (Voir E 2, p. 203; E 4, p. 323; E 5, p. 68; E 8, pp. 315-316; E 9, pp. 183-185; E 10, p. 166.)

#### D. — MESURES SPÉCIALES.

1) BUDGETS DE 1933, 1934 et 1935. (Voir E 9, pp. 185-196; E 10, pp. 166-168.)

Pour les exercices 1931, 1933, 1934 et 1935, deux projets de budget — dont l'un (budget « A ») était fondé sur le Statut actuellement en vigueur et l'autre (budget « B ») sur le Statut révisé<sup>1</sup>, mais dont le total était le même — ont été élaborés par le Greffier et soumis à l'approbation de l'Assemblée. Cette procédure avait été suivie dans la pensée que le Statut révisé pouvait à tout moment recueillir les quelques ratifications encore nécessaires pour son entrée en vigueur et que, par conséquent, il fallait être en mesure de faire face aux conséquences financières qui en résulteraient.

Chaque année, la Commission de contrôle a approuvé le budget de la Cour fondé sur le Statut en vigueur depuis 1921 (budget « A »), et, en même temps, a décidé de recommander à l'Assemblée d'autoriser à titre exceptionnel le Greffier à procéder à des virements entre les divers chapitres du budget, si le Statut révisé entrait en vigueur, et dans la mesure nécessaire pour adapter le budget aux exigences de ce Statut, —

<sup>1</sup> Voir p. 34.

c'est-à-dire dans le cadre du budget (budget « B ») établi et présenté pour le cas où cette éventualité se réaliserait ; et l'Assemblée a approuvé cette procédure en adoptant le rapport y relatif de la Commission de contrôle.

## 2) BUDGET DE 1936.

De même que pour les exercices précédents et pour les mêmes raisons, deux projets de budget ont été élaborés à titre d'alternative pour l'exercice 1936. Il est proposé, avec l'approbation de la Commission de contrôle, que l'Assemblée, en 1935, en adoptant le budget de la Cour pour 1936, veuille bien suivre, s'il est nécessaire<sup>1</sup>, le système qu'elle a adopté, ainsi qu'on l'a rappelé ci-dessus, pour les budgets de 1933, 1934 et 1935. (Voir tableau des prévisions budgétaires, p. 168.)

\* \* \*

Le premier rapport de la Commission de contrôle à l'Assemblée de 1935 (doc. de la S. d. N. n° A. 5. 1935. X, Genève, 12 mai 1935) recommande, dans les termes suivants, l'adoption du budget de la Cour :

« 31. Le Greffier a également fait remarquer que le total du budget de la Cour pour 1936 était légèrement inférieur à celui de 1935, et qu'un poste de secrétaire-rédacteur était toujours vacant. D'autre part, le crédit de 30.160,83 florins correspond exactement aux pensions qui devront être servies en 1936.

32. Sous le bénéfice de ces observations<sup>2</sup>, la Commission recommande l'adoption des prévisions budgétaires de la Cour pour 1936 telles qu'elles lui ont été soumises par le Greffier. »

\* \* \*

En hors texte entre les pages 168 et 169 se trouve un diagramme relatif aux finances de la Cour, depuis 1922.

La courbe — · — · — · — · — indique le montant des budgets annuels de la Cour ;

la courbe — — — — —, le montant des dépenses effectives ;

la courbe —————, le montant total des recettes (contributions des États membres, emprunts au fonds de roulement, intérêts de banque) ;

la courbe ....., le montant des contributions des États membres.

En regard de ces courbes se trouve un diagramme indiquant le nombre de jours pendant lesquels la Cour a siégé, chaque année, depuis 1922.

<sup>1</sup> Si le Statut révisé entrerait en vigueur avant la prochaine session de l'Assemblée, il y aurait naturellement lieu d'adopter seulement le budget fondé sur ce Statut.

<sup>2</sup> Le rapport de la Commission de contrôle exposait également le système des deux budgets « A » et « B », qui a été rappelé plus haut.

2. — COMPTABILITÉ ANNUELLE<sup>1</sup>

EXERCICE 1934.

1. — PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (Voir E 10, p. 171.)

2. — COMPTES

	Crédits.	Dépenses.
	Florins P.-B.	
SECTION I. — DÉPENSES ORDINAIRES.		
<i>Chapitre I.</i> Sessions de la Cour . . . . .	278.450.—	101.285,71
<i>Chapitre II.</i> Services généraux de la Cour . . . . .	915.371,25	873.748,78
<i>Chapitre III.</i> Frais de gestion des fonds de la Cour . . . . .	100.—	166,42
<i>Chapitre IV.</i> Contribution à la constitution d'un fonds destiné à couvrir les frais résultant de l'application du « Règlement régissant l'octroi de pensions aux membres et au Greffier de la C. P. J. I. » . . . . .	15.160,86	15.160,86
SECTION 2. — COMPTE CAPITAL.		
<i>Chapitre V.</i> Matériel permanent, etc. . . . .	10.250.—	6.598,30
	1.219.332,11	996.960,07
Recettes venant en déduction : Intérêts de banque . . . . .	500.—	408,35
	1.218.832,11	996.551,72
Francs-or . . . . .	2.538.827.—	2.075.551,01

<sup>1</sup> Pour les détails, consulter : a) pour le budget 1934, *S. d. N., Journal officiel*, XIV<sup>me</sup> année, n° 10 (oct. 1933), p. 1250 ; b) pour les comptes 1934, *Document de la S. d. N. A.* 3. 1935. X. p. 55 ; c) pour le budget 1935, *S. d. N., Journal officiel*, XV<sup>me</sup> année, n° 10 (oct. 1934), p. 1332 ; d) pour le projet de budget 1936, *Document de la S. d. N. A.* 4 (b). 1935. X.

3. — RÉSUMÉ DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 31 DÉCEMBRE 1934

<i>Passif.</i>			<i>Actif.</i>		
	Florins P.-B.	Francs-or.		Florins P.-B.	Francs-or.
Compte amortissement . . . . .	133.406,34½	277.052,80	Ameublement, machines à écrire, etc. . . . .	115.169,28	239.083,21
Compte d'attente ( <i>per contra</i> ):			Bibliothèque . . . . .	18.237,00½	37.969,59
Fonds destiné à couvrir les frais			Compte d'attente ( <i>per contra</i> ):		
résultant de l'application du « Rè-			Fonds destiné à couvrir les frais résultant		
glement régissant l'octroi de pen-			de l'application du « Règlement		
sions aux membres et au Greffier			régissant l'octroi de pensions aux mem-		
de la C. P. J. I. » . . . . .	54.855,13	114.248,52	bres et au Greffier de la C. P. J. I. »	54.855,13	114.248,52
Excédent de l'actif sur le passif .	1.231.966,81	2.562.739,73	Contributions à percevoir selon détails		
			ci-dessous :		
			« Consolidated		
			arrears ac-	Fl. P.-B.	Fr.-or.
			count » . . . . .	305.826,70	630.047,17
			5 <sup>me</sup> exerc. . . . .	13.912,82	28.497,27
			6 <sup>me</sup> » . . . . .	15.173,63	31.790,62
			7 <sup>me</sup> » . . . . .	14.896,38	31.633,52
			8 <sup>me</sup> » . . . . .	11.872,80	27.892,67
			9 <sup>me</sup> » . . . . .	14.630,26	30.474,40
			10 <sup>me</sup> » . . . . .	5.205,92	10.844,19
			11 <sup>me</sup> » . . . . .	15.515,15	32.318,63
			12 <sup>me</sup> » . . . . .	22.795,84	47.484,31
			13 <sup>me</sup> » . . . . .	90.256,13	188.004,57
			14 <sup>me</sup> » . . . . .	123.392,38	257.027,50
			15 <sup>me</sup> » . . . . .	121.785,37	253.725,09
			16 <sup>me</sup> » . . . . .	341.661,66	711.680,96
				1.096.925,13	2.281.420,90
			Numéraire en banque et en caisse . . . . .	135.041,68	281.318,83
				1.420.228,28½	2.954.041,05
	1.420.228,28½	2.954.041,05			

## EXERCICE 1935.

1. — PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES <sup>1</sup>

SECTION I. — DÉPENSES ORDINAIRES.	A	B
<i>Chapitre I.</i>	Florins P.-B.	
Sessions de la Cour . . . . .	267.450.—	117.450.—
<i>Chapitre II.</i>		
Services généraux de la Cour . .	914.593,75	1.064.593,75
<i>Chapitre III.</i>		
Frais de la gestion des fonds de la Cour . . . . .	100.—	100.—
<i>Chapitre IV.</i>		
Contribution à la constitution d'un fonds destiné à couvrir les frais résultant de l'application du « Règlement régissant l'octroi de pensions aux juges titulaires et au Greffier de la C. P. J. I. » . .	30.160,83	30.160,83
SECTION 2. — COMPTE CAPITAL.		
<i>Chapitre V.</i>		
Matériel permanent, etc. . . . .	5.000.—	5.000.—
	1.217.304,58	1.217.304,58
Recettes venant en déduction :		
Intérêts de banque . . . . .	500.—	500.—
	1.216.804,58	1.216.804,58

<sup>1</sup> Pour la soumission du projet de budget 1935 à l'Assemblée, voir pp. 163-164.

## EXERCICE 1936.

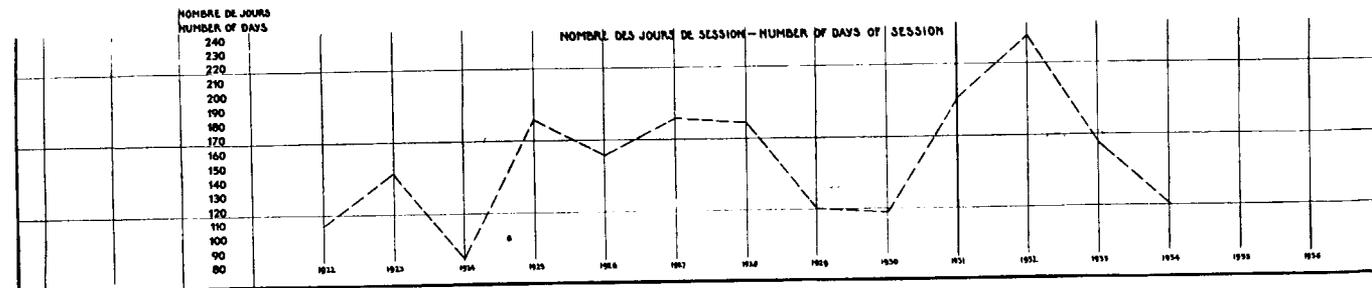
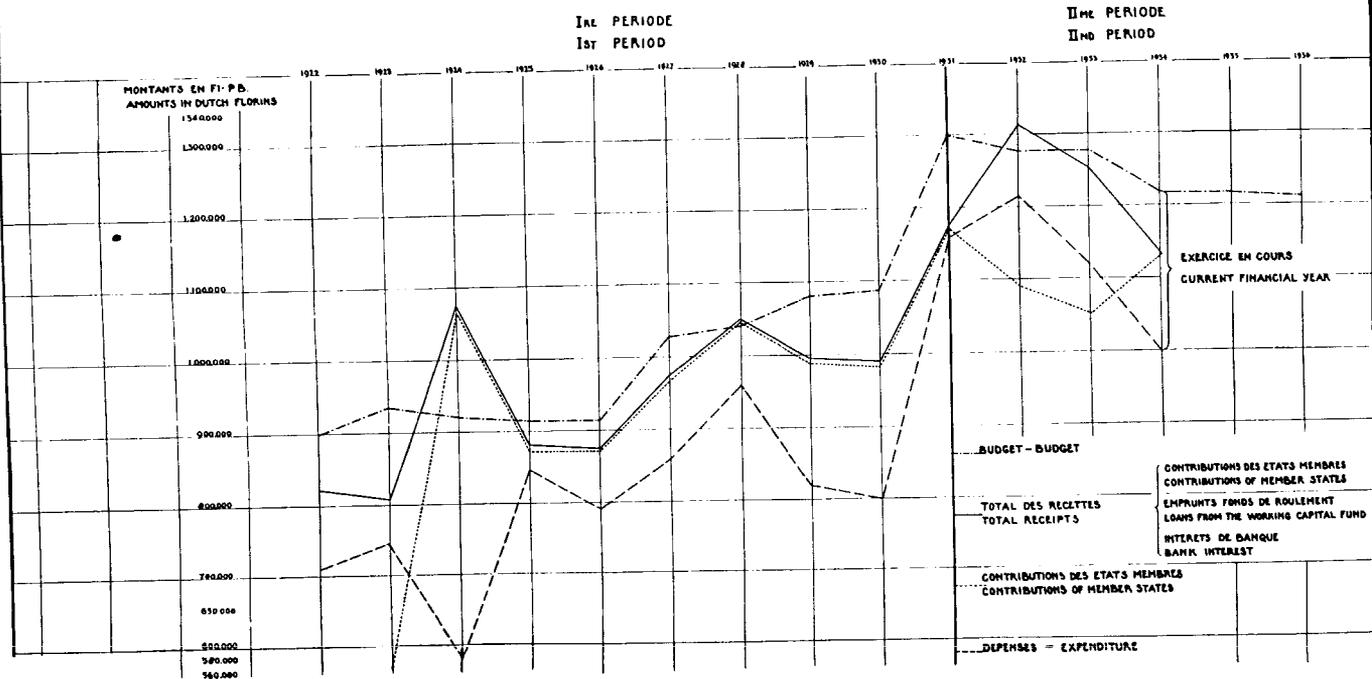
I. — PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES<sup>1</sup>

SECTION I. — DÉPENSES ORDINAIRES.	A	B
<i>Chapitre I.</i>	Florins P.-B.	
Sessions de la Cour . . . . .	267.600.—	117.600.—
<i>Chapitre II.</i>		
Services généraux de la Cour . .	908.508,75	1.058.508,75
<i>Chapitre III.</i>		
Frais de la gestion des fonds de la Cour . . . . .	100.—	100.—
<i>Chapitre IV.</i>		
Contribution à la constitution d'un fonds destiné à couvrir les frais résultant de l'application du « Rè- glement régissant l'octroi de pen- sions aux juges titulaires et au Greffier de la C. P. J. I. » . .	30.160,83	30.160,83
SECTION 2. — COMPTE CAPITAL.		
<i>Chapitre V.</i>		
Matériel permanent, etc. . . . .	4.500.—	4.500.—
	1.210.869,58	1.210.869,58
Recettes venant en déduction :		
Intérêts de banque . . . . .	500.—	500.—
	1.210.369,58	1.210.369,58

<sup>1</sup> De même que pour les prévisions budgétaires de l'exercice 1935, il a paru préférable d'élaborer pour l'exercice 1936 deux projets de budget (A et B). Le projet A est basé sur le Statut actuellement en vigueur ; le projet B, sur le Statut révisé (voir pp. 163-164).

Dans sa session de mai 1935, la Commission de contrôle a accepté ces projets dans les mêmes conditions que pour les prévisions budgétaires de l'exercice 1935 (voir p. 161).

# FINANCES DE LA COUR FINANCES OF THE COURT



## CHAPITRE IX

N<sup>o</sup> II.LISTE BIBLIOGRAPHIQUE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES ET NON OFFICIELLES RELATIVES A LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE<sup>1</sup>

La présente liste fait suite aux listes bibliographiques parues dans les chapitres IX des Rapports annuels précédents (Série E, nos 2 à 10<sup>2</sup>). Elle les complète et s'y réfère, le groupement systématique étant le même.

Les indications bibliographiques ne sont uniformes que pour les titres rédigés par le Greffe lui-même ; les autres ont été reproduites telles qu'elles figurent dans les bibliographies nationales ou dans les lettres des correspondants occasionnels ; c'est ce qui explique les légères divergences que l'on constatera dans le système suivi pour lesdites indications ainsi que pour la composition typographique de la présente Bibliographie.

---

<sup>1</sup> Cette liste, de même que celles des dix précédents Rapports annuels de la Cour, a été dressée par M. J. Douma, anciennement bibliothécaire-adjoint de la Bibliothèque Carnegie du Palais de la Paix. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1931, M. Douma fait partie du Greffe de la Cour au titre de chef du Service de documentation.

<sup>2</sup> Explication des abréviations employées pour les références :

E 2 : Deuxième Rapport annuel.

E 3 : Troisième » » , etc.

## TABLE DES MATIÈRES

	Numéros.
INTRODUCTION . . . . .	4836-4840
<i>Bibliographies relatives à la Cour</i> . . . . .	4836-4840
A. — AVANT-PROJETS OFFICIELS ET PRIVÉS . . . . .	—
1. <i>Depuis la deuxième Conférence de la Paix de La Haye (1907) jusqu'à la guerre mondiale</i> . . . . .	—
2. <i>Pendant la guerre mondiale</i> . . . . .	—
3. <i>La Conférence de la Paix de Versailles. Avant-projets des Puissances neutres. Comité consultatif de Juristes</i> . . . . .	—
B. — LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE (SA CONSTITUTION. — SON ORGANISATION. — SA PROCÉDURE. — SA COMPÉTENCE) . . . . .	4841-4932
1. <i>L'élaboration du Statut par le Conseil et par la Première Assemblée de la S. d. N.</i> . . . . .	—
A. Documents officiels . . . . .	—
B. Publications non officielles . . . . .	4841
1 bis. <i>Revision du Statut de la Cour à la suite d'une décision de la Neuvième Assemblée de la S. d. N.</i> . . . . .	—
A. Documents officiels . . . . .	—
B. Publications non officielles . . . . .	—
2. <i>Textes du Protocole de signature et du Statut</i> . . . . .	—
A. Textes officiels . . . . .	—
B. Publications non officielles — Commentaires . . . . .	—
3. <i>Actes législatifs des divers pays. Documents et débats parlementaires. Lois et décrets d'approbation et de publication</i> . . . . .	4842-4881
3 bis. <i>Ratification des divers pays</i> . . . . .	4882-4885
4. <i>Élection des juges. Juges ad hoc. Biographies des juges</i> . . . . .	4886-4904
5. <i>Inauguration de la Cour</i> . . . . .	—
6. <i>Préparation du Règlement. Procédure. Textes du Règlement et du Règlement révisé</i> . . . . .	—
A. Documents officiels . . . . .	—
B. Publications non officielles — Commentaires . . . . .	4905-4910
7. <i>Compétence et extension de la compétence de la Cour</i> . . . . .	4911-4928
A. Documents officiels . . . . .	4911-4912
B. Publications non officielles . . . . .	4913-4928
8. <i>Privilèges et immunités diplomatiques des juges et des fonctionnaires du Greffe</i> . . . . .	4929-4931
9. <i>Organisation du Greffe de la Cour</i> . . . . .	—
10. <i>Locaux de la Cour dans le Palais de la Paix</i> . . . . .	4932

C. — L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE ET CONSULTATIVE DE LA	
COUR . . . . .	4933-5025
1. <i>Actes et documents relatifs aux arrêts et aux avis</i> . . . . .	4933-4938
2. <i>Textes des arrêts et des avis</i> . . . . .	4939-4959
A. Textes officiels . . . . .	4939-4949
B. Publications non officielles . . . . .	4941-4959
3. <i>Études sur les arrêts et les avis</i> . . . . .	4960-5014
4. <i>Suites des arrêts et des avis</i> . . . . .	5015-5025
D. — GÉNÉRALITÉS . . . . .	5026-5055
1. <i>Sources officielles</i> . . . . .	5026-5040
2. <i>Monographies sur la Cour en général</i> . . . . .	5041-5055
A. Ouvrages de fond et brochures . . . . .	5041
B. Études générales publiées dans les revues . . . . .	5042-5055
E. — OUVRAGES CONTENANT DES CHAPITRES RELATIFS A	
LA COUR . . . . .	5056-5120
1. <i>Ouvrages sur la S. d. N.</i> . . . . .	5056-5072
2. <i>Ouvrages sur l'Organisation internationale du Travail</i> . . . . .	5073-5074
3. <i>La Cour dans les manuels récents du droit des gens. Codification du droit des gens</i> . . . . .	5075-5098
4. <i>Solution pacifique des différends internationaux</i> . . . . .	5099-5112
A. En général . . . . .	5099-5100
B. Arbitrage et Justice . . . . .	5101-5108
C. Le Protocole de Genève . . . . .	—
D. Les Accords de Locarno . . . . .	—
E. Acte général d'arbitrage adopté par la Neuvième Assemblée de la S. d. N. . . . .	—
F. Le Pacte Kellogg . . . . .	5109-5112
5. <i>Rapports entre les États. Politique. Diplomatie</i> . . . . .	5113-5117
6. <i>Pacifisme. Désarmement. Internationalisme</i> . . . . .	5118
7. <i>Histoire. Encyclopédies. Journaux. Annuaire</i> . . . . .	5119-5120
F. — QUESTIONS SPÉCIALES . . . . .	5121-5199
1. <i>Les États-Unis d'Amérique et la Cour</i> . . . . .	5121-5182
A. Documents officiels . . . . .	—
B. Publications non officielles . . . . .	5121-5182
2. <i>La Grande-Bretagne et la Clause facultative</i> . . . . .	5183-5184
3. <i>Une Cour permanente de Justice criminelle internationale</i> . . . . .	5185-5186
4. <i>Le différend roumano-hongrois</i> . . . . .	—
5. <i>Divers</i> . . . . .	5187-5199
Index cumulatif des noms d'auteurs . . . . .	Page 213
»      »      »  matières . . . . .	»  235

## INTRODUCTION

## BIBLIOGRAPHIES RELATIVES A LA COUR.

(Voir E 5, pp. 294-296 ; E 6, pp. 350-351 ; E 7, p. 355 ; E 8, p. 337 ; E 9, p. 204 ; E 10, p. 176.)

- 4836.** [*United States*] *Library of Congress. Division of Bibliography. Permanent Court of International Justice. References supplementing previous lists.* Compiled by FLORENCE S. HELLMAN. May 24, 1935. In-4°, 14 pages. [Mimeographed.]
- 4837.** *Catalogue n° 11 (févr. 1935) [des Publications de la Cour permanente de Justice internationale, La Haye. (Avec sommaires et extraits de la table des matières.)* Ce catalogue, périodiquement mis à jour, est envoyé gratuitement sur demande. Les prix s'entendent en florins hollandais. Leyde, Société d'éditions A. W. Sijthoff, 1935. In-8°, 32 pages.
- 4838.** *Catalogue No. 11 (Feb., 1935) [of the] Publications of the Permanent Court of International Justice, The Hague. (With summaries and extracts of contents.)* This catalogue, periodically completed, is sent free of cost on demand. The prices are noted in Dutch currency. Leyden, A. W. Sijthoff's Publ. Comp., 1935. In-8°, 32 pages.
- 4839.** *Liste bibliographique des publications officielles et non officielles relatives à la Cour permanente de Justice internationale. Supplément 1934, contenant les numéros 4419-4835 et deux index incorporés à ceux des listes précédentes. Dressée pour le Dixième Rapport annuel de la Cour par J. DOUMA.* Extrait du Dixième Rapport annuel de la Cour. La Haye, 1934. In-8°, 82 pages.
- 4840.** *Bibliographical List of official and unofficial publications concerning the Permanent Court of International Justice. Supplement 1934, containing numbers 4419-4835, with combined index to the preceding lists. Prepared for the Tenth Annual Report of the Court by J. DOUMA.* Reprinted from the Court's Tenth Annual Report. The Hague, 1934. In-8°, 82 pages.

## A. — AVANT-PROJETS OFFICIELS ET PRIVÉS

## 1. DEPUIS LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE LA PAIX DE LA HAYE (1907) JUSQU'À LA GUERRE MONDIALE.

(Voir E 2, pp. 215-218 ; la note, *ibidem*, p. 215 ; E 4, p. 335 ; E 5, p. 296 ; E 7, p. 355 ; E 8, p. 338.)

## 2. PENDANT LA GUERRE MONDIALE.

(Voir E 2, pp. 218-221 ; E 4, pp. 335-336 ; E 6, p. 351.)

3. LA CONFÉRENCE DE LA PAIX DE VERSAILLES. — AVANT-PROJETS DES PUISSANCES NEUTRES. — COMITÉ CONSULTATIF DE JURISTES.

(Voir E 2, pp. 221-228 ; E 4, pp. 336-338 ; E 5, p. 297 ; E 6, p. 351 ; E 8, p. 338.)

B. — LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE (SA CONSTITUTION — SON ORGANISATION — SA PROCÉDURE — SA COMPÉTENCE)

I. L'ÉLABORATION DU STATUT PAR LE CONSEIL ET PAR LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

A. — *Documents officiels.*

(Voir E 2, pp. 228-229.)

B. — *Publications non officielles.*

(Voir E 2, pp. 229-234 ; E 3, pp. 261-262 ; E 4, pp. 338-339 ; E 7, p. 356 ; E 8, p. 339.)

4841. "O.", *A precedent for Article 59 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.* (The British Year Book of International Law, 15th year of issue, 1934, p. 146.)

I bis. REVISION DU STATUT DE LA COUR A LA SUITE D'UNE DÉCISION DE LA NEUVIÈME ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

A. — *Documents officiels.*

(Voir E 5, p. 298 ; E 6, pp. 352-353 ; E 7, pp. 356-357 ; E 9, p. 205.)

B. — *Publications non officielles.*

(Voir E 5, p. 299 ; E 6, pp. 353-354 ; E 7, pp. 357-358 ; E 8, p. 339 ; E 9, pp. 205-206 ; E 10, p. 177.)

2. TEXTES DU PROTOCOLE DE SIGNATURE ET DU STATUT.

A. — *Textes officiels.*

(Voir E 2, p. 234 ; E 3, p. 262 ; E 4, p. 339 ; E 6, pp. 354-355 ; E 7, p. 358<sup>1</sup>.)

B. — *Publications non officielles. — Commentaires.*

(Voir E 2, pp. 235-236 ; E 3, p. 263 ; E 4, p. 339 ; E 6, p. 355 ; E 8, p. 340 ; E 10, pp. 177-178.)

3. ACTES LÉGISLATIFS DES DIVERS PAYS. — DOCUMENTS ET DÉBATS PARLEMENTAIRES. — LOIS ET DÉCRETS D'APPROBATION ET DE PUBLICATION.

(Voir E 2, pp. 237-262 ; E 3, pp. 263-272 ; E 4, pp. 340-344 ; E 5, pp. 299-301 ; E 6, pp. 355-368 ; E 7, pp. 358-367 ; E 8, pp. 340-346 ; E 9, pp. 206-208 ; E 10, pp. 178-179.)

<sup>1</sup> Voir aussi le numéro 4842 de cette liste.

## CHILI. — CHILE.

4842. Ministerio de Relaciones exteriores y comercio. Subsecretaría de Relaciones exteriores. *Ratifica las enmiendas introducidas al Estatuto de la Corte permanente de Justicia internacional de La Haya. Decreto Núm. 375. Protocolo relativo á la revision del Estatuto de la Corte.... Estatuto de la Corte....* [Textes espagnols.] (Diario oficial de la República de Chile, Núm. 16858, Año LVII, 1934, 26 de Abril, pp. 1154-1157.)

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — UNITED STATES OF AMERICA<sup>1</sup>.

## DOCUMENTS, REPORTS.

4843. *The World Court. Hearing before the Committee on Foreign Relations, United States Senate, seventy-third Congress, second session, relative to the Protocols concerning the adherence of the United States to the Permanent Court of International Justice.* May 16, 1934. Part 2. Printed for the use of the Committee on Foreign Relations. Washington, United States Government Printing Office, 1934. (50623.) In-8°, 306 pages.
4844. *Permanent Court of International Justice. Report [to accompany Executive A, seventy-first Congress, third session, protocols concerning adherence of the United States to the Court of International Justice]; submitted by Mr. ROBINSON, from the Committee on Foreign Relations.* Washington [1935], 26 pages. (Senate Executive Rept. No. 1, 74th Congress, 1st session.)
4845. *Permanent Court of International Justice. Message from the President of the United States [FRANKLIN D. ROOSEVELT] to the Senate relative to the adherence by the United States to the Protocols relating to the Permanent Court of International Justice.* Jan. 16, 1935. (74th Congress, 1st session, Senate Document No. 11.) [Washington, U.S. Govt. Printing Office, 1935.] 1 page.
4846. *House of Representatives.* January 24, 1935. *A Bill providing for membership of the United States in the Permanent Court of International Justice.* By Mr. LEWIS, of Maryland. Referred to the Committee on Foreign Affairs and ordered to be printed. 74th Congress, 1st session. H.R. 4668. In-8°, 6 pages.

## DEBATES AND SPEECHES IN CONGRESS.

4847. *Senate,* Jan. 7, 1935. *The World Court. Kansas. Brief resolution from 147 women's organizations of Kansas asking that the Senate Committee on foreign relations take early action on the World Court protocols.* Introduced into the Record by Mr. CAPPER. (Congressional Record, Vol. 79, No. 3, pp. 131-132.)
4848. *Senate,* Jan. 10, 1935. *The World Court.* Mr. HALE presented several petitions, resolutions, and papers favoring the prompt ratification of the World Court protocols.... (Congressional Record, Vol. 79, No. 6, pp. 252-254.)

<sup>1</sup> Voir aussi les numéros 5121-5182 de cette liste.

4849. *Senate*, Jan. 14, 1935. *The World Court. Executive A (71st Cong., 3rd sess.), protocols concerning adherence of the United States to the Court of International Justice, transmitted to the Senate Dec. 10, 1930, and reported favorably from the Committee on Foreign Relations on the 10th instant, with reservations, was announced as first in order.* Mr. ROBINSON.... The VICE-PRESIDENT.... Mr. VANDENBERG. *Amendment submitted by Mr. VANDENBERG.* (Congressional Record, Vol. 79, No. 8, pp. 424-425.)
4850. *Senate*, Jan. 14, 1935. *The World Court. Resolution of the American coalition introduced into the Record by Mr. JOHNSON.* (Congressional Record, Vol. 79, No. 8, pp. 415-416.)
4851. *Senate*, Jan. 15, 1935. *The World Court.* Mr. ROBINSON.... Mr. WHEELER.... The VICE-PRESIDENT.... Mr. BORAH.... Mr. RUSSELL.... Mr. GORE *submitted an amendment....* (Congressional Record, Vol. 79, No. 9, pp. 444-448.)
4852. *Senate*, Jan. 16, 1935. *The World Court.* (S. Doc. No. 11.) *The VICE-PRESIDENT laid before the Senate a message from the President of the United States, which was read, ordered to lie on the table, and to be printed, as follows:....* (Congressional Record, Vol. 79, No. 10, p. 479.)
4853. *Senate*, Jan. 16, 1935. *The World Court.* Mr. JOHNSON.... Mr. ROBINSON.... The PRESIDING OFFICER.... Mr. LONG.... Mr. STEIWER.... Mr. BORAH.... Mr. THOMAS of Utah.... Mr. NORRIS.... Mr. VANDENBERG. (Congressional Record, Vol. 79, No. 10, pp. 488-500.)
4854. *Senate*, Jan. 17, 1935. *The World Court.* Mr. LONG.... Mr. RUSSELL.... Mr. SCHALL.... The PRESIDING OFFICER.... Mr. CONNALLY.... Mr. ROBINSON.... Mr. JOHNSON.... Mr. VANDENBERG. (Congressional Record, Vol. 79, No. 11, pp. 572-588.)
4855. *Senate*, Jan. 18, 1935. *The World Court.* Mr. VANDENBERG.... Mr. LEWIS.... Mr. ROBINSON.... Mr. BORAH.... Mr. BULKLEY.... Mr. WHITE.... Mr. LONG.... Mr. LOGAN.... Mr. KING.... Mr. RUSSELL.... Mr. POPE.... Mr. CONNALLY.... *Reservation proposed by Mr. LONG....* (Congressional Record, Vol. 79, No. 11, pp. 650-663.)
4856. *Senate*, Jan. 21, 1935. *The World Court.* Mr. BORAH.... Mr. ROBINSON.... Mr. FLETCHER.... Mr. GORE.... (Congressional Record, Vol. 79, No. 13, pp. 719-730.)
4857. *Senate*, Jan. 21, 1935. *The World Court. Extension of remarks of Mr. M. M. LOGAN, of Kentucky. Statement by JOHN F. O'RYAN, commander of the twenty-seventh division of American forces in France.* (Congressional Record, Vol. 79, No. 13, p. 759.)
4858. *Senate*, Jan. 21, 1935. *The World Court. Extension of remarks of THOMAS P. GORE, of Oklahoma. Editorial from Washington Herald and statement of WILL ROGERS.* (Congressional Record, Vol. 79, No. 13, pp. 759-760.)
4859. *Senate*, Jan. 21, 1935. *Connecticut Bar Association. Report on World Court. Extension of remarks of Hon. AUGUSTINE LONERGAN, of Connecticut. Report of special committee on the World Court by the State Bar Association of Connecticut.* (Congressional Record, Vol. 79, No. 13, pp. 760-761.)

4860. *Senate*, Jan. 22, 1935. *The World Court*. Mr. THOMAS, of Utah.... Mr. ROBINSON.... Mr. O'MAHONEY.... Mr. REYNOLDS.... Mr. JOHNSON.... (Congressional Record, Vol. 79, No. 14, pp. 785-797.)
4861. *Senate*, Jan. 23, 1935. *The World Court*. Mr. BAILEY.... Mr. WHEELER.... Mr. BORAH.... Mr. LOGAN.... (Congressional Record, Vol. 79, No. 15, pp. 817-823.) Mr. ROBINSON.... Mr. JOHNSON.... *read: Shall the United States join the World Court?* by HERBERT WRIGHT. (*Ibid.*, pp. 825-829.)
4862. *Senate*, Jan. 24, 1935. *The World Court*. *Telegram from Hon. ROBERT T. WALDRON, Speaker of the House of Representatives of the State of Washington to the President of the United States.* (Congressional Record, Vol. 79, No. 16, pp. 890-891.)
4863. *Senate*, Jan. 24, 1935. *The World Court*. Mr. ROBINSON.... The PRESIDING OFFICER.... Mr. DAVIS.... Mr. BAILEY.... Mr. BORAH.... Mr. THOMAS, of Utah.... Mr. CONNALLY.... Mr. REYNOLDS.... Mr. KING.... Mr. HATCH.... Mr. RUSSELL.... Mr. NORRIS.... (Congressional Record, Vol. 79, No. 16, pp. 896-917.)
4864. *Senate*, Jan. 25, 1935. *The World Court*. *Amendment of Mr. NORRIS.... Mr. NORRIS.... Mr. VANDENBERG.... Mr. ROBINSON.... Mr. LEWIS.... Mr. STEIWER.... Mr. CONNALLY.... Mr. PITTMANN.... Mr. JOHNSON.... Mr. WHITE.... The amendment of Mr. NORRIS was rejected (Yeas 37—Nays 47).* (Congressional Record, Vol. 79, No. 17, pp. 975-989.)
4865. *Senate*, Jan. 28, 1935. *The World Court*. Mr. JOHNSON.... Mr. LONG.... *Reservation proposed by Mr. LONG.... Mr. ROBINSON.... Mr. LOGAN.... Mr. ROBINSON.... Mr. COSTIGAN.... Mr. RUSSELL.... Modified amendment of Mr. LONG.... Rejected (Yeas 35—Nays 46).* *Reservation of Mr. DAVIS.... Mr. DAVIS.... Mr. NORRIS.... The reservation proposed by Mr. DAVIS was rejected (Yeas 27—Nays 54).* (Congressional Record, Vol. 79, No. 18, pp. 1061-1078.)
4866. *Senate*, Jan. 29, 1935. *The World Court*. Mr. POPE.... Mr. RUSSELL.... Mr. LONG.... Mr. LOGAN.... Mr. ROBINSON.... Mr. SCHALL.... *Reservation proposed by Mr. LONG.... Rejected.... Reservation offered by Mr. THOMAS, of Utah.... Mr. THOMAS, of Utah.... Mr. BORAH.... Mr. JOHNSON.... Mr. LEWIS.... Amendment suggested by Mr. BORAH.... Rejected (Yeas 40—Nays 44).* *Mr. NORRIS offered an amendment.... Mr. NORRIS.... Mr. WHEELER.... Mr. HASTINGS.... Mr. BARKLEY.... Mr. GORE.... Mr. ROBINSON.... Mr. NORRIS' amendment was rejected (Yeas 39—Nays 48).* *Mr. LONG .... offered an addendum.... Mr. LONG's amendment was rejected.... Mr. STEIWER .... offered an amendment.... Mr. ROBINSON.... Mr. STEIWER's reservation was rejected (Yeas 34—Nays 49).* *Mr. GORE's reservation.... Mr. GORE .... his reservation was rejected (Yeas 26—Nays 57).* *Mr. NORRIS.... The resolution of adherence, as amended, voted.... (Yeas 52—Nays 36—Not voting 6).* The VICE-PRESIDENT.... *Two-thirds of the Senators*

- present not having voted in the affirmative, the resolution of adherence, as amended, is rejected.* (Congressional Record, Vol. 79, No. 19, pp. 1184-1217.)
- 4867.** *Senate*, Jan. 29, 1935. *The World Court. Extension of remarks of* RICHARD B. RUSSELL, Jr. *Radio address by* ROBERT R. REYNOLDS, Jan. 27, 1935. (Congressional Record, Vol. 79, No. 19, pp. 1221-1222.)
- 4868.** *Senate*, Jan. 29, 1935. *The World Court. Speech of Hon. PARK TRAMMELL, of Florida.* (Congressional Record, Vol. 79, No. 20, pp. 1305-1306.)
- 4869.** *Senate*, Jan. 30, 1935. *The World Court. Extension of remarks of* JAMES E. MURRAY. *Address of* BURTON K. WHEELER, Jan. 29, 1935. (Congressional Record, Vol. 79, No. 20, Appendix, pp. 1313-1314.)
- 4870.** *Senate*, Jan. 31, 1935. Mr. LA FOLLETTE *presented.... joint resolution of the Legislature of the State of Wisconsin, memorializing the United States Senate to vote against membership in the World Court.* (Congressional Record, Vol. 79, No. 21, p. 1336.)
- 4871.** *Senate*, Feb. 4, 1935. [*The World Court.*] *The VICE-PRESIDENT .... laid before the Senate the .... Joint resolution of the Legislature of the State of Wisconsin memorializing the United States not to join the World Court. The Vice-President also laid before the Senate the .... Joint resolution of the Legislature of the State of Wisconsin memorializing the United States Senate to vote against membership in the World Court.* (Congressional Record, Vol. 79, No. 23, pp. 1442-1443.)
- 4872.** *Senate*, Feb. 4, 1935. *The World Court. Delaware. Legislature. Concurrent resolution protesting against the United States participation in the World Court.* Introduced into the Record by Mr. TOWNSEND. (Congressional Record, Vol. 79, No. 23, p. 1447.)
- 4873.** *Senate*, Feb. 4, 1935. *The World Court. Nebraska. Legislature. House of Representatives. Resolution memorializing the Senate of the United States in opposition to the United States entering the World Court.* Introduced into the Record by Mr. NORRIS. (Congressional Record, Vol. 79, No. 23, p. 1447.)
- 4874.** *House of Representatives*, Jan. 29, 1935. *The World Court. Extension of remarks of* DEWEY SHORT, *of Missouri.* (Congressional Record, Vol. 79, No. 19, p. 1224.)
- 4875.** *House of Representatives.* March 11, 1935. *World Court debate. Extension of remarks of* CLARE E. HOFFMANN. Article in the Lawton (Okla.) Leader, Feb. 7, 1935. (Congressional Record, Vol. 79, No. 48, Appendix, pp. 3546-3547.)

GRANDE-BRETAGNE. — GREAT BRITAIN<sup>1</sup>.

## HOUSE OF LORDS.

- 4876.** *Debate on the League and International Relations. Reference to the Court by Lord DAVIES, on 1st May, 1935.* (Parliamentary Debates, House of Lords, Vol. 96, No. 47, p. 740 in daily part.)

<sup>1</sup> Voir aussi les numéros 5183-5184 de cette liste.

4877. *Debate on the League's resolution on Sanctity of Treaties. Reference to the Court by the Marquess of LOTHIAN, on 7th May, 1935.* (Parliamentary Debates, House of Lords, Vol. 96, No. 48, p. 808 in daily part.)

## HONGRIE. — HUNGARY.

4878. *Törvényjavaslat Magyarországnak az Állandó Nemzetközi Bíróság kötelező igénybevételét kimondó okmányhoz való hozzájárulása meghosszabbításáról.* (Országgyűlés képviselőházának irományai. 1934, t. 10, n° 795, p. 449.) [*Projet de loi concernant le renouvellement de l'acceptation par la Hongrie de la disposition relative à la juridiction obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale.* (Actes de la Chambre des Députés. 1934, t. 10, n° 795, p. 449.)]
4879. *Magyarország az Állandó Nemzetközi Bíróság kötelező igénybevételét kimondó okmányhoz való hozzájárulása meghosszabbításáról szóló törvényjavaslat.* Ismertette: LAKATOS GYULA. Az országgyűlés képviselőházának 292. ülése 1934. évi június hó 12-én. (Országgyűlés képviselőházának naplója. T. 23, p. 577-578.) [*Projet de loi concernant le renouvellement de l'acceptation par la Hongrie de la disposition relative à la juridiction obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale. Rapporteur: M. JULES LAKATOS.* Session de la Chambre des Députés n° 292. 12 VI 1934. (Journal de la Chambre des Députés. T. 23, pp. 577-578.)]
4880. 1934. évi XXII. törvénycikk Magyarországnak az Állandó Nemzetközi Bíróság kötelező igénybevételét kimondó okmányhoz való hozzájárulása meghosszabbításáról. [*Loi XXII<sup>e</sup> de l'année 1934 concernant le renouvellement de l'acceptation par la Hongrie de la disposition relative à la juridiction obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale.*] (1934. évi Országos Törvénytar [Corpus Juris], aug. 31.)

## PARAGUAY.

4881. Ley N. 1298. *Por el que se autoriza al P.[oder] E.[jecutivo] a ratificar los Protocolos de Ginebra de 1920 y 1929, sobre Estatuto de la Corte Permanente de Justicia Internacional.* (Diario Oficial, República del Paraguay, Núm. 2135, 1933, Enero 14, pp. 3-4.)

## 3 bis. RATIFICATION DES DIVERS PAYS.

(Voir E 7, pp. 367-368 ; E 8, pp. 346-347 ; E 9, pp. 208-209 ;  
E 10, p. 179.)

4882. *Ratification des accords et conventions conclus sous les auspices de la Société des Nations. Quinzième liste.* (Annexe au Rapport supplémentaire sur les travaux du Conseil et du Secrétariat à la Quinzième Session ordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations.) Genève, le 1<sup>er</sup> sept. 1934. N° officiel: A. 6 (a). 1934. V. Annexe. Série de publications de la Société des Nations. V. Questions juridiques. 1934. V. 1. In-f°, 125 pages. [C. P. J. I., chap. I et XXII, pp. 9-15, 75-77.]

- 4883.** *Ratification of agreements and conventions concluded under the auspices of the League of Nations. Fifteenth List.* (Annex to the Supplementary Report on the work of the Council and the Secretariat to the Fifteenth Ordinary Session of the Assembly of the League of Nations.) Geneva, Sept. 1st, 1934. Official No. A. 6 (a). 1934. V. Annex. Series of the League of Nations Publications. V. Legal. 1934. V. 1. In-f°, 125 pages. [P. C. I. J., Chapters I and XXII, pp. 9-15, 75-77.]
- 4884.** *État actuel des engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.* (Journal officiel [de la] S. d. N., XV<sup>me</sup> année, n° 10 (1<sup>ère</sup> partie), 1934, oct., p. 1181; *ibid.*, XVI<sup>me</sup> année, n° 3, 1935, mars, p. 441; *ibid.*, n° 4, 1935, avril, p. 501.) [Cette liste forme un supplément à la liste complète des signatures et ratifications publiée dans le document A. 6 (a). 1934. V. Annexe.]
- 4885.** *Present situation as regards International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations.* (Official Journal [of the] L. N., 15th year, No. 10 (Part 1), 1934, Oct., p. 1181; *ibid.*, 16th year, No. 3, 1935, March, p. 441; *ibid.*, No. 4, 1935, April, p. 501.) [This list forms a supplement to the complete list of signatures and ratifications published in document A. 6 (a). 1934. V. Annex.]
4. ÉLECTION DES JUGES. — JUGES « AD HOC ». — BIOGRAPHIES DES JUGES.
- (Voir E 2, pp. 262-263; E 3, pp. 272-273; E 4, p. 344; E 5, pp. 301-303; E 6, pp. 368-369; E 7, pp. 368-370; E 8, p. 347; E 9, p. 209; E 10, pp. 179-180.)
- 4886.** *De Uitvaart van M. ADATSJI, Rechter en Oud-President van het Permanente Hof van Internationale Justitie. De rouwplechtigheid in het Vredespaleis. Rede van Minister DE GRAEFF. Levensbericht van MINÉITSJIRŌ ADATSJI [door den Griffier van het Hof, den Heer Å. HAMMARSKJÖLD.] Rede van Sir CECIL J. B. HURST, President van het Hof. Rede van Prof. FRANÇOIS. De Heer TAKE-TOMI dankt voor de belangstelling. Nog een rede van Sir CECIL J. B. HURST.* (Nieuwe Rotterdamsche Courant, 1935, 3 Jan., Avondblad C, pp. 1-2.)
- 4887.** *Conseil de la Société des Nations. 84<sup>me</sup> Session. Genève, 11-21 janv. 1935. 1<sup>ère</sup> séance, 11 janv. 1935. 3509. Hommage à la mémoire de M. ADATCI. Le PRÉSIDENT.... Sir JOHN SIMON M. MASSIGLI.... 3<sup>me</sup> séance, 14 janv. 1935. 3520. Décès de M. ADATCI: Lettre du consul général du Japon à Genève, M. M. YOKOYAMA, adressée au Président du Conseil.* (Journal officiel [de la] S. d. N., XVI<sup>me</sup> année, n° 2, 1935, févr., pp. 89-90, 97.)
- 4888.** *Council of the League of Nations. 84th Session. Geneva, Jan. 11th-21th, 1935. 1st meeting, Jan. 11th, 1935. 3509. Tribute to the memory of M. ADATCI. The PRESIDENT.... Sir JOHN SIMON.... M. MASSIGLI.... 3rd meeting, Jan. 14th, 1935. 3520. Death of M. ADATCI: Letter from the Japanese Consul-General at Geneva,*

- M. M. YOKOYAMA, *to the President of the Council*. (Official Journal [of the] L. N., 16th year, No. 2, 1935, Feb., pp. 89-90, 97.)
4889. BRUNS (VIKTOR), MINEITCIRÔ ADATCI. *Ein Nachruf*. (Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, Band V, Nr. 1, 1935, Febr., pp. 1-4.)
4890. *The League Council and Dr.* ADATCI. (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXXIV, No. 3, 1935, March.) [In Japanese.]
4891. HAMMARSKJÖLD (HJ. L.), MINEITCIRÔ ADATCI *in memoriam*. [En français.] (Acta Scandinavica juris gentium, 1935, pp. 3-4.)
4892. HAMMARSKJÖLD (HJ. L.), MINEITCIRÔ ADATCI. [En suédois. Avec portrait.] (Nordisk Tidsskrift for International Ret, vol. 6, 1935, fasc. 1, pp. 3-4.)
4893. HUBER (MAX), MINEITCIRÔ ADATCI †. 1869-1934. (Neue Zürcher Zeitung, 156. Jahrgang, Nr. 5, 1935, 2. Jan., p. 1.)
4894. HUBER (MAX), MINEITCIRÔ ADATCI. (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXXIV, No. 3, 1935, March.) [In Japanese.]
4895. TACHI (S.), *The late Dr.* ADATCI. (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXXIV, No. 3, 1935, March.) [In Japanese.]
4896. WEHBERG (HANS), MINEITCIRÔ ADATCI †. (Die Friedens-Warte, XXXIV. Jahrg., 1934, Nr. VI, pp. 256-257.)
- 
4897. TORLEY DUWEL (C.-L.), *Le président LODER*. (Bulletin de l'Institut juridique international, t. XXXI: 2, 1934, oct., pp. 225-226.)
- 
4898. *Festgabe für MAX HUBER zum sechzigsten Geburtstag*, 28. Dezember 1934. [Préface de CARL J. BURCKHARDT.] Zürich, Schulthess & Co., 1934. In-8°, VIII+373 pages. [Avec portrait.]
4899. HAMMARSKJÖLD (ÅKE), *Erinnerungen an MAX HUBERS Tätigkeit im Haag*. (Max Huber zum sechzigsten Geburtstag, 28. Dez. 1934). Separatabdruck aus der „Neuen Zürcher Zeitung“. In-8°, 16 pages.
4900. WEHBERG (HANS), MAX HUBERS und WALTHER SCHÜCKINGS 60. *Geburtstag*. (Die Friedens-Warte, XXXIV. Jahrg., 1934, Nr. V, pp. 220-225.)
- 
4901. HOEK (K. VAN), KELLOGG *of the World Court*. (Christian Science Monitor Magazine, Weekly Magazine section, 1935, Feb. 13th.)
-

4902. *Organisation de la Cour permanente de Justice internationale. Tableau des juges par ordre de préséance. Composition des Chambres.* (La Documentation internationale politique, juridique et économique, n° 11, 2<sup>me</sup> année, 1935, 15 mars, p. 171.)

4903. *Conseil de la Société des Nations. 84<sup>me</sup> Session. Genève, 11-21 janv. 1935. 3<sup>me</sup> séance, 14 janv. 1935. 3518. Cour permanente de Justice internationale: Élection d'un juge pour succéder à M. ADATCI, décédé. Le baron ALOISI soumet le rapport suivant....* [Document C. 32. 1935. V.] *Les conclusions du rapport sont adoptées.* (Journal officiel [de la] S. d. N., XVI<sup>me</sup> année, n° 2, 1935, févr., p. 97.)

4904. *Council of the League of Nations. 84th Session. Geneva, Jan. 11th-21st. 3rd meeting, Jan. 14th, 1935. 3518. Permanent Court of International Justice: Election of a Judge in the place of the late Dr. ADATCI. Baron ALOISI presented the following report....* [Document C. 32. 1935. V.] *The conclusions of the report were adopted.* (Official Journal [of the] L. N., 16th year, No. 2, 1935, Feb., p. 97.)

#### 5. INAUGURATION DE LA COUR.

(Voir E 2, pp. 263-264 ; E 3, p. 273.)

#### 6. PRÉPARATION DU RÈGLEMENT. — PROCÉDURE. — TEXTES DU RÈGLEMENT ET DU RÈGLEMENT RÉVISÉ.

(Voir E 2, pp. 264-265 ; E 3, pp. 273-274 ; E 4, pp. 344-345 ; E 5, pp. 303-304 ; E 6, p. 370 ; E 7, p. 371 ; E 8, p. 348 ; E 9, p. 209 ; E 10, p. 180.)

##### A. — Documents officiels.

.....

##### B. — Publications non officielles. — Commentaires.

4905. HAMMARSKJÖLD (ÅKE), *Quelques aspects de la question des mesures conservatoires en droit international positif.* (Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, Band V, Nr. 1, 1935, Febr., pp. 5-33.)

4906. STEINITZ (HANS), *Vorläufige Massnahmen in öffentlich-rechtlichen Streitigkeiten, unter besonderer Berücksichtigung des Ständigen Internationalen Gerichtshofs und des Schweizerischen Bundesgerichts.* Diss. jur. Basel, 1933. [Dactylographié.]

4907. FOCKEMA ANDREÆ (J. P.), *Het geheim van de raadkamer. Beschouwingen over het bekend maken van de gevoelens der minderheden in rechterlijke colleges.* Utrecht, H. de Vroede, 1934. In-8°, VI+89 pages. [C. P. J. I., pp. 3-4, 9-13, 60-66, 89.]

4908. V[ERZIJL] (J. H. W.), *Openbaarheid of geheim der internationale raadkamer? I.* (Weekblad van het Recht, No. 12858, 1935, 26 Jan., pp. 1-2.)

*Idem*, II. (*Ibid.*, No. 12859, 1935, 29 Jan., pp. 1-2.)

4909. HILL (NORMAN L.), *The influence of disputants over procedure in international Courts*. (Virginia Law Review, Vol. XXI, pp. 205-218.)
4910. LEDERMANN (WILHELM), *Das Prozeszrecht des Ständigen Internationalen Gerichtshofs*. Würzburg, Rechts- und staatswissenschaftliche Dissertation. Mellrichstadt, Bauner, 1934. VIII + 36 pages.

## 7. COMPÉTENCE ET EXTENSION DE LA COMPÉTENCE DE LA COUR.

### A. — Documents officiels.

(Voir E 2, p. 265 ; E 3, p. 274 ; E 4, p. 345 ; E 5, p. 304 ; E 6, p. 371 ; E 8, p. 349 ; E 10, p. 181.)

4911. *Troisième Addendum à la quatrième édition de la Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*. (Publications de la Cour, Série D, n° 6.) [Extrait du Dixième Rapport annuel de la Cour permanente de Justice internationale (Série E, n° 10).] — *Third Addendum to the fourth edition of the Collection of Texts governing the jurisdiction of the Court*. (Publications of the Court, Series D., No. 6.) [Extract from the Tenth Annual Report of the Permanent Court of International Justice (Series E., No. 10).]

- 
4912. *Agreement between the Government of the United Kingdom and the Belgian Government for the submission of the claim of Mr. Oscar Chinn for decision by the Permanent Court of International Justice*. Brussels, April 13, 1934. Presented by the Secretary of State for Foreign Affairs to Parliament by Command of His Majesty. Cmd. 4612. 1934. Treaty Series No. 17. (1934.) 6 pages.

### B. — Publications non officielles.

(Voir E 2, pp. 265-266 ; E 3, pp. 274-276 ; E 4, pp. 345-347 ; E 5, pp. 305-306 ; E 6, pp. 371-373 ; E 7, pp. 372-373 ; E 8, pp. 349-352 ; E 9, pp. 209-211 ; E 10, pp. 181-184.)

4913. *Les engagements en matière de règlement pacifique des différends. Année 1934*. [Chap. I, Section II : *La juridiction de la Cour permanente de Justice internationale*. 1 : *Le Statut de la Cour*. 2 : *L'article 36 du Statut de la Cour*. Chap. II, Section II : *La clause facultative de l'article 36 du Statut...*] Société des Nations. Section d'information. 19 févr. 1935. In-f°, II + 14 pages. [Dactylographié.]
4914. *Engagements en matière de règlement pacifique des différends jusqu'au 31 déc. 1934*. I : .... II : *La juridiction de la Cour permanente de Justice internationale*. A : *Statut de la Cour*. B. : *L'art. 36 du Statut de la Cour*. — *Vue d'ensemble au 31 déc. 1934*. I : .... II : *La clause facultative de l'art. 36 du Statut de la*

- C. P. J. I. (Revue de Droit international, de Sciences diplomatiques et politiques, fondée et publiée par ANTOINE SOTTILE, 13<sup>me</sup> année, n° 1, 1935, janv.-mars, pp. 66-70.)
4915. *Vue d'ensemble des engagements en matière de règlement pacifique des différends au 31 décembre 1934. Juridiction de la Cour permanente de Justice internationale.* I. Protocole du 16 déc. 1920. II. Protocole de révision du 14 sept. 1929. III. Clause facultative de l'article 36 du Statut. Engagements. Réserves. (La Documentation internationale politique, juridique et économique, n° 11, 2<sup>me</sup> année, 1935, 15 mars, pp. 175-176.)
- 
4916. HAMMARSKJÖLD (ÅKE), *Quelques aspects de la fonction consultative de la Cour permanente de Justice internationale.* (Festgabe für MAX HUBER zum sechzigsten Geburtstag, 28. Dez. 1934. Zürich, Schulthess & Co., 1934, pp. 146-166.)
- 
4917. STAUFFENBERG (B. SCHENK Graf von —), *Die Zuständigkeit des Ständigen Internationalen Gerichtshofs für die sogenannten politischen Streitigkeiten.* (Deutsche Juristen-Zeitung, 39. Jahrg., Heft 21, 1934, 1. Nov., pp. 1325-1330.)
- 
4918. CSIKY (JÁNOS), *Az általános jogelvek, mint a nemzetközi jog forrása.* [Les principes généraux de droit comme source du droit international. En hongrois, avec résumé du contenu en français.] Szeged, 1934, In-8°, 49 pages. [C. P. J. I. Art. 38 du Statut de la Cour.]
4919. GRAPIN (PIERRE), *Valeur internationale des principes généraux du droit. Contribution à l'étude de l'article 38, alinéa 3, du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.* Thèse. Paris, Loviton, 1934. In-8°, 211 pages.
4920. I. (V. R.), *Arbitrations (law applicable by reference to the Statute of the Permanent Court of International Justice).* (The British Year Book of International Law, 15th year of issue, 1934, pp. 146-147.) [On Art. 38 of the Statute of the P. C. I. J.]
4921. MERIGGI (LÉA), *Considérations sur le problème des sources du droit des gens.* (Revue de Droit international et de Législation comparée, 1934, n° 3, pp. 492-529.) [Art. 38<sup>3</sup> du Statut de la C. P. J. I., pp. 33-35.]
4922. STRUPP (KARL), *Les règles générales du droit de la paix.* (Recueil des cours [professés à l'] Académie de Droit international, établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, 1934 : I, t. 47 de la collection, pp. 265-601.) [Art. 38 du Statut de la C. P. J. I., pp. 324-348.]
4923. VERDROSS (ALFRED VON), *Les principes généraux du droit et le droit des gens.* (Revue de Droit international, fondée et dirigée par A. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, VIII<sup>me</sup> année, t. XIII, n° 2, 1934, avril-mai-juin, pp. 484-498.) [Art. 38 du Statut de la C. P. J. I.]
-

4924. HABICHT (MAX), *Power of the international judge to give a decision "ex æquo et bono"*. (New Commonwealth monographs.) Constable, 1935. 104 pages.
4925. HABICHT (MAX), *Le pouvoir du juge international de statuer « ex æquo et bono »*. (Recueil des cours [professés à l'] Académie de Droit international, établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, 1934 : III, t. 49 de la collection, pp. 277-371.) [La faculté de la C. P. J. I. de statuer *ex æquo et bono*, pp. 284-305.]
- 
4926. AUBURTIN (ANGÈLE), *Die Zuständigkeit des Ständigen Internationalen Gerichtshofs nach dem Leticia-Protokoll vom 24. Mai 1934*. (Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, Band V, Nr. 1, 1935, Febr., pp. 81-87.)
4927. RÆSTAD (ARNOLD), *Voldgiftsklausul i internasjonale konvensjoner om intellektuel og industriel eiendomsrett*. Nobelinstituttets Forelaesninger IV. (Nordisk Tidsskrift for international Ret = Acta Scandinavica juris gentium, Vol. V, fasc. 4, 1934, pp. 191-201.) [C. P. J. I., *passim*.]
4928. *The New Commonwealth Forum. The International Equity Tribunal*. [Extracts from recognized authorities.... A. VERDROSS, W. SCHÜCKING, M. HABICHT.] (The New Commonwealth, Vol. 3, No. 2, 1934, Nov., p. 216.)

#### 8. PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DIPLOMATIQUES DES JUGES ET DES FONCTIONNAIRES DU GREFFE.

- (Voir E 2, p. 350 [n° 1292] ; E 3, p. 316 [n° 1847] ; E 4, p. 347 ; E 5, p. 306 ; E 6, p. 373 ; E 7, pp. 373-374 ; E 8, p. 351 ; E 9, p. 211 ; E 10, p. 184.)
4929. HAMMARSKJÖLD (Å.), *Les immunités des personnes « investies de fonctions d'intérêt international »*. (Revue de Droit international et de Législation comparée, 3<sup>me</sup> série, tome XVI, 1935, n° 1, pp. 5-31.)
4930. HEDDAYA (MOHAMED ABD EL SALAM), *Les immunités des agents diplomatiques*. Thèse de droit, Lyon, 1932-1933. Lyon, 1932. In-8°, 130 pages.
4931. ZAJĄCZKOWSKI (J. C.), [Les privilèges diplomatiques et les fonctionnaires internationaux. Varsovie, 1934.] [Privilèges et immunités diplomatiques des membres de la C. P. J. I., pp. 134-142.]

#### 9. ORGANISATION DU GREFFE DE LA COUR.

(Voir E 7, p. 374.)

#### 10. LOCAUX DE LA COUR DANS LE PALAIS DE LA PAIX.

(Voir E 9, pp. 211-212 ; E 10, p. 185.)

4932. LYSÉN (A.), *History of the Carnegie Foundation and of the Peace Palace at The Hague*. (Bibliotheca Visseriana dissertationum ius internationale illustrantium cura Facultatis iuridicae Lugduno-Batavae edita, tomus XI, XXVIII.) Lugduni Batavorum, E. J. Brill, 1934. In-8°, XIII+188 pages. [P. C. I. J., pp. 112-115, 120, 123, 125, 127-131, 137, 138, 139-140, 144, 146-153, 159-161, 165.]

C. — L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE ET CONSULTATIVE  
DE LA COUR

I. ACTES ET DOCUMENTS RELATIFS AUX ARRÊTS ET AUX AVIS.

(Voir E 2, pp. 266-268 ; E 3, pp. 276-277 ; E 4, p. 348 ; E 5, p. 307 ; E 6, pp. 374-375 ; E 7, pp. 375-376 ; E 8, pp. 351-352 ; E 9, pp. 212-213 ; E 10, pp. 185-186.)

[Publications de la] Cour permanente de Justice internationale. Série C. Plaidoiries, Exposés oraux et Documents. N<sup>os</sup> 70-75. — [Publications of the] Permanent Court of International Justice. Series C. Pleadings, Oral Statements and Documents. Nos. 70-75. Leyde, Sijthoff, 1934-1935. In-8°. [Continuation.]

4933. XXX<sup>me</sup> session — 1933. N<sup>o</sup> 70. *Affaire relative à l'administration du prince von Pless*. (Requête retirée ultérieurement.) *Ordonnances des 4 févr., 11 mai, 4 juillet et 2 déc. 1933*. (Série A/B, fasc. n<sup>os</sup> 52, 54, 57 et 59.) — XXX<sup>th</sup> session—1933. No. 70. *Case concerning the administration of the Prince von Pless*. (Application eventually withdrawn.) *Orders of Feb. 4th, May 11th, July 4th and Dec. 2nd, 1933*. (Series A./B., Fasc. Nos. 52, 54, 57 and 59.)

4934. XXX<sup>me</sup> session — 1933. N<sup>o</sup> 71. *Affaire relative à la réforme agraire polonaise et la minorité allemande*. (Requête retirée ultérieurement.) *Ordonnances des 29 juillet et 2 déc. 1933*. (Série A/B, fasc. n<sup>os</sup> 58 et 60.) — XXX<sup>th</sup> session—1933. No. 71. *Case concerning the Polish agrarian reform and the German minority*. (Application eventually withdrawn.) *Orders of July 29th and Dec. 2nd, 1933*. (Series A./B., Fasc. Nos. 58 and 60.)

4935. XXX<sup>me</sup> session — 1933. N<sup>o</sup> 72. *Appel contre une sentence du Tribunal arbitral mixte hungaro-tchécoslovaque*. (Université Peter Pázmány c/ État tchécoslovaque.) *Arrêt du 15 déc. 1933*. (Série A/B, fasc. n<sup>o</sup> 61.) *Requête*. — *Mémoires et annexes*. — XXX<sup>th</sup> session—1933. No. 72. *Appeal from a judgment of the Hungaro-Czechoslovak Mixed Arbitral Tribunal*. (The Peter Pázmány University v. the State of Czechoslovakia.) *Judgment of Dec. 15th, 1933*. (Series A./B., Fasc. No. 61.) *Application*. — *Cases and Annexes*.

4936. XXX<sup>me</sup> session — 1933. N<sup>o</sup> 73. *Appel contre une sentence du Tribunal arbitral mixte hungaro-tchécoslovaque*. (Université Peter Pázmány c/ État tchécoslovaque.) *Arrêt du 15 déc. 1933*. (Série A/B, fasc. n<sup>o</sup> 61.) *Procès-verbaux*. — *Plaidoiries*. — *Documents déposés*. — *Correspondance*. — *Tables*. — XXX<sup>th</sup> session

- 1933. No. 73. *Appeal from a judgment of the Hungaro-Czechoslovak Mixed Arbitral Tribunal. (The Peter Pázmány University v. the State of Czechoslovakia.) Judgment of Dec. 15th, 1933. (Series A./B., Fasc. No. 61.) Minutes.—Pleadings.—Documents filed.—Correspondence.—Tables.*
4937. XXXI<sup>me</sup> session — 1934. N° 74. *Affaire franco-hellénique des phares. Arrêt du 17 mars 1934. (Série A/B, fasc. n° 62.) — XXXI<sup>st</sup> session—1934. No. 74. Lighthouses case between France and Greece. Judgment of March 17th, 1934. (Series A./B., Fasc. No. 62.)*
4938. XXXIII<sup>me</sup> session — 1934. N° 75. *Affaire Oscar Chinn. Arrêt du 12 déc. 1934. (Série A/B, fasc. n° 63.) — XXXIII<sup>rd</sup> session—1934. No. 75. The Oscar Chinn case. Judgment of Dec. 12th, 1934. (Series A./B., Fasc. No. 63.)*

## 2. TEXTES DES ARRÊTS ET DES AVIS.

## A. — Textes officiels.

(Voir E 2, pp. 269-270 ; E 3, p. 277 ; E 4, p. 349 ; E 5, pp. 308-309 ; E 6, p. 375 ; E 7, p. 376 ; E 8, pp. 352-353 ; E 9, pp. 213-215 ; E 10, p. 187.)

[Publications de la] Cour permanente de Justice internationale. Série A/B. Arrêts, Ordonnances et Avis consultatifs. Fascicules nos 63-64. — [Publications of the] Permanent Court of International Justice. Series A./B. Judgments, Orders and Advisory Opinions. Fascicules Nos. 63-64. Leyde, Sijthoff, 1934-1935. In-8°. [Continuation.]

4939. Fasc. n° 63. *Affaire Oscar Chinn. Arrêt du 12 déc. 1934. XXXIII<sup>me</sup> session. 1934. XXXIII<sup>rd</sup> session. Judgment of Dec. 12th, 1934. Fasc. No. 63. The Oscar Chinn case.*
4940. Fasc. n° 64. *Écoles minoritaires en Albanie. Avis consultatif du 6 avril 1935. XXXIV<sup>me</sup> session. 1935. XXXIV<sup>th</sup> session. Advisory Opinion of April 6th, 1935. Fasc. No. 64. Minority Schools in Albania.*

## B. — Publications non officielles (in extenso ou en résumé).

(Voir E 2, pp. 270-278 ; E 3, pp. 278-279 ; E 4, pp. 350-353 ; E 5, pp. 309-310 ; E 6, pp. 376-379 ; E 7, pp. 376-378 ; E 8, pp. 353-357 ; E 9, pp. 215-217 ; E 10, pp. 187-189.)

4941. *Entscheidungen des Ständigen Internationalen Gerichtshofs, nach der Zeitfolge geordnet.* Ausgabe in deutscher Übersetzung, unter Leitung des Komm. Direktors Prof. Dr [C.] RÜHLAND. Herausgeg. vom Institut für Internationales Recht an der Universität Kiel. X. Band, enthaltend zwei Urteile und neun Verfügungen aus dem Jahre 1933. Leiden, A. W. Sijthoff's Uitgeversmaatschappij N. V., 1934. In-8°, 227 pages.

## INHALTSVERZEICHNIS.

	Seite
A/B 51 — Verfügung vom 26. Januar 1933 in Sachen betreffend die Abgrenzung der Territorialgewässer zwischen der Insel Castellorizo und den Küsten von Anatolien . . . . .	9

	Seite
A/B 52 — Verfügung vom 4. Februar 1933 in Sachen betreffend die Verwaltung des Fürsten von Pless (prozesshindernde Einrede) . . . . .	15
A/B 53 — Urteil vom 5. April 1933 in Sachen betreffend die Rechtslage von Ostgrönland . . . . .	25
Abweichende Ansicht des Herrn ANZILOTTI . . . . .	92
Bemerkungen der Herren SCHÜCKING und WANG . . . . .	117
Abweichende Ansicht des Herrn VOGT . . . . .	118
A/B 54 — Verfügung vom 11. Mai 1933 in Sachen betreffend die Verwaltung des Fürsten von Pless (vorläufige Massnahmen) . . . . .	151
A/B 55 — Verfügung vom 11. Mai 1933 in Sachen betreffend die Rechtslage des südöstlichen Gebiets von Grönland . . . . .	159
A/B 56 — Verfügung vom 12. Mai 1933 in Sachen betreffend Berufungen gegen gewisse Entscheidungen des Ungarisch-Tschechoslovakischen Gemischten Schiedsgerichtshofs . . . . .	165
A/B 57 — Verfügung vom 4. Juli 1933 in Sachen betreffend die Verwaltung des Fürsten von Pless (Fristverlängerung) . . . . .	171
A/B 58 — Verfügung vom 29. Juli 1933 in Sachen betreffend die polnische Agrarreform und die deutsche Minderheit (vorläufige Massnahmen) . . . . .	177
Abweichende Ansicht des Barons ROLIN-JAEQUEMYS . . . . .	185
Abweichende Ansicht des Herrn ANZILOTTI . . . . .	186
Abweichende Ansicht der Herren SCHÜCKING und Jonkheer VAN EYSINGA . . . . .	189
A/B 59 — Verfügung vom 2. Dezember 1933 in Sachen betreffend die Verwaltung des Fürsten von Pless . . . . .	197
A/B 60 — Verfügung vom 2. Dezember 1933 in Sachen betreffend die polnische Agrarreform und die deutsche Minderheit . . . . .	203
A/B 61 — Urteil vom 15. Dezember 1933 in Sachen betreffend die Berufung gegen ein Urteil des Ungarisch-Tschechoslovakischen Gemischten Schiedsgerichtshofs (Peter Pázmány-Universität gegen den Tschechoslovakischen Staat) . . . . .	209
Abweichende Ansicht des Herrn HERMANN-OTAVSKÝ . . . . .	264

4942. *Tableau d'ensemble de l'activité de la Cour permanente de Justice internationale. Arrêts. Avis. Ordonnances.* (La Documentation internationale politique, juridique et économique, n° II, 2<sup>me</sup> année, 1935, 15 mars, pp. 171-174.)

4943. *World Court Reports. A collection of the Judgments, Orders and Opinions of the Permanent Court of International Justice.* Edited by MANLEY O. HUDSON. [Introduction by JAMES BROWN SCOTT.] Vol. I, 1922-1926. Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 1934. In-8°, XXIX+777 pages.

*Idem*, Vol. II. 1927-1932. [Containing the judgments, orders and opinions of the Court up through the judgment in the Free Zones case of June 7, 1932.] Washington, 1935. In-8°, XXI+870 pages.

4944. *Sprüche des Ständigen Internationalen Gerichtshofes. I. Ordonnance vom 29. Juli 1933 betr. die polnische Agrarreform und die deutsche Minderheit. Affaire concernant la réforme agraire polonaise et la minorité allemande.* [Texte français de l'ordonnance.] (Niemeyers Zeitschrift für Internationales Recht, XXXXVIII. Band, 2.-6. Heft, pp. 335-349.)

4945. *Ordonnanzen betr. polnische Massnahmen hinsichtlich des Fürsten v. Pless* (11. Mai 1933, 4. Juli 1933, 2. Dez. 1933). [Textes français de ces trois ordonnances.] (Niemeyers Zeitschrift für Internationales Recht, XXXVIII. Band, 2.-6. Heft, pp. 350-360.)
- 
4946. *Arrêts, ordonnances et avis consultatifs de la Cour permanente de Justice internationale.* [I:] Arrêt rendu le 15 déc. 1933. *Affaire introduite en appel contre la sentence n° 221, rendue, le 3 février 1933, par le Tribunal arbitral mixte hungaro-tchécoslovaque.* (Université royale hongroise des Sciences Peter Pázmány de Budapest c/ État tchécoslovaque.) [II:] Arrêt rendu le 17 mars 1934. *Affaire des Phares* (Gouvernement de la République française c/ Gouvernement de la République hellénique). (Bulletin de l'Institut juridique international, t. XXXI: 1, 1934, juillet, pp. 114-116; voir aussi p. 66.)
4947. FACHIRI (ALEXANDER P.), *Judgment of the Permanent Court of International Justice, delivered Dec. 15, 1933. Appeal from the Hungaro-Czechoslovak Mixed Arbitral Tribunal.* (The British Year Book of International Law, 15th year of issue, 1934, pp. 162-164.)
4948. *Mouvement jurisprudentiel. Cour permanente de Justice internationale. Appel contre une sentence du Tribunal hungaro-tchécoslovaque: Université Peter Pázmány c/ État tchécoslovaque.* (Arrêt du 15 déc. 1935.) (Revue de Droit international, fondée et dirigée par A. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, t. XIV, n° 4, VIII<sup>me</sup> année, 1934, oct.-nov.-déc., pp. 503-539.)
4949. STAUFFENBERG [B. SCHENK Graf von —], *Das Urteil des Ständigen Internationalen Gerichtshofs vom 15. Dezember 1933* (Série A/B, Nr. 61): *Berufung gegen eine Entscheidung des ungarisch-tschechoslowakischen Gemischten Schiedsgerichts* (Die Universität Peter Pázmány .j. Tschechoslowakischen Staat). (Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, Band IV, Nr. 2, 1934, Mai, pp. 395-403.)
- 
4950. FRIEDE ([W.]), *Urteil des Ständigen Internationalen Gerichtshofs vom 17. März 1934 im französisch-griechischen Leuchtturmstreit.* (Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, Band IV, Nr. 4, 1934, Nov., pp. 919-925.)
4951. *Der französisch-griechische Leuchtturmstreit vor dem Ständigen Internationalen Gerichtshof.* (Die Friedens-Warte, XXXIV. Jahrgang, 1934, Nr. III, pp. 122-125.)
- 
4952. *Das internationale Regime des Kongobeckens vor dem Ständigen Internationalen Gerichtshof.* (Die Friedens-Warte, XXXIV. Jahrg., 1934, Nr. VI, pp. 258-267.)

- 4953.** *Justice internationale. Sommaire. Jurisprudence. Affaire Oscar Chinn.* (La Documentation internationale politique, juridique et économique, n° 11, 2<sup>me</sup> année, 1935, 15 mars, pp. 169-171.)
- 4954.** STAUFFENBERG [B. SCHENK Graf VON —], *Das Urteil des Ständigen Internationalen Gerichtshofs im Fall Oscar Chinn, vom 12. Dez. 1934.* (Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, Band V, Nr. 1, 1935, Febr., pp. 195-200.)
- 4955.** *Arrêts, Ordonnances et Avis consultatifs de la Cour permanente de Justice internationale. Arrêt rendu le 12 décembre 1934. Affaire Oscar Chinn.* (Bulletin de l'Institut juridique international, t. XXXII : 1, 1935, janv., p. 78.)
- 4956.** *Cour permanente de Justice internationale. Affaire Oscar Chinn. — Affaire relative aux écoles minoritaires en Albanie.* (Revue de Droit international, de Sciences diplomatiques et politiques, fondée et publiée par ANTOINE SOTTILE, 13<sup>me</sup> année, n° 1, 1935, janv.-mars, pp. 70-73.)
- 
- 4957.** *Jurisprudence. Affaire des écoles minoritaires en Albanie.* [Analyse de l'avis consultatif de la C. P. J. I.] (La Documentation internationale politique, juridique et économique, 2<sup>me</sup> année, n° 13, 1935, 15 mai, pp. 212-214.)
- 4958.** *Une violation du Traité de minorités par l'Albanie, constatée par la Cour permanente de La Haye.* (Minorité; Informations concernant les minorités et l'évolution du droit minoritaire, 11<sup>me</sup> année, 1935, mai-juin, pp. 83-85.)
- 4959.** *Der Völkerbund und die Minderheit in Albanien.* (Glasul Minorităților — La Voix des minorités — Die Stimme der Minderheiten, année XIII, n° 4, 1935, avril, pp. 65-68.)

### 3. ÉTUDES SUR LES ARRÊTS ET LES AVIS.

(Voir E 2, pp. 294-302; E 3, pp. 281-285; E 4, pp. 354-360; E 5, pp. 311-316; E 6, pp. 380-386; E 7, pp. 379-384; E 8, pp. 360-369; E 9, pp. 220-227; E 10, pp. 194-204.)

- 4960.** *Handbuch der Entscheidungen des Ständigen Internationalen Gerichtshofs. — Répertoire des décisions de la Cour permanente de Justice internationale. — Digest of the decisions of the Permanent Court of International Justice. — 1931-1934.* ERNST SCHMITZ, B. SCHENK Graf VON STAUFFENBERG. (Fontes Juris Gentium, edidit VIKTOR BRUNS. Series A, Sectio I, Tomus III.) Berlin, Carl Heymanns Verlag, 1935. In-8°, XVIII+108 pages doubles.
- 4961.** [United States] *Library of Congress. Legislative reference service. Judgments, Orders of Court, and Advisory Opinions rendered by the Permanent Court of International Justice at The Hague.*

(Second Supplement.) Compiled and digested by CARL L. W. MEYER. April 6, 1935. 37 pages. [Typewritten.]

4962. FAIRMAN (CHARLES), *The interpretation of treaties*. (Transactions of the Grotius Society, Vol. 20, Problems of peace and war. Papers read before the Society in the year 1934. London, 1935, pp. 123-139.) [P. C. I. J., *passim*.]
4963. HÄRLE (ELFRIED), *Rechtsprechung. Aus der Praxis des Ständigen Internationalen Gerichtshofs*. (Völkerbund und Völkerrecht, 2. Jahrg., Heft 1, 1935, April, pp. 50-53.)  
*Idem*. [Fortsetzung.] (*Ibid.*, Heft 2, 1935, Mai, pp. 128-133.)
4964. HAMMERLE (HERMANN), *Die internationalen Organe und Kommissionen nach der Rechtsprechung des Ständigen Internationalen Gerichtshofs*. (Rechts- und staatswissenschaftliche Dissertation, Würzburg.) München, Salesian-Offizin., 1934. In-8°, 98 pages.
4965. HOLLIS (WALTER), *Types of international adjudications, being a study of the work of the Permanent Court of International Justice and the Permanent Court of Arbitration*. Submitted in partial fulfillment of the requirement for the degree of Master of Arts in the Faculty of Political Science, Columbia University. New York, 1933.
4966. HUDSON (MANLEY O.), *The thirteenth year of the Permanent Court of International Justice*. (The American Journal of International Justice, Vol. 29, No. 1, 1935, Jan., pp. 1-24.)
4967. HUDSON (MANLEY O.), *International engagements and their interpretation by the Permanent Court of International Justice*. (Legal essays in tribute to ORRIN KIP McMURRAY, University of California Press, 1935, pp. 187-220.)
4968. KUČERA (BOH.), *Mezinárodní rozsudek, jeho náležitosti a výklad*. [*La sentence internationale, sa pertinence et son interprétation*.] (Zahraniční Politika, Ročník XIV, 1935, I, pp. 30-35.)  
*Idem*, suite. (*Ibid.*, Ročník XIV, 1935, II, pp. 100-105.)
4969. LAUTERPACHT (H.), *Les travaux préparatoires et l'interprétation des traités*. (Recueil des cours [professés à l'] Académie de Droit international, établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, 1934, II, t. 48 de la collection, pp. 708-817.) [La jurisprudence de la C. P. J. I., pp. 767-778.]
4970. RAY (JEAN), *Des conflits entre principes abstraits et stipulations conventionnelles*. (Recueil des cours [professés à l'] Académie de Droit international, établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, 1934, II, t. 48 de la collection, pp. 631-712.) [Étude de quelques affaires portées devant la C. P. J. I., pp. 662-676.]
4971. *East Carelia. A survey of the country and its population, and a review of the Carelian question*. Helsinki, Akateeminen

- Karjala-Seura (Academic Carelia-League), 1934. In-8°, 216 pages. [Attempts at an international settlement of the Carelian question, pp. 185-195.]
- 
4972. VALLOTTON (JAMES), *Consultation au sujet de la compétence du Tribunal arbitral mixte germano-tchécoslovaque en matière de réclamations de propriétaires fonciers allemands contre certaines mesures de réforme agraire de l'État tchécoslovaque. Prince Thuan et Taxis c/ État tchécoslovaque*. Lausanne, oct. 1926. In-4°, VII+60 pages. [Chap. IV. — Des jugements de la C. P. J. I. sur les réclamations de l'État allemand contre l'État polonais (1925-1926), pp. 18-24.]
- 
4973. SOLMS-BRAUNFELS (FRANZ Prinz zu —), *Die völkerrechtliche Stellung der Donau*. Jur. Diss. Erlangen. Würzburg—Aumühle, Triltsch, 1935. In-8°, VIII+92 pages.
- 
4974. MCN[AIR] (A. D.), *The gold clause in the Permanent Court and the House of Lords*. (The British Year Book of International Law, 15th year of issue, 1934, p. 142.)
- 
4975. BLUM (HANS), *Würde eine zwischen Deutschland und Österreich getroffene Vereinbarung auf der Grundlage und in den Grenzen der im Protokoll vom 19. März 1931 vorgesehenen Grundsätze mit Art. 88 des Vertrages von Saint-Germain und mit dem am 4. Okt. 1922 in Genf unterzeichneten Protokoll Nr. 1 vereinbar sein?* (Rechtswissenschaftliche Dissertation, Köln.) Mettmann (Rhld.), Kirchmann, 1934. In-8°, IX+44 pages.
- 
4976. RUTENBERG (G.), *Den faste Domstol for mellemfolkelig Retsplejes Afgørelse af 15. Oktober 1931 i de litauisk-polske Stridigheder*. (Nordisk Tidsskrift for International Ret = Acta Scandinavica juris gentium, Vol. 5, 1934, fasc. 2-3, pp. 123-142.)
- 
4977. YOKOTA (K.), *Judgments of the Permanent Court of International Justice*. (6.) [Series A./B., No. 45: *Interpretation of the Greco-Bulgarian Agreement of Dec. 9th, 1927 (Caphandaris-Molloff Agreement)*. Advisory Opinion of March 8th, 1932. In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXXIII, No. 6, 1934, July.)
- 
4978. BECKER (KURT), *Der französisch-schweizerische Freizonenstreit. Der Versailler Vertrag über d. Zonenfrage u. d. Verhalten Frankreichs*. Rechts- und staatswiss. Dissertation. Würzburg, Mayr, 1933. In-8°, 35 pages.

4979. BOZON (RAOUL), *L'affaire franco-suisse des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex*. Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1935. In-8°, 174 pages.
4980. FRANCOZ (PAUL), *Les zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex*. (Revue politique et parlementaire, n° 487, 42<sup>me</sup> année, 1935, 10 juin, pp. 517-524.)
4981. [Lettre du Département politique fédéral à la Rédaction du Journal d'agriculture suisse relative à une déclaration du Conseil fédéral suisse devant la Cour permanente de Justice internationale.] (Journal d'agriculture suisse, Genève, 56<sup>me</sup> année, 1934, pp. 116-117.)
4982. L'HUILLIER (JEAN), *L'affaire des zones franches devant la Cour permanente de Justice internationale. Études rhodaniennes*. (Revue de géographie régionale publiée à l'Institut des Études rhodaniennes de l'Université de Lyon, 1932, nos 3-4, pp. 145-170.)
4983. *Vie (La) juridique des peuples*. Bibliothèque de Droit contemporain, sous la direction de H. LÉVY-ULLMANN et B. MIRKINE-GUETZÉVITCH. VI: Suisse. Paris, Delagrave, 1935. In-8°, XIII+435 pages. [Zones franches, pp. 392-396.]
4984. YOKOTA (K.), *Judgments of the Permanent Court of International Justice*. (7.) [Series A./B., No. 46: Case of the Free Zones of Upper Savoy and the District of Gex. Judgment of June 7th, 1932. In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXXIII, No. 7, 1934, Sept.)
- 
4985. SPOHN (KARL), *Die Memelkonvention vom 8. Mai 1924. Ihre Entstehung und ihr Inhalt*. (Rechts- und staatswissenschaftliche Dissertation, Würzburg.) Dortmund, Rühmkorf, 1934. In-8°, 36 pages.
4986. YOKOTA (K.), *Judgments of the Permanent Court of International Justice*. (8.) [Series A./B., No. 47: Interpretation of the Statute of the Memel territory. (Preliminary Objection.) Judgment of June 24th, 1932. In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXXIII, No. 8, 1934, Oct.)
4987. YOKOTA (K.), *Judgments of the Permanent Court of International Justice*. (9.) [Series A./B., No. 49: Interpretation of the Statute of the Memel territory. Judgment of Aug. 11th, 1932. In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXXIII, No. 9, 1934, Nov.)
- 
4988. *Az Allandó Nemzetközi Biróság által 1932. nov. 15-én a nők éjjeli munkájára vonatkozólag 1919-ben Washingtonban kötött egyezmény magyarázata tárgyában adott véleményről*. [L'Avis de la C. P. J. I. du 15 XI 1932 sur la Convention de Washington de 1919 concernant le travail de nuit des femmes.] (Külügyi Szemle, 1934, pp. 79-80.)

4989. YOKOTA (K.), *Judgments of the Permanent Court of International Justice*. (10.) [Series A./B., No. 50: *Interpretation of the Convention of 1919 concerning employment of women during the night*. Advisory Opinion of Nov. 15th, 1932. In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXXIII, No. 10, 1934, Dec.)
- 
4990. YOKOTA (K.), *Judgments of the Permanent Court of International Justice*. [Series A./B., No. 51: *Case concerning the delimitation of the territorial waters between the island of Castellorizo and the coasts of Anatolia*. Order of January 26th, 1933. Nos. 52, 54, 57, 59: *Prince von Pless administration*. Orders of Feb. 4th, May 11th, July 4th, Dec. 2nd, 1933. In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXXIV, No. 3, 1935, March.)
- 
4991. *Allandó Nemzetközi Bírószág Kelet-Grönland jogi helyzetére vonatkozó 1933. ápr. 5.-én hozott ítélete*. [L'arrêt de la C. P. J. I. concernant le statut juridique du Groënland oriental. En hongrois.] (Külügyi Szemle, 1934, pp. 77-79.)
4992. *Cour permanente de Justice internationale. Statut juridique du Groënland oriental*. (Arrêt du 5 avril 1933.) Note de A. [DE GEOUFFRE] DE LA PRADELLE. (Recueil général périodique et critique des décisions, conventions et lois relatives au droit international public et privé. Recueil fondé et dirigé par ALBERT [DE GEOUFFRE] DE LA PRADELLE, 1<sup>er</sup> cahier, 1934, juin, pp. 27-48.)
4993. EÖTTEVÉNYI (OLIVÉR), *Az Allandó Nemzetközi Bírószág ítélete Grönland hovatarozása tárgyában*. [L'arrêt de la C. P. J. I. concernant le statut juridique du Groënland oriental. En hongrois.] (Külügyi Szemle, 1934, pp. 193-194.)
4994. GENET (RAOUL), *Notes sur l'acquisition par occupation et le droit des gens traditionnel* (suite). (Revue de Droit international et de Législation comparée, 3<sup>me</sup> série, t. XV, 1934, n° 3, pp. 416-450.) [Affaire du Groënland oriental.]
4995. SMEDAL (GUSTAV), *Nasjonalt Forfall. Tilbakeblikk og Fremtidsmål i Grønlandssaken*. Oslo, Olaf Norli, 1934. In-8°, 327 pages.
4996. SMEDAL (GUSTAV), *Nordisk Samarbeide — Revision av Uretten i Kiel*. (I „Ragnarok”, 1935, no. 1, s. 2-8.)
4997. SMITH (OLAF M.), *Le statut juridique des terres polaires*. Paris, Rousseau, 1934. In-8°, 199 pages. [Chap. V: Le procès du Groënland oriental, pp. 117-124.]
4998. WOLGAST (ERNST), *Das Rechtsverhältnis der Vertragsverhandlungen im Völkerrecht. Die „Ihlandeklaration“*. (Völkerbund und Völkerrecht, 1. Jahrg., Heft 11, 1935, Febr., pp. 602-607.)

4999. YOKOTA (K.), *Judgments of the Permanent Court of International Justice*. (12.) [Series A./B., No. 48: *Legal Status of the South-Eastern Territory of Greenland*.—Orders of August 2nd and 3rd, 1932. Series A./B., No. 55; *idem*, Order of May 11th, 1933. In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXXIV, No. 2, 1935, Feb.)
5000. YOKOTA (K.), *Judgments and opinions of the Permanent Court of International Justice*. [Series A./B., No. 53: *Legal Status of Eastern Greenland*. Judgment of April 5th, 1933. In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXXIV, No. 1, 1935, Jan.)
- 
5001. *A hágai nemzetközi törvényszék ítékezése. Az egyetemi per.* [L'arrêt de la C. P. J. I. concernant l'affaire de l'Université Peter Pázmány. En hongrois.] (Nemzetközi Jog Tára, 1934, t. IX, p. 1.)
5002. *Cour permanente de Justice internationale. Appel contre une sentence du Tribunal arbitral mixte hungaro-tchécoslovaque. Université Peter Pázmány c/ État tchécoslovaque. Arrêt du 15 déc. 1934.* [Avec une note de X. X. X.] (Recueil général périodique et critique des décisions, conventions et lois relatives au droit international public et privé, fondé et dirigé par ALBERT [DE GEOUFFRE] DE LA PRADELLE, 2<sup>me</sup> cahier, 3<sup>me</sup> et 4<sup>me</sup> livraisons, 1934, juillet-déc., pp. 49-66.)
5003. L[AUTERPACHT] (H.), *The Permanent Court of International Justice as a Court of Appeal*. [Case concerning the Peter Pázmány University.] (The British Year Book of International Law, 15th year of issue, 1934, pp. 141-142.)
5004. VÁLI (FERENC), *A Budapesti Egyetem pere a csehszlovák állam ellen.* [Le procès de l'Université de Budapest contre la Tchécoslovaquie. En hongrois.] (Külügyi Szemle, XI. Évf. 3. Szám, 1934, Július, pp. 270-275.)
- 5004 a. VÁLI (FRANÇOIS), *L'appel contre les sentences arbitrales en droit international public, et le procès de l'Université de Budapest contre l'État tchécoslovaque.* (Extrait de « La Hongrie dans les relations internationales ».) Budapest, Athenaeum, 1935. In-8°, 18 pages.
5005. W[ILLIAMS] (J. F[ISCHER]), [Note on the case concerning the Peter Pázmány University.] (The British Year Book of International Law, 15th year of issue, 1934, p. 142.)
5006. YOKOTA (K.), *Judgments of the Permanent Court of International Justice*. [Series A./B., No. 61: *Appeal from a judgment of the Hungaro-Czechoslovak Mixed Arbitral Tribunal*. (The Peter Pázmány University.) Judgment of Dec. 15th, 1933. In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXXIV, No. 4, 1935, April.)
- 
5007. POLGÁR (IMRE), *Állandó Nemzetközi Biróság 31. ülészaka, mely 1934 febr. 1. kezdődött az u. n. vizsgálótoronyperben.* [31<sup>me</sup> session de la C. P. J. I. commencée le 1<sup>er</sup> II 1934, concernant l'affaire des phares. En hongrois.] (Külügyi Szemle, 1934, pp. 313-315.)

5008. YOKOTA (K.), *Judgments of the Permanent Court of International Justice*. [Series A./B., No. 62 : *Lighthouses case between France and Greece*. Judgment of March 17th, 1934. In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXXIV, No. 5, 1935, May.)
- 
5009. POLGÁR (IMRE), *Allandó Nemzetközi Biróság — Chinn Oszkár pere*. [*La C. P. J. I. — l'affaire Oscar Chinn*. En hongrois.] (Külügyi Szemle, 1935, t. XII, pp. 193-195.)
5010. TELDERS (B. M.), *De vrijheid der scheepvaart op internationale rivieren*. (Economisch-statistische Berichten, Nr. 994, 20<sup>e</sup> jaargang, 1935, 16 Jan., pp. 44-45.)
5011. V[ERZIJL] (J. H. W.), *Het nieuwe Kongo-recht*. I. (Weekblad van het Recht, N<sup>o</sup> 12849, 1935, 5 Jan., pp. 2-4.)  
*Idem*, II. (*Ibid.*, N<sup>o</sup> 12850, 1935, 8 Jan., pp. 1-2.)
- 
5012. HASSELBLATT (W.), *Gutachten des Ständigen Internationalen Gerichtshofs vom 6. 4. 35 zum albanisch-griechischen Schulstreit*. (Völkerbund und Völkerrecht, 2. Jahrgang, Heft 3, 1935, Juni, pp. 196-199.)
5013. L. (R.), *Der ständige Internationale Gerichtshof zur Frage der Minderheitenschulen in Albanien*. (Die Friedens-Warte, XXXIV. Jahrg., Nr. I/II, 1935, pp. 38-44.)
5014. V[ERZIJL] (J. H. W.), *Schoolstrijd in Albanië*. (Weekblad van het Recht, N<sup>o</sup> 12898, 1935, 30 April, pp. 1-2.)

#### 4. SUITES DES ARRÊTS ET DES AVIS.

- (Voir E 2, pp. 278-294 ; E 3, pp. 279-281 ; E 4, pp. 353-354 ; E 5, pp. 310-311 ; E 7, pp. 378-379 ; E 8, pp. 357-360 ; E 9, pp. 217-220 ; E 10, pp. 189-194.)
5015. HILL (N. L.), *The interpretation of the decisions of International Courts*. (Georgetown Law Journal, Vol. 22, No. 3, 1934, March.)
5016. LA PRADALLE (A. DE [GEOUFFRE DE]), *De l'exécution des décisions de la justice internationale*. (Revue de Droit international, fondée et dirigée par A. DE GEOUFFRE DE LA PRADALLE, VIII<sup>me</sup> année, t. XIV, n<sup>o</sup> 3, 1934, juillet-août-sept., pp. 222-227.)
5017. TENEKIDES (C. G.), *Rapports de droit interne et de droit international en matière de chose jugée*. (Revue de Droit international et de Législation comparée, 3<sup>me</sup> série, t. XV, 61<sup>me</sup> année, 1934, n<sup>o</sup> 4, pp. 683-711.) [Jugements internationaux, pp. 690-711.]

ARRÊT DU 7 JUIN 1932. AFFAIRE DES ZONES FRANCHES DE LA HAUTE-SAVOIE ET DU PAYS DE GEX.

SUISSE.

5018. *Extrait du Rapport du Conseil fédéral* [suisse] *sur sa gestion en 1934*. Département politique [fédéral]. Division des Affaires étrangères. P. 12 : Zones franches.

5019. FRANCOZ (PAUL), *Sur l'application d'un arrêt de la Cour permanente de Justice internationale*. [Arrêt dans l'affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex.] (Revue du Droit public et de la Science politique en France et à l'étranger, t. LII, n° 1, 42<sup>me</sup> année, 1935, janv.-févr.-mars, pp. 184-188.)

5020. FRANCOZ (PAUL), *Le nouveau régime des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex*. Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1935. In-8°, 190 pages. Avec une carte.

5021. JOUVET (R.), *Code pratique du régime zonien*. Genève, sept. 1934. In-8°, 52 pages. Avec une carte.

5022. L'HUILLIER (JEAN), *Le nouveau régime des zones franches*. (Études rhodaniennes, Lyon, vol. XI, 1935, n° 1, pp. 53-68.)

5023. PINEGGER (PAUL), *Der Genfer Zonenstreit — sein neuester Stand*. Rechts- und staatswiss. Dissertation, Würzburg. Kallmünz (Lassleben), 1935. In-8°, VII+82 pages.

5024. *Schiedsspruch betreffend die Einfuhr der Erzeugnisse der Freizonen Hochsavoyens und der Landschaft Gex in die Schweiz vom 1. Dez. 1933*. [Analyse en allemand de la sentence arbitrale par M.] FRIEDE. (Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, Band IV, Nr. 2, 1934, Mai, pp. 412-414.)

5025. *Soixante-dixième Rapport annuel de la Chambre de commerce de Genève. Exercice 1934*. Genève, 1935. In-8°. [III. Zones, pp. 7-13.]

## D. — GÉNÉRALITÉS

### I. SOURCES OFFICIELLES.

(Voir E 2, pp. 303-305 ; E 3, pp. 285-286 ; E 4, pp. 360-362 ; E 5, pp. 316-318 ; E 6, pp. 386-388 ; E 7, pp. 384-385 ; E 8, pp. 369-371 ; E 9, pp. 227-229 ; E 10, pp. 204-205.)

5026. *Journal officiel* [de la] *Société des Nations* [et] *Suppléments spéciaux*. 1934-1935. [Voir l'Index sous les mots « Cour permanente de Justice internationale ».]

5027. *Official Journal* [of the] *League of Nations* [and] *Special Supplements*. 1934-1935. [See Index under the heading "Court of International Justice (Permanent)".]

5028. *Société des Nations. Actes [et Documents] de la Quinzième Assemblée, 1934, [et des] Sessions extraordinaires de l'Assemblée, 1934-1935.* Genève, 1934-1935. [Voir l'Index sous les mots « Cour permanente de Justice internationale ».]
5029. *League of Nations. Records of the Fifteenth Assembly, 1934, and of] Special Sessions of the Assembly, 1934-1935.* Geneva, 1934-1935. [See Index under the heading "Court of International Justice (Permanent)".]
5030. *Procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, 1934-1935.* [Voir l'Index sous les mots « Cour permanente de Justice internationale ».]
5031. *Minutes of the sessions of the Council of the League of Nations, 1934-1935.* [See Index under the heading "Court of International Justice (Permanent)".]
5032. *Résumé mensuel des travaux de la Société des Nations, 1934-1935.* [Il existe des éditions française, anglaise, allemande, italienne, espagnole et tchèque de ce Résumé.]
5033. *Monthly Summary of the League of Nations, 1934-1935.* [Published in separate editions in English, French, German, Italian, Spanish and Czech.]
5034. *Onzième Rapport annuel de la Cour permanente de Justice internationale (15 juin 1934 — 15 juin 1935).* Leyde, Sijthoff, 1935. In-8°. (Publications de la Cour permanente de Justice internationale, Série E, n° 11.)
5035. *Eleventh Annual Report of the Permanent Court of International Justice (June 15th, 1934—June 15th, 1935).* Leyden, Sijthoff, 1935. In-8°. (Publications of the Permanent Court of International Justice, Series E., No. 11.)
5036. *Société des Nations. Rapport supplémentaire sur l'œuvre accomplie par la Société depuis la treizième Session de l'Assemblée.* Genève, sept. 1933. N° officiel: A. 6 (a). 1933. Série de Publications de la S. d. N. Questions générales. 1933. 3. In-f°, 69 pages. [B. Cour permanente de Justice internationale, pp. 61-69.]
5037. *League of Nations. Supplementary Report on the Work of the League since the Thirteenth Session of the Assembly.* Geneva, Sept. 1933. Official No.: A. 6 (a). 1933. Series of L. N. Publications. General. 1933. 3. In-f°, 69 pages. [B. Permanent Court of International Justice, pp. 61-69.]
5038. *Société des Nations. Rapport sur l'œuvre accomplie par la Société depuis la quatorzième Session de l'Assemblée. Deuxième partie.* Genève, le 8 sept. 1934. N° officiel: A. 6 (a). 1934. Série de Publications de la S. d. N. Questions générales. 1934. 3. II. In-f°, 79 pages. [C. Cour permanente de Justice internationale. Rapport arrêté par le Greffe de la Cour le 15 juin 1934, pp. 70-79.]
5039. *League of Nations. Report on the Work of the League since the Fourteenth Session of the Assembly. Part II.* Geneva, Sept. 8th, 1934. Official No.: A. 6 (a). 1934. Series of L. N. Publications. General. 1934. 3. II. In-f°, 79 pages. [C. Permanent

Court of International Justice. The manuscript of the present chapter was completed on June 15th, 1934; pp. 70-79.]

5040. *Verslag van de vijftiende Zitting van de Vergadering van den Volkenbond te Genève, 10-27 September 1934*. Overgelegd door den Minister van Buitenlandsche Zaken aan de beide Kamers van de Staten-Generaal. November, 1934. 's-Gravenhage, Algemeene Landsdrukkerij, 1934. In-f°, 29 pages. [C. P. J. I., pp. 7-8.]

## 2. MONOGRAPHIES SUR LA COUR EN GÉNÉRAL.

### A. — *Ouvrages de fond et brochures.*

(Voir E 2, pp. 305-306; E 3, p. 286; E 4, pp. 362-363; E 5, pp. 318-319; E 6, pp. 388-389; E 7, p. 386; E 8, pp. 371-372; E 9, p. 229; E 10, p. 205.)

5041. HUDSON (MANLEY O.), *The Permanent Court of International Justice. A treatise*. New York, The Macmillan Company, 1934. In-8°, XXVII+731 pages.

### B. — *Études générales publiées dans les revues.*

(Voir E 2, pp. 306-313; E 3, pp. 287-291; E 4, pp. 363-366; E 5, pp. 319-322; E 6, pp. 389-392; E 7, pp. 386-388; E 8, pp. 372-375; E 9, pp. 229-231; E 10, pp. 205-207.)

5042. *Cour (La) permanente de Justice internationale*. I: *Sessions de la Cour en 1933*. II: *Tableau des Arrêts, Ordonnances et Avis*. III: *Composition de la Cour*. IV: *La juridiction obligatoire de la Cour*. (Grotius. Annuaire international pour l'année 1934, La Haye, 1934, pp. 223-242.)
5043. ENGELSDOERFER (A.), *La Cour de La Haye en 1932-1933*. (Revue de Droit international et de Législation comparée, 3<sup>me</sup> série, t. XV, 1934, n° 2, pp. 249-284.)
5044. FANSHAWE (MAURICE), *The Permanent Court at The Hague*. (Headway, Vol. XVII, No. 1, 1935, Jan., pp. 7-9.)
5045. [HAMMARSKJÖLD (Å.), *Le rôle de la Cour permanente de Justice internationale pour le maintien de la paix*. Discours prononcé, le 16 mai 1935, à l'occasion du « Volkenbondsdag » (= « La journée de la Société des Nations »), devant les élèves des classes supérieures des écoles moyennes de La Haye. Voir le résumé du discours dans « Het Vaderland » du 17 mai 1935 et dans les autres journaux hollandais de cette date.]
5046. HUDSON (MANLEY O.), *Achievements of the World Court: A record of thirteen years*. (The World to-day. Encyclopædia Britannica. New and supplementary articles written by Britannica authors and prepared under the supervision of the Editor of Encyclopædia Britannica, FRANKLIN H. HOOPER, Vol. 2, No. 4, 1935, April, pp. 11-13.)

5047. HUDSON (MANLEY O.), *Der Geist des Ständigen Internationalen Gerichtshofs*. (Völkerbund und Völkerrecht, im Auftrage der Deutschen Gesellschaft für Völkerbundfragen, 1. Jahrg., Heft 6/7, pp. 312-317.)
5048. HUDSON (MANLEY O.), *The World Court's work for law and peace. In thirteen years of life it has established precedents and changed the outlook of nations*. (New York Times, 1935, Jan. 27, sec. 4, p. 5.)
5049. HUTCHESON (AUSTIN E.), *The World Court and peace*. (The Annals of the American Academy of Political and Social Science, 1934, Sept., pp. 133-137.)
5050. JANASZ (G. DE), *International Justice.—The Hague Court*. (Egyptian Gazette, 1935, March 29th.)
5051. POLGÁR (IMRE), *A Nemzetközi Bírászkodás fejlődésének újabb irányai*. [*Les nouvelles tendances de la justice internationale. En hongrois.*] (Különlenyomat a Budapesti Szemle 1934, évi 680. füzetéből. Budapest, 1934, In-8°, 15 pages.)
5052. SCHWARZENBERGER (GEORG), *International Justice*. (The New Commonwealth Quarterly, Vol. I, No. 1, 1935, April-June, pp. 59-63.)
5053. SCHMITZ (ERNST MARTIN) und BERTHOLD SCHENK Graf von STAUFFENBERG, *Internationale Schiedsgerichtsbarkeit*. (Nationalsozialistisches Handbuch für Recht und Gesetzgebung. Herausgeber: HANS FRANK, pp. 307-328.)
5054. *The Tribunal*. [Editorial.] (The New Commonwealth, Vol. 3, No. 1, pp. 188-189.)
5055. WRZOS (CONRAD), *A quand la guerre ? Traduction de MARIE SZCZERBINSKA*. Paris, Berger-Levrault, 1935. In-8°, XIV+328 pages. [C. P. J. I., pp. 230-239.]

E. — OUVRAGES CONTENANT DES CHAPITRES RELATIFS  
A LA COUR

I. OUVRAGES SUR LA SOCIÉTÉ DES NATIONS<sup>1</sup>.

(Voir E 2, pp. 313-318 ; E 3, pp. 291-295 ; E 4, pp. 366-369 ; E 5, pp. 322-325 ; E 6, pp. 392-395 ; E 7, pp. 388-391 ; E 8, pp. 376-378 ; E 9, pp. 231-234 ; E 10, pp. 207-209.)

1932.

5056. COYAJEE (J. C.), *India and the League of Nations*. (Andrah University Series No. 5.) 1932. [See pp. 75-77.]
5057. MOTZA (JEAN), *La sécurité juridique dans la Société des Nations*. Thèse. Bucarest, Impr. « Bucovina », 1932. In-8°, 170 pages.

<sup>1</sup> Voir aussi les numéros 5026-5040 de cette liste.

1934.

5058. KEEN (F. N.), *A better League of Nations*. London, George Allen & Unwin Ltd., 1934. In-8°, 160 pages. [P. C. I. J., pp. 22, 34, 35, 36, 42, 43, 44, 62, 66, 67, 76-80, 93, 94, 123, 139, 142, 143, 144.]
5059. KIDD (GEORGE), *Changes in the League past and proposed*. (Geneva Special Studies, Vol. V, Nos. 7-8, 1934, pp. 8-42. Geneva Research Center.) [See pp. 9, 18, 24, 34.]
5060. *League of Nations Association. Educational Committee. Essential facts in regard to the League of Nations, the World Court and the International Labour Organization*. 8th revised edition. The Association, 1934.
5061. *League Year-Book (The) 1934*. Third Annual Edition. Edited by JUDITH JACKSON and STEPHEN KING-HALL. With Preface by STANLEY BALDWIN. London, Ivor Nicholson & Watson, Ltd., 1934. In-8°, XII+598 pages. [P. C. I. J., pp. 175-194 ; 373-378 ; 574-580. See also Index under the heading "Court of Int. Justice" (p. 586).]
5062. LE FUR (LOUIS), *The League of Nations and the present crisis*. An address delivered June 16, 1934, before the "Académie des Sciences morales et politiques", Paris. (International Conciliation, No. 303, pp. 326-343, 1934, Oct.) [P. C. I. J., *passim*.]
5063. POTTER (PITMAN B.), *The League of Nations and other international organizations. An analysis of the evolution and position of the League in co-operation among States*. (Geneva Special Studies, Vol. V, No. 6, 1934.) Geneva Research Center 1934. In-4°, 22 pages.
5064. SCHOU (P.), *Nationernes Samfund en Oversigt over Folkeforbundet og dets Forudsætninger*. 2. Udg. København, Martin, 1934. 256 pages.
5065. V[ERZIJL] (J. H. W.), *Volkenbond en Internationale Arbeidsorganisatie*. (Weekblad van het Recht, No. 12816, 1934, 20 Oct., pp. 1-2.) [C. P. J. I., *passim*.]
5066. WILLIAMS (JOHN FISCHER), *Some aspects of the Covenant of the League of Nations*. Oxford University Press, London, Humphrey Milford, 1934. In-8°, VII+322 pages. [P. C. I. J., pp. 33, 68, 74, 97, 99, 140, 158, 171, 195, 212, 216, 226-227.]
5067. ELES (G. T.), *Le principe de l'unanimité dans la Société des Nations et les exceptions à ce principe*. Paris, Pedone, 1935. In-8°, 314 pages.

1935.

5068. *Manuel (Petit) de la Société des Nations*. 4<sup>me</sup> édition, entièrement révisée et complétée. Genève, Section d'information [du Secrétariat de la S. d. N.], 1935. In-16, 297 pages. [C. P. J. I., pp. 66-72.]

5069. *Facts (Essential) about the League of Nations*. 4th edition (revised). Geneva, Information Section [of the Secretariat of the L. N.], 1935. In-16, 299 pages. [P. C. I. J., pp. 68-74, 83, 84.]
5070. FREYTAGH LORINGHOVEN ([A.] VON), *Streitschlichtung im Völkerbunde*. (Deutsches Recht, 1935, Heft 5: Völkerrecht, pp. 117-119.)
5071. ROYEN (ROBERT DUDLEY VAN), *Procedure-kwesties in het Volkenbondsrecht*. [Thèse....] Université d'Utrecht. 's-Gravenhage, 1935. In-8°, XI+193 pages. [C. P. J. I., *passim*.]
5072. WHELEN (FREDERICK L.), *The Covenant explained for speakers and study circles*. With a preface by GILBERT MURRAY. 7th edition. London, League of Nations Union, No. 34, March 1935. In-8°, 149 pages. [P. C. I. J., pp. 37-46.]

2. OUVRAGES SUR L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL<sup>1</sup>.

(Voir E 2, pp. 318-319; E 3, pp. 295-296; E 4, p. 369; E 5, p. 326; E 6, pp. 395-396; E 7, p. 391; E 9, p. 234; E 10, p. 209.)

5073. *Origins (The) of the International Labor Organization*. Edited by JAMES T. SHOTWELL. Vol. I: *History*. Vol. II: *Documents*. [The Carnegie Endowment for International Peace. The Paris Peace Conference (1-2).] New York (Columbia University Press), 1934. 2 vols. In-8°. [P. C. I. J., Vol. I: pp. 169, 177, 278, 407, 409, 415-418, 442, 445, 446. Vol. II: pp. 192, 375.]
5074. WILSON (FRANCIS GRAHAM), *Labor in the League System. A study of the International Labor Organization in relation to International Administration*. Stanford University Press, California—London, Humphrey Milford, 1934. In-8°, XII+384 pages. [P. C. I. J., pp. 19, 69, 102-103, 219, 222, 223 (n.), 264, 267.]

## 3. LA COUR DANS LES MANUELS RÉCENTS DU DROIT DES GENS. — CODIFICATION DU DROIT DES GENS.

(Voir E 2, pp. 319-323; E 3, pp. 296-299; E 4, pp. 369-374; E 5, pp. 326-329; E 6, pp. 396-399; E 7, pp. 391-393; E 8, pp. 378-381; E 9, pp. 234-236; E 10, pp. 209-212.)

## 1933.

5075. SALVIOLI (GABRIELE), *Les règles générales de la paix*. (Recueil des cours [professés à l'] Académie de Droit international, établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, 1933: IV, t. 46 de la collection, pp. 1-164.) [C. P. J. I., pp. 64-65, 156-157.]
5076. SCALLE (GEORGES), *Règles générales du droit de la paix*. (Recueil des cours [professés à l'] Académie de Droit international, établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, 1933: IV, t. 46 de la collection, pp. 327-703.) [C. P. J. I., *passim*.]

<sup>1</sup> Voir aussi les numéros 5126 et 5152 de cette liste.

1934.

5077. ACCIOLY (HILDEBRANDO), *Tratado de direito internacional publico*. T. II-III. Rio de Janeiro, Imprensa nacional, 1934-1935. In-8°. [C. P. J. I., t. II : §§ 1200, 1455-1467 ; t. III, pp. 451-470.]
5078. BERBER (FRITZ), *Sicherheit und Gerechtigkeit. Eine gemeinverständliche Einführung in die Hauptprobleme der Völkerrechtspolitik*. Berlin, Carl Heymann, 1934. In-8°, VIII+165 pages. [Voir entre autres les pp. 56-63.]
5079. BRUNS (VIKTOR), *Völkerrecht und Politik*. (Schriften der Deutschen Hochschule für Politik, herausgegeben von PAUL MEIER-BENNECKENSTEIN). Berlin, Junker und Dünnhaupt, 1934. 27 pages. [C. P. J. I., pp. 7-8.]
5080. BUSTAMANTE Y SIRVEN (ANTONIO SANCHEZ DE), *Derecho internacional publico*. T. II. Habana, Carasa y Cía, 1934. In-8°, 534 pages. [Regulación administrativa del Tribunal permanente de Justicia internacional, pp. 483-490.]
5081. BUSTAMANTE Y SIRVEN (A. S. DE), *Droit international public*. Traduit par P. GOULÉ. Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1934. 2 vol., in-8°. [C. P. J. I., vol. I, pp. 78-79, 179, 576-592 ; vol. II, pp. 531-540.]
5082. CASTBERG (FREDE), *Spörsmålet om Nöitralitet under en fremtidig Krig*. (I „Fritt ord”, 1934, no. 4, s. 195-205.)
5083. CAVAGLIERI (ARRIGO), *Corso di diritto internazionale*. 3<sup>a</sup> edizione riveduta ed accresciuta. Napoli, Casa editrice Rondinella Alfredo, 1934—XII. In-8°, VII+582 pages. [C. P. J. I., pp. 79-83, 105-113, 568-570.]
5084. DEVAUX (J.), *Traité élémentaire de droit international public*. (*Droit des gens*.) Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1934. In-8°, 535 pages. [C. P. J. I., pp. 5, 17, 35, 274-287, 353, 392, 399, 420, 423, 436.]
5085. FENWICK (CHARLES G.), *International law*. 2nd edition, revised and enlarged. New York—London, D. Appleton—Century Company incorp., 1934. In-8°, XLVII+623 pages. [P. C. I. J., pp. 29, 35 (n. 4), 106, 127 (n. 7), 179 (n. 5), 195, 208 (n. 1), 253, 304, 345, 418 *et sqq.*, 421 (n. 1).]
5086. HUDSON (MANLEY O.), *Progress in International Law*. (Missouri Bar Journal, Vol. 5, No. 10, 1934, Oct., pp. 149-150, 155.) [P. C. I. J., p. 155.]
5087. MANOLACHE (C.) [et] ED. KONYA, *Manual de drept international public pentru uzul Ofiterilor Armatei Române*. 1934. In-8°, VI+278 pages. [C. P. J. I., pp. 56-59.]
5088. *Recueil des cours [professés à l'] Académie de Droit international, établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale*. [Suite.] Tomes 46, 47, 48 et 49 de la collection = 1933 : IV ; 1934 : I, II, III. Paris, Recueil Sirey [1934-1935]. In-8°. [C. P. J. I., *passim*. Voir l'Index à la fin de chaque volume.]

5089. RUIZ MORENO (ISIDORE), *Lecciones de derecho internacional publico*. Buenos Aires, El Ateneo, 1934. 2 vol., in-8°. [C. P. J. I., vol. I, pp. 184-185; vol. II, pp. 365-377.]
5090. VERYKIOS (P. A.), *La prescription en droit international public*. Préface de M. L. LE FUR. Paris, A. Pedone, 1934. In-8°, VI+208 pages. [L'action en justice. C. P. J. I., pp. 102-107.]
5091. VOLLENHOVEN (C. VAN), *Verspreide geschriften*. Vol. II: *Internationaal recht*. Haarlem, H. D. Tjeenk Willink & Zoon — 's Gravenhage, Martinus Nijhoff, 1934. In-8°, 712 pages. [Voir entre autres: Het gerechtshof van den Volkenbond, p. 518; Nederland en de internationale rechtspraak, p. 559; De twee internationale gerechtshoven in den Haag, p. 695.]
5092. WHITTON (JOHN B.), *La règle « Pacta sunt servanda »*. (Recueil des cours [professés à l'] Académie de Droit international, établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, 1934: III, t. 49 de la collection, pp. 147-276.) [C. P. J. I., pp. 237-239.]

1935.

5093. BUSTAMANTE Y SIRVEN (ANTONIO S. DE), *Las servidumbres internacionales*. (Revista de Derecho internacional, Año XIV, t. XXVII, N° 53, 1935, 31 marzo, pp. 70-93.) [Tribunal Permanente de Justicia internacional, pp. 71, 92.]
5094. DONKER CURTIUS (F.), *Ordonnancement international public*. (Revue internationale de la Théorie du Droit — Internationale Zeitschrift für Theorie des Rechts, année IX, n° 1, 1935, pp. 14-23.) [C. P. J. I., p. 16.]
5095. GALLI (PASQUALE), *Corso di diritto internazionale pubblico*. Anno accademico 1933-34—XII. Firenze, Casa editrice poligrafica universitaria del Dott. Carlo Cya, 1935—XIII. In-8°, 564 pages. [C. P. di G. I., pp. 288-303.]
5096. GÜRKE (NORBERT), *Volk und Völkerrecht*. (Beiträge zum öffentlichen Recht der Gegenwart, 5.) Tübingen, J. C. B. Mohr, 1935. In-8°, VII+100 pages. [Völkerrechtliche Justiz, pp. 76-81.]
5097. MÖLLER (AXEL), *International law in peace and war*. Translated by H. M. PRATT. Part II: *Conflicts between States*. 1. *Arbitration, the Hague Courts, the League of Nations, the Briand-Kellogg Pact*. 2. *War and neutrality*. Copenhagen, Levin & Munksgaard; London, Stevens & Sons Ltd., 1935. In-8°, XXXI+323 pages. [P. C. I. J., pp. 10, 18, 19, 30-45, 54<sup>3</sup>, 93-95.]
5098. ZANTEN (H. VAN), *Een lacune in het Volkerrecht*. (Haagsch Maandblad, 12e jaarg., No. 1, 1935, Jan., pp. 3-18.) [C. P. J. I., pp. 12-13.]

## 4. SOLUTION PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS INTERNATIONAUX.

A. — *En général*.

(Voir E 2, pp. 323-325; E 3, pp. 299-300; E 4, p. 374; E 5, pp. 329-330; E 6, p. 399; E 7, pp. 393-394; E 8, p. 381; E 9, p. 236; E 10, pp. 212-213.)

5099. HETTE (JEAN GR. P.), *L'évolution de la conciliation internationale*. Préface de JEAN ÉFRÉMOFF. Paris, E. Muller, 1934. In-8°, IV+327 pages. [C. P. J. I., *passim*.]
5100. STAUFFENBERG (B. SCHENK Graf VON —), *Die friedliche Erledigung internationaler Streitfälle*. (Deutsches Recht, 1935, Heft 5: Völkerrecht, pp. 120-121.)

B. — *Arbitrage et Justice*.

- (Voir E 2, pp. 325-326; E 3, pp. 300-301; E 4, pp. 374-375; E 5, pp. 330-331; E 6, pp. 400-401; E 7, p. 394; E 8, pp. 381-382; E 9, pp. 236-237; E 10, p. 213.)
5101. *L'arbitrage en 1933*. (La Paix par le Droit, 44<sup>me</sup> année, n° 12, 1934, déc., pp. 460-470.)
5102. HUDSON (MANLEY O.), *International Courts*. (World Order, 1935, May, pp. 68-71.)
5103. KUČERA (B.), *Soudní proces v systému práva mezinárodního*. (Vědecká ročenka právnické fakulty Masarykovy university. Brno, XII-XIII, 1933-1934. [La procédure judiciaire dans le système du droit international. (Annuaire scientifique de la Faculté de droit à l'Université Masaryk à Brno, XII-XIII, 1933-1934. En tchèque.)
5104. MURRAY (C. DE B.), *The Hague Courts*. (Scots Law Times, 1934, Dec. 8, pp. 225-228.)
5105. MUSSO (GIUSEPPO DOMENICO), *L'arbitrato come procedura pacifica e la sua natura giuridica nella Società delle Nazioni*. Roma, A. F. Formiggini, 1934—XII. In-8°, 125 pages. [C. P. J. I., *passim*.]
5106. RUNDSTEIN (S.), *Le caractère juridique des différends internationaux*. (Revue de Droit international et de Législation comparée, 3<sup>me</sup> série, t. XV, 1934, n° 3, pp. 377-415.)
5107. WATRIN (G.), *Le juridique et le politique dans l'organisation de la justice internationale*. (Revue de Droit international, fondée et dirigée par A. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, VIII<sup>me</sup> année, t. XIV, n° 3, 1934, juillet-août-sept., pp. 167-196.)
5108. *Verschiedene Dinge im Haag*. [Der Ständige Internationale Gerichtshof. Der Ständige Schiedshof.] (Frankfurter Zeitung, 1935, 20. Febr., p. 3.)

C. — *Le Protocole de Genève*.

- (Voir E 2, pp. 326-328; E 3, p. 301; E 4, p. 375; E 6, p. 401; E 10, p. 213.)

D. — *Les Accords de Locarno*.

- (Voir E 2, p. 328; E 3, p. 302; E 4, p. 375; E 5, p. 331; E 7, p. 394; E 9, p. 237.)

E. — *Acte général d'arbitrage adopté par la IX<sup>me</sup> Assemblée de la Société des Nations.*

(Voir E 5, pp. 332-333 ; E 6, p. 401 ; E 7, p. 395 ; E 8, pp. 382-383 ; E 9, p. 237 ; E 10, pp. 213-214.)

F. — *Le Pacte Kellogg*<sup>1</sup>.

(Voir E 5, p. 333 ; E 6, p. 402 ; E 7, p. 395 ; E 10, p. 214.)

5109. *International Law Association. Briand-Kellogg Pact of Paris (August 27, 1928). Articles of interpretation as adopted by the Budapest Conference 1934, together with the report of the relevant proceedings.* London, Sweet & Maxwell, 1934. In-8°, 67 pages. [P. C. I. J., *passim*.]

5110. MANDELSTAM (A.), *L'interprétation du Pacte Briand-Kellogg par les Gouvernements et les Parlements des États signataires.* (Revue générale de Droit international public, 40<sup>me</sup> année, 1933, pp. 537 et suiv. ; 41<sup>me</sup> année, 1934, pp. 179 et suiv.)

5111. MANDELSTAM (A.), *L'interprétation du Pacte de Paris par les organes de la Société des Nations.* (Revue générale de Droit international public, 42<sup>me</sup> année, 1935, n° 3, mai-juin, pp. 241-292.)

5112. WILLIAMS (JOHN FISCHER), *Recent interpretations of the Briand-Kellogg Pact.* (International Affairs, Vol. XIV, No. 3, 1935, May-June, pp. 346-368.)

5. RAPPORTS ENTRE LES ÉTATS. — POLITIQUE. — DIPLOMATIE.

(Voir E 2, pp. 329-330 ; E 3, p. 302 ; E 4, p. 376 ; E 5, p. 333 ; E 6, p. 402 ; E 7, pp. 395-396 ; E 8, pp. 383-384 ; E 9, p. 238 ; E 10, p. 214.)

5113. DEMIASHKEVICH (MICHAEL), *Shackled diplomacy. The permanent factors of foreign policies of nations.* New York, Barnes & Noble, Inc. [1934.] In-8°, IV+244 pages. [The difficulties and possibilities of the League of Nations and the World Court, pp. 212-222.]

5114. HEDGES (R. YORKE), *International organization.* With a foreword by PAUL MANTOUX. London, Isaac Pitman & Sons, Ltd., 1935. In-8°, X+212 pages. [P. C. I. J., pp. 87-94.]

5115. MAGRUDER (FRANK ABBOTT), *National governments and international relations.* Boston, New York, etc., Allyn and Bacon, 1933. In-8°, XV+596+36 pages. [The World Court, pp. 583-596.]

5116. POTTER (PITMAN BENJAMIN), *An introduction to the study of international organization.* 4th edition. (Century political science series.) New York, Appleton-Century, 1935. In-8°, 663 pages.

5117. *Textbook (Documentary) on International Relations. A Text and Reference Study Emphasizing Official Documents and Materials Relating to World Peace and International Co-operation.* By JOHN EUGENE HARLEY. Los Angeles, California, Suttonhouse, 1934. In-8°, XXVII+848 pages. [P. C. I. J., Chapter III, pp. 154-240.]

<sup>1</sup> Voir aussi le numéro 5189 de cette liste.

## 6. PACIFISME. — DÉSARMEMENT. — INTERNATIONALISME.

(Voir E 2, pp. 330-331; E 3, pp. 302-303; E 4, pp. 376-377;  
E 5, p. 334; E 6, p. 403; E 7, p. 396; E 8, pp. 384-385;  
E 9, p. 238; E 10, p. 215.)

5118. SIMONDS (FRANK H.) and BROOKS ENEMY, *The price of peace. The challenge of economic nationalism*. London, Hamish Hamilton Ltd., 1935. In-8°, XXVIII+352 pages. [World Court, pp. 122, 270-271, 273, 292, 333.]

## 7. HISTOIRE. — ENCYCLOPÉDIES. — JOURNAUX. — ANNUAIRES.

(Voir E 2, pp. 321-322; E 3, p. 303; E 4, p. 378; E 5, p. 334;  
E 6, pp. 403-404; E 7, pp. 396-397; E 8, p. 386; E 9, pp. 238-239;  
E 10, p. 215.)

5119. GATHORNE-HARDY (G. M.), *A short history of international affairs*. 1920 to 1934. Preface by EUSTACE PERCY. Oxford University Press. London, Humphrey Milford, 1934. In-8°, XI+351 pages. [P. C. I. J., pp. 179, 192-193, 303, 305.]

5120. TOYNBEE (ARNOLD J.), assisted by V. M. BOULTER, *Survey of International Affairs*, 1933. Oxford University Press, London, Humphrey Milford, 1934. In-8°, X+636 pages. [With 3 maps.] [P. C. I. J., pp. 405, 413, 416, 424, 428, 429, 434, 457.]

## F. — QUESTIONS SPÉCIALES

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA COUR <sup>1</sup>.

(Voir E 2, pp. 332-348; E 3, pp. 303-314; E 4, pp. 378-381;  
E 5, pp. 335-342; E 6, pp. 404-411; E 7, pp. 397-401; E 8,  
pp. 386-393; E 9, pp. 239-243; E 10, pp. 215-218.)

1926-1932.

5121. BOSE (SUDHINDRA), *America joins the World Court*. (Modern Review, Calcutta, 1926, June, pp. 617-622.)

5122. CLARKE (JOHN H.), *Reminiscences of the courts and the law*. (State Bar of California, Proceedings, 1932.) [The World Court, pp. 27-31.]

1934.

5123. CALHOUN (HAROLD), *Should the United States join the World Court?* (World Affairs Interpreter, 1934, Oct., V. 5: 223-237.)

5124. COOPER (RUSSELL M.), *American consultation in world affairs for the preservation of peace*. New York, The Macmillan Co., 1934. In-8°, 406 pages. [Root Court and P. C. I. J., pp. 348, 357 (n.), Chaco Dispute and P. C. I. J., pp. 114, 123, 137, 158, 178.]

5125. DONNELL (FORREST C.), *Groups urge adherence to World Court*. (Missouri Bar Journal, 1934, April, Vol. 5: 59-60.)

<sup>1</sup> Voir aussi les numéros 4843-4875 de cette liste.

5126. HUDSON (MANLEY O.), *The Membership of the United States in the International Labor Organization*. (American Journal of International Law, Vol. 28, No. 4, 1934, Oct., pp. 669-684.)
5127. *In re the World Court. The judgment of the American Bar as expressed in resolutions of national, state and local bar associations, 1921-1934*. With a foreword by HOMER CUMMINGS. Edited by MANLEY O. HUDSON. Chicago, Ill., The American Bar Association, 1934. In-8°, 69 pages.
5128. KUČERA (B.), *Spojené Státy Americké a Stálý mezinárodní soudní dvůr*. (Časopis pro právní a státní vědu, XVII, 1934, č. 3-4, 6-7.) [*Les États-Unis d'Amérique et la Cour permanente de Justice internationale*.] (Revue des Sciences juridiques et politiques, année XVII, 1934: 3-4, 6-7.) [En tchèque.]
5129. LATANÉ (JOHN HOLLADAY), *A history of American foreign policy*. Revised and enlarged by DAVID W. WAINHOUSE. New York (Doubleday, Doran & Comp.), 1934. In-8°, XVI+862 pages. [Chapter XXXI: The United States and the Permanent Court of International Justice, pp. 723-744. The material in this chapter is new in this revised edition.]
5130. MARTIN (CLARENCE E.), *The United States and the World Court*. (The Annals of the American Academy of Political and Social Science, 1934, July, pp. 134-140.)
5131. STEELE (WALTER S.), *Denationalizing Uncle Sam*. (National Republic, V. 21, 1934, April, 19, 32.)
5132. VAN KIRK (WALTER W.), *The Churches and World peace*. (International Conciliation, No. 304, 1934, Nov., pp. 343-377.) [The United States and the P. C. I. J., pp. 360-364.]

1935.

5133. *America and The Hague*. (The Economist, Vol. CXX, No. 4768, 1935, Jan. 12, pp. 61-62.)
5134. *America and the World Court*. [Editorial.] (The Times, late London edition, No. 46976, 1935, Jan. 31, p. 15, vol. 3.)
5135. *Americans will not be denationalized*. (National Republic, 1935, Jan., V. 22: 10.)
5136. *Amerika és a hágai Biróság*. [*L'Amérique et la Cour de La Haye*. En hongrois.] (Külügyi Szemle, 1935, t. XII, p. 176.)
5137. *Amerika und der Haager Gerichtshof. Ein documentarischer Bericht*. (Hamburger Monatshefte für auswärtige Politik, Heft 10, 1935, April, pp. 4-7.)
5138. *Arbitration [... debate in the United States Senate on the question of adherence to the Permanent Court at The Hague....]*. (The New Commonwealth, Vol. 3, No. 6, 1935, March, p. 287.)
5139. *At the observation post: Senatorial opposition*. (Literary Digest, 1935, Feb. 2, V. 119: 11.)
5140. B. (T. R.), [*Defeat of the World Court issue*.] (New Republic, 1935, Feb. 13, V. 82: 16.)

5141. BUELL (RAYMOND LESLIE), *Defeat of the World Court*. (Foreign Policy Bulletin, Vol. XIV, No. 15, 1935, Feb. 8, p. 2.)
5142. [COUDENHOVE-KALERGI (R. N.)], *Amerika und der Weltgerichtshof*. (Paneuropa, 11. Jahrg., Heft 2, 1935, Febr., pp. 41-42.)
5143. COUGHLIN *opposes World Court entry*. (New York Times, 1935, Jan. 21, p. 16.)
5144. DAVIES (ARTHUR), *The U.S. and the World Court*. (Headway, Vol. XVII, No. 3, 1935, March, pp. 48-49.)
5145. DONAHEY (VIC.), *Lest we forget*. (New Republic, 1935, March 27, V. 82: 189.)
5146. *Editorial comment [on World Court.]* (Catholic World, 1935, March, V. 140: 644-649.)
5147. *États-Unis (Les) et la Cour permanente de La Haye*. [Article de fond.] (Le Temps, n° 26814, 75<sup>me</sup> année, 1935, 31 janv., p. 1.)
5148. HOLT (HAMILTON), *America's supreme opportunity; an open sermon to President Franklin D. Roosevelt; delivered Jan. 6, 1935, in Knowles memorial chapel, Rollins College, Winter Park, Florida*. 29 pages. Angel alley.
5149. HUDSON (MANLEY O.), *The United States Senate and the World Court*. (The American Journal of International Law, Vol. 29, No. 2, 1935, April, pp. 301-307.)
5150. HUDSON (MANLEY O.), *The World Court—as things now stand. Significance of the Senate's vote. History of twelve years of effort to secure American adherence to Court protocol. Senate's reservations and acceptance by other states. Development of American opinion. The Senate debate of 1935. Explanation of the result*. (American Bar Association Journal, Vol. XXI, No. 3, 1935, March, pp. 144-147.)
5151. [HUDSON (MANLEY O.)], *Copy of a letter to a Canadian correspondent, on the United States and the World Court*. 1935. In-8°, 6 pages.
5152. *The International Labour Organization. Membership of the United States and its possibilities*. Articles by E. J. PHELAN, MANLEY O. HUDSON and JAMES T. SHOTWELL. (International Conciliation, No. 309, 1935, April, pp. 101-151.)
5153. JESSUP (PHILIP CARYL), *International security; the American rôle in collective action for peace*. New York, Council on foreign relations, 1935. In-8°, 180 pages.
5154. *Judgment of the American Bar as to the World Court*. (Editorial.) (American Bar Association Journal, 21: 99, 1935, Feb.)
5155. LANUX (PIERRE DE), *Les États-Unis devant la Société des Nations*. (L'Europe nouvelle, n° 885, 18<sup>me</sup> année, 1935, 26 janv., pp. 88-90.)
5156. LEVINSON (SALMON O.), *Levinson scouts war risk in court. "Father" of plan to outlaw conflict quotes League to contradict Senator Johnson*. (New York Times, 1935, Jan. 19, p. 14.)
5157. LIBBY (F. J.), *Remember the World Court*. (Peace Action, I: 3-4, 1935, Feb.)

5158. LIPPMANN (WALTER), *The defeat of the World Court*. (New York Herald, European edition, 1935, Feb. 12th, p. 5, col. 1-2.)
5159. LIPPMANN (W.), *The defeat of the World Court*. (Time and Tide, 16: 261-262, 1935, Feb. 23.)
5160. *Message from the President of the United States* [FRANKLIN D. ROOSEVELT] *relative to the adherence by the United States to the Protocols relating to the Permanent Court of International Justice*. Jan. 16, 1935. (Washington Post, Jan. 17, 1935, p. 2.)
5161. O'RYAN (JOHN F.), *A general looks at war. Letter to New York Times*. [Advocates adherence of U.S. to the World Court.] (New York Times, 1935, Jan. 19, p. 12.)
5162. *Our growing nationalism*. (Nation, 1935, Feb. 20, V. 140: 209.)
5163. R[AY] (J[EAN]), *Les États-Unis et la Cour permanente de Justice internationale*. (Affaires étrangères, 5<sup>me</sup> année, 1935, janv., pp. 5-9.)
5164. ROBINSON (JOSEPH T.), *Meaning of the Senate's World Court vote*. ROBINSON holds that its defeat was due to misinformed public opinion. (New York Times, 1935, Feb. 3, p. E, 3.)
5165. ROBINSON (NORBORNE T. N.), *The second month of the new Congress: Lessons in World Court defeat*. (Congressional Digest, 1935, March, V. 14: 65.)
5166. ROGERS (LINDSAY), *La Cour mondiale et le Sénat américain*. (L'Esprit international — The International Mind, Paris, n° 34, 9<sup>me</sup> année, 1935, 1<sup>er</sup> avril, pp. 196-209.)
5167. *Senate Foreign Relations Committee favorably reports resolution for adherence to World Court—includes reservation clarifying formula on advisory opinions*. (Commercial and Financial Chronicle, 1935, Jan. 12, V. 140: 248.)
5168. *Senate rejects resolution providing for adherence of United States to Permanent Court of International Justice (World Court)*. *Message of President had urged adherence to Protocols; Mrs. ROOSEVELT in radio address advocated entry; Senator REYNOLDS opposed it*. (Commercial and Financial Chronicle, 1935, Feb. 2, V. 140: 728-729.) [See also Editorial, *ibid.*, p. 683.]
5169. *Senate rejects World Court by seven votes*. (Scholastic, 1935, Feb. 16, V. 26: 18-19.)
5170. *The Senate's rejection of the World Court*. (Literary Digest, 119: 5-6, 1935, Feb. 9.)
5171. SHERMAN (ALLAN), *World Court*. (United States News, 1935, Jan. 21, p. 13.)
5172. SHOTWELL (JAMES T.), *Demagogues and world peace*. (Independent Woman, 1935, March, V. 14: 78, 100.)
5173. *Should the United States have joined the World Court?* (Commonweal, 1935, Feb. 15, V. 21: 441.) *Discussion*. (*Ibid.*, 1935, March 22, V. 21: 594-595.)
5174. SNOW (FRANKLIN), *World Court resolution*. Dr. HUDSON clears up confusion on its exact meaning. *Letter to the Editor*. (New York Times, 1935, Jan. 17, p. 18.)

5175. STAUFFENBERG (B. SCHENK Graf VON), *Die Vereinigten Staaten und der Ständige Internationale Gerichtshof*. (Völkerbund und Völkerrecht, 1. Jahrgang, Heft 12, 1935, März, pp. 670-676.)
5176. *Still out of the World Court. A long story. Reactions and Reasons*. (World Affairs, continuing the "Advocate of peace through justice", Vol. 98, No. 1, 1935, March, pp. 18-21.)
5177. "To Hell with Europe". [*The United States failed on Tuesday (Jan. 29th, 1935) to ratify the resolution of adherence to the Permanent Court of International Justice...*] (The Economist, No. 4771, Vol. CXX, 1935, Feb. 2, p. 242.)
5178. *U.S. Senate and World Court*. (The Arbitrator, No. 622, 1935, Feb.-March, p. 10.)
5179. *The World Court*. [*Adherence to the World Court...*] (The Nation, No. 3630, Vol. CXL, 1935, Jan. 30, pp. 115-116.)
5180. *World Court: strong public opinion and fiery oratory flood Senate*. (News Week, 1935, Feb. 9, V. 5: 6.)
5181. *World Court vote*. (Christian Century, 1935, Feb. 13, V. 52: 198-200.)
5182. *World Peace Foundation, New York. Statements concerning Senate action on the World Court* (by NORMAN THOMAS, et al.). Feb. 1, 1935. 12 pages. [Mimeographed.]

## 2. LA GRANDE-BRETAGNE ET LA CLAUSE FACULTATIVE<sup>1</sup>.

- (Voir E 2, p. 349; E 3, p. 314; E 4, pp. 381-382; E 5, p. 342; E 6, pp. 411-413; E 7, p. 401; E 8, p. 393; E 9, p. 243.)
5183. JENKINS (EDWIN A.), *From Foundry to Foreign Office. The romantic lifestory of the Rt. Hon. ARTHUR HENDERSON, M.P.* With a foreword by J. R. CLYNES. London, Grayson & Grayson, 1933. In-8°, XIX+281 pages. [Optional Clause of P. C. I. J., pp. 163, 164, 165, 166, 189, 190, 191, 195, 206, 222.]
5184. PALMER (GERALD E. H.), *Consultation and co-operation in the British Commonwealth. A handbook on the methods and practice of communication and consultation between the members of the British Commonwealth of Nations*. With an introduction by A. BERRIEDALE KEITH on the constitutional development of the British Empire in regard to the Dominions and India from 1887 to 1933. Oxford University Press; London, Humphrey Milford, 1934. In-8°, XIII+264 pages. [P. C. I. J., pp. 127, 156-158.]

## 3. UNE COUR PERMANENTE DE JUSTICE CRIMINELLE INTERNATIONALE.

- (Voir E 2, pp. 349-350; E 3, pp. 314-315; E 4, p. 382; E 5, p. 343; E 6, p. 413; E 8, p. 393; E 10, p. 218.)
5185. BEUS (J. G. DE), *Een internationaal strafgerechtshof?* (De Volkenbond, 10<sup>e</sup> jaargang, No. 4, 1935, Jan., pp. 112-116.)

<sup>1</sup> Voir aussi les numéros 4876 et 4877 de cette liste.

**5186.** LE FUR (LOUIS), *De la création d'une Cour internationale de Justice pénale.* (Europe orientale, 1935, janv.-févr., pp. 21-24.)

4. LE DIFFÉREND ROUMANO-HONGROIS.

(Voir E 4, pp. 383-385 ; E 5, p. 344.)

5. DIVERS.

(Voir E 2, pp. 350-351 ; E 3, p. 316 ; E 4, p. 386 ; E 5, p. 344 ; E 6, p. 413 ; E 7, pp. 401-402 ; E 8, p. 394 ; E 9, pp. 243-245 ; E 10, pp. 219-220.)

**5187.** LA PRADELLE (A. [DE GEOUFFRE] DE), *La réalisation du droit par la Société des Nations. Remarques sur la présentation par la Suisse au Conseil de la S. d. N. de la question des dommages de guerre.* [Demande d'avis consultatif de la C. P. J. I. (25 sept. 1934).] Paris, Les Éditions internationales, 1935. In-8°, 24 pages.

**5188.** *Affaires des dommages de guerre suisses*<sup>1</sup>. [Avec une note de A. [DE GEOUFFRE] DE LA PRADELLE.] (Recueil général périodique et critique des décisions, conventions et lois relatives au droit international public et privé, fondé et dirigé par ALBERT [DE GEOUFFRE] DE LA PRADELLE, 2<sup>me</sup> cahier, 3<sup>me</sup> et 4<sup>me</sup> livraisons, 1934, juillet-déc., pp. 100-122.)

**5189.** LA PRADELLE (A. [DE GEOUFFRE] DE), *La XXXVIII<sup>me</sup> session de l'« International Law Association », Budapest, 6-10 sept. 1934.* (Revue de Droit international, XIV, 1934, oct.-nov.-déc., p. 540.) [(I.) Tribunal international de droit privé. (II.) Interprétation du Pacte Briand-Kellogg.]

**5190.** LA PRADELLE (A. [DE GEOUFFRE] DE), *La XXXVIII<sup>me</sup> session de l'« International Law Association », Budapest, 6-10 sept. 1934.* (Nouvelle Revue de Droit international privé, 1<sup>ère</sup> année, t. I, 1934, n° 4, oct.-nov.-déc., pp. 840-845.) [Tribunal international de droit privé.]

**5191.** MOLONY (WILLIAM O'SULLIVAN), *Nationality and the peace treaties.* London, George Allen & Unwin Ltd., 1934. In-8°, 278 pages. [P. C. I. J., pp. 61, 107, 143, 177, 191, 194-196, 204-205, 214-215, 222, 242, 257, 266-267.]

**5192.** NIBOYET (J.-P.), *Le problème des « qualifications » sur le terrain des traités diplomatiques.* (Revue critique de Droit international, XXX : 1, 1935, janv., pp. 1-34.) [III : Le problème devant le juge international : C. P. J. I., pp. 29-33.]

**5193.** SCHULÉ (DENIS), *Le droit d'accès des particuliers aux juridictions internationales.* Paris, Domat-Montchrestien, 1935. In-8°, 165 pages. [C. P. J. I., *passim* ; voir notamment pp. 55-64.]

<sup>1</sup> Voir aussi les Procès-verbaux du Conseil de la S. d. N. (nos 5030-5031 de cette liste).

5194. EUSCHEN (KARL), *Das Kriegsverhütungsrecht des Deutschen Bundes und des Völkerbundes. Eine rechtshistorisch-völkerrechtliche Studie*. Inaugural-Dissertation.... Frankfurt a. M. Würzburg, Richard Mayr, 1934. [IV : 3. Gerichtliche Entscheidung durch die Cour, Art. 14 V. B. S., beim Völkerbund, p. 26.]
- 
5195. BLOUX (JACQUES), *La position de la jurisprudence française vis-à-vis des traités internationaux. Étude de droit public interne*. Thèse pour le doctorat en droit. Université de Lille. Lille, Douriez-Bataille, 1933. In-8°, 322 pages. [L'aspect international. Rôle de la Cour de La Haye, pp. 56-59.]
- 
5196. POLGÁR (IMRE), *Magyarország és az Állandó Nemzetközi Bíróság. [La Hongrie et la Cour permanente de Justice internationale. En hongrois.]* (Külügyi Szemle, XI. Évf. 4 Szám, 1934, Október, p. 415.)
- 
5197. TROMP (P.), *Indische burgerschapskunde*. Met een voorwoord van B. J. O. SCHRIEKE. Groningen—Den Haag—Batavia, J. B. Wolters, 1934. In-8°, XVI+446 pages. [C. P. J. I., pp. 419, 421, 423-425.]
- 
5198. DAVIS (KATHRYN W.), *The Soviets at Geneva. The U.S.S.R. and the League of Nations, 1919-1933*. Geneva, Kundig, 1934. In-8°, 315 pages. [P. C. I. J., pp. 98-102, 221, 261.]
5199. TARACOUZIO (T. A.), *The Soviet Union and International Law. A study based on the Legislation, Treaties and Foreign Relations of the Union of Socialist Soviet Republics*. New York, The Macmillan Comp., 1935. In-8°, XVI+530 pages. [P. C. I. J., pp. 291, 296-297.]
-

## INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS D'AUTEURS ET DES NOMS CITÉS

DE LA LISTE BIBLIOGRAPHIQUE <sup>1</sup>

(Les numéros indiqués sont ceux qui précèdent les titres  
des publications et non pas ceux des pages.)

- AALL (A.) **9** : 4320. **10** : 4626.  
 ABRAHAM (G.) **4** : 2100.  
 ACCIOLY (H.) **10** : 4747. **11** : 5077.  
 ADAMS (R. G.) **2** : 1082.  
 ADATCI (M.) **5** : 2305, 2366. **8** : 3790. **9** :  
 4090. **10** : 4778. **11** : 4886-4890, 4903-  
 4904.  
 ADSHEAD **4** : 1879. **5** : 2295. **6** : 2700, 2702,  
 2705, 2706.  
 AGUESSE (L.) **7** : 3319.  
 AIREY (W.) **10** : 4706.  
 AJTAY (G.) **4** : 2153. **10** : 4730.  
 AKZIN (B.) **4** : 2122.  
 ALEXANDER (F.) **5** : 2513.  
 ALEXANDER (H. G.) **2** : 858. **3** : 1586, 1646.  
 ALLEN (E. W.) **8** : 3825.  
 ALLEN (J.) **2** : 376.  
 ALOISI (Baron) **11** : 4903-4904.  
 ALT (A.) **10** : 4579.  
 ALTAMIRA Y CREVEA (R.) **2** : 136, 137,  
 143, 913. **3** : 1550. **4** : 1946, 2074.  
**5** : 2321. **6** : 2826. **8** : 3634, 3834. **9** :  
 4090. **10** : 4504.  
 ALTEN (E.) **10** : 4627.  
 ALTOMARE (G.) **6** : 2945.  
 ALVAREZ (A.) **3** : 1641. **4** : 2246. **6** : 2973,  
 2974, 2980. **7** : 3441, 3442. **8** : 3803,  
 3868. **9** : 4302. **10** : 4778.  
 AMERY (L. S.) **2** : 607, 608, 622, 623.  
**4** : 1889.  
 ANCEL (J.) **8** : 3741.  
 ANDERSEN (H.) **7** : 3413.  
 ANDERSON (Ch. P.) **2** : 273. **8** : 3708.  
 ANDERSON (H. W.) **2** : 844.  
 ANDRASSY (J.) **7** : 3424.  
 ANDRÉ (F.) **9** : 4410.  
 ANDRÆ (J. P. FOCKEMA) : voir  
 FOCKEMA ANDRÆ (J. P.).  
 ANDRÉ-PRUDHOMME **4** : 2231, 2246. **6** :  
 2857, 2858.  
 ANEMA **2** : 387. **6** : 2758. **9** : 4071.  
 ANGELL (N.) **5** : 2605.  
 ANGYALL (P.) **10** : 4657.  
 ANSCHÜTZ (G.) **2** : 1036. **9** : 4410.  
 ANTOKOLETZ (D.) **2** : 781, 949. **2** : 1574.  
 1580, 1594. **5** : 2494.  
 ANTONELLI (E.) **2** : 931.  
 ANTONESCU (M.) **6** : 2671, 2996.  
 ANTONIADE **5** : 2363, 2364. **9** : 4105, 4106.  
 ANYSAS (M.) **10** : 4598.  
 ANZILOTTI (D.) **4** : 1897, 1898, 1905,  
 1919, 2138. **5** : 2345, 2504, 2519. **6** :  
 2782-2784, 2822, 2824, 2826, 2930,  
 2969. **7** : 3247. **8** : 3634, 3645, 3730.  
**9** : 4090. **10** : 4442, 4504, 4625. **11** : 4941.  
 APPLETON (J.) **4** : 2246.  
 APPONÝI (A.) **10** : 4719, 4833.  
 ARGENTIER (C.) **7** : 3432.  
 ARMINJON (P.) **9** : 4312.  
 ARMSTRONG (H. F.) **9** : 4006.  
 ARNOLD-FORSTER (W.) **3** : 1647. **4** : 2213.  
**5** : 2647.  
 ARNSKOV (L. Th.) **2** : 903.  
 ASBECK (F. M. van) **2** : 782. **3** : 1765.  
 ASCARELLI (R.) **6** : 2859.  
 ASCHER (A.) **6** : 2997.

<sup>1</sup> Le présent Index, de même que l'Index des matières qui figure à la page 235, est cumulatif, en ce sens qu'il se rapporte aux bibliographies des Second, Troisième, Quatrième, Cinquième, Sixième, Septième, Huitième, Neuvième et Dixième Rapports annuels (Série E, n<sup>os</sup> 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10), aussi bien qu'à celle du présent volume (pages 172-212).

Les chiffres **gras** qui précèdent les numéros des titres renvoient au volume correspondant de la Série E (**2** : Série E, n<sup>o</sup> 2 ; **3** : Série E, n<sup>o</sup> 3 ; **4** : Série E, n<sup>o</sup> 4 ; **5** : Série E, n<sup>o</sup> 5 ; **6** : Série E, n<sup>o</sup> 6 ; **7** : Série E, n<sup>o</sup> 7 ; **8** : Série E, n<sup>o</sup> 8 ; **9** : Série E, n<sup>o</sup> 9 ; **10** : Série E, n<sup>o</sup> 10 ; **11** : Série E, n<sup>o</sup> 11 (c'est-à-dire le présent volume). Aucun renvoi n'a été fait à la Bibliographie du Premier Rapport annuel, étant donné qu'elle a été incorporée dans celle du Second Rapport.

- ASHURST (H. F.) **3** : 1348.  
 ASSELIN (H.) **2** : 628.  
 ASTOR **5** : 2296. **6** : 2738 *bis*.  
 ASTRAUDE **7** : 3334. **8** : 3696. **10** : 4605.  
 ATWOOD (J. H.) **3** : 1702.  
 AUBAIN (L.) **10** : 4480.  
 AUBURTIN (A.) **11** : 4926.  
 AUER (P. de) **2** : 1296.  
 AUSTIN **8** : 3963. **9** : 4389.  
 AVILA LIMA (Lobo d') **9** : 4015.  
 AVRAMOFF (D.) **9** : 4059.  
 AYLES **2** : 356 *a*.
- B. 4** : 2023.  
 B. (L.) **5** : 2559.  
 B. (T. R.) **11** : 5140.  
 BABIŃSKI (L.) **4** : 2155.  
 BAČKIS (S. A.) **9** : 4265.  
 BACON (R.) **2** : 1038. **6** : 3074.  
 BAETZGEN **10** : 4054.  
 BAILEY **11** : 4861, 4863.  
 BAILEY (L. W.) **8** : 3557.  
 BAKER (N. D.) **6** : 2910. **7** : 3382. **10** : 4782.  
 BAKER (P. J. N.) **2** : 824, 842, 1018, 1272, 1273. **3** : 1595, 1766. **4** : 1861. **5** : 2560. **6** : 2739.  
 BAKER (Ph.) **5** : 2279.  
 BAKER (R. S.) **2** : 73.  
 BAKKER-VAN BOSSE (C.) **4** : 2022.  
 BALCH (Th. W.) **2** : 68, 69, 976, 981.  
 BALDONI (C.) **3** : 1812. **5** : 2606.  
 BALDWIN (E. F.) **2** : 843.  
 BALDWIN (J.) **10** : 4525.  
 BALDWIN (S.) **2** : 356 *b*, 622. **5** : 2296. **6** : 2738 *bis*. **7** : 3181. **11** : 5061.  
 BALDWIN (S. E.) **2** : 67.  
 BALFOUR OF BURLEIGH **5** : 2296.  
 BALL (A. M.) **3** : 1724.  
 BALLADORE PALLIERI (G.) : voir PALLIERI (G. B.).  
 « BALTICUS » **2** : 708.  
 BALUTIS (B. K.) **9** : 4182.  
 BALZ (H. R.) **10** : 4481.  
 BANCROFT (E. A.) **3** : 1531.  
 BARANDON (P.) **9** : 4290, 4291.  
 BARANYAI (Z.) **10** : 4821.  
 BARBOSA (RUY) **4** : 1899, 1900.  
 BARBOSA CARNEIRO (J. A.) **2** : 884, 895.  
 BARBOUR **9** : 4382. **10** : 4812.  
 BARCLAY (Th.) **2** : 52.  
 BARDA (M.) **7** : 3247.  
 BARKLEY **8** : 3993. **11** : 4866.  
 BARNARD (W. E.) **6** : 2754.  
 BARRA (F. L. DE LA) **6** : 3131. **10** : 4464.  
 BARTHÉLEMY (J.) **2** : 350, 351. **7** : 3404.  
 BARTIN (E.) **4** : 2232, 2246. **5** : 2312.  
 BARTLETT (V.) **9** : 4241.  
 BASDEVANT (J.) **3** : 1404, 1444. **4** : 2109, 2246.
- BASDEVANT (S.) **7** : 3269.  
 BASSETT (J. S.) **4** : 2101.  
 BASTID (P.) **5** : 2520. **8** : 3563, 3565, 3566.  
 BATTLE **5** : 2606 *a*.  
 BATY (T.) **7** : 3434.  
 BATY (Th.) **5** : 2368.  
 BAUER (Ch. C.) **8** : 3556.  
 BAUMGARTEN **8** : 3693.  
 BAUMGARTEN (F.) **7** : 3253. **9** : 4405.  
 BAUMGARTEN (N.) **10** : 4450, 4548.  
 BEALES (A. C. F.) **7** : 3139.  
 BEAMISH **6** : 2730.  
 BEAUBIEN (C. P.) **6** : 2704.  
 BEAUCHAMP **3** : 1364. **6** : 2742. **7** : 3195.  
 BECK **10** : 4521, 4522.  
 BECK (J. M.) **6** : 2911.  
 BECKER (A.) **9** : 4242.  
 BECKER (K.) **11** : 4978.  
 BECKETT (W. E.) **4** : 1981. **6** : 2837. **7** : 3314. **8** : 3667. **9** : 4121.  
 BEELAERTS VAN BLOKLAND **4** : 1919. **6** : 2756, 2758. **9** : 4071.  
 BEER **3** : 1453.  
 BEER (MAX) **8** : 3854. **9** : 4292.  
 BÉGUIN (E.) **9** : 4173.  
 BEHRENS (F. B.) **5** : 2491.  
 BEICHMANN (F. V. N.) **2** : 54.  
 BÉRIQUE **6** : 2704.  
 BEITER (A. F.) **10** : 4804.  
 BEKE (A.) **4** : 2045.  
 BÉLAND (H. S.) **3** : 1334, 1336. **6** : 2703, 2704.  
 BELAUNDE (V. A.) **8** : 3933.  
 BELCOURT (N. A.) **4** : 1880. **6** : 2704.  
 BELLOT (H. H. L.) **2** : 141, 145, 146, 664, 944, 1279, 1283. **3** : 1823.  
 BELMONT (A. E.) **8** : 3891. **9** : 4349.  
 BENEŠ (E.) **5** : 2540. **9** : 4274. **10** : 4778.  
 BENITO (E. de) **3** : 1824.  
 BENNETT (R. B.) **6** : 2706-2707.  
 BENOIST (Ch.) **2** : 430.  
 BENTLEY (M. L.) **2** : 1195.  
 BENTLEY (R. E.) **8** : 3971.  
 BENTSCHIEFF (Chr.) **2** : 255.  
 BENTWICH (N.) **5** : 2370. **6** : 2841. **7** : 3530.  
 BÉRARD (V.) **8** : 3804.  
 BERBER (F.) **11** : 5078.  
 BERDAHL (C. A.) **9** : 4350.  
 BERGE (G. W.) **4** : 1982.  
 BERGE (W.) **7** : 3435.  
 BERGER (E.) **7** : 3431.  
 BERKELEY **2** : 356 *a*, 534.  
 BERNHOFT (H. A.) **8** : 3802. **10** : 4778.  
 BERNSTEIN (H.) **2** : 1054.  
 BERNUS (P.) **6** : 2866. **9** : 4162.  
 BEROLZHEIMER (F.) **2** : 1036.  
 BERRIEN (L.) **9** : 4351.  
 BERTHÉLÉMY (H.) **3** : 1415. **4** : 2246.

- BERTIE OF THAME (Viscount) **7** : 3195.  
 BESSON (A.) **3** : 1441.  
 BEUCKER ANDREÆ (W. C.) **6** : 3113.  
 BEUMER **6** : 2750.  
 BEUS (J. G. de) **11** : 5185.  
 BEUVE-MÉRY (M.) **3** : 1397.  
 BEVERIDGE (A. J.) **2** : 1090.  
 BEVILAQUA (C.) **2** : 96, 111, 112.  
 BIANCHERI **10** : 4521, 4522.  
 BIBIÉ (M.) **6** : 2721. **8** : 3564.  
 BIDAU (E. L.) **4** : 2110.  
 BIKKAL (D.) **10** : 4783.  
 BILFINGER (C.) **8** : 3709, 3710.  
 BINET (H. T. P.) **7** : 3270.  
 BING (F.) **8** : 3725. **9** : 4189.  
 BINGHAM **2** : 327.  
 BINTER (R.) **5** : 2484.  
 BLOUX (J.) **11** : 5195.  
 BIRKÁS (G.) **6** : 3128.  
 BIRKENHEAD (F. E. SMITH, Earl of)  
**3** : 1635.  
 BISE (E.) **2** : 59.  
 BISHOP (C. M.) **7** : 3454.  
 BITTER (F. W.) **8** : 3896.  
 BJORGBJERG **2** : 261.  
 BLACK **2** : 302.  
 BLAGOYEVITCH (D. O.) **8** : 3797.  
 BLAGOYEVITCH (V. O.) **8** : 3797.  
 BLAINE **4** : 1883.  
 BLAKESLEE (G. H.) **2** : 1083. **8** : 3933.  
 BLANCK Y MENOCAL (G. de) **7** : 3147.  
 BLANCO (C.) **7** : 3526, 3527. **9** : 4324.  
 BLANTON (Th. L.) **8** : 3902.  
 BLEASE **2** : 291, 319, 320, 322, 323, 325,  
 326, 329. **3** : 1353. **5** : 2607.  
 BLISS (T. H.) **2** : 73. **4** : 1860.  
 BLOCISZEWSKI (J.) **2** : 441. **3** : 1641.  
**7** : 3442.  
 BLÜHDORN (R.) **10** : 4760.  
 BLUM (H.) **11** : 4975.  
 BLYMYER (W. H.) **2** : 1097.  
 BODKIN (M. M.) **3** : 1300.  
 BOECKEL (F. B.) **4** : 2174. **5** : 2548. **6** :  
 3012. **7** : 3469.  
 BÖHL **2** : 398, 399.  
 BÖHMERT (V.) **7** : 3347. **8** : 3766, 3850.  
**9** : 4157, 4183, 4286.  
 BÖLCSEY (R.) **7** : 3414. **8** : 3845.  
 BÖTTCHER **9** : 4098.  
 BOGAEVSKI (P.) **4** : 2111.  
 BOK (E. W.) **2** : 1049, 1161, 1196. **7** :  
 3389, 3486, 3488, 3498, 3501, 3514, 3520.  
 BOK (W. C.) **7** : 3498. **8** : 3711.  
 BOLLES (S.) **3** : 1767.  
 BOLLI **2** : 398, 399.  
 BOMLI (P. E. J.) **5** : 2374.  
 BONCOUR (P.) **10** : 4521, 4522.  
 BONDE (A.) **2** : 950.  
 BONFILS (H.) **2** : 962.  
 BONNECASE (J.) **5** : 2313.  
 BONVALOT (G.) **2** : 697.  
 BORAH (W. E.) **2** : 312, 314, 319, 322,  
 325, 327, 329, 1098, 1105, 1122, 1179,  
 1214. **3** : 1353, 1517, 1538, 1748,  
 1749, 1755. **4** : 1883, 1886. **5** : 2608.  
**6** : 3063, 3088. **7** : 3499. **8** : 3557. **11** :  
 4851, 4853, 4855, 4856, 4861, 4863,  
 4866.  
 BORCHARD (E. M.) **2** : 147, 689, 783,  
 813, 814, 1143, 1162, 1163. **3** : 1539.  
**6** : 3106, 3130. **8** : 3712. **9** : 4262, 4352.  
**10** : 4404, 4827, 4828.  
 BORDEN (Robert) **5** : 2279.  
 BOREL (E.) **2** : 1099. **4** : 1911, 1914,  
 1915. **5** : 2521. **6** : 2796, 2797.  
 BORNSCHIER (H.) **3** : 1507.  
 BOSCH (J. F. M.) **5** : 2505.  
 BOSCO (G.) **9** : 4321.  
 BOSE (S.) **11** : 5121.  
 BOSTOCK (H.) **6** : 2704.  
 BOUGENOT (A.) **6** : 3007.  
 BOULTER (V. M.) **4** : 2187. **6** : 3021.  
**7** : 3476. **9** : 4341. **10** : 4788. **11** : 5120.  
 BOURASSA **6** : 2705.  
 BOURGEOIS (L.) **2** : 98, 102, 113, 885,  
 1055. **3** : 1572.  
 BOURNE JR. (J.) **2** : 275, 322, 1231, 1232.  
**5** : 1551.  
 BOURQUIN (M.) **2** : 148. **7** : 3481. **8** :  
 3860.  
 BOUSCHARAIN (P.) **9** : 4336.  
 BOVET (E.) **6** : 2961. **9** : 4147.  
 BOWER (G.) **4** : 2194.  
 BOWERMAN (G. F.) **3** : 1532.  
 BOWMAN (E. H.) **6** : 3076.  
 BOYDEN (R. W.) **6** : 2772.  
 BOYE (Th.) **9** : 4305.  
 BOZON (R.) **11** : 4979.  
 BRAILSFORD (H. N.) **6** : 3114.  
 BRAMSNAES **2** : 261 a.  
 BRANDES **2** : 261 a.  
 BRATTON (S. G.) **4** : 2064. **8** : 3930.  
 BREGMAN (A.) **9** : 4275.  
 BRENDT (W.) **7** : 3450.  
 BRENT (Bishop) **3** : 1692, 1736.  
 BRENT (C. H.) **3** : 1725.  
 BREUKELMANN (J. B.) **2** : 221.  
 BREWER (J. W.) **8** : 3889.  
 BRIAND (A.) **2** : 347. **4** : 1983. **7** : 3304,  
 3305.  
 BRIANT **4** : 1889.  
 BRIDGMAN (R. L.) **4** : 1849.  
 BRIÈRE (Y. de la) **4** : 2175, 2246. **10** :  
 4464.  
 BRIERLY (J. L.) **2** : 982. **3** : 1648. **4** :  
 1984, 2139, 2223, 2246. **7** : 3459. **8** :  
 3713, 3714. **10** : 4494.  
 BRIGGS (H. W.) **4** : 1977.  
 BRIGHT (C. J.) **5** : 2502.  
 BRILLARD (A.) **3** : 1621.

- BRODE (H.) **4** : 2148. **5** : 2509.  
 BRØGGER (A. W.) **10** : 4628, 4629.  
 BROOKHART (S. W.) **2** : 321.  
 BROUSSARD **8** : 3970. **9** : 4380.  
 BROWN **10** : 4810.  
 BROWN (A. L.) **3** : 1504. **4** : 2196. **5** : 2379.  
 BROWN (Ph. M.) **2** : 983, 997, 998, 999, 1033, 1233. **3** : 1768. **4** : 2181. **5** : 2578. **8** : 3715.  
 BRUCCOLERI (A.) **7** : 3383.  
 BRUCE **2** : 314, 315, 321. **4** : 1886.  
 BRUCE (H.) **4** : 1848.  
 BRUCE (S. M.) **3** : 1330, 1331, 1822.  
 BRÜCK (O.) **10** : 4748.  
 BRÜGGER **2** : 398, 399.  
 BRUM (B.) **4** : 1893.  
 BRUNET (R.) **2** : 904.  
 BRUNS (C.) **9** : 4303.  
 BRUNS (C. G.) **9** : 4395.  
 BRUNS (G.) **4** : 2025. **6** : 2841, 2842, 2969, 2970, 2979.  
 BRUNS (V.) **7** : 3308. **8** : 3594, 3714. **10** : 4675, 4749. **11** : 4889, 4960, 5079.  
 BRYAN (W. J.) **2** : 10, 11.  
 BRYCE (J.) **2** : 66, 1031.  
 BUCKMASTER **5** : 2296.  
 BUDAY DE CSIKMO (K.) **7** : 3379.  
 BUELL (R. L.) **2** : 637, 1034. **3** : 1405. **6** : 3015. **8** : 3940. **11** : 5141.  
 BÜLOW (B. W. von) **2** : 886.  
 BUIGAS (M.) **6** : 2940.  
 BULKLEY **11** : 4855.  
 BULLARD (A.) **2** : 1164.  
 BULLOCK **6** : 2724.  
 BUNN (C.) **6** : 2912.  
 BURCKHARDT (C. J.) **11** : 4898.  
 BURCKHARDT (W.) **6** : 2867, 2868.  
 BURDICK (Ch. K.) **8** : 3556.  
 BURKE (Th.) **2** : 1101.  
 BURNHAM **6** : 2956.  
 BURTON **2** : 299, 305.  
 BURTON (H. R.) **7** : 3395, 3464.  
 BURTON (Th. E.) **4** : 1852.  
 BUSSMANN (O.) **3** : 1649.  
 BUSTAMANTE Y SIRVEN (A. S. de) **2** : 444, 445, 764, 765, 773, 774, 775, 776, 892. **5** : 2609. **6** : 2823. **7** : 3225-3229, 3419. **8** : 3634. **9** : 4313. **10** : 4440, 4504. **11** : 5080-5081, 5093.  
 BUTLER (G.) **2** : 905. **4** : 2164. **5** : 2474.  
 BUTLER (N. M.) **2** : 731, 1089, 1102. **3** : 1354, 1822. **4** : 1860, 2201. **8** : 3975. **9** : 4417. **10** : 4700.  
 BUTTER **7** : 3192.  
 BUXTON **5** : 2296.  
 C. (S. D.) **3** : 1762.  
 CABALLERO DE BEDOYA (R. V.) **9** : 4042, 4043. **10** : 4778.  
 CACHIN (M.) **6** : 2721.  
 CACLAMANOS **2** : 594, 595.  
 CAHAN (C. H.) **6** : 2705.  
 CAHILL **3** : 1334.  
 CALHOUN (H.) **11** : 5123.  
 CALL (A. D.) **3** : 1679.  
 CALOYANNI (M. A.) **2** : 1284. **3** : 1825, 1826, 1827. **4** : 2224, 2228. **5** : 2649-2652, 2655. **6** : 2676, 2826, 3125. **7** : 3148. **8** : 3806. **9** : 4236.  
 CANNON (L.) **2** : 256. **3** : 1336.  
 CANONNE (G.) **6** : 2852.  
 CANSACCHI (G. P.) **6** : 3126.  
 CAPDEQUI (J. M. O.) **5** : 2321.  
 CAPITANT (H.) **4** : 2233, 2246.  
 CAPPER **2** : 1214. **7** : 3480, 3487. **8** : 3928, 3964. **9** : 4379. **11** : 4847.  
 CARAWAY **9** : 4381.  
 CARENA (A.) **6** : 2944.  
 CAREY (Ch. H.) **2** : 1103.  
 CARNEGIE (D.) **4** : 2215.  
 CARNIER (H.) **8** : 3545.  
 CARNOVALE (L.) **3** : 1726.  
 CARROLL (M. J.) **8** : 3539.  
 CARSON (Lord) **7** : 3195.  
 CARTER (B. B.) **5** : 2510.  
 CARTON DE WIART **2** : 240, 245.  
 CASGRAIN **6** : 2704.  
 CASSIDY (L. C.) **8** : 3716.  
 CASSIN (R.) **4** : 2240. **5** : 2285, 2544. **6** : 2677, 2678, 2679.  
 CASTBERG (F.) **2** : 447. **3** : 1581, 1592, 1651. **8** : 3602, 3603. **9** : 4094. **10** : 4466, 4467. **11** : 5082.  
 CASTLE JR. (W. R.) **2** : 1197.  
 CASULLI (A.) **9** : 4276.  
 CATCHINGS (B.) **3** : 1737.  
 CATELLANI (E.) **6** : 2945, 3134. **10** : 4740.  
 CATT (C. Ch.) **2** : 1220. **3** : 1727. **6** : 3035.  
 CAVAGLIERI (A.) **4** : 2246. **11** : 5083.  
 CAVARÉ (L.) **8** : 3680. **9** : 4149. **10** : 4630.  
 CAVE **2** : 145. **3** : 1364.  
 CAVENDISH-BENTINCK (H.) **5** : 2296.  
 CECIL OF CHELWOOD (R.) **2** : 566, 567, 622, 905. **3** : 1364. **4** : 1860, 1889, 2092, 2156. **5** : 2279, 2296, 2474, 2522. **6** : 2740, 2741, 2956, 3106. **8** : 3662, 3663, 3664, 3665. **10** : 4724.  
 CEMIL BEY (D.) **10** : 4575, 4580, 4707, 4731, 4732.  
 CERETTI (C.) **6** : 2991.  
 CHALANDAR (A. de) **6** : 2956.  
 CHAMBERLAIN (A.) **2** : 356 b, 607, 608, 619, 620, 623, 1275. **3** : 1363. **4** : 1889, 2232, 2243. **5** : 2296, 2425-2428, 2523. **6** : 2733, 2738, 2738 bis, 2900, 2901. **7** : 3181, 3191.  
 CHANG (CHÜN-CH'Ï) **10** : 4722.  
 CHANG (YI-TING) **10** : 4750.  
 CHARLES (Garfield) **2** : 9.

- CHARLTON (M.) **5** : 2291.  
 CHARRÈRE **2** : 616.  
 CHARTERIS (A. H.) **2** : 1104. **3** : 1301, 1518.  
 CHATEAU (J.) **2** : 627.  
 CHATTERJÉE (A.) **6** : 2956.  
 CHENG (YU-LIOU) **10** : 4712.  
 CHEYNEY (A. S.) **9** : 4297.  
 CHIANG (KËN-YUAN) **10** : 4713.  
 CHILD (R. W.) **3** : 1769. **6** : 2913.  
 CHKLAVER (G.) **4** : 1874. **10** : 4764.  
 CHOU (Wei) **9** : 4266.  
 CHOW (K.-S.) **9** : 4237. **10** : 4424, 4451, 4708, 4733.  
 CHOW (S. R.) **3** : 1508. **4** : 2061, 2176. **10** : 4424, 4451, 4708, 4733.  
 CIMMERMANN (M. A.) **3** : 1552; voir aussi ZIMMERMANN.  
 CLAD (C.) **5** : 2524.  
 CLARK (E.) **9** : 4417.  
 CLARK (J. R.) **2** : 977.  
 CLARKE (J. H.) **2** : 1086, 1158, 1208, 1220, 1223. **3** : 1734, 1738. **8** : 3807. **11** : 5122.  
 CLUNET (É.) **6** : 2833, 2858. **7** : 3247.  
 CLYNES **2** : 356 a.  
 CLYNES (J. R.) **11** : 5183.  
 COATES (J. G.) **6** : 2754.  
 COBBETT (P.) **2** : 944. **7** : 3315.  
 COCKS **7** : 3181.  
 COCKSHUTT **3** : 1336.  
 COHALAN (D. F.) **3** : 1704.  
 COHN (G.) **2** : 906. **3** : 1302. **10** : 4631.  
 COLBY (E.) **3** : 1734. **6** : 3036. **8** : 3958.  
 COLBY (F. M.) **2** : 1059, 1060.  
 COLEGROVE (K.) **3** : 1771.  
 COLLETTE (Jean) **8** : 3666.  
 CONDLIFFE (J. B.) **4** : 2168.  
 CONNALLY **8** : 3987. **11** : 4854, 4855, 4893, 4864.  
 CONSTANTINOFF (J.) **5** : 2506.  
 CONTZESCO **10** : 4513.  
 CONWELL-EVANS (T. P.) **6** : 2946.  
 COOK (J.) **3** : 1329.  
 COOKE (W. H.) **8** : 3897.  
 COOLIDGE **2** : 1073, 1074, 1189. **3** : 1696, 1732, 1740. **5** : 2561, 2593.  
 COOPER (R. M.) **11** : 5124.  
 COPELAND (R. S.) **4** : 1881, 1886. **6** : 2934. **8** : 3915, 3929.  
 CORBETT (P. E.) **5** : 2547. **8** : 3933.  
 CORRADO (U.) **9** : 4244.  
 CORWIN (E. S.) **2** : 151.  
 CORY (H. M.) **9** : 4325.  
 COSENTINI (F.) **2** : 97.  
 COSTIGAN **9** : 4354. **11** : 4865.  
 COT (P.) **6** : 3098. **9** : 4059.  
 COUDENHOVEN-KALERGI (R. N.) **11** : 5142.  
 COUDERT (F. R.) **4** : 2130. **6** : 3131. **8** : 3556. **9** : 4353. **10** : 4790.  
 COUGHLIN **11** : 5143.  
 COULON (L.) **2** : 639.  
 COURTIN (R.) **2** : 928.  
 COVA (N. de la) **3** : 1398.  
 COYAJEE (J. C.) **11** : 5056.  
 CRABITÉS (P.) **7** : 3388, 3399.  
 CRAWFORD (W. H.) **3** : 1708.  
 CROCKER (C.) **2** : 1108.  
 CROFT (H.) **6** : 2735.  
 CROOKSHANK **6** : 2735.  
 CROSBY (O. T.) **2** : 4. **4** : 1854. **8** : 3809. **9** : 4418.  
 CROSS (S. T.) **10** : 4426, 4444.  
 CROWDY (R.) **6** : 2956.  
 CRUCHAGA (M.) **2** : 951.  
 CRUDU (V.) **10** : 4734.  
 CRUSEN (G.) **4** : 1974. **8** : 3767.  
 CRUSTIANSKY (L.) **4** : 1978.  
 CSIKY (J.) **11** : 4918.  
 CUMMINGS (H.) **11** : 5127.  
 CURTIS (W. J.) **2** : 787.  
 CUSHENDUN **4** : 1889. **5** : 2296, 2429.  
 CYBICHOWSKI (Z.) **4** : 2112.  
 D. (D. E.) **3** : 1308.  
 D. (E. D.) **3** : 1533.  
 DÄNIKER (A.) **3** : 1519.  
 DAHL (F.) **8** : 3590.  
 DALIÉTOS (A.) **2** : 688.  
 DALTON (H.) **3** : 1435. **4** : 2169. **6** : 2722, 2724-2726, 2730, 2731, 2738 bis, 2739. **7** : 3183, 3184, 3193. **8** : 3579, 3580.  
 DANDURAND (R.) **4** : 1880. **6** : 2703.  
 DANGERFIELD (R. J.) **7** : 3482.  
 DARBY (W. E.) **2** : 1 (note).  
 DARRAS (A.) **6** : 2846, 2932, 3001.  
 DASCOVICI (N.) **10** : 4734.  
 DAUVERGNE (C.) **2** : 446.  
 DAVIES (A.) **11** : 5144.  
 DAVIES (D.) **7** : 3470.  
 DAVIES (Lord) **10** : 4430. **11** : 4876.  
 DAVIES (Rhys) **9** : 4030.  
 DAVIES (W. W.) **5** : 2550.  
 DAVIS **11** : 4803, 4805.  
 DAVIS (J.) **2** : 1178.  
 DAVIS (J. W.) **2** : 788, 1109. **5** : 2279. **7** : 3389. **8** : 3717, 3718, 3719, 3941. **9** : 4354.  
 DAVIS (K. W.) **11** : 5198.  
 DAVISON (W.) **6** : 2727.  
 DAVY (G.) **2** : 984.  
 DAWSON (W. H.) **6** : 3017. **9** : 4184.  
 DAY (E. C.) **4** : 2113.  
 DAY (G. M.) **4** : 1885.  
 DEÁK (F.) **4** : 1920, 2234. **5** : 2341. **7** : 3435.  
 DEAN (V. M.) **6** : 2920. **7** : 3149.  
 DÉCENCIÈRE-FERRANDIÈRE (A.) **6** : 2992. **10** : 4701.  
 DELAHAYE (D.) **2** : 540.

- DELANO (F. A.) **5** : 2525.  
 DELHORBE (F.) **2** : 167.  
 DEMBINSKI **2** : 389.  
 DEMERS **3** : 1336.  
 DEMEUR (P.) **8** : 3682.  
 DEMEY (J.) **5** : 2381.  
 DEMIASHKEVICH (M.) **11** : 5113.  
 DENCKER (K.) **10** : 4468.  
 DENEEN (Ch. S.) **6** : 2921. **7** : 3390.  
 DENNIS (W. C.) **9** : 4355.  
 DEREVITZKY (P.) **9** : 4122.  
 DERYNG (A.) **7** : 3254.  
 DESCAMPS (E. E. F.) **4** : 1865, 2246.  
**5** : 2545. **6** : 3008. **8** : 3858.  
 DETH (A. van) **4** : 1967.  
 DEVAUX (J.) **11** : 5084.  
 DEVEDJI (A. E.) **6** : 2850.  
 DEVOGEL (L.) **8** : 3614. **9** : 4045. **10** : 4729.  
 DE VOGUÉ **2** : 533.  
 DEWEY (J.) **4** : 2179.  
 DICKERSON (O. N.) **5** : 2562.  
 DICKINSON (E. D.) **2** : 1090. **3** : 1534.  
**8** : 3556.  
 DICKINSON (W.) **8** : 3903.  
 DIENA (G.) **2** : 168, 169, 985. **4** : 2246.  
**7** : 3436. **10** : 4735.  
 DILL **2** : 319. **6** : 3077. **7** : 3480, 3503.  
**8** : 3763.  
 DILL (C. C.) **8** : 3930, 3976. **9** : 4369.  
 DJOUROVITCH (D.) **4** : 2166.  
 DJUVARA (M.) **2** : 1043.  
 DOBIE (A. M.) **8** : 3556.  
 DOHERTY (C. J.) **2** : 256. **3** : 1334-1338.  
 DOLESCHALL (A.) **10** : 4817.  
 DONAHEY (V.) **11** : 5145.  
 DONATI (D.) **8** : 3610.  
 DONKER CURTIUS (F.) **11** : 5094.  
 DONNEDIEU DE VABRES (H.) **2** : 1282.  
**3** : 1828. **4** : 1988, 1989, 2227, 2246.  
 DONNELL (F. C.) **7** : 3391. **11** : 5125.  
 DOR (L.) **4** : 1990.  
 DOTREMONT (S.) **6** : 2999.  
 DOUGLAS (J. J.) **2** : 309.  
 DOUMA (J.) **5** : 2271-2276. **6** : 2667-2668.  
**7** : 3137-3138. **8** : 3542-3543. **9** : 4008-4009. **10** : 4422-4423. **11** : 4839-4840.  
 DOVE **7** : 3392.  
 DRAEGER **8** : 3677.  
 DRECHSEL (M.) **3** : 1616.  
 DRESSELHUYS (H. C.) **2** : 100.  
 DREYFUS **8** : 3634. **10** : 4504.  
 DREZGA (T.) **7** : 3380.  
 DRUCKER (G.) **10** : 4695.  
 DRUMMOND (E.) **6** : 2956, 3066. **7** : 3416, 3423. **9** : 4267. **10** : 4722.  
 DUCHOSAL (E.) **8** : 3840. **9** : 4268.  
 DUCMANS (K.) **8** : 3847.  
 DUFF-COOPER (A.) **2** : 623.  
 DUFFUS (R. L.) **5** : 2581-2583, 2611.
- DUGDALE (E.) **4** : 2235.  
 DUGGANN (E.) **2** : 875.  
 DUGUIT (L.) **4** : 2246.  
 DULLES (J. F.) **2** : 847.  
 DUMAS (J.) **5** : 2314. **6** : 2922. **10** : 4748.  
 DUMBAULD (E.) **8** : 3592.  
 DUNAN (M.) **8** : 3720.  
 DUPONT (E.) **8** : 3870.  
 DU PREZ (W. A.) **2** : 638.  
 DUPUIS (Ch.) **4** : 1914, 2236. **6** : 3000.  
**7** : 3261.  
 DUPUY (W. A.) **3** : 1450.  
 DUSEK (C.) **2** : 406.  
 DUWEL (C. L. TORLEY) **11** : 4897.  
 DYER (C. H. A.) **2** : 1236.
- E.** **5** : 2380.  
 EAGLETON (C.) **4** : 2140. **6** : 3038. **9** : 4331.  
 EBERING (E.) **9** : 4410.  
 EBERS (J.) **9** : 4410.  
 ECKHARDT (P.) **2** : 927.  
 ECKHARDT-KUTTIG **7** : 3431.  
 EDDY (C. B.) **9** : 4143.  
 EDDY (G. S.) **3** : 1680.  
 EDEN (R. A.) **2** : 622. **6** : 2723, 2738 *bis*.  
**7** : 2739. **9** : 4029, 4031.  
 EDGE **2** : 1214.  
 EDMUNDS (S. E.) **2** : 952. **9** : 4303.  
 EDORNEVAL **2** : 357.  
 ÉFRÉMOFF (J.) **8** : 3995. **9** : 4304. **11** : 5099.  
 ÉGBERT (L.) **2** : 1088.  
 EHRLICH (L.) **4** : 2123. **6** : 2826, 2826 *bis*, 2856.  
 ELBE (J. von) **6** : 2842.  
 ELES (G. T.) **11** : 5067.  
 ELIOT (Ch. W.) **2** : 32.  
 ELLINGWOOD (A. R.) **2** : 448.  
 ELLIOTT (Ch. B.) **2** : 1166.  
 EMBDEN (van) **2** : 381. **9** : 4071.  
 EMMRICH (K. G.) **3** : 1511.  
 ENCKELL **2** : 542, 544.  
 ENDO (G.) **4** : 2114.  
 ENEMY (Brooks) **11** : 5118.  
 ENGEL **10** : 4540, 4541.  
 ENGELSDOERFER (Å.) **11** : 5043.  
 ENRIQUES (G.) **8** : 3604. **9** : 4045.  
 EÖTTEVÉNYI (O.) **11** : 4993.  
 EPPSTEIN (J.) **6** : 2956.  
 EPSTEIN (L.) **2** : 667, 673, 817.  
 ERCIC (M.) **8** : 3687.  
 ERDSTEIN (D.) **9** : 4396.  
 ERICH (E. R.) **2** : 334, 548, 549, 656, 919, 1011. **3** : 1697. **4** : 1914. **5** : 2444.  
**6** : 2794, 2795. **8** : 3619.  
 ERLER (G. H. J.) **7** : 3533.  
 ERRERA (P.) **2** : 675.  
 ERZBERGER (M.) **2** : 60.  
 ESAT (Mahmut) : voir MAHMUT ESAT.

- ESCH (J. J.) **7**: 3504.  
 ESSEN (J. J. F. van) **4**: 1921.  
 ETHEM Bey **10**: 4581, 4736.  
 EUSCHEN (K.) **11**: 5194.  
 EYMA (Jean) **5**: 2278.  
 EYQUEM (D.) **2**: 170.  
 EYSINGA (W. J. M. van) **3**: 1596. **6**: 2680.  
**7**: 3236. **9**: 4090. **10**: 4504. **11**: 4941.
- F.** (P. M.) **4**: 1899.  
 FABIAN COMMITTEE **2**: 43, 44, 65.  
 FABRE-LUCE (A.) **2**: 1012.  
 FACHIRI (A. P.) **2**: 772. **3**: 1472. **4**:  
 1979, 2141. **6**: 2839. **7**: 3297, 3303,  
 3484. **9**: 4016, 4124, 4150, 4233. **10**:  
 4507, 4633. **11**: 4947.  
 FAIRMAN (Ch.) **11**: 4962.  
 FAISNE (R.) **2**: 1016.  
 FALIKMANN (B.) **8**: 3882.  
 FALUHELYI (F.) **10**: 4776, 4777.  
 FANSHAWE (M.) **2**: 907. **3**: 1502. **6**:  
 2908, 2947, 2956. **11**: 5044.  
 FARAG (W. M.) **3**: 1503.  
 FARBMAN (M.) **4**: 2184. **5**: 2551. **6**: 3022.  
 FASSBENDER (K.) **10**: 4751.  
 FAUCHILLE (P.) **2**: 962.  
 FAUNCE (W. H. P.) **2**: 1239.  
 FEDOZZI (P.) **4**: 2246. **6**: 3134. **8**: 3859.  
**10**: 4460, 4752.  
 FEHLINGER (H.) **2**: 932, 933.  
 FEIG (J.) **7**: 3431. **9**: 4203.  
 FEINBERG (N.) **7**: 3255, 3255 *bis*. **8**:  
 3605. **9**: 4046, 4397.  
 FELLER (A. H.) **7**: 3308. **8**: 3593.  
 FENWICK (Ch. G.) **2**: 23, 171, 945, 978,  
 1111. **11**: 5085.  
 FERNALD **2**: 320, 327, 329.  
 FERNANDES (R.) **3**: 1813, 1814.  
 FERRERO (M.) **9**: 4164.  
 FERRIS **2**: 320.  
 FESS (S. D.) **2**: 1167. **4**: 1883.  
 FETTAH (Suleiman Bey) **2**: 626.  
 FIELD (N. H.) **4**: 2157.  
 FIELDING (W. S.) **2**: 256. **3**: 1334.  
 FIENNES (C.) **2**: 908, 909, 1271.  
 FINCH (G. A.) **2**: 1112, 1158.  
 FINKELSTEIN (M.) **9**: 4151.  
 FINLAY (R. B.) **4**: 1946. **6**: 2778, 2782,  
 2822, 2823, 2825, 2826, 2826 *bis*. **7**: 3245.  
 FINNEY **2**: 356 *a*.  
 FISCHER (J.) **7**: 3350. **9**: 4125, 4204.  
 FISCHER WILLIAMS (J.): voir WILLIAMS  
 (J. F.).  
 FISH **2**: 295, 298, 301.  
 FISHER (H. A. L.) **2**: 356 *b*, 1058. **3**: 1684.  
**9**: 4415.  
 FISHER (I.) **2**: 1048. **3**: 1728.  
 FITZGERALD (D.) **3**: 1366.  
 FLACK (H. E.) **2**: 106.  
 FLEINER (F.) **3**: 1640.
- FLEISCHMANN (M.) **2**: 954. **6**: 2976.  
 FLEMING (D. F.) **6**: 3078. **8**: 3977.  
 FLETCHER **4**: 1883. **8**: 3979. **11**: 4856.  
 FLEURY (L.) **9**: 4406.  
 FLINT (H. J.) **2**: 1240.  
 FLORESCO (J. T.) **5**: 2391.  
 FLOWERS (M.) **3**: 1554.  
 FOA (E.) **6**: 3115.  
 FOCKEMA ANDRÆ (J. P.) **11**: 4907.  
 FODOR (A.) **4**: 2079. **10**: 4709.  
 FOIGNET (R.) **2**: 940, 963. **5**: 2507.  
**8**: 3870.  
 FONTEIN **4**: 2102.  
 FONTENAY (Vte de) **10**: 4778.  
 FORSTER (H. W.) **3**: 1328.  
 FORTUIN (H.) **2**: 654.  
 FOSDICK (H. E.) **2**: 1047.  
 FOSDICK (R. B.) **3**: 1774. **8**: 3904.  
 FOSTER (G.) **4**: 1880. **6**: 2703.  
 FOX (A. J.) **5**: 2563.  
 FRANCE (J. I.) **9**: 4356.  
 FRANÇOIS (J. P. A.) **7**: 3443. **11**: 4886.  
 FRANCOZ (P.) **9**: 4165. **11**: 4980, 5019,  
 5020.  
 FRANQUEVILLE (B. de) **4**: 1964. **8**: 3791.  
 FRANGULIS (A.-F.) **8**: 3811. **10**: 4778.  
 FRANK (H.): **11**: 5053.  
 FRANKFURTER (F.) **2**: 660.  
 FRASER (P.) **6**: 2754.  
 FRAZIER **2**: 321, 327.  
 FREI (P. H.) **5**: 2342.  
 FREYTAGH LORINGHOVEN (von) **3**: 1599,  
 1835, 1836. **4**: 2054. **11**: 5070.  
 FRIED (A. H.) **2**: 1 (note).  
 FRIEDE (M.) **11**: 5024.  
 FRIEDE (W.) **8**: 3594. **11**: 4950.  
 FRIERSON (W.) **2**: 1113.  
 FRIERSON (W. L.) **9**: 4345.  
 FROMAGEOT (H.) **10**: 4504.  
 FRUCHTMAN (J.) **8**: 3905.  
 FRY (C. B.) **2**: 887.  
 FUCHS (W.) **4**: 2019.  
 FÜLSTER (H.) **4**: 2142.  
 FUGLSANG (W.) **10**: 4634.  
 FURUGAKI (T.) **2**: 888.
- GADSKESSEN** **2**: 261 *a*.  
 GAINER (J. H.) **2**: 1241.  
 GAL (L.) **10**: 4618, 4619.  
 GALLI (P.) **11**: 5095.  
 « GALLUS » **6**: 3009. **7**: 3460, 3463. **8**:  
 3895.  
 GANNETT (L. S.) **2**: 1199.  
 GARDNER (J. C.) **9**: 4251.  
 GARFIELD (J. B.) **9**: 4372.  
 GARFIELD (W.) **2**: 1000.  
 GARLAND **6**: 2705.  
 GARNER (J. W.) **2**: 818, 953, 1019. **3**:  
 1775. **4**: 2207. **5**: 2286. **6**: 2798. **8**:  
 3620, 3812, 3861. **10**: 4635.

- GARNETT (J. C. Maxwell) **9** : 4288.  
 GARNETT (M.) **7** : 3427.  
 GARNIER (P.) **4** : 1965.  
 GARNIER-COIGNET (J.) **7** : 3455.  
 GAROFALO (M. R.) **3** : 1829.  
 GARVIN (J. L.) **2** : 70.  
 GASCON Y MARIN (J.) **9** : 4061.  
 GATHORNE-HARDY (G. M.) **11** : 5119.  
 CAUDARD **2** : 396, 397.  
 GAVRILOVIĆ (S.) **9** : 4278.  
 GAYDA (V.) **8** : 3722.  
 GEARY **6** : 2705.  
 GEDYE (G. E. R.) **8** : 3723.  
 GEIB **7** : 3431.  
 GEISMAR (R.) **8** : 3697.  
 GEISSLER (R.) **9** : 4127.  
 GENMA (S.) **2** : 941. **4** : 2246.  
 GENET (R.) **6** : 2860. **7** : 3465. **9** : 4062.  
**10** : 4482, 4549. **11** : 4994.  
 GENEVOIS (Un) **6** : 2879.  
 GEÖCZE (B.) **8** : 3606, 3724. **9** : 4047. **10** :  
 4550, 4551, 4572, 4589, 4592, 4593,  
 4765.  
 GEORGE (W. H.) **4** : 2200.  
 GÉRARD **10** : 4542, 4543.  
 GERBER (H.) **8** : 3669.  
 GEROULD (J. T.) **3** : 1776. **5** : 2613.  
 GIANNI (G.) **7** : 3444.  
 GIANNINI (A.) **3** : 1633.  
 GIBBERD (K.) **10** : 4721.  
 GIBLIN (J. V.) **3** : 1504. **4** : 2196.  
 GIDEL (G.) **2** : 727. **3** : 1476, 1477, 1478.  
**5** : 2504. **7** : 3269. **8** : 3683.  
 GIESE (F.) **5** : 2484, 2524. **6** : 2997. **7** :  
 3265. **8** : 3597. **9** : 4064, 4136.  
 GIHL (T.) **8** : 3862.  
 GILLET **2** : 328. **4** : 1886, 1887, 1888.  
**5** : 2583, 2584, 2599. **6** : 2926, 3082,  
 3084. **7** : 3487, 3488.  
 GIRAUD (E.) **6** : 3001.  
 GLASGOW (G.) **5** : 2373, 2392. **6** : 3042.  
**9** : 4186.  
 GLASS **4** : 1886.  
 GLASSER **2** : 539, 540.  
 GLEISPACH (W.) **10** : 4818.  
 GLOSE (F.) **5** : 2372.  
 GODART (J.) **9** : 4411.  
 GODDARD (A. C.) **7** : 3505.  
 GODYEVATZ (A.) **10** : 4552, 4553.  
 GOETZ (J. H.) **5** : 2495.  
 GOMPERS (S.) **2** : 1114.  
 GONSIOROWSKI (M.) **3** : 1603. **10** : 4774.  
 GOOCH (G. P.) **5** : 2510. **10** : 4796.  
 GORE **11** : 4851, 4856, 4858, 4866.  
 GORGÉ (C.) **3** : 1652.  
 GORRESIO (V.) **10** : 4729.  
 GOSNELL (C. B.) **5** : 2446.  
 GOSSWEILER (Ch. H.) **2** : 975.  
 GOTHEIN **3** : 1575.  
 GOTTSCHALK (E.) **3** : 1837.  
 GOUET (Y.) **8** : 3871.  
 GOULÉ (P.) **2** : 775. **6** : 2846, 3001. **11** :  
 5081.  
 GOVARE (J. P.) **5** : 2315.  
 GRAEFF (De) **11** : 4886.  
 GRAHAM (G.) **6** : 2902.  
 GRAHAM (G. P.) **6** : 2704.  
 GRALINSKI (Z.) **2** : 987.  
 GRAM (G.) **2** : 56.  
 GRAMAIN (P.) **10** : 4829.  
 GRAMSCH (W.) **10** : 4452.  
 GRANDI (D.) **9** : 4287.  
 GRAPIN (P.) **11** : 4919.  
 GRÄTZ (G.) **4** : 2115.  
 GRAY (J. H.) **6** : 3013.  
 GREEN (A.) **3** : 1310.  
 GREEN (R. D.) **4** : 2066.  
 GREEN (W.) **3** : 1571.  
 GREENE (R. D.) **5** : 2565. **9** : 4252.  
 GREGORY (Ch. N.) **2** : 642.  
 GREY (F. T.) **7** : 3315.  
 GREY OF FALLODON **6** : 2956.  
 GRIFFITHS (A. E.) **4** : 2189.  
 GRIGAUT (M.) **4** : 2103.  
 GROB (F.) **9** : 4293.  
 GROOM (L. E.) **2** : 231. **3** : 1327.  
 GROSS (L.) **9** : 4187.  
 GROTTE (M. de la) **3** : 1473. **5** : 2404.  
**6** : 2880.  
 GRUNEWALD (E.) **3** : 1661.  
 GÜRKE (N.) **11** : 5096.  
 GUERREAU (M.) **2** : 929.  
 GUERRERO (J. G.) **8** : 3814. **10** : 4504,  
 4778.  
 GUERRIERO (L.) **6** : 2945.  
 GUGGENHEIM (P.) **2** : 665, 690, 700, 709,  
 713, 721, 736. **3** : 1483, 1484. **7** : 3248.  
**9** : 4041, 4279. **10** : 4554.  
 GULICK (S. L.) **8** : 3942. **10** : 4791.  
 GUP (S. M.) **2** : 1242.  
 GUTHRIE (H.) **6** : 2705. **7** : 3506.  
 GUTHRIE (W. D.) **3** : 1582. **5** : 2305.  
 GUTIERREZ-PONCE (I.) **8** : 3883.  
 GUYNAT (André-Marie) **7** : 3249.  
  
**H.** (L.) **4** : 1993.  
 HAASE (B.) **2** : 580.  
 HABICHT (M.) **8** : 3876. **11** : 4924-4925,  
 4928.  
 HACHENBURG (M.) **8** : 3725. **9** : 4189.  
 HADLEY (H. S.) **2** : 848.  
 HÄRLE (E.) **7** : 3257. **8** : 3607. **9** : 4048.  
**10** : 4469, 4478. **11** : 4963.  
 HAGERUP (F.) **9** : 4305.  
 HAILSHAM **6** : 2741.  
 HAJN (A.) **10** : 4822.  
 HAJNAL (H.) **5** : 2393. **6** : 2843. **10** : 4592.  
 HALDANE **4** : 2217. **5** : 2296.  
 HALE **11** : 4848.  
 HALE (W. B.) **8** : 3556.

- HALL (A. B.) **5** : 2410.  
 HALL (W. E.) **2** : 946.  
 HALLIER (J.) **9** : 4190. **10** : 4620.  
 HALPHON (R. S.) **3** : 1576.  
 HAMACHER (P.) **6** : 2853.  
 HAMBURGER (R. C. S.) **2** : 655.  
 HAMILTON **6** : 2726. **7** : 3183.  
 HAMMARSKJÖLD (Å.) **2** : 138, 139, 439, 635, 896. **3** : 1394, 1567, 1845. **4** : 1904, 1912, 1913, 1914, 2046, 2047, 2048, 2097. **5** : 2287. **6** : 2821, 2837, 2982, 2982 *bis*. **7** : 3238, 3400. **8** : 3634, 3667, 3790. **9** : 4257-4259. **10** : 4555, 4556. **11** : 4886, 4899, 4905, 4916, 4929, 5045.  
 HAMMARSKJÖLD (Hj. L.) **11** : 4891-4892.  
 HAMMERICH (K. F.) **9** : 4326.  
 HAMMERLE (H.) **11** : 4964.  
 HAMMOND (J. H.) **2** : 172.  
 HANNON **9** : 4029.  
 HANSSON (M.) **10** : 4682.  
 HARD (W.) **2** : 1115, 1243, 1254. **3** : 1541.  
 HARDER (H. A.) **5** : 2406, 2585. **6** : 3079.  
 HARDER (Hans) **7** : 3151.  
 HARDING (W. G.) **2** : 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1105, 1138, 1139, 1140, 1149, 1152, 1158, 1189. **3** : 1705, 1715, 1732, 1740.  
 HARLEY (J. E.) **2** : 876. **3** : 1520, 1627. **7** : 3471. **11** : 5117.  
 HARMS (B.) **5** : 2529, 2661.  
 HARRELD **2** : 324.  
 HARRIMAN (E. A.) **2** : 1081, 1169. **3** : 1535, 1778.  
 HARRIS (H. W.) **2** : 643, 910. **5** : 2288, 2458. **6** : 2949.  
 HARRIS (J.) **2** : 328, 356 *a*.  
 HARRISON **2** : 325.  
 HART (H. L.) **10** : 4784.  
 HARTLEY (H. L.) **5** : 2566.  
 HARVEY (J. L.) **4** : 2130.  
 HASPER (R.) **2** : 773.  
 HASSELBLATT (W.) **11** : 5012.  
 HASTINGS **11** : 4866.  
 HATCH **11** : 4863.  
 HATSCHEK (J.) **2** : 942, 967. **3** : 1628, 1629. **7** : 3437.  
 HATVANY (A.) **2** : 980, 1080.  
 HAYDAY **10** : 4540-4543.  
 HEBERT **10** : 4813.  
 HECKER (G.) **8** : 3686.  
 HEDDAYA (MOHAMED ABD EL SALAM) **11** : 4930.  
 HEDGES (R. Y.) **11** : 5114.  
 HEFLIN **2** : 323, 324, 328.  
 HEGEL **3** : 1643.  
 HEGLER (A.) **8** : 3669.  
 HEILBORN (P.) **4** : 2116.  
 HELD (H. J.) **4** : 1939, 2068, 2107. **5** : 2661.  
 HELIARD (M.) **9** : 4191.  
 HELLBERG **3** : 1372.  
 HELLMAN (P. S.) **8** : 3527-3528. **9** : 4007. **10** : 4419. **11** : 4836.  
 HEMMER GUDME (P. de) **8** : 3906.  
 HENDERSON (A.) **6** : 2723, 2727, 2729, 2732-2734, 2736, 2737, 2738 *bis*, 2903, 2956. **7** : 3181, 3182, 3185-3191, 3306-3307, 3372-3373. **8** : 3587, 3907. **11** : 5183.  
 HENNESSY (J.) **8** : 3815.  
 HENRY (Noël) **4** : 1991.  
 HENSE (A.) **8** : 3608.  
 HEPBURN (W.) **7** : 3523.  
 HERBERT (S.) **9** : 4295.  
 HERGEL (H.) **7** : 3401.  
 HERMANN-OTAVSKÝ **11** : 4941.  
 HERRE (P.) **2** : 1037.  
 HERSHEY (A. E.) **2** : 805.  
 HERSHEY (A. S.) **4** : 1857, 2124. **5** : 2526.  
 HERTZOG (J. B. M.) **6** : 2691.  
 HERVEY (J. G.) **8** : 3943.  
 HESSE (F.) **3** : 1460, 1461.  
 HETTE (J. Gr. P.) **11** : 5099.  
 HEYDTE (F. A. von der) **10** : 4470.  
 HEYKING (A. de) **3** : 1847. **4** : 2256.  
 HEYL (F. W.) **6** : 2881.  
 HEYMANN (H.) **4** : 1909.  
 HIGGINS (A. P.) **2** : 946. **4** : 2246. **5** : 2496. **6** : 3118.  
 HIITONEN (E.) **5** : 2492.  
 HILL (D. H.) **3** : 1779.  
 HILL (D. J.) **2** : 173, 272, 1046, 1171, 1172, 1244, 1245. **3** : 1505, 1583.  
 HILL (J. Ph.) **3** : 1351.  
 HILL (M. J.) **6** : 2808.  
 HILL (N. L.) **6** : 3119. **8** : 3588, 3621, 3863. **10** : 4453. **11** : 4999, 5015.  
 HINCKLEY (F. E.) **3** : 1387.  
 HINDMARSCH (A. E.) **10** : 4785.  
 HIRSCH (K.) **9** : 4063.  
 HIS (E.) **4** : 2237, 2246.  
 HITCHCOCK (G. M.) **2** : 73. **3** : 1555.  
 HJELLE (L.) **10** : 4636.  
 HOBSON (J. A.) **2** : 1001.  
 HOBZA (A.) **4** : 1914. **8** : 3552.  
 HODGES (Ch.) **3** : 1667. **5** : 2320. **8** : 3898.  
 HOEK (K. van) **11** : 4901.  
 HOFFER (H. P.) **7** : 3335.  
 HOFFMANN (C. E.) **11** : 4875.  
 HOFFMANN (K.) **3** : 1498.  
 HOFFMANN (P.) **8** : 3726.  
 HOLD-FERNECK (A.) **8** : 3872.  
 HOLLAND (H. E.) **6** : 2754.  
 HOLLAND (Th. E.) **10** : 4753.  
 HOLLIS (W.) **11** : 4965.  
 HOLMBÄCK (A.) **6** : 2882, 2883.  
 HOLSTEIN **2** : 260, 261.  
 HOLT (H.) **11** : 5148.  
 HOLZAMANN (H.) **8** : 3688.  
 HOOPER (Ch. A.) **7** : 3321.

- HOOPER (F. H.) **11** : 5046.  
 HOOVER (H.) **2** : 1116, 1149, 1152, 1158.  
     **5** : 2614. **6** : 3040, 3065, 3074, 3080,  
     3094. **7** : 3512. **8** : 3921, 3937.  
 HOPKINSON (A.) **4** : 2237.  
 HORA (V.) **10** : 4454.  
 HORAK (A.) **10** : 4569.  
 HÖRTER (R.) **9** : 4128.  
 HORVATH (J.) **4** : 2080.  
 HOSTIE (J.) **5** : 2527. **9** : 4306. **10** : 4557,  
     4558.  
 HOUDEK (F.) **10** : 4570.  
 HOUSE (Colonel) **2** : 73. **4** : 1860. **5** : 2279,  
     2280.  
 HOUSE (E. M.) **2** : 1158. **6** : 3020.  
 HOUSTON (H. S.) **2** : 419.  
 HOWALDT (H.) **3** : 1442.  
 HOWARD (E.) **2** : 844.  
 HOWARD-BURY **7** : 3187.  
 HOWARD-ELLIS (C.) **5** : 2477.  
 HOWLAND (Ch. P.) **5** : 2586. **6** : 3016.  
     **9** : 4333-4334.  
 HÖIJER (O.) **2** : 920, 988. **4** : 2143. **6** :  
     2869, 2993. **7** : 3261.  
 HOYLE (J. M.) **7** : 3507.  
 HSIA (CH' I-FENG) **10** : 4711.  
 HSIA (Chu) **9** : 4270.  
 HSIAO (CHIN-FANG) **9** : 4038-4039.  
 HU (YU-CHIH) **10** : 4677.  
 HUBER (M.) **2** : 849, 850, 851. **3** : 1654.  
     **4** : 1897, 1914, 2071, 2125. **6** : 2822,  
     2826 bis, 2983. **8** : 3634. **10** : 4441. **11** :  
     4893-4894, 4898-4900, 4916.  
 HUBERT (L. L.) **4** : 1992. **6** : 2870.  
 HUDSON (M. O.) **2** : 636, 660, 661, 676,  
     679, 686, 687, 694, 695, 698, 704,  
     711, 712, 714, 731, 732-734, 740, 789,  
     790, 826-828, 911, 1079, 1085, 1091-  
     1093, 1117-1123, 1143, 1163, 1174-  
     1176, 1200-1203, 1220, 1223, 1246,  
     1247, 1291. **3** : 1474, 1480, 1536, 1780,  
     1781. **4** : 2026, 2027, 2049, 2144, 2178,  
     **5** : 2394, 2407-2409, 2459, 2488, 2587-  
     **6** : 2799, 2884-2886, 2924, 2972. **7** :  
     3152, 3153, 3230-3234, 3250, 3258,  
     3309-3311, 3393, 3402, 3435. **8** : 3556,  
     3595, 3694, 3727, 3728, 3792, 793,  
     3816, 3817, 3831, 3832, 3864, 3908,  
     3931. **9** : 4017, 4210, 4253, 4260, 4261,  
     4346, 4357-4360, 4398. **10** : 4439, 4455,  
     4559, 4607, 4637, 4678, 4702, 4761,  
     4790, 4805, 4806. **11** : 4943, 4966-4967,  
     5041, 5046-5048, 5086, 5102, 5126,  
     5127, 5149-5152, 5174.  
 HUGHES (C. E.) **2** : 844, 1052, 1105,  
     1124-1126, 1143, 1149, 1152, 1158. **3** :  
     1521, 1522, 1556, 1716, 1729, 1739, 1782.  
     **4** : 2130, 2197. **5** : 2303-2311, 2588,  
     2589, 2615. **6** : 2772, 2774, 2779, 2785,  
     2925-2927, 3043. **7** : 3251, 3403. **8** : 3506.  
 HUGHES (W. M.) **3** : 1328.  
 HUGUENIN (H.) **9** : 4166.  
 HULL (W. E.) **3** : 1349.  
 HULL (W. I.) **2** : 57, 1177. **3** : 1730. **4** :  
     1850, 1853.  
 HURST (C. J. B.) **2** : 73, 898. **4** : 1860.  
     **5** : 2279. **6** : 2778, 2837, 2908, 2956.  
     **8** : 3634, 3667, 3818. **9** : 4090. **10** : 4439,  
     4504, 4793. **11** : 4886.  
 HUTCHESON (A. E.) **11** : 5049.  
 HUTCHINSON (R.) **2** : 622.  
 HYDE (Ch. Ch.) **2** : 936. **5** : 2308. **6** : 2779,  
     2800. **10** : 4625, 4638, 4639.  
 HYDE (H. E.) **7** : 3472.  
 I. (V. R.) **11** : 4920.  
 ICHIMATA (M.) **10** : 4766.  
 IHLEN **10** : 4635, 4651.  
 IMBERG (K. E.) **4** : 2069. **8** : 3833.  
 IMPERIALI **2** : 526, 527, 530, 531.  
 IMPEY (L.) **4** : 2020.  
 INNES (K. E.) **6** : 2907. **9** : 4316.  
 « INNOXIUS » **6** : 3044.  
 IRFAN Bey **10** : 4582.  
 IRK (A.) **4** : 2088, 2117, 2126. **10** : 4737.  
 IRVINGTON (N. J.) **9** : 4382.  
 IRWIN (W. H.) **3** : 1710.  
 ITO (N.) **8** : 3998.  
 IWATA (K.) **2** : 791.  
 IZUMI (T.) **4** : 2081, 2118.  
 JACOBS (S.) **2** : 256. **3** : 1334, 1336.  
 JACKSON (J.) **9** : 4283. **10** : 4724. **11** :  
     5061.  
 JACKSON (S.) **10** : 4754.  
 JACQUES-LOURBET **9** : 4327.  
 JÄCK (E.) **6** : 2669. **9** : 4280.  
 JAGOW (K.) **2** : 1037.  
 JAHRREISZ (H.) **8** : 3697.  
 JAMES (E. L.) **8** : 3934.  
 JANASZ (G. de) **10** : 4426, 4444. **11** : 5050.  
 JANULAITIS (A.) **7** : 3445.  
 JÁRMAI (G.) **10** : 4594.  
 JAŠČENKA (A.) **7** : 3445.  
 JASPAR **2** : 241, 246.  
 JELF (E. A.) **2** : 1006.  
 JELLINEK (G.) **2** : 1036.  
 JENKINS (E. A.) **11** : 5183.  
 JENKINS (Th.) **8** : 3983.  
 JENKS (E.) **8** : 3591.  
 JESSUP (Ph. C.) **3** : 1783. **4** : 2208. **5** :  
     2432, 2567, 2616. **6** : 2681, 2773, 3045-  
     3047, 3081. **7** : 3508, 3509. **8** : 3729, 3935,  
     3944, 3945, 3958, 3984. **9** : 4262, 4369.  
     **11** : 5153.  
 JÈZE (G.) **3** : 1404. **4** : 2246. **7** : 3333.  
 JOACHIM (V.) **6** : 2839 bis.  
 JOEKES (A. M.) **2** : 385, 629.  
 JOERNS (G.) **2** : 1249.  
 JOHNSEN (J. E.) **2** : 769. **3** : 1506.

- JOHNSON **2**: 323, 327. **8**: 3981. **11**: 4850, 4853, 4854, 4860, 4861, 4864, 4865, 4866.  
 JOHNSON (A.) **10**: 4702.  
 JOHNSON (H.) **2**: 1127. **9**: 4349, 4351.  
 JOHNSON (H. W.) **7**: 3489. **8**: 3936, 3946.  
 JOHNSON (L. J.) **8**: 3829.  
 JOHNSON (T.) **3**: 1366.  
 JOHNSON (W. F.) **2**: 1128.  
 JOHNSTON (W. H.) **9**: 4292.  
 JONES **8**: 3718.  
 JONES (F. L.) **2**: 1204.  
 JONES (R.) **4**: 2092.  
 JONES (R. L.) **10**: 4797.  
 JONG VAN BEEK EN DONK (B. de) **2**: 428. **4**: 2289. **6**: 2871, 3135.  
 JORDAN (C.) **6**: 2781, 3134.  
 JORSTAD (J.) **8**: 3909.  
 JOUHAUX **10**: 4542, 4543.  
 JOUVENEL (H. de) **3**: 1537. **6**: 3135. **8**: 3573.  
 JOUVET (R.) **11**: 5021.  
 JOVANOVIC (J.) **8**: 3674.  
 JOXE (L.) **7**: 3336, 3404. **8**: 3730, 3770. **9**: 4192.  
 JUDET (E.) **8**: 3698.  
 JULLIOT DE LA MORANDIÈRE (Léon) **3**: 1415.  
 JUNCKERSTORFF (K.) **6**: 2847. **7**: 3534.  
  
**KAASIK (N.) 9**: 4126.  
**KAESTNER (P. J.) 2**: 663.  
**KAHN (H.) 3**: 1587.  
**KAISER 6**: 2705.  
**KALBERLAH 10**: 4471.  
**KALIJARVI (Th.) 2**: 657.  
**KALLAB (J.) 3**: 1830. **10**: 4738.  
**KARNEBEEK (H. A. van) 2**: 113, 381, 385, 387.  
**KASAMA (A.) 5**: 2395.  
**KASTL (L.) 7**: 3531.  
**KATZ (E.) 2**: 99.  
**KAUFFMANN (S.) 9**: 4064.  
**KAUFMANN 2**: 566, 567.  
**KAUFMANN (E.) 2**: 666. **4**: 2238. **9**: 4328.  
**KAUFMANN (P.) 3**: 1674.  
**KAVOLIS (M.) 9**: 4238.  
**KEAN 9**: 4385.  
**KEEN (F. N.) 2**: 793, 820, 889, 996. **8**: 3910. **11**: 5058.  
**KEETON (G. W.) 5**: 2401.  
**KEITH (A. B.) 2**: 718. **5**: 2511. **6**: 3121. **9**: 4394. **11**: 5184.  
**KELCHNER (W. H.) 8**: 3841.  
**KELLER (VON) 10**: 4521, 4522.  
**KELLOGG (F. B.) 2**: 844, 1228, 1258. **3**: 1737. **5**: 2568, 2590, 2612, 2635, 2637, 2638, 2642. **6**: 3082. **7**: 3259, 3405. **8**: 3609, 3613, 3634, 3922. **9**: 4090. **11**: 4901.  
  
**KELLOR (F.) 2**: 980, 1078, 1080.  
**KELLY (M. C.) 2**: 1205.  
**KELSEN (H.) 9**: 4307. **10**: 4477, 4703.  
**KEMIL Bey**: voir CEMIL Bey.  
**KEMPF (J.) 3**: 1655.  
**KENWORTHY (J. M.) 2**: 623. **6**: 2738 *bis*.  
**KERSHAW (R. N.) 5**: 2488.  
**KERTÉSZ (I.) 10**: 4446, 4696.  
**KESJAKOV (B.) 4**: 2170.  
**KESSIAKOFF (V.) 7**: 3466.  
**KEYES (F. P.) 5**: 2618.  
**KIBUCHI (I.) 2**: 1129.  
**KIDD (G.) 11**: 5059.  
**KIERSKI (K.) 9**: 4399.  
**KIKUCHI (Y.) 4**: 2190.  
**KING 2**: 277, 279, 280, 283, 325. **4**: 1883. **9**: 4386. **11**: 4855, 4863.  
**KING (M.) 3**: 1334. **5**: 2293.  
**KING (W. L. MACKENZIE) 6**: 2701, 2702, 2705-2707.  
**KING-HALL (St.) 9**: 4283. **10**: 4724. **11**: 5061.  
**KINGSBURY (H. T.) 8**: 3944.  
**KIPPES (J.) 6**: 2836.  
**KIRCHHOFF (H.) 8**: 3911.  
**KIRK (W. W. van) 6**: 3018.  
**KITCHELT (F. L.) 8**: 3948.  
**KLEIN (P.) 2**: 669. **8**: 3686.  
**KLEYNTJES (J.) 7**: 3415.  
**KLINGHARDT (K.) 3**: 1462, 1463.  
**KLÜPFEL (J.) 7**: 3337.  
**KLUIC (S.) 8**: 3673.  
**KLUYVER (C. A.) 2**: 174, 870. **3**: 1784. **5**: 2333. **9**: 4361. **10**: 4807.  
**KNIGHT 6**: 2738 *bis*.  
**KNOLL (G.) 8**: 3546.  
**KNORR (W.) 2**: 852.  
**KNOX (P. C.) 2**: 5.  
**KNUBBEN (R.) 5**: 2405.  
**KOEHLER (L. von) 8**: 3669.  
**KOHDE (O. H.) 3**: 1406.  
**KOHN (F. G.) 3**: 1588.  
**KONSUL 2**: 710.  
**KONYA (E.) 11**: 5087.  
**KOROWICZ (M. S.) 9**: 4049, 4159.  
**KOSTERS (J.) 6**: 2801. **10**: 4464.  
**KOUDELKA (J.) 10**: 4772.  
**KRAGH 2**: 261 *a*.  
**KRAUS (H.) 2**: 669. **3**: 1785, 1844. **5**: 2331. **6**: 3131. **8**: 3686, 3901. **10**: 4409.  
**KRÉMAR (J.) 4**: 1968.  
**KRIEG (F.) 4**: 2016. **6**: 2844, 2845.  
**KRIGE (C. J.) 6**: 2691.  
**KROELL (J.) 9**: 4050. **10**: 4456.  
**KUČERA (B.) 7**: 3381, 3535. **9**: 4018-4019, 4298-4299, 4330, 4337. **10**: 4425. **11**: 4968, 5103, 5128.  
**KUHN (A. K.) 4**: 2015. **6**: 2873. **7**: 3316. **9**: 4160, 4167, 4400. **10**: 4584.

- KULSKI (L.) **4** : 2152.  
 KUNCKEL (E. E.) **9** : 4410.  
 KUNSTENAAR (J.) **9** : 4281.  
 KUNZ (J. L.) **3** : 1422, 1479. **4** : 2239.  
     **6** : 2975. **7** : 3357. **8** : 3732, 3733.  
 KURZ (N.) **9** : 4294.  
 KUTTIG (E.) **2** : 927. **7** : 3431.
- L. (R.) 11** : 5013.  
 LABARTHE (J.) **9** : 4290.  
 LACOUR-GAYET (J.) **4** : 2158.  
 LADAS (S. P.) **8** : 3676.  
 LA FOLLETTE **2** : 325. **11** : 4870.  
 LA FONTAINE (H.) **2** : 20, 48, 111, 112,  
     241, 246. **4** : 2246.  
 LAGEMANS (E. G.) **2** : 221.  
 LAIDONER **2** : 605, 606.  
 LAKATOS (J.) **11** : 4879.  
 LAKE **9** : 4383.  
 LAMB (B. P.) **7** : 3490.  
 LAMBEL (R.) **9** : 4175.  
 LAMBERT (E.) **3** : 1604, 1620.  
 LAMEIRE (J.) **7** : 3338.  
 LAMINGTON **2** : 622.  
 LAMMASCH (H.) **2** : 56, 63.  
 LAMY (P.) **3** : 1815.  
 LANGE (Chr. L.) **2** : 1 (n.), 10, 34. **4** : 2159.  
 LANGER (W. L.) **9** : 4006.  
 LANGERMAN (F. E.) **9** : 4415.  
 LANSCHOT (van) **9** : 4071.  
 LANUX (P. de) **11** : 5155.  
 LAPE (E. E.) **2** : 1049. **3** : 1786. **4** : 2199.  
     **6** : 3049. **8** : 3912.  
 LAPOINTE (E.) **5** : 2295. **6** : 2705, 2706.  
 LA PRADELLE (A. de Geoffire de) **2** :  
     175, 176, 644, 794. **3** : 1625, 1632,  
     1642. **4** : 1860, 1900, 1912, 1915, 1950,  
     1994, 1995, 2162, 2237. **5** : 2375, 2447,  
     2591. **6** : 2684, 2686, 2687, 2782, 2804,  
     2831, 2846, 2862, 2932, 2984, 3001,  
     3057. **7** : 3262, 3292, 3294, 3438, 3453.  
     **8** : 3618, 3637, 3642, 3651, 3755, 3827,  
     3895, 3995. **9** : 4043, 4091, 4092, 4302.  
     **10** : 4465, 4510, 4557, 4563, 4769. **11** :  
     4923, 4948, 4992, 5002, 5016, 5107, 5187-  
     5190.  
 LAPRADELLE (Paul de) **5** : 2497.  
 LARNAUDE (F.) **2** : 871. **3** : 1577. **4** : 1860.  
 LA ROCHEBROCHARD (G. de) **10** : 4595.  
 LASALA LIANAS (M. de) **2** : 829.  
 LAS CASES (De) **2** : 345, 346.  
 LASKI (H. J.) **2** : 1040. **5** : 2491. **10** : 4779.  
 LATANÉ (J. H.) **8** : 3544. **11** : 5129.  
 LA TERZA (P.) **3** : 1633.  
 LATEY (W.) **2** : 177, 178, 645, 795.  
 LATHAM (J. G.) **5** : 2291.  
 LAUTERPACHT (H.) **3** : 1636. **6** : 2837,  
     3002, 3122. **7** : 3154, 3260. **8** : 3667,  
     3884. **9** : 4123. **10** : 4559 a, 4755. **11** :  
     4969, 5003.
- LAUZANNE (S.) **2** : 890. **7** : 3456.  
 LAVÍN (P. F.) **10** : 4440.  
 LAWRENCE (T. J.) **2** : 947. **3** : 1692.  
 LAYTON (W.) **9** : 4410.  
 LEARNED (H. B.) **5** : 2591. **6** : 3032.  
 LEBLANC (J.) **4** : 2107.  
 LECHARTIER (G.) **2** : 1251, 1252.  
 LEDERMANN (W.) **11** : 4910.  
 LEEEMANS (V.) **8** : 3735.  
 LE FUR (L.) **3** : 1415, 1464. **4** : 1874,  
     1914, 2028, 2127, 2240, 2246. **5** : 2375.  
     **6** : 3003. **7** : 3446. **8** : 3699, 3819. **9** :  
     4289, 4314. **10** : 4464, 4764. **11** : 5062,  
     5090, 5186.  
 LEHMAN (I.) **8** : 3556.  
 LEGGETT **10** : 4542, 4543.  
 LEISEWITZ (G.) **10** : 4621.  
 LEMANSKY (J.) **8** : 3820. **10** : 4823.  
 LEMIEUX (R.) **2** : 256. **3** : 1334, 1336.  
 LEMON (M.) **8** : 3550.  
 LÉMONON (E.) **2** : 790.  
 LENARD (A.) **4** : 2246.  
 LENROOT **2** : 278, 311, 313, 314, 323,  
     324, 325, 1214. **4** : 2130.  
 LEROY (M.) **8** : 3855.  
 LESSING (H. W.) **8** : 3668.  
 LEVERMORE (Ch. H.) **2** : 877, 878, 891,  
     899, 1178.  
 LEVINSON (S. O.) **2** : 1253. **6** : 3052, 3053.  
     **11** : 5156.  
 LEVIS-MIREPOIX (E. de) **10** : 4570.  
 LEVITT (A.) **5** : 2653.  
 LEVY (E.) **5** : 2448.  
 LEVY (R.) **10** : 4956.  
 LÉVY-ULLMANN (H.) **11** : 4983.  
 LEWENHAUPT (S.) **8** : 3554, 3599.  
 LEWINSKY (H.) **4** : 1974.  
 LEWIS (D. J.) **4** : 1882. **10** : 4792, 4809.  
     **11** : 4846, 4855, 4864, 4866.  
 LEYRAT (P. de) **6** : 2984.  
 LHOMME (J.) **8** : 3736.  
 L'HUILLIER (J.) **11** : 4982, 5022.  
 LI (Tzu SHAU) **9** : 4040.  
 LIAS (A. G.) **6** : 2929.  
 LIBBY (F. J.) **2** : 1206. **3** : 1678, 1740.  
     **4** : 2180. **7** : 3510. **8** : 3914. **11** : 5157.  
 LIEN (A. J.) **3** : 1787.  
 LIENAU (R.) **9** : 4060.  
 LIEPMANN (M.) **2** : 1288.  
 LIMBURG (J.) **4** : 1891, 2237, 2246. **5** :  
     2338. **10** : 4770.  
 LIN (Hsi-CHEN) **9** : 4240.  
 LINDLEY (M. F.) **2** : 964.  
 LINDSAY (R.) **2** : 626.  
 LINDSEY (E. S.) **8** : 3794.  
 LINGEMANN (H.) **9** : 4234.  
 LINTHICUM (J. Ch.) **9** : 4362-4363.  
 LIPPMAN (W.) **2** : 1254. **11** : 5158-5159.  
 LISZT (F. von) **2** : 954. **6** : 2976.  
 LLOYD GEORGE (D.) **6** : 2738 bis.

- LOCKER-LAMPSON (G.) **3** : 1363, 1435.  
**4** : 1889. **6** : 2728, 2732, 2733, 2737, 2738 *bis*.
- LODER (B. C. J.) **2** : 53, 55, 180, 181, 182, 183, 184, 425, 426, 427, 830, 831, 995, 996. **4** : 1946, 2076. **5** : 2316, 2320 *a*. **6** : 2780, 2826, 2985, 3123, 3131. **7** : 3236. **8** : 3834. **10** : 4704, 4809 *a*. **11** : 4897.
- LODGE (H. C.) **2** : 271, 273, 281, 1084, 1105, 1178, 1180, 1181. **3** : 1709.
- LÖFGREN (E.) **3** : 1677.
- LÖKEN (H.) **2** : 45.
- LÖNING (O.) **2** : 705, 706. **3** : 1457.
- LÖWENFELD (E.) **2** : 853, 921. **3** : 1542.
- LOGAN **11** : 4855, 4857, 4861, 4865, 4866.
- LOHMAN (DE SAVORNIN) **9** : 4071.
- LOISEAU (Ch.) **9** : 4168, 4169.
- LONERGAN (A.) **11** : 4859.
- LONG **11** : 4853, 4854, 4855, 4865, 4866.
- LORCH (F. B.) **10** : 4775.
- LORENZ (H.) **6** : 2930.
- LOTHIAN (Marquess of) **11** : 4877.
- LOTSCHERT (H.) **7** : 3430.
- LOUCHEUR **2** : 73.
- LOUDON **2** : 546, 547, 548, 549.
- LOUTER (J. de) **3** : 1836. **8** : 3738.
- LOWELL (A. L.) **2** : 1085. **3** : 1692. **4** : 1855.
- LUBOMIRSKI (S.) **5** : 2399. **3** : 3550. **9** : 4146.
- LUGARD **6** : 2956.
- LUNDSTEDT (A. V.) **2** : 1051.
- LUNDSTEDT (A. W.) **4** : 2104.
- LUNT (A. E.) **3** : 1681.
- LUSENA (A.) **9** : 4145.
- LYNCH (F.) **2** : 1085.
- LYON-CAEN (Ch.) **2** : 108. **4** : 2246.
- LYRA (H.) **6** : 2994.
- LYSEN (A.) **3** : 1005. **5** : 2545 *a*. **6** : 2666, 3023. **8** : 3835. **11** : 4932.
- M.** (J. B.) **10** : 4560.
- M. (J. E. G. de) **2** : 1274.
- MA (CHIH-CHEN) **9** : 4239.
- MAASS (W.) **7** : 3320.
- MACARTNEY (C. A.) **4** : 2186.
- MACCOBY (S.) **4** : 2164.
- MACDONALD (J. G.) **2** : 1182, 1256. **3** : 1788. **5** : 2569.
- MACDONALD (J. R.) **2** : 623. **5** : 2648. **6** : 2728, 2735, 2738 *bis*. **7** : 3180.
- MACDONALD (R.) **2** : 1255. **4** : 1889.
- MACDONOGH (G.) **7** : 3483.
- MACELROY (R.) **3** : 1684, 1789.
- MACFADDEN (L. T.) **6** : 2933.
- MACFARLAND (H. B. F.) **2** : 30.
- MACGILLIGAN (P.) **6** : 2749.
- MACGREGOR **2** : 296, 297, 300.
- MACGUIRE (O. R.) **3** : 1682.
- MACKELLAR **2** : 327.
- MACKENZIE (D. D.) **2** : 256. **3** : 1336, 1337.
- MACKENZIE (N.) **10** : 4683.
- MACKINLEY **2** : 323. **3** : 1346.
- MACLEAN **2** : 1214.
- MACMULLEN (L. W.) **7** : 3467.
- MACMURRAY (O. K.) **8** : 3556. **11** : 4967.
- MACNAIR (A. D.) **3** : 1403, 1631. **5** : 2498. **6** : 2837. **11** : 4974.
- MACNAIR (H. F.) **2** : 1131. **8** : 3667, 3900.
- MACNARY **8** : 3946.
- MACNEILL **2** : 534.
- MACPHAIL (A. C.) **6** : 2702.
- MADARIAGA (S. de) **5** : 2549.
- MAGALHAES (B. de) **4** : 2246.
- MAGNUS (J.) **6** : 2930.
- MAGRUDER (F. A.) **11** : 5115.
- MAGYARY (G. von) **2** : 854, 879. **3** : 1513. **4** : 2077, 2241. **7** : 3261, 3262. **10** : 4084, 4685, 4714, 4833.
- MAHAIM (E.) **2** : 631.
- MAHMUT ESAT **7** : 3442.
- MAIM (N.) **8** : 3856.
- MAITER (D.) **7** : 3298.
- MAKOWSKI (J.) **4** : 2119, 2160, 2161. **8** : 3885. **9** : 4051, 4129, 4300, 4412.
- MAKTOS (T. J.) **7** : 3435.
- MALAUZAT (A.) **2** : 33.
- MALCOLM (Neil L.) **2** : 1022. **8** : 3918.
- MALEZIEUX DU HAMEL (A. de) **9** : 4284.
- MALLO (J.) **8** : 3996.
- MANDELSLOH (ASCHE VON) **10** : 4443.
- MANDELSTAM (A. N.) **2** : 1298. **4** : 2089. **5** : 2375. **7** : 3536. **11** : 5110, 5111.
- MANDER **6** : 2722, 2731, 2736. **7** : 3180-3182, 3184-3186, 3188-3190. **8** : 3579, 3580, 3581. **9** : 4031.
- MANDERE (H. Ch. G. J. van der) **2** : 100, 646, 658, 678, 703, 797. **7** : 3418.
- MANN (E. A.) **5** : 2292.
- MANNING (C. A. W.) **7** : 3437. **9** : 4152, 4392.
- MANOLACHE (C.) **11** : 5087.
- MANTÉCON (J. M.) **7** : 3457.
- MANTON (M. T.) **2** : 1183.
- MANTOUX (P.) **2** : 900. **11** : 5114.
- MARBURG (E.) **3** : 1471. **4** : 2128, 2242.
- MARBURG (Th.) **2** : 39, 106. **3** : 1790. **8** : 3544.
- MARCHANT **6** : 2756.
- MARÈS (A.) **2** : 979.
- MARIOTTE (P.) **2** : 922. **4** : 2209. **7** : 3492.
- MARKOVITCH (L. J.) **9** : 4052.
- MARKS VON WÜRTEMBERG (E.) **3** : 1558.
- MARKUS **2** : 616.
- MARQUIS (H.) **3** : 1620.
- MARTENS (G. F. de) **2** : 8, 16, 218, 435. **4** : 1916. **6** : 2788.

- MARTIN (C. E.) **11** : 5130.  
 MARTIN (Ch. E.) **4** : 2070, 2200. **8** : 3978.  
 MARTIN (F.) **10** : 4798.  
 MARTIN (G. C.) **6** : 2931.  
 MARTIN (W.) **6** : 2961. **7** : 3339. **10** : 4608.  
 MARTINEZ FRAGA (P.) **5** : 2317.  
 MAS (F.) **5** : 2383.  
 MASON (J. B.) **9** : 4158.  
 MASSART (E.) **6** : 2951. **7** : 3351. **8** : 3695.  
 MASSIGLI **9** : 4117, 4118. **11** : 4887-4888.  
 MATHEWS (J. M.) **5** : 2592.  
 MATHEWS (R. E.) **8** : 3739.  
 MATSUBARA (K.) **3** : 1816. **4** : 2120.  
 MATSUSHITA (M.) **6** : 2952.  
 MAURER **8** : 3656, 3657.  
 MAURRAS (Ch.) **4** : 2000.  
 MAVAUT **10** : 4542, 4543.  
 MAZURIER **2** : 538, 539, 540.  
 MEAD (E. D.) **3** : 1791. **7** : 3493.  
 MEIER-BENNECKENSTEIN (P.) **11** : 5079.  
 MEIEROVICS **2** : 548, 549.  
 MEITANI (G.) **9** : 4301.  
 MELLO-FRANCO **2** : 554, 555, 566, 567, 574-577.  
 MENDELS **9** : 4071.  
 MENDELSSOHN-BARTHOLDY (A.) **6** : 2874.  
 MENGELE (F.) **4** : 2094. **10** : 4715.  
 MENTHON (F. de) **3** : 1664.  
 MERCIER (A.) **6** : 3131.  
 MERIGGI (L.) **6** : 2802. **11** : 4921.  
 MERMILLOD **9** : 4164.  
 MERTENS **10** : 4540-4543.  
 MERVE (N. J. van der) **6** : 2691.  
 METCALF (J. H.) **2** : 315, 316. **6** : 3084.  
 MEULEMANS (J.) **8** : 3650.  
 MEULEN (J. ter) **2** : 1 (note). **5** : 2271, 2274, 2277 (note). **6** : 2666.  
 MEURS (H. J. van) **6** : 2953.  
 MEURS (J. H. van) **6** : 2953.  
 MEYER (C. L. W.) **3** : 1665. **7** : 3494. **8** : 3635. **9** : 4263. **11** : 4961.  
 MICHELIS **10** : 4540, 4541.  
 MICHENER (E.) **6** : 2703.  
 MIDDLETON (Earl of) **7** : 3195.  
 MIKOFF **9** : 4117, 4118.  
 MILENKOVITCH (V. M.) **3** : 1675.  
 MILHOLLAND (V.) **3** : 1742, 1792.  
 MILTICH (M.) **5** : 2487. **6** : 2954.  
 MILLER **2** : 73.  
 MILLER (D. H.) **2** : 1020, 1132. **3** : 1793. **4** : 1860. **5** : 2279.  
 MILLER (R. W.) **10** : 4697.  
 MILLIOT (L.) **7** : 3319.  
 MILLIS **2** : 1214.  
 MILLS (O. L.) **2** : 1133, 1143, 1185.  
 « MINIMUS » **8** : 3740.  
 MIRAL (D.) **6** : 2976.  
 MIRKINE-GUETZÉVITCH (B.) **8** : 3741. **10** : 4622. **11** : 4983.  
 MIRKOVITCH (L.) **4** : 1972.  
 MIROLUB **5** : 2399.  
 MITCHELL-THOMPSON (W.) **6** : 2725, 2732.  
 MOCH (M.) **9** : 4411.  
 MÖLLER (A.) **2** : 955. **8** : 3865, 3866. **10** : 4756. **11** : 5097.  
 MOELWYN-HUGHES (R.) **3** : 1635.  
 MOHARRAM (M.) **5** : 2433.  
 MOLARES (J. QUERO) **10** : 4735.  
 MOLENGRAAFF (W. L. P. A.) **2** : 798.  
 MOLONY (W. O'SULLIVAN) **11** : 5191.  
 MOLOFF **7** : 3304, 3305.  
 MOLTESEN **2** : 260-262.  
 MOLTKE **2** : 262, 263.  
 MONTMORENCY (J. E. G. de) **4** : 2245.  
 MOON (P. T.) **3** : 1402, 1451, 1794.  
 MOORE **2** : 294, 314.  
 MOORE (J. B.) **2** : 799, 800, 801, 834, 948, 1152. **3** : 1387, 1524. **4** : 1901, 1946. **5** : 2298-2303, 2443, 2445. **6** : 2823, 2826, 3106. **8** : 3800.  
 MOORE (R. W.) **3** : 1354.  
 MORAWSKI **2** : 576, 577.  
 MORELLET (J.) **2** : 140, 1134. **3** : 1481. **6** : 2932.  
 MORELLI (G.) **8** : 3610.  
 MORENO (E. G.) **7** : 3419.  
 MOREUX (R.) **4** : 2001.  
 MOREY (W. C.) **2** : 1046.  
 MORGAN (C. C.) **3** : 1593.  
 MORGAN (R.) **8** : 3821.  
 MORGENTHAU (H.) **5** : 2460.  
 MORI (T.) **2** : 1002.  
 MORIN-PONS (F.) **8** : 3703.  
 MORINAUD **2** : 537, 537 a.  
 MORISHIMA (M.) **4** : 2191.  
 MORLEY (F.) **7** : 3340. **9** : 4285.  
 MORPHY **3** : 1336.  
 MORRISON (C. C.) **4** : 2179. **5** : 2570.  
 MORTON (Ch.) **4** : 1922.  
 MOSER (Ernö) **2** : 361.  
 MOSES **2** : 272, 275, 321, 322, 325-329, 1214, 1232. **10** : 4800.  
 MOSTON (G. E.) **6** : 3085.  
 MOTTA **2** : 396-399.  
 MOTZA (J.) **11** : 5057.  
 MOULINS (C.) **3** : 1656.  
 MOUTET (M.) **3** : 1607.  
 MOWAT (R. B.) **9** : 4332.  
 MOWER (E. C.) **8** : 3899.  
 MOWINCKEL (J. L.) **10** : 4641.  
 MÜLLER (A.) **5** : 2479.  
 MÜLLER (K. E.) **3** : 1458.  
 MÜLLER (P.) **8** : 3837.  
 MÜNCH (F.) **8** : 3867.  
 MUIR (R.) **4** : 2184.  
 MULDER (A.) **2** : 989. **3** : 1630.  
 MULDER (A. C. J.) **10** : 4830.  
 MULLER (H. M.) **8** : 3795.  
 MULLETT (A. J.) **3** : 1331.  
 MUNCH (P.) **2** : 260, 261, 262, 901. **7** : 3412.

- MUNIR BEY **2** : 594, 595.  
MURRAY (G.) **2** : 889, 1276. **5** : 2546, 2648. **6** : 2956. **11** : 5072.  
MURRAY (J. E.) **11** : 4869.  
MURRAY (C. DE B.) **11** : 5104.  
MUSSO (G. D.) **11** : 5105.  
MUŤLS (F.) **3** : 1408. **7** : 3461.  
MYERS (D. P.) **8** : 3877, 3913.  
MYERS (W. S.) **3** : 1743. **7** : 3420.
- NAGEL** (Ch.) **2** : 778.  
**NAGY** (I.) **10** : 4739.  
**NAMITKIEWICZ** (J.) **2** : 735.  
**NANSEN** (F.) **7** : 3413.  
**NASH** (Ph. C.) **6** : 3085.  
**NASMYTH** (G. W.) **2** : 35, 36.  
**NATHAN** (M.) **2** : 956.  
**NATHAN** (R.) **8** : 3742.  
**NEARING** (Scott) **3** : 1568.  
**NEGULESCO** (D.) **2** : 1043. **3** : 1475. **5** : 2447, 2619. **6** : 2804, 2826, 2826 *bis*. **7** : 3263. **8** : 3634, 3822. **9** : 4401. **10** : 4504, 4778.  
**NELLEN** (E.) **5** : 2533.  
**NEWFANG** (O.) **2** : 1050.  
**NEWTON** **4** : 1889.  
**NIBOYET** (J.-P.) **5** : 2390. **6** : 2781, 2846, 2861, 2932, 3001, 3133. **11** : 5192.  
**NICHOLSON** **3** : 1336. **9** : 4407.  
**NICOLESKO** (M.) **6** : 2960.  
**NIELSEN** (F. K.) **8** : 3878.  
**NIEMEYER** (H. G.) **8** : 3597.  
**NIEMEYER** (Th.) **2** : 79. **3** : 1597. **4** : 2246.  
**NIKITOVITCH** (T. M.) **4** : 1970.  
**NIPPOLD** (O.) **4** : 1856, 1857. **10** : 4464.  
**NISOT** (J.) **4** : 2105.  
**NITOBÉ** (I.) **2** : 872.  
**NOGUEIRA** (J.) **4** : 1868, 1869.  
**NOLDE** (B.) **6** : 3134. **8** : 3743, 3744.  
**NORMAN** **10** : 4540, 4541.  
**NORRIS** **4** : 1886. **11** : 4853, 4863, 4864, 4866, 4873.  
**NOVACOVITCH** **8** : 3634, 3672, 3684, 3689.  
**NOVKOVIC** (B.) **8** : 3589, 3886.  
**NURI** (Bülent) **10** : 4427.  
**NUSSBAUM** (A.) **10** : 4585.  
**NYE** (G. P.) **2** : 293, 326. **6** : 2913, 2937. **9** : 4356, 4387.  
**NYHOLM** (D. G.) **2** : 64, 901. **4** : 1946. **6** : 2826, 2826 *bis*. **9** : 3590, 3634.  
**NYITRAY** (A.) **4** : 2257.
- « **O** » **6** : 2938. **10** : 4561, 4562. **11** : 4841.  
**OCHOTA** (J.) **9** : 4196.  
**O'CONNELL** (T. J.) **6** : 2749.  
**OCTAVIO** (R.) **6** : 2967.  
**ODA** (Y.) **2** : 802, 821. **4** : 2050, 2056. **6** : 2823. **7** : 4306.  
**OEHLER** (H.) **9** : 4170.  
**OERI** (A.) **6** : 2961.
- OERSTED** **10** : 4540, 4541.  
**OHLANDER** (L. W.) **4** : 2210.  
**OHSAWA** (A.) **7** : 3317, 3318.  
**OHYAMA** (U.) **6** : 3054.  
**O'KELLY** (S. T.) **6** : 2749.  
**OLECHOWSKI** (G.) **4** : 2051.  
**OLIVÁN** (LÓPEZ) **10** : 4525.  
**OLIVART** (R. DE DALMAN Y —) **4** : 2129.  
**OLIVER** (C. R.) **8** : 3971.  
**OLIVI** (A.) **10** : 4740.  
**OLIVI** (L.) **10** : 4740.  
**O'MAHONEY** **11** : 4860.  
**O'NEILL** (James M.) **8** : 3800.  
**OPPENHEIM** (L.) **2** : 934. **3** : 1631. **4** : 1858. **5** : 2498.  
**ORTEGA-NUNEZ** **2** : 616.  
**ORUÉ Y ARREGUI** (J. R. de) **2** : 913, 938 *a*. **3** : 1606, 1637. **8** : 3857. **10** : 4762.  
**O'RYAN** (J. F.) **8** : 3958. **11** : 4857, 5161.  
**OSUSKY** (S.) **3** : 1795, 1796.  
**OTTLIK** (G.) **4** : 2091. **5** : 2473. **6** : 2943. **7** : 3411. **8** : 3844.  
**UDINOT** (M.) **4** : 2258.  
**OVERMAN** **2** : 318, 319, 326.
- « **PACIFICUS** » **2** : 880.  
**PAGE** (K.) **2** : 1047, 1087. **3** : 1680.  
**PAINE** (P. M.) **6** : 3087.  
**PALENCIA** **10** : 4540, 4541.  
**PALLIERI** (G. B.) **5** : 2335. **6** : 2998. **8** : 3601.  
**PALLIS** (A.) **9** : 4144.  
**PALMER** (G. E. H.) **11** : 5184.  
**PANNUZIO** (S.) **2** : 873.  
**PARK** (M. W.) **3** : 1560.  
**PARKER** (E. B.) **2** : 1187.  
**PARMOOR** **2** : 570, 571, 574, 575, 622. **3** : 1364. **4** : 1889. **5** : 2296, 2648. **6** : 2741, 2742. **7** : 3195.  
**PAUL-BONCOUR** (J.) **8** : 3824.  
**PEASLEE** (A. J.) **3** : 1514. **8** : 3825.  
**PELLA** (V. V.) **2** : 1285, 1286, 1287. **3** : 1831. **5** : 2654-2656. **8** : 3996.  
**PELTZER** **2** : 241, 246.  
**PENFIELD** (W. S.) **4** : 2201.  
**PEPPER** (G. W.) **2** : 274, 284, 306, 313, 322, 325, 329, 832, 1105, 1137, 1143, 1214. **3** : 1525. **6** : 2933, 3056, 3088. **7** : 3495.  
**PERASSI** (T.) **2** : 1259. **3** : 1618. **5** : 2493. **8** : 3611.  
**PERCY** (E.) **4** : 1860. **5** : 2279. **11** : 5119.  
**PERGIER** (Ch.) **4** : 2181.  
**PÉRIGORD** (P.) **3** : 1617.  
**PERKINS** (D.) **6** : 3019.  
**PERRY** **6** : 2738 *bis*.  
**PERRY JR.** (J. de Wolf) **2** : 1260.  
**PEŠKA** (Z.) **10** : 4457.  
**PESSÔA** (E.) **2** : 423, 424, 855. **3** : 1843. **6** : 2823. **8** : 3634.

- PETERSEN (N.) **3** : 1657.  
 PEURSEM (J. H. van) **7** : 3421, 3428.  
 PHELAN (E. J.) **9** : 4393. **11** : 5152.  
 PHELPS (E. M.) **2** : 835.  
 PHILIPSE (A. H.) **5** : 2434, 2480. **6** :  
 2771. **9** : 4171, 4317. **10** : 4799.  
 PHILLIMORE **2** : 73. **4** : 1860.  
 PHILLIMORE (Cap.) **2** : 562, 563, 564, 565.  
 PHILLIMORE (Lord) **2** : 185. **4** : 1889,  
 2220. **5** : 2296.  
 PHILLIMORE (R.) **2** : 803, 1280.  
 PHILLIMORE (W. G. F.) **2** : 125, 126.  
 PIC (P.) **3** : 1614. **4** : 2246.  
 PICARD (M.) **2** : 648. **4** : 2243, 2246.  
 PICTET (P.) **7** : 3341. **8** : 3701. **9** : 4172.  
**10** : 4611.  
 PIGGOTT (F.) **4** : 2221.  
 PILLET (A.) **6** : 2781, 3003, 3133.  
 PILOTTI **3** : 1690.  
 PINEGGER (P.) **11** : 5023.  
 PINHEIRO (N.) **2** : 833.  
 PINKHAM (H. W.) **3** : 1817.  
 PINON (R.) **8** : 3745.  
 PIQUENARD **10** : 4540, 4541.  
 PITTMANN **11** : 4864.  
 PITTMAN (KEY) **8** : 3983, 3984. **10** : 4811.  
 PLÀ (José) **3** : 1598.  
 PLATTEN **2** : 396, 397.  
 PLESSNER (W.) **10** : 4428.  
 POHL (H.) **2** : 938. **7** : 3531. **10** : 4820.  
 POINCARÉ (R.) **2** : 537 a.  
 POITOU-DUPLESSY **2** : 537 a.  
 POLÁK (M.) **7** : 3352.  
 POLGÁR (I.) **4** : 2052. **6** : 2803. **10** : 4458,  
 4686, 4705. **11** : 5007, 5009, 5051, 5196.  
 POLITIS (N.) **2** : 770, 867, 1013. **3** : 1404,  
 1561, 1638, 1639, 1832. **4** : 1911, 1912,  
 1914, 1915, 1950, 2162, 2244, 2246.  
**5** : 2499, 2503, 2534, 2535, 2591. **6** :  
 2674, 2675, 2684, 2686, 2687, 2782,  
 2831, 2984, 3026, 3027, 3057. **7** : 3262,  
 3292, 3294, 3304, 3305. **8** : 3796, 3797,  
 3826. **9** : 4117, 4118.  
 POLLAK (W.) **3** : 1385.  
 POLLOCK (E.) **2** : 186.  
 POLLOCK (F.) **2** : 101, 874, 881. **3** : 1562.  
 POLNOR (O.) **4** : 2082.  
 PONSONBY **2** : 356 a. **4** : 1889. **6** : 2732.  
 POPE **11** : 4855, 4866.  
 POPOVICI (J. J.) **10** : 4734.  
 POPOVITCH (G.) **5** : 2449. **7** : 3409, 3429.  
 PORTAIL (R.) **5** : 2382, 2383.  
 POSADA (A.) **2** : 914.  
 POSEGA (K.) **7** : 3271.  
 POTTER (P. B.) **2** : 1032. **4** : 2171, 2172.  
**8** : 3817. **11** : 5063, 5116.  
 POULLET (Vte) **10** : 4778.  
 POWER **3** : 1336. **6** : 2729.  
 POWNALL **2** : 356 a.  
 PRAAG (L. G. van) **3** : 1666.  
 PRATT (H. M.) **11** : 5097.  
 PREUSS (L.) **8** : 3622.  
 PRICE (B.) **5** : 2580. **8** : 3950.  
 PRICE (C.) **3** : 1799. **9** : 4252, 4366.  
 PRICE (H.) **2** : 357.  
 PROCOPIÉ (E.) **2** : 334, 550, 551.  
 PRUDHOMME (André) **4** : 2231, 2246.  
**6** : 2857, 2858.  
 PRZIC (I. A.) **8** : 3685, 3690. **10** : 4824.  
 PUCCIO (G.) **5** : 2024.  
 PUENTE (J. I.) **4** : 2145.  
 PUGH (R. C.) **8** : 3746.  
 QUABBE (G.) **5** : 2462.  
 QUIDDE (L.) **3** : 1818.  
 QUIGLEY (H. S.) **3** : 1676.  
 QUIÑONES DE LEÓN **2** : 582, 583, 584,  
 585, 586, 587, 592, 593, 597, 598, 601,  
 602.  
 RAAFAT (W.) **7** : 3473.  
 RAALTE (E. van) **2** : 1211. **3** : 1487.  
**4** : 2078. **6** : 2683, 2776, 2805. **7** : 3239,  
 3240. **8** : 3747, 3748, 3836. **9** : 4255.  
 RABEL **6** : 2826 bis. **10** : 4472.  
 RABOURS (de) **2** : 396, 397.  
 RADA (E.) **3** : 1440.  
 RADOÏKOVITCH (M. M.) **6** : 2962.  
 RADOVANOVITCH (V. M.) **9** : 4139.  
 RADULESCO (P.) **2** : 973.  
 RÆSTAD (A.) **4** : 2162. **6** : 2684, 2751,  
 3057. **9** : 4054, 4211. **10** : 4473, 4474,  
 4943. **11** : 4927.  
 RALLI (G.) **10** : 4459.  
 RALSTON (J. H.) **2** : 804. **3** : 1395, 1619,  
 1620, 1658. **5** : 2527 a. **8** : 3879.  
 RANJITSINHJI **2** : 887.  
 RANKIN (E. R.) **5** : 2435.  
 RAPPARD (W. E.) **2** : 1035, 1044. **5** : 2488.  
**6** : 3020. **8** : 3848.  
 RASMUSSEN (G.) **3** : 1686.  
 RASMUSSEN (H.) **2** : 262.  
 RASMUSSEN (L.) **2** : 260.  
 RAUBAL (S.) **4** : 1969.  
 RAULIN (G. de) **5** : 2384.  
 RAUSCHNING **10** : 4520, 4521.  
 RAVARD (R.) **5** : 2396.  
 RAY (J.) **6** : 2963. **8** : 3849. **9** : 4174.  
**10** : 4725, 4832. **11** : 4970, 5163.  
 RAY (M.) **2** : 730.  
 RAYNALDY **2** : 537 a.  
 READ (E. F.) **2** : 776, 957. **4** : 2131.  
 READ (H. E.) **2** : 856.  
 REBBE (W.) **9** : 4136.  
 REDLICH (M. D.) **4** : 2147. **5** : 2500.  
 REDSLOB (R.) **2** : 649. **3** : 1412. **4** : 2095,  
 2246. **10** : 4644, 4645, 4757.  
 REED **2** : 292, 319, 323-329. **3** : 1350,  
 1755. **4** : 1883, 1886. **8** : 3980, 3990.  
 REED (J. A.) **3** : 1345. **6** : 2934, 2935.

- REEVES (J. S.) **2** : 844.  
 REID (H. D.) **9** : 4309.  
 REID (J. D.) **3** : 1338.  
 REIFF (H.) **3** : 1683.  
 REINER (J.) **2** : 1294.  
 REINHARDT (W.) **2** : 1142.  
 REISLER (S.) **6** : 2806.  
 RELIQUET (J.) **8** : 3997.  
 REMER **6** : 2734.  
 RÉMOND (P.) **3** : 1607.  
 RENAULT (M.) **7** : 3468.  
 RESIT Bey (A.) **10** : 4741, 4742.  
 REUTERSKJÖLD (C. A. de) **3** : 1372.  
     **5** : 2337, 2501. **6** : 2835.  
 REVEL (G.) **8** : 3612. **10** : 4564.  
 REY (F.) **4** : 1923. **5** : 2343.  
 REYNALD **2** : 347.  
 REYNIER (Col. de) **7** : 3304, 3305.  
 REYNOLDS **11** : 4869, 4863, 4867, 5168.  
 RHODE (H.) **7** : 3431.  
 RICE Jr. (W. G.) **2** : 836.  
 RICHARDS (H. E.) **2** : 443.  
 RICHES (C. A.) **10** : 4577.  
 RIEDINGER **3** : 1668.  
 RILEY (F. K.) **8** : 3800.  
 RIPERT (G.) **4** : 2247. **5** : 2385. **10** : 4475.  
 RIPS (S. J.) **4** : 2071.  
 RITCHIE (H.) **8** : 3900.  
 RITZMANN (F.) **3** : 1615.  
 RIVERA (P.) **3** : 1622.  
 RIVERO GARCIA (Carlos) **3** : 1668.  
 ROBB (J. D.) **2** : 773.  
 ROBERTS (O. J.) **6** : 3040.  
 ROBINSON (H. M.) **3** : 1617.  
 ROBINSON (J.) **9** : 4955. **10** : 4623.  
 ROBINSON (J. T.) **2** : 308, 319, 325, 327,  
     328. **3** : 1353. **4** : 1882, 1888, 2192.  
     **8** : 3962. **9** : 4368. **11** : 4844, 4849,  
     4851, 4853, 4854-4856, 4860, 4861,  
     4863, 4864-4866, 5164.  
 ROBINSON (N. T. N.) **11** : 5165.  
 ROBINZONAS (J.) : voir ROBINSON (J.).  
 ROCHEBROCHARD (G. de La) : voir  
     LA ROCHEBROCHARD (G. de).  
 ROCHER (M. L.) **10** : 4779.  
 ROCHOLL (E.) **2** : 671.  
 RODD (R.) **6** : 2739. **7** : 3193.  
 RODDES (J.) **6** : 2848.  
 RODEN (A. A.) **8** : 3613.  
 RODRIGUEZ Y VON SOBOTKER (H.) **3** :  
     1470. **6** : 2838. **7** : 3140.  
 ROGER (N.) **9** : 4175.  
 ROGERS (J. G.) **8** : 3952.  
 ROGERS (L.) **2** : 1263. **8** : 3749. **11** : 5166.  
 ROGERS (W.) **11** : 4858.  
 ROHAN (Karl Anton Prinz von —)  
     **8** : 3750.  
 ROLIN (A.) **4** : 2246.  
 ROLIN (H. A.) **4** : 2163. **5** : 2541. **6** :  
     2796. **7** : 3451.
- ROLIN-JAEQUEMYS **9** : 4990. **10** : 4504.  
     **11** : 4941.  
 ROLLAND (H.) **7** : 3458. **9** : 4329.  
 ROMANO (S.) **10** : 4752.  
 ROMMKE (P.) **9** : 4153.  
 ROOSEVELT (F. D.) **11** : 4845, 5160.  
 ROOSEVELT (Mrs.) **11** : 5108.  
 ROOT (E.) **2** : 118, 120, 189, 190, 191,  
     822, 969, 1038, 1105, 1149, 1152,  
     1158. **3** : 1314, 1354, 1526, 1543, 1563.  
     **4** : 2065, 2202. **5** : 2279, 2611, 2615,  
     2616, 2627-2635, 2646. **6** : 3038, 3041,  
     3045, 3047, 3056, 3061, 3066, 3067,  
     3069, 3095. **7** : 3514. **8** : 3557, 3921,  
     3954. **9** : 4365. **10** : 4793.  
 ROSENBERG (J. N.) **2** : 1212, 1213, 1264.  
     **3** : 1745.  
 ROSENTRÉTER **6** : 2863.  
 ROSTWOROWSKI **6** : 2824, 2825, 3134.  
     **9** : 4090. **10** : 4504.  
 ROTH (Heinz) **7** : 3531.  
 ROUCEK (J. S.) **6** : 2786.  
 ROUGIER (A.) **2** : 192, 193.  
 ROUSCHDY BEY **2** : 607, 608, 626.  
 ROUSSEAU (Ch.) **3** : 1609. **5** : 2481.  
     **7** : 3264. **8** : 3874.  
 ROUX (J. A.) **4** : 2225.  
 ROWELL **3** : 1336.  
 ROWELL (C. H.) **3** : 1544.  
 ROWELL (N. W.) **2** : 194, 256. **10** : 4698.  
 ROXBURGH (R. F.) **2** : 934.  
 ROYEN (J. H. van) **5** : 2322.  
 ROYEN (R. D. van) **11** : 5071.  
 ROZEMOND (S.) **7** : 3422.  
 RUDINSKY (J.) **9** : 4413.  
 RUEGGER (P.) **2** : 805, 806. **5** : 2290, 2514.  
 RÜHLAND (C.) **2** : 703. **3** : 1597. **9** : 4286.  
     **11** : 4941.  
 RÜHLMAN (P.) **6** : 2847.  
 RUFFIN (H.) **2** : 807.  
 RUIZ MORENO (I.) **11** : 5089.  
 RUKSER (U.) **2** : 581.  
 RUNCIMAN (W.) **2** : 622. **6** : 2738 *bis*.  
 RUNDSTEIN (S.) **6** : 3132. **10** : 4460. **11** :  
     5106.  
 RUSHDI Bey : voir ROUSCHDY Bey.  
 RUSSELL **6** : 2742. **11** : 4851, 4854, 4855,  
     4863, 4865, 4866, 4867.  
 RUTENBERG (G.) **9** : 4197. **11** : 4976.  
 RUYSSSEN (Th.) **2** : 1265.  
 RUZÉ (R.) **2** : 650. **4** : 2002.  
 RYNNE (M.) **6** : 3127.
- SA** (MENG-WU) **9** : 4271.  
 SABA (J. S.) **8** : 3671.  
 SABANIN (A.) **4** : 2003.  
 SACHET **2** : 329.  
 SAGONE (G.) **5** : 2658.  
 SAINT-BRICE **2** : 716.  
 SAINT-HUGON (P. de) **2** : 990.

- SAINT-SEINE (A. de) **7** : 3452.  
 SAKAMOTO (M.) **3** : 1401.  
 SALABAN (K.) **3** : 1666.  
 SALANDER (G. A.) **8** : 3751.  
 SALANDRA **2** : 542, 543, 544, 545. **4** : 2246.  
**6** : 2784.  
 SALDAÑA (Q.) **2** : 1281. **3** : 1833, 1834.  
**4** : 2246. **8** : 3996.  
 SALIS (L. R. von) **6** : 2867.  
 SALISBURY **5** : 2296. **6** : 2740, 2741, 2742.  
**7** : 3195.  
 SALMONSEN **3** : 1686.  
 SALVIOLI (G.) **2** : 737, 837, 838. **4** : 1963,  
 2004, 2246. **5** : 2336, 2436. **8** : 3614.  
**10** : 4464. **11** : 5075.  
 SANDIFORD (R.) **2** : 868. **4** : 2005, 2017.  
 SANGER (S.) **2** : 210.  
 SANSARICQ (A. C.) **2** : 357.  
 SARTORIUS (C.) **2** : 938. **8** : 3669.  
 SATOW (E.) **8** : 3900.  
 SAVAGE (M. J.) **6** : 2754.  
 SAVEEDRA LAMAS (C.) **5** : 2528.  
 SAWADA (KEN) **2** : 893. **4** : 2083, 2084,  
 2173.  
 SCAVENIUS (H.) **2** : 260, 261, 261 a, 264.  
 SCALLE (G.) **2** : 102, 195. **6** : 2955, 2965.  
**8** : 3919. **9** : 4310. **10** : 4624, 4726.  
**11** : 5076.  
 SCERNI (M.) **9** : 4056.  
 SCHAEFFER (C.) **4** : 2148. **5** : 2509.  
 SCHÄTZEL (W.) **5** : 2339, 2520.  
 SCHALL **10** : 4808. **11** : 4854, 4866.  
 SCHANZER (C.) **2** : 915. **9** : 4318.  
 SCHELLBERG (W.) **7** : 3430.  
 SCHELTEMA (E.) **9** : 4212.  
 SCHENK Graf von STAUFFENBERG (B.) :  
 voir STAUFFENBERG (B. Schenk Graf  
 von —).  
 SCHIFFER **2** : 839. **3** : 1527, 1584.  
 SCHINDLER (D.) **3** : 1409, 1640. **6** : 3004.  
**9** : 4137. **10** : 4775.  
 SCHLEUTER (W.) **3** : 1840.  
 SCHLOCHAUER (H. J.) **10** : 4476.  
 SCHMID **2** : 396, 397.  
 SCHMID (J. J. von) **3** : 1443.  
 SCHMID (K.) **6** : 2969. **8** : 3669.  
 SCHMIDT (A.) **9** : 4138.  
 SCHMIDT (Fr.) **7** : 3272.  
 SCHMIDT (Fr. A.) **9** : 4319.  
 SCHMIDT (R.) **8** : 3697.  
 SCHMIDT (W.) **5** : 2403.  
 SCHMITZ (E.) **7** : 3308. **11** : 4960, 5053.  
 SCHNABEL (F. G.) **8** : 3915.  
 SCHNEIDER (Chr.) **3** : 1578.  
 SCHÖPFER **2** : 398, 399.  
 SCHOETENSACK (A.) **8** : 3669.  
 SCHOOMAKER (N. M.) **3** : 1733.  
 SCHOTTHÖFER **6** : 2936.  
 SCHOU (P.) **3** : 1579, 1600. **11** : 5064.  
 SCHREIBER (O.) **6** : 2855.  
 SCHRIEKE (B. J. O.) **11** : 5197.  
 SCHROEDER (K. L.) **4** : 1975.  
 SCHÜCKING (W.) **2** : 62, 902, 974, 1014.  
**4** : 2246, 2248. **6** : 2821, 2822, 2826 bis,  
 2855. **7** : 3241. **8** : 3616, 3634, 3850.  
**9** : 4090, 4286. **10** : 4469, 4504. **11** :  
 4900, 4928, 4941.  
 SCHÜRCH **10** : 4542, 4543.  
 SCHULÉ (D.) **11** : 5193.  
 SCHUMACHER **6** : 2694.  
 SCHUMAN (F. L.) **10** : 4780.  
 SCHUURMAN (W. H. A. Elink) **2** : 1293.  
**3** : 1846. **10** : 4834.  
 SCHUYLER **9** : 4384.  
 SCHWARZ (W.) **9** : 4280.  
 SCHWARZENBERGER (G.) **11** : 5052.  
 SCHWEINITZ (H. U. von) **9** : 4402.  
 SCIALOJA (V.) **3** : 1438, 1439. **4** : 1919.  
**9** : 4287.  
 SCOTT (J. B.) **2** : 2, 3, 11, 12, 13, 15,  
 21, 31, 40, 47, 50, 61, 104, 108, 119,  
 127, 196-200, 414, 808, 844, 935, 1003,  
 1004, 1038, 1144. **3** : 1315, 1569, 1685,  
 1756. **4** : 1862, 1863, 2132, 2133, 2149.  
**5** : 2530. **9** : 4309. **10** : 4771. **11** : 4943.  
 SEARS (L. M.) **4** : 2203.  
 SEASONGOOD (M.) **8** : 3556.  
 SEAVEY (W. A.) **8** : 3556.  
 SECRETAN (J.) **5** : 2344.  
 SÉFÉRIADÈS (S.) **6** : 2851, 3131.  
 SEGAL (S.) **9** : 4408.  
 SEIPEL (I.) **6** : 2956.  
 SELDEN (Ch. A.) **3** : 1528, 1529.  
 SELIGMAN (E. R. A.) **10** : 4702.  
 SERBESCO (S.) **4** : 2018. **5** : 2396 a.  
 SERENI (A. P.) **10** : 4573.  
 SEVENSMA (T. P.) **8** : 3539.  
 SEYMOUR (Charles) **5** : 2280.  
 SFORZA (C.) **10** : 4459.  
 SHAFROTH (J. F.) **4** : 1854.  
 SHEPPARD (M.) **2** : 1146.  
 SHERMAN (A.) **11** : 5171.  
 SHERMAN (S. S.) **4** : 2092.  
 SHIELDS (J. K.) **2** : 1147.  
 SHIMAMOTO (H.) **4** : 2057, 2058.  
 SHIFSTEAD **2** : 290, 327, 329, 1214. **4** :  
 1883. **6** : 2937.  
 SHORT (D.) **11** : 4874.  
 SHORTRIDGE **4** : 1885, 1887. **7** : 3506.  
 SHOTWELL (J. T.) **2** : 1208. **5** : 2546.  
**7** : 3497. **11** : 5073, 5152, 5172.  
 SIBERT (M.) **2** : 923, 991, 1028. **4** : 2246,  
 2249.  
 SIEBENEICHEN (A.) **2** : 707.  
 SIESSE (G.) **4** : 2006.  
 SIEVEKING (A.) **5** : 2320 a.  
 SILVA (PEREIRA DA) **8** : 3551.  
 SIMON (J.) **5** : 2515. **9** : 4030. **10** : 4520,  
 4521. **11** : 4887-4888.  
 SIMONDS (F. H.) **2** : 1266. **8** : 3581. **11** : 5118.

- SIMONS (W.) **2**: 809, 857. **6**: 3005. **7**: 3448. **8**: 3616.  
 SINCLAIR **3**: 1336.  
 SINNER (P.) **5**: 2516.  
 SITZLER (F.) **7**: 3431.  
 SIVORI (J. B.) **6**: 2941.  
 SKASHEIM (A.) **10**: 4646.  
 SKEI (J.) **10**: 4647.  
 SKIBOWSKI (F.) **5**: 2376.  
 SKRZYNSKI (A.) **2**: 574, 575, 590.  
 SLADE (W. A.) **5**: 2264, 2264 a. **6**: 2662.  
 SLAYDEN (J. L.) **2**: 58.  
 SLOOTEN AZN. (G. van) **6**: 2688.  
 SMEDAL (G.) **11**: 4995-4996.  
 SMITH **2**: 327. **6**: 2947.  
 SMITH (H. A.) **2**: 105, 201.  
 SMITH (L. W.) **9**: 4366.  
 SMITH (N. Ch.) **9**: 4288.  
 SMITH (O. M.) **11**: 4997.  
 SMITH (R.) **3**: 1363. **5**: 1889.  
 SMOOT **2**: 325.  
 SMUTS (J. C.) **2**: 73. **4**: 1860. **5**: 2279.  
 SNOW (F.) **11**: 5174.  
 SNOWDEN (Ph.) **5**: 2648. **7**: 3181.  
 SOBOLIEWSKI (T.) **4**: 1976. **8**: 4003.  
 SÖDERBLOM (S.) **10**: 4525.  
 SOFRONIE (G.) **8**: 3999.  
 SOKAL **8**: 3656, 3657.  
 SOLMS-BRAUNFELS (F. PRINZ ZU) **11**: 4973.  
 SOMERVILLE (D. G.) **2**: 356 a. **8**: 3578.  
 SOTTILE (A.) **2**: 1015. **3**: 1426, 1429, 1697, 1772. **4**: 1952, 2246, 2250. **5**: 2443, 2445, 2452, 2455. **6**: 2914, 2918, 2923. **7**: 3253, 3384-3386, 3529. **8**: 3941, 3652, 3810. **9**: 4247-4249. **10**: 4511, 4693, 4694. **11**: 4914, 4956.  
 SOUBBOTITCH (J. V.) **3**: 1545.  
 SOULE (C. C.) **5**: 2502.  
 SOUZA DANTAS **2**: 556-563, 568-573.  
 SPENDER (H. F.) **4**: 2184.  
 SPERL (H.) **9**: 4154.  
 SPIEGEL (L.) **2**: 681, 682.  
 SPIROPULOS (J.) **2**: 738. **3**: 1411, 1597. **4**: 1910. **6**: 2988. **9**: 4315.  
 SPOHN (K.) **11**: 4985.  
 SQUIRES (E. E.) **7**: 3407.  
 STACKELBERG (J. von) **6**: 2942.  
 STAËL VON HOLSTEIN **2**: 202. **9**: 4199.  
 STAUFFENBERG (B. Schenk Graf von —) **7**: 3308. **9**: 4264. **10**: 4426, 4444. **11**: 4917, 4949, 4954, 4960, 5053, 5100, 5175.  
 STAUNTING (Th.) **7**: 3413.  
 STEBBINS (L. A.) **10**: 4793.  
 STEEGMAN (J.) **4**: 2087.  
 STEELE (Th. M.) **2**: 1215, 1216.  
 STEELE (W. S.) **11**: 5131.  
 STEFFENS (H. von) **9**: 4176.  
 STEICHELE (A.) **5**: 2463.  
 STEIN (O.) **2**: 930.  
 STEINBACH (P. A.) **8**: 4000.  
 STEINITZ (H.) **11**: 4906.  
 STEIWER **11**: 4853, 4864, 4866.  
 STELLINGA (J. R.) **7**: 3440.  
 STENUIT (R.) **8**: 4002.  
 STEPHENS **2**: 329.  
 STEPHENS (H. D.) **3**: 1347.  
 STERNDALE (W. P.) **3**: 1515.  
 STICKNEY (E. P.) **8**: 3897.  
 STIEGER **6**: 2807, 3006.  
 STIER-SOMLO (F.) **6**: 2975, 3129.  
 STIMSON **6**: 3039, 3065, 3094. **7**: 3500, 3512.  
 STINSON (J. W.) **2**: 840, 970, 1217, 1218.  
 STOCKTON (R.) **9**: 4338.  
 STOJANOV (T.) **4**: 2085.  
 STONE (J.) **9**: 4403. **10**: 4578.  
 STONE (W. T.) **7**: 3516. **8**: 3989.  
 STOWELL (E. C.) **7**: 3449.  
 STOYANOVSKI (J.) **5**: 2371.  
 STOYOKOVITCH (S.) **4**: 1971. **8**: 3798.  
 STREIT (C. K.) **6**: 3066.  
 STREIT (G.) **5**: 2402.  
 STRENG (von) **2**: 396, 397.  
 STRISOWER (L.) **6**: 3134.  
 STRONG (Ch. H.) **8**: 3556.  
 STRUB (W.) **3**: 1610.  
 STRUPP (K.) **2**: 217, 653, 672, 771, 937, 939, 959, 960, 965, 967, 1029, 1036, 1041. **3**: 1530, 1633, 1641. **4**: 1973, 2150, 2151, 2246. **5**: 2332, 2484, 2524. **6**: 2997. **7**: 3265, 3441, 3442. **8**: 3553, 3597, 3615, 3616. **9**: 4004, 4136, 4311. **10**: 4469, 4649, 4650. **11**: 4922.  
 STRUYCKEN (A. A. H.) **2**: 203, 924.  
 STUDIOUS (Sv.) **8**: 3675.  
 STURZO (L.) **5**: 2510.  
 STUURMAN (P. H.) **3**: 1564, 1841.  
 SUAREZ (J. L.) **6**: 2941.  
 SUBOTIC (I. V.) **8**: 3547.  
 SUGIMURA (Y.) **6**: 2995.  
 SUKIENNICKI (W.) **3**: 1642. **6**: 2977.  
 SUMMER (Lord) **2**: 146.  
 SURET (L.) **2**: 44.  
 SWANSON **2**: 276, 282, 285-287, 307, 308, 310, 326, 327, 1230. **3**: 1347. **4**: 1883. **5**: 2437. **6**: 3067, 3068.  
 SWANWICK (H. M.) **2**: 715, 858.  
 SWEETSER (A.) **3**: 1573, 1585, 1590. **6**: 2964.  
 SZCZERBINSKA (M.) **11**: 5955.  
 SZENT-ISTVANY (B. de) **7**: 3266. **10**: 4445, 4688, 4794.  
 TACHI (S.) **4**: 2059. **11**: 4895.  
 TAFT (W. H.) **2**: 27, 37, 106. **3**: 1751. **4**: 1855.  
 TAKETOMI **11**: 4886.  
 TARACOUZIO (T. A.) **11**: 5199.

- TA-T'UNG **9** : 4347.  
 TAUBE (M. de) **4** : 2246.  
 TAUBER (L.) **4** : 2072.  
 TCHÉOU-WEI (S.) **2** : 59.  
 TEGHZE (G.) **10** : 4743.  
 TELDERS (B. M.) **3** : 1643. **11** : 5010.  
 TEMPERLEY (H. W. V.) **2** : 882, 1056.  
 TÉNÉKIDÈS (C. G.) **2** : 699. **3** : 1399.  
     **6** : 2787, 2864. **8** : 3692, 3887, 4004.  
     **10** : 4461, 4831. **11** : 5017.  
 TEYSSAIRE (J.) **4** : 2202.  
 THAYER (E. P.) **8** : 3557.  
 THIEME (H. W.) **3** : 1659.  
 THILLY (E.) **6** : 2846.  
 THOMAS **11** : 4853, 4860, 4863, 4866.  
 THOMAS (A.) **2** : 632, 633. **3** : 1616. **6** :  
     2956, 2965. **7** : 3306, 3307, 3431-3433.  
 THOMAS (C. R.) **5** : 2572.  
 THOMAS (D. Y.) **4** : 1888. **8** : 3916.  
 THOMAS (H. C.) **2** : 917. **4** : 2097.  
 THOMAS (N.) **11** : 5182.  
 THOMSON (Ch. J.) **3** : 1352.  
 THURTLÉ **6** : 2733.  
 TIBAL (A.) **8** : 3741.  
 TIBBAUT **2** : 240, 245.  
 TICHAUER (Th.) **2** : 925.  
 TIETZ (W.) **3** : 1660.  
 TINKHAM (G. H.) **4** : 1884. **9** : 4372.  
 TITÉANO (E.) **2** : 918.  
 TITULESCO (N.) **10** : 4778.  
 TOBIN (H. J.) **10** : 4758.  
 TOMSA (B.) **7** : 3330.  
 TOMŠIČ (L.) **8** : 3868.  
 TORLEY DUWEL (C. L.) : voir DUWEL  
     (C. L. TORLEY).  
 TORRES (A.) **8** : 3917.  
 TORRIENTE Y PERAZA (C. de la) **2** : 421,  
     422, 883, 892. **3** : 1591.  
 TOSCANO (M.) **8** : 4001.  
 TOURGOUD Bey (Demir) **9** : 4133.  
 TOWNER (H. M.) **2** : 1150.  
 TOWNSEND **10** : 4816. **11** : 4872.  
 TOYNBEE (A. J.) **2** : 1057, 1058. **4** : 2185.  
     **5** : 2554. **6** : 3021. **7** : 3476. **9** : 4431.  
     **10** : 4788. **11** : 5120.  
 TRABUE (C. C.) **9** : 4373.  
 TRAMMELL **3** : 1353. **11** : 4868.  
 TRAVERS (M.) **2** : 691, 859, 860, 1281.  
     **5** : 2386.  
 TRĚKA (V.) **3** : 1570. **4** : 2007. **10** : 4574.  
 TRELLES (C. B.) **8** : 3960.  
 TRÉMAUD (H.) **7** : 3342, 3343. **9** : 4177.  
 TRENHOLME (L. J.) **3** : 1546.  
 TREVELYAN **4** : 1889.  
 TRIAS DE BES (J. M.) **3** : 1637. **6** : 3134.  
     **10** : 4735.  
 TRIEPEL (H.) **2** : 218, 435. **4** : 1916. **6** :  
     2788.  
 TROMP (P.) **11** : 5197.  
 TROTABAS (L.) **4** : 2013, 2233, 2246.
- TRYGGER **3** : 1372.  
 TRYON (J. L.) **2** : 14, 29.  
 TSURUMI (Y.) **8** : 3933.  
 TUCKEY (E. N.) **6** : 3091.  
 TUMEDEI (C.) **2** : 651.  
 TUSKA (B.) **2** : 692. **3** : 1400.  
 TUTTLE (F. G.) **7** : 3474.  
 TYSON **2** : 326.  
 UDINA (M.) **5** : 2482.  
 UECKER (E.) **8** : 3691.  
 ULLEIN (A.) **10** : 4744.  
 ULLMANN (F.) **10** : 4462.  
 ULRICKSEN (H. F.) **2** : 262.  
 UNDÉN (Ö.) **2** : 603, 604, 607, 608, 609,  
     610, 617, 841. **4** : 2251. **6** : 3134. **10** :  
     4525.  
 UNDERWOOD **2** : 329.  
 UNRUH (F. O. von) **3** : 1611.  
 URRUTIA (F. J.) **4** : 2134. **5** : 2503. **7** :  
     3414. **8** : 3845. **10** : 4504, 4679.  
 USTERI **2** : 398, 399.  
 V. (V.) **4** : 2060.  
 VABRE (A.) **2** : 931.  
 VACCARI (P.) **6** : 2944.  
 VADASZ (E.) **4** : 2230.  
 VADASZ (I.) **10** : 4819.  
 VALAYER (P.) **6** : 2876, 2877. **8** : 3703,  
     3704. **10** : 4616.  
 VÁLI (F. A.) **8** : 3754. **9** : 4155. **10** : 4658,  
     4660, 4759. **11** : 5004, 5004a.  
 VALLINDAS (P.) **9** : 4409.  
 VALLOTTON (J.) **4** : 2252. **5** : 2397. **11** :  
     4972.  
 VANCE (W. R.) **2** : 38, 51. **6** : 2972.  
 VANDENBERG **6** : 3083. **11** : 4849, 4853,  
     4854, 4855, 4864.  
 VAN DE WATER (F. F.) **3** : 1529.  
 VAN KIRK (W. W.) **11** : 5132.  
 VANSELOW (E.) **8** : 3869.  
 VELÁZQUEZ (G.) **4** : 2255.  
 VELHAGEN (A.) **9** : 4156.  
 VELSEN (von) **4** : 2008. **5** : 2854.  
 VERA (J. L. de) **2** : 109.  
 VERDROSS (A.) **2** : 943. **3** : 1643 a. **4** :  
     2135, 2253. **10** : 4464, 4465, 4477. **11** :  
     4923, 4928.  
 VERGARA DONOSO (G.) **5** : 2640. **6** : 3037.  
 VEROSTA (S. E.) **8** : 3755.  
 VERYKIOS (P. A.) **11** : 5090.  
 VERZIJL (J. H. W.) **2** : 209, 215, 216,  
     722, 739. **3** : 1452, 1488. **4** : 2009, 2010,  
     2011. **6** : 2989. **7** : 3267, 3344, 3346,  
     3353-3355. **8** : 3756, 3757, 3758, 3765,  
     3768, 3769, 3771, 3851. **9** : 4057, 4200,  
     4201, 4205, 4214, 4215. **10** : 4478, 4586,  
     4651, 4655, 4661, 4662. **11** : 4908, 5011,  
     5014, 5065.  
 VIDAL Y SAURA (G.) **2** : 961.  
 VILLEGAS **4** : 1961, 1962.

- VINACKE (H. M.) **10** : 4781.  
VINEUIL (P. de) **2** : 652, 674, 683, 684.  
693, 1021. **7** : 3312, 3313.  
VISSCHER (Ch. de) **2** : 1039. **3** : 1634. **4** :  
2105, 2246. **5** : 2465, 2531. **6** : 2843.  
2978. **10** : 4479, 4999.  
VISSCHER (F. de) **2** : 1030. **4** : 2136.  
**6** : 3134.  
VLADAR (E.) **10** : 4716.  
VLUGT (W. van der) **2** : 659.  
VOGT **11** : 4941.  
VOLCKMANN (E.) **2** : 69.  
VOLLENHOVEN (C. van) **2** : 24, 420, 870,  
1042, 1292. **8** : 3875. **11** : 5091.  
VOSS (F.) **9** : 4178.  
VREELAND Jr. (H.) **10** : 4814.  
VULCAN (C.) **8** : 3888.
- W. (J. H.) **3** : 1317.  
W. (M. S.) **5** : 2610.  
WADE (H. T.) **2** : 1060, 1061. **3** : 1687.  
**4** : 2188. **5** : 2552. **7** : 3477.  
WAGNER **8** : 3956, 3973, 3974, 3986,  
3988.  
WAGNER (R.) **4** : 1974.  
WAHL (A.) **4** : 2246.  
WAINHOUSE (D. W.) **11** : 5129.  
WAISZ **2** : 235.  
WALCOTT **8** : 3941.  
WALDECKER (L.) **8** : 3852.  
WALDKIRCH (E. von) **2** : 966, 1045.  
**6** : 2878.  
WALDRON (R. T.) **11** : 4862.  
WALDSTEIN (Ch.) **4** : 1859.  
WALKER (Th. A.) **10** : 4753.  
WALKER (W. L.) **10** : 4753.  
WALLER (B. C.) **2** : 1053.  
WALP (P. K.) **8** : 3853.  
WALSH (Th. J.) **2** : 312, 313, 314, 317,  
319, 322, 325, 327, 329, 1214. **4** : 2204.  
**5** : 2041. **6** : 3052, 3090. **9** : 4374.  
**10** : 4815.  
WALTHER (H.) **5** : 2387.  
WAMBAUGH (S.) **3** : 1449.  
WANG (TSUNG-TAN) **9** : 4023.  
WANG CHUNG-HUI **2** : 992. **3** : 1388. **9** :  
4040, 4090. **10** : 4689. **11** : 4941.  
WARD (J.) **6** : 2754.  
« WARGANEUS » **10** : 4483, 4484.  
WARREN (Ch.) **9** : 4375.  
WARSCHAUER (E.) **9** : 4142.  
WATRIN (G.) **6** : 2865. **8** : 3827. **9** : 4289.  
**11** : 5107.  
WATSON **2** : 327. **3** : 1353. **4** : 1883.  
WEBER (P.) **9** : 4179, 4216.  
WEBER (H. von) **10** : 4820.  
WEBSTER (C. K.) **3** : 1613. **9** : 4295.  
WECK (N. de) **10** : 4601.  
WECKS (H.) **8** : 3706.  
WEGNER (A.) **2** : 1288.
- WEHBERG (H.) **2** : 22, 23, 25, 46, 77, 103,  
110, 431, 670, 861, 902, 926, 1005, 1017,  
1041, 1155, 1277. **3** : 1407, 1445, 1480,  
1516, 1601, 1672, 1673. **4** : 1898, 1914,  
2024, 2222. **5** : 2318, 2319, 2489, 2643.  
**6** : 2849, 3014. **7** : 3241, 3356. **8** : 3759,  
3850. **10** : 4469, 4656. **11** : 4896, 4900.
- WEHRER (A.) **9** : 4414.  
WEHSER (R.) **9** : 4180.  
WEIDENMANN (A.) **8** : 3678.  
WEISS (A.) **2** : 920. **3** : 1572. **4** : 1946.  
**5** : 2312-2318. **6** : 2781, 2849. **8** : 3591.  
WEISZ (U.) **10** : 4771.  
WELLIVER (J. C.) **2** : 862.  
WELLS (J. H.) **2** : 696.  
WENINGER (L. V.) **3** : 1644. **10** : 4565,  
4690, 4691, 4745.  
WENZEL (M.) **7** : 3531. **10** : 4820.  
WERTHEIMER (L.) **3** : 1318.  
WERTHEIMER (M. S.) **9** : 4202.  
WEST (R. L.) **4** : 2172.  
WESTARP (K. Fr. V. von) **9** : 4296.  
WESTSTRATE (C.) **8** : 4005.  
WHEATON (H.) **5** : 2511.  
WHEELER **6** : 3076. **8** : 3972. **11** : 4851,  
4861, 4866, 4869.  
WHEELER (E. P.) **2** : 41.  
WHEELER-BENNETT Jr. (J. W.) **2** : 779,  
780, 1022. **3** : 1502. **6** : 2908. **7** : 3483,  
3517. **8** : 3918, 3991. **9** : 4415, 4410.  
WHELEN (F. L.) **11** : 5072.  
WHITAKER (J. L.) **3** : 1548.  
WHITE **10** : 4803. **11** : 4855, 4864.  
WHITE (T. R.) **2** : 42, 844. **8** : 3944.  
WHITNEY (E. L.) **4** : 1852.  
WHITTON (J. B.) **2** : 728. **4** : 2205. **8** : 3889.  
**11** : 5092.  
WHITTUCK (E. A.) **2** : 205.  
WIART (C. de) **4** : 2225.  
WICKERSHAM (G. W.) **2** : 972, 1193, 1220,  
1223. **3** : 1571, 1692, 1734. **4** : 2062,  
2177, 2234. **7** : 3394. **9** : 4376.  
WICKERSHAM (W.) **2** : 971.  
WIGMORE (J. H.) **2** : 1290. **3** : 1807, 1808.  
**4** : 2211. **7** : 3235, 3242. **8** : 3992.  
WILDE (J. C. de) **10** : 4617.  
WILFLEY (L. R.) **3** : 1809.  
WILHELM (K.) **10** : 4587.  
WILLIAMS **2** : 317, 319, 326, 327, 329.  
WILLIAMS (B.) **4** : 2098.  
WILLIAMS (J. F.) **4** : 2090. **5** : 2388-2389,  
2512, 2538, 2539. **6** : 2837, 3071. **7** :  
3252, 3268, 3500, 3525. **8** : 3667, 3760,  
3890. **9** : 4123. **11** : 5005, 5066, 5112.  
WILLIAMS (R.) **2** : 894.  
WILLIS **2** : 289, 314. **5** : 2562.  
WILLOUGHBY (W. B.) **4** : 1880.  
WILSON (A.) **9** : 4390. **10** : 4802.  
WILSON (C.) **6** : 2738 bis.  
WILSON (F.) **4** : 1861.

- WILSON (F. G.) **11** : 5074.  
 WILSON (G. G.) **4** : 2137.  
 WILSON (H. H.) **9** : 4377-4378.  
 WILSON (R. R.) **5** : 2532. **7** : 3435. **8** : 3891.  
 WILSON (W.) **2** : 73. **4** : 1855, 1860. **5** : 2279.  
 WINFIELD (P. H.) **2** : 947.  
 WINIARSKI (B.) **5** : 2518.  
 WINKLER (P.) **4** : 1966.  
 WINTER (A. A.) **3** : 1719.  
 WINTGENS (H.) **6** : 3129.  
 WITENBERG (J. C.) **4** : 2259.  
 WLIASSICS (J.) **2** : 668, 685, 1299. **10** : 4773, 4786, 4821, 4825.  
 WOESTE **2** : 239, 244.  
 WOLF (D. E.) **7** : 3518.  
 WOLF (F. C. de) **10** : 4463.  
 WOLF (K.) **8** : 3617.  
 WOLGAST (E.) **2** : 669. **3** : 1446. **6** : 2883. **9** : 4217. **10** : 4652, 4653. **11** : 4998.  
 WOOD (Bry-e) **7** : 3519.  
 WOOD (Kingsley) **6** : 2737.  
 WOODBURY (G.) **2** : 1143, 1157.  
 WOODSWORTH **4** : 1879. **5** : 2293, 2294. **6** : 2701, 2702, 2705.  
 WOOLF (L. S.) **2** : 43, 44.  
 WOOLF (S. J.) **5** : 2311.  
 WOOLSEY (L. H.) **3** : 1485, 1669.  
 WRIGHT (C. M.) **3** : 1721.  
 WRIGHT (H.) **11** : 4861.  
 WRIGHT (H. F.) **2** : 812.  
 WRIGHT (Q.) **3** : 1465, 1820. **4** : 2206. **7** : 3532. **8** : 3933.  
 WRZOS (C.) **11** : 5055.  
 WU (CHAO-HUANG) **9** : 4335.  
 WU (PIN-CHIN) **9** : 4272.  
 WUNDRAM (H. G.) **9** : 4058.  
 YAMADA (S.) **2** : 432.  
 YAMANA (M.) **4** : 2121.  
 YANGUAS (J. de) **4** : 2246.  
 YATE (Ch.) **3** : 1466.  
 YOKOTA (K.) **2** : 1160. **5** : 2367, 2369. **6** : 2840. **7** : 3322, 3324-3327, 3329, 3331, 3332, 3345. **8** : 3670. **9** : 4130-4132, 4134-4135, 4140-4141. **10** : 4583, 4588, 4590, 4591, 4597, 4599, 4600, 4602. **11** : 4977, 4984, 4986, 4987, 4989, 4990, 4999-5000, 5006-5007.  
 YOKOYAMA (M.) **11** : 4887-4888.  
 YOSHIZAWA **8** : 3656, 3657.  
 YOTIS (Ch.) **3** : 1448.  
 YOUNG (E. H.) **2** : 623.  
 YOUNG (G.) **8** : 3933.  
 YOUNG (R.) **4** : 1889.  
 YOVANOVITCH **8** : 3634.  
 ZAJACZKOWSKI (J. C.) **11** : 4931.  
 ZALESKI **5** : 2363, 2364. **8** : 3660, 3661. **9** : 4404.  
 ZALESKI (W. J.) **10** : 4826.  
 ZANTEN (H. van) **4** : 2108. **6** : 2990. **11** : 5098.  
 ZASZTOWT-SUKIENICKA (H.) **6** : 2966.  
 ZAUNIUS **8** : 3660, 3661.  
 ZAYAS Y ALFONSO (A.) **6** : 2708.  
 ZELLE (A.) **8** : 3896.  
 ZEYDEL (E. H.) **2** : 1099.  
 ZIEHM **8** : 3662, 3663.  
 ZIMMERMANN (M. A.) **2** : 946 a; **10** : 4717, 4746; voir aussi CIMMERMANN.  
 ZORN (Ph.) **2** : 869, 1023. **3** : 1670, 1842.  
 ZUKERMAN (W.) **2** : 1297.  
 ZULUETA **8** : 3660, 3661.

INDEX ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES  
DE LA LISTE BIBLIOGRAPHIQUE<sup>1</sup>

(Les numéros indiqués sont ceux qui précèdent les titres  
des publications et non pas ceux des pages.)

ABRÉVIATIONS :

Av.-proj. Avant-projet.  
Doc. Documents.  
Législ. Législatif(s).  
Offic. Officiel(s).  
O. I. T. Organisation internationale  
du Travail.  
Ordonn. Ordonnances.  
Parlem. Parlementaire(s).  
Publ. Publications.  
S. d. N. Société des Nations.

*Accès aux écoles minoritaires allemandes en Haute-Silésie.* (Avis n° 19.) Actes et Doc. **8** : 3623. Texte **7** : 3290. **8** : 3638. **9** : 4090. Suites **8** : 3656-3657. Études sur l'Avis **7** : 3355-3356. **8** : 3705-3707. **9** : 4124, 4147. **10** : 4591.  
*Accès et stationnement des navires de guerre polonais dans le port de Dantzig.* (Avis du 11 déc. 1931.) Actes et Doc. **8** : 3626. Texte **8** : 3630, 3648-3649, 3652. **9** : 4090. Suites **8** : 3662-3663. **9** : 4112-4114. **10** : 4518-4523. Études sur l'Avis **8** : 3765. **9** : 4124. **10** : 4600-4601.  
*Accord gréco-turc du 1<sup>er</sup> déc. 1926, voir Interprétation de l'—.*  
*Accords de La Haye et de Paris* **7** : 3253. **10** : 4450.

*Accords de Locarno* **2** : 1024-1030. **3** : 1674-1676. **4** : 2167. **5** : 2533. **7** : 3458. **9** : 4329.  
*Acquisition de la nationalité polonaise.* (Avis n° 7.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 457, 480-484, 490. **6** : 2822. Suites **2** : 566-579. Études sur l'Avis **2** : 695 et suiv., 739.  
*Acte général d'arbitrage adopté par la IX<sup>me</sup> Assemblée de la S. d. N.* **5** : 2534-2543. **6** : 3008-3009. **7** : 3459-3462. **8** : 3892-3895. **9** : 4330. **10** : 4774-4775.  
*Actes et Doc. relatifs aux Arrêts et aux Avis* **2** : 451-455. **3** : 1413-1415. **4** : 1924-1929. **5** : 2346-2349. **6** : 2809-2817. **7** : 3279-3286. **8** : 3623-3627. **9** : 4072-4077. **10** : 4486-4497. **11** : 4933-4938.  
*Actes législatifs des divers pays* **2** : 231-406. **3** : 1326-1383. **4** : 1876-1896. **5** : 2291-2297. **6** : 2691-2766. **7** : 3160-3216. **8** : 3555-3583. **9** : 4024-4032. **10** : 4429-4434. **11** : 4842-4881.  
*Activité judiciaire et consultative de la Cour* **2** : 451-740. **3** : 1413-1488. **4** : 1924-2028. **5** : 2346-2410. **6** : 2809-2886. **7** : 3279-3357. **8** : 3623-3771. **9** : 4071-4218. **10** : 4486-4662. **11** : 4933-5025.  
*Adatci, Décès de M. M.—* **11** : 4886-4896.  
*Administration du prince von Pless, voir Pless.*

<sup>1</sup> Le présent Index, de même que l'Index des noms d'auteurs et des noms cités qui figure à la page 213, est cumulatif, en ce sens qu'il se rapporte aux bibliographies des Second, Troisième, Quatrième, Cinquième, Sixième, Septième, Huitième, Neuvième et Dixième Rapports annuels (Série E, nos 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10), aussi bien qu'à celle du présent volume (pages 172-212).

Les chiffres **gras** qui précèdent les numéros des titres renvoient au volume correspondant de la Série E (**2** : Série E, n° 2 ; **3** : Série E, n° 3 ; **4** : Série E, n° 4 ; **5** : Série E, n° 5 ; **6** : Série E, n° 6 ; **7** : Série E, n° 7 ; **8** : Série E, n° 8 ; **9** : Série E, n° 9 ; **10** : Série E, n° 10 ; **11** : Série E, n° 11 (c'est-à-dire le présent volume). Aucun renvoi n'a été fait à la Bibliographie du Premier Rapport annuel, étant donné qu'elle a été incorporée dans celle du Second Rapport.

- Afrique du Sud*, Actes légis., Débats parlem. **6**: 2691.
- Agriculture*, voir *Compétence de l'O. I. T.*
- Albanie*, voir *Écoles minoritaires en Albanie*.
- Allemagne (L'—) et la Cour* **3**: 1839-1842. **4**: 2254. **5**: 2660-2661. **11**: 5194.
- Allemagne*, Av.-proj. allemand de Cour **2**: 75, 76, 78, 111-112. **6**: 2669. **8**: 3545-3546. Actes légis. **3**: 1326. **4**: 1876-1877. **7**: 3160-3163.
- Amendements au Statut de la Cour*, voir *Statut (Revision du—)*.
- Anatolie (Côtes d'—)*, voir *Délimitation*.
- Angleterre*, voir *Grande-Bretagne*.
- Annuaire* **2**: 1055-1063. **3**: 1686-1687. **4**: 2184-2188. **5**: 2551-2554. **6**: 3021-3025. **7**: 3475-3477. **8**: 3919-3921. **9**: 4339, 4341. **10**: 4787-4788. **11**: 5120.
- Appel contre une sentence du T. A. M. hongaro-tchécoslovaque*, voir *Université Peter Pázmány*.
- Appels contre certains jugements du T. A. M. hongaro-tchécoslovaque*. Actes et Doc. **10**: 4493. (Ordonn. du 12 mai 1933.) Texte **9**: 4087. **11**: 4941.
- Apponyi et la Cour* **10**: 4833.
- Arbitrage*, Traités d'— **2**: 9, 10, 11, 34, 993-994. Voir aussi *Acte général d'arbitrage*.
- Arbitrage et justice*, Ouvrages où il est question de la Cour **2**: 995-1006. **3**: 1661-1670. **4**: 2154-2165. **5**: 2519-2532. **6**: 2996-3006. **7**: 3453-3457. **8**: 3880-3891. **9**: 4320-4328. **10**: 4767-4771. **11**: 5101-5108.
- Arrêts*, Actes et Doc. relatifs aux — **2**: 451-455. **3**: 1413-1415. **4**: 1924-1929. **5**: 2346-2349. **6**: 2809-2817. **7**: 3279-3286. **8**: 3623-3627. **9**: 4072-4077. **10**: 4486-4497. **11**: 4933-4938.
- Arrêts*, Textes **2**: 456-525. **3**: 1416-1433. **4**: 1930-1960. **5**: 2350-2362. **6**: 2818-2834. **7**: 3287-3303. **8**: 3628-3655. **9**: 4078-4104. **10**: 4498-4511. **11**: 4939-4959.
- Arrêts*, Suites **10**: 4515-4517, 4524-4537, 4544-4547. **11**: 5015-5025.
- Arrêts*, Études sur les — **2**: 627, 740. **3**: 1441-1488. **4**: 1963-2028. **5**: 2367-2410. **6**: 2835-2886. **7**: 3308-3357. **8**: 3666-3771. **9**: 4121-4218. **10**: 4548-4662. **11**: 4960-5014.
- Articles de revues sur la Cour en général* **2**: 142-210, 781-869. **3**: 1300-1318, 1507-1571. **4**: 2054-2078. **5**: 2437-2465. **6**: 2910-2939. **7**: 3382-3408. **8**: 3796-3836. **9**: 4236-4264. **10**: 4680-4705. **11**: 5042-5055.
- Australie*, Actes légis., Doc. et Débats parlem. **2**: 231. **3**: 1327-1331. **5**: 2291-2292. **8**: 3892.
- Autriche*, Actes légis. **2**: 232-237. **4**: 1878. **6**: 2692-2694. Av.-proj. autrichien de Cour **2**: 80, 111-112.
- Avant-projets de Cour* (offic. et privés) **2**: 1-127. **4**: 1848-1866. **5**: 2277-2280. **6**: 2669-2671. **7**: 3139. **8**: 3544-3546. **11**: 4841.
- Avis consultatifs*, Actes et Doc. **2**: 451-455. **3**: 1413-1415. **4**: 1924-1929. **5**: 2346-2349. **6**: 2809-2817. **7**: 3279-3286. **8**: 3626-3627. **9**: 4072-4077. **10**: 4486-4497. **11**: 4933-4938.
- Avis consultatifs*, Textes **2**: 450-525. **3**: 1416-1433. **4**: 1930-1960. **5**: 2350-2362. **6**: 2818-2834. **7**: 3287-3303. **8**: 3628-3655. **9**: 4078-4104. **10**: 4498-4511. **11**: 4939-4959.
- Avis consultatifs*, Suites **2**: 526-626. **3**: 1434-1440. **4**: 1961-1962. **5**: 2363-2366. **7**: 3304-3307. **8**: 3655 a-3665. **9**: 4105-4120. **10**: 4512-4547. **11**: 5015-5025.
- Avis consultatifs*, Études sur les — **2**: 627-740. **3**: 1441-1488. **4**: 1963-2028. **5**: 2367-2410. **6**: 2835-2886. **7**: 3308-3357. **8**: 3666-3771. **9**: 4121-4218. **10**: 4548-4662. **11**: 4916, 4960-5014.
- Belgique*, Actes légis. **2**: 238-253. **3**: 1332-1333. **6**: 2695.
- Belgique*, voir *Traité sino-belge*.
- Bibliographies relatives à la Cour* **5**: 2260-2276. **6**: 2662-2668. **7**: 3130-3138. **8**: 3537-3543. **9**: 4006-4009. **10**: 4419-4423. **11**: 4836-4840.
- Biographies des Juges* **2**: 407-424. **3**: 1384-1388. **4**: 1897-1901. **5**: 2298-2321. **6**: 2778-2782. **7**: 3221-3245. **8**: 3590-3591. **9**: 4038-4040. **10**: 4439-4440. **11**: 4886-4901.
- Boycottage* **9**: 4417.
- « *Boz-Kourt* », voir « *Lotus* ».
- Brésil*, Actes légis. **2**: 254. **6**: 2696-2699. Voir aussi **10**: 4515. Le — et la Cour **3**: 1843.
- Brochures sur la Cour en général* **2**: 763-780. **3**: 1502-1506. **4**: 2045-2053. **5**: 2432-2436. **6**: 2907-2909. **7**: 3377-3381. **8**: 3796-3836. **9**: 4233-4235. **10**: 4675-4679.
- Bryan*, Traités — **2**: 10, 11.
- Bulgarie*, Actes légis. **2**: 255. Voir aussi « *Communautés* ».
- Canada*, Actes légis., Doc. et Débats parlem. **2**: 256-257. **3**: 1334-1339. **4**: 1879-1880. **5**: 2293-2295. **6**: 2700-2707. **7**: 3462. **8**: 3893.

- Candidats* (Listes des —) **7** : 3221-3224.
- Caphandaris-Molloff* (Accord —), voir *Interprétation de l'Accord gréco-bulgar*.
- Carlie orientale*, voir *Statut de la —*.
- Castellorizo* (Ile de —), voir *Délimitation*.
- Chemin de fer*, voir *Trafic ferroviaire*.
- Chili*, Actes législat. **7** : 3104. **11** : 4842.
- Chine*, « Hague Court for China » **2** : 1205. Publ. offic. **3** : 1340. **9** : 4024.
- Chine*, voir *Traité sino-belge*.
- Chinn*, Affaire Oscar —. Accord entre la Belgique et la Grande-Bretagne **11** : 4912. Arrêt du 12 déc. 1934. Actes et Doc. **11** : 4938. Texte **11** : 4939, 4952-4956. Études sur l'Arrêt **11** : 5009-5011.
- Chorzów*, *Affaires relatives à l'usine de —*. Actes et doc. **4** : 1924, 1929. **5** : 2349. **6** : 2810. Textes **3** : 1417. **4** : 1932-1933, 1948-1956. **5** : 2351, 2356, 2359, 2360. **6** : 2826, 2826 bis, 2827. Ordonn. **5** : 2352. **6** : 2826. **8** : 3634. Études sur les Arrêts **3** : 1479. **4** : 1903-1904, 2020. **6** : 2840. **7** : 3326.
- Chorzów*, *Affaires relatives à l'usine de —*, voir aussi *Intérêts allemands en Haute-Silésie*.
- Clause facultative*, La — et la Grande-Bretagne **2** : 350 a-b, 1271-1278. **3** : 1821-1822. **4** : 2213-2222. **5** : 2647-2648. **6** : 3098-3124. **7** : 3180-3182, 3186, 3191, 3194, 3195, 3521-3525. **8** : 3994-3994 a. **9** : 4392-4394. **11** : 5183-5184.
- Clause facultative*, voir aussi *Actes législat., Doc. et Débats parlem., Lois et Décrets d'approbation et de publication*.
- Codification du Droit des gens* **2** : 934-972 a. **3** : 1618-1645. **4** : 2109-2151. **5** : 2493-2512. **6** : 2967-2990. **7** : 3434-3449. **8** : 3858-3875. **9** : 4298-4315. **10** : 4731-4764. **11** : 5075-5098.
- Colombie*, Actes législat. **7** : 3165.
- Colons d'origine allemande* (Certaines questions touchant les —) dans les territoires cédés par l'Allemagne à la Pologne. (Avis n° 6.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 457, 477-491. **6** : 2822. Suites **2** : 554-565. Études sur l'Avis **2** : 662 et suiv., 739. **10** : 4568-4599.
- Comité consultatif de juristes pour l'institution de la Cour* (La Haye, 1920) **2** : 72-127. **4** : 1862-1865.
- Comité de juristes chargé de l'étude du Statut* (Genève, 1929) **5** : 2281-2289. **6** : 2672-2688.
- Commission européenne du Danube*, voir *Compétence de la —*.
- Commission internationale de l'Oder*, voir *Jurisdiction territoriale de la —*.
- « Communautés » gréco-bulgares (Question des —). (Avis n° 17.) Actes et Doc. **7** : 3279. Texte **7** : 3287, 3293, 3303. **8** : 3634. Suites **7** : 3304-3305. **8** : 3655 a. Études sur l'Avis **7** : 3309, 3310, 3312, 3313, 3346. **8** : 3676, 3692, 3694. **10** : 4588.
- Compétence de l'O. I. T. pour la réglementation internationale des conditions du travail des personnes employées dans l'agriculture*. (Avis n° 2.) Actes et Doc. **2** : 451, 453. Texte **2** : 457-468, 498. **6** : 2822. Suites **2** : 530-533. Études sur l'Avis **2** : 627 et suiv., 739. **4** : 1965. **6** : 2835. **9** : 4123.
- Compétence de l'O. I. T. pour l'examen de propositions tendant à organiser et à développer les moyens de production agricole, et l'examen de toutes autres questions de même nature*. (Avis n° 3.) Actes et Doc. **2** : 451, 454-455. Texte **2** : 457-468, 498. **6** : 2822. Suites **2** : 530-533. Études sur l'Avis **2** : 627 et suiv., 739. **4** : 1965. **9** : 4123.
- Compétence de l'O. I. T. pour régler accessoirement le travail personnel du patron*. (Avis n° 13.) Actes et Doc. **3** : 1413-1415. Texte **2** : 457. **3** : 1418, 1424, 1425. **6** : 2825. Suites **3** : 1481-1484. **4** : 1965, 1979. **6** : 2835. Études sur l'Avis **9** : 4135.
- Compétence de la Commission européenne du Danube*. (Avis n° 14.) Actes et Doc. **4** : 1927-1928. Texte **3** : 1429, 1433. **4** : 1936, 1949, 1952, 1957. **5** : 2356. **6** : 2826. Suites **5** : 2363-2364. **9** : 4105-4111. **10** : 4512, 4513. Études sur l'Avis **4** : 2016-2019. **5** : 2391-2398. **6** : 2843-2846. **9** : 4139-4140. **11** : 4973.
- Compétence des tribunaux de Dantzig (réclamations pécuniaires des fonctionnaires ferroviaires dantziqois)*. (Avis n° 15.) Actes et Doc. **5** : 2346. Texte **4** : 1937, 1953. **5** : 2361. **6** : 2826 bis. Suites **4** : 1961-1962. Études sur l'Avis **4** : 2028. **5** : 2403. **9** : 4141.
- Compétence et extension de la compétence de la Cour* **2** : 440-450. **3** : 1396-1412. **4** : 1906-1917. **5** : 2326-2339. **6** : 2789-2807. **7** : 3253-3268. **8** : 3600-3620. **9** : 4042-4060. **10** : 4447-4479. **11** : 4911-4928.
- Concessions Mavrommatis*, voir *Mavrommatis*.
- Conférence de la Paix de La Haye* (1907) **2** : 1-34. **4** : 1848-1852. **8** : 3544.

- Conférence de la Paix (de Versailles)* **2**: 72-127. **4**: 1860-1866. **5**: 2279-2280. **6**: 2670-2671. **8**: 3545-3546.
- Conférence internationale du Travail*, voir *Désignation du délégué néerlandais*.
- Congo belge*, voir *Chinn* (Affaire Oscar —).
- Constitution de la Cour* **2**: 128-450. **3**: 1300-1412. **4**: 1867-1923. **5**: 2281-2345. **6**: 2672-2808. **7**: 3140-3278. **8**: 3547-3622. **9**: 4010-4071. **10**: 4424-4485.
- Cour de Justice arbitrale* **2**: 1, 2, 5, 13, 33, 42. **5**: 2277.
- Cour de Justice centro-américaine* **2**: 16, 17, 111-112. **5**: 2278.
- Cour internationale des Prises* **2**: 1, 5, 6, 7, 8.
- Cour permanente de Justice criminelle internationale* **2**: 1279-1289. **3**: 1823-1838. **4**: 2223-2230. **5**: 2649-2658. **6**: 3125. **8**: 3995-3997. **10**: 4817-4820. **11**: 5185-5186.
- Cour permanente de Justice internationale*. Sa constitution, son organisation, sa procédure, sa compétence **2**: 128-450. **3**: 1300-1412. **4**: 1867-1923. **5**: 2281-2345. **6**: 2672-2808. **7**: 3140-3278. **8**: 3547-3622. **9**: 4010-4071. **10**: 4424-4485. **11**: 4841-4932. Son activité judiciaire et consultative **2**: 451-740. **3**: 1413-1488. **4**: 1924-2028. **5**: 2346-2410. **6**: 2809-2886. **7**: 3279-3357. **8**: 3623-3771. **9**: 4072-4218. **10**: 4486-4662. **11**: 4933-5025. Généralités sur la — **2**: 741-869. **3**: 1489-1571. **4**: 2029-2078. **5**: 2411-2465. **6**: 2887-2939. **7**: 3358-3408. **8**: 3772-3836. **9**: 4219-4264. **10**: 4663-4705. **11**: 5026-5055. Ouvrages contenant des chapitres sur la — **2**: 870-1063. **3**: 1572-1687. **4**: 2079-2188. **5**: 2466-2554. **6**: 2940-3025. **7**: 3409-3477. **8**: 3837-3921. **9**: 4265-4341. **10**: 4706-4788. **11**: 5056-5120. Questions spéciales relatives à la — **2**: 1064-1299. **3**: 1688-1847. **4**: 2189-2259. **5**: 2555-2661. **6**: 3026-3135. **7**: 3478-3526. **8**: 3922-4005. **9**: 4342-4418. **10**: 4789-4835. **11**: 5121-5199. Bibliographies **5**: 2260-2276. **6**: 2662-2668. **7**: 3136-3138. **8**: 3537-3543. **9**: 4006-4009. **10**: 4419-4423. **11**: 4836-4840.
- Cour suprême des États-Unis d'Amérique* **2**: 37, 38, 68, 69, 141.
- Cuba*, Actes législatifs. **6**: 2708.
- Cuba et la Cour* **7**: 3526-3529. **8**: 3550. **9**: 4017.
- Danemark*, Actes législatifs. **2**: 258-264. **3**: 1341-1343. **8**: 3555.
- Danemark*, Av.-proj. danois **2**: 81, 84, 88, 91, 111-112. S. d. N. (Publ. offic. danoises) **7**: 3374-3375.
- Dantzig* (Ville libre de —) et *O. I. T.* (Avis n° 18.) Actes et Doc. **7**: 3280. **8**: 3627. Texte **7**: 3288, 3290 bis, 3293-3296, 3303. **8**: 3634. Suites **7**: 3306-3307. Études sur l'Avis **7**: 3309, 3310, 3312, 3313, 3347-3354. **8**: 3693-3695. **10**: 4589, 4590.
- Dantzig*, Droit de la Ville libre d'estimer devant la Cour **9**: 4412.
- Dantzig*, voir *Service postal polonais* à —; *Compétence des tribunaux de —*; *Accès et stationnement des navires de guerre polonais*; *Traitement des nationaux polonais*.
- Danube*, voir *Compétence de la Commission européenne du —*.
- Débats parlem. des divers pays* **2**: 231-406. **3**: 1326-1383. **4**: 1876-1896. **5**: 2291-2297. **6**: 2691-2766. **7**: 3160-3216, 3462. **8**: 3555-3583. **9**: 4029-4031. **10**: 4429-4430. **11**: 4843-4879.
- Décrets d'approbation et de publication des divers pays* **2**: 231-406. **3**: 1326-1383. **4**: 1876-1896. **5**: 2291-2297. **6**: 2691-2766. **7**: 3160-3216. **8**: 3555-3583. **9**: 4024-4032. **10**: 4431-4434. **11**: 4842, 4878-4881.
- Décrets de nationalité promulgués en Tunisie et au Maroc* (zone française). (Avis n° 4.) Actes et Doc. **2**: 451. Texte **2**: 457, 469-474, 491, 498. **6**: 2822. Suites **2**: 534-541. Études sur l'Avis **2**: 639 et suiv., 739. **4**: 1963-1964, 1966, 1967. **5**: 2368. **7**: 3319. **8**: 3671.
- Délimitation des eaux territoriales entre l'île de Castellorizo et les côtes d'Anatolie*. (Affaire retirée ultérieurement.) (Ordonn. du 26 janv. 1933.) Actes et Doc. **9**: 4077. Texte **9**: 4082, 4104. **11**: 4941.
- Désarmement* **8**: 3902-3918.
- Désignation du délégué ouvrier néerlandais à la 3<sup>me</sup> session de la Conférence internationale du Travail*. (Avis n° 1.) Actes et Doc. **2**: 451-452. Texte **2**: 457-468, 498. **6**: 2822. Suites **2**: 526-529. Études sur l'Avis **2**: 629 et suiv., 739. **9**: 4123.
- Différend roumano-hongrois* **4**: 2231-2253. **5**: 2659.
- Différends internationaux (en général)*, Ouvrages sur la solution des — **2**: 973-994. **3**: 1646-1660. **4**: 2152-3153. **5**: 2513-2518. **6**: 2991-2995. **7**: 3450-3452. **8**: 3876-3879. **9**: 4316-4319. **10**: 4765-4766. **11**: 5099-5100.

- Différends internationaux de caractère politique* **11** : 4917, 5106-5107.
- Diplomatie*, Ouvrages sur la —, où il est question de la Cour **2** : 1036-1046. **4** : 2168-2173. **7** : 3464-3468. **8** : 3896-3901. **9** : 4331-4335. **10** : 4778-4781. **11** : 5113-5117.
- Divers* **2** : 1290-1299. **3** : 1839-1847. **4** : 2254-2259. **5** : 2660-2661. **6** : 3126-3135. **7** : 3526-3536. **8** : 3998-4005. **9** : 4395-4418. **10** : 4821-4835. **11** : 5187-5199.
- Documents parlementaires des divers pays* **2** : 231-406. **3** : 1326-1383. **4** : 1876-1896. **5** : 2291-2297. **6** : 2691-2766. **7** : 3160-3216, 3462. **8** : 3555-3583. **9** : 4024-4032. **10** : 4429-4430. **11** : 4843-4881.
- Documents relatifs aux Arrêts et aux Avis* **2** : 451-455. **3** : 1413-1415. **4** : 1924-1929. **5** : 2346-2349. **6** : 2809-2817. **7** : 3279-3286. **8** : 3623-3627. **9** : 4072-4077. **10** : 4486-4497. **11** : 4933-4938.
- Domages de guerre suisses, Affaire des — devant le Conseil de la S. d. N.* **11** : 5187-5188. Voir aussi les procès-verbaux du Conseil (**11** : 5030-5031).
- Douanes*, voir *Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche*.
- Droit des gens*, Manuels du —, où il est question de la Cour **2** : 934-972. **3** : 1618-1645. **4** : 2109-2151. **5** : 2493-2512. **6** : 2967-2990. **7** : 3380, 3434-3449. **8** : 3858-3875. **9** : 4298-4315. **10** : 4731-4764. **11** : 5075-5098.
- Droit international privé* **6** : 3130-3134. **8** : 4003-4004. **9** : 4405-4409. **10** : 4555, 4828-4831. **11** : 5191-5193. Voir aussi *Tribunal international de droit privé*.
- Droit pénal international* **2** : 1279-1289. **3** : 1823-1838. **4** : 2223-2230. **5** : 2649-2658. **6** : 3125. **8** : 3995-3997. **10** : 4817-4820. **11** : 5185-5186.
- Échange des populations grecques et turques* (Convention VI de Lausanne). (Avis n° 10.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 457, 510, 512, 513, 514. **6** : 2824. Suites **2** : 594-596. Études sur l'Avis **2** : 698 et suiv., 739. **4** : 1963-1964, 1973. **5** : 2402. **6** : 2850-2851. **8** : 3676, 3686. **9** : 4131, 4143-4144. **10** : 4574. Voir aussi *Interprétation de l'Accord gréco-turc du 1er déc. 1926*.
- Écoles minoritaires en Albanie*. (Avis du 6 avril 1935.) Texte **11** : 4940, 4956-4959. Études sur l'Avis **11** : 5012-5014.
- Écoles minoritaires*, voir *Minorités (Droits de —) en Haute-Silésie*.
- Élection des Juges* **2** : 407-424. **3** : 1384-1388. **5** : 2298-2321. **6** : 2767-2777. **7** : 3221-3244. **9** : 4038-4040. **11** : 4902-4904.
- Emprunts fédéraux brésiliens émis en France*. (Arrêt n° 15.) Actes et Doc. **6** : 2812. Texte **6** : 2818, 2827, 2832, 2833. **7** : 3297. **8** : 3634. **10** : 4506. Suites **10** : 4515-4517. Études sur l'Arrêt **6** : 2857-2865. **7** : 3332-3333. **8** : 3694. **9** : 4145. **10** : 4584-4587. **11** : 4974.
- Emprunts serbes émis en France*. (Arrêt n° 14.) Actes et Doc. **6** : 2811. Texte **6** : 2818, 2827, 2829, 2832-2833. **7** : 3292, 3297. **8** : 3634. **10** : 4505. Suites **10** : 4514. Études sur l'Arrêt **6** : 2857-2865. **7** : 3332-3333. **8** : 3687-3690, 3694. **9** : 4145. **10** : 4584-4587. **11** : 4974.
- Encyclopédies* **2** : 1062. **3** : 1686. **6** : 3023. **9** : 4340.
- Espagne*, Actes législat. **3** : 1344. **7** : 3166.
- Estonie*, Actes législat. **2** : 265-269. **7** : 3107-3179.
- États-Unis d'Amérique*, Les — et la Cour **2** : 1064-1270. **3** : 1365, 1688-1820. **4** : 2189-2212. **5** : 2555-2646. **6** : 2672-2673, 3026-3097. **7** : 3478-3520. **8** : 3556-3557, 3922-3993. **9** : 4342-4391. **10** : 4789-4816. **11** : 5121-5182. Actes législat. **2** : 270-329. **3** : 1345-1354. **4** : 1881-1888. **7** : 3478. **8** : 3556-3557. **9** : 4025-4027. **10** : 4429. **11** : 4843-4875. Cour suprême des — **2** : 37, 38, 68, 69, 141. Traités d'arbitrage (de 1911) **2** : 9. Traités Bryan **2** : 10, 11. Voir aussi *Pacte Kellogg*.
- États-Unis d'Amérique*, Les — et la Cour, voir aussi *Actes législatifs des divers pays, Documents et Débats parlementaires, Lois et Décrets d'approbation et de publication*.
- Exposés oraux*, voir *Actes et Documents relatifs aux Arrêts et aux Avis*.
- Expulsion du Patriarche œcuménique*. (Requête retirée ultérieurement.) Actes et Doc. **2** : 451.
- Extension de la compétence*, voir *Compétence*.
- Exterritorialité* **2** : 1292. **3** : 1847. **4** : 1918-1923. **5** : 2340-2345. **6** : 2808. **7** : 3269-3272. **8** : 3621-3622. **9** : 4061-4064. **10** : 4480-4484. **11** : 4929-4931.
- Fabian, Comité* — **2** : 43, 44, 65.
- Finlande*, Actes législat. **2** : 330-342. **3** : 1355-1362. **6** : 2709-2720. Proposition finlandaise (Instance de recours) **6** : 2791-2792, 2794-2795. **8** : 3618-3620.

- Fonctionnaires du Greffe*, voir *Greffe de la Cour*.
- France*, Actes législat. **2**: 343-354. **6**: 2721. **8**: 3558-3577. **9**: 4028. Voir aussi **10**: 4524-4533. Représentation du Gouv't français devant la Cour **9**: 4028. Jurisprudence française et la Cour **11**: 5195.
- Frontière albanaise*, voir *Saint-Naoum*.
- Frontière entre la Turquie et l'Irak*. Art. 3, par. 2, du *Traité de Lausanne*. (Avis n° 12.) Actes et Doc. **2**: 451. Texte **2**: 457, 518-523. **3**: 1420. **6**: 2824. Suites **2**: 603-626. **3**: 1435-1437. Études sur l'Avis **2**: 714 et suiv., 739. **3**: 1459-1469, 1472. **4**: 1963-1964, 1977-1978. **5**: 2374-2375. **6**: 2842. **7**: 3321. **9**: 4133, 4134. **10**: 4575-4578.
- Généralités* **2**: 741-869. **3**: 1489-1571. **4**: 2029-2078. **5**: 2411-2465. **6**: 2887-2939. **7**: 3358-3408. **8**: 3772-3836. **9**: 4219-4264. **10**: 4663-4705. **11**: 5026-5055.
- Genève et La Haye* **3**: 1845. **6**: 3135.
- Genève*, voir *Protocole de —*.
- Gex (Pays de —)*, voir *Zones franches*.
- Grande-Bretagne*, la — et la Clause facultative **2**: 356 a-b, 1271-1278. **3**: 1821-1822. **4**: 2213-2222. **5**: 2647-2648. **6**: 3098-3124. **7**: 3180-3195, 3521-3525. **8**: 3995-3997. **9**: 4392-4394. **11**: 5183-5184. Conseil privé (Comité judiciaire du —) comparé à la Cour **10**: 4832. Doc. et Débats parlem. **2**: 355-356 b. **3**: 1363-1365. **4**: 1889. **5**: 2296, 2423-2429. **6**: 2722-2748. **7**: 3180-3195. **8**: 3578-3581. **9**: 4029-4031. **10**: 4430. **11**: 4876-4877. S. d. N. (Publ. offic. britanniques) **4**: 2040. **5**: 2423-2429. **6**: 2899-2903. **7**: 3370-3373.
- Grèce*, voir « *Communautés* », et *Échange*.
- Greffe de la Cour* (Organisation du —) **7**: 3273-3278. Privilèges et immunités diplomatiques des fonctionnaires du — **2**: 1292. **3**: 1847. **4**: 1918-1923. **5**: 2340-2345. **6**: 2808. **7**: 3269-3272. **8**: 3621-3622. **9**: 4061-4064. **10**: 4480-4484. **11**: 4929-4931.
- Groënland* (Statut juridique du Groënland oriental). (Arrêt du 5 avril 1933.) Actes et Doc. **10**: 4486-4492, 4495-4497. Texte **9**: 4084, 4104. **10**: 4507, 4509, 4510. **11**: 4941. Suites **10**: 4544-4547. Études sur l'Arrêt **9**: 4206-4213, 4215-4216, 4218. **10**: 4626-4653. **11**: 4991-5000.
- Groënland* (Statut juridique du territoire du sud-est du —). (Ordonn. des 2 et 3 août 1932.) Actes et Doc. **10**: 4494. Texte **9**: 4079. **10**: 4504, 4507. Études sur les Ordonnances **9**: 4214, 4217. **11**: 4999. (Ordonn. du 11 mai 1933.) Texte **9**: 4086. **11**: 4941. Études sur l'Ordonn. **11**: 4999.
- Grotius et la Cour* **2**: 1294.
- Guerre mondiale*, Av.-proj. parus pendant la — **2**: 35-71. **4**: 1853-1859. **6**: 2669.
- Haïti*, Actes législat. **2**: 357-358. **7**: 3196-3198.
- Haute-Savoie*, voir *Zones franches de la —*.
- Haute-Silésie*, voir *Intérêts allemands en —*.
- Haye (La —)* **3**: 1846. **10**: 4834.
- Haye (La —) et Genève* **3**: 1845. **6**: 3135. Voir aussi *Accords de La Haye*, et *Conférence de la Paix*.
- Histoire*, Manuels d'— contenant des chapitres relatifs à la Cour **2**: 1055-1063. **3**: 1687. **4**: 2184-2188. **5**: 2551-2554. **6**: 3021-3025. **7**: 3475-3477. **11**: 5119-5120.
- Hongrie*, Actes législat. **2**: 359-362. **11**: 4878-4880. La Hongrie et la Cour **11**: 5196. Voir aussi *Différend roumano-hongrois*.
- Immunités diplomatiques* **2**: 1292. **3**: 1847. **4**: 1918-1923. **5**: 2340-2345. **6**: 2808. **7**: 3269-3272. **8**: 3621-3622. **9**: 4061-4064. **10**: 4480-4484. **11**: 4929-4931.
- Inauguration de la Cour* **2**: 425-432. **3**: 1389-1391.
- Indes néerlandaises*, Doc. offic. **6**: 2905. Voir aussi **11**: 5197.
- Intérêts allemands en Haute-Silésie*, Affaire relative à certains —. (Arrêt n° 6.) Actes et Doc. **2**: 451. Texte **2**: 456, 515, 516, 518, 523, 525. **6**: 2824. Études sur l'Arrêt **2**: 713 et suiv., 739. **3**: 1472. **5**: 2373.
- Intérêts allemands en Haute-Silésie*, Affaire relative à certains —. (Fond.) (Arrêt n° 7.) Actes et Doc. **3**: 1413. Texte **2**: 456. **3**: 1421, 1423. **6**: 2825. Études sur l'Arrêt **2**: 735 et suiv. **3**: 1476-1478. **4**: 1976, 1979. **5**: 2373. Voir aussi *Chorzów*.
- Internationalisme* **2**: 1047-1054. **3**: 1678-1685. **4**: 2174-2183. **5**: 2548-2550. **6**: 3017-3020. **7**: 3469-3474. **8**: 3902-3918. **9**: 4336-4338. **10**: 4782-4786.
- Interprétation de l'Accord gréco-bulgare du 9 déc. 1927 (Accord Caphandaris*

- Molloff*. (Avis du 8 mars 1932.) Actes et Doc. **9** : 4073. Texte **8** : 3632, 3653. **10** : 4504. Suites **9** : 4117-4118. Études sur l'Avis **8** : 3769. **9** : 4124, 4160. **11** : 4977.
- Interprétation de l'Accord gréco-turc du 1<sup>er</sup> déc. 1926 (Protocole final, art. IV)*. (Avis n° 16.) Actes et Doc. **5** : 2348. Texte **5** : 2353, 2359. **6** : 2826 bis. Suites **5** : 2365-2366. Études sur l'Avis **10** : 4583.
- Interprétation de la Convention de 1919 concernant le travail de nuit des femmes*. (Avis du 15 nov. 1932.) Actes et Doc. **9** : 4076. Texte **9** : 4081, 4088-4089, 4102-4103. **10** : 4504, 4507. Suites **9** : 4119-4120. **10** : 4538-4543. Études sur l'Avis **9** : 4203-4205. **10** : 4625. **11** : 4988-4989.
- Interprétation du Statut du Territoire de Memel*. (Arrêts des 24 juin et 11 août 1932.) Actes et Doc. **9** : 4075. Texte **9** : 4078, 4080, 4094-4101. **10** : 4504, 4507. Études sur les Arrêts **9** : 4181-4202. **10** : 4619-4624. **11** : 4985-4987. Voir aussi **9** : 4029-4030.
- Irak*, voir *Frontière entre la Turquie et l'—*.
- Irlande*, Actes législat., Doc. et Débats parlem. **3** : 1366. **6** : 2749. **7** : 3199-3201. Voir aussi **6** : 3127. **8** : 3894.
- Italie*, Actes législat. **7** : 3202. **8** : 3582.
- Japon*, Actes législat. **4** : 1890.
- Jaworzina (Javorina) (Affaire de —)*. (Avis n° 8.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 457, 492-498. **3** : 1419. **6** : 2822. Suites **2** : 582-591. Études sur l'Avis **2** : 681 et suiv., 739. **4** : 1963-1964, 1968-1969. **5** : 2375. **6** : 2839 bis. **8** : 3673. **10** : 4570-4571.
- Journaux* **2** : 1063. **6** : 3024.
- Juges*, Biographie des — **2** : 407-424. **3** : 1384-1388. **4** : 1897-1901. **5** : 2298-2321. **6** : 2778-2782. **7** : 3221-3245. **8** : 3590-3591. **9** : 4038-4040. **10** : 4439-4442. **11** : 4886-4901. Élection des — **2** : 407-424. **3** : 1384-1388. **5** : 2298-2321. **6** : 2767-2777. **7** : 3221-3244. **8** : 3590-3591. **9** : 4038-4040. **11** : 4902-4904. Privilèges et immunités diplomatiques des — **2** : 1292. **3** : 1847. **4** : 1918-1923. **5** : 2340-2345. **6** : 2808. **7** : 3269-3272. **8** : 3621-3622. **9** : 4061-4064. **10** : 4480-4484. **11** : 4929-4931.
- Juges ad hoc* **8** : 3588-3589. **10** : 4443.
- Juridiction territoriale de la Commission internationale de l'Oder*. (Arrêt n° 16.) Doc. **6** : 2817. Texte **6** : 2820, 2832, 2834. **7** : 3291, 3297. **8** : 3634, 3636. Études sur l'Arrêt **7** : 3345. **8** : 3691, 3694. **9** : 4146.
- Juristes*, voir *Comité[s] de —*.
- Justice*, voir *Arbitrage et —*.
- Kellogg*, voir *Pacte Kellogg*.
- Landwarów-Kaisiadorys*, voir *Trafic ferroviaire*, etc.
- Législation*, voir *Actes législatifs*.
- Lettonie*, Actes législat. **2** : 363-364. **7** : 3203-3205.
- Lithuanie*, Actes législat. **10** : 4431-4432.
- Litispendance, Exception de —* **6** : 2787.
- Locarno*, voir *Accords de —*.
- Locaux de la Cour dans le Palais de la Paix* **9** : 4065-4071. **10** : 4485. **11** : 4932.
- Lois d'approbation et de publication des divers pays* **2** : 231-406. **3** : 1326-1383. **4** : 1876-1896. **5** : 2291-2297. **6** : 2691-2766. **7** : 3160-3216. **8** : 3555-3583. **9** : 4024-4032. **10** : 4431-4434. **11** : 4842, 4878-4881.
- Lotus*, *Affaire du —*. (Arrêt n° 9.) Actes et Doc. **4** : 1925. **7** : 3286. Texte **4** : 1930, 1940-1952. **5** : 2356. **6** : 2826. **7** : 3286. Études sur l'Arrêt **3** : 1488. **4** : 1981-2014. **5** : 2377-2390. **6** : 2852-2854. **7** : 3323-3324. **8** : 3679-3685. **9** : 4136-4138. **10** : 4557, 4579-4582.
- Luxembourg*, Actes législat. **2** : 365. **6** : 2750. **7** : 3206. Voir aussi **9** : 4414.
- Mandats (Les — et la Cour)* **7** : 3255 bis, 3530-3532. **9** : 4411.
- Maroc*, voir *Décrets de nationalité*.
- Mavrommatis, Affaire des Concessions — en Palestine*. (Arrêt n° 2.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 456, 499-507, 513. **6** : 2823. Études sur l'Arrêt **2** : 689 et suiv., 739. **5** : 2369. **10** : 4557, 4573.
- Mavrommatis, Affaire des Concessions —*. (Arrêt n° 5.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 456, 499-507, 511, 513. **6** : 2824. Études sur l'Arrêt **2** : 689 et suiv. **10** : 4557, 4573.
- Mavrommatis, Affaire des Concessions — (réadaptation). (Compétence.)* (Arrêt n° 10.) Actes et Doc. **4** : 1926. Texte **4** : 1931. **5** : 2356. **6** : 2826. Études sur l'Arrêt **4** : 2013, 2015. **5** : 2370, 2371. **10** : 4557, 4572, 4573.
- Memel*, voir *Interprétation du Statut du Territoire de —*.
- Mesures conservatoires* **7** : 3248. **8** : 3592, 3597. **9** : 4041. **11** : 4905-4906. Voir aussi les ordonnances dans la collection des Arrêts et Avis de la Cour.

- Minorité allemande*, voir *Réforme agraire polonaise*.
- Minorités* **2**: 1297-1299. **3**: 1844. **4**: 2256-2257. **6**: 2786, 3128-3129. **7**: 3255, 3533-3536. **8**: 3605, 3998-4001. **9**: 4395-4404. **10**: 4821-4826.
- Minorités en Albanie*, voir *Écoles minoritaires en Albanie*.
- Minorités (Droits de —) en Haute-Silésie* (Arrêt n° 12.) Actes et Doc. **5**: 2347. Texte **4**: 1935, 1960. **5**: 2357, 2358, 2362. **6**: 2826 bis. Études sur l'Arrêt **4**: 2022-2025. **5**: 2399, 2400. **6**: 2847-2849. **7**: 3329, 3330. **9**: 4142.
- Minorités en Haute-Silésie*, voir aussi *Accès aux écoles minoritaires allemandes en Haute-Silésie*.
- Monastère de Saint-Naoum*, voir *Saint-Naoum*.
- Monographies sur la Cour en général* **2**: 763-869. **3**: 1502-1571. **4**: 2045-2078. **5**: 2432-2465. **6**: 2907-2939. **7**: 3377-3408. **8**: 3790-3836. **9**: 4233-4264. **10**: 4675-4705. **11**: 5041-5055.
- Mossoul*, voir *Frontière entre la Turquie et l'Irak*.
- Nationalité*, voir *Décrets de —*.
- Nationalité polonaise*, voir *Acquisition de la —*.
- Nationaux polonais*, voir *Traitement des —*.
- Neutres*, Av.-proj. des Puissances — **2**: 72-127. **4**: 1860-1866.
- Norvège*, Actes légis. **2**: 366-375. **6**: 2751-2753. Voir aussi **10**: 4544. Av.-proj. norvégien **2**: 83, 84, 88, 91, 111-112. S. d. N., Publ. offic. norvégiennes **2**: 754-758. **10**: 4674.
- Nouvelle-Zélande*, Actes légis. **2**: 376. **6**: 2754.
- Oder*, voir *Juridiction territoriale de la Commission internationale de l'—*.
- Optants hongrois*, voir *Différend roumano-hongrois*.
- Ordonnances*, voir *Arrêts*, et aussi sous les affaires mêmes.
- Organisation centrale pour une paix durable* **2**: 49, 55, 65, 66.
- Organisation de la Cour* **2**: 128-450. **3**: 1300-1412. **4**: 1867-1923. **5**: 2281-2345. **6**: 2672-2808. **7**: 3140-3278. **8**: 3547-3622. **9**: 4010-4071. **10**: 4424-4485. **11**: 4841-4932.
- Organisation du Greffe de la Cour* **7**: 3273-3278.
- Organisation internationale du Travail*, Ouvrages sur l'—, où il est question de la Cour **2**: 927-933. **3**: 1614-1617. **4**: 2107-2108. **5**: 2490-2492. **6**: 2965, 2966. **7**: 3431-3433. **9**: 4297. **10**: 4729. **11**: 5073-5074, 5126, 5152. Voir aussi *Compétence de l'—*.
- Oscar Chinn*, *Affaire —*, voir *Chinn* (*Affaire Oscar —*).
- Ouvrages contenant des chapitres relatifs à la Cour* **2**: 870-1063. **3**: 1572-1687. **4**: 2079-2188. **5**: 2466-2554. **6**: 2940-3025. **7**: 3409-3477. **8**: 3837, 3921. **9**: 4265-4341. **10**: 4706-4788. **11**: 5056-5120.
- Ouvrages de fond sur la Cour en général* **2**: 763-780. **3**: 1502-1506. **4**: 2045-2078. **5**: 2432-2436. **6**: 2907-2909. **7**: 3377-3381. **8**: 3790-3795. **9**: 4233-4235. **10**: 4675-4679. **11**: 5041.
- Pacifisme* **2**: 1047-1054. **3**: 1678-1685. **4**: 2174-2183. **5**: 2548-2550. **6**: 3017-3020. **7**: 3469-3474. **8**: 3902-3918. **9**: 4336-4338. **10**: 4778-4781. **11**: 5118.
- Pacte Kellogg* **5**: 2544-2546. **6**: 3010-3014. **7**: 3463. **10**: 4776-4777. **11**: 5109-5112, 5189.
- Paiement de divers emprunts serbes émis en France*, voir *Emprunts*.
- Paiement, en or, des emprunts fédéraux brésiliens émis en France*, voir *Emprunts*.
- Palais de la Paix*, voir *Locaux de la Cour dans le —*.
- Panama*, Loi d'approbation et de publication **5**: 2297.
- Pape (Le —) et la Société des Nations* **6**: 3126.
- Paraguay*, Actes légis. **11**: 4881.
- Paris*, voir *Accords de La Haye et de Paris*.
- Particuliers (Accès des —) à des juridictions internationales* **6**: 3130-3132. **9**: 4405-4409. **10**: 4827-4831. **11**: 5193.
- Pays de Gex*, voir *Zones franches*.
- Pays-Bas*, Actes légis. **2**: 377-387. **3**: 1367. **4**: 1891. **6**: 2755-2758. **7**: 3207-3208. **9**: 4067-4071. Av.-proj. néerlandais de Cour **2**: 91, 111-112. S. d. N., Publ. offic. néerlandaises **2**: 750-753. **3**: 1497. **4**: 2037-2039. **5**: 2430-2431. **6**: 2904. **7**: 3376. **8**: 3789. **9**: 4231. **10**: 4673. **11**: 5040. Voir aussi *Indes néerlandaises*.
- Pázmány (Université Peter —)*, voir *Université*.
- Pérou*, Actes légis. **8**: 3583.

- Phares (Affaire franco-hellénique des—)*. (Arrêt du 17 mars 1934.) Actes et Doc. **11** : 4937. Texte **10** : 4503, 4511. **11** : 4946, 4950-4951. Études sur l'Arrêt **10** : 4662. **11** : 5007-5008.
- Plaidoies*, voir *Actes et Documents relatifs aux Arrêts et aux Avis*.
- Pless (Affaire relative à l'administration du prince von —)*. Actes et Doc. **11** : 4933. (*Exception préliminaire*.) (Ordonn. du 4 févr. 1933.) Texte **9** : 4083. **10** : 4507. **11** : 4941. (*Mesures conservatoires*.) (Ordonn. du 11 mai 1933.) Texte **9** : 4085, 4104. **11** : 4941, 4945. (*Prorogation*.) (Ordonn. du 4 juillet 1933.) Texte **10** : 4498. **11** : 4941, 4945. (*Rayée du rôle de la Cour*.) (Ordonn. du 2 déc. 1933.) Texte **10** : 4500. **11** : 4941, 4945. Études sur les Ordonn. **10** : 4654, 4655. **11** : 4990.
- Politique*, Ouvrages sur la —, où il est question de la Cour **2** : 1036-1046. **3** : 1677. **4** : 2168-2173. **5** : 2547. **6** : 3015-3016. **7** : 3464-3468. **8** : 3896-3901. **9** : 4331-4335. **10** : 4778-4781. **11** : 5113-5117.
- Politique*, Différends de caractère —, voir *Différends*.
- Pologne*, Actes légis. **2** : 388-392.
- Populations grecques et turques*, voir *Échange des —*.
- Portugal*, Actes légis. **7** : 3209-3211.
- Poste polonaise à Dantzig*, voir *Service postal —*.
- Préparation du Règlement*, voir *Règlement*.
- Préparation du Statut*, voir *Statut*.
- Président de la Cour*, Élection du — **10** : 4439, 4441-4442. Pouvoirs du — **9** : 4059-4060.
- Privilèges et immunités diplomatiques* **2** : 1292. **3** : 1847. **4** : 1918-1923. **5** : 2340-2345. **6** : 2808. **7** : 3269-3272. **8** : 3621-3622. **9** : 4061-4064. **10** : 4480-4484. **11** : 4929-4931.
- Procédure* **2** : 433-439. **3** : 1392-1395. **4** : 1902-1905. **5** : 2322-2325. **6** : 2783-2788. **7** : 3246-3252, 3454, 3455. **8** : 3592-3599. **9** : 4041. **10** : 4444-4446. **11** : 4905-4910.
- Projets*, voir *Avant-projets*.
- Protocole de Genève* **2** : 1007-1023. **3** : 1671-1673. **4** : 2166. **6** : 3007. **10** : 4772-4773.
- Protocole de signature*, Textes du — **2** : 211-230. **3** : 1319-1325. **4** : 1872-1875. **6** : 2689. **7** : 3156-3159. **8** : 3552-3554.
- Protocole de Vienne*, voir *Privilèges et immunités diplomatiques*.
- Questions spéciales relatives à la Cour* **2** : 1064-1299. **3** : 1688-1847. **4** : 2189-2259. **5** : 2555-2661. **6** : 3026-3135. **7** : 3478-3536. **8** : 3922-4005. **9** : 4342-4418. **10** : 4789-4833. **11** : 5121-5199.
- Radiophonie* **8** : 4002.
- Rapports annuels de la Cour* **2** : 759-762. **3** : 1498-1501. **4** : 2041-2044. **5** : 2419-2422. **6** : 2895-2898. **7** : 3366-3369. **8** : 3781-3784. **9** : 4227-4230. **10** : 4671-4672. **11** : 5034-5035.
- Rapports entre les États* **2** : 1031-1035. **3** : 1677. **4** : 2168-2173. **5** : 2547. **6** : 3015-3016. **7** : 3464-3468. **8** : 3896-3901. **9** : 4131-4135. **10** : 4778-4781. **11** : 5113-5117.
- Ratification des divers pays* **7** : 3217-3220. **8** : 3584-3587. **9** : 4033-4037. **10** : 4435-4438. **11** : 4882-4885.
- Reconvention* **6** : 2783-2784. **7** : 3247.
- Recours, Instance de —* **6** : 2791-2792, 2794-2795. **8** : 3618-3620. **9** : 4042, 4043, 4054. **10** : 4458, 4460, 4461.
- Réforme agraire en Roumanie*, voir *Différend roumano-hongrois*.
- Réforme (La —) agraire polonaise et la minorité allemande*. Actes et Doc. **11** : 4934. (*Mesures conservatoires*.) (Ordonn. du 29 juill. 1933.) Texte **10** : 4499. **11** : 4941, 4944. Études sur l'Ordonn. **10** : 4656. (*Rayée du rôle de la Cour*.) (Ordonn. du 2 déc. 1933.) Texte **10** : 4501. **11** : 4941.
- Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche*. (Avis du 5 sept. 1931.) Actes et Doc. **8** : 3624. Texte **8** : 3628, 3639-3647. **9** : 4090. Suites **8** : 3658-3659. Études sur l'Avis **8** : 3708-3763. **9** : 4124, 4148-4156. **10** : 4592-4597. **11** : 4975.
- Règlement et Règlement révisé* **2** : 433-439. **3** : 1392-1395. **4** : 1902-1905. **6** : 2788. **7** : 3246-3252. **8** : 3592-3599. **10** : 4444-4446.
- Réparations, Question des —* **9** : 4410, 4416.
- Revision du Règlement*, voir *Règlement*.
- Revision du Statut*, voir *Statut*.
- Roumanie*, Actes légis. **3** : 1368. **7** : 3212. Voir aussi *Différend roumano-hongrois*.
- Russie soviétique (La —) et la Cour* **11** : 5198-5199.
- Saint-Naoum, Affaire du Monastère de —*. (Frontière albanaise.) (Avis n° 9.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 457, 503, 513. **6** : 2823. Suites **2** :

- 592-593. **3** : 1434. Études sur l'Avis **2** : 695 et suiv., 739. **4** : 1970-1972. **8** : 3674-3675. **9** : 4130.
- Saint-Siège*, voir *Pape (Le —) et la Société des Nations*.
- Salvador*, Actes législat. **7** : 3213-3214. *Sanctions* **9** : 4418.
- Savoie (Haute- —)*, voir *Zones franches*.
- Service postal polonais à Dantzig*. (Avis n° 11.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 457, 509-514, 516. **6** : 2824. Suites **2** : 597-602. Études sur l'Avis **2** : 705 et suiv., 739. **3** : 1452-1458, 1472. **4** : 1963-1964, 1974-1975. **5** : 2376. **7** : 3320. **8** : 3677-3678. **9** : 4132.
- Société des Nations*, Élaboration du Statut de la Cour par le Conseil et par la 1<sup>ère</sup> Assemblée **2** : 128-210. **3** : 1300-1318. **4** : 1867-1871. **7** : 3140. Révision du Statut de la Cour à la suite d'une décision de la 9<sup>me</sup> Assemblée **5** : 2281-2290. **6** : 2672-2688, 2690, 2695, 2704, 2706, 2709-2721, 2748, 2750-2763. **7** : 3141-3155, 3160-3216. **8** : 3547-3551. **9** : 4010-4023. **10** : 4424-4425, 4431, 4433. Ouvrages sur la —, où il est question de la Cour **2** : 870-926. **3** : 1572-1613. **4** : 2079-2106. (Voir aussi **4** : 2258.) **5** : 2466-2489. **6** : 2940-2964. **7** : 3409-3430. **8** : 3837-3857. **9** : 4265-4296. **10** : 4706-4728. **11** : 5056-5072. Texte du Pacte de la — **2** : 92, 93, 94. **4** : 1860-1861. Projets de Pacte **2** : 72-127. **4** : 1860-1861. **5** : 2279-2280. **6** : 2669-2671. **7** : 3139. **8** : 3544. Publ. offic. de la — **2** : 741-748. **3** : 1489-1496. **4** : 2029-2036. **5** : 2411-2418. **6** : 2887-2894. **7** : 3358-3365. **8** : 3772-3779. **9** : 4219-4230. **10** : 4663-4670. **11** : 5026-5033, 5036-5039. Recours ouverts aux particuliers contre la — **4** : 2258.
- Solution pacifique des différends internationaux*. Ouvrages sur la —, où il est question de la Cour **2** : 973-1030. **3** : 1646-1676. **4** : 2152-2188. **5** : 2513-2546. **6** : 2991-3014. **7** : 3450-3463. **8** : 3876-3895. **9** : 4316-4330. **10** : 4765-4777. **11** : 5099-5112.
- Sources officielles* **2** : 741-762. **3** : 1489-1501. **4** : 2029-2044. **5** : 2411-2431. **6** : 2887-2906. **7** : 3358-3376. **8** : 3772-3789. **9** : 4219-4232 a. **10** : 4663-4674. **11** : 5026-5040.
- Stationnement des navires de guerre polonais*, voir *Accès des —*.
- Statut*, Commentaires du — **10** : 4426, 4428. Élaboration du — par le Conseil et par la 1<sup>ère</sup> Assemblée de la S. d. N. **2** : 128-210. **3** : 1300-1318. **4** : 1867, 1871. **7** : 3140. **8** : 3547-Interprétation **10** : 4426. Révision du — (décision de la 9<sup>me</sup> Assemblée) **5** : 2281-2290. **6** : 2672-2688, 2690-2695, 2704, 2706, 2709-2721, 2748, 2750-2763. **7** : 3141-3155, 3160-3216. **8** : 3548-3551. **9** : 4010-4024, 4031. **10** : 4424-4425, 4431, 4433. Texte du — **2** : 211-230. **3** : 1319-1325. **4** : 1872-1875. **6** : 2689. **7** : 3156-3159. **8** : 3552-3554. **10** : 4427.
- Statut*, voir aussi *Actes législatifs des divers pays*; *Documents et Débats parlementaires*; *Lois et décrets d'approbation et de publication*.
- Statut de la Carélie orientale*. (Avis n° 5.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 457, 475-491. **6** : 2822. Suites **2** : 542-553. Études sur l'Avis **2** : 653 et suiv., 739. **11** : 4971.
- Statut du Territoire de Memel*, voir *Interprétation du —*.
- Statut juridique du Groënland oriental*, voir *Groënland*.
- Statut juridique du territoire du sud-est du Groënland*, voir *Groënland*.
- Suède*, Av.-proj. suédois de Cour **2** : 84, 85, 86, 87, 88, 91, 111-112. Actes législat. **2** : 393. **3** : 1369-1382. **6** : 2759-2760.
- Suisse*, Actes législat. **2** : 394-404. **6** : 2761-2766; voir aussi **10** : 4535-4536. Av.-proj. suisse de Cour **2** : 89, 90, 91, 111-112. S. d. N., Doc. offic. suisses **6** : 2906. **8** : 3785-3788. **9** : 4232-4232 a. Voir aussi *Dommages de guerre suisses*.
- Suites des Arrêts et des Avis* **2** : 526-626. **3** : 1434-1440. **4** : 1961-1962. **5** : 2363-2366. **7** : 3304-3307. **8** : 3655 a-3665. **9** : 4105-4120. **10** : 4512-4547. **11** : 5015-5025.
- Tchécoslovaquie*, Actes législat. **2** : 405-406.
- Timbres de la Cour* **10** : 4835.
- Trafic ferroviaire entre la Lithuanie et la Pologne (section de ligne Landwardów-Kaisiadorys)*. (Avis du 15 oct. 1931.) Actes et Doc. **8** : 3625. Texte **8** : 3629, 3648-3651. **9** : 4090. Suites **8** : 3660-3661. Études sur l'Avis **8** : 3764. **9** : 4124. **10** : 4598-4599. **11** : 4976.
- Traité de Lausanne*, voir *Frontière entre la Turquie et l'Irak*.
- Traité de Neuilly*, art. 179, annexe, par. 4 (*interprétation*). (Arrêt n° 3.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 456, 503-506, 513. **6** : 2823. Études sur l'Arrêt **2** : 694 et suiv., 739. **5** : 2372. (Arrêt n° 4, *Interprétation de l'Arrêt*

- n° 3.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 456, 503-506, 511, 513. **6** : 2824. Études sur l'Arrêt **2** : 694 et suiv., 739.
- Traité de Trianon*, Revision du — **9** : 4413.
- Traité sino-belge, Dénonciation du* —. Ordonnances **3** : 1416, 1429-1431, 1433. **4** : 1934. **5** : 2350, 2352. **6** : 2826, 2826 bis. **8** : 3634. Actes et Doc. **6** : 2809. Articles de revues **3** : 1485-1487. **4** : 2020-2021. **5** : 2401. **6** : 2855.
- Traitement des nationaux polonais et des autres personnes d'origine ou de langue polonaise dans le territoire de Danzig.* (Avis du 4 févr. 1932.) Actes et Doc. **9** : 4072. Texte **8** : 3631, 3653, 3654, 3655. **9** : 4091. **10** : 4504. Suites **8** : 3664-3665. **9** : 4115-4116. **10** : 4518-4523. Études sur l'Avis **8** : 3766-3768. **9** : 4124, 4157-4159. **10** : 4602.
- Traités Bryan* **2** : 10, 11.
- Travail, Organisation internationale du* —, voir *Compétence de l'—*.
- Travail de nuit des femmes*, voir *Interprétation de la Convention de 1919 concernant le —*.
- Travaux préparatoires* **7** : 3252.
- Tribunal arbitral mixte hungaro-tchécoslovaque (Appels contre certains jugements du —)*, voir *Appels*, et aussi *Université Peter Pázmány*.
- Tribunal international de droit privé* **11** : 5189-5190.
- Tunisie*, voir *Décrets de nationalité en —*.
- Union interparlementaire* **2** : 18, 19, 20, 26 34.
- Université Peter Pázmány c/ État tchécoslovaque. Appel contre une sentence du T. A. M. hungaro-tchécoslovaque.* (Arrêt du 15 déc. 1933.) Actes et Doc. **11** : 4935-4936. Texte **10** : 4502. **11** : 4941, 4946-4949. Études sur l'Arrêt **10** : 4657-4661. **11** : 5001-5006.
- Uruguay*, Actes légis. **4** : 1892-1896. **7** : 3215-3216. **10** : 4433-4434.
- Venezuela*, Actes légis. **3** : 1383. **9** : 4032.
- Wilson*, Projets du président — **2** : 73. **4** : 1860-1861. **5** : 2279-2280.
- « *Wimbledon* », *Affaire du vapeur* —. (Arrêt n° 1.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 456, 458, 486-491, 497, 498. **6** : 2822. Études sur l'Arrêt **2** : 661 et suiv., 739. **3** : 1441-1446. **5** : 2367. **8** : 3672. **9** : 4127-4129. **10** : 4557, 4567.
- Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex.* (Ordonn. du 19 août 1929.) Actes et Doc. **6** : 2813-2816. Texte **6** : 2819, 2827, 2830-2832. **8** : 3634. Études sur l'affaire **6** : 2866-2879. **7** : 3297. *Deuxième phase* (Ordonn. du 6 déc. 1930). Actes et Doc. **7** : 3281-3285. Texte **7** : 3289, 3297, 3299-3303. **8** : 3634, 3637. Études **7** : 3309-3310, 3312, 3313. 3334-3344. **8** : 3696-3704. *Troisième phase* (Arrêt du 7 juin 1932). Actes et Doc. **9** : 4074. Texte **8** : 3633. **9** : 4092-4094. **10** : 4504, 4507, 4508. Suites **10** : 4524-4537. **11** : 5018-5025. Études sur l'Arrêt **8** : 3770-3771. **9** : 4161-4180. **10** : 4603-4617. **11** : 4978-4984.

CHAPITRE X

---

QUATRIÈME ADDENDUM  
A LA QUATRIÈME ÉDITION  
DE LA COLLECTION DES TEXTES  
RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR <sup>1</sup>

---

La quatrième édition de la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*, datée du 31 janvier 1932, cite tous les actes internationaux entrés en vigueur ou simplement signés qui confèrent, à un titre quelconque, une compétence à la Cour ou à son Président, et qui étaient parvenus à la connaissance du Greffe avant cette date. La *Collection* reproduit intégralement ceux qui ont pour objet le règlement pacifique des différends ; pour les autres, elle en donne les extraits pertinents.

Les premier, second et troisième addenda à cette édition, qui ont paru dans le Huitième Rapport annuel (pp. 427-478), dans le Neuvième Rapport annuel (pp. 277-365) et dans le Dixième Rapport annuel (pp. 253-354), contiennent tous les renseignements en la matière parvenus au Greffe au 15 juin 1934.

Ci-après sont données, à titre de « quatrième addendum », les informations additionnelles obtenues du 15 juin 1934 au 15 juin 1935.

Le présent chapitre a donc pour but de mettre à jour la quatrième édition de la *Collection* complétée par les chapitres X des Huitième, Neuvième et Dixième Rapports annuels. Comme ceux-ci, il est divisé en deux sections : la première contient les modifications et additions qu'il y a lieu d'apporter aux textes cités dans ladite édition et ses addenda, du fait, entre autres, de nouvelles signatures, de ratifications, etc. ; les numéros d'ordre se réfèrent soit à la *Collection*, soit aux addenda. La seconde section contient les nouveaux actes internationaux parvenus à la connaissance du Greffe depuis qu'a paru le Dixième Rapport annuel. Ils sont répartis selon le système suivi pour la *Collection*. Pour la langue dans laquelle les actes sont reproduits, il

---

<sup>1</sup> Publications de la Cour, Série D, n° 6.

a paru préférable de suivre le système appliqué dans la quatrième édition de la *Collection des Textes* (cf. préface de cette publication, p. 10).

La *Collection*, avec ses addenda, ne saurait prétendre à être absolument complète et exacte ; toutefois, elle se fonde exclusivement sur des données officielles, tant en ce qui concerne l'existence même des clauses touchant l'activité de la Cour que pour ce qui est du texte de ces clauses et de l'état des signatures et ratifications y afférentes. Ces données sont de deux espèces différentes : publications officielles soit de la Société des Nations et des organes de celle-ci, soit des divers gouvernements ; communications directes émanant de ces mêmes sources <sup>1</sup>.

*De même que l'année précédente, il a été procédé à un tirage à part du présent chapitre, afin que l'addendum puisse facilement être ajouté à la Collection des Textes. Ce tirage peut être mis à la disposition des personnes qui sont en possession de la quatrième édition de la Collection.*

---

<sup>1</sup> Voir, pp. 38-39 du présent Rapport, le récit des démarches faites par le Greffier de la Cour auprès des gouvernements des États admis à ester en justice devant la Cour pour les amener à communiquer au Greffe les textes des nouveaux accords conclus par eux et contenant des dispositions relatives à la juridiction de la Cour.

## SECTION I

MODIFICATIONS ET ADDITIONS AUX TEXTES CITÉS  
DANS LA QUATRIÈME ÉDITION DE LA COLLECTION DES  
TEXTES ET DANS LES PREMIER, SECOND ET TROISIÈME  
ADDENDA A CETTE ÉDITION<sup>1</sup>

---

6. — PROTOCOLE RELATIF  
A LA REVISION DU STATUT DE LA COUR.

Genève, 14 septembre 1929.

<i>Ratif.</i> <sup>2</sup> (suite) :	Éthiopie	30 mars 1935
	Panama	(dépôt non encore effec- tué)

---

8. — PROTOCOLE RELATIF  
A L'ADHÉSION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE  
AU PROTOCOLE DE SIGNATURE DU STATUT DE LA COUR.

Genève, 14 septembre 1929.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Éthiopie	30 mars 1935
	Panama	2 mai 1935

---

9. — DISPOSITION FACULTATIVE  
RELATIVE A L'ACCEPTATION COMME OBLIGATOIRE  
DE LA JURIDICTION DE LA COUR.

**Texte des déclarations apposées à la Disposition facultative** (*suite*).

**Grèce** (renouvellement).

(*Dépôt de l'instrument de ratification : 19 juillet 1935.*)

Au nom du Gouvernement hellénique et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre de la Société des Nations ou État acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, et pour une nouvelle période de cinq années, à compter du 12 septembre 1934, la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale sur les catégories de différends visées à l'alinéa 2 de l'article 36 du Statut de la Cour, à l'exception :

<sup>1</sup> Voir E 8, pp. 429-440 ; E 9, pp. 279-305 ; E 10, pp. 255-322.

<sup>2</sup> *Ratif.* : *Ratifications.*

a) des différends ayant trait au statut territorial de la Grèce, y compris ceux relatifs à ses droits de souveraineté sur ses ports et ses voies de communications ;

b) des différends ayant directement ou indirectement trait à l'application des traités ou conventions acceptés par elle et prévoyant une autre procédure.

Cette acceptation déploie ses effets dès la signature de la présente déclaration.

Genève, le 12 septembre 1934.

(Signé) D. MAXIMOS.

---

**Éthiopie** (renouvellement).

En se référant à la déclaration en date du 15 avril 1932, le soussigné déclare, au nom du Gouvernement impérial d'Éthiopie, reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de tout membre ou État acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut, en exceptant les différends futurs à propos desquels les parties auraient convenu d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.

Cette acceptation est donnée pour une même période de deux ans à compter de ce jour, avec effet rétroactif pour couvrir la période comprise entre le 16 juillet 1933 et la date de signature de la présente déclaration.

Genève, le 18 septembre 1934.

(Signé) C<sup>te</sup> LAGARDE, duc d'ENTOTTO.

---

**Lettonie** (renouvellement).

(Dépôt de l'instrument de ratification : 26 février 1935.)

Au nom du Gouvernement letton et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou État acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour, sur tous les différends qui se seraient élevés après le 26 février 1930, date du dépôt de la ratification de la déclaration faite à Genève le 10 septembre 1929, ou qui s'élèveraient à l'avenir, au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite date, sauf les cas où les parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.

La présente déclaration est faite pour une durée de cinq ans ; à l'expiration de ce délai, elle continuera à avoir ses pleins effets jusqu'à ce que notification soit donnée de son abrogation.

Genève, le 31 janvier 1935.

(Signé) JULES FELDMANS.

---

**Lithuanie** (renouvellement).

Faisant suite à la déclaration d'adhésion à la disposition facultative du protocole de signature concernant le Statut de la Cour permanente de Justice internationale, faite par le représentant de la Lituanie, le 14 janvier 1930 à Genève, je déclare par la présente, au nom du Gouvernement de la République de Lituanie, reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour, pour une nouvelle durée de cinq ans avec effet à partir du 14 janvier 1935.

(Signé) S. LOZORAITIS,  
Ministre des Affaires étrangères.

---

Tableau des États ayant souscrit à la Disposition facultative <sup>1</sup>.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle <sup>2</sup> .
Union sud-africaine	19 IX 29	Ratification. Réciprocité. 10 ans, et par la suite jusqu'à notification de l'abrogation. Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification, sauf les différends — au sujet desquels les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ; — entre Membres de la Société des Nations qui sont également membres du Commonwealth britannique ; — relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction de l'Union sud-africaine. Faculté, pour les différends examinés par le Conseil, de suspendre sous certaines conditions la procédure judiciaire.	7 IV 30
Albanie	17 IX 30	Ratification. Réciprocité. 5 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification). Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification. A l'exception des différends a) qui ont trait au statut territorial de l'Albanie ; b) qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction de l'Albanie ; c) qui, directement ou indirectement, concernent l'application de traités prévoyant un autre mode de règlement pacifique.	17 IX 30

<sup>1</sup> Parfois la date de la signature de la Disposition facultative n'a pas été inscrite dans la déclaration. Dans ces cas, le tableau donne entre parenthèses une indication approximative fondée sur la date à laquelle la déclaration a été publiée pour la première fois dans un document officiel de la Société des Nations ; ce document est alors mentionné en note.

<sup>2</sup> La ratification n'est en effet pas exigée par le texte de la Disposition facultative.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Allemagne	23 IX 27	Ratification. Réciprocité. 5 ans. Pour tout différend qui s'élèverait après la ratification au sujet de situations ou faits postérieurs à ladite ratification. Sous réserve des cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	29 II 28
	<i>Renouvelé</i> le 9 II 33	Ratification. Prorogation pour 5 ans à partir du 1 <sup>er</sup> mars 1933.	5 VII 33
Australie	20 IX 29	( <i>Voir, mutatis mutandis, les conditions stipulées par l'Union sud-africaine.</i> )	18 VIII 30
Autriche	14 III 22	Réciprocité. 5 ans.	
	<i>Renouvelé</i> le 12 I 27	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification).	13 III 27
Belgique	25 IX 25	Ratification. Réciprocité. 15 ans. Pour tout différend qui s'élèverait après la ratification au sujet de situations ou faits postérieurs à ladite ratification. Sous réserve des cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	10 III 26
Brésil	I XI 21 <sup>1</sup>	Réciprocité. 5 ans. Sous réserve de l'acceptation de la juridiction obligatoire par deux au moins des Puissances représentées d'une façon permanente au Conseil de la Société des Nations <sup>2</sup> .	
Bulgarie	(1921) <sup>3</sup>	Réciprocité.	12 VIII 21

<sup>1</sup> La déclaration du Brésil est contenue dans l'instrument de ratification du Protocole de signature du Statut (déposé le 1<sup>er</sup> novembre 1921).

<sup>2</sup> L'Allemagne et la Grande-Bretagne — Puissances représentées d'une façon permanente au Conseil de la Société des Nations — sont liées, la première depuis le 29 février 1928, et la seconde depuis le 5 février 1930.

<sup>3</sup> Déclaration reproduite dans le *Recueil des Traités* de la Société des Nations, vol. VI (1921), n° 170.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Canada	20 IX 29	(Voir, mutatis mutandis, les conditions stipulées par l'Union sud-africaine.)	28 VII 30
Chine	13 V 22	Réciprocité. 5 ans.	
Colombie	6 I 32	Réciprocité.	
Costa-Rica	(Avant le 28 I 21) <sup>1</sup>	Réciprocité.	
Danemark	(Avant le 28 I 21) <sup>2</sup>	Ratification. Réciprocité. 5 ans.	13 VI 21
	Renouvelé le 11 XII 25	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du 13 juin 1926).	28 III 26
République dominicaine	30 IX 24	Ratification. Réciprocité.	4 II 33
Espagne	21 IX 28	Réciprocité. 10 ans. Pour tout différend qui s'élèverait après la signature au sujet de situations ou faits postérieurs à ladite signature. Sous réserve des cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
Estonie	2 V 23 <sup>3</sup>	Réciprocité. 5 ans. Pour tout différend futur à propos duquel les Parties ne sont pas convenues d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	

<sup>1</sup> Déclaration reproduite dans le document de la Société des Nations n° 21/31/6, A, daté du 28 janvier 1921.

Le Costa-Rica a notifié, le 24 décembre 1924, au Secrétaire général sa décision de se retirer de la Société des Nations, cette décision devant porter effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1927. Avant cette date, le Costa-Rica n'avait pas ratifié le Protocole de signature du Statut; d'autre part, le Costa-Rica n'est pas mentionné à l'annexe au Pacte de la Société des Nations. Ceci porterait à conclure que l'engagement résultant, pour le Costa-Rica, de sa signature du Protocole du 16 décembre 1920 et de sa signature de la Disposition facultative est devenu caduc.

<sup>2</sup> Déclaration reproduite dans le document de la Société des Nations n° 21/31/6, A, daté du 28 janvier 1921.

<sup>3</sup> La déclaration de l'Estonie est contenue dans l'instrument de ratification du Protocole de signature du Statut (déposé le 2 mai 1923).

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Estonie (suite)	<i>Renouvelé</i> le 25 VI 28 <sup>1</sup>	Prorogation pour une période de 10 ans à partir du 2 mai 1928.	
Éthiopie	12 VII 26	Réciprocité. 5 ans. Les différends futurs à propos desquels les Parties auraient convenu d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique sont exceptés.	16 VII 26
	<i>Renouvelé</i> le 15 IV 32	Prorogation pour une durée de deux années à partir du 16 juillet 1931.	
	<i>Renouvelé</i> le 18 IX 34	Prorogation pour une durée de deux années à dater du 18 septembre 1934, avec effet rétroactif pour couvrir la période comprise entre le 16 juillet 1933 et le 18 septembre 1934.	
Finlande	(1921) <sup>2</sup>	Ratification. Réciprocité. 5 ans.	6 IV 22
	<i>Renouvelé</i> le 3 III 27	Réciprocité. 10 ans (à dater du 6 avril 1927).	
France	19 IX 29 <sup>3</sup>	Ratification. Réciprocité. 5 ans. Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette ratification ; Et qui n'auraient pu être réglés par une procédure de conciliation ou par le Conseil aux termes de l'article 15, alinéa 6, du Pacte. Sous réserve des cas où les Parties seraient convenues ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement arbitral.	25 IV 31

<sup>1</sup> Date de la lettre par laquelle le ministre des Affaires étrangères du Gouvernement d'Estonie a fait connaître au Secrétaire général de la Société des Nations la prorogation de la période pour laquelle ledit Gouvernement est lié.

<sup>2</sup> Déclaration reproduite dans le *Recueil des Traités* de la Société des Nations, vol. VI (1921), n° 170.

<sup>3</sup> Cette déclaration remplace celle qui avait été faite au nom du Gouvernement français le 2 octobre 1924, et qui, sujette à ratification, n'avait pas été ratifiée.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Grande-Bretagne	19 IX 29	( <i>Voir, mutatis mutandis, les conditions stipulées par l'Union sud-africaine.</i> )	5 II 30
Grèce	12 IX 29	Réciprocité. 5 ans. Pour toutes les catégories de différends énumérées à l'article 36 du Statut, à l'exception a) des différends ayant trait au statut territorial de la Grèce, y compris ceux relatifs à ses droits de souveraineté sur ses ports et ses voies de communication ; b) des différends ayant directement ou indirectement trait à l'application des traités ou conventions acceptés par la Grèce et prévoyant une autre procédure.	
	<i>Renouvelé</i> le 12 IX 34	Ratification. Réciprocité. 5 ans (à compter du 12 septembre 1934). Pour les catégories de différends visées à l'alinéa 2 de l'article 36 du Statut, avec les mêmes exceptions que précédemment.	19 VII 35
Guatemala	17 XII 26	Ratification. Réciprocité.	
Haïti	7 IX 21	(Sans conditions.)	
Hongrie	14 IX 28	Ratification. Réciprocité. 5 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification).	13 VIII 29
	<i>Renouvelé</i> le 30 V 34	Ratification. Réciprocité. 5 ans (à dater du 13 août 1934).	9 VIII 34
Inde	19 IX 29	( <i>Voir, mutatis mutandis, les conditions stipulées par l'Union sud-africaine.</i> )	5 II 30
Iran	2 X 30	Ratification. Réciprocité. 6 ans (et à l'expiration de ce délai, jusqu'à notification d'abrogation). Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification au sujet de	19 IX 32

## DISPOSITION FACULTATIVE

257

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Iran ( <i>suite</i> )		situations ou de faits ayant directement ou indirectement trait à l'application de traités acceptés par l'Iran et postérieurs à la ratification. Sauf les différends a) ayant trait au statut territorial de l'Iran, y compris ceux relatifs à ses droits de souveraineté sur ses îles et ports ; b) au sujet desquels les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ; c) relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèveraient exclusivement de la juridiction de l'Iran. Sous réserve pour l'Iran du droit de demander la suspension de la procédure devant la Cour pour tout différend soumis au Conseil de la Société des Nations.	
État libre d'Irlande <sup>1</sup>	14 IX 29	Ratification. Réciprocité. 20 ans.	II VII 30
Italie	9 IX 29	Ratification. Réciprocité. 5 ans. Sous réserve de tout moyen de solution prévu par une convention spéciale. Dans les cas où une solution par la voie diplomatique ou par l'action du Conseil de la Société des Nations n'interviendrait pas.	7 IX 31
Lettonie	10 IX 29 <sup>2</sup>	Ratification. Réciprocité.	26 II 30

<sup>1</sup> Par sa lettre circulaire n° 105, le Secrétaire général de la Société des Nations a porté à la connaissance des gouvernements des Membres de la Société que le ministre des Affaires étrangères de l'État libre d'Irlande lui avait fait savoir, par lettre du 21 août 1926, que l'État libre d'Irlande devait être compris parmi les Membres de la Société ayant ratifié le Protocole de signature.

A la date du 12 octobre 1926, le Secrétaire général a fait connaître au Greffier de la Cour que la lettre du 21 août, visée plus haut, lui avait été remise le 26 du même mois par le représentant de l'État libre d'Irlande auprès de la Société des Nations et que, depuis cette date, l'État libre d'Irlande figurait dans la liste du Secrétariat comme étant lié par le Protocole de la Cour.

<sup>2</sup> Cette déclaration a remplacé celle qui avait été faite au nom du Gouvernement de Lettonie le 11 septembre 1923, et qui, sujette à ratification, n'avait pas été ratifiée.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Lettonie ( <i>suite</i> )		5 ans. Pour tous les différends qui s'élèveraient après la ratification de la présente déclaration au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette ratification. Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
	<i>Renouvelé</i> le 31 I 35	Ratification. Réciprocité. 5 ans ; à l'expiration de ce délai, la déclaration continuera à avoir ses pleins effets jusqu'à ce que notification soit donnée de son abrogation. Pour tous différends qui se seraient élevés après le 26 février 1930, date du dépôt de la ratification de la déclaration faite à Genève le 10 septembre 1929, ou qui s'élèveraient à l'avenir, au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite date. Sauf les cas où les parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	26 II 32
Libéria	(1921) <sup>1</sup>	Ratification. Réciprocité.	
Lithuanie	5 X 21 <i>Renouvelé</i> le 14 I 30 <i>Renouvelé</i> le 8 III 35	5 ans. 5 ans (à partir du 14 janvier 1930). Réciprocité. 5 ans (avec effet à partir du 14 janvier 1935).	16 V 22
Luxembourg	15 IX 30 <sup>2</sup>	Réciprocité. 5 ans (renouvelable par tacite reconduction). Pour tous différends qui s'élèveraient après la signature au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite signature. Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir	

<sup>1</sup> Déclaration reproduite dans le *Recueil des Traités* de la Société des Nations, vol. VI (1921), n° 170.

<sup>2</sup> En 1921, le Gouvernement luxembourgeois avait déjà, sous réserve de ratification, souscrit à la Disposition facultative. Toutefois, la ratification n'était pas intervenue.

## DISPOSITION FACULTATIVE

259

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
		recours à un autre mode de règlement pacifique.	
Nicaragua	24 IX 29	(Sans conditions.)	
Norvège	6 IX 21	Ratification. Réciprocité. 5 ans.	3 X 21
	<i>Renouvelé</i> le 22 IX 26	Réciprocité. 10 ans (à dater du 3 octobre 1926).	
Nouvelle-Zélande	19 IX 29	( <i>Voir, mutatis mutandis, les conditions stipulées par l'Union sud-africaine.</i> )	29 III 30
Panama	25 X 21	Réciprocité.	14 VI 29
Paraguay	11 V 33 <sup>1</sup>	(Sans conditions.)	
Pays-Bas	6 VIII 21	Réciprocité. 5 ans. Pour tout différend futur à propos duquel les Parties ne sont pas convenues d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
	<i>Renouvelé</i> le 2 IX 26	Réciprocité. 10 ans (à dater du 6 août 1926). Pour tous différends futurs à l'exception de ceux à propos desquels les Parties seraient convenues, après l'entrée en vigueur du Statut de la Cour, d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
Pérou	19 IX 29	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater de la ratification). Pour tous les différends qui s'élèveraient au sujet de situations et faits postérieurs à la ratification. Sauf le cas où les Parties auraient convenu soit d'avoir recours à un autre mode de règlement arbitral, soit de soumettre préalablement le différend au Conseil de la Société des Nations.	29 III 32
Pologne	24 I 31	Ratification. Réciprocité. 5 ans.	

<sup>1</sup> La déclaration du Paraguay a été faite lors du dépôt de l'instrument de ratification du Protocole de signature du Statut.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Pologne ( <i>suite</i> )		<p>Pour tous différends qui s'élèveraient après la signature au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite signature.</p> <p>Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.</p> <p>A l'exception des différends :</p> <p>1° qui concerneraient les questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des États ;</p> <p>2° qui s'élèveraient avec des États refusant d'établir ou de maintenir des relations diplomatiques normales avec la Pologne ;</p> <p>3° qui se trouveraient directement ou indirectement en rapport avec la guerre mondiale ou la guerre polono-soviétique ;</p> <p>4° qui résulteraient directement ou indirectement de stipulations du Traité signé à Riga le 18 mars 1921 ;</p> <p>5° qui auraient trait aux dispositions de droit interne en rapport avec les points 3 et 4.</p>	
Portugal	(Avant le 28 I 21) <sup>1</sup>	Réciprocité.	8 X 21
Roumanie	8 X 30	<p>Ratification.</p> <p>A l'égard des gouvernements reconnus par la Roumanie et sous réciprocité.</p> <p>5 ans.</p> <p>Pour les différends juridiques dérivant de situations ou faits postérieurs à la ratification.</p> <p>Sous réserve des matières soumises à une procédure spéciale établie ou à convenir.</p> <p>Sous réserve de la faculté pour la Roumanie de soumettre le différend, préalablement à tout recours à la Cour, au Conseil de la Société des Nations.</p> <p>A l'exception :</p> <p>a) des questions de fond ou de procédure pouvant amener directement ou indirectement la discussion de l'intégrité territoriale actuelle et des droits souverains de la Roumanie,</p>	9 VI 31

<sup>1</sup> Déclaration reproduite dans le document de la Société des Nations n° 21/31/6, A, daté du 28 janvier 1921.

## DISPOSITION FACULTATIVE

261

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Roumanie ( <i>suite</i> )		y compris ceux sur ses ports et sur ses voies de communication ; b) les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent de la juridiction intérieure de la Roumanie.	
Salvador	29 VIII 30 <sup>1</sup>	Sauf pour les questions qui ne sauraient être soumises à l'arbitrage conformément à la constitution politique du Salvador. Sauf les différends surgis avant la signature et les réclamations d'ordre pécuniaire formées contre la nation. Réciprocité seulement à l'égard des États qui acceptent l'arbitrage dans cette forme.	29 VIII 30
Siam	20 IX 29	Ratification. Réciprocité. 10 ans. Pour tous différends au sujet desquels les Parties ne seraient pas convenues d'un autre mode de règlement pacifique.	7 V 30
Suède	16 VIII 21 <i>Renouvelé</i> le 18 III 26	Réciprocité. 5 ans. Réciprocité. 10 ans (à dater du 16 août 1926).	
Suisse	(Avant le 28 I 21) <sup>2</sup> <i>Renouvelé</i> le 1 III 26	Ratification. Réciprocité. 5 ans. Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification).	25 VII 21 24 VII 26
Tchécoslovaquie	19 IX 29	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification). Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification. Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir	

<sup>1</sup> La déclaration du Salvador est contenue dans l'instrument de ratification du Protocole de signature du Statut (déposé le 29 août 1930).

<sup>2</sup> Déclaration reproduite dans le document de la Société des Nations n° 21/31/6, A, daté du 28 janvier 1921.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Tchécoslovaquie ( <i>suite</i> )		recours à un autre mode de règlement pacifique. Sous réserve de la faculté, pour l'une ou l'autre des Parties en litige, de soumettre le différend, préalablement à tout recours à la Cour, au Conseil de la Société des Nations.	
Uruguay	(Avant le 28 I 21) <sup>1</sup>	Réciprocité.	27 IX 21
Yougoslavie	16 v 30	Ratification. A l'égard de tout gouvernement reconnu par le Royaume de Yougoslavie et sous condition de réciprocité. 5 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification). Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification. Sauf les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction du Royaume de Yougoslavie. Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	24 XI 30

<sup>1</sup> Déclaration reproduite dans le document de la Société des Nations n° 21/31/6, A, daté du 28 janvier 1921.

**11. — ACTE GÉNÉRAL DE CONCILIATION, DE RÈGLEMENT  
JUDICIAIRE ET DE RÈGLEMENT ARBITRAL**

*adopté par la 9<sup>me</sup> Assemblée de la Société des Nations.*

Genève, 26 septembre 1928.

<i>Adh.</i> (suite) <sup>1</sup> :	Éthiopie (A) <sup>2</sup>	15 mars 1935
	Suisse (A)	7 décembre 1934
	Turquie (A) <sup>3</sup>	26 juin 1934

**18. — TRAITÉ DE CONCILIATION ET DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE  
ENTRE L'ITALIE ET LA SUISSE.**

Rome, 20 septembre 1924 <sup>4</sup>.

*(Ratifications échangées à Rome le 29 janvier 1925.)*

Par un protocole signé à Rome, le 20 septembre 1934, la validité du traité a été prorogée pour une seconde période de dix ans. Les instruments de ratification de ce protocole ont été échangés à Rome, le 28 janvier 1935.

**166. — CONVENTION TENDANT A LIMITER A HUIT HEURES  
PAR JOUR ET A QUARANTE-HUIT HEURES PAR SEMAINE  
LE NOMBRE DES HEURES DE TRAVAIL  
DANS LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS**

*votée par la Conférence du Travail.*

Washington, 28 novembre 1919.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Canada	21 mars 1935
	Cuba	20 septembre 1934
	Nicaragua	12 avril 1934

**167. — CONVENTION CONCERNANT LE CHÔMAGE**

*votée par la Conférence du Travail.*

Washington, 28 novembre 1919.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Nicaragua	12 avril 1934
-------------------------	-----------	---------------

<sup>1</sup> *Adh.* : *Adhésions.*

<sup>2</sup> Pour la signification de la lettre « A », voir les articles 38 et 43 de l'Acte général.

<sup>3</sup> Sous les réserves suivantes :

« Sont exclus des procédures décrites dans ledit Acte :

a) Les différends nés au sujet de faits ou de situations antérieurs à la présente adhésion ;

b) Les différends portant sur les questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des États ;

c) Les différends touchant aux relations entre la Turquie et une tierce Puissance. »

<sup>4</sup> *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. XXXIII (1925), p. 91.

**168.** — CONVENTION CONCERNANT LE TRAVAIL DE NUIT DES FEMMES *votée par la Conférence du Travail.*

Washington, 28 novembre 1919.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Brésil	26 avril 1934
	Nicaragua	12 avril 1934

---

**169.** — CONVENTION FIXANT L'AGE MINIMUM D'ADMISSION  
DES ENFANTS AUX TRAVAUX INDUSTRIELS *votée par la Conférence du Travail.*

Washington, 28 novembre 1919.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Brésil	26 avril 1934
	Nicaragua	12 avril 1934

---

**170.** — CONVENTION CONCERNANT LE TRAVAIL DE NUIT  
DES ENFANTS DANS L'INDUSTRIE *votée par la Conférence du Travail.*

Washington, 28 novembre 1919.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Brésil	26 avril 1934
	Nicaragua	12 avril 1934

---

**171.** — CONVENTION CONCERNANT L'EMPLOI DES FEMMES  
AVANT ET APRÈS L'ACCOUCHEMENT *votée par la Conférence du Travail.*

Washington, 28 novembre 1919.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Brésil	26 avril 1934
	Nicaragua	12 avril 1934

---

**172.** — CONVENTION FIXANT L'AGE MINIMUM D'ADMISSION  
DES ENFANTS AU TRAVAIL MARITIME *votée par la Conférence du Travail.*

Gênes, 9 juillet 1920.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Nicaragua	12 avril 1934
-------------------------	-----------	---------------

---

**173.** — CONVENTION CONCERNANT L'INDEMNITÉ DE CHÔMAGE  
EN CAS DE PERTE PAR NAUFRAGE

*votee par la Conférence du Travail.*

Gênes, 9 juillet 1920.

*Ratif.* (suite) : Nicaragua 12 avril 1934  
Suède 1<sup>er</sup> janvier 1935

---

**174.** — CONVENTION CONCERNANT LE PLACEMENT DES MARINS

*votee par la Conférence du Travail.*

Gênes, 10 juillet 1920.

*Ratif.* (suite) : Nicaragua 12 avril 1934

---

**177.** — CONVENTION CONCERNANT L'EXAMEN MÉDICAL  
OBLIGATOIRE DES ENFANTS ET DES JEUNES GENS EMPLOYÉS A BORD  
DES BATEAUX

*votee par la Conférence du Travail.*

Genève, 11 novembre 1921.

*Ratif.* (suite) : Nicaragua 12 avril 1934

---

**178.** — CONVENTION FIXANT L'ÂGE MINIMUM D'ADMISSION  
DES JEUNES GENS AU TRAVAIL  
EN QUALITÉ DE SOUTIERS OU CHAUFFEURS

*votee par la Conférence du Travail.*

Genève, 11 novembre 1921.

*Ratif.* (suite) : Nicaragua 12 avril 1934

---

**179.** — CONVENTION CONCERNANT LA RÉPARATION  
DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DANS L'AGRICULTURE

*votee par la Conférence du Travail.*

Genève, 12 novembre 1921.

*Ratif.* (suite) : Nicaragua 12 avril 1934

---

**180.** — CONVENTION CONCERNANT LES DROITS D'ASSOCIATION  
ET DE COALITION DES TRAVAILLEURS AGRICOLES

*votée par la Conférence du Travail.*

Genève, 12 novembre 1921.

*Ratif.* (suite) : Chine 27 avril 1934  
Nicaragua 12 avril 1934

---

**181.** — CONVENTION CONCERNANT L'AGE D'ADMISSION  
DES ENFANTS AU TRAVAIL DANS L'AGRICULTURE

*votée par la Conférence du Travail.*

Genève, 16 novembre 1921.

*Ratif.* (suite) : Nicaragua 12 avril 1934

---

**182.** — CONVENTION CONCERNANT L'APPLICATION  
DU REPOS HEBDOMADAIRE DANS LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

*votée par la Conférence du Travail.*

Genève, 17 novembre 1921.

*Ratif.* (suite) : Canada 21 mars 1935  
Chine 17 mai 1934  
Nicaragua 12 avril 1934  
Suisse 16 janvier 1935

---

**183.** — CONVENTION CONCERNANT L'EMPLOI DE LA CÉRUSE  
DANS LA PEINTURE

*votée par la Conférence du Travail.*

Genève, 19 novembre 1921.

*Ratif.* (suite) : Nicaragua 12 avril 1934

---

**184.** — CONVENTION POUR LA RÉPRESSION DE LA CIRCULATION  
ET DU TRAFIC DES PUBLICATIONS OBSCÈNES.

Genève, 12 septembre 1923.

*Ratif.* (suite) : Colombie 8 novembre 1934  
Cuba 20 septembre 1934

---

**185.** — CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA SIMPLIFICATION  
DES FORMALITÉS DOUANIÈRES.

Genève, 3 novembre 1923.

*Adh.* (suite) : Irak \_\_\_\_\_ 3 mai 1934

**186.** — CONVENTION ET STATUT SUR LE RÉGIME INTERNATIONAL  
DES VOIES FERRÉES.

Genève, 9 décembre 1923.

*Ratif.* (suite) : Italie (sous la réserve que  
l'acceptation de la convention  
de la part de l'Italie n'engage  
pas l'ensemble de ses colonies  
et de ses possessions) 10 décembre 1934  
Lettonie 8 octobre 1934

**187.** — CONVENTION ET STATUT SUR LE RÉGIME INTERNATIONAL  
DES PORTS MARITIMES.

Genève, 9 décembre 1923.

*Adh.* (suite) : Mexique \_\_\_\_\_ 5 mars 1934

**188.** — CONVENTION RELATIVE AU TRANSPORT EN TRANSIT  
DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE.

Genève, 9 décembre 1923.

*Ratif.* (suite) : Ville libre de Dantzig (par l'inter-  
médiaire de la Pologne) 17 mai 1934

*Adh.* (suite) : Panama \_\_\_\_\_ 7 juillet 1934

**189.** — CONVENTION RELATIVE A L'AMÉNAGEMENT DES FORCES  
HYDRAULIQUES INTÉRESSANT PLUSIEURS ÉTATS.

Genève, 9 décembre 1923.

*Ratif.* (suite) : Ville libre de Dantzig (par l'inter-  
médiaire de la Pologne) 17 mai 1934

*Adh.* (suite) : Panama \_\_\_\_\_ 7 juillet 1934

**190.** — CONVENTION RELATIVE A L'OPIUM.

Genève, 19 février 1925.

<i>Adh.</i> (suite) : Costa-Rica	8 janvier 1935
Équateur	23 octobre 1934
Honduras	21 septembre 1934

---

**191.** — CONVENTION CONCERNANT L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT  
DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS ET NATIONAUX  
EN MATIÈRE DE RÉPARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL*volée par la Conférence du Travail.*

Genève, 5 juin 1925.

<i>Ratif.</i> (suite) : Chine	27 avril 1934
Lithuanie	28 septembre 1934
Mexique	12 mai 1934
Nicaragua	12 avril 1934

---

**192.** — CONVENTION CONCERNANT LE TRAVAIL DE NUIT  
DANS LES BOULANGERIES*volée par la Conférence du Travail.*

Genève, 8 juin 1925.

<i>Ratif.</i> (suite) : Nicaragua	12 avril 1934
-----------------------------------	---------------

---

**193.** — CONVENTION CONCERNANT LA RÉPARATION  
DES ACCIDENTS DU TRAVAIL*volée par la Conférence du Travail.*

Genève, 10 juin 1925.

<i>Ratif.</i> (suite) : Mexique	12 mai 1934
Nicaragua	12 avril 1934

---

**194.** — CONVENTION CONCERNANT LA RÉPARATION  
DES MALADIES PROFESSIONNELLES*volée par la Conférence du Travail.*

Genève, 10 juin 1925.

<i>Ratif.</i> (suite) : Danemark	18 juin 1934
Nicaragua	12 avril 1934

---

**196. — CONVENTION CONCERNANT LA SIMPLIFICATION  
DE L'INSPECTION DES ÉMIGRANTS A BORD DES NAVIRES**

*volée par la Conférence du Travail.*

Genève, 5 juin 1926.

*Ratif.* (suite) : Nicaragua ..... 12 avril 1934

**197. — CONVENTION CONCERNANT LE RAPATRIEMENT  
DES MARINS**

*volée par la Conférence du Travail.*

Genève, 23 juin 1926.

*Ratif.* (suite) : Mexique ..... 12 mai 1934  
Nicaragua ..... 12 avril 1934

**198. — CONVENTION CONCERNANT LE CONTRAT D'ENGAGEMENT  
DES MARINS**

*volée par la Conférence du Travail.*

Genève, 24 juin 1926.

*Ratif.* (suite) : Australie (cette ratification ne  
s'applique pas aux territoires  
de Papoua et de l'île de Nor-  
folk ni aux territoires sous  
mandat de la Nouvelle-Guinée  
et de Nauru) ..... 1<sup>er</sup> avril 1935  
Mexique ..... 12 mai 1934  
Nicaragua ..... 12 avril 1934

**199. — CONVENTION RELATIVE A L'ESCLAVAGE.**

Genève, 25 septembre 1926.

*Adh.* (suite) : Mexique ..... 8 septembre 1934

**200. — CONVENTION CONCERNANT L'ASSURANCE-MALADIE  
DES TRAVAILLEURS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE  
ET DES GENS DE MAISON**

*volée par la Conférence du Travail.*

Genève, 15 juin 1927.

*Ratif.* (suite) : Nicaragua ..... 12 avril 1934

**201.** — CONVENTION CONCERNANT L'ASSURANCE-MALADIE  
DES TRAVAILLEURS AGRICOLES

*votee par la Conférence du Travail.*

Genève, 15 juin 1927.

*Ratif.* (suite) : Nicaragua \_\_\_\_\_ 12 avril 1934

**202.** — CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA CRÉATION  
D'UNE UNION INTERNATIONALE DE SECOURS.

Genève, 12 juillet 1927.

*Ratif.* (suite) : Cuba \_\_\_\_\_ 18 juin 1934

*Adh.* (suite) : Irak \_\_\_\_\_ 12 juin 1934

**204.** — CONVENTION CONCERNANT L'INSTITUTION DE MÉTHODES  
DE FIXATION DES SALAIRES MINIMA

*votee par la Conférence du Travail.*

Genève, 16 juin 1928.

*Ratif.* (suite) : Canada \_\_\_\_\_ 25 avril 1935

Mexique \_\_\_\_\_ 12 mai 1934

Nicaragua \_\_\_\_\_ 12 avril 1934

**207.** — CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION  
DU FAUX-MONNAYAGE.

Genève, 20 avril 1929.

*Ratif.* (suite) : Ville libre de Dantzig<sup>1</sup> (par  
l'intermédiaire de la Pologne) 1<sup>er</sup> mars 1935

*Adh.* (suite) : État libre d'Irlande \_\_\_\_\_ 24 juillet 1934

Pologne \_\_\_\_\_ 15 juin 1934

**208.** — CONVENTION CONCERNANT L'INDICATION DU POIDS  
SUR LES GROS COLIS TRANSPORTÉS PAR BATEAU

*votee par la Conférence du Travail.*

Genève, 21 juin 1929.

*Ratif.* (suite) : Belgique (sous réserve de déci-  
sions ultérieures en ce qui

<sup>1</sup> La procédure prévue à l'article 19 de la Convention internationale pour la répression du faux-monnayage, signée à Genève, le 20 avril 1929, pour le règlement de tous les différends qui pourraient s'élever entre les Hautes Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de ladite convention, ne sera pas appliquée dans un différend entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig.

concerne l'application de cette convention au Congo belge et aux territoires placés sous le mandat de la Belgique)		6 juin 1934
Lithuanie		28 septembre 1934
Mexique		12 mai 1934
Nicaragua		12 avril 1934
Suisse		8 novembre 1934
Tchécoslovaquie		26 mars 1934

**209. — CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS OCCUPÉS AU CHARGEMENT OU AU DÉCHARGEMENT DES BATEAUX CONTRE LES ACCIDENTS**

*votee par la Conférence du Travail.*

Genève, 21 juin 1929.

*Ratif.* (suite) : Nicaragua \_\_\_\_\_ 12 avril 1934

**210. — CONVENTION CONCERNANT CERTAINES QUESTIONS RELATIVES AUX CONFLITS DE LOIS SUR LA NATIONALITÉ.**

La Haye, 12 avril 1930.

*Ratif.* (suite) : Grande-Bretagne et Irlande du Nord (ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations) 6 avril 1934  
 Canada 6 avril 1934  
 Chine (sous réserve de l'art. 4) 14 février 1935  
 Pologne 15 juin 1934

**212. — PROTOCOLE RELATIF A UN CAS D'APATRIDIE.**

La Haye, 12 avril 1930.

*Ratif.* (suite) : Chili 20 mars 1935  
 Chine 14 février 1935  
 Pologne 15 juin 1934

**213. — PROTOCOLE SPÉCIAL RELATIF A L'APATRIDIE.**

La Haye, 12 avril 1930.

*Ratif.* (suite) : Chine \_\_\_\_\_ 14 février 1935

**214. — CONVENTION CONCERNANT LA RÉGLEMENTATION  
DE LA DURÉE DU TRAVAIL DANS LE COMMERCE  
ET DANS LES BUREAUX**

*votee par la Conférence du Travail.*

Genève, 28 juin 1930.

<i>Ratif.</i> (suite) : Mexique	12 mai 1934
Nicaragua	12 avril 1934

---

**215. — CONVENTION CONCERNANT LE TRAVAIL FORCÉ  
OU OBLIGATOIRE**

*votee par la Conférence du Travail.*

Genève, 28 juin 1930.

<i>Ratif.</i> (suite) : Italie	18 juin 1934
Mexique	12 mai 1934
Nicaragua	12 avril 1934

---

**216. — PROTOCOLE POUR RECONNAÎTRE A LA COUR PERMANENTE  
DE JUSTICE INTERNATIONALE LA COMPÉTENCE D'INTERPRÉTER  
LES CONVENTIONS DE LA HAYE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ.**

La Haye, 27 mars 1931.

<i>Signat.</i> (suite) : Estonie	Portugal
Finlande	Roumanie
Hongrie	Suède
Italie	Suisse
Luxembourg	Tchécoslovaquie
Norvège	

---

**217. — CONVENTION POUR LA CRÉATION D'UNE SOCIÉTÉ  
INTERNATIONALE DE CRÉDIT HYPOTHÉCAIRE AGRICOLE.**

Genève, 21 mai 1931.

<i>Ratif.</i> (suite) : Yougoslavie	16 janvier 1934
-------------------------------------	-----------------

---

**219. — CONVENTION POUR LIMITER LA FABRICATION  
ET RÉGLEMENTER LA DISTRIBUTION DES STUPÉFIANTS.**

Genève, 13 juillet 1931.

<i>Ratif.</i> (suite) : Autriche	3 juillet 1934
Équateur	13 avril 1935
Grèce	27 décembre 1934
Honduras	21 septembre 1934
Panama	15 avril 1935

*Adh.* (suite) : Irak 30 mai 1934  
Norvège 12 septembre 1934

---

**358.** — TRAITÉ DE COMMERCE, AVEC PROTOCOLE FINAL,  
ENTRE LA BOLIVIE ET LE DANEMARK.

La Paz, 9 novembre 1931<sup>1</sup>.

(*Ratifications échangées à Buenos-Ayres le 29 décembre 1933.*)

*Entrée en vigueur : 29 mars 1934.*

---

**434.** — CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION  
DES TRAVAILLEURS OCCUPÉS AU CHARGEMENT ET AU DÉCHARGEMENT  
DES BATEAUX CONTRE LES ACCIDENTS (REVISÉE EN 1932)

*votee par la Conférence du Travail.*

Genève, 27 avril 1932.

*Ratif.* (suite) : Espagne 28 juillet 1934  
Grande-Bretagne 10 janvier 1935  
Mexique 12 mai 1934

---

**435.** — CONVENTION CONCERNANT L'AGE D'ADMISSION  
DES ENFANTS AUX TRAVAUX NON INDUSTRIELS

*votee par la Conférence du Travail.*

Genève, 30 avril 1932.

*Ratif.* (suite) : Belgique 6 juin 1934  
Espagne 22 juin 1934

---

**451.** — CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION  
DE LA TRAITE DES FEMMES MAJEURES.

Genève, 11 octobre 1933.

*Ratif.* : Bulgarie 19 décembre 1934  
Chili 20 mars 1935  
Suède 25 juin 1934  
Suisse 17 juillet 1934

*Adh.* : Afghanistan 10 avril 1935  
Iran 12 avril 1935  
Soudan 13 juin 1934

---

<sup>1</sup> *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CXLVII, p. 28.

**452.** — CONVENTION POUR FACILITER LA CIRCULATION  
INTERNATIONALE DES FILMS AYANT UN CARACTÈRE ÉDUCATIF.

Genève, 11 octobre 1933.

<i>Ratif. :</i>	Chili	20 mars 1935
	Inde <sup>1</sup>	17 octobre 1934
	Italie	21 novembre 1934
	Monaco	11 septembre 1934
	Suisse	20 avril 1934
<i>Adh. :</i>	Bulgarie	10 juillet 1934
	Iran	12 avril 1935
	État libre d'Irlande	24 juillet 1934

**453.** — CONVENTION CONCERNANT LES BUREAUX  
DE PLACEMENT PAYANTS

*volée par la Conférence du Travail.*

Genève, 29 juin 1933.

<i>Ratif. :</i>	Espagne	27 avril 1935
-----------------	---------	---------------

**471.**—AGREEMENT BETWEEN THE UNITED KINGDOM  
AND ICELAND  
RELATING TO TRADE AND COMMERCE (WITH PROTOCOL).

London, May 19th, 1933 <sup>2</sup>.

*Came into force : June 28th, 1933.*

<sup>1</sup> Cette ratification est donnée sous la réserve suivante, exprimée par le plénipotentiaire de Sa Majesté pour l'Inde en signant la convention :

« Conformément aux termes de l'article XX de cette convention, je déclare, en ce qui concerne l'application de ses dispositions, que ma signature n'engage pas les territoires de l'Inde appartenant à un prince ou chef placé sous la suzeraineté de Sa Majesté. »

<sup>2</sup> *League of Nations, Treaty Series*, Vol. CXLIV, p. 34.

SECTION II

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR  
PARVENUS A LA CONNAISSANCE DU GREFFE DEPUIS  
LE 15 JUIN 1934

---

PREMIÈRE PARTIE

TEXTES CONSTITUTIONNELS  
FIXANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

*(Pas d'actes nouveaux.)*

---

DEUXIÈME PARTIE

ACTES AYANT POUR OBJET LE RÈGLEMENT  
PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS  
ET VISANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

---

SOMMAIRE

SECTION A : ACTES COLLECTIFS.

*(Pas d'actes nouveaux.)*

SECTION B : AUTRES ACTES.

	Page
476 à 479 . . . . .	276

---

476. — TRAITÉ D'ARBITRAGE ENTRE L'ESPAGNE  
ET LA FRANCE

PARIS, 10 JUILLET 1929<sup>1</sup>.

(Ratifications échangées à Paris le 27 juillet 1932.)

*Article premier.* — Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à régler, dans tous les cas, par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent traité, tous les litiges ou conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre l'Espagne et la France et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

PREMIÈRE PARTIE. — LITIGES.

*Article 2.* — Tous les litiges entre les Hautes Parties contractantes de quelque nature qu'ils soient, au sujet desquels les parties se contesteront réciproquement un droit et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumis pour jugement soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de Justice internationale, ainsi qu'il est prévu ci-après. Il est entendu que les contestations ci-dessus visées comprennent celles que mentionne l'article 13 du Pacte de la Société des Nations.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

*Article 3.* — Avant toute procédure arbitrale ou avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, la contestation pourra être, d'un commun accord entre les parties, soumise à fin de conciliation à une commission internationale permanente, dite commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

*Article 4.* — S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, le différend ne pourra être soumis à la procédure prévue par le présent traité que six mois au moins et trois ans au plus, après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans des délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente.

*Article 5.* — La commission permanente de conciliation sera composée de cinq membres.

Les parties contractantes nommeront, chacune, un commissaire à leur gré et désigneront, d'un commun accord, les trois autres et, parmi ces derniers, le président de la commission. Ces trois commissaires ne devront ni être ressortissants des parties contractantes, ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service. Ils devront être tous trois de nationalité différente.

<sup>1</sup> *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CXLVIII, p. 369.

Les commissaires seront nommés pour trois ans. Si, à l'expiration du mandat d'un membre de la commission, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans ; les parties se réservent toutefois de transférer, à l'expiration du terme de trois ans, les fonctions du président à un autre des membres de la commission désigné en commun.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant aurait été désigné.

En cas de décès ou de retraite de l'un des membres de la commission de conciliation, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les trois mois qui suivront et, en tout cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la commission.

*Article 6.* — La commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai, ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, elle sera confiée à une Puissance tierce, désignée de commun accord, par les parties. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi désignées. Et si, dans un délai de deux mois, ces deux Puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présentera des candidats en nombre égal aux membres à désigner : le sort déterminera lesquels des candidats ainsi présentés seront admis.

*Article 7.* — La commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux parties ou par l'une des parties avec le consentement de l'autre.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la partie adverse.

*Article 8.* — Dans le délai de quinze jours à partir de la date où la commission aura été saisie du différend, chacune des parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer le membre permanent désigné par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière. La partie qui voudrait user de ce droit en avisera immédiatement l'autre partie ; celle-ci aura la faculté d'user du même droit dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'avis lui sera parvenu.

Chaque partie se réserve le droit de nommer immédiatement un suppléant pour remplacer temporairement le membre permanent désigné par elle qui, par suite de maladie ou de toute autre circonstance, se trouverait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission.

Au cas où l'un des membres de la commission de conciliation désignés en commun par les parties contractantes serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission par

suite de maladie ou de toute autre circonstance, les parties s'entendront pour désigner un suppléant qui siégera temporairement à sa place. Si la désignation de ce suppléant n'intervient pas dans un délai d'un mois, à compter de la vacance temporaire du siège, il sera procédé conformément à l'article 6 du présent traité.

*Article 9.* — La commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, que les parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les parties n'en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

*Article 10.* — A moins de stipulation spéciale contraire, la commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

*Article 11.* — La commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les parties, au lieu désigné par son président.

*Article 12.* — Les travaux de la commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des parties.

*Article 13.* — Les parties seront représentées auprès de la commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraît utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

*Article 14.* — Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

*Article 15.* — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la commission permanente de conciliation, et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour leur permettre de procéder sur leur territoire et

selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

*Article 16.* — Pendant la durée des travaux de la commission de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les parties contractantes.

Chaque gouvernement supportera ses propres frais et une partie égale des frais communs de la commission, des indemnités prévues à l'alinéa premier étant comprises parmi ces frais communs.

*Article 17.* — A défaut d'un accord portant le litige devant la commission permanente de conciliation et, dans le cas d'un semblable accord, à défaut de conciliation devant ladite commission, la contestation sera soumise par voie de compromis, soit à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son Statut, soit à un tribunal arbitral dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Si le compromis n'est pas conclu dans les cinq mois à compter du jour où l'une des parties aura été saisie de la demande de règlement judiciaire, chaque partie pourra, après préavis d'un mois, porter directement par voie de requête la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

#### PARTIE II. — CONFLITS.

*Article 18.* — Toutes questions sur lesquelles les gouvernements des deux Hautes Parties contractantes seraient divisés sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement ainsi qu'il est prévu par l'article 2 du présent traité et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou convention en vigueur entre les parties, seront soumises à la commission permanente de conciliation qui sera chargée de proposer aux parties une solution acceptable et, dans tous les cas, de présenter un rapport.

La procédure prévue par les articles 7 à 16 du présent traité sera appliquée.

A défaut d'accord entre les parties sur la requête à présenter à la commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de soumettre directement, après un préavis d'un mois, la question à ladite commission.

Si la requête émane d'une seule des parties, elle sera notifiée par celle-ci, sans délai, à la partie adverse.

*Article 19.* — Si les parties n'ont pu être conciliées, le conflit sera, par voie de compromis, soumis pour décision à un tribunal arbitral ayant le pouvoir de statuer *ex æquo et bono*.

S'il n'en est convenu autrement, le tribunal sera composé de cinq membres désignés suivant la méthode prévue aux articles 5 et 6 du présent traité, pour la constitution de la commission de conciliation, et procédera conformément aux dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 sur le règlement des conflits

internationaux. Le tribunal devra être constitué dans les six mois qui suivront la demande d'arbitrage.

La décision du tribunal sera obligatoire pour les parties.

*Article 20.* — Si, dans les trois mois qui suivront les travaux de la commission permanente de conciliation, les parties ne se sont pas accordées pour soumettre le conflit à une décision arbitrale conformément aux stipulations de l'article 19, l'affaire pourra, à la seule requête de l'une ou de l'autre des parties, qui dans ce cas le notifiera sans délai à la partie adverse, être portée devant le Conseil de la Société des Nations qui statuera conformément au Pacte de la Société des Nations.

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

*Article 21.* — Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la commission de conciliation ou, si celle-ci ne s'en trouvait pas saisie, le tribunal arbitral ou la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son Statut, indiqueront, dans le plus bref délai possible, quelles mesures provisoires doivent être prises. Il appartiendra au Conseil de la Société des Nations, s'il est saisi de la question, de pourvoir de même à des mesures provisoires appropriées. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à s'y conformer, à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements proposés par la commission de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

*Article 22.* — Si la Cour permanente de Justice internationale ou le tribunal arbitral établissait qu'une décision d'une autorité judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des parties contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens et si le droit constitutionnel de cette partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, la sentence judiciaire ou arbitrale déterminerait la nature et l'étendue de la réparation à accorder à la partie lésée.

*Article 23.* — Le présent traité reste applicable entre les Hautes Parties contractantes encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

*Article 24.* — Le présent traité sera communiqué pour enregistrement à la Société des Nations conformément à l'article 18 du Pacte.

*Article 25.* — Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront, sauf accord contraire, soumises directement à la Cour permanente de Justice internationale par voie de simple requête de l'une ou de l'autre partie.

*Article 26.* — Le présent traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

*Article 27.* — Le présent traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de cinq ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de cette période, il sera considéré comme renouvelé tacitement pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure quelconque en vertu de ce traité se trouvait pendante devant la commission permanente de conciliation, devant la Cour permanente de Justice internationale, devant un tribunal d'arbitrage, ou devant le Conseil de la Société des Nations, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

---

#### 477. — TRAITÉ DE CONCILIATION ET DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ENTRE L'ITALIE ET LE LUXEMBOURG

LUXEMBOURG, 15 AVRIL 1932<sup>1</sup>.

(Ratifications échangées à Luxembourg le 20 octobre 1933.)

*Article premier.* — Les parties contractantes, vu les relations d'amitié et de confiance qui les unissent, s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation tous les différends, de quelque nature qu'ils soient, qui s'élèveraient entre elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

En cas d'échec de la procédure de conciliation, un règlement judiciaire sera recherché conformément aux articles 15 et suivants du présent traité.

Demeurent réservés les différends pour la solution desquels une procédure spéciale est prescrite par d'autres conventions en vigueur entre les parties contractantes.

*Article 2.* — S'il s'agit d'un différend qui, à teneur de la législation intérieure de l'une des parties, relève de la compétence des tribunaux, la partie défenderesse pourra s'opposer à ce qu'il soit soumis à une procédure de conciliation et, le cas échéant, à un règlement judiciaire avant qu'un jugement définitif ait été rendu par l'autorité judiciaire compétente.

La demande de conciliation devra, dans ce cas, être formée une année, au plus tard, à compter de ce jugement.

*Article 3.* — Les parties contractantes institueront une commission permanente de conciliation composée de cinq membres.

Elles nommeront chacune un membre à leur gré et désigneront les trois autres d'un commun accord. Ces trois membres ne devront ni être des ressortissants des parties contractantes, ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service.

Le président de la commission sera nommé, d'un commun accord, parmi les membres désignés en commun.

Tant que la procédure n'est pas ouverte, chacune des parties contractantes aura le droit de révoquer le commissaire nommé par

<sup>1</sup> *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CXLII, p. 119.

elle et de lui désigner un successeur, comme aussi de retirer son consentement à la nomination de chacun des trois membres désignés en commun. Dans ce cas, il y aura lieu de procéder sans délai au remplacement des membres dont le mandat a pris fin.

Il sera pourvu au remplacement des commissaires selon le mode fixé pour leur nomination.

*Article 4.* — La commission sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervient pas dans ce délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, il sera procédé aux nominations conformément à l'article 45 de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 18 octobre 1907.

*Article 5.* — La commission permanente de conciliation aura pour tâche de faciliter la solution du différend, en éclaircissant, par un examen impartial et consciencieux, les questions de fait et en formulant des propositions en vue du règlement de la contestation.

Elle sera saisie sur requête adressée à son président par l'une des parties contractantes.

Notification de cette requête sera faite, en même temps, à la partie adverse par la partie qui demande l'ouverture de la procédure de conciliation.

*Article 6.* — La commission se réunira, sauf convention contraire, au lieu désigné par son président.

*Article 7.* — La procédure devant la commission sera contradictoire.

La commission réglera elle-même la procédure, en tenant compte, sauf décision contraire prise à l'unanimité, des dispositions contenues au titre III de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

*Article 8.* — Les délibérations de la commission auront lieu à huis clos, à moins que la commission, d'accord avec les parties, n'en décide autrement.

*Article 9.* — Les parties contractantes auront le droit de nommer, auprès de la commission, des agents spéciaux, qui serviront, en même temps, d'intermédiaires entre elles et la commission.

*Article 10.* — Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la commission seront prises à la majorité simple des voix.

*Article 11.* — Les parties contractantes s'engagent à faciliter, dans la plus large mesure possible, les travaux de la commission et, en particulier, à user de tous les moyens dont elles disposent, d'après leur législation intérieure, pour lui permettre de procéder, sur leur territoire, à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts, ainsi qu'à des descentes sur les lieux.

*Article 12.* — La commission présentera son rapport dans les six mois à compter du jour où elle aura été saisie du différend, à moins que les parties contractantes ne décident, d'un commun accord, de proroger ce délai.

Un exemplaire du rapport sera remis à chacune des parties.

Le rapport de la commission n'aura, ni en ce qui concerne l'exposé des faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, le caractère d'une sentence arbitrale.

*Article 13.* — La commission de conciliation fixera le délai dans lequel les parties auront à se prononcer à l'égard de ses propositions. Ce délai n'excédera pas toutefois la durée de trois mois.

*Article 14.* — Pendant la durée effective de la procédure, les membres de la commission de conciliation recevront une indemnité dont le montant sera arrêté entre les parties contractantes.

Chaque partie supportera ses propres frais et une part égale des frais de la commission.

*Article 15.* — Si l'une des parties n'accepte pas les propositions de la commission permanente de conciliation ou ne se prononce pas dans le délai fixé par son rapport, chacune d'elles pourra demander que le litige soit soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Dans le cas où, de l'avis de la Cour, le litige ne serait pas d'ordre juridique, les parties conviennent qu'il sera tranché *ex æquo et bono*.

*Article 16.* — Les parties contractantes établiront, dans chaque cas particulier, un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, les compétences particulières qui pourraient être dévolues à la Cour permanente de Justice internationale, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre elles.

Le compromis sera établi par échange de notes entre les gouvernements des parties contractantes.

Il sera interprété en tous points par la Cour de Justice.

Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des parties a été saisie d'une demande aux fins de règlement judiciaire, chaque partie pourra saisir la Cour de Justice par voie de simple requête.

*Article 17.* — Si la Cour permanente de Justice internationale établissait qu'une décision d'une instance judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des parties contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens, et si le droit constitutionnel de cette partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, il serait accordé à la partie lésée une satisfaction équitable d'un autre ordre.

*Article 18.* — L'arrêt rendu par la Cour permanente de Justice internationale sera exécuté de bonne foi par les parties.

Les difficultés auxquelles son interprétation pourrait donner lieu seront tranchées par la Cour de Justice que chacune des parties pourra saisir à cette fin par voie de simple requête.

*Article 19.* — Durant le cours de la procédure de conciliation ou de la procédure judiciaire, les parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la commission de conciliation ou sur l'exécution de l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale.

*Article 20.* — Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront, sauf convention contraire, soumises directement à la Cour permanente de Justice internationale par voie de simple requête.

*Article 21.* — Le présent traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés à Luxembourg dans le plus bref délai possible.

Le traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications. Il est conclu pour la durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera censé être renouvelé pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite.

Si une procédure de conciliation ou une procédure judiciaire est pendante lors de l'expiration du présent traité, elle suivra son cours conformément aux dispositions du présent traité ou de toute autre convention que les parties contractantes seraient convenues de lui substituer.

---

#### 478. — CONVENTION DE CONCILIATION, D'ARBITRAGE ET DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ENTRE LE DANEMARK ET LA GRÈCE

ATHÈNES, 13 AVRIL 1933<sup>1</sup>.

##### CHAPITRE PREMIER. — DU RÈGLEMENT PACIFIQUE EN GÉNÉRAL.

*Article premier.* — Les différends de toute nature qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties contractantes et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis, dans les conditions fixées par la présente convention, à un règlement judiciaire ou arbitral, précédé, selon les cas, obligatoirement ou facultativement, d'un recours à la procédure de conciliation.

*Article 2.* — Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale serait prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions. Toutefois, si une solution du différend n'intervenait pas par application de cette procédure, les dispositions du présent traité relatives à la procédure arbitrale ou au règlement judiciaire recevraient application.

*Article 3.* — 1. S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Hautes Parties contractantes, relève de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, cette partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par la présente convention, avant qu'une décision définitive ait été rendue dans des délais raisonnables par l'autorité compétente.

---

<sup>1</sup> Communication du Gouvernement danois.

2. La partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par la présente convention, devra notifier à l'autre partie son intention dans un délai d'un an, à partir de la décision susvisée.

#### CHAPITRE II. — DU RÈGLEMENT JUDICIAIRE.

*Article 4.* — Tous différends au sujet desquels les parties se contesteraient réciproquement un droit seront soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que les parties ne tombent d'accord, dans les termes prévus ci-après, pour recourir à un tribunal arbitral.

Il est entendu que les différends ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

*Article 5.* — Si les parties sont d'accord pour soumettre les différends visés à l'article précédent à un tribunal arbitral, elles rédigeront un compromis dans lequel elles fixeront l'objet du litige, le choix des arbitres et la procédure à suivre. A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, il sera fait application dans la mesure nécessaire des dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Dans le silence du compromis quant aux règles de fond à appliquer par les arbitres, le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

*Article 6.* — A défaut d'accord entre les parties sur le compromis visé à l'article précédent ou à défaut de désignation d'arbitres et après un préavis de trois mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour permanente de Justice internationale.

*Article 7.* — 1. Pour les différends prévus à l'article 4, avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, ou avant toute procédure arbitrale, les parties pourront, d'un commun accord, recourir à la procédure de conciliation prévue par la présente convention.

2. En cas de recours à la conciliation et d'échec de cette procédure, aucune des parties ne pourra porter le différend devant la Cour permanente de Justice internationale ou demander la constitution du tribunal arbitral visé à l'article 5 avant l'expiration du délai d'un mois à compter de la clôture des travaux de la commission de conciliation.

#### CHAPITRE III. — DE LA CONCILIATION.

*Article 8.* — Tous différends entre les parties, autres que ceux prévus à l'article 4, seront soumis obligatoirement à une procédure de conciliation avant de pouvoir faire l'objet d'un règlement arbitral.

*Article 9.* — Les différends visés à l'article précédent seront portés devant une commission de conciliation permanente ou spéciale constituée par les parties.

*Article 10.* — Sur la demande adressée par une des Hautes Parties contractantes à l'autre partie, il devra être constitué, dans les six mois, une commission permanente de conciliation.

*Article 11.* — Sauf accord contraire des parties, la commission de conciliation sera constituée comme suit :

1. La commission comprendra cinq membres. Les Hautes Parties contractantes en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les trois autres commissaires seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des parties, ni se trouver à leur service. Parmi eux, les Hautes Parties contractantes désigneront le président de la commission.

2. Les commissaires seront nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Les commissaires nommés en commun pourront être remplacés au cours de leur mandat, de l'accord des parties. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra toujours, d'autre part, procéder au remplacement du commissaire nommé par elle. Nonobstant leur remplacement, les commissaires resteront en fonctions pour l'achèvement de leurs travaux en cours.

3. Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

*Article 12.* — Si, lorsqu'il s'élève un différend, il n'existe pas une commission permanente de conciliation nommée par les parties, une commission spéciale sera constituée pour l'examen du différend dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des parties à l'autre. Les nominations se feront conformément aux dispositions de l'article précédent, à moins que les parties n'en décident autrement.

*Article 13.* — 1. Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervient pas dans les délais prévus aux articles 10 et 12, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les parties.

2. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3. Si la désignation de deux Puissances dont traite l'alinéa précédent n'intervenait pas dans un délai de deux mois, ou si les deux Puissances désignées n'ont pu tomber d'accord, les nominations nécessaires seront faites par le Président en exercice du Conseil de la Société des Nations qui pourra en être saisi par voie de simple requête adressée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

*Article 14.* — 1. La commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président, par les deux parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des parties.

2. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

3. Si la requête émane d'une seule des parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à l'autre partie.

*Article 15.* — 1. Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des parties aura porté un différend devant une commission permanente de conciliation, chacune des parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2. La partie qui usera de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

*Article 16.* — 1. La commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire des parties, au siège de la Société des Nations ou en tout autre lieu désigné par son président.

2. La commission pourra, en toute circonstance, demander au Secrétaire général de la Société des Nations de prêter son assistance à ses travaux.

*Article 17.* — Les travaux de la commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des parties.

*Article 18.* — 1. Sauf accord contraire des parties, la commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

2. Les parties seront représentées auprès de la commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

3. La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

*Article 19.* — Sauf accord contraire des parties, les décisions de la commission de conciliation seront prises à la majorité des voix et la commission ne pourra se prononcer sur le fond du différend que si tous ses membres sont présents.

*Article 20.* — Les parties s'engagent à faciliter les travaux de la commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

*Article 21.* — 1. Pendant la durée de leurs travaux, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté du

commun accord des parties, qui en supporteront chacune une part égale.

2. Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la commission seront répartis de la même façon.

*Article 22.* --- 1. La commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les parties n'ont pu être conciliées. Le procès-verbal ne mentionnera pas si les décisions de la commission ont été prises à l'unanimité ou à la majorité.

3. Les travaux de la commission devront, à moins que les parties n'en conviennent autrement, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du différend.

*Article 23.* — Le procès-verbal de la commission sera porté sans délai à la connaissance des parties. Il appartient aux parties d'en décider la publication.

#### CHAPITRE IV. — DU RÈGLEMENT ARBITRAL.

*Article 24.* — Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la commission de conciliation visée dans les articles précédents, les parties ne se sont pas entendues, la question sera portée devant un tribunal arbitral constitué, sauf accord contraire des parties, de la manière indiquée ci-après.

*Article 25.* — Le tribunal arbitral comprendra cinq membres. Les parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les deux autres arbitres et le surarbitre seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des parties, ni se trouver à leur service.

*Article 26.* -- 1. Si la nomination des membres du tribunal arbitral n'intervient pas dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des parties à l'autre de constituer un tribunal arbitral, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les parties.

2. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3. Si, dans un délai de trois mois, les Puissances ainsi désignées n'ont pu tomber d'accord ou si la désignation des Puissances dont traite l'alinéa 2 du présent article n'intervenait pas dans ce délai, les nominations nécessaires seront faites par le Président de la Cour

permanente de Justice internationale qui pourra en être saisi par voie de simple requête adressée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes. Si celui-ci est empêché, ou s'il est ressortissant de l'une des parties, les nominations seront faites par le Vice-Président. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des parties, les nominations seront faites par le membre le plus âgé de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des parties.

*Article 27.* — Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

*Article 28.* — Les parties rédigeront un compromis déterminant l'objet du litige et la procédure à suivre.

*Article 29.* — A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, relativement aux points indiqués dans l'article précédent, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

*Article 30.* — Faute de conclusion d'un compromis dans un délai de trois mois à partir de la constitution du tribunal, celui-ci sera saisi par requête de l'une ou l'autre des parties.

*Article 31.* — Dans le silence du compromis ou à défaut de compromis, le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. En tant qu'il n'existe pas de pareilles règles applicables au différend, le tribunal jugera *ex æquo et bono*.

#### CHAPITRE V. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

*Article 32.* — 1. Dans tous les cas où le différend fait l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire, notamment si la question au sujet de laquelle les parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale, statuant conformément à l'article 41 de son Statut, ou le tribunal arbitral, indiquera dans le plus bref délai possible les mesures provisoires qui doivent être prises. Les parties seront tenues de s'y conformer.

2. Si la commission de conciliation se trouve saisie du différend, elle pourra recommander aux parties les mesures provisoires qu'elle estimera utiles.

3. Les parties s'engagent à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision judiciaire ou arbitrale ou aux arrangements proposés par la commission de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

*Article 33.* — Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite partie ne permettait pas ou

ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Hautes Parties contractantes conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la partie lésée, une satisfaction équitable.

*Article 34.* — 1. La présente convention sera applicable entre les Hautes Parties contractantes encore qu'une tierce Puissance ait un intérêt dans le différend.

2. Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle auront participé d'autres États que les parties en cause, le Greffe de la Cour permanente de Justice internationale ou le tribunal arbitral les avertit sans délai.

Chacun d'eux aura le droit d'intervenir et, s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est obligatoire à son égard.

*Article 35.* — Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, y compris ceux relatifs à la qualification des litiges, seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

*Article 36.* — La présente convention, conforme au Pacte de la Société des Nations, ne sera pas interprétée comme restreignant la mission de celle-ci de prendre, à tout moment, les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde.

*Article 37.* — 1. La présente convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Copenhague.

Elle sera enregistrée au Secrétariat de la Société des Nations.

2. La convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de la date de l'échange des ratifications.

3. Si elle n'est pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration de ce terme, elle demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

4. Nonobstant la dénonciation par l'une des parties contractantes, les procédures engagées au moment de l'expiration du terme de la convention continueront jusqu'à leur achèvement normal.

---

#### 479. — CONVENTION DE CONCILIATION, DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ET D'ARBITRAGE ENTRE LA LETTONIE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE

GENÈVE, 11 OCTOBRE 1933<sup>1</sup>.

*Article premier.* — Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à régler, dans tous les cas, par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par la présente convention, tous les différends de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre la Tchécoslovaquie et la Lettonie après la date de l'entrée en vigueur de la présente convention, et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

---

<sup>1</sup> Communication du Gouvernement tchécoslovaque.

*Article 2.* — Tous différends entre les Hautes Parties contractantes de quelque nature qu'ils soient, et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumis pour jugement, soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de Justice internationale, ainsi qu'il est prévu ci-après.

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

*Article 3.* — Avant toute procédure arbitrale ou avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, le différend sera soumis à fin de conciliation à une commission internationale permanente, dite commission permanente de conciliation, constituée conformément à la présente convention.

*Article 4.* — S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, le différend ne sera soumis à la procédure prévue par la présente convention qu'après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans des délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente.

*Article 5.* — La commission permanente de conciliation prévue à l'article 3 sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir : les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances ; ces trois commissaires devront être de nationalité différente et, parmi eux, les Hautes Parties contractantes désigneront le président de la commission.

Les commissaires sont nommés pour trois ans ; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement, et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire, par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

*Article 6.* — La commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois à partir de la date où une des Hautes Parties contractantes en demandera à l'autre la création.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervenait pas dans ce délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le Président de la Cour permanente de Justice internationale ou, s'il est ressortissant d'une des Hautes Parties contractantes, le Vice-Président ou le membre le plus ancien de la Cour, qui n'est ressortissant d'aucune des Hautes Parties contractantes, sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

*Article 7.* — La commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des parties.

[*Pour les al. 2 et 3, voir art. 7, al. 2 et 3, du Traité entre l'Espagne et la France, 10 juillet 1929, p. 277.*]

*Article 8.* — Dans un délai de quinze jours à partir de la date où la commission permanente de conciliation aura été saisie du différend, chacune des parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

*Articles 9 à 13.* [*Voir articles 9 à 13 du traité précité, p. 278.*]

*Article 14.* — Sauf disposition contraire de la présente convention, les décisions de la commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

*Article 15.* [*Voir art. 15 du traité précité, pp. 278-279.*]

*Article 16.* — Pendant la durée des travaux de la commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Hautes Parties contractantes, qui en supporteront chacune une part égale. Les frais auxquels donnerait lieu le fonctionnement de la commission seront également partagés par moitié.

*Article 17.* — A défaut de conciliation devant la commission permanente de conciliation, les différends au sujet desquels les parties se contesteraient réciproquement un droit seront soumis d'un commun accord par voie de compromis, soit à la Cour permanente de Justice internationale, dans les conditions et suivant la procédure prévues par son Statut, soit à un tribunal arbitral, dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

A défaut d'accord entre les parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement par voie de requête le différend devant la Cour permanente de Justice internationale.

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

*Article 18.* — Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la commission permanente de conciliation ou, si celle-ci ne s'en trouvait plus saisie, le tribunal arbitral ou la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son Statut, indiqueront, s'il y a lieu et dans le plus bref délai possible, quelles mesures provisoires doivent être prises. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à s'y conformer, à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements proposés par la commission permanente de conciliation, et en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

*Article 19.* — La présente convention reste applicable entre les Hautes Parties contractantes encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

*Article 20.* — La présente convention sera communiquée pour enregistrement à la Société des Nations conformément à l'article 18 du Pacte.

*Article 21.* — La présente convention sera ratifiée. Les ratifications en seront échangées à Prague.

Elle entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de cinq ans à compter de son entrée en vigueur. Si elle n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de ce délai, elle sera considérée comme renouvelée pour une période de cinq années et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration de la présente convention, une procédure quelconque en vertu de cette convention se trouvait pendante devant la commission permanente de conciliation, devant un tribunal arbitral ou devant la Cour permanente de Justice internationale, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

---

TROISIÈME PARTIE  
ACTES DIVERS  
PRÉVOYANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

---

SOMMAIRE

SECTION A : ACTES COLLECTIFS.	Page
480 à 486 . . . . .	296
SECTION B : AUTRES ACTES.	
487 à 492 . . . . .	299

---

## SECTION A

480. — CONVENTION (REVISÉE) CONCERNANT LE TRAVAIL  
DE NUIT DES FEMMES (1934)VOTÉE PAR LA CONFÉRENCE DU TRAVAIL <sup>1</sup>.

GENÈVE, 19 JUIN 1934.

*Entrée en vigueur* : La convention entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Secrétaire général.

481. — CONVENTION CONCERNANT LA DURÉE DU TRAVAIL  
DANS LES VERRERIES A VITRES AUTOMATIQUESVOTÉE PAR LA CONFÉRENCE DU TRAVAIL <sup>2</sup>.

GENÈVE, 21 JUIN 1934.

*Entrée en vigueur* : La convention entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Secrétaire général.

*Ratification* : Norvège \_\_\_\_\_ 21 mai 1935

482. — CONVENTION (REVISÉE) CONCERNANT  
LA RÉPARATION DES MALADIES PROFESSIONNELLES (1934)VOTÉE PAR LA CONFÉRENCE DU TRAVAIL <sup>3</sup>.

GENÈVE, 21 JUIN 1934.

*Entrée en vigueur* : La convention entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Secrétaire général.

*Ratification* : Norvège \_\_\_\_\_ 21 mai 1935

483. — CONVENTION ASSURANT AUX CHÔMEURS  
INVOLONTAIRES DES INDEMNITÉS OU DES ALLOCATIONSVOTÉE PAR LA CONFÉRENCE DU TRAVAIL <sup>4</sup>.

GENÈVE, 23 JUIN 1934.

*Entrée en vigueur* : La convention entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Secrétaire général.

<sup>1</sup> *Conférence internationale du Travail*, 18<sup>me</sup> Session, Genève, 1934, p. 318.

<sup>2</sup> *Op. cit.*, p. 403.

<sup>3</sup> *Op. cit.*, p. 401.

<sup>4</sup> *Op. cit.*, p. 485.

**484. — CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA LUTTE  
CONTRE LES MALADIES CONTAGIEUSES DES ANIMAUX**

GENÈVE, 20 FÉVRIER 1935 <sup>1</sup>.

*Signataires :*

Bulgarie	Pologne
France	Roumanie
Italie	Suisse
Lettonie	Tchécoslovaquie
Pays-Bas (pour le Royaume en Europe)	

*Entrée en vigueur :* La convention entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après que le Secrétaire général de la Société des Nations aura reçu les ratifications ou adhésions de cinq Membres de la Société des Nations ou États non Membres.

*Article 9 (Règlement des différends).* — 1. S'il s'élève entre les Hautes Parties contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions en vigueur entre les parties concernant le règlement des différends internationaux.

2. Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire. A défaut d'un accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend, à la requête de l'une d'elles, à la Cour permanente de Justice internationale, si elles sont toutes parties au Protocole du 16 décembre 1920, relatif au Statut de ladite Cour, et, si elles n'y sont pas toutes parties, à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

**485. — CONVENTION INTERNATIONALE CONCERNANT  
LE TRANSIT DES ANIMAUX, DES VIANDES ET DES AUTRES  
PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE**

GENÈVE, 20 FÉVRIER 1935 <sup>2</sup>.

*Signataires :*

Bulgarie	Pologne
France	Roumanie
Italie	Suisse
Lettonie	Tchécoslovaquie
Pays-Bas (pour le Royaume en Europe)	

<sup>1</sup> *Société des Nations*, doc. C. 77. M. 33. 1935. II. B.

<sup>2</sup> *Société des Nations*, doc. C. 78. M. 34. 1935. II. B.

*Entrée en vigueur* : La convention entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après que le Secrétaire général de la Société des Nations aura reçu les ratifications ou adhésions de cinq Membres de la Société des Nations ou États non Membres.

*Article 16* (Règlement des différends). [Voir art. 9 de la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, p. 297.]

**486. — CONVENTION INTERNATIONALE CONCERNANT  
L'EXPORTATION ET L'IMPORTATION DE PRODUITS  
D'ORIGINE ANIMALE (AUTRES QUE LES VIANDES,  
LES PRÉPARATIONS DE VIANDE, LES PRODUITS  
ANIMAUX FRAIS, LE LAIT ET LES DÉRIVÉS DU LAIT)**

GENÈVE, 20 FÉVRIER 1935<sup>1</sup>.

*Signataires* :

Bulgarie	Pologne
France	Roumanie
Italie	Suisse
Lettonie	Tchécoslovaquie
Pays-Bas (pour le Royaume en Europe)	

*Entrée en vigueur* : La convention entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après que le Secrétaire général de la Société des Nations aura reçu les ratifications ou adhésions de cinq Membres de la Société des Nations ou États non Membres.

*Article 10* (Règlement des différends). [Voir art. 9 de la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, p. 297.]

<sup>1</sup> Société des Nations, doc. C. 79. M. 35. 1935. II. B.

## SECTION B

487. — ACCORD ENTRE LA COMMISSION INTERNATIONALE  
DU DANUBE, LA ROUMANIE ET LA YOUGOSLAVIE  
RELATIF A LA CONSTITUTION DES SERVICES SPÉCIAUX  
AUX PORTES-DE-FER

SEMMERING, 28 JUIN 1932 <sup>1</sup>.

*(Ratifications échangées à Vienne le 6 juin 1933.)*

*Article 66.* — La juridiction compétente pour le règlement des différends sur l'interprétation et l'application du présent accord est la juridiction spéciale organisée par la Société des Nations, mentionnée à l'article XXXVIII du Statut du Danube.

488. — CONVENTION CONCERNANT LA NAVIGATION  
AÉRIENNE ENTRE LA HONGRIE ET L'ITALIE

ROME, 5 JUILLET 1932 <sup>2</sup>.

*(Ratifications échangées à Budapest le 28 septembre 1933.)*

*Article 19.* — Les détails d'application de la présente convention seront réglés, toutes les fois qu'il sera possible, par entente directe entre les administrations compétentes des deux parties contractantes, notamment en ce qui concerne les formalités douanières.

Chacune des Hautes Parties contractantes communiquera à l'autre tous les actes contraires aux dispositions de la présente convention commis éventuellement sur son territoire par des personnes physiques ou morales possédant la nationalité de l'autre État.

Toute contestation concernant l'application de la présente convention qui n'aurait pu être réglée à l'amiable par la voie diplomatique ordinaire, sera réglée suivant les dispositions contenues dans le Traité de conciliation et d'arbitrage italo-hongrois du 5 avril 1927.

<sup>1</sup> *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CXL, p. 191.

<sup>2</sup> *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CXLIV, p. 257.

**489. — CONVENTION SUR LA RECONNAISSANCE  
ET L'EXÉCUTION DE DÉCISIONS JUDICIAIRES  
ENTRE L'ITALIE ET LA SUISSE**

ROME, 3 JANVIER 1933<sup>1</sup>.

(Ratifications échangées à Berne le 6 septembre 1933.)

*Article 17.* — Les contestations qui s'élèveraient entre les Hautes Parties contractantes, relativement à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, seront réglées conformément aux dispositions du Traité de conciliation et de règlement judiciaire, conclu le 20 septembre 1924, à moins que les Hautes Parties contractantes ne soient d'accord pour admettre un autre moyen de règlement.

**490. — PROTOCOLE DE PAIX, D'AMITIÉ ET DE  
COOPÉRATION ENTRE LA COLOMBIE ET LE PÉROU**

RIO-DE-JANEIRO, 24 MAI 1934<sup>2</sup>.

(Approuvé par le Congrès péruvien [télégramme du Gouvernement du Pérou au Secrétaire général de la Société des Nations en date du 3 novembre 1934<sup>3</sup>]. Par une note en date du 27 février 1935<sup>4</sup>, le Gouvernement de Colombie a fait connaître au Secrétaire général de la Société des Nations que des difficultés de procédure parlementaire avaient entravé l'examen du Protocole par le Congrès colombien, et que les Gouvernements de Colombie et du Pérou avaient convenu de proroger au 30 novembre 1935 le délai primitivement prévu pour l'échange des ratifications.)

*Article 6.* — Pour s'occuper des accords mentionnés à l'article 4 et en hâter l'exécution, il est créé une commission de trois membres nommés par les Gouvernements du Pérou, de la Colombie et du Brésil, dont le président sera le membre nommé par ce dernier pays. Le siège de la commission sera sur le territoire de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, dans les limites de la région à laquelle s'appliquent les accords précités. La commission

<sup>1</sup> Société des Nations, *Recueil des Traités*, vol. CXLII, p. 17.

<sup>2</sup> Société des Nations, *Journal officiel*, XV<sup>me</sup> année, n° 7, deuxième partie (juillet 1934), p. 933.

<sup>3</sup> Société des Nations, *Journal officiel*, XV<sup>me</sup> année, n° 12, première partie (déc. 1934), p. 1620.

<sup>4</sup> Société des Nations, *Journal officiel*, XVI<sup>me</sup> année, n° 3 (mars 1935), p. 446.

aura la faculté de se déplacer d'un point à un autre, dans ces limites, afin de collaborer plus efficacement avec les autorités locales des deux États au maintien d'un régime de paix permanente et de bon voisinage sur la frontière commune. Cette commission restera en fonction pendant une période de quatre ans, qui pourra être prorogée si les deux Gouvernements le jugent utile.

*Paragraphe 1.* — Cette commission mixte n'a pas de pouvoirs de police, ni de fonctions administratives ni de compétence judiciaire dans les territoires soumis à la juridiction des Hautes Parties contractantes dont l'autorité s'exercera sur ces territoires en toute plénitude.

*Paragraphe 2.* — Toutefois, si, dans l'exécution des accords susmentionnés qui font partie intégrante du présent Protocole, surgissent des conflits par suite d'actes ou de décisions comportant une violation de l'un desdits accords ou ayant trait à leur interprétation, ou à la nature ou à l'étendue de la réparation due par suite de rupture de l'un de ces accords, et si ces conflits sont portés par les intéressés à la connaissance de la commission, celle-ci les transmettra, accompagnés de son rapport, aux deux Gouvernements afin que ces derniers prennent d'un commun accord les mesures appropriées.

*Paragraphe 3.* — A défaut de cette entente et à l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date de la communication faite aux deux Gouvernements, le conflit sera résolu par la commission. L'un ou l'autre des deux Gouvernements pourra, dans un délai de trente jours, faire appel de cette décision auprès de la Cour permanente de Justice internationale à La Haye.

*Paragraphe 4.* — Les deux Gouvernements demanderont au Gouvernement du Brésil de collaborer à la composition de la commission.

*Article 7.* — La Colombie et le Pérou s'engagent solennellement à ne pas se faire la guerre ni à employer directement ou indirectement la force comme moyen de solution de leurs problèmes actuels ou de tous autres problèmes qui pourraient surgir à l'avenir. Si, dans une éventualité quelconque, ces deux pays ne réussissent pas à résoudre ces problèmes par voie de négociations diplomatiques directes, l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes pourra recourir à la procédure prévue à l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, sans que la juridiction de cette dernière puisse être exclue ou limitée par les réserves que l'une quelconque des Parties aurait faites au moment de souscrire à la clause facultative.

*Paragraphe unique.* — Dans ce cas, une fois la sentence prononcée, les Hautes Parties contractantes s'engagent à fixer entre elles les moyens de l'appliquer. Si elles n'aboutissent pas à un accord, la Cour permanente aura, en plus de sa compétence ordinaire, les pouvoirs nécessaires pour rendre effective la sentence par laquelle elle aura proclamé le droit de l'une des Hautes Parties contractantes.

**491.—AGREEMENT BETWEEN GREAT BRITAIN  
AND LITHUANIA  
RELATING TO TRADE AND COMMERCE.**

LONDON, JULY 6th, 1934 <sup>1</sup>.

*(Ratifications exchanged at London, August 2nd, 1934.)*

*Article 9.*—The Contracting Governments agree that any dispute that may arise between them as to the proper interpretation or application of any of the provisions of the present Agreement shall, at the request of either of them, be referred to the Permanent Court of International Justice, unless in any particular case the Contracting Governments agree to submit the dispute to some other tribunal or to dispose of it by some other form of procedure.

In case any dispute shall fall to be submitted to the Permanent Court of International Justice, the Court shall, unless the Contracting Governments otherwise agree, be requested to give its decision in accordance with the summary procedure provided for in Article 29 of the Statute of the Court.

**492.—AGREEMENT SUPPLEMENTARY  
TO THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION  
OF JANUARY 18th, 1926,  
BETWEEN ESTONIA AND GREAT BRITAIN.**

LONDON, JULY 11th, 1934 <sup>2</sup>.

*(Ratifications exchanged at London, August 29th, 1934.)*

*Article 8.*—Any dispute that may arise between the Contracting Parties as to the proper interpretation or application of any of the provisions of the present Agreement or of the Treaty of commerce and navigation, signed at Tallinn on the 18th January, 1926, shall, at the request of either of them, be referred to the Permanent Court of International Justice, unless in any particular case the Contracting Parties agree to submit the dispute to some other tribunal or to dispose of it by some other form of procedure.

In case any dispute shall fall to be submitted to the Permanent Court of International Justice the Court shall, unless the Contracting Parties otherwise agree, be requested to give its decision in accordance with the summary procedure provided for in Article 29 of the Statute of the Court.

<sup>1</sup> H.M. Stationery Office, *Treaty Series No. 20* (1934), Cmd. 4680.

<sup>2</sup> H.M. Stationery Office, *Treaty Series No. 32* (1934), Cmd. 4736.

**493.—COMMERCIAL AGREEMENT  
BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND LATVIA  
(WITH PROTOCOL AND NOTES).**

LONDON, JULY 17th, 1934<sup>1</sup>.

*(Ratifications exchanged at London, October 2nd, 1934.)*

*Article 9.*—The Contracting Governments agree that any dispute that may arise between them as to the proper interpretation or application of any of the provisions of the present Agreement or of the Treaty of commerce and navigation mentioned in Article 8 shall, at the request of either of them, be referred to the Permanent Court of International Justice, unless in any particular case the Contracting Governments agree to submit the dispute to some other tribunal or to dispose of it by some other form of procedure.

In case any dispute shall fall to be submitted to the Permanent Court of International Justice the Court shall, unless the Contracting Governments otherwise agree, be requested to give its decision in accordance with the summary procedure provided for in Article 29 of the Statute of the Court.

**494. — RAPPORT PRÉVU PAR L'ARTICLE 15, PARAGRAPHE 4,  
DU PACTE (RELATIF AU DIFFÉREND ENTRE LA BOLIVIE  
ET LE PARAGUAY)**

ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS  
LE 24 NOVEMBRE 1934<sup>2</sup>.

13. Les négociations relatives à la conclusion d'un traité de paix seront ouvertes dans une conférence siégeant à Buenos-Ayres dans un délai maximum d'un mois après la date de la cessation des hostilités visée au paragraphe 12 ci-dessus.

Le Président de la République argentine sera prié de fixer la date de cette conférence et d'inviter à y prendre part, outre la Bolivie et le Paraguay: les États limitrophes, les États ayant fait partie du Comité des neutres de Washington, l'Équateur et le Venezuela. Les travaux de cette conférence porteront sur les trois catégories de questions suivantes:

- a) fixation définitive de la frontière entre les deux pays;
- b) clauses de sécurité;
- c) clauses économiques.

<sup>1</sup> H.M. Stationery Office, *Treaty Series No. 20 (1934)*, Cmd. 4680.

<sup>2</sup> *Société des Nations, Journal officiel*, Supplément spécial n° 132, Genève, 1934, p. 43.

14. Par l'acceptation des présentes recommandations, les Parties reconnaissent que si, à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la date d'ouverture de la conférence, la frontière n'a pas été fixée par négociations, ou s'il n'a pas été établi de compromis d'arbitrage, la Cour permanente de Justice internationale aura à statuer, conformément aux dispositions ci-après. Ladite acceptation vaudra compromis au sens de l'article 40 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, et le Secrétaire général lui transmettra le présent rapport au nom des Parties.

La Cour, examinant toutes les circonstances, appliquera les règles de droit énumérées dans l'article 38 de son Statut, en tenant compte de :

- a) l'adhésion des Parties à la déclaration des nations américaines en date du 3 août 1932 ;
- b) l'adhésion des Parties au principe de *uti possidetis* de 1810, accepté par les deux Parties aux Conférences de Buenos-Ayres de 1928.

La mission confiée à la Cour sera la suivante :

Étant donné qu'il existe entre la Bolivie et le Paraguay un différend territorial ou de frontières, et que ce que l'une des Parties considère comme l'exercice de sa souveraineté territoriale est considéré par l'autre Partie comme une usurpation sur ses droits et une occupation illégale, examiner les titres et les arguments présentés de part et d'autre et, en conséquence de cet examen, dire et juger s'il y a des régions, et lesquelles, qui doivent être évacuées et remises par l'une des Parties à l'autre comme relevant de la souveraineté de celle-ci, les deux Parties s'engageant d'avance à accepter et à exécuter l'arrêt de la Cour.

15. Si, dans un délai de deux mois après la fixation de la frontière soit par négociation, soit par décision arbitrale ou judiciaire, un accord n'est pas intervenu en ce qui concerne les clauses de sécurité (achèvement de la démobilisation, limitation des effectifs et des armements, pacte de non-agression, etc.), destinées à être substituées à celles qui ont été établies ci-dessus pour la cessation des hostilités, les questions en litige seront soumises pour avis à la commission de contrôle prévue au paragraphe 12 ci-dessus. A défaut d'accord intervenu entre les Parties dans un délai d'un mois après que communication leur aura été faite de l'avis de la commission de contrôle, les questions restant en litige seront réglées par voie arbitrale. En l'absence de compromis d'arbitrage intervenu entre les Parties dans un délai supplémentaire d'un mois, les arbitres, au nombre de trois à défaut d'accord contraire des Parties, seront désignés par le Président de la Cour permanente de Justice internationale et le tribunal d'arbitrage statuera sur les allégations des Parties.

16. Si, dans un délai de six mois après la fixation de la frontière, un accord n'est pas intervenu en ce qui concerne les clauses d'ordre économique (arrangements de transit, de commerce, de navigation, etc.), les questions en litige seront soumises, pour avis, à un comité d'experts nommés par le Conseil de la Société des

Nations, après consultation du président du Comité économique et du président de la Commission consultative et technique des communications et du transit de la Société des Nations. A défaut d'accord intervenu entre les Parties dans un délai de deux mois après que communication leur aura été faite de l'avis du comité d'experts, les questions restant en litige seront réglées par voie arbitrale. En l'absence de compromis d'arbitrage intervenu entre les Parties dans un délai supplémentaire d'un mois, les arbitres, au nombre de trois à défaut d'accord contraire des Parties, seront désignés par le Président de la Cour permanente de Justice internationale et le tribunal d'arbitrage statuera sur les allégations des Parties.

17. Les délais prévus aux paragraphes 13, 14, 15 et 16 ci-dessus ne pourront être prolongés que par l'accord des Parties.

\* \* \*

18. Les dispositions de l'article 13 du Pacte sont applicables aux décisions arbitrales ou judiciaires visées dans les recommandations ci-dessus.

#### 495. — PROTOCOLE ENTRE LA BOLIVIE ET LE PARAGUAY

BUENOS-AYRES, 12 JUIN 1935<sup>1</sup>.

(Ratifié par la Bolivie le 21 juin 1935  
et par le Paraguay le 20 juin 1935.)

##### I.

Demander au groupe médiateur<sup>2</sup> de prier le Président de la République argentine de convoquer immédiatement la Conférence de la Paix, aux fins suivantes :

1. Ratifier solennellement le présent Accord.
2. Résoudre les questions pratiques qui viendraient à se poser lors de l'application des mesures de sécurité adoptées pour la cessation des hostilités.
3. Promouvoir le règlement des différends entre le Paraguay et la Bolivie par accord direct entre les Parties, étant entendu que le Paraguay et la Bolivie, au cas où les négociations directes n'aboutiraient pas, assument par le présent Accord l'obligation de résoudre les différends du Chaco au moyen de l'arbitrage de droit, en désignant dès maintenant comme arbitre la Cour permanente de Justice internationale de La Haye.

<sup>1</sup> *Société des Nations*, doc. C. 270. M. 137. 1935. VII. Genève, le 9 juillet 1935.

<sup>2</sup> Composé de représentants des Gouvernements des États-Unis d'Amérique, de l'Argentine, du Brésil, du Chili, du Pérou et de l'Uruguay.

La Conférence de la Paix mettra fin aux négociations directes, si elle juge le moment venu de déclarer qu'il n'est pas possible, par ce moyen, d'arriver à un règlement définitif ; dans ce cas, on passera à la conclusion, par accord entre les Parties, du compromis d'arbitrage, la Conférence de la Paix ne pouvant mettre fin à ses fonctions tant que ce compromis d'arbitrage n'aura pas été définitivement conclu.

4. Promouvoir, au moment où elle le jugera opportun, l'accord entre les Parties au sujet de l'échange et du rapatriement des prisonniers, sur la base des usages et des principes du droit international.

5. Établir un régime de transit, de commerce et de navigation tenant compte de la position géographique des Parties.

6. Promouvoir l'établissement de facilités et la conclusion d'accords de divers genres destinés à favoriser le développement des deux pays belligérants.

7. La Conférence de la Paix constituera une commission internationale qui rendra un verdict sur les responsabilités de tout ordre et de tout genre provenant de la guerre. Si les conditions de ce verdict ne sont pas acceptées par une des Parties, la question sera tranchée définitivement par la Cour permanente de Justice internationale de La Haye. Les Gouvernements de la Bolivie et du Paraguay s'engagent à obtenir, dans un délai de dix jours à compter de la date du présent Accord, son approbation législative.

QUATRIÈME PARTIE

ACTES CONFÉRANT A LA COUR OU A SON PRÉSIDENT  
UNE FONCTION EXTRAJUDICIAIRE

(NOMINATION DE TIERS ARBITRES, DE PRÉSIDENTS DE COMMISSIONS  
DE CONCILIATION, ETC.).

---

SOMMAIRE

SECTION A : NOMINATION PAR LA COUR.

*(Pas d'actes nouveaux.)*

SECTION B : NOMINATION PAR LE PRÉSIDENT (LE VICE-PRÉSIDENT  
OU LE JUGE LE PLUS AGÉ).

	Page
496. . . . .	308

---

## SECTION B

496. — TRAITÉ MODIFIANT LE TRAITÉ DE DOUANE  
ET DE CRÉDIT CONCLU ENTRE L'ALLEMAGNE  
ET LES PAYS-BAS LE 26 NOVEMBRE 1925

BERLIN, 27 AVRIL 1933<sup>1</sup>.

(Ratifications échangées à La Haye le 29 décembre 1933.)

*Article 4.* — Le tribunal d'arbitrage sera constitué conformément aux dispositions du paragraphe premier du protocole annexé au Traité de douane et de crédit germano-néerlandais du 26 novembre 1925<sup>2</sup>.

Le tribunal d'arbitrage aura à se prononcer non pas sur le régime des diverses marchandises, mais uniquement sur le point de savoir si, dans l'ensemble, l'offre allemande équivaut, en moyenne, aux dispositions en vigueur jusqu'à ce moment.

<sup>1</sup> *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CXLV, p. 155.

<sup>2</sup> Ce protocole prescrit la constitution d'un tribunal arbitral de cinq membres, dont trois, y compris le président, nommés d'un commun accord. A défaut d'accord, chaque partie pourra prier le Président de la Cour permanente de Justice internationale de les nommer ou de nommer le président (voir *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*, 4<sup>me</sup> éd., 1932, p. 651).

LISTE <sup>1</sup> PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE DES ACTES  
(DÉJÀ ENTRÉS EN VIGUEUR OU SIMPLEMENT SIGNÉS)  
RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR <sup>2</sup>

1919.	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N <sup>os</sup> .	Pages.
28 juin	Versailles	Pacte de la S. d. N.	(Membres de la S. d. N.)	1	16
28 juin	Versailles	Traité de paix	Puiss. alliées et associées et Allemagne	220	533
28 juin	Versailles	Traité (dit des Minorités)	Princ. Puiss. alliées et associées et Pologne	221	538
10 sept.	Saint-Germain-en-Laye	Traité de paix	Puiss. alliées et associées et Autriche	222	539
10 sept.	Saint-Germain-en-Laye	Traité (dit des Minorités)	Princ. Puiss. alliées et associées et Yougoslavie	223	542
10 sept.	Saint-Germain-en-Laye	Traité (dit des Minorités)	Princ. Puiss. alliées et associées et Tchécoslovaquie	224	543
10 sept.	Saint-Germain-en-Laye	Conv. relative au contrôle du commerce des armes et des munitions	(Traité collectif)	162	484
10 sept.	Saint-Germain-en-Laye	Conv. concernant le régime des spiritueux en Afrique	É.-U. d'Amérique, Belgique, Empire britannique, France, Italie, Japon, Portugal	163	485

<sup>1</sup> Cette liste mentionne les actes parvenus à la connaissance du Greffe à la date du 15 juin 1935. Y sont également mentionnés les actes conférant à la Cour ou à son Président une fonction extrajudiciaire (nomination de tiers arbitres, de présidents de commissions de conciliation, etc.).

<sup>2</sup> Le texte intégral des actes ayant pour objet le règlement pacifique des différends ainsi que les dispositions pertinentes des autres actes visant la compétence de la Cour et qui sont parvenus à la connaissance du Greffe avant le 15 juin 1935 sont reproduits soit dans la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*, quatrième édition, soit dans les Huitième, Neuvième et Dixième Rapports annuels (pp. 451-475, 303-335 et 277-322), soit dans le chapitre X du présent volume (quatrième addendum à la quatrième édition de la *Collection*). Les deux dernières colonnes de la présente liste indiquent le numéro d'ordre de chaque acte, ainsi que le volume dans lequel il est cité. Sauf indication contraire, les numéros et pages sont ceux du volume Série D, n<sup>o</sup> 6 : *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour* (quatrième édition).

E 8 : *Huitième Rapport annuel*; E 9 : *Neuvième Rapport annuel*; E 10 : *Dixième Rapport annuel*; E 11 : *Onzième Rapport annuel* (15 juin 1934 — 15 juin 1935), c'est-à-dire le présent volume.

## 310 ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

<b>1919</b> ( <i>suite</i> ).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>Nos. Pages.</i>
10 sept.	Saint-Germain-en-Laye	Conv. portant revision de l'Acte général de Berlin du 26 févr. 1885 et de l'Acte général et de la Déclaration de Bruxelles du 2 juill. 1890	É.-U. d'Amérique, Belgique, Empire britannique, France, Italie, Japon, Portugal	164 485
13 oct.	Paris	Conv. portant réglementation de la navigation aérienne	(Traité collectif)	165 486
27 nov.	Neuilly-sur-Seine	Traité de paix	Puiss. alliées et associées et Bulgarie	225 543
28 nov.	Washington	Conv. tendant à limiter à 8 heures par jour et à 48 heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels	(Traité collectif)	166 487
28 nov.	Washington	Conv. concernant le chômage	(Traité collectif)	167 487
28 nov.	Washington	Conv. concernant le travail de nuit des femmes	(Traité collectif)	168 488
28 nov.	Washington	Conv. fixant l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels	(Traité collectif)	169 488
28 nov.	Washington	Conv. concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie	(Traité collectif)	170 489
29 nov.	Washington	Conv. concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement	(Traité collectif)	171 489
9 déc.	Paris	Traité (dit des Minorités)	Princ. Puiss. alliées et associées et Roumanie	226 545
<b>1920.</b>				
26 mars	Stockholm	Conv. relative à l'institution d'une commission permanente d'enquête et de conciliation	Chili et Suède	359 634
4 juin	Trianon	Traité de paix	Puiss. alliées et associées et Hongrie	227 545
9 juill.	Gênes	Conv. fixant l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime	(Traité collectif)	172 490

<b>1920</b> ( <i>suite</i> ).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>N<sup>os</sup>. Pages.</i>
9 juill.	Gênes	Conv. concernant l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage	(Traité collectif)	173 490
10 juill.	Gênes	Conv. concernant le placement des marins	(Traité collectif)	174 491
10 août	Sèvres	Traité (dit des Minorités)	Princ. Puiss. alliées et associées et Grèce	228 549
10 août	Sèvres	Traité (dit des Minorités)	Princ. Puiss. alliées et Arménie	229 549
9 nov.	Paris	Convention	Pologne et Dantzig	230 550
13 déc.	Genève	Résolution de l'Assemblée de la S. d. N. approuvant le Statut de la C. P. J. I.	—	2 18
16 déc.	Genève	Protocole de signature du Statut de la C. P. J. I.	(Traité collectif)	3 18
16 déc.	Genève	Statut de la C. P. J. I.	—	4 20
17 déc.	Genève	Mandat pour le Sud-Ouest-africain allemand	Conféré à S. M. britannique pour être exercé en son nom par le Gouv. de l'Union sud-africaine	231 550
17 déc.	Genève	Mandat pour le Samoa allemand	Conféré à S. M. britannique pour être exercé en son nom par le Gouv. du Dominion de la Nouvelle-Zélande	232 551
17 déc.	Genève	Mandat pour Nauru	Conféré à S. M. britannique	233 551
17 déc.	Genève	Mandat pour les anciennes possessions allemandes de l'Océan Pacifique situées au sud de l'équateur, autres que le Samoa allemand et Nauru	Conféré à S. M. britannique pour être exercé en son nom par le Gouv. du Commonwealth d'Australie	234 551
17 déc.	Genève	Mandat pour les anciennes possessions allemandes situées au nord de l'équateur, dans l'Océan Pacifique	Conféré à S. M. l'empereur du Japon	235 552
<b>1921.</b>				
20 avril	Barcelone	Conv. et Statut sur la liberté du transit	(Traité collectif)	175 491
20 avril	Barcelone	Conv. et Statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international	(Traité collectif)	176 493

1921 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
17 mai	Genève	Résolution du Conseil de la S. d. N. (conditions auxquelles la Cour est ouverte aux États autres que les Membres de la S. d. N.)	---	5 22
24 juin	Genève	Accord relatif aux îles d'Åland	Finlande et Suède	236 552
23 juill.	Paris	Conv. relative au Statut du Danube	Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Italie, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	237 553
27 juill.	Copenhague	Conv. relative à la navigation aérienne	Danemark et Norvège	238 553
2 oct.	Genève	Déclaration au Conseil de la S. d. N. concernant la protection des minorités en Albanie	Albanie	239 554
29 oct.	Helsingfors	Traité de commerce et de navigation	Estonie et Finlande	240 555
11 nov.	Genève	Conv. concernant l'examen médical obligatoire des enfants et des jeunes gens employés à bord des bateaux	(Traité collectif)	177 494
11 nov.	Genève	Conv. fixant l'âge minimum d'admission des jeunes gens au travail en qualité de soutiers ou chauffeurs	(Traité collectif)	178 495
12 nov.	Genève	Conv. concernant la réparation des accidents du travail dans l'agriculture	(Traité collectif)	179 496
12 nov.	Genève	Conv. concernant les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles	(Traité collectif)	180 496
16 nov.	Genève	Conv. concernant l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agriculture	(Traité collectif)	181 497
17 nov.	Genève	Conv. concernant l'application du repos hebdomadaire dans les établissements industriels	(Traité collectif)	182 497

<b>1921</b> ( <i>suite</i> ).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>Nos. Pages.</i>
19 nov.	Genève	Conv. concernant l'emploi de la céruse dans la peinture	(Traité collectif)	183 498
23 nov.	Portorose	Accord sur la réglementation du trafic ferroviaire international	Autriche, Hongrie, Italie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	241 555
16 déc.	Prague	Accord politique	Autriche et Tchécoslovaquie	242 556
<b>1922.</b>				
22 févr.	Dresde	Acte de navigation de l'Elbe	Allemagne, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Tchécoslovaquie	243 556
17 mars	Varsovie	Accord politique	Estonie, Finlande, Lettonie, Pologne	244 557
12 mai	Genève	Déclaration au Conseil de la S. d. N. concernant la protection des minorités en Lithuanie	Lithuanie	245 558
15 mai	Genève	Conv. relative à la Haute-Silésie	Allemagne et Pologne	246 559
26 juin	Varsovie	Conv. commerciale	Pologne et Suisse	247 561
20 juill.	Londres	Mandat sur l'Est-africain	Conféré à S. M. le roi des Belges	248 562
20 juill.	Londres	Mandat sur l'Est-africain	Conféré à S. M. britannique	249 562
20 juill.	Londres	Mandat sur le Cameroun	Conféré à S. M. britannique	250 563
20 juill.	Londres	Mandat sur le Cameroun	Conféré à la République française	251 563
20 juill.	Londres	Mandat sur le Togo	Conféré à S. M. britannique	252 563
20 juill.	Londres	Mandat sur le Togo	Conféré à la République française	253 563
24 juill.	Londres	Mandat pour la Palestine	Conféré à S. M. britannique	254 564
24 juill.	Londres	Mandat pour la Syrie et le Liban	Conféré à la République française	255 564
4 oct.	Genève	Protocole n° II relatif à la reconstruction de l'Autriche	Autriche, Empire britannique, France, Italie, Tchécoslovaquie	256 564
4 oct.	Genève	Protocole n° III (Déclaration) relatif à la reconstruction de l'Autriche	Autriche	257 565

## 314 ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

<b>1922</b> (suite).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>N<sup>os</sup>. Pages.</i>
7 oct.	Prague	Traité de commerce	Lettonie et Tchécoslovaquie	363 637
10 oct.	Bagdad	Traité d'alliance	Grande-Bretagne et Irak	258 565
19 oct.	Tallinn	Traité de commerce	Estonie et Hongrie	364 637
7 nov.	Stockholm	Conv. relative à la navigation aérienne	Danemark et Suède	259 566
<b>1923.</b>				
20 janv.	La Haye	Conv. de commerce	Pays-Bas et Tchécoslovaquie	260 566
28 févr.	Montevideo	Traité d'arbitrage général obligatoire	Uruguay et Venezuela	12 82
10 avril	Budapest	Accord relatif à l'arbitrage	Autriche et Hongrie	13 83
26 mai	Stockholm	Conv. relative à la navigation aérienne	Norvège et Suède	261 567
23 juin	Washington	Accord pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage	É.-U. d'Amérique et Empire britannique	14 84
7 juill.	Genève	Déclaration au Conseil de la S. d. N. sur les minorités	Lettonie	262 567
24 juill.	Lausanne	Traité de paix	Empire britannique, France, Grèce, Italie, Japon, Roumanie, Turquie	263 569
24 juill.	Lausanne	Déclaration sur l'administration judiciaire	Turquie	360 635
24 juill.	Lausanne	Conv. relative à la compensation à payer par la Grèce aux ressortissants alliés	Empire britannique, France, Grèce, Italie	365 638
23 août	Washington	Accord pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage	É.-U. d'Amérique et Japon	15 86
12 sept.	Genève	Conv. pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes	(Traité collectif)	184 498
17 sept.	Genève	Résolution du Conseil de la S. d. N. relative à la protection des minorités en Estonie	—	264 571

<b>1923</b> ( <i>suite</i> ).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>Nos. Pages.</i>
1 <sup>er</sup> nov.	Tallinn	Traité d'alliance défensive	Estonie et Lettonie	265 571
1 <sup>er</sup> nov.	Tallinn	Traité préliminaire de l'Union économique et douanière	Estonie et Lettonie	366 639
3 nov.	Genève	Conv. internationale pour la simplification des formalités douanières	(Traité collectif)	185 500
19 nov.	Riga	Traité de commerce et de navigation	Hongrie et Lettonie	367 640
9 déc.	Genève	Conv. et Statut sur le régime international des voies ferrées	(Traité collectif)	186 502
9 déc.	Genève	Conv. et Statut sur le régime international des ports maritimes	(Traité collectif)	187 504
9 déc.	Genève	Conv. relative au transport en transit de l'énergie électrique	(Traité collectif)	188 507
9 déc.	Genève	Conv. relative à l'aménagement des forces hydrauliques	(Traité collectif)	189 508
18 déc.	Paris	Conv. relative à l'organisation du statut de la zone de Tanger	Empire britannique, Espagne, France	266 571
<b>1924.</b>				
25 janv.	Paris	Traité d'alliance et d'amitié	France et Tchécoslovaquie	267 572
14 mars	Genève	Protocole n° II relatif à la reconstruction financière de la Hongrie	Hongrie	268 572
14 avril	Bucarest	Conv. concernant le régime des eaux des territoires limitrophes et la liquidation des syndicats de défense contre les inondations, coupés par la frontière	Hongrie et Roumanie	269 573
28 avril	Oslo	Conv. concernant la frontière entre Finmark et Petsamo	Finlande et Norvège	270 573
8 mai	Paris	Conv. relative au Territoire de Memel	Empire britannique, France, Italie, Japon, Lithuanie	271 574

1924 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
30 mai	Varsovie	Traité de commerce et de navigation	Pays-Bas et Pologne	272 575
2 juin	Stockholm	Traité de conciliation	Suède et Suisse	368 640
6 juin	Copenhague	<i>Idem</i>	Danemark et Suisse	369 641
10 juin	Kovno	Échange de notes com- portant un arrangement provisoire relatif au commerce et à la navi- gation	Lithuanie et Pays-Bas	273 576
18 juin	Budapest	Traité de conciliation et d'arbitrage	Hongrie et Suisse	16 86
23 juin	Rio-de-Ja- neiro	Traité relatif au régle- ment judiciaire des dif- férends	Brésil et Suisse	17 90
27 juin	Stockholm	Conv. relative à l'insti- tution d'une commis- sion de conciliation	Finlande et Suède	370 642
27 juin	Stockholm	<i>Idem</i>	Danemark et Suède	371 642
27 juin	Stockholm	<i>Idem</i>	Danemark et Norvège	372 643
27 juin	Stockholm	<i>Idem</i>	Danemark et Finlande	373 643
27 juin	Stockholm	<i>Idem</i>	Finlande et Norvège	374 643
27 juin	Stockholm	<i>Idem</i>	Norvège et Suède	375 644
2 juill.	Riga	Traité de commerce	Lettonie et Pays-Bas	274 576
9 juill.	Copenhague	Conv. relative au Groën- land oriental	Danemark et Norvège	275 577
22 juill.	Tallinn	Traité de commerce provisoire	Estonie et Pays-Bas	276 577
9 août	Riga	Traité de commerce et de navigation	Autriche et Lettonie	376 644
14 août	Oslo	<i>Idem</i>	Lettonie et Norvège	377 644
21 août	Washington	Conv. concernant la réglementation du trafic des boissons alcooliques	É.-U. d'Amérique et Pays-Bas	277 578
30 août	Londres	Accord concernant l'Ar- rangement du 9 août 1924 entre le Gouv. allemand et la Com- mission des Réparations	Gouv. alliés et Gouv. allemand	378 645

## ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

317

1924 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
30 août	Londres	Arrangement pour l'exécution du Plan des experts du 9 avril 1924	Gouv. alliés et Gouv. allemand	278 579
30 août	Londres	<i>Idem</i>	Gouv. alliés	279 580
20 sept.	Rome	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Italie et Suisse	18 91
27 sept.	Genève	Décision du Conseil de la S. d. N., relative à l'application à l'Irak des principes de l'art. 22 du Pacte (Mandat britannique sur l'Irak)	Empire britannique	280 582
2 oct.	Genève	Résolutions relatives au règlement pacifique des différends internatio- naux adoptées par la 5 <sup>me</sup> Assemblée de la S. d. N.	—	10 62
11 oct.	Vienne	Traité de conciliation	Autriche et Suisse	19 95
3 nov.	Riga	Traité de commerce et de navigation	Danemark et Lettonie	281 582
9 nov.	Londres	Échange de notes pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage	Grande-Bretagne et Suède	20 97
2 déc.	Londres	Traité de commerce et de navigation	Allemagne et Grande- Bretagne	282 583
4 déc.	Berlin	Conv. commerciale	Lettonie et Suisse	379 648
9 déc.	La Haye	Conv. de commerce	Hongrie et Pays-Bas	283 583
26 déc.	Tokio	Traité de règlement judiciaire	Japon et Suisse	21 99
<b>1925.</b>				
17 janv.	Helsingfors	Conv. de conciliation et d'arbitrage	Estonie, Finlande, Let- tonie, Pologne	22 100
14 févr.	Oslo	Conv. concernant le régime juridique inter- national des eaux du Pasvik (Patsjoki) et du Jakobselv (Vuorema- joki)	Finlande et Norvège	284 584
14 févr.	Oslo	Conv. concernant le flottage du bois sur le Pasvik (Patsjoki)	Finlande et Norvège	285 584

1925 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
14 févr.	Paris	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	France et Siam	286 585
19 févr.	Genève	Conv. relative à l'opium	(Traité collectif)	190 509
7 mars	Berne	Traité de conciliation et d'arbitrage	Pologne et Suisse	23 106
28 mars	Riga	Conv. de conciliation	Lettonie et Suède	380 648
6 avril	Paris	Traité de conciliation et d'arbitrage obligatoire	France et Suisse	24 110
17 avril	Varsovie	Échange de notes comportant une conv. commerciale provisoire	Grèce et Pologne	287 586
23 avril	Varsovie	Traité de conciliation et d'arbitrage	Pologne et Tchécoslovaquie	25 114
13 mai	Londres	Échange de notes pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage	Grande-Bretagne et Norvège	26 119
29 mai	Tallinn	Conv. de conciliation	Estonie et Suède	381 649
5 juin	Genève	Conv. concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail	(Traité collectif)	191 511
8 juin	Genève	Conv. concernant le travail de nuit dans les boulangeries	(Traité collectif)	192 512
8 juin	La Haye	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Pays-Bas et Siam	288 587
10 juin	Genève	Conv. concernant la réparation des accidents du travail	(Traité collectif)	193 512
10 juin	Genève	Conv. concernant la réparation des maladies professionnelles	(Traité collectif)	194 513
11 juin	Kovno	Conv. relative à l'institution d'une commission de conciliation	Lithuanie et Suède	382 649
17 juin	Genève	Conv. concernant le contrôle du commerce international des armes et munitions et des matériels de guerre	(Traité collectif)	195 513

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR 319

1925 (suite).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>Nos. Pages.</i>
7 juill.	Bruxelles	Traité de commerce et de navigation	Union économique belgo-luxembourgeoise et Lettonie	383 649
12 juill.	Londres	Échange de notes pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage	Grande-Bretagne et Pays-Bas	27 120
14 juill.	Londres	Traité de commerce et de navigation	Grande-Bretagne et Siam	289 587
15 juill.	Paris	Traité de règlement judiciaire	Brésil et Libéria	28 120
3 août	Madrid	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Espagne et Siam	290 588
14 août	Paris	Traité portant délimitation de frontière	Allemagne et France	291 588
14 août	Lisbonne	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Portugal et Siam	292 589
21 août	Oslo	Traité de conciliation	Norvège et Suisse	29 121
1 <sup>er</sup> sept.	Copenhague	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Danemark et Siam	293 589
21 sept.	Genève	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Grèce et Suisse	30 125
14 oct.	Berne	Conv. commerciale	Estonie et Suisse	384 650
16 oct.	Locarno	Conv. d'arbitrage	Allemagne et Belgique	31 129
16 oct.	Locarno	Conv. d'arbitrage	Allemagne et France	32 133
16 oct.	Locarno	Traité d'arbitrage	Allemagne et Pologne	33 134
16 oct.	Locarno	Traité d'arbitrage	Allemagne et Tchécoslovaquie	34 134
3 nov.	Stockholm	Traité de conciliation et d'arbitrage	Pologne et Suède	35 135
25 nov.	Oslo	Conv. pour le règlement pacifique des différends	Norvège et Suède	36 140
25 nov.	Londres	Conv. d'arbitrage	Grande-Bretagne et Siam	37 143
26 nov.	Berlin	Protocole annexé au Traité de douane et de crédit	Allemagne et Pays-Bas	385 651

<b>1925</b> (suite).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>Nos. Pages.</i>
7 déc.	Prague	Accord concernant l'application des art. 266 (dernier al.) et 273 du Traité de Saint-Germain	Autriche et Tchécoslovaquie	361 635
12 déc.	La Haye	Traité de conciliation	Pays-Bas et Suisse	38 143
19 déc.	Stockholm	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Siam et Suède	294 590
<b>1926.</b>				
2 janv.	Prague	Traité de conciliation et d'arbitrage	Suède et Tchécoslovaquie	39 147
14 janv.	Stockholm	Conv. pour le règlement pacifique des différends	Danemark et Suède	40 149
15 janv.	Copenhague	<i>Idem</i>	Danemark et Norvège	41 152
29 janv.	Helsingfors	<i>Idem</i>	Finlande et Suède	42 153
30 janv.	Helsingfors	<i>Idem</i>	Danemark et Finlande	43 154
2 févr.	Jérusalem	Conv. de bon voisinage	Palestine ; Syrie et Grand-Liban	295 591
3 févr.	Berne	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage obligatoires	Roumanie et Suisse	44 155
3 févr.	Helsingfors	Conv. pour le règlement pacifique des différends	Finlande et Norvège	45 159
10 févr.	Monrovia	Échange de notes concernant la Conv. d'arbitrage	É.-U. d'Amérique et Libéria	46 161
4 mars	La Havane	Conv. pour prévenir la contrebande des boissons alcooliques	É.-U. d'Amérique et Cuba	296 592
5 mars	Vienne	Traité de conciliation et d'arbitrage	Autriche et Tchécoslovaquie	47 162
16 avril	Vienne	<i>Idem</i>	Autriche et Pologne	48 165
20 avril	Madrid	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Espagne et Suisse	49 170
23 avril	Copenhague	Traité de conciliation et d'arbitrage	Danemark et Pologne	50 173
30 avril	Bruxelles	<i>Idem</i>	Belgique et Suède	51 178

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR 321

1926 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N <sup>os</sup> . Pages.
4 mai	Prague	Conv. concernant l'exécution des contrats d'assurance sur la vie et de rentes viagères	Italie et Tchécoslovaquie	386 652
9 mai	Rome	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Italie et Siam	297 593
12 mai	Athènes	Conv. commerciale	Grèce et Pays-Bas	298 593
20 mai	La Haye	Traité d'arbitrage et de conciliation	Allemagne et Pays-Bas	52 181
28 mai	Stockholm	Traité de conciliation et d'arbitrage	Autriche et Suède	53 186
				<b>E 9</b>
29 mai	Paris	Convention relative à la navigation aérienne	Allemagne et Belgique	436 329
30 mai	Angora	Conv. d'amitié et de bon voisinage	France et Turquie	299 594
2 juin	Berlin	Traité d'arbitrage et de conciliation	Allemagne et Danemark	54 187
4 juin	Londres	Conv. pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage du 25 oct. 1905	Danemark et Grande-Bretagne	55 193
4 juin	Londres	Conv. pour le renouvellement, en ce qui concerne l'Islande, de la Conv. d'arbitrage anglo-danoise du 25 oct. 1905	Grande-Bretagne et Islande	56 193
5 juin	Genève	Conv. concernant la simplification de l'inspection des émigrants à bord des navires	(Traité collectif)	196 514
10 juin	Paris	Conv. pour le règlement pacifique des différends	France et Roumanie	57 194
19 juin	Paris	Accord concernant le contrôle sanitaire à l'île de Kamaran des pèlerins se rendant à La Mecque	Grande-Bretagne et Pays-Bas	387 653
23 juin	Genève	Conv. concernant le rapatriement des marins	(Traité collectif)	197 515
24 juin	Genève	Conv. concernant le contrat d'engagement des marins	(Traité collectif)	198 515

1926 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N <sup>os</sup> .	Pages.
28 juin	Riga	Traité concernant le règlement des relations économiques	Allemagne et Lettonie	388	654
5 juill.	Paris	Traité d'arbitrage	Danemark et France	58	195
16 juill.	Londres	Traité de commerce et de navigation	Grande-Bretagne et Grèce	300	594
16 juill.	Oslo	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Norvège et Siam	301	595
23 juill.	Londres	Traité de commerce et de navigation	Grande-Bretagne et Hongrie	302	595
24 juill.	Belgrade	Traité de commerce	Hongrie et Yougoslavie	389	654
7 août	Madrid	Traité d'amitié, de conciliation et de règlement judiciaire	Espagne et Italie	59	198
27 août	Berne	Conv. pour le règlement des rapports au sujet de certaines clauses du régime juridique de la future dérivation de Kembs	France et Suisse	303	596
7 sept.	Port-au-Prince	Conv. commerciale	Haïti et Pays-Bas	304	596
10 sept.	Athènes	Conv. de commerce	Grèce et Suède	305	597
18 sept.	Genève	Traité de conciliation et d'arbitrage	Pologne et Yougoslavie	60	198
25 sept.	Genève	Conv. relative à l'esclavage	(Traité collectif)	199	516
28 sept.	Bruxelles	Traité de commerce et de navigation	Union économique belgo-luxembourgeoise et Estonie	390	655
13 oct.	Athènes	<i>Idem</i>	Albanie et Grèce	391	655
29 nov.	Athènes	Conv. provisoire de commerce	Grèce et Suisse	392	656
30 nov.	Prague	Traité d'arbitrage	Danemark et Tchécoslovaquie	61	200
11 déc.	Kaunas	Traité de conciliation et d'arbitrage	Danemark et Lithuanie	62	205
18 déc.	Tallinn	Traité de conciliation	Danemark et Estonie	393	657
29 déc.	Rome	Traité de conciliation et d'arbitrage	Allemagne et Italie	63	206

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR 323

<b>1926</b> <i>(suite).</i>	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>Nos. Pages.</i>
29 déc.	Lisbonne	Échange de notes concernant l'abrogation de la Conv. d'arbitrage du 15 nov. 1913	Portugal et Suède	64 210
<b>1927.</b>				
4 janv.	Londres	Échange de notes pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage	Grande-Bretagne et Portugal	65 212
5 févr.	Bruxelles	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Belgique et Suisse	66 213
5 févr.	Riga	Traité d'exécution de l'Union douanière	Estonie et Lettonie	394 657
9 févr.	Oslo	Conv. de commerce et de navigation	Chili et Norvège	306 597
15 févr.	Vienne	Traité concernant la navigation aérienne	Autriche et Tchécoslovaquie	307 598
24 févr.	Rome	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Chili et Italie	67 218
25 févr.	Riga	Conv. de commerce et de navigation	Grèce et Lettonie	395 658
3 mars	Bruxelles	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Belgique et Danemark	68 219
4 mars	Stockholm	Traité de conciliation et d'arbitrage	Belgique et Finlande	69 221
24 mars	Bruxelles	Conv. relative à l'application des mesures de police sanitaire maritime	Belgique et Pays-Bas	308 598
5 avril	Rome	Traité d'amitié, de conciliation et d'arbitrage	Hongrie et Italie	70 221
12 mai	Guatemala	Traité de commerce	Guatemala et Pays-Bas	309 599
12 mai	Londres	Traité de commerce et de navigation	Grande-Bretagne et Yougoslavie	310 599
20 mai	Berlin	Conv. concernant la navigation aérienne	Allemagne et Italie	311 600
21 mai	La Haye	Traité de conciliation	Pays-Bas et Suède	71 225
16 juin	Genève	Conv. concernant l'assurance-maladie des travailleurs de l'industrie et du commerce et des gens de maison	(Traité collectif)	200 517

## 324 ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

1927 (suite),	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
16 juin	Genève	Conv. concernant l'assurance-maladie des travailleurs agricoles	(Traité collectif)	201 518
20 juin	Tallinn	Traité de commerce	Estonie et Tchécoslovaquie	396 658
29 juin	Berlin	Conv. relative à la navigation aérienne	Allemagne et Grande-Bretagne	312 600
29 juin	Athènes	Conv. de commerce et de navigation	Grèce et Norvège	313 601
9 juill.	Bruxelles	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Belgique et Portugal	72 226
12 juill.	Genève	Conv. internationale pour la création d'une Union internationale de secours	(Traité collectif)	202 518
19 juill.	Bruxelles	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Belgique et Espagne	73 232
11 août	Lisbonne	Conv. pour régler l'aménagement hydro-électrique de la section internationale du Douro	Espagne et Portugal	314 601
15 août	Santander	Conv. générale concernant la navigation aérienne	Espagne et Italie	315 602
17 août	Paris	Accord commercial	Allemagne et France	316 603
20 août	Berne	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Colombie et Suisse	74 238
13 sept.	Londres	Traité de conciliation	Colombie et Suède	75 242
17 sept.	Rome	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Italie et Lituanie	76 245
17 oct.	Bruxelles	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Belgique et Luxembourg	77 249
20 oct.	Paris	Traité de conciliation et d'arbitrage	France et Luxembourg	78 252
2 nov.	Athènes	Traité de commerce et de navigation	Grèce et Yougoslavie	397 659

## ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

325

<b>1927</b> (suite).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>Nos. Pages.</i>
8 nov.	Genève	Conv. pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation	(Traité collectif)	203 519
				<b>E 8</b>
11 nov.	Paris	Conv. d'arbitrage	France et Yougoslavie	421 452
16 nov.	Berne	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Finlande et Suisse	79 254
22 déc.	Rome	Accord relatif à l'exécution des art. 266 (dernier al.) et 273 du Traité de Saint-Germain	Autriche et Italie	362 636
<b>1928.</b>				
2 janv.	Madrid	Conv. de commerce et de navigation	Danemark et Espagne	317 603
18 janv.	Lisbonne	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Portugal	80 259
29 janv.	Berlin	Traité d'arbitrage et de conciliation	Allemagne et Lithuanie	81 263
3 mars	Paris	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	France et Suède	82 265
10 mars	Genève	Traité d'arbitrage et de conciliation	France et Pays-Bas	83 268
14 mars	Copenhague	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Danemark et Espagne	84 273
21 mars	Genève	Pacte de non-agression et d'arbitrage	Grèce et Roumanie	85 275
22 mars	Madrid	Conv. générale de navigation aérienne	Espagne et France	318 604
5 avril	Washington	Traité d'arbitrage et de conciliation	Danemark et Haïti	86 280
6 avril	Vienne	Traité de commerce	Autriche et Danemark	319 604
7 avril	Bangkok	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Allemagne et Siam	320 605
26 avril	Madrid	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Suède	87 282
11 mai	Rome	Traité relatif à la navigation aérienne	Autriche et Italie	321 605

<b>1928</b> ( <i>suite</i> ).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>Nos. Pages.</i>
16 mai	Paris	Accord commercial	Autriche et France	322 606
30 mai	Rome	Traité de neutralité, de conciliation et de règlement judiciaire	Italie et Turquie	88 286
31 mai	Helsinki	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Finlande	89 290
9 juin	Genève	Traité de conciliation	Finlande et Pays-Bas	90 292
11 juin	Vienne	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Autriche et Espagne	91 292
16 juin	Genève	Conv. concernant l'institution de méthodes de fixation des salaires minima	(Traité collectif)	204 521
21 juin	Luxembourg	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Luxembourg	92 293
2 juill.	Paris	Conv. commerciale	France et Tchécoslovaquie	323 607
6 juill.	Paris	Traité de conciliation et d'arbitrage	France et Portugal	429 304
11 juill.	Genève	Arrangement international relatif à l'exportation des peaux	(Traité collectif)	205 521
11 juill.	Genève	Arrangement international relatif à l'exportation des os	(Traité collectif)	206 522
21 août	Helsinki	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Finlande et Italie	93 295
22 août	Berlin	Conv. de commerce et de navigation	Danemark et Grèce	324 607
29 août	Berne	Protocole portant modification du Traité d'arbitrage et de conciliation du 3 déc. 1921	Allemagne et Suisse	94 296
1 <sup>er</sup> sept.	Prétoria	Traité de commerce et de navigation	Union sud-africaine et Allemagne	398 659
11 sept.	Prétoria	Conv. réglant l'introduction de travailleurs indigènes du Mozambique dans la province du Transvaal, etc.	Union sud-africaine et Portugal	399 660

## ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

327

1928 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
23 sept.	Rome	Traité d'amitié, de conciliation et de règlement judiciaire	Grèce et Italie	95 302
26 sept.	Genève	Acte général de conciliation, de règlement judiciaire et de règlement arbitral	(Traité collectif)	11 70
17 oct.	Berne	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Portugal et Suisse	96 306
25 oct.	Bruxelles	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Belgique et Pologne	97 308
27 oct.	La Haye	Traité de règlement judiciaire et de conciliation	Pays-Bas et Siam	98 313
29 oct.	Luxembourg	Traité de conciliation et d'arbitrage	Luxembourg et Pologne	99 314
30 oct.	Berlin	Traité de commerce et de navigation	Allemagne et Lithuanie	400 661
7 nov.	Prague	Conv. concernant le règlement des créances et dettes mutuelles, nées avant le 26 févr. 1919, en anciennes couronnes austro-hongroises, entre les créanciers ou les débiteurs serbes, croates et slovènes et tchécoslovaques	Tchécoslovaquie et Yougoslavie	325 609
8 nov.	Budapest	Conv. de commerce et de navigation	Hongrie et Suède	326 609
10 nov.	Berlin	Conv. destinée à mettre fin aux différends financiers existant entre l'Allemagne et la Roumanie	Allemagne et Roumanie	401 662
14 nov.	Prague	Conv. concernant le règlement des questions découlant de la délimitation de la frontière	Hongrie et Tchécoslovaquie	402 662
16 nov.	Prague	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Tchécoslovaquie	100 319
30 nov.	Varsovie	Traité de conciliation et d'arbitrage	Hongrie et Pologne	101 320

1928 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N <sup>os</sup> . Pages.
3 déc.	Helsinki	Protocole portant modification à la Conv. d'arbitrage et de conciliation conclue le 14 mars 1925	Allemagne et Finlande	102 323
3 déc.	Madrid	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Pologne	103 326
7 déc.	Tallinn	Traité de commerce et de navigation	Allemagne et Estonie	403 663
9 déc.	Ankara	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Suisse et Turquie	104 330
11 déc.	Varsovie	Traité de commerce	Autriche et Estonie	404 664
12 déc.	Prague	Traité concernant la réglementation des questions juridiques relatives à la frontière décrite par l'art. 27, al. 6, du Traité de Saint-Germain	Autriche et Tchécoslovaquie	405 665
12 déc.	Budapest	Traité de conciliation et d'arbitrage	Finlande et Hongrie	105 334
27 déc.	Madrid	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Norvège	106 335
<b>1929.</b>				
5 janv.	Budapest	Traité de neutralité, de conciliation et d'arbitrage	Hongrie et Turquie	107 339
17 févr.	Téhéran	Traité d'amitié	Allemagne et Perse <sup>1</sup>	406 666
6 mars	Ankara	Traité de neutralité, de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Bulgarie et Turquie	108 341
11 mars	Athènes	Conv. de commerce, de navigation et d'établissement	France et Grèce	327 610
15 mars	Paris	Conv. de commerce	Estonie et France	328 610
27 mars	Belgrade	Pacte d'amitié, de conciliation et de règlement judiciaire	Grèce et Yougoslavie	109 346
28 mars	La Haye	Traité de commerce et de navigation	Autriche et Pays-Bas	329 611

<sup>1</sup> Par décision du Gouvernement de Téhéran, et à dater du 21 mars 1935, les dénominations de « Perse » et de « persan » sont abolies et remplacées par « Iran » et « iranien ». Le changement de dénomination a été porté à la connaissance du Greffe par une communication du Secrétaire général de la Société des Nations en date du 20 mars 1935.

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR 329

1929 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
20 avril	Genève	Conv. internationale pour la répression du faux-monnayage	(Traité collectif)	207 523
23 avril	Prague	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règle- ment judiciaire	Belgique et Tchécoslova- quie	110 354
25 avril	Berlin	Protocole modifiant la Conv. d'arbitrage du 29 août 1924	Allemagne et Suède	111 362
29 avril	Tallinn	Conv. de commerce et de navigation	Estonie et Hongrie	407 667
10 mai	Ankara	Traité d'arbitrage et de conciliation	Allemagne et Turquie	112 365
16 mai	Budapest	Conv. de commerce et de navigation	Hongrie et Lithuanie	408 667
21 mai	Belgrade	Acte général de conci- liation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Roumanie, Tchécoslova- quie et Yougoslavie	113 369
23 mai	Téhéran	Traité d'amitié	Belgique et Perse	409 668
27 mai	Téhéran	Traité d'amitié	Perse et Suède	410 670
30 mai	La Paz	Traité de commerce	Bolivie et Pays-Bas	330 611
8 juin	Prague	Pacte d'amitié, de con- ciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Grèce et Tchécoslovaquie	114 373
10 juin	Madrid	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Hongrie	115 375
10 juin	Rome	Conv. d'établissement et de commerce	Albanie et Suisse	331 612
15 juin	Paris	Protocole relatif à des amendements aux art. 3, 5, 7, 15, 34, 37, 41, 42, et aux clauses finales de la Convention sur la navigation aérienne du 13 oct. 1919	(Traité collectif)	<b>E</b> 10 450 306
17 juin	Oslo	Conv. de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Italie et Norvège	116 378
21 juin	Genève	Conv. concernant l'indi- cation du poids sur les gros colis transportés par bateau	(Traité collectif)	208 524

1929 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
21 juin	Genève	Conv. concernant la protection des travailleurs occupés au chargement ou au déchargement des bateaux contre les accidents	(Traité collectif)	209 524
25 juin	Athènes	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Belgique et Grèce	117 383
8 juill.	Berne	Conv. de commerce	France et Suisse	411 671
9 juill.	Tallinn	Conv. de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Estonie et Tchécoslovaquie	118 385
10 juill.	Paris	Traité d'arbitrage	Espagne et France	E 11 476 276
22 juill.	Budapest	Traité de conciliation et d'arbitrage	Bulgarie et Hongrie	119 387
15 août	Luxembourg	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Luxembourg et Portugal	120 389
26 août	Copenhague	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Islande	121 389
26 août	Berne	Traité de commerce	Union économique belgo-luxembourgeoise et Suisse	412 672
9 sept.	Genève	Conv. de règlement pacifique de tous les différends internationaux	Norvège et Tchécoslovaquie	122 392
11 sept.	Genève	Traité d'arbitrage et de conciliation	Allemagne et Luxembourg	123 393
14 sept.	Genève	Protocole relatif à la révision du Statut de la Cour	(Traité collectif)	6 24
14 sept.	Genève	Amendements au Statut de la Cour	---	7 26
14 sept.	Genève	Protocole relatif à l'adhésion des É.-U. d'Amérique au Protocole de signature du Statut de la Cour	(Traité collectif)	8 27
14 sept.	Genève	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Pays-Bas et Tchécoslovaquie	124 398

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR 331

1929 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N <sup>os</sup> . Pages.
16 sept.	Genève	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Luxembourg et Suisse	125 399
17 sept.	Genève	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Luxembourg et Pays-Bas	126 403
18 sept.	Genève	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règle- ment judiciaire	Luxembourg et Tchéco- slovaquie	127 403
20 sept.	Genève	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Suisse et Tchécoslovaquie	128 404
2 oct.	Prague	Conv. de règlement ju- diciaire, d'arbitrage et de conciliation	Finlande et Tchécoslova- quie	129 408
16 oct.	Rome	Traité de commerce et de navigation	Italie et Panama	E 10 473 320
2 nov.	Hambourg	Décision relative à l'exé- cution des art. 363-364 du Traité de Versailles. et annexes	Allemagne et Tchécoslo- vaquie	332 612
6 nov.	Paris	Conv. commerciale	Cuba et France	E 8 424 470
27 nov.	Tallinn	Traité de conciliation et d'arbitrage	Estonie et Hongrie	130 409
9 déc.	Oslo	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règle- ment judiciaire	Norvège et Pologne	131 410
18 déc.	Genève	Protocole des négocia- tions (régularisation du Rhin entre Stras- bourg-Kehl et Istein)	Allemagne, France et Suisse	333 613
27 déc.	Vienne	Accord concernant le paiement des réclama- tions des ressortissants hellènes relatives aux dommages subis pen- dant la période de neu- tralité de la Grèce	Autriche et Grèce	334 614
31 déc.	Varsovie	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Bulgarie et Pologne	132 414
1930. 13 janv.	Moscou	Traité d'amitié	Lithuanie et Perse	E 9 442 334

1930 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N <sup>os</sup> . Pages.
14 janv.	La Haye	Accord relatif à la libération des biens, droits et intérêts des ressortissants allemands grevés du privilège établi en vertu du Traité de Versailles	Allemagne et Canada	413 673
18 janv.	La Haye	Conv. pour le règlement définitif des questions résultant des Sections III et IV de la Partie X du Traité de Saint-Germain	Autriche et Belgique	414 674
20 janv.	La Haye	Accord relatif au règlement complet et définitif du problème des réparations	Union sud-africaine, Allemagne, Australie, Belgique, Canada, France, Grande-Bretagne, Grèce, Inde, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	335 614
20 janv.	La Haye	Déclaration (annexe 1 à l'Accord du 20 janv. 1930)	Allemagne	336 617
20 janv.	La Haye	Accord relatif à l'acquittement définitif des obligations financières de l'Autriche	Union sud-africaine, Australie, Autriche, Belgique, Canada, France, Grande-Bretagne, Grèce, Inde, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	337 617
20 janv.	La Haye	Accord concernant le règlement des réparations bulgares	Union sud-africaine, Australie, Belgique, Bulgarie, Canada, France, Grande-Bretagne, Grèce, Inde, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	338 618
20 janv.	La Haye	Conv. concernant la Banque des Règlements internationaux	Allemagne, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Suisse	339 619
22 janv.	Luxembourg	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Luxembourg et Roumanie	133 417
22 janv.	La Haye	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Pays-Bas et Roumanie	134 419

## ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

333

1930 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
23 janv.	Athènes	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Grèce	135 420
3 févr.	Paris	Traité d'amitié, de conciliation et d'arbi- trage	France et Turquie	136 421
6 févr.	Rome	Traité d'amitié, de conciliation et de règle- ment judiciaire	Autriche et Italie	137 424
13 févr. 18 févr.	Le Cap Lourenço- Marques	Accord commercial entre le Haut-Commis- saire pour l'Afrique du Sud et le gouverneur général de Mozambique régulant les relations commerciales entre Swaziland, etc., et Mozambique	Grande-Bretagne et Por- tugal	415 674
				<b>E 10</b>
14 févr.	Madrid	Conv. relative à la navi- gation aérienne	Espagne et Pays-Bas	460 311
28 févr.	Riga	Traité d'arbitrage	Danemark et Lettonie	138 428
8 mars	Prague	Conv. de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Lithuanie et Tchécoslova- quie	139 430
12 mars	Téhéran	Traité d'amitié	Pays-Bas et Perse	416 675
25 mars	Belgrade	Conv. de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Belgique et Yougoslavie	140 430
10 avril	Varsovie	Conv. de commerce et de navigation	Grèce et Pologne	340 619
12 avril	La Haye	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Pays-Bas et Pologne	141 432
12 avril	La Haye	Conv. concernant cer- taines questions rela- tives aux conflits de loi sur la nationalité	(Traité collectif)	210 525
12 avril	La Haye	Protocole relatif aux obligations militaires dans certains cas de double nationalité	(Traité collectif)	211 526
12 avril	La Haye	Protocole relatif à un cas d'apatridie	(Traité collectif)	212 527

1930 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
12 avril	La Haye	Protocole spécial relatif à l'apatridie	(Traité collectif)	213 527
28 avril	Paris	Accord (n° I)	Union sud-africaine, Aus- tralie, Belgique, Canada, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Inde, Italie, Japon, Nouvelle- Zélande, Pologne, Portu- gal, Roumanie, Tchéco- slovaquie, Yougoslavie	417 677
28 avril	Paris	Accord (n° II)	<i>Idem</i>	341 620
28 avril	Paris	Accord (n° III)	<i>Idem</i>	342 621
28 avril	Paris	Accord (n° IV)	France, Grande-Bretagne, Italie, Roumanie, Tchéco- slovaquie, Yougoslavie	418 678
28 avril	Paris	Accord relatif à la Fon- dation Gojdu	Hongrie et Roumanie	343 622
28 avril	Ankara	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Turquie	142 435
28 avril	Paris	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Finlande et France	143 437
5 mai	Athènes	Traité de conciliation et d'arbitrage	Grèce et Hongrie	144 442
12 mai	Dublin	Traité de commerce et de navigation	Allemagne et État libre d'Irlande	<b>E 9</b> 443 335
23 mai	Bruxelles	Conv. pour l'établisse- ment et l'exploitation d'une ligne aérienne Belgique-France-Congo	Belgique et France	<b>E 9</b> 437 329
26 mai	La Haye	Traité de commerce	Pays-Bas et Suisse	344 622
28 mai	Belgrade	Traité de commerce et de navigation	Pays-Bas et Yougoslavie	345 623
3 juin	Athènes	Conv. de commerce	Grèce et Hongrie	346 623
21 juin	Kaunas	Traité de commerce et de navigation	Danemark et Lithuanie	347 623
23 juin	Varsovie	Conv. de commerce et de navigation	Pologne et Roumanie	<b>E 10</b> 461 311
23 juin	Varsovie	Conv. vétérinaire an- nexée à la Conv. de commerce et de navi- gation	Pologne et Roumanie	<b>E 10</b> 462 312

## ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

335

1930 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
26 juin	Vienne	Traité d'amitié, de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Autriche et Grèce	145 442
27 juin	Tingvellir	Convention concernant la procédure pour le règlement des différends	Danemark et Islande	146 444
27 juin	Tingvellir	Convention concernant le règlement pacifique des différends	Finlande et Islande	147 446
27 juin	Tingvellir	<i>Idem</i>	Islande et Norvège	148 447
27 juin	Tingvellir	<i>Idem</i>	Islande et Suède	149 449
27 juin	Štrbské Pleso	Traité de commerce et de navigation	Roumanie et Tchécoslovaquie	348 624
28 juin	Genève	Conv. concernant la réglementation de la durée du travail dans le commerce et dans les bureaux	(Traité collectif)	214 528
28 juin	Genève	Conv. concernant le travail forcé ou obligatoire	(Traité collectif)	215 528
8 juill.	Bucarest	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Belgique et Roumanie	<b>E 9</b> 430 308
26 juill.	Lisbonne	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Norvège et Portugal	150 450
2 août	Varsovie	Conv. relative à l'exploitation des lignes aériennes commerciales	France et Pologne	<b>E 8</b> 425 470
6 août	Londres	Traité de commerce et de navigation	Grande-Bretagne et Roumanie	349 625
13 août	Riga	Traité de conciliation et d'arbitrage	Hongrie et Lettonie	151 455
24 sept.	Genève	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Belgique et Lithuanie	152 455
1 <sup>er</sup> oct.	Oslo	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Autriche et Norvège	153 456
30 oct.	Ankara	Traité d'amitié, de neutralité, de conciliation et d'arbitrage	Grèce et Turquie	154 457

<b>1930</b> <i>(suite).</i>	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>Nos. Pages.</i>
24 nov.	Kaunas	Traité de conciliation et d'arbitrage	Lettonie et Lituanie	155 462
8 déc.	Belgrade	Conv. concernant l'application et l'exécution de quelques dispositions de l'Accord général de La Haye entre l'Autriche et les États créanciers conclu le 20 janv. 1930	Autriche et Yougoslavie	419 678
<b>1931.</b>				
26 janv.	Vienne	Traité de conciliation et d'arbitrage	Autriche et Hongrie	156 464
11 mars	La Haye	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Pays-Bas et Yougoslavie	157 466
17 mars	Ankara	Conv. de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Tchécoslovaquie et Turquie	158 467
27 mars	La Haye	Protocole pour reconnaître à la Cour la compétence d'interpréter les conventions de La Haye de droit international privé	Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Pays-Bas, Yougoslavie	216 529
30 mars	La Haye	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Pays-Bas	159 471
11 avril	Tallinn	Conv. de commerce et de navigation	Estonie et Finlande	420 679
17 avril	Athènes	Conv. concernant les services de transport aérien	Grande-Bretagne et Grèce	350 625
18 avril	Ankara	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Belgique et Turquie	160 475
28 avril	Riga	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Italie et Lettonie	161 478
21 mai	Genève	Conv. portant création d'une Société internationale de crédit hypothécaire agricole	(Traité collectif)	217 530
28 mai	Tokio	Traité d'amitié et de commerce	Siam et Suisse	351 626

## ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

337

1931 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N <sup>os</sup> . Pages.
				E 9
5 juin	Athènes	Conv. pour l'établissement de lignes de navigation aérienne	France et Grèce	438 330
18 juin	Genève	Conv. limitant la durée du travail dans les mines de charbon	(Traité collectif)	218 531
				E 10
23 juin	Sofia	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Belgique et Bulgarie	444 278
13 juill.	Genève	Conv. pour limiter la fabrication et régler la distribution des stupéfiants	(Traité collectif)	219 532
31 juill.	Tirana	Traité de commerce et de navigation	Albanie et Grande-Bretagne	352 626
11 août	Londres	Protocole concernant l'Allemagne relatif à la suspension de certaines dettes intergouvernementales	Union sud-africaine, Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Grande-Bretagne, Grèce, Inde, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchécoslovaquie	353 627
				E 8
11 août	Bucarest	Conv. de commerce et de navigation	Grèce et Roumanie	426 471
				E 8
11 août	Bucarest	Conv. d'établissement	Grèce et Roumanie	427 471
21 août	Berne	Conv. relative à l'établissement en Suisse du fonds agraire	France, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, Suisse	354 627
21 août	Berne	Conv. relative à l'établissement en Suisse du fonds spécial	France, Grande-Bretagne, Italie, Roumanie, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	355 628
22 août	Vienne	Conv. d'établissement, de commerce et de navigation	Autriche et Roumanie	356 628
				E 8
3 oct.	Moscou	Traité d'amitié	Estonie et Perse	428 474
				E 9
7 oct.	Bucarest	Conv. d'établissement, de commerce et de navigation	Roumanie et Suède	439 330
31 oct.	Copenhague	Traité de commerce et de navigation	Danemark et Pays-Bas	357 629
9 nov.	La Paz	Traité de commerce	Bolivie et Danemark	358 629

<b>1931</b> ( <i>suite</i> ).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>N<sup>os</sup>. Pages.</i>
				<b>E 8</b>
26 nov.	Sofia	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Bulgarie et Norvège	422 456
				<b>E 10</b>
12 déc.	Moscou	Traité d'amitié	Finlande et Perse	474 320
				<b>E 9</b>
<b>1932.</b> 4 janv.	Varsovie	Traité d'amitié, de conciliation et d'arbitrage	Grèce et Pologne	431 312
				<b>E 8</b>
12 févr.	Genève	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Luxembourg et Norvège	423 463
				<b>E 10</b>
27 févr.	Madrid	Conv. générale de navigation aérienne	Belgique et Espagne	463 312
				<b>E 10</b>
27 févr.	Madrid	Arrangement concernant la création et l'exploitation de lignes aériennes passant au-dessus de leurs territoires respectifs	Belgique et Espagne	464 313
				<b>E 10</b>
8 mars	Genève	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Danemark et Turquie	445 284
				<b>E 10</b>
8 avril	Madrid	Conv. relative à la navigation aérienne	Espagne et Suède	465 313
				<b>E 11</b>
15 avril	Luxembourg	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Italie et Luxembourg	477 281
				<b>E 10</b>
16 avril	Genève	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Pays-Bas et Turquie	446 288
				<b>E 9</b>
27 avril	Genève	Conv. concernant la protection des travailleurs occupés au chargement et au déchargement des bateaux contre les accidents (révisée en 1932)	(Traité collectif)	434 328
				<b>E 9</b>
30 avril	Genève	Conv. concernant l'âge d'admission des enfants aux travaux non industriels	(Traité collectif)	435 328
				<b>E 9</b>
30 mai	Bagdad	Déclaration faite par l'Irak à l'occasion de l'extinction du régime mandataire	Irak	440 331

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR 339

<b>1932</b> (suite).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>N<sup>os</sup>. Pages.</i>
				<b>E 11</b>
28 juin	Sennumering	Accord relatif à la constitution des services spéciaux aux Portes-de-Fer	Commission int. du Danube, Roumanie, Yougoslavie	487 299
				<b>E 9</b>
2 juill.	Washington	Traité de commerce et de navigation	Panama et Pays-Bas	441 331
				<b>E 11</b>
5 juill.	Rome	Conv. concernant la navigation aérienne	Hongrie et Italie	488 299
				<b>E 10</b>
16 juill.	Vienne	Conv. relative à la navigation aérienne	Autriche et Grande-Bretagne	466 314
				<b>E 10</b>
6 déc.	Lisbonne	Conv. de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Portugal et Suède	447 293
				<b>E 11</b>
<b>1933.</b>				<b>E 11</b>
3 janv.	Rome	Conv. sur la reconnaissance et l'exécution de décisions judiciaires	Italie et Suisse	489 300
				<b>E 9</b>
16 janv.	Ankara	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Norvège et Turquie	432 318
				<b>E 9</b>
23 mars	La Haye	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Norvège et Pays-Bas	433 323
				<b>E 10</b>
5 avril	La Haye	Traité d'arbitrage, de règlement judiciaire et de conciliation	Pays-Bas et Venezuela	448 296
				<b>E 11</b>
13 avril	Athènes	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Danemark et Grèce	478 284
				<b>E 10</b>
19 avril	La Haye	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Japon et Pays-Bas	449 300
				<b>E 10</b>
24 avril	Londres	Accord commercial	Danemark et Grande-Bretagne	467 315
				<b>E 11</b>
27 avril	Berlin	Traité modifiant le Traité de douane et de crédit conclu le 26 nov. 1925	Allemagne et Pays-Bas	496 308
				<b>E 10</b>
1 <sup>er</sup> mai	Londres	Conv. commerciale	Argentine et Grande-Bretagne	468 315
				<b>E 10</b>
15 mai	Londres	Accord commercial	Grande-Bretagne et Norvège	469 316

1933 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
				<b>E 10</b>
15 mai	Londres	Accord commercial	Grande-Bretagne et Suède	470 316
				<b>E 10</b>
19 mai	Londres	Accord commercial	Grande-Bretagne et Islande	471 317
				<b>E 10</b>
29 juin	Genève	Conv. concernant les bureaux de placement payants	(Traité collectif)	453 308
				<b>E 10</b>
29 juin	Genève	Conv. concernant l'as- surance-vieillesse obli- gatoire des salariés des entreprises industrielles et commerciales, des professions libérales, ainsi que des travail- leurs à domicile et des gens de maison	(Traité collectif)	454 309
				<b>E 10</b>
29 juin	Genève	Conv. concernant l'as- surance-vieillesse obli- gatoire des salariés des entreprises agricoles	(Traité collectif)	455 309
				<b>E 10</b>
29 juin	Genève	Conv. concernant l'as- surance-invalidité obli- gatoire des salariés des entreprises industrielles et commerciales, des professions libérales, ainsi que des travail- leurs à domicile et des gens de maison	(Traité collectif)	456 309
				<b>E 10</b>
29 juin	Genève	Conv. concernant l'as- surance-invalidité obli- gatoire des salariés des entreprises agricoles	(Traité collectif)	457 310
				<b>E 10</b>
29 juin	Genève	Conv. concernant l'as- surance-décès obli- gatoire des salariés des entreprises industrielles et commerciales, des professions libérales, ainsi que des travail- leurs à domicile et des gens de maison	(Traité collectif)	458 310
				<b>E 10</b>
29 juin	Genève	Conv. concernant l'as- surance-décès obli- gatoire des salariés des entreprises agricoles	(Traité collectif)	459 310
				<b>E 10</b>
29 sept.	Helsingfors	Accord commercial	Finlande et Grande- Bretagne	472 317

## ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

341

<b>1933</b> ( <i>suite</i> ).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>N<sup>os</sup>. Pages.</i>
5-11 oct.	Genève	Conv. pour faciliter la circulation internationale des films ayant un caractère éducatif	(Traité collectif)	<b>E 10</b> 452 308
11 oct.	Genève	Conv. internationale pour la répression de la traite des femmes majeures	(Traité collectif)	<b>E 10</b> 451 307
11 oct.	Genève	Conv. de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Lettonie et Tchécoslovaquie	<b>E 11</b> 479 290
13 oct.	Londres	Conv. concernant la suppression de l'importation illicite des boissons alcooliques en Finlande	Finlande et Grande-Bretagne	<b>E 10</b> 475 322
<b>1934.</b>				<b>E 11</b>
24 mai	Rio-de-Janeiro	Protocole de paix, d'amitié et de coopération	Colombie et Pérou	490 300
19 juin	Genève	Conv. (révisée) concernant le travail de nuit des femmes (1934)	(Traité collectif)	<b>E 11</b> 480 296
21 juin	Genève	Conv. concernant la durée du travail dans les verreries à vitres automatiques	(Traité collectif)	<b>E 11</b> 481 296
21 juin	Genève	Conv. (révisée) concernant la réparation des maladies professionnelles (1934)	(Traité collectif)	<b>E 11</b> 482 296
23 juin	Genève	Conv. assurant aux chômeurs involontaires des indemnités ou des allocations	(Traité collectif)	<b>E 11</b> 483 296
6 juill.	Londres	Accord commercial	Grande-Bretagne et Lituanie	<b>E 11</b> 491 302
11 juill.	Londres	Accord complémentaire au Traité de commerce et de navigation du 18 janv. 1926	Estonie et Grande-Bretagne	<b>E 11</b> 492 302
17 juill.	Londres	Accord commercial	Grande-Bretagne et Lettonie	<b>E 11</b> 493 303
24 nov.	Genève	(Résolution de l'Assemblée de la S. d. N. : affaire du Chaco)		494 303

1935.	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>N<sup>os</sup>. Pages.</i>
				<b>E II</b>
20 févr.	Genève	Conv. internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux	(Traité collectif)	484 297
				<b>E II</b>
20 févr.	Genève	Conv. internationale concernant le transit des animaux, des viandes et des autres produits d'origine animale	(Traité collectif)	485 297
				<b>E II</b>
20 févr.	Genève	Conv. internationale concernant l'exportation et l'importation de produits d'origine animale (autres que les viandes, les préparations de viande, les produits animaux frais, le lait et les dérivés du lait)	(Traité collectif)	486 298
13 mai	La Haye	Traité d'arbitrage, de règlement judiciaire et de conciliation <sup>1</sup>	Norvège et Venezuela	— —
12 juin	Buenos-Ayres	Protocole	Bolivie et Paraguay	<b>E II</b> 495 305

<sup>1</sup> Le texte de ce traité a été communiqué au Greffe par le Gouvernement norvégien après la mise en pages définitive du chapitre X du présent volume; il figurera dans le Douzième Rapport annuel (1935-1936).

## TABLE DES MATIÈRES

<i>Introduction</i> . . . . .	Pages 7
-------------------------------	------------

### CHAPITRE PREMIER

#### DE LA COUR ET DU GREFFE

##### I. — DE LA COUR.

1. — Composition de la Cour . . . . .	9
2. — Préséance, Présidence et Vice-Présidence . . . . .	11
<b>Liste des Juges</b> . . . . .	11
3. — Biographies des Juges titulaires et suppléants . . . . .	11
4. — <b>Des Juges « ad hoc »</b> . . . . .	11
Liste des candidats juges . . . . .	11
Juges <i>ad hoc</i> dans les affaires traitées. . . . .	15
5. — <b>Chambres spéciales</b> (Chambre pour les litiges de travail, Chambre pour les litiges de communications et de transit, Chambre de procédure sommaire). . . . .	16
6. — <b>Assesseurs</b> . . . . .	17
A. — Liste des assesseurs pour litiges de travail . . . . .	18
B. — » » » » » » transit et de communications . . . . .	22
Liste générale des assesseurs . . . . .	24
7. — Experts . . . . .	28

##### II. — DU GREFFIER.

Titulaire du poste (M. Åke Hammarskjöld). . . . .	28
Greffier-adjoint (M. L. J. H. Jorstad). . . . .	28

##### III. — DU GREFFE.

Liste des fonctionnaires . . . . .	29
Organisation du Greffe . . . . .	30
Le Tribunal administratif de la S. d. N. . . . .	31

IV. — PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DIPLOMATIQUES DES JUGES ET DES FONCTIONNAIRES DU GREFFE . . . . .	31
--	----

	Pages
V. — LOCAUX.	
Bibliothèque . . . . .	31
VI. — COMMUNICATIONS POSTALES, ETC. . . . .	
	32
<i>Diagramme</i> : Personnel du Greffe, et nombre de jours de session	32-33

CHAPITRE II

DU STATUT ET DU RÈGLEMENT

I. — Le Statut :	
Signatures et ratifications du Protocole de signature du 16 décembre 1920 . . . . .	33
<b>Revision du Statut :</b>	
Signatures et ratifications du Protocole du 14 sep- tembre 1929 . . . . .	34
II. — Le Règlement :	
Élaboration . . . . .	35
Revision de juillet 1926 . . . . .	35
Modifications de janvier-février 1931 . . . . .	35
Nouvelle étude du Règlement . . . . .	35

CHAPITRE III

DE LA COMPÉTENCE DE LA COUR

I. — COMPÉTENCE EN MATIÈRE CONTENTIEUSE.	
1. — Compétence <i>ratione materiae</i> :	
En vertu d'un compromis . . . . .	37
Liste des affaires introduites par compromis . . . . .	37
En vertu d'un traité ou d'une convention . . . . .	38
En vertu de la Disposition facultative . . . . .	42
Texte de la Disposition . . . . .	42
Liste (avec tableau) des États signataires, des États liés, etc.	43
En vertu de la résolution du Conseil de la S. d. N. du 17 mai 1922 . . . . .	44
L'Acte général de 1928 . . . . .	44
Affaires soumises par requête unilatérale . . . . .	47
Liste des affaires soumises par requête unilatérale . . . . .	47
Compétence comme instance de recours . . . . .	49
Mesures conservatoires . . . . .	49
Compétence en matière de compétence . . . . .	49
Interprétation d'un arrêt . . . . .	49

TABLE DES MATIÈRES	345
	Pages
2. — Compétence <i>ratione personæ</i> . . . . .	49
A. — <b>Membres de la S. d. N.</b> . . . . .	50
B. — États mentionnés à l'annexe au Pacte . . . . .	50
Les États-Unis d'Amérique . . . . .	51
Signatures et ratifications du Protocole du	
14 septembre 1929 relatif à l'adhésion des	
États-Unis . . . . .	53
C. — Autres États auxquels la Cour est ouverte . . . . .	54
3. — Des voies de communication avec les gouvernements . . . . .	55
II. — COMPÉTENCE EN MATIÈRE CONSULTATIVE.	
Requêtes du Conseil <i>proprio motu</i> . . . . .	59
Autres requêtes . . . . .	59
Procédure pour le vote des demandes d'avis . . . . .	61
III. — AUTRES ACTIVITÉS.	
Tâches spéciales confiées à la Cour ou à son Président . . . . .	62
a) Nominations d'arbitres ou d'experts, etc., par la Cour . . . . .	63
b)     »     »     »     »     »     »     »     » le Président . . . . .	64
Requêtes de personnes privées contre un gouvernement . . . . .	65

#### CHAPITRE IV

##### SESSIONS ET DÉCISIONS DE LA COUR ; RÔLE GÉNÉRAL

Introduction . . . . .	71
Dates des sessions tenues par la Cour . . . . .	73
Liste des arrêts, ordonnances et avis (avec sommaire) . . . . .	74
Ordonnances de la Cour (1926-1934) :	
I. — Index chronologique . . . . .	88
II. — Objet des ordonnances . . . . .	94
Rôle général de la Cour (nouvelles inscriptions) . . . . .	122

#### CHAPITRE V

##### ARRÊTS, ORDONNANCES ET AVIS CONSULTATIFS

A/B 63. Affaire Oscar Chinn ( <i>Arrêt du 12 déc. 1934</i> ) . . . . .	125
A/B 64. Écoles minoritaires en Albanie ( <i>Avis du 6 avril 1935</i> ) . . . . .	131

## CHAPITRE VI

## DIGESTE DES DÉCISIONS DE LA COUR

## PORTANT APPLICATION DU STATUT ET DU RÈGLEMENT

(HUITIÈME ADDENDUM — 1934-1935).

	Pages
Introduction . . . . .	139
SECTION I. — <b>Statut</b> . . . . .	141
» II. — <b>Procédure consultative</b> . . . . .	145
» III. — <b>Autres activités</b> . . . . .	146
Index analytique du chapitre VI . . . . .	147
» des articles du Statut . . . . .	151
» » » » Règlement . . . . .	154

## CHAPITRE VII

## PUBLICATIONS DE LA COUR

Séries des publications et catalogues . . . . .	157
<b>Nouvelles publications parues</b> . . . . .	157
Édition allemande . . . . .	158
Tableau des publications (par années et par séries) . . . . .	159

## CHAPITRE VIII

## FINANCES DE LA COUR

## 1. — RÈGLES POUR LA GESTION DES FINANCES

A. — Bases et historique . . . . .	161
B. — Le Règlement financier . . . . .	161
C. — Autres règles . . . . .	163
D. — Mesures spéciales :	
1) Budgets de 1933, 1934 et 1935 . . . . .	163
Rapport soumis par la Commission de contrôle à l'Assemblée . . . . .	163
2) Budget de 1936 . . . . .	164
Rapport soumis par la Commission de contrôle à l'Assemblée (sept. 1935) . . . . .	164

## 2. — COMPTABILITÉ ANNUELLE

Exercice 1934. — 1. Prévisions budgétaires . . . . .	165
2. Comptes . . . . .	165
3. Résumé de l'actif et du passif au 31 décembre 1934 . . . . .	166

	347
TABLE DES MATIÈRES	Pages
Exercice 1935. — I. Prévisions budgétaires . . . . .	167
» 1936. — I. » » . . . . .	168
<i>Diagramme</i> : Les finances de la Cour depuis 1922 . . . . .	168-169

-----

CHAPITRE IX

LISTE BIBLIOGRAPHIQUE DES PUBLICATIONS  
RELATIVES A LA COUR

(La table des matières du chapitre IX figure aux pages 170-171.)

Index des noms d'auteurs et des noms cités de la Liste . . . . .	213
» » matières de la Liste . . . . .	235

-----

CHAPITRE X

QUATRIÈME ADDENDUM A LA QUATRIÈME ÉDITION  
DE LA COLLECTION DES TEXTES  
RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

Introduction . . . . .	247
------------------------	-----

**Section I.**

<i>Modifications et additions aux textes cités dans la quatrième édition de la Collection et dans les premier, deuxième et troisième addenda . . . . .</i>	249
Tableau des États ayant souscrit à la Disposition facultative . . . . .	252

**Section II.**

<i>Actes régissant la compétence de la Cour parvenus à la connaissance du Greffe depuis le 15 juin 1934 . . . . .</i>	275
---	-----

PREMIÈRE PARTIE. — Textes constitutionnels fixant la compétence de la Cour. (*Pas d'actes nouveaux.*)

DEUXIÈME PARTIE. — Actes ayant pour objet le règlement pacifique des différends et visant la compétence de la Cour :

<i>Section A</i> : Actes collectifs. ( <i>Pas d'actes nouveaux.</i> )	
<i>Section B</i> : Autres actes . . . . .	276

	Pages
TROISIÈME PARTIE. — Actes divers prévoyant la compétence de la Cour :	
<i>Section A</i> : Actes collectifs . . . . .	296
<i>Section B</i> : Autres actes . . . . .	299
QUATRIÈME PARTIE. — Actes conférant à la Cour ou à son Président une fonction extrajudiciaire :	
<i>Section A</i> : Nomination par la Cour. ( <i>Pas d'actes nouveaux.</i> )	
<i>Section B</i> : Nomination par le Président (le Vice-Président et le juge le plus âgé) . . . . .	308
<b>Liste par ordre chronologique des actes (déjà entrés en vigueur ou simplement signés) régissant la compétence de la Cour . . . . .</b>	<b>309</b>

## SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS A. W. SIJTHOFF, LEYDE (Hollande)

---

### Dépositaires généraux des publications de la Cour permanente de Justice internationale :

- ALLEMAGNE, AUTRICHE, ÉTATS DES BALKANS. K. F. Kœhlers Antiquarium, Täubchenweg 21, LEIPZIG.
- ARGENTINE. Libreria « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- BELGIQUE. Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE. Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRÉSIL. Livraria F. Briguier & Cia., 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- CHILI. Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO-DE-CHILI.
- COSTA-RICA. Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- CUBA. Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK. G. E. C. Gad's Boghandel, Vimmelskafte 32, COPENHAGUE.
- ÉQUATEUR. Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE. Ruiz Hermanos, Plaza de Santa Ana 13, MADRID (12).
- ÉTATS-UNIS. World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE. Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE. Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 5, rue Auguste-Comte, PARIS (VI<sup>e</sup>).
- GRANDE-BRETAGNE. George Allen & Unwin Ltd., 40, Museumstreet, LONDRES W. C. 1.
- GUATEMALA. J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10<sup>a</sup>, Calle Oriente n° 5, GUATEMALA.
- HAWAÏ. Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS. Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- HONGRIE. Librairie Grill, Dorottya utca 2, BUDAPEST (V).
- ITALIE. Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti 26-29, ROME.
- JAPON. Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- LETTONIE. Latwijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela 4, RIGA.
- MEXIQUE. Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA. Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- NORVÈGE. Olaf Norli, Universitetsgaten 24, OSLO.
- PÉROU. Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE. Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- ROUMANIE. K. F. Kœhlers Antiquarium, Täubchenweg 21, LEIPZIG.
- SUÈDE. C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE. Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE. Librairie F. Topič, 11, Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY. Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
-